

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

IMPRESSIONS
DIVERSES.

SESSION DE 1845.

TOME DEUXIEME,

COMPRENANT

LES Nos 48 — 91.



A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

1845.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
SÉANCE DU 15 JANVIER 1845

PROJET DE LOI

RELATIVE AU

PROJET DE LOI
RELATIVE AU
PROJET DE LOI

RELATIVE AU
PROJET DE LOI

ARTICLE 1^{ER}

Le projet de loi est adopté.

Le projet de loi est adopté.

Le projet de loi est adopté.
Le projet de loi est adopté.
Le projet de loi est adopté.
Le projet de loi est adopté.
Le projet de loi est adopté.
Le projet de loi est adopté.
Le projet de loi est adopté.
Le projet de loi est adopté.
Le projet de loi est adopté.
Le projet de loi est adopté.

ARTICLE 2ND

Le projet de loi est adopté.

IMPRESSION
N° 48
—
1845.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 14 avril 1845.

PROJET DE LOI

TENDANT à proroger, jusqu'à la fin de 1846, les lois des 21 avril 1832, 1^{er} mai 1834, et 24 juillet 1839, relatives aux Étrangers réfugiés ;

AVEC l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, déjà adopté par la Chambre des Députés, soit présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE UNIQUE.

Les lois des 21 avril 1832, 1^{er} mai 1834 et 24 juil-

let 1839, relatives aux étrangers réfugiés, sont prorogées jusqu'à la fin de 1846.

DONNÉ au palais des Tuileries le 13 avril 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé DUCHATEL.

bé
CH
fin
et
rés

plu
tio
l'o
Ap
n'o
au

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS ,

Nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi déjà adopté par la Chambre des Députés, et qui proroge jusqu'à la fin de 1846 les lois des 21 avril 1832, 1^{er} mai 1834 et 24 juillet 1839, relatives aux réfugiés étrangers résidant en France.

C'est la reproduction des mesures qui, depuis plusieurs années, ont obtenu votre approbation : elles répondent à la fois aux nécessités de l'ordre et aux exigences de l'hospitalité nationale. Appliquées toujours avec modération, ces lois n'ont jusqu'ici donné lieu, dans leur exécution, à aucune plainte, à aucune réclamation fondée.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 14 avril 1845.

PROJETS DE LOI

Qui autorisent les départements de l'Ain, de la Meuse et du Nord à s'imposer extraordinairement;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

1^{er} PROJET. (Ain.)

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,
A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 15 mars 1845, soit présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'État de l'intérieur, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Le département de l'Ain est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1844, à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1846,

trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté à des travaux d'achèvement et d'amélioration des routes départementales actuellement classées.

ART. 2.

L'emploi du produit de cette imposition sera déterminé, chaque année, sur la proposition du conseil général, par des ordonnances royales rendues dans la forme des règlements d'administration publique.

DONNÉ au palais des Tuileries, le 13 avril 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé DUCHATEL.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département de l'Ain a été autorisé, par une loi du 17 juillet 1840, à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1841, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes dont le produit devait être affecté aux travaux des routes départementales. Au 1^{er} janvier 1846, ces voies de communication

seront terminées, mais il est indispensable d'entreprendre, sur la plupart d'entre elles, des améliorations qui nécessiteront une dépense de 759.600 f. environ.

Dans l'impossibilité de faire face à cette dépense au moyen des fonds propres à la deuxième section du budget, le conseil général de l'Ain a demandé, dans sa dernière session, que le département soit autorisé à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1846, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit serait exclusivement affecté aux travaux d'amélioration des routes départementales actuellement classées.

Cette imposition n'étant point nouvelle, puisqu'elle continue seulement celle qui avait été créée par la loi du 17 juillet 1840, les charges que supporte le département ne seront pas aggravées; les ressources qu'elle produira suffiront pour terminer les travaux les plus urgents, et la situation financière du département est loin de s'opposer à ce qu'il soit donné cours à un vote aussi conforme à ses intérêts.

Nous venons donc, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi que la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 15 mars, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

2^e PROJET. (Meuse.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Meuse est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite, à affecter aux travaux d'achèvement des routes départementales actuellement classées, la somme de trois mille neuf cent quarante-quatre francs cinquante-trois centimes, restée libre sur le produit des ressources créées par la loi du 11 juin 1842.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Une loi du 11 juin 1842 a établi sur le département de la Meuse une imposition extraordinaire additionnelle au principal des quatre contributions directes, d'une somme de 58.384 fr. 98 c., destinée au paiement de la dette du département envers le sieur de Cheppe, pour fournitures faites aux troupes alliées en 1815.

Le produit de l'imposition dont il s'agit a dépassé le montant de la dette départementale d'une somme de 3.944 fr. dont le département peut aujourd'hui disposer.

Dans sa dernière session, le conseil général s'est occupé de l'emploi qu'il convenait de donner à

cette somme, et il a proposé de l'affecter aux travaux des routes départementales. Ces routes n'étant pas encore terminées, il ne saurait être fait un meilleur usage des ressources que le paiement de la dette du département laisse disponibles. Nous venons, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi que la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 15 mars, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

3^e PROJET. (Nord.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Nord est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite, dans sa session de 1844, à employer la somme de quatre-vingt-deux mille quatre cent vingt-cinq francs soixante-dix-sept centimes, restée libre sur le produit de l'imposition créée par la loi du 5 août 1840, au remboursement de partie de la somme de cent vingt-un mille deux cent quatre-vingt-dix francs cinquante-un centimes, prélevée par le département, en vertu de la loi du 18 juillet 1838, sur les fonds spéciaux propres au service des chemins vicinaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département du Nord a été autorisé, par une loi du 5 août 1840 : 1° à emprunter une somme de 790.000 fr. qui devait être affectée à l'extinction immédiate des dettes et engagements contractés par le département, et aux travaux des routes départementales n^{os} 9, 12 et 14, ainsi qu'à la construction d'un bâtiment pour les archives départementales ; 2° à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1841, 2 centimes 1/2 additionnels au principal des quatre contributions directes dont le produit devait être employé au remboursement et au service des intérêts dudit emprunt.

Au nombre des dettes contractées par le département figurait une somme de 121.290 fr. dont la loi du 18 juillet 1838 avait autorisé le prélèvement sur le produit des 5 centimes spéciaux votés, au budget de 1838, pour le service des chemins vicinaux. Cette dette ne produisant pas d'intérêts, le département préféra se libérer d'abord des engagements qui lui étaient plus onéreux, et les fonds de l'emprunt de 790.000 fr. ont été employés, de telle sorte que la dette de 121.290 fr. subsiste encore entière aujourd'hui.

Mais le produit de l'imposition autorisée par la loi précitée du 5 août 1840 excède de 82.425 f. 77 c.

la somme nécessaire au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt. Le conseil général a demandé, dans sa dernière session, que ces fonds disponibles soient affectés au paiement d'un premier à-compte à valoir sur la dette de 121.290 fr., sauf à pourvoir au paiement du reste en 1846, sur le produit des centimes facultatifs.

Il ne saurait être fait un meilleur emploi des ressources dont il s'agit, et, d'ailleurs, il importe que ce département se libère d'un engagement contracté depuis 1838, et dont sa situation financière ne lui permet pas de s'acquitter autrement. Nous venons donc, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi que la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 15 mars, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

27113 210 110 110 110

Il est évident que les résultats obtenus sont en parfaite harmonie avec les données théoriques. Les courbes obtenues sont en effet très voisines de celles qui ont été calculées par la méthode des moindres carrés.

PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION

La commission chargée d'examiner le rapport de M. le Ministre de l'Intérieur sur l'état des finances de la ville de Paris, a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport qu'elle a l'honneur de vous adresser.

Le rapport de M. le Ministre de l'Intérieur sur l'état des finances de la ville de Paris, a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport qu'elle a l'honneur de vous adresser.

ANCIENNE VILLE

La ville de la Croix-Rouge (Rhône) est une ville très ancienne, qui a été fondée par les Romains.

CHAMBRE DES PAIRS.

1845.

Séance du 14 avril 1845.

PROJETS DE LOI.

Qui autorisent les villes de la Croix-Rousse (Rhône)
et de Roubaix (Nord) à contracter des emprunts ;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

1^{er} PROJET. (Croix-Rousse.)

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, et qui a été adopté par la Chambre des Députés dans la séance du 29 mars 1845, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'État de l'intérieur, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE UNIQUE.

La ville de la Croix-Rousse (Rhône) est autorisée à emprunter, soit avec publicité et concurrence, soit directement de la caisse des dépôts et

consignations, à un intérêt de 4 et demi pour 100 au plus, une somme de 50.000 francs destinée à payer ses dettes exigibles.

Cet emprunt sera remboursé en huit ans, à partir de 1847, sur les revenus ordinaires de la ville, et dans les proportions déterminées dans la délibération du conseil municipal du 20 juillet 1844.

DONNÉ au Palais des Tuileries le 13 avril 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

Signé DUCHATEL.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Quelques-unes des recettes admises aux budgets de la Croix-Rousse (Rhône) n'ayant pas atteint le chiffre des prévisions, il en est résulté un embarras passager dans les finances de la ville. L'exercice 1843 a présenté un déficit d'environ 38.000 francs, et le budget de l'exercice 1844 n'a pu être équilibré que par l'admission, en recette, du produit d'un emprunt de 50.000 francs.

Plusieurs dépenses extraordinaires qu'il n'a pas été possible d'ajourner, telles que le solde de l'établissement du chemin de Serin, un à-compte sur le prix de la mairie, le paiement d'une partie du prix des terrains nécessaires à l'élargissement

de la rue Saint-Denis, etc., réclamaient une allocation de plus de 64.000 francs.

Il s'agit aujourd'hui de faire cesser la fâcheuse position où se trouve la ville, et de l'autoriser à contracter l'emprunt de 50.000 francs, provisoirement admis en recette à son budget de 1844. Bien que la ville soit grevée de plus de 200.000 fr. de dettes, l'excédant de ses recettes ordinaires sur ses dépenses de même nature, qui, d'après les trois derniers comptes, s'élève en moyenne à 54.000 fr. par an, lui permettra de rembourser en quelques années sa dette ancienne et la nouvelle. Dans cet état de choses, il ne saurait y avoir d'inconvénient à autoriser l'emprunt sollicité.

Le Roi nous a, en conséquence, ordonné de soumettre à vos délibérations le projet de loi ci-joint, qui a été adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 29 mars dernier.

2^e PROJET. (Roubaix.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

La ville de Roubaix (Nord) est autorisée à emprunter, soit avec publicité et concurrence, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, à un taux d'intérêt annuel qui ne pourra dépasser 4 et demi pour 100, une somme de 100.000 francs destinée à concourir, avec d'autres

ressources, aux frais de construction d'un nouvel hôtel de ville.

Cet emprunt sera remboursé en huit années et par huitième, à partir de 1851, sur les revenus ordinaires de la ville.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

L'hôtel de ville de Roubaix (Nord) ne peut plus suffire à l'installation des divers services qui doivent y être centralisés, et l'administration locale a formé le projet d'en faire édifier un nouveau, plus en harmonie avec l'importance actuelle de sa destination. La dépense du nouvel édifice s'élèvera à 420.000 francs, d'après les plans et devis qui, après avoir été soumis à l'examen du conseil des bâtiments civils, ont été régulièrement approuvés.

La somme nécessaire à l'exécution de ce projet serait réalisée au moyen d'un prélèvement de 20.000 francs sur les ressources de la caisse municipale, et le surplus par un emprunt remboursable en huit annuités à partir de 1851. Déjà la ville est grevée de deux autres emprunts; elle a encore à pourvoir au paiement de quelques dépenses extraordinaires dans l'espace de quelques années; mais sa situation financière, comparée à l'excédant moyen de ses recettes ordinaires sur ses dépenses de même nature, évaluée à 120.000 francs par

année, démontre qu'elle pourra facilement subvenir aux charges de sa dette arriérée et à celles du nouvel emprunt. Il résulte de cet état de choses que la demande de la ville peut être favorablement accueillie sans inconvénient.

Le Roi nous a, en conséquence, ordonné de soumettre à vos délibérations le projet de loi ci-joint, que la Chambre des Députés a adopté par sa résolution du 29 mars dernier.

PROJET

Le projet de loi sur la réorganisation de la Chambre des Pairs, par lequel on propose de réduire de moitié le nombre de ses membres, a été adopté par la Chambre des Pairs le 20 mai 1845.

PROJET

Le projet de loi sur la réorganisation de la Chambre des Pairs, par lequel on propose de réduire de moitié le nombre de ses membres, a été adopté par la Chambre des Pairs le 20 mai 1845.

PROJET

Le projet de loi sur la réorganisation de la Chambre des Pairs, par lequel on propose de réduire de moitié le nombre de ses membres, a été adopté par la Chambre des Pairs le 20 mai 1845.

PROJET

Le projet de loi sur la réorganisation de la Chambre des Pairs, par lequel on propose de réduire de moitié le nombre de ses membres, a été adopté par la Chambre des Pairs le 20 mai 1845.

PROJET

Le projet de loi sur la réorganisation de la Chambre des Pairs, par lequel on propose de réduire de moitié le nombre de ses membres, a été adopté par la Chambre des Pairs le 20 mai 1845.

SESSIONS

N° 51.

1845.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 14 avril 1845.

2 PROJETS DE LOI

RELATIFS

A des changements de circonscriptions
territoriales ;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

1^{er} PROJET,

*TENDANT à distraire le village de Crouzet de la commune de
Saint-Ilpize pour le réunir à celle de Saint-Privat-du-
Dragon (Haute-Loire).*

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet
de loi dont la teneur suit, soit présenté, en notre
nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre
secrétaire d'État de l'intérieur, que nous chargeons
d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discus-
sion.

ARTICLE PREMIER.

La limite entre les communes de Saint-Ilpize et

de Saint-Privat-du-Dragon, canton de la Voûte-Chillac, arrondissement de Brioude, département de la Haute-Loire, est fixée dans la direction indiquée sur le plan annexé à la présente loi, par les lettres A B C D. En conséquence, le territoire du village du Crouzet, compris entre cette ligne et l'ancienne limite, est distrait de la commune de Saint-Ilpize et réuni à la commune de Saint-Privat-du-Dragon.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les conditions de la distraction ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

DONNÉ au palais des Tuileries, le 13 avril 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,*

Signé DUCHATEL.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons soumettre à votre approbation un projet de loi qui tend à modifier la circonscrip-

tion territoriale des communes de Saint-Ilpize et de Saint-Privat-du-Dragon (Haute-Loire), par la réunion à la dernière de ces communes de la section du Crouzet, administrée aujourd'hui par la commune de Saint-Ilpize.

Ce changement, réclamé par les habitants du Crouzet et approuvé par le préfet du département, par le conseil d'arrondissement de Brioude, et par le conseil général de la Haute-Loire, a pour but de donner un centre administratif plus accessible et plus rapproché à une population de 65 habitants, qui dans l'état actuel des choses ont plus d'un myriamètre à parcourir, et par des chemins souvent impraticables, pour se rendre au chef-lieu.

Le conseil municipal de Saint-Ilpize et même les agents du cadastre et des contributions directes ont cherché à atténuer les inconvénients résultant de la situation topographique du village de Crouzet. Mais il est tellement vrai que la vaste étendue territoriale de la commune de Saint-Ilpize est un obstacle à la facilité des communications que l'on a déjà été obligé de distraire de cette commune diverses portions de terrains sur lesquels son action administrative ne pouvait que difficilement se faire sentir. Il n'y a aucun motif pour refuser de faire participer les habitants du Crouzet aux améliorations qui ont été reconnues indispensables.

C'est d'ailleurs une faible perte pour la commune de Saint-Ilpize, qui conservera un territoire de 2200 hectares, 2332 habitants et 361 francs de revenus ordinaires.

2^e PROJET,

TENDANT à la suppression d'une enclave entre la commune de Bitche, chef-lieu de canton, et d'Hotteville, canton de Volmunster (Moselle).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

L'enclave cotée A au plan ci-annexé à la présente loi et circonscrite par un liséré jaune et rouge, est distraite de la commune de Bitche, chef-lieu de canton, arrondissement de Sarreguemines, département de la Moselle, et réunie à la commune d'Hotteville, canton de Volmunster, même arrondissement.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Il existe entre les communes de Bitche et d'Hotteville, département de la Moselle, un terrain divisé en deux parties quoique formant une même exploitation rurale connue sous le nom de ferme de Léchéré.

L'une des portions de ce terrain forme une enclave dépendant de la commune d'Hotteville; l'autre est comprise dans le périmètre de Bitche, mais ne se rattache à son territoire que par une pointe de terre tellement étroite qu'elle peut aussi être considérée comme une enclave.

Placer entièrement les terrains de la ferme de Léchéré sous l'administration de cette dernière commune serait augmenter l'étendue du prolongement irrégulier que forme déjà sur cette commune la partie de la ferme qui en dépend.

Il est donc plus convenable de rétablir la contiguïté entre Hotteville et son enclave au moyen de la réunion à Hotteville des portions de terrains intermédiaires que l'on distrairait à cet effet de Bitche. Par là toutes les parcelles dont se compose la ferme de Léchéré se trouveront rattachées au corps de la ferme située sur la commune d'Hotteville.

Mais comme les communes de Bitche et d'Hotteville ne dépendent pas du même canton, la rectification cadastrale dont il s'agit ne peut avoir lieu qu'avec le concours du pouvoir législatif.

D'après les propositions des autorités administratives, et après avoir pris les ordres du Roi, nous venons à cet effet soumettre à l'approbation de la Chambre le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 14 avril 1845.

1^{er} PROJET DE LOI

RELATIF

AUX DOUANES;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'agriculture
et du commerce.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet
de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre
des Députés, avec les amendements que nous avons
consentis, sera présenté, en notre nom, à la Cham-
bre des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'Etat
au département de l'agriculture et du commerce,
et par MM. Grélerin, conseiller d'Etat, directeur
général de l'administration des douanes, et La-
vollée, directeur du commerce extérieur, que nous
chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir
la discussion.

SECTION PREMIÈRE.

TARIF.

ARTICLE PREMIER.

Les droits de douane, à l'importation, seront , pour les objets ci-après désignés , établis ou modifiés de la manière suivante :

		Écrus.	Blanchis à quelque degré que ce soit.	Teints.
		fr.	fr.	fr.
Simples.	6000 mètres au moins	38	54	58
	Plus de 6000 mètres , et pas plus de 12.000.	48	66	70
	Plus de 12.000 mètres, et pas plus de 24.000.	80	106	106
	Plus de 24.000 mètres, et pas plus de 36.000.	125	163	160
	Plus de 36.000 mètres	165	212	200
Retors.	6.000 mètres ou moins.	44	61	70
	Plus de 6000 mètres , et pas plus de 12.000.	60	81	86
	Plus de 12.000 mètres, et pas plus de 24.000.	104	136	134
	Plus de 24.000 mètres, et pas plus de 36.000.	167	215	205
	Plus de 36.000 mètres	225	287	260

Par 100 kilogrammes.

Les fils ourdis en chaîne et les fils pour cordonnier, paieront les mêmes droits que les fils retors.

Pour l'application des droits ci-dessus, sur les fils de lin et de chanvre retors, on multipliera le nombre de mètres que mesurera un kilogramme du fil déclaré, par le nombre des bouts de fil simple

Les fils et tissus de lin ou de chanvre importés par les bureaux de la frontière de terre, situés d'Armentières à la Malmaison, près Longwy, inclusivement, resteront soumis, jusqu'au 10 août 1846, aux droits établis par les lois des 17 mai 1826, 5 juillet 1836 et 6 mai 1841.

Bois d'acajou importés, par navires français, de l'Inde et des autres pays situés hors d'Europe. } Moitié des droits actuels.

La prime accordée à l'exportation des meubles en acajou massif et des feuilles de placage, est réduite à moitié.

Bois d'espenille ou d'hispanille. . . Même droit que le bois d'acajou.

Braidé ou libidibi.	En gousses entières ou simplement concassées.	par navires français.	3 fr. 50 c.	} les 100 kilogrammes.
		par navires étrangers et par terre.	5 50	
		des pays hors d'Europe. . .	1 "	
		des entrepôts. . .	3 "	
		par navires étrangers et par terre.	4 "	
	Moulu.	Comme le sumac moulu.		

Cachou en masse, importé de l'Inde par navires français.	10 fr.	} Les 100 kil.
Curcuma en racines, importé de l'Inde par navires français.	10	
Sulfate de potasse.	10	

Cigares et autres tabacs fabriqués, importés pour le compte de la régie.	par navires français.	des pays hors d'Europe. Régime actuel.	} Les 100 kil.
	des entrepôts.	7½ f.	
	par navires étrangers et par terre.	15	

Produits de la côte occidentale d'Afrique, importés en droiture par navires français	Cire jaune et brune	du Sénégal	3 f.	Les 100 kilogrammes.
		des autres points de la côte occidentale d'Afrique	5	
	Résineux exotiques non dénommés	du Sénégal	25	
		des autres points de la côte occidentale d'Afrique	50	
Produits de la Martinique et de la Guadeloupe	Casse sans apprêt	20 fr. les 100 kilog.	Même droit que celui de la Guyane française.	
	Rocou			
Huile de palme et de coco, de la Guyane française et des établissements français de l'Inde, importées en droiture par navires français		Mêmes droits que de la côte occidentale d'Afrique.		
Huiles de Touloucouna et d'Ellipé ou d'Ilipé		Même droit que les huiles de palme et de coco.		
Charbons de bois et de chenevottes, par les bureaux compris entre Mont-Saint-Martin et Sierck, inclusivement » f. 01 c. par mètre cube.				
Minerais aurifère et argentifère		» f. 10 c.		
Talc brut en masse		» 50		
Caractères d'imprimerie vieux et hors d'usage, exclusivement importés pour la refonte (à charge d'être brisés en douane lorsqu'ils pourront servir à d'autres usages)		10	»	Les 100 kil.
Mineral de fer		»	01	
Mineral d'arsenic	par navires français	»	10	
	par navires étrangers et par terre	1 f.	10	
Calamine grillée	par navires français	»	10	Les 100 kil.
	par navires étrangers et par terre	1	50	
Cuivre pur de première fusion, en masses ou plaques ou en objets détruits, importé par navires français, des pays situés hors d'Europe		» 10		
Mastic bitumineux		» 60		
Lait		Même droit que le beurre frais.		

Noix de coco	{ Les droits des fruits exotiques frais à dénommer. }	
Résine dammar	{ Mêmes droits que la résine dite gomme copal. }	
Sarcocolle, kino et autres sucs végétaux desséchés non dénommés.	<div> <div> <div>par navires français.</div> <div> <div>de l'Inde 40 fr.</div> <div>d'ailleurs hors d'Europe. . . 60</div> <div>des entrepôts 80</div> </div> </div> <div> <div>par navires étrangers. 125</div> </div> </div>	{ Les 100 kil. }
Iode brut	{ Même droit que le broune. }	
Plumes et becs de plumes, en métal autre que d'or ou d'argent.	4 fr.	le kil.
Plumes de parure brutes ou apprêtées	<div> <div>blanches 400 fr.</div> <div>noires 200</div> <div>autres, y compris les plumes de coq et de vautour, sans distinction de couleur 100</div> </div>	{ Les 100 kil. }
Sérans ou peignes.	<div>à pointe de fer ou de cuivre.</div> <div>à pointes d'acier.</div>	<div>{ Même droit que les instruments aratoires. }</div> <div>{ Même droit que les outils de pur acier. }</div>
Horloges en bois.	<div>avec mouvement en métal. . . 2 fr. la pièce.</div> <div>toutes autres</div>	Droit actuel.
Limes et râpes.	Seront considérées comme communes, toutes celles qui ont huit tailles ou moins au centimètre, et comme fines, toutes celles qui ont plus de huit tailles dans le même espace; la mesure sera prise perpendiculairement au trait du burin.	
Voiles de navires confectionnées.	{ Même régime que le tissu dont elles sont formées. }	
Capsules de poudre fulminante.	{ Même régime que la poudre à tirer. }	
Bois de gaïac et de cèdre, par navires français, des pays situés hors d'Europe.	{ Moitié des droits actuels. }	
Bois d'ébénisterie de la Guyane française et du Sénégal, sans distinction d'espèce.	{ Mêmes droits que le bois de cèdre. }	

			ÉCRUS.	BLANCHIS.	TEINTS
			fr.	fr.	fr.
Fils et tissus de phormium tenax, de bananier sauvage, dit abaca, et de jute, dit aussi chanvre de Calcutta.	Fils sans distinction du degré de finesse.		60	81	80
	Toiles et autres tissus mesurant, plus ou moins découverts, dans l'espace de 5 millimètres. . . .	moins de 8 fils.	77	107	107
		8 fils.	90	126	126
		9, 10 et 11 fils.	129	194	149
		au-dessus. . .		Droits des tissus de lin et de chanvre.	

Les 100 kilogrammes.

		PAR NAVIRES FRANÇAIS		PAR NAVIRES ÉTRANGERS ET PAR TERRE.	
		fr.	c.	fr.	c.
Tissus de soie de toute sorte, de l'Inde et de tout autre pays hors d'Europe.	directement importés des pays d'origine	Mêmes droits et même régime que pour les tissus similaires d'origine européenne.			
	Foulards.	Droits actuels.			
	Crêpes de toute origine.	Directement importés des pays d'origine.	unis . . .	20	25
			brodés ou façonnés.	34	45
		d'ailleurs. . .	unis . . .	25	30
			brodés ou façonnés.	40	50

Le kilog. net.

Grandes peaux brutes fraîches.	par mer.	par navires français.	des pays hors d'Europe	1 fr. » c.	Les 100 kilogrammes.
			des entrepôts.	3 50	
		par navires étrangers		4 50	
	par terre.	des pays limitrophes, avec certi- cats constatant leur origine euro- péenne		1 10	
		d'ailleurs		4 50	
Crins bruts.	par navires français			1 »	
	par navires étrangers et par terre.			5 »	

Graines oléagineuses.	de l'Inde française.	Sésame	4 fr. » c.	Les 100 kilogrammes.
		OEillette et colza	2 »	
		Lin et autres.	1 »	
	des autres parties de l'Inde.	Sésame.	4 50	
		OEillette et colza	2 50	
		Lin et autres.	1 50	
	des colonies françaises de l'Amérique et de la côte occidentale d'Afrique	Sésame.	7 »	
		OEillette et colza	3 50	
		Lin et autres	3 »	
	des pays situés sur la mer Blanche, la Baltique, la mer Noire ou la Méditer- ranée au delà des caps Razat et Matapan	Sésame.	10 »	
		OEillette et colza	5 »	
		Lin et autres.	4 »	
	d'ailleurs.	Sésame.	12 50	
		OEillette et colza	7 50	
		Lin et autres.	6 50	
	par navires étrangers	Sésame.	14 »	
		OEillette et colza	9 »	
		Lin et autres.	8 »	
	par terre, des pays limi- trophes, où il sera pris des mesures nécessaires pour en assurer l'origine	Sésame.	12 50	
		OEillette et colza	7 50	
		Lin et autres.	6 50	
	d'ailleurs.	Sésame.	14 »	
		OEillette et colza	9 »	
		Lin et autres.	8 »	

Graisses animales de toute sorte, excepté celles de cheval et d'ours.

par navires français.	15 f. » c.	} Les 100 kil.
par navires étrangers et par terre.	18 »	

Confitures et fruits confits.

{	au sucre	des colonies françaises	22 50	} Droits actuels.
	ou	d'ailleurs.		
	au miel.			
	sans sucre ni miel.			20 fr. les 100 kil.

Castine. { Même droit que le minéral de fer.

Ardoises pour toiture de 19 cent. de largeur et au-dessous, importées par mer ou par terre,

{	de Belgique, avec certificat d'origine.	5 f. 80 c.	} Le mille en nombre.
	d'ailleurs.	7 50	

Les ardoises de 19 centimètres de largeur et au-dessous qui auront plus de 30 centimètres de longueur ou plus de 3 millimètres d'épaisseur, paieront le double des droits ci-dessus.

Acier,

{	en barres.	{ naturel et de cémentation	} Droits actuels.
		{ fondu.	
	en tôle de toute espèce	80 f. » c.	} Les 100 kil.
	filé, de toute espèce	100 »	
	ouvré.	Régime actuel.	

Aiguilles à coudre {

ayant de longueur 4 cent. ou moins	8 fr.	} Le kil.
— plus de 4 cent. jusqu'à 5 inclus	5	
— plus de 5 centimètres.	2	

Acide arsénieux. 1 fr. les 100 kil.

		fr. c.	La pièce.
Horlogerie montée. — Montres	à boîtes d'argent ou de métal autre que l'or.	Mouvements simples { à roues de rencontre.	1 10
		{ de toute autre sorte qu'à roues de rencontre.	
		Répétitions, réveils ou autres genres à roues de rencontre ou autrement.	1 80
	à boîtes d'or.	Mouvements simples { à roues de rencontre.	3 10
		{ de toute autre sorte qu'à roues de rencontre.	
		Répétitions ou réveils { à roues de rencontre.	4 40
		{ de toute autre sorte qu'à roues de rencontre.	
		Secondes fixes indépendantes, et chronomètres de poche	6 »

Vitrifications en grains percés, à quelque emploi qu'elles soient destinées. 1 fr. le kil.

Ferrailles (débris de vieux ouvrages en fer) . . . { Mêmes droits que la fonte épurée dite mazée.

Le service des douanes pourra faire briser ou dénaturer en douane, et en sa présence, tout objet qui, parmi les ferrailles importées, lui paraîtrait pouvoir être utilisé autrement que pour la refonte.

Machines et mécaniques.		fr.
Appareils complets.	à vapeur.	
	fixes	30
autres qu'à vapeur.	pour la navigation	45
	locomotives sans tenders	65
Machines et mécaniques.	Pour la filature { du lin.	65
	{ autres.	45
Appareils complets.	Pour le tissage { du lin.	20
	{ autres.	20
Machines et mécaniques.	Cardes non garnies { pour le lin.	40
	{ autres	30
Appareils complets.	Méliers à tulle.	80
	Machine à papier continu.	40
Machines et mécaniques.	Machine à imprimer sur caractères	40
	sur étoffes.	40
Appareils complets.	Pour l'agriculture, et wagons de terrassement avec caisse en bois et roues en fonte.	25
	Bateaux et nacelles destinés à la navigation des rivières, dans toute la partie de leur cours que n'atteint pas le flot de la mer; tenders, chaudières, gazomètres, appareils à distiller, à évaporer, à cuire les sirops, et pour le chauffage à la vapeur, grands calorifères.	45
Machines et mécaniques.	Non dénommés pesant { 100 kil. ou moins.	60
	{ de 100 kil. exclus. à 200 kil. inclus.	80
Appareils complets.	{ de 200 kil. id. à 1000 kil. id.	60
	{ de 1000 kil. id. à 2500 kil. id.	40
Machines et mécaniques.	{ de 2500 kil. id. à 5000 kil. id.	30
	{ plus de 5000 kil.	20
Appareils complets.	Plaques et rubans de cardes de toute espèce.	200
	Peignes de tissage.	200
Machines et mécaniques.	Navettes de toute sorte.	200
	En fonte pesant { 25 kil. ou moins.	100
Appareils complets.	{ de 25 kil. exclus. à 50 kil. inclus.	80
	{ de 50 kil. id. à 100 kil. id.	70
Machines et mécaniques.	{ de 100 kil. id. à 200 kil. id.	60
	{ de 200 kil. id. à 1000 kil. id.	50
Appareils complets.	{ de 1000 kil. id. à 2500 kil. id.	40
	{ de 2500 kil. id. à 5000 kil. id.	30
Machines et mécaniques.	{ plus de 5000 kil.	20
	En fer pesant { 5 kil. ou moins.	120
Appareils complets.	{ de 5 kil. exclus. à 25 kil. inclus.	110
	{ de 25 kil. id. à 50 kil. id.	100
Machines et mécaniques.	{ plus de 50 kil.	80
	En cuivre ou en acier.	200

Sont considérées comme parties détachées de machines, toutes les pièces dont la réunion ne forme pas une machine complète. Les parties deta-

chées, formées de métaux différents, suivent le régime de la partie la plus fortement taxée.

Les déclarations relatives aux machines et mécaniques seront, après l'acquittement des droits, soumises au comité consultatif des arts et manufactures, pour être contrôlées par lui, quant à la nature de l'objet déclaré. Les fausses déclarations que ce contrôle donnera lieu de reconnaître, seront punies des peines prononcées par les lois générales sur les douanes.

Une ordonnance du Roi déterminera les formalités à remplir pour assurer l'exécution de la disposition ci-dessus. Elle limitera les bureaux par lesquels les machines pourront être exclusivement importées.

Les droits sur les machines pour la filature et le tissage du lin et sur les cardes pour le lin sont applicables aux mêmes appareils servant à la filature, au tissage et au cardage du chanvre.

Tous les droits sur les machines ou parties de machines seront perçus au net.

Instrument d'optique, de calcul, d'observation et de précision.	30 p. 0/0	De la valeur à déterminer par le comité consultatif des arts et manufactures.
Cylindres, planches et coins gravés.	15 p. 0/0	
Echarpes de cachemire, fabriquées aux fusoaux dans les pays hors d'Europe.		Même droit que les châles carrés de la plus petite dimension.

Les produits des Etats sardes, ci-dessous indiqués, ne seront tarifés, ainsi qu'il suit, que pendant quatre ans, à partir de la mise à exécution des conventions des 28 août 1843 et 6 décembre 1844.

Produits des États sardes.	Céruse (carbonate de plomb pur ou mélangé) importée en droiture par terre ou par mer sous pavillon français ou sarde.		Les deux tiers des droits actuels.	
	Riz du Piémont importé en droiture par terre. . .			
	Fruits frais de table importés en droiture par mer sous pavillon français ou sarde.		Les 3/5 des droits actuels.	
Bestiaux adultes pesant par pièce			Bœufs.	Vaches.
			fr. c.	fr. c.
	400 kilog. ou plus.		40 "	20
	300 — et moins de 400.		35 "	
	200 — et moins de 300.		25 "	12 50
	150 — et moins de 200.		17 50	8 75

Taureaux, bouvillons et taurillons (moyenne de poids). 11 fr. » c.

Génisses (moyenne de poids). 9 »

Veaux de lait. 2 40

Une ordonnance royale réglera les justifications d'origine à fournir pour les produits ci-dessus indiqués, ainsi que les bureaux de douane par lesquels seront admis les bestiaux des États sardes.

La même ordonnance déterminera les conditions sous lesquelles la modération de droits, accordée aux fruits de table frais des États sardes, pourra être étendue aux produits similaires de la principauté de Monaco, lorsqu'ils seront importés en droiture par mer, sous pavillon français, ou sous celui de la principauté.

A compter du jour de la mise à exécution du traité conclu avec la Sardaigne les 28 août et 12 octobre 1843, et durant quatre années, les navires sardes seront traités, dans les ports du Royaume

de France, soit à leur entrée, soit pendant leur séjour, soit à leur sortie, sur le même pied que les bâtiments nationaux, pour tout ce qui concerne les droits de tonnage, de pilotage, de balisage, de quaiage, de quarantaine, de port, de phare, de courtage et autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit; que ces droits soient perçus par l'État, les provinces, les communes, etc., ou qu'ils le soient par des établissements publics ou corporations quelconques.

ART. 2.

Les droits de douane, à l'exportation, seront établis ou modifiés de la manière suivante :

Capsules de poudre fulminante.	25 c. les 100 kil.
Pain et biscuit de mer	Même droit que les farines selon l'espèce.
Amandes	25 c. les 100 kilog.
Poils propres à la chapellerie ou à la filature	<div> <div> de chèvre et de chevreau à l'exception du duvet . . . de cachemire et des poils de chevron de lièvre et de lapin . . . </div> <div> 25 c. les 100 kilog. 1 fr. le kilog. </div> </div>
Tourteaux de graines oléagineuses.	2 fr. 25 c. les 100 kilogrammes.
Engrais de toute sorte.	
Sang de bétail, sauf le sang de bouc desséché . .	
Résidu de noir animal.	

La perception du droit de sortie sur les tourteaux aura lieu, pour la première année de l'exécution de la présente loi, à raison de 1 fr. 25 c., et, à partir de la deuxième année, à raison de 2 fr. 25 c.

SECTION II.

RÉGIMES SPÉCIAUX.

ART. 3.

Importations de l'Algérie en France.

Les marchandises importées de l'Algérie, par navires français, seront admises aux conditions indiquées ci-après, lorsqu'elles arriveront directement des ports d'Alger, Mers el Kébir, Tenez, Oran, Philippeville, Bone, Mostaganem, Cherchell, Djemmaâ-Ghazaouat, Dellys, Bougie et Gigelly, et qu'il sera dûment justifié par les expéditions de douane dont elles seront accompagnées, qu'il ne s'agit pas de marchandises étrangères sortant des entrepôts.

Laines en masse
Huile d'olive
Peaux brutes, sauf les grandes peaux sèches
Suif brut
Fruits de table, frais, secs ou tapés
Kermès en grains
Olives fraîches, amandes, noix, noisettes, et faines.
Ecorces de citron, d'orange et de leurs variétés, et
écorces médicinales non spécialement tarifées.
Fleurs et feuilles médicinales
Racines de réglisse et racines médicinales non dé-
nommées
Lichens tinctoriaux
Liège brut
Plumes de parures brutes
Corail brut
Soies en cocons, soie grège, écrue et bourre de soie
en masse écrue
Minerais de plomb, de cobalt, de cuivre, de zinc, et
minerais non dénommés.
Terres savonneuses
Cornes de cerf

Moitié des droits
fixés pour la
provenance la
plus favorisée
autre que les
colonies ou
établissements
français hors
d'Europe.

Grandes peaux brutes sèches	} Mêmes droits que pour les articles de l'espèce importés du Sénégal.
Cire non ouvrée jaune ou brune	
Dents d'éléphants de toute sorte	
Arachides et noix de touloucouna	

Coton en laine.	} Mêmes droits que pour les articles de l'espèce, importés des colonies fran- çaises.
Végétaux filamenteux non spécialement tarifés.	

Ces modérations de droits ne seront accordées que dans les ports ouverts à l'importation des marchandises taxées à plus de 20 francs par 100 kilogrammes.

Les marchandises autres que celles dénommées ci-dessus continueront de payer, à leur importation en France, les droits déterminés par le tarif général.

ART. 4.

Exportation de France en Algérie.

Les marchandises et denrées expédiées de France à destination des ports d'Alger, Mers el Kébir, Tenez, Oran, Philippeville, Bone, Mostaganem, Cherchell, Djemmaâ-Ghazaouat, Dellys, Bougie et Gigelly, sous les formalités prescrites pour les expéditions aux colonies françaises, seront affranchies de tous droits de sortie. Toutefois, cette exemption ne s'appliquera pas aux objets ci-après :

Bois de fusils et bois de noyer propres à les faire.

Cornes et os de bétail.

Fil de mulquinerie.

Grains et farines.

Peaux brutes, y compris celles de lièvre et de lapin.

Poils propres à la filature ou à la chapellerie.

Soies et bourre de soie.

N° 52.

(17)

Les marchandises, dont l'exportation est prohibée, ne pourront être expédiées pour l'Algérie.

ART. 5.

Dispositions relatives à l'île de Corse.

Les pâtes d'Italie paieront, à l'importation en Corse, 15 francs les 100 kilogrammes. Le minerai de fer paiera le même droit qu'en France.

La seconde écorce de chêne-liège brute ou non moulue cessera de pouvoir être exportée de l'île de Corse à destination de l'étranger. Les expéditions dirigées de ladite île sur les ports de l'Algérie soumis à la domination française, continueront d'être permises sous le paiement du droit fixé par la loi du 2 juillet 1836.

SECTION III.

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.

ART. 6.

Droits de transit.

Les droits établis par l'article 15 de la loi du 9 février 1832 sur les marchandises étrangères expédiées en transit à travers le Royaume, sont supprimés.

ART. 7.

Plâtre préparé.

Le bureau de Saint-Laurent-du-Var est ajouté à

ceux que désigne la loi du 2 juillet 1836, pour l'admission du plâtre préparé, soit moulu, soit calciné, au droit de 10 centimes par 100 kilogrammes.

RESTRICTION D'ENTRÉE.

ART. 8.

Le droit de 4 francs par 100 kilogrammes établi sur les fontes brutes importées par la frontière, de Blancmisseron à Mongenèvre inclusivement, ne s'appliquera qu'aux fontes des pays limitrophes dont l'origine sera dûment justifiée.

ART. 9.

Entrepôt des sels à Gravelines.

L'entrepôt réel et général des sels est accordé à la ville de Gravelines (Nord), sous les conditions prescrites par les articles 25 de la loi du 8 floréal an 11, 21 et 22 du décret du 11 juin 1806, et 9 et 10 de la loi du 27 février 1832.

ART. 10.

Le port d'Abbeville est ajouté à ceux que désigne l'article 62 de la loi du 21 avril 1818, relativement aux réexportations par mer.

ART. 11.

Francisation des navires.

L'article 2 de la loi du 21 septembre 1793 est abrogé dans la disposition qui porte qu'aucun bâ-

N° 52.

(19)

timent ne sera réputé français, s'il n'appartient entièrement à des Français.

Toutefois, la moitié au moins de la propriété devra appartenir à des Français.

Les articles 12 et 13 de la loi du 27 vendémiaire an 2 sont modifiés conformément aux dispositions des paragraphes précédents.

FAIT au Palais des Tuileries, le 13 avril 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'Etat de l'agriculture
et du commerce.*

Signé L. CUNIN-GRIDAIN.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La Chambre des Députés vient de voter deux projets de loi sur les douanes.

J'ai l'honneur de vous soumettre, conformément aux ordres du Roi, le premier de ces projets.

Depuis l'époque où il a été présenté, les chiffres des échanges entre la France et les autres pays se sont modifiés. L'année 1842, que nous avons dû prendre pour terme de comparaison, puisque c'était la dernière dont les relevés fussent alors officiellement établis, avait été, à quelques égards, accidentellement défavorable au commerce français, aussi bien qu'à celui de plusieurs autres Puissances de premier ordre. La situation, déjà meilleure en 1843, s'est relevée en 1844, et tout annonce que le progrès doit se soutenir en 1845.

Les tableaux détaillés ci-joints, sous les n^{os} 1 et 2, présentent toutes les données nécessaires sur la situation actuelle de notre commerce et de notre pavillon, au double point de vue de nos rapports avec les pays auxquels nous sommes liés par des traités de commerce, et de nos relations avec les autres Puissances.

Je vais rappeler, dans l'ordre où elles ont été adoptées par la Chambre des Députés, les princi-

pales dispositions du projet de loi. Quant aux autres dispositions, je demande la permission de me référer à l'annexe A.

Le tarif proposé par le Gouvernement sur les fils et tissus de lin et de chanvre, est en vigueur depuis l'ordonnance du 26 juin 1842. Il a ainsi près de trois années de date, et la sanction de l'expérience. Personne n'a pu, à bon droit, l'accuser d'exagération. Il avait, au contraire, été accueilli avec quelque appréhension par l'industrie linière, qui aurait désiré une protection un peu plus élevée contre les fils étrangers. Les faits ont montré que, dans son ensemble, l'échelle des droits, telle qu'elle avait été réglée par l'ordonnance, était suffisante; et la Chambre des Députés, en y ajoutant, d'accord avec le Gouvernement, une cinquième classe pour les fils fins mesurant au kilogramme plus de 36.000 mètres, a donné un surcroît de garantie à nos filatures.

Ce n'est pas le tarif en lui-même qui a provoqué des discussions, c'est l'exception faite par le traité du 16 juillet 1842, en faveur des fils et des toiles de la Belgique.

Vous savez, Messieurs les Pairs, l'importance des intérêts qui lient la Belgique et la France. Vous vous êtes rendu compte des relations commerciales entre les deux pays; de ce qu'elles ont de réciproquement utile sous d'autres rapports encore que ceux du commerce. Vous comprenez, par conséquent, la nécessité de les maintenir et de les développer progressivement.

Ces relations portent, dans leur ensemble, sur

Fils et tissus
de lin et de
chanvre.

Traité belge.

une valeur de 156 millions au commerce général, de 134 au commerce spécial (1).

Dans le mouvement du commerce spécial ou de consommation, les envois de la Belgique en France comptent pour 90.500.000 francs, et les envois de la France en Belgique pour 43.700.000 francs.

Nous recevons de la Belgique beaucoup de matières premières, de la fonte, de la houille, etc., tandis que nous lui envoyons d'assez fortes quantités d'objets fabriqués.

Le Gouvernement, Messieurs les Pairs, tient donc à l'affermissement des conventions commerciales qui unissent les deux pays.

Les dispositions relatives aux articles suivants, jusqu'à celles qui concernent les graines oléagineuses, ont toutes pour objet des modifications de tarif depuis longtemps sollicitées par le commerce ou l'industrie. Nous nous sommes attachés à les combiner de telle sorte que, d'une part, l'importation directe par mer, des pays les plus éloignés, fût toujours favorisée par une modération de droits propre à encourager les relations, et que, de l'autre, notre pavillon, dans sa concurrence avec les marines étrangères, jouit d'un traitement différentiel propre à compenser la cherté comparative de son fret et à lui ménager des conditions de transport relativement avantageuses.

Bois d'acajou, etc.

(1) 1843. Voir pour le détail, ainsi que pour l'importation comparée des fils et toiles belges en France, les tableaux n^{os} 3 et 4.

C'est dans le même esprit qu'a été combiné, d'accord avec le Gouvernement, un amendement qui lève la prohibition dont la loi du 7 juin 1820 avait frappé les tissus de soie autres que d'Europe. Les relations récemment établies entre la France et la Chine, nous conseillaient d'effacer cette restriction qui, d'ailleurs, n'avait plus aujourd'hui le même objet qu'à l'époque où elle avait été prononcée. Les droits qu'on y a substitués devront réaliser, en faveur de nos tissus similaires, la même protection qui les défend contre la concurrence des tissus d'Europe.

Soieries de
Chine.

Le tarif des graines oléagineuses a provoqué de vifs débats. Il intéresse de la manière la plus directe l'agriculture, l'industrie et la navigation.

Graines oléa-
gineuses.

L'échelle de droits, proposée par le Gouvernement, avait reçu, au sein de la commission, de légères modifications auxquelles il avait adhéré. Cette échelle a été relevée par un amendement que la Chambre des Députés et le Gouvernement ont adopté, afin d'assurer à l'agriculture, quels que soient les éventualités et les faits qui pourraient se produire, une protection plus efficace.

Nous ne doutons pas, Messieurs, que, vous associant à cette pensée, vous ne la sanctionniez par votre vote.

J'ajoute que si le nouveau tarif dépassait le but, c'est-à-dire s'il arrivait que, par suite de l'augmentation des taxes sur les graines oléagineuses, les intérêts généraux engagés fussent lésés, le Gouvernement serait en mesure d'y remédier sans retard. En effet, la loi du 17 décembre 1814 lui

permettrait, pendant l'intervalle des sessions, d'abaisser les droits adoptés *au maximum*; tandis que si des droits *au minimum* avaient été ou étaient admis, il ne pourrait, même en cas d'urgence, les relever en l'absence et sans le concours des Chambres.

Machines et
mécaniques.

Les dispositions concernant les machines et mécaniques ont été mises provisoirement en vigueur par voie d'ordonnance royale en septembre dernier. La substitution des droits au poids à des droits *ad valorem* d'une application difficile, et presque toujours incertaine, a raffermi nos ateliers que menaçait l'industrie étrangère, plus heureusement douée ou pourvue de matière à meilleur marché et de voies de communication plus économiques. Vous annoncer ces résultats, Messieurs, c'est justifier le tarif. Mais pour faciliter votre appréciation, nous avons soin de mettre sous vos yeux tous les détails propres à en expliquer le mécanisme, et à vous fixer sur la valeur des éléments dont il se compose (1).

Produits des
Etats sardes.

J'arrive au traité conclu le 28 août 1844 entre la France et la Sardaigne.

Nous fournissons aux Etats sardes pour 39 millions de francs de nos produits.

Ils nous livrent pour 80 millions de francs des leurs.

Au nombre des matières premières dont la Sardaigne alimente en quantités considérables nos in-

1) Annexe A.

dustries, vous remarquerez, Messieurs, les soies gréges et moulinées qui reçoivent en France, par la main-d'œuvre dont elles sont l'objet, une valeur bien supérieure à celle du produit importé. Des deux côtés, les moyens d'échange sont avantageux.

C'est, Messieurs, ce que le Gouvernement a considéré, non moins que le voisinage et la situation des deux pays, lorsqu'il s'est agi du traité du 28 août.

Par ce traité, la Sardaigne adoucit ses tarifs en faveur de nos eaux-de-vie, de nos vins, de nos modes et de nos porcelaines. Et de plus, par une convention particulière annexée au traité, elle s'oblige à repousser de son territoire les contrefaçons littéraires et d'objets d'art qui sont la plaie de notre librairie, et qui portent un si grand dommage à nos intérêts artistiques. Nous n'avons pas cru que de telles concessions fussent trop chèrement achetées par une réduction de droits, sur quelques produits des Etats sardes, tels que la céruse, le riz et les fruits frais, et par une meilleure assiette du tarif sur les bestiaux de cette provenance.

Je ne reproduirai pas devant vous, Messieurs, la discussion qui s'est établie à la Chambre des Députés sur le mérite du tarif au poids que nous avons consenti à substituer pour les bestiaux sardes au tarif par tête, avec réduction d'un cinquième dans ses diverses catégories. Les objections qui se sont produites contre ce tarif, et que du reste la

Chambre des Députés n'a point accueillies, n'ont pas ébranlé nos convictions.

Nous pensons que, dans la zone limitée où il doit rester applicable, il ne saurait avoir pour les intérêts agricoles aucun des inconvénients qu'on en a paru redouter. La production du bétail n'a pas lieu, dans le Piémont, sur une grande échelle; ses facultés sont nécessairement restreintes et les frais de conduite et d'alimentation qu'entraîne l'envoi des bestiaux à de grandes distances mettront toujours des bornes assez étroites au rayon que les éleveurs sardes pourront approvisionner en France. Mais la faculté de se pourvoir de viande en Sardaigne sera précieuse pour ceux de nos départements qui avoisinent le Piémont et la Savoie. Le droit par tête, frappant d'une taxe uniforme le bétail de toute espèce, a pour effet de repousser presque entièrement celui des États sardes, qui consiste, vers notre frontière, en animaux de petite taille. Aussi en est-il résulté que la viande est infiniment plus chère dans les départements du sud-est que partout ailleurs. Si l'on partage la France en neuf zones, et que l'on recherche dans chacune d'elles la progression qu'a suivie le prix de la viande de boucherie depuis 1824, on trouve que dans la première de ces zones (le nord-ouest) l'augmentation a été de 11 pour 100 dans l'espace de seize ans; et que, pour la même période, elle a été de 38 pour 100 dans la neuvième zone, qui est précisément celle où se trouvent compris les départements du sud-est voisins des frontières

sardes (1). Cette inégalité choquante suffirait sans doute, à défaut de toute autre considération, pour justifier la concession que nous avons faite à la Sardaigne en ce qui concerne les bestiaux.

La Chambre des Députés a cru devoir ajouter aux dispositions de la loi touchant les produits de ce pays, celles qui, dans le traité du 28 août, regardent la navigation. Cette addition, fondée sur un scrupule constitutionnel, devait être respectée par nous.

Le traité prononce la complète assimilation des deux pavillons dans les ports respectifs. Mais on sait que la presque totalité de la navigation sarde avec la France se concentre dans le port de Marseille, affranchi des droits de tonnage. Notre navigation jouira désormais d'une immunité semblable dans les ports de la Sardaigne.

L'article 2, concernant l'exportation, s'explique de lui-même.

Art. 2. Droits à l'exportation.

Mais j'appelle votre attention, Messieurs, sur les articles 3 et 4, relatifs aux relations de la France avec l'Algérie. Jusqu'à ces derniers temps, les produits que l'Algérie pouvait nous adresser rencontraient en France le même tarif que leurs similaires étrangers, c'est-à-dire, qu'ils n'étaient l'objet d'aucune faveur.

Dispositions relatives au commerce avec l'Algérie.

Cependant, la France est appelée à tirer de l'Algérie des matières premières, de même qu'elle est destinée à lui fournir des produits fabriqués.

(1) Tableau ci-joint n° 6.

Il fallait donc, en même temps que nous nous assurions, par une entière franchise de droits, la possibilité de porter en Afrique et de faire adopter par les indigènes les articles variés de notre industrie, attirer en France, par des modérations de tarif, les produits bruts susceptibles de servir de lien et de faciliter les échanges entre la France et sa nouvelle colonie. C'est en ce sens qu'ont été conçues les dispositions relatives à plusieurs produits de l'Algérie, tels que les laines, les fruits frais, les peaux brutes, les soies grèges, la cire, le coton, etc. On a eu soin d'ailleurs de combiner le tarif de manière à conserver, aux similaires de nos colonies de l'Inde, de l'Amérique et du Sénégal, les avantages dont ils sont en possession.

Nous devons aussi, dans les mêmes vues, affranchir de tout droit de sortie les produits français exportés pour l'Algérie, sauf quelques matières dont notre industrie a plus spécialement besoin ; c'est l'objet de l'article 4.

Pour plus de sécurité, ces différentes dispositions ont été limitées aux seuls ports du littoral africain, où l'administration française a les moyens de prévenir les abus, et d'assurer protection au commerce.

Art. 5. Dispositions relatives à l'île de Corse.

L'article 5 propose d'imposer en Corse, aux pâtes d'Italie, un droit de 15 francs, nécessaire pour favoriser le développement des fabriques de l'espèce qui s'y sont établies.

Il réduit en outre à quelques centimes le droit sur le minéral de fer, et réserve aux tanneries

françaises, ainsi qu'à celles qui se sont créées en Algérie, l'écorce de chêne dont l'exploitation, sous le régime de liberté absolue, se développait avec une rapidité qui aurait pu amener en peu de temps l'entière dépopulation des forêts corses.

Les articles concernant les droits de transit, le bureau de Saint-Laurent-du-Var, la restriction d'entrée sur les fontes, l'ouverture d'un entrepôt général des sels à Gravelines et du port d'Abbeville aux réexportations par mer n'exigent pas d'autre explication.

Art. 6 à 10.
Droits de transit. Plâtre préparé. Restrictions d'entrée. Entrepôt des sels à Gravelines. Port d'Abbeville.

L'article 11 est relatif à la francisation des navires.

Art. 11. Francisation des navires.

Les lois du 21 septembre 1793 et du 27 vendémiaire an 2, connues sous le nom d'acte de navigation, ont réglé tout ce qui touche à la police et à la propriété de notre matériel naval. Elles veulent, pour qu'un navire soit réputé français, et jouisse des privilèges attachés à ce titre, qu'il soit commandé par des officiers français, que les deux tiers de l'équipage soient composés de nationaux, et que la propriété appartienne entièrement à des citoyens français.

Les deux premières conditions sont trop sages, trop nécessaires à la conservation de nos intérêts maritimes, pour que l'on songe à les modifier; elles doivent être maintenues et exécutées sans réserve. La troisième n'a pas paru avoir la même utilité; l'exécution en est, d'ailleurs, beaucoup moins facile: c'est ce qui nous avait portés à en demander le retrait. La Chambre des Députés a

introduit un amendement qui rend obligatoire la propriété française pour moitié. Nous ne faisons aucune difficulté d'y adhérer.

J'ai parcouru brièvement, Messieurs les Pairs, les principales parties du projet de loi. Les annexes et les tableaux joints vous mettront à même de les examiner toutes en détail ; j'aurais, au besoin, l'honneur de vous communiquer les autres documents dont je puis disposer.

(Les Annexes seront incessamment distribuées.)

ANNEXE A.*Explications des divers détails du projet de loi.*

(Voir les explications contenues dans l'exposé des motifs, Fils et toiles, l'annexe B et les tableaux n° 3 et 4.)

L'ordonnance du 8 juillet 1834, sanctionnée par la loi du 2 juillet 1836, avait opéré une première réduction sur les droits afférents au bois d'acajou. Mais trop faible en proportion du prix actuel des meubles et du déchet que l'acajou subit au sciage, ce dégrèvement a eu peu d'effet sur les importations.

Bois d'acajou
et d'espenille
dit d'hispanille.

En voici le tableau pour les huit dernières années.

1836	—	3.112.593	kilog.
1837	—	3.112.414	—
1838	—	3.977.292	—
1839	—	3.153.905	—
1840	—	3.022.307	—
1841	—	3.866.411	—
1842	—	4.171.853	—
1843	—	5.082.000	—

Le goût des meubles d'acajou commence cependant à pénétrer dans les classes inférieures, en même temps que celui des dorures et du palissandre s'étend davantage dans les classes aisées. Nos bois de chêne et de noyer ont tant d'autres emplois, que l'intérêt de leur exploitation ne saurait s'opposer à ce que nous favorisions le travail des bois d'Amérique. Cette industrie met en mouvement un capital consi-

dérable (1). Elle fournit aux ouvriers de nos villes un salaire élevé et à notre marine un élément de fret avantageux. Les importations ont lieu presque exclusivement d'Haïti et de Cuba, en droiture, par navires français. Nous avons pensé que ces considérations justifiaient suffisamment une réduction de moitié sur les droits actuels de l'acajou, et nous vous proposons de l'étendre au bois d'espenille, qui s'emploie aux mêmes usages, et qui provient également d'Haïti.

Par une conséquence nécessaire, le drawback à l'exportation des meubles d'acajou doit être réduit de moitié.

Brai gras et
goudron.

C'est dans le même sens et par les mêmes vues qu'est proposée la réduction sur le tarif des brais et goudrons. Dans sa session de 1841, le conseil général du commerce a émis le vœu d'un dégrèvement sur l'importation des brais et goudrons par navires français. Rapproché de la valeur de ces résines, le droit actuel ressort à environ 30 pour 100; il pèse ainsi très-fortement sur une matière de première nécessité pour notre marine marchande et pour d'autres industries. Ce double intérêt, joint à celui de nos rapports commerciaux avec les pays du Nord et de notre pavillon, nous a paru exiger que le droit à l'importation, par navires français, fût réduit à 3 fr. 50 c. par 100 kil., de manière à leur offrir sur les autres marines un avantage de 20 fr. par tonneau.

Dibidivi ou
nbidibi.

Des considérations à peu près semblables expliquent la modification relative au tarif du dibidivi, substance tinctoriale et tanine que produit l'Amérique méridionale. Lorsqu'elle se présente en gousses entières ou simplement concassées, c'est-à-dire à l'état et sous la forme ordinaire des chargements dans les pays de production, il est nécessaire de réserver à l'importation directe par navires français le faible droit de 1 fr. par 100 kilog. qui s'applique actuelle-

(1) Quelques personnes l'évaluent à 40 ou 50 millions.

ment, par analogie, avec le sumac non moulu, et de graduer, dans une proportion suffisamment protectrice pour notre marine, les taxes différentielles sur l'escale des entrepôts, et sur l'importation par navires étrangers. Lorsque le dibidivi se présente en poudre, c'est-à-dire avec une main-d'œuvre qui, pour ses propriétés et pour sa destination, l'assimile entièrement au sumac moulu, il convient de lui appliquer la taxe afférente à cette substance (15 fr. par 100 kilog.).

Le curcuma, matière tinctoriale, et le cachou, substance gommo-résineuse qui s'emploie en médecine, sont du petit Curcuma, cachou. nombre des produits que nous tirons de l'Inde. Pour faciliter nos relations directes avec ce pays, on a demandé une réduction d'un tiers sur le droit de 15 fr., qui affecte l'un et l'autre. Nous n'avons aperçu que des avantages à ce dégrèvement, dont nous restreignons d'ailleurs le bénéfice au pavillon national.

Pendant longtemps le sulfate de potasse a été soumis à Sulfate de potasse. des droits différentiels, calculés comme pour la plupart des produits tropicaux, en raison de la distance des pays de production, et selon que l'importation a lieu sous pavillon français ou sous pavillon étranger. Mais le sulfate de potasse ne se fabrique plus qu'en Europe. D'un autre côté, il a beaucoup perdu de sa valeur sur notre marché, depuis qu'il a pu être remplacé dans la fabrication de l'alun par le sulfate d'ammoniaque et par le chlorure de potassium, que fournit abondamment la fabrication des soudes de warech. C'est ce qui explique la décroissance de l'importation, qui, de 92.000 kil., moyenne de 1827 à 1836, est tombée en 1841 à 4.610 kil., en 1842 à 108 kil. et en 1843 à 25 kilog. seulement.

Pour faire disparaître des distinctions de tarif devenues sans objet, et pour faciliter l'emploi du sulfate de potasse aux fabriques d'alun, qui en font encore la base de leurs produits, nous avons pensé qu'il convenait d'abaisser le

droit actuel de 15, 18 et 21 fr., selon les provenances, à un droit unique de 10 fr. pour 100 kil. La surtaxe à l'importation par navires étrangers sera celle de 10 pour 100, qui s'applique généralement aux produits européens. Nous n'avons aucun intérêt à y substituer une surtaxe spéciale plus élevée, les sulfates de potasse nous arrivant en presque totalité de pays auxquels des conventions de navigation et de commerce garantissent, pour les surtaxes comme pour le droit de tonnage, le traitement national (1).

Tabacs fabriqués importés pour le compte de la régie.

Les cigares et les autres tabacs fabriqués, que l'administration des tabacs est autorisée à introduire pour le compte de l'État par exception à la prohibition, sont admissibles en franchise de droits (loi du 28 avril 1816, titre V). Il s'ensuit que l'importation peut s'effectuer avec la même immunité, qu'elle ait lieu en droiture ou des entrepôts, par navires français ou par navires étrangers. Cette lacune de la législation est restée en quelque sorte inaperçue tant que la régie n'a demandé à l'étranger que des quantités de faible importance. Mais le goût des consommateurs et l'intérêt du revenu l'ont déterminée, depuis quelques années, à augmenter notablement ses achats au dehors. De 1827 à 1834, les importations n'avaient guère dépassé en moyenne 6.000.000 pièces.

Elles se sont élevées en 1837 à	10.338.000	—
1838 à	22.714.000	—
1839 à	30.912.000	—
1840 à	40.288.000	—
1841 à	49.632.000	—
1842 à	36.333.000	—
1843 à	57.310.000	—

Ce mouvement ascensionnel de l'importation a déjà assez d'intérêt pour qu'il convienne de l'utiliser en faveur de notre

(1) C'est d'Angleterre et d'Espagne que ce produit nous arrive ordinairement

marine. Pour atteindre ce but, il suffit de soumettre l'importation des entrepôts à un droit de 7 fr. par 100 kilogrammes, et celle par navires étrangers ou par terre, à un droit de 15 fr., en laissant d'ailleurs franche l'importation directe par navires français.

Notre commerce maritime et nos établissements d'outre-mer trouveront des encouragements dans les dispositions relatives à plusieurs produits de la côte occidentale d'Afrique et des Antilles françaises. Dans ce but, nous avons réduit de 8 à 5 fr. le droit applicable à la cire brune ou jaune du Sénégal;

Produits de la
côte occiden-
tale d'Afrique et
des Antilles
françaises.

De 90 fr. à 25 et à 50, selon qu'ils sont importés de ce comptoir ou des autres points de la côte occidentale d'Afrique, les droits afférents aux résineux exotiques non dénommés;

De 25 à 20 fr. le droit sur la casse de la Martinique et de la Guadeloupe, et étendu au rocou de ces deux îles la modération de moitié accordée par la loi du 2 juillet 1836 au rocou de la Guyane française (7 fr. 50 cent. au lieu de 15).

Les huiles de palme, de coco et de touloucouna jouissent d'une modération de droits lorsqu'elles sont importées par navires français de nos établissements de la côte occidentale d'Afrique. Il nous a paru que la provenance de nos possessions de la Guyane et de l'Inde devait partager cette faveur, et qu'il convenait de l'étendre à l'huile d'élipé ou d'illipé, qui sert à peu près aux mêmes usages que celles de palme et de coco.

Huiles de pal-
me, de coco, de
touloucouna et
d'élipé.

Les intérêts de l'industrie ont plus particulièrement déterminé les réductions relatives aux caractères d'imprimerie reconnus hors d'usage, au charbon de bois et de chènevotte, aux minerais aurifère et argentifère, et au talc brut.

Caractères
d'imprimerie
hors d'usage.
Charbons de
bois et de ché-
nevotte.
Minerais au-
rifère et argen-
tifère.
Talc brut en
masse.

Ces trois dernières s'expliquent d'elles-mêmes.

Les caractères typographiques hors d'usage, qui ne peu-

vent plus servir qu'à la refonte, étaient, en vertu d'une ancienne disposition, frappés du même droit que le plus imposé des métaux qui les composent. Ce droit s'élevait à 26 fr. par 100 kilogrammes; et comme la valeur des caractères réformés ne dépasse pas 75 à 85 fr., il ressortait à environ 40 pour 100, charge beaucoup trop forte pour une telle matière, et doublement nuisible à nos fonderies, parce que les typographies étrangères qui aiment à se pourvoir en France de caractères neufs, liennent à ce qu'on reprenne, en déduction, les caractères hors d'usage qu'elles renvoient. On comprend qu'un droit de 40 pour 100 pèse trop sur un tel commerce. Nous l'avons réduit à 15 pour 100 environ.

Minerai de fer. La loi du 2 juillet 1836 a réduit de 1 fr. à 10 centimes par 100 kilogrammes le droit applicable aux minerais de fer importés de l'étranger. Depuis lors, les importations ont pris une assez grande extension. En 1836, elles étaient de 8.679 quint. mét.; en 1843, elles ont atteint 97.622 quint. mét.; ainsi elles ont décuplé, et cependant elles n'ont exercé aucune action fâcheuse sur nos extractions qui, dans une période de six années, se sont accrues dans la proportion de 30 pour 100; en 1836, elles ont livré à la consommation 8.301.170 quint. mét. de minerai de fer, et, en 1841, 10.944.308.

Les produits de nos minières ne peuvent partout suffire aux besoins de nos usines; c'est ce qui est prouvé par ce fait que le prix des minerais augmente d'année en année, tandis que celui des fontes et des fers tend sans cesse à diminuer. Il n'y a donc aucun danger pour nos exploitations à céder au vœu qu'exprime l'industrie, d'un nouveau dégrèvement sur le droit du minerai de fer étranger. Nous proposons de le fixer au taux le plus bas, 1 centime par 100 kilogrammes.

Minerai d'arsenic. Il est utile de réduire à 10 cent., pour l'importation par navires français, le droit de 1 fr. qui pèse encore sur le minerai d'arsenic. Les gîtes de ce minerai qui peuvent exister

sur notre sol, ne sont pas exploités, et nous avons tout intérêt à diminuer autant que possible les frais de fabrication de l'acide arsénieux, pour la préparation duquel nos ateliers sont obligés de s'approvisionner d'arsenic à l'étranger. Sur l'importation par navires étrangers ou par terre, le droit sera de 1 fr. 10 cent. les 100 kilogrammes.

La calamine grillée avait, de tout temps, été placée sous le régime du zinc, mais les lois du 2 juillet 1836 et du 6 mai 1841 ne l'ont pas comprise dans les modifications qu'elles ont apportées au tarif de ce métal. Nous proposons de réparer l'omission.

Calamine
grillée.

Le droit de 1 fr. par 100 kilog., qui s'applique au cuivre de première fusion, importé par navires français, est, relativement aux droits de 2 fr. et de 3 fr. qui affectent la provenance des entrepôts, et l'importation par navires étrangers, trop élevé pour laisser prendre à notre marine toute la part à laquelle elle peut prétendre dans le mouvement total de l'importation. Ce mouvement a été, en 1841, de 9.745.000 kilog; de 11.242.454 kilog. en 1842, et de 8.308.099 kilog. seulement en 1843. Dans le transport, la marine étrangère est entrée pour les 7/10^e et la nôtre pour un peu moins de 3/10^e: 200.000 kilog. environ sont importés par terre. Nous pensons qu'en réduisant à 10 c. le droit afférent aux navires français dans l'importation directe, il sera possible d'augmenter la part de notre pavillon. Cette réduction sera d'ailleurs utile à l'industrie, qui est obligée de s'approvisionner au dehors, les quelques mines que possède notre territoire suffisant à peine au dixième de notre consommation.

Cuivre pur
de première fusion.

Les exploitations d'asphalte établies en Suisse, sur la frontière de France, qui fournissent, comme on sait, une partie de notre consommation en bitume, ont cherché à diminuer les frais de transport de leurs produits en pulvérisant la roche, et en formant sur les lieux un mastic bitumineux par la mixtion des goudrons français tirés de l'exploitation

Mastic bitu-
mineux.

de Bastènes. Cette opération évite le transport des déchets. Comme elle supprime une main-d'œuvre qui avait lieu sur notre sol et par nos ouvriers, nous ne pouvons laisser introduire le nouveau produit sous le même droit que le calcaire brut, qui est taxé à 20 c. seulement, et il y a lieu de lui chercher une taxe intermédiaire entre ce droit et celui de 2 fr. qui affecte le bitume pur. Nous la calculons, après avoir pris l'avis de l'administration des mines, au taux de 60 c. par 100 kilog.

Lait.

C'est par une assimilation toute provisoire que, sauf quelques exceptions en faveur des populations de l'extrême frontière, qui le consomment en franchise, on a soumis, jusqu'à présent, le lait au même droit que le beurre. Le Gouvernement avait d'abord proposé de réduire à moitié le droit de 3 fr. afférent au beurre. Mais la commission a fait remarquer qu'au moyen des chemins de fer, le lait pourrait désormais parcourir promptement et sans s'altérer de grandes distances, et que dès lors l'intérêt agricole exigeait qu'on n'en facilitât pas l'importation par une réduction de taxe. Elle a donc proposé de maintenir le droit de 3 fr. Le Gouvernement ne s'est pas opposé à cette proposition, qui a été adoptée par la Chambre des Députés.

Noix de coco.

Les noix de coco, dont le fruit est employé dans la confiserie, et dont la coque peut être rangée parmi les matières nécessaires à la tabletterie, étaient soumises à un droit de 25 fr. par 100 kilog.; tandis que l'huile extraite de la noix n'avait à payer, depuis l'ordonnance du 23 juillet 1840, qu'un droit fort inférieur (4 fr. pour les importations de la côte occidentale d'Afrique, 12 fr. 50 c. et 14 fr. pour celles des autres provenances).

Il convient de faire disparaître cette anomalie. Pour que les noix de coco soient plus équitablement taxées, nous les rangeons parmi les fruits exotiques à dénommer, dont le droit est de 8 fr. les 100 kilog.

La résine dammar est un produit de l'Asie orientale. Résine dammar.
Comprise dans la classe des résineux exotiques non dénommés, elle était soumise à des droits de 50, 90, 100 et 125 fr. les 100 kilog., suivant les lieux de provenance et le mode de transport. Mais l'emploi assez considérable qu'elle trouve dans la fabrication des vernis nous a fait penser qu'il conviendrait d'en faciliter l'approvisionnement par une réduction de tarif. On la dégrèvera dans une proportion convenable, en l'assimilant à la résine copal qui lui est analogue, et dont les droits sont de 40, 60, 80 et 100 fr., suivant les lieux de provenance et le mode de transport.

Certains sucres végétaux, qui s'expédient de l'Inde et de l'Amérique après dessiccation, n'ont pas encore été repris au tarif des douanes. Provisoirement on leur appliquait, par voie d'analogie, la taxe des résineux exotiques. Mais cette assimilation est défectueuse; ces sucres, qui s'emploient dans certains vernis, et quelque peu en médecine, ne pouvant être régulièrement classés parmi les résines, il convient de leur donner une tarification spéciale. Celle que propose le projet de loi correspond à 8 ou 10 pour 100 du prix de la marchandise. Sarcocolle, kino et autres sucres végétaux desséchés.

L'iode, n'étant pas repris au tarif actuel des douanes, tomberait sous le coup de la prohibition générale qui, aux termes de la loi du 17 mai 1826, atteint tous les produits chimiques non dénommés. La fabrication de l'hydriodate de potasse, dont l'iode est la base, ayant pris du développement, l'application de cette prohibition pourrait être nuisible. On propose de la remplacer par le droit de 40 francs qui s'applique au brome, produit avec lequel l'iode a une grande analogie. Iode.

Les plumes et becs de plumes en métal, à défaut d'une tarification spéciale, étaient rangés dans la mercerie, dont les droits sont de 100 et de 200 francs, suivant qu'il s'agit de mercerie fine ou commune. L'usage des plumes en métal s'étant répandu de plus en plus, il a paru nécessaire d'assigner à celles qu'on importe de l'étranger un droit propor- Plumes et becs de plumes.

lionné à leur valeur. Le droit proposé de 4 francs par kilogramme répond à peu près à 20 pour 100.

Plumes de parure, brutes ou apprêtées.

Le tarif frappait les plumes de coq et de vautour d'un droit de 400 francs pour les blanches, de 200 francs pour les noires, et de 100 francs pour les autres. Cette échelle différentielle ne reposait sur aucun motif fondé : elle s'adaptait mal à la valeur des plumes, qui ne sont guère employées qu'à l'ornement des coiffures militaires et au service des églises. Nous avons pensé, avec la chambre de commerce de Paris, qu'il y avait lieu d'adopter pour toutes ces plumes un seul et même taux, celui de 100 francs ; et en même temps de faire disparaître la surcharge imposée aux plumes apprêtées, que le tarif actuel taxe de 400 francs à 600 francs, selon leur couleur. Il est aujourd'hui constaté que la France n'a rien à redouter de la concurrence étrangère pour l'apprêt des plumes de parure.

Sérans ou peignes à pointes d'acier.

Un règlement, qui remonte au tarif de 1792, avait classé parmi les instruments aratoires dont le droit est de 80 francs par 100 kilogrammes, l'outil qu'on nomme *séran*, espèce de peigne pour la préparation du lin et du chanvre. C'était alors un instrument assez grossier dont les pointes, en cuivre ou en fer, servaient dans les fermes au peignage des matières filées au rouet. Mais depuis l'établissement du filage mécanique, l'industrie linière emploie des *sérans* perfectionnés qui sont armés de broches en acier fondu, et dont la valeur, bien supérieure à celle des sérans que la loi de 1792 avait en vue, n'est plus en rapport avec le tarif des instruments aratoires. Leur classement naturel est aux outils de pur acier, imposés aujourd'hui à 200 francs par 100 kilogrammes.

Parmi les mesures de simple rectification, il en est deux sur lesquelles doit s'arrêter l'attention, parce qu'elles sont devenues, entre un pays voisin et nous, la source de certaines difficultés.

Horloges en bois.

Les horloges en bois qu'on importe de la forêt Noire pour l'usage des campagnes, sont admises depuis longtemps en

France sous un droit de 1 franc la pièce. Jusqu'en 1832, cette taxe laissa entrer annuellement en moyenne, 56.000 pièces environ. Alors l'importation consistait principalement en ouvrages tout à fait grossiers, les seuls en effet pour lesquels le droit de 1 franc ait été établi, les autres ouvrages d'horlogerie rentrant dans la classe des métaux ouvrés que la loi du 10 brumaire an 5 a frappés de prohibition. Mais, à partir de 1833, on commença à présenter en fortes quantités, comme horloges en bois, des horloges moins communes, auxquelles s'adaptaient des pièces intérieures en fer, en cuivre, en acier, et même des cadrans d'émail. Ces perfectionnements donnant plus de valeur aux ouvrages, l'introduction s'accrut rapidement. De 1833 à 1841, les importations dépassèrent en moyenne 76.000 pièces, et s'élevèrent, dans certaines années, à plus de 80.000. En 1842, elles ont atteint le chiffre de 88.452 pièces. Sur les vives réclamations de notre horlogerie du Jura, le Gouvernement dut se préoccuper de cet état de choses. Une interprétation rigoureuse du tarif aurait pu nous conduire à repousser les ouvrages à rouages métalliques comme atteints par la prohibition générale qui résulte de la loi du 10 brumaire, mais c'eût été frapper le commerce d'une partie de l'Allemagne. Nous nous sommes bornés à proportionner le droit au surcroît de valeur que l'addition des rouages en métal donne aux horloges. Le droit de 1 franc répondait à 20 pour 100 du prix ordinaire des horloges communes; c'est à peu près à ce taux que revient le droit de 2 francs auquel nous avons soumis celles à mouvement métallique.

La loi du 7 juin 1820 a établi ainsi qu'il suit le tarif des Limes et râpes.
limes et râpes :

A grosse taille, dites communes.	80 fr.	les
A polir, dites fines, { ayant 17 c. de longueur ou plus.	200	} 100 kil.
{ ayant moins de 17 c. de long.	250	

La loi ajoutait 1° que l'on devait considérer comme communes « les limes à queue non polies, dont chacune ne pèse
« pas moins d'un hectogramme, et qui, empaillées et sans

« papier, sont en paquets de six au plus, et se vendent au
 « poids dans le commerce; 2° que les limes fines seraient
 « distinguées des limes communes par les caractères oppo-
 « sés à ceux décrits ci-dessus; la taille en est plus serrée et
 « plus régulière; le morceau d'acier dont chacune est for-
 « mée, ayant été poli avant qu'on ne le poinçonnât, la partie
 « inférieure qui sert d'emmanchement est lisse et régulière-
 « ment évidée; elles sont, à moins de fraude, enveloppées
 « de papier, et se vendent au ponce. »

Mais ces caractères distinctifs n'ont pu servir à l'applica-
 tion des droits qu'autant qu'ont duré les procédés de fabri-
 cation et le mode d'emballage usités en 1820. Or, ils se sont
 tellement modifiés depuis quelques années, que le service
 des douanes se serait trouvé hors d'état d'appliquer réguliè-
 rement le tarif, si de nouvelles dispositions n'eussent mis
 d'accord les termes de la loi et les usages du commerce.
 C'est dans ce but que, sur l'avis du comité consultatif des
 arts et manufactures, l'ordonnance du 26 juin 1842 a décidé
 que l'on considèrerait « comme communes les limes et râpes
 « ayant huit tailles ou moins au centimètre, et comme fines
 « toutes celles qui ont plus de huit tailles dans le même
 « espace; la mesure étant prise perpendiculairement au
 « trait du burin. »

Voiles de na-
vires.

Deux lois anciennes (15 mars 1791 et 9 floréal an 7)
 ont classé les voiles de navires parmi les agrès et apparaux,
 taxés à 10 pour 100 de la valeur : le tarif officiel de 1822 a,
 d'ailleurs, expliqué que si ce droit tombait au-dessous de
 celui de la toile, c'est ce dernier droit qu'il y aurait lieu de
 percevoir comme minimum. Mais, depuis la modification
 du tarif des toiles, par l'ordonnance du 26 juin 1842, ce
 minimum sera nécessairement le seul droit applicable. Il
 convient donc d'en régulariser la perception en étendant
 aux voiles de navires le régime du tissu dont elles sont
 formées.

Capsules de
poudre fulmi-
nante.

Les capsules de poudre fulminante, également omises
 au tarif, doivent suivre le même régime que la poudre à
 tirer, à laquelle elles sont provisoirement assimilées.

Les réductions de droits proposées sur ces articles sont la conséquence du dégrèvement de moitié accordé sur l'acajou par l'ordonnance du 26 juin 1842; elles s'expliquent par les mêmes motifs.

Bois de gay
etc. Bois d'
nisterie de
Guyane et
Sénégal.

Depuis quelques années l'industrie anglaise est parvenue à utiliser, pour la filature et le tissage, des matières textiles qu'elle tire de l'Inde et de l'Australie : la valeur de ces matières est presque nulle, et comme elles servent de lest pour le retour, les frais de transport y ajoutent peu. Rendues en Europe, ces matières se vendent à environ 50 pour 100 de moins que l'étoile. Les fils et les toiles qu'elles servent à fabriquer ont une assez belle apparence, mais sont d'un mauvais usage.

Fils et ti
de phorm
tenax, de
nanier sauv
dit abaca
jute, dit
chanvre de
cutta.

La commission des douanes a proposé de les repousser de la consommation en établissant, sur les fils de l'espèce, un droit de 60 fr. Les fils de phormium et leurs analogues acquitteront ainsi 22 fr. de plus que les fils de lin ou de chanvre de la première classe, et 12 fr. de plus que ceux de la seconde. Afin de maintenir la relation qui doit exister entre les fils et le tissu qui en provient, il était nécessaire d'augmenter, dans une proportion correspondante, les tarifs des tissus fabriqués avec les fils dont il s'agit.

Le nouveau tarif a été mis en vigueur par l'ordonnance royale du 3 septembre 1844.

(Voir les explications contenues dans l'exposé des motifs.)

Crêpes
Chine.

Les cuirs que les pays transatlantiques fournissent à nos tanneries forment aujourd'hui l'objet d'un commerce important qui s'agrandit chaque jour. En 1836, il ne portait encore que sur une quantité de 2.400.000 kilog. En 1841, l'importation a dépassé 10.000.000 kilog., et 14.000.000 en 1842. Les envois qui nous parviennent surtout de Montevideo, de Buenos-Ayres et du Brésil, s'étaient d'abord effectués en presque totalité par la marine française; mais

Grandes p
brutes

déjà l'on remarque la tendance des tiers pavillons à nous en disputer le bénéfice, soit au moyen de la navigation directe, soit par l'escale des pays voisins d'où la marchandise nous est ensuite expédiée par terre. Cela provient de l'insuffisance de la surtaxe, qui, d'après les dispositions de la loi du 28 avril 1816, n'est que de 10 cent. par 100 kilog., sur un droit principal de 1 fr. Il importe de ne pas laisser échapper un élément de fret dont notre marine est encore en possession. Nous y sommes d'autant plus intéressés que les cuirs importés du Brésil et de la Plata sont la contre-valeur des produits fabriqués que nous exportons dans ces pays, et que la perte du fret de retour aurait nécessairement pour effet de renchérir la marchandise exportée, c'est-à-dire d'aggraver ses conditions de vente sur des marchés où elle rencontre déjà l'active concurrence des similaires de l'Angleterre et de la Belgique. Les vœux de plusieurs ports de mer, exprimés par le conseil général du commerce dans sa dernière session (1), appelaient une augmentation de surtaxe. Nous l'avons calculée de manière à réaliser, en faveur de notre marine, une protection exempte d'exagération. Comme d'ailleurs, parmi les cuirs introduits par terre, il en est une certaine quantité qui provient du cru des pays limitrophes, avec lesquels il est convenable de conserver ce moyen d'échange, nous vous proposons de maintenir, pour cette provenance, le régime actuel, sous la condition des justifications d'origine indispensables pour écarter les abus.

Crins bruts.

Les crins bruts acquittent à l'entrée par navires français 2 fr. 50 c., et par navires étrangers 2 fr. 70 c. La surtaxe en faveur du pavillon français n'est donc que de 20 centimes par 100 kilogrammes ou 2 fr. par tonneau. Pour ne pas laisser un élément de fret aussi avantageux échapper à ceux de nos navires qui vont dans l'Amérique du Sud, où cette

(1) Conseil général du commerce, — Séance du 5 janvier 1842.

La marchandise est abondante, on propose d'augmenter la différence de traitement entre notre pavillon et les autres, en réduisant à 1 fr. par 100 kilogrammes le droit à l'importation par navires français. Il en résultera, au profit de notre marine et sans surcharge aucune pour l'industrie qui emploie les crins, une surlaxe de 17 fr. par tonneau, qui nous paraît un encouragement suffisamment élevé.

Le tableau ci-après indique le mouvement des importations de graines oléagineuses pendant les cinq dernières années. Graines oléagineuses.

Année	Quantité en tonnes	Valeur en francs
1870	10.000	1.000.000
1871	12.000	1.200.000
1872	15.000	1.500.000
1873	18.000	1.800.000
1874	20.000	2.000.000

ANNÉES	COMMERCE GÉNÉRAL.				COMMERCE SPÉCIAL.		
	QUANTITÉS ARRIVÉES				QUANTITÉS		
	par navires français.	par navires étrangers.	par terre.	Total.	Sésame.	Autres.	Total.
1840	7.139.200	29.498.200	12.810.800	49.448.200	»	»	49.559.000
1841	6.771.800	50.209.100	13.061.300	70.042.200	1.608.090	63.692.000	65.300.000
1842	13.952.200	53.548.600	10.055.100	77.556.600	11.373.000	64.041.000	75.414.000
1843	9.509.691	45.842.151	6.303.023	61.654.865	17.596.000	43.404.000	61.000.000
1844 (1)	»	»	»	52.069.600	17.102.000	35.153.000	52.255.000

(1) Les relevés de la douane ne donnent pas encore pour 1844 la distinction du mode d'importation.

L'importation du saindoux et du suif brut a pris, dans ces derniers temps, un accroissement considérable. Dans l'espace de sept ans, elle a quintuplé; ainsi de 3.051.000 kil., chiffre de 1836, elle s'est élevée à 16.800.000 kil., en 1842. Ces importations proviennent en grande partie des États-Unis qui, jusqu'en 1840, ne nous avaient envoyé que des quantités peu considérables (39.000 kil.), et dont les envois ont dépassé en 1842, 7.000.000 kil.

Suif brut.
Saindoux et
autres graisses.

Cet accroissement avait déterminé le Gouvernement à demander que le droit fût élevé de 10 et 13 fr. à 15 et 18 fr. mais pour le saindoux seulement.

La discussion a fait reconnaître que le même traitement devait être appliqué au suif brut et aux autres graisses non dénommées. Ces matières, en effet, sont employées dans la saponification par les fabriques du Nord, aussi bien que le saindoux par les fabriques du Midi. Il convient donc de les soumettre aux mêmes taxes.

Dans la vue de faciliter le débouché des confitures et conserves qui se préparent dans nos colonies, et dont la confection fournit du travail à une partie de la population, nous vous demandons de réduire à 22 fr. 50 c. la taxe afférente à ces préparations. Ce droit est calculé en vue de celui du sucre, et proportionnellement à la quantité de sucre dont elles exigent l'emploi. Aujourd'hui l'on perçoit l'impôt du sucre sur leur poids total, ce qui ne paraît pas justifié. — Quant aux conserves, dans lesquelles il n'entre ni miel ni sucre, assimilées mal à propos aux myrobolants confits, avec lesquels elles n'ont rien de commun, elles avaient été taxées à 62 fr. 50 c. les 100 kilogrammes; un droit de 20 fr. est tout ce qu'on peut leur demander; il reste encore fort élevé, et rien ne le justifierait si les conserves de cette espèce n'avaient une valeur relative plus grande que les autres, confectionnées qu'elles sont avec beaucoup plus de soin.

Confitures et
fruits confits.

La loi du 6 mai 1841 a établi une taxe spéciale de 5 cent. Castine.

par 100 kilogrammes sur la castine, qui était auparavant confondue dans les pierres et terres à dénommer.

L'ordonnance du 2 décembre 1843 ayant réduit à 1 cent. le droit du minerai de fer, il convient de réduire également au taux le plus bas le droit de la castine, qui est employée dans la métallurgie pour aider à la fusion du minerai.

Ardoises pour
toitures mesu-
rant 19 centim.
ou moins de lar-
geur.

La loi du 2 juillet 1836 avait réduit de 7 fr. à 2 fr. le droit applicable aux ardoises pour toiture mesurant 19 centimètres ou moins de largeur.

Par un amendement auquel le Gouvernement a donné son adhésion, le tarif a été modifié comme suit :

Ardoises pour toiture n'ayant pas plus de 19 centimètres de largeur, 30 cent. de longueur et 3 millimèt. d'épais.	de Belgique, avec cer- tificat d'origine.	5 f. 80 c.	} le 1,000 en nombre.
	d'ailleurs.	7 50	

Le but de cette modification a été :

1° D'assurer une protection efficace à nos ardoisières des Ardennes;

2° D'établir une entière réciprocité de conditions entre les exportations françaises et les importations belges. En effet, tandis que nous admettions les ardoises de ce pays sous un simple droit de 2 fr, les nôtres y rencontraient une taxe de 5 fr. 80 c;

3° D'empêcher qu'à l'aide du silence de la loi on continue d'importer des ardoises ayant la largeur légale, mais présentant une longueur et une épaisseur qui permettent de les diviser de manière à faire d'une seule ardoise quatre ou cinq pièces.

Acier.

Le tarif actuel de l'acier distingue l'acier naturel de l'acier fondu. Dans la pratique cette distinction rencontre de grandes

difficultés. Pour faire cesser un état de choses non moins préjudiciable au commerce qu'aux intérêts du Trésor, le Gouvernement avait proposé de comprendre sous un seul et même tarif l'acier naturel et l'acier fondu en graduant les droits en raison de la main-d'œuvre reçue; ainsi l'acier en barres devait payer 60 fr. l'acier en tôle 80 et l'acier filé 100 fr.

Mais on a remarqué que si la distinction entre les deux espèces d'acier, était impraticable lorsqu'ils se présentent à l'état de tôle ou de fil, elle était possible pour l'acier en barres, c'est par ce motif qu'on a maintenu pour la première catégorie le tarif actuel c'est-à-dire les droits de 60 fr. et 120 fr.

La décision administrative qui a déterminé les caractères distinctifs des aiguilles à coudre a soulevé plusieurs objections. Aiguilles à coudre. Cette décision était pourtant indispensable. En effet, lorsque le droit de 8 fr. fut établi, en 1842, sur les aiguilles, il était bien convenu que c'était seulement les aiguilles d'une certaine finesse qu'il devait atteindre. Dans l'esprit de la Chambre, comme dans celui de la commission et dans le nôtre, le droit ne devait pas dépasser en moyenne 10 à 12 pour 100. Or, en appliquant le taux de 8 fr. à toutes les aiguilles sans distinction, on arrive à un droit de 40 à 50 pour 100. C'est ce taux exagéré qui a donné prétexte aux aggravations dont l'étranger a, vers la fin de l'année 1842, frappé plusieurs de nos produits.

Pour régulariser la mesure prise par l'administration, et renfermer le tarif dans les limites qu'on a toujours entendu lui assigner, nous proposons de placer entre le droit actuel de 2 fr., qui affecte les très-grosses aiguilles, et celui de 8 fr., qu'il convient de réserver pour les aiguilles fines, une taxe intermédiaire de 5 fr., applicable aux aiguilles de dimension moyenne, et d'établir ainsi, sur les différentes espèces, une échelle graduée selon la longueur, à savoir : 2 fr. pour les aiguilles de plus de 5 centimètres, 5 fr. pour

celles de 4 à 5 centimètres, et 8 fr. pour les autres. Cette modification respecte le principe de protection dont la loi du 6 mai 1841 a voulu faire profiter notre fabrication des aiguilles. Elle en règle seulement l'application de manière à mieux proportionner la charge du droit à la valeur relative de la marchandise.

Acide arsénieux.

La loi du 6 mai 1841 a réduit de 15 fr. à 8 fr. par 100 kilog. le droit de l'acide arsénieux. Cette réduction a été opérée dans une vue d'intérêt général, et pour satisfaire aux demandes des diverses industries qui emploient l'arsenic blanc, que nous tirons principalement de l'Allemagne et de l'Angleterre.

Mais le droit de 8 fr. est encore trop élevé pour un produit qui n'a pas de similaire en France, la seule mine qui fût en exploitation, celle de Baubertie ayant été abandonnée.

Nous proposons de fixer à 1 fr. la taxe afférente à l'acide arsénieux.

Montres.

L'ordonnance du 2 juin 1834 et la loi du 2 juillet 1836, qui ont réglé le régime de l'horlogerie, en faisant cesser la prohibition établie par la loi du 10 brumaire an 5, et que la contrebande éludait aisément, ont gradué la taxe sur les montres d'or, selon qu'il s'agit de mouvements ordinaires à roues de rencontre, de mouvements à *la Lépine* simples, ou de répétitions. Ces désignations laissent en dehors du tarif les montres façon *Bréguet* et *demi-Bréguet*, ce qui est devenu, dans l'application, une source de difficultés entre la douane et le commerce. Il est nécessaire de faire disparaître du tarif tout nom de système variable de sa nature, pour ne s'attacher qu'à des signes distinctifs généraux et certains. C'est ce qui résultera de ceux que nous proposons de substituer aux désignations actuelles. Elles ont été concertées avec le comité consultatif des arts et manufactures, juge compétent en ces matières, et laisseront d'ailleurs subsister, sans autre modification que le classement,

l'échelle de droits fixée par la loi de 1836. L'importation légale des montres étrangères avait été :

En 1836, de.....	59.246	pièces.
En 1841, elle s'est élevée à.....	61.682	—
En 1842, elle a atteint.....	80.963	—
En 1843, elle a été de.....	158.977	—
au commerce général, et.....	95.787	—
au commerce spécial.		

Le tarif actuel distingue entre les vitrifications en grains ou percées, celles qui sont destinées à la broderie ou au tricot, et celles qui s'emploient pour chapelets ou colliers. Il soumet les premières à un droit de 2 fr. par kilog., et réduit ce droit à moitié pour les secondes. Mais l'embarras du service est grand lorsqu'il s'agit d'appliquer ces distinctions, qui d'ailleurs ne répondent plus à aucun besoin de notre industrie. La ville de Venise et quelques districts de l'Allemagne sont en possession de fabriquer ces sortes de verroteries, dont ils nous fournissent annuellement 35 à 40.000 k. On peut, avec avantage pour le commerce et pour le service, admettre les vitrifications en grains, sans distinction, au droit de 1 fr.

Vitrifications.

Généralement prohibées, les ferrailles peuvent, en vertu d'une disposition spéciale de la loi du 5 juillet 1836, être admises sur l'autorisation du Ministre du commerce, au droit de la fonte brute.

Ferrailles.

Cette mesure a été prise pour mettre nos forges à même de s'approvisionner de matières qui manquent souvent en France pour la fabrication de certaines sortes de fers. Mais on a craint qu'à la faveur du faible droit qui affecte la fonte brute à l'entrée par terre, quelques établissements métallurgiques ne fissent de la ferraille étrangère la base de leurs opérations, et il a paru plus convenable de soumettre la ferraille au droit de la fonte mazée (12 fr. les 100 kil.), en levant, d'ailleurs, la prohibition générale.

La faculté confiée au Gouvernement n'était pas exempte d'inconvénients ; car il n'est pas toujours facile de distinguer entre les demandes fondées sur des besoins réels, et celles qui ont un autre but. Le Gouvernement a donc adhéré à la mesure, et il l'a fait compléter en insérant au projet de loi une disposition qui donne au service des douanes les moyens de prévenir les abus, en empêchant que, sous la dénomination de ferrailles, on importe des objets qui pourraient être employés dans la fabrication sans aucun autre travail préparatoire.

Machines
mécaniques.

et Le nouveau tarif des machines, qui a été mis en vigueur par l'ordonnance royale du 3 septembre 1844, comprend cinq grandes divisions (1) :

1^{re} Les machines à vapeur de toute sorte,

2^o Les machines agricoles,

3^o Les machines pour fabriques,

4^o Les machines à dénommer, c'est-à-dire toutes celles que ne comprennent pas les divisions ci-dessus établies,

(1) Relevé de la valeur moyenne, par kilogr., des machines et de la protection qui résulte pour chacune d'elles des droits proposés :

DÉSIGNATION DES MACHINES.		VALEUR par kilogr.	DROIT proposé par 100 kilogr.	REVIENT du droit en tant p. 0/0.
		f. c.	f.	
A vapeur	fixes.....	1.10	30 "	27 p. 0/0
	pour la navigation.....	1.70	45 "	27 "
	locomotives.....	2.20	65 "	22 1/2
	pour la filature du lin ou du chanvre.....	2.80	65 "	23 "
Machines pour fabrique.	pour la filature de la laine et du coton.....	1.95	45 "	23 "
	pour le tissage.....	0.85	20 "	23 "
	métier à tulle.....	4 "	80 "	20 "
	à papier continu.....	3.14	40 "	18 "
	à imprimer sur caractères et sur étoffes.....	2 "	40 "	20 "

5° Les appareils de grande dimension, tels que : grands calorifères, appareils distillatoires, etc., qui aujourd'hui sont prohibés, comme métaux ouvrés.

Les Machines à vapeur conservent, dans les nouveaux droits, la protection de 30 pour 100 environ, que le tarif actuel leur accorde.

Les locomotives, qui n'acquittaient avant l'ordonnance précitée, en vertu d'une décision ministérielle du 15 mars 1837, que le droit de 15 pour 100, entrent dans la classe des machines à vapeur, à laquelle elles appartiennent de fait, et reçoivent la même protection.

Il importe de mettre nos ateliers de construction en état de satisfaire aux besoins nouveaux qui se manifestent, par suite de l'établissement des grandes lignes de chemins de fer, et d'avoir toujours sous la main les moyens de produire, de réparer et d'entretenir des appareils qui sont devenus des objets de première nécessité.

La locomotive est une machine à vapeur proprement dite, et l'une des plus habiles, sans contredit. S'il ne lui a été appliqué d'abord que le droit de 15 pour 100, c'est qu'on avait à satisfaire à des nécessités pressantes. Les compagnies de chemins de fer dont l'établissement était si impatiemment attendu avaient à se pourvoir du matériel nécessaire à leur exploitation ; il était urgent de ne pas les arrêter, dès le début, par des droits trop élevés, et d'ailleurs sans objet, puisque nos mécaniciens ne construisaient pas alors de locomotives, et ne possédaient même pas l'outillage nécessaire pour ces sortes de constructions. Mais aujourd'hui qu'il en est tout autrement, il semble juste, autant que prudent, de placer les locomotives sous un tarif suffisamment protecteur.

Machines agricoles. Le nouveau droit est à peu près en rapport avec celui qui existe maintenant.

Machines pour fabriques. Il ne s'agissait pas seulement

de la conversion pure et simple du droit actuel en un droit au poids. Ces appareils étant principalement ceux en vue desquels l'Angleterre a levé la prohibition de sortie, il fallait leur assurer une protection efficace.

Il convenait, d'un autre côté, de tenir compte de l'intérêt des fabriques, auxquelles toute latitude doit être laissée pour leurs approvisionnements, les progrès en industrie dépendant surtout de l'emploi de bonnes machines.

Ce double problème n'était pas le seul à résoudre. Les appareils pour fabriques ont une valeur fort diverse, suivant qu'ils sont destinés à la préparation de la laine et du coton, ou du lin et du chanvre.

De là une distinction à établir entre les machines de l'une et l'autre espèce.

Dans l'ensemble, le tarif ressortira entre 20 et 23 pour 100 de la valeur des appareils. Ce droit n'a rien d'excessif.

Machines à dénommer. — Le tarif a dû établir différentes classes suivant le poids des appareils, afin que les petites machines qui, sous un faible volume, présentent une assez grande valeur, n'arrivent pas à des droits trop minimes, tandis que de grands appareils, tels que les trains de laminoirs, se trouveraient taxés à des droits exorbitants.

Appareils distillatoires—Bateaux en fer.—Ces objets sont aujourd'hui généralement prohibés. La nouvelle législation propose de les admettre à des droits suffisamment élevés pour mettre le travail national à l'abri d'une concurrence exagérée. En ce qui concerne les bateaux en fer, on n'a pas entendu déroger à la prohibition qui atteint les bâtiments destinés à la navigation maritime, et il a été expliqué que la mesure ne concernait que les bateaux qui seraient employés à la navigation sur les cours d'eau intérieurs. Le Gouvernement a donné son adhésion à l'amendement qui fixe la limite où finit la navigation fluviale, c'est-à-dire la

limite où doit cesser l'emploi des bateaux en fer de provenance étrangère, admis au droit de 45 fr. par 100 kilog.

On propose d'admettre les pièces détachées qui, généralement prohibées aujourd'hui, ne peuvent entrer qu'avec des autorisations spéciales du Ministre du commerce.

L'exercice de cette faculté n'est pas sans inconvénients. Il est souvent fort difficile d'établir une juste distinction entre les demandes fondées sur une nécessité réelle, et celles qui concernent des pièces que nos constructeurs sont, comme les étrangers, en mesure de fabriquer.

Au surplus, les nouveaux droits sont établis sur une échelle assez élevée pour empêcher qu'il soit fait abus de la faculté d'importer des pièces détachées.

Les wagons de terrassement pour chemins de fer, n'ayant été dénommés dans aucune loi de tarif, on les a d'abord assimilés aux chariots et tombereaux, imposés à 15 pour 100 de la valeur. Comme ils sortent des mêmes ateliers que les machines, et que leur construction exige le même outillage, il sera plus régulier de les assimiler aux machines, en leur appliquant, au reste, le droit des appareils le moins imposés, celui des machines pour l'agriculture.

Wagons de
terrassement.

Les droits indiqués au projet de loi pour ces articles sont ceux qui les affectent aujourd'hui, et qu'il est nécessaire de conserver. On ne les mentionne que pour éviter à cet égard toute équivoque, la loi du 7 juin 1820 les ayant soumis au même régime que les machines.

Cylindres,
planches et
coins gravés.
Instruments
de précision.

Depuis la loi du 2 juillet 1836, qui taxait à 80 fr. la pièce les châles de cachemire de petite dimension, il avait été entendu qu'on appliquerait le même régime aux écharpes de cachemire. La loi du 6 mai 1841 ayant ensuite modifié le régime des châles, et supprimé la classe intermédiaire soumise au droit de 80 fr., il s'est élevé la question de savoir comment l'on traiterait les écharpes. La nécessité de ne pas

Echarpes de
cachemire.

trop imposer un objet sur lequel la fraude pourrait s'exercer facilement, nous a fait penser qu'il fallait l'admettre au même droit que les châles carrés de la plus petite dimension : ce droit est de 50 fr. par pièce.

Produits des
États Sardes.

Les réductions de droits de :

1/3 sur la céruse et sur le riz du Piémont ;

2/5 sur les fruits frais ;

et de 1/5 sur les bestiaux, avec conversion des droits par tête en droits au poids, sont accordées en compensation de concessions correspondantes faites par le Gouvernement sarde sur :

Nos vins et eaux-de-vie,

Nos ouvrages de modes,

Et nos porcelaines blanches et dorées.

(Voir l'exposé des motifs, l'annexe C et les tableaux n^{os} 5, 6 et 7).

Tarif de sortie.

Les dispositions qui sont présentées sur le tarif de sortie ont pour objet :

1^o De régulariser le régime des capsules et des pains et biscuits de mer ;

2^o De faciliter l'écoulement au dehors de deux produits dont nos marchés surabondent : les amandes et les poils propres à la chapellerie et à la filature.

Amandes.

Le droit sur les amandes a été réduit de 2 fr. à 25 c. les 100 kilog. par une ordonnance du 14 octobre 1842.

Poils propres
à la chapellerie
et à la filature.

Depuis l'extension que la soie, le coton et la laine ont prise dans la chapellerie, il est nécessaire de favoriser, autant que possible, l'exportation de nos poils de chèvre, de chevreau, de lièvre et de lapin, afin qu'ils ne restent pas

sans valeur sur nos marchés. Les poils de lapin paient à la sortie 2 fr. par kilog., les poils de lièvre 50 c. Nous proposons de taxer les uns et les autres à 1 fr. par kilog., et d'abaisser de 50 fr. à 25 c. le droit des plocs, à l'exception des duvets de cachemire et des poils de chevron, marchandise de plus de valeur, et dont l'utilité dans notre tissage veut qu'on n'en change pas le régime.

Sous l'empire du tarif actuel qui remonte à la loi du 17 mai 1826, l'exportation des tourteaux de graines oléagineuses a pris un développement considérable. Le prix de ce produit, si précieux pour l'agriculture, s'étant élevé proportionnellement à l'activité des demandes, l'agriculture française a pu s'en ressentir non-seulement pour l'engrais du sol, mais aussi pour l'élevage des bestiaux, dans la nourriture desquels le tourteau prend une part assez importante.

Tourteaux de graines oléagineuses.

Engrais de toute sorte.

Sang de bétail sauf le sang de boue desséché.

La Chambre des Députés a cru devoir en conséquence établir, sur les tourteaux de toute espèce, un droit de sortie de 2 fr. 25. Toutefois on a décidé, pour ménager la transition, que ce droit ne serait appliqué qu'un an après la promulgation de la présente loi, et qu'une taxe intermédiaire de 1 fr. 25 c. serait perçue pendant la première année.

L'élévation du droit de sortie sur les engrais de toute sorte et le sang de bétail est la conséquence de la mesure adoptée pour les tourteaux.

Le résidu de noir animal acquitte, à la sortie, un droit de 25 c. par kilog., qui serait porté à 2 fr. 25 c.

Résidu de noir animal.

Le but de cette augmentation, réclamée par le service des douanes, est d'empêcher le retour des opérations frauduleuses effectuées, dans ces derniers temps, en vue d'éluder la loi qui réserve les transports de cabotage aux seuls navires français. Il a été constaté que des résidus destinés pour Nantes ont été expédiés sous pavillon étranger à la destination simulée de Nice ou de Gibraltar, d'où ils ont

relevé pour Nantes, comme venant de l'étranger. Ces manœuvres, que favorise la nullité du droit de sortie actuel, cesseront lorsqu'il aura été porté à 2 fr. 25 c. comme on le propose.

Dispositions
relatives à l'Al-
gérie.

(Voir l'exposé des motifs.)

Régime de l'île
de Corse.

Pâtes d'Italie.

La fabrication des pâtes d'Italie, protégée en France par un droit de 20 fr. les 100 kilogr., n'avait en Corse qu'une protection de 10 fr. La main-d'œuvre étant moins chère dans cette île que sur le continent, il n'est pas indispensable d'y établir absolument le même tarif. Mais la différence de 50 pour 100 qui résultait des anciennes lois était beaucoup trop forte. Il a été constaté, par l'autorité locale, qu'une taxe de 15 fr. était nécessaire pour égaliser les conditions de la concurrence entre les fabriques italiennes et celles d'un département où il importe de soutenir et de développer le travail.

Seconde écor-
ce de chêne-
liège.

Il n'est pas moins essentiel de ménager à nos tanneries les ressources précieuses que, de tout temps, elles ont trouvées dans les forêts de la Corse. On ne crut pas y porter atteinte, lorsqu'en 1836 on autorisa l'exportation du tan de cette île, sous un faible droit de 25 cent. par 100 kilog. L'expérience a prouvé le danger de cette modification. En peu d'années, l'exploitation des écorces de chênes-liège a pris une extension telle que les tanneries de l'île se sont vues menacées dans leurs moyens d'existence. D'une autre part le dépouillement désordonné de la seconde écorce des chênes-liège tend à la dépopulation des forêts en frappant l'arbre d'un épuisement prématuré. Nous avons regardé comme un devoir rigoureux de limiter l'exportation de ces écorces aux besoins de nos tanneurs tant en France qu'en Algérie.

Minerai de fer.

Par des raisons analogues à celles qui ont été indiquées plus haut, relativement aux forges du continent, on propose d'abaisser à 1 cent. par 100 kilog. le droit sur le minerai de fer étranger qu'emploient les forges de l'île de Corse.

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.

Une ordonnance en date du 10 décembre 1842 a supprimé les droits de 25 cent. par 100 kilog. ou de 15 cent. par 100 fr. de la valeur (au choix du redevable), qui se percevaient sur les marchandises étrangères en transit à travers le Royaume. Bien que peu élevés, ces droits ajoutaient aux charges qu'imposent au transit notre roulage et les péages de nos canaux, plus dispendieux que dans plusieurs des États limitrophes. Pour conserver un mouvement commercial qui laisse dans le pays des salaires et des profits en vivifiant les voies de communication, nous avons dû renoncer à cette perception, d'ailleurs peu importante. Elle produisait environ 52,000 fr. par année.

Droits de transit.

Des intérêts locaux d'agriculture ont déterminé l'ordonnance du 26 juin 1842, qui a ouvert le bureau de Saint-Laurent-du-Var à l'importation du plâtre moulu, sous le paiement du droit de 10 cent.

Bureau de Saint-Laurent-du-Var.

Le plâtre qu'on introduit par Saint-Laurent-du-Var est nécessaire aux exploitations agricoles de plusieurs arrondissements, qui ne trouvent d'approvisionnements que dans les carrières du Piémont. Il importait de les leur faciliter.

Restrictions d'entrée.

De tout temps, le tarif a fait une distinction en faveur des fontes importées par terre. En voici les motifs :

Fontes importées par terre.

Pour les fontes, marchandise encombrante qui sous un fort volume ne présente qu'une faible valeur, les frais de transport sont considérables, et tout le monde le sait, beaucoup plus coûteux par terre que par mer.

L'intérêt des hauts fourneaux situés sur les frontières du nord et de l'est exigeait, en raison de leur éloignement de la mer, qu'on facilitât leur approvisionnement par une ré-

duction de droits sur les fontes qu'ils ne peuvent tirer que de la Belgique et de l'Allemagne.

Toutefois, comme à la faveur du droit minimum de 4 fr. les fontes anglaises, à cause de leur bas prix, pourraient se présenter sur nos marchés de l'est, malgré les frais que nécessite le détour qu'elles ont à faire pour arriver par la voie du Rhin, on propose de limiter l'application du droit réduit aux seules fontes originaires des pays limitrophes.

Entrepôt
Gravelines.

Le port de Gravelines s'adonne avec succès à la pêche maritime et aux salaisons. Obligé, faute de magasins suffisants, de tirer de l'entrepôt de Dunkerque les sels qui lui étaient nécessaires, il a fait effort pour établir, à ses frais, selon le vœu de la loi du floréal an II, des bâtiments susceptibles de recevoir ses approvisionnements. Ceux qu'il a créés dans cet objet ayant été reconnus présenter pour la surveillance du service toutes les garanties exigées, rien ne s'opposait à ce que l'entrepôt fût accordé.

Port d'Abbe-
ville.

Depuis la canalisation de la Somme, le port d'Abbeville a demandé à être rangé, pour l'exécution des règlements de douane, au nombre des ports de premier abord. Cette facilité a paru pouvoir être accordée.

Francisation
des navires.

(Voir l'exposé des motifs.)

ANNEXE B.

*Traité de commerce du 16 juillet 1842 entre la France
et la Belgique.*

ORDONNANCE DU ROI (1)

DU 13 AOÛT 1842,

Qui prescrit la publication de la convention de commerce conclue, le 16 juillet 1842, entre la France et la Belgique.

(Insérée au Bulletin des lois, du 17 août 1842, n° 936.)

Au palais de Neuilly, le 13 août 1842.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous ceux qui ces présentes lettres verront, **SALUT.**

Savoir faisons qu'entre Nous et sa Majesté le Roi des Belges, il a été conclu à Paris, le 16 juillet de la présente année 1842, une convention de commerce dont les ratifications ont été échangées également à Paris, le 10 de ce mois, et dont la teneur suit :

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTÉ TRINITÉ.

Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté le Roi des Belges, désirant maintenir et resserrer en toute occasion, par la conciliation des intérêts respectifs, les liens d'amitié qui unissent les deux pays, et conclure, dès à présent,

(1) Voir la circulaire transmissive du 19 août 1842, n° 1020.

une convention propre à faciliter ce but , ont nommé pour leurs plénipotentiaires , savoir :

Sa Majesté le Roi des Français , le sieur Antoine-Louis , baron Deffaudis , officier de son Ordre royal de la Légion d'honneur , maître des requêtes en son conseil d'État , et son Ministre plénipotentiaire , revêtu de pleins pouvoirs spéciaux à ce sujet ;

Et Sa Majesté le Roi des Belges , le sieur Firmin-François-Marie Rogier , chevalier de l'Ordre royal de Léopold , décoré de la croix de Fer , officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur , chevalier du nombre de l'Ordre noble et distingué de Charles III d'Espagne , conseiller de légation et chargé d'affaires de Belgique , revêtu de pleins pouvoirs spéciaux à cet effet ;

Lesquels , après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs , et les avoir trouvés en bonne et due forme , sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les droits d'entrée en France sur les fils et tissus de lin ou de chanvre importés de Belgique par les bureaux situés d'Armentières à la Malmaison , près Longwy , inclusive-ment , seront rétablis tels qu'ils existaient avant l'ordonnance du Gouvernement français du 26 juin 1842 , et les droits d'entrée en Belgique sur les fils et tissus de lin ou de chanvre importés de France par la frontière limitrophe des deux pays , seront maintenus tels qu'ils existent actuellement , sans que ces différents droits puissent être augmentés , de part ni d'autre , avant l'expiration du présent traité.

Si , au contraire , les droits d'entrée en France sur les fils et tissus de lin ou de chanvre provenant de Belgique , venaient à être réduits , une réduction semblable serait immédiatement introduite dans le tarif belge , sur les mêmes arti-

cles de provenance française, de façon que les droits fussent uniformes des deux côtés à la frontière limitrophe.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges s'engage, d'ailleurs, à appliquer, à l'entrée des fils et tissus de lin ou de chanvre par les frontières autres que celle limitrophe, des droits semblables à ceux qui sont ou pourront être établis par le tarif français aux frontières analogues : il n'y aura point d'autres exceptions à cet égard que celle qu'indique la loi belge du 25 février 1842, et qui seulement sont limitées par le présent traité à l'introduction en Belgique de *deux cent cinquante mille kilogrammes* de fils d'Allemagne et de Russie.

Enfin, dans le cas où les droits d'entrée en France sur les fils et tissus de lin ou de chanvre importés par des frontières autres que celle limitrophe, viendraient à être réduits de plus d'un sixième au-dessous de ceux fixés par l'ordonnance du 26 juin 1842, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Français s'engage à abaisser aussitôt, et dans la proportion de cet excédant de réduction, les droits d'entrée sur les fils et tissus importés par la frontière limitrophe, de telle façon qu'il y ait toujours, au moins, la proportion de trois à cinq entre les droits existants à cette dernière frontière et ceux existant aux autres frontières françaises.

ART. 2.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges s'engage, en outre :

1° D'une part, à réduire le droit de douane sur l'importation des vins de France, tant par terre que par mer, à *cinquante centimes par hectolitre* pour les vins en cercle, et à *deux francs par hectolitre* pour les vins en bouteilles ; d'une autre part, à réduire de *vingt-cinq pour cent* le droit d'accise maintenant existant sur les vins de France, bien entendu que, pendant la durée du présent traité, ces droits de douane et d'accise ainsi réduits ne pourront être élevés,

et que les vins d'aucune autre provenance étrangère ne sauraient être soumis, en Belgique, à des droits quelconques plus favorables que ceux acquittés par les vins de France ;

2° A réduire de *vingt pour cent* le droit actuel d'entrée sur les tissus de soie venant de France, sans que ce droit ainsi réduit puisse être augmenté, ni que les tissus de soie de toute autre provenance puissent, en aucun cas, être soumis en Belgique à des droits quelconques plus favorables que ceux appliqués aux tissus français pendant la durée de la présente convention.

ART. 3.

Le déchet alloué par la loi belge du 24 décembre 1829 ayant été reconnu insuffisant dans son application aux sels de France, il leur sera accordé, pour qu'ils puissent concourir, sous des conditions égales, à l'approvisionnement de la Belgique avec les sels de toute autre provenance, une déduction de 7 pour 100 pour déchet au raffinage, en sus de la déduction accordée ou à accorder à ces derniers sels ; et ceux-ci ne pourront, d'ailleurs, pendant la durée de la présente convention, être soumis à des droits quelconques plus favorables que les droits imposés au sel de France.

ART. 4.

Il y aura réciprocité de transit pour les ardoises des deux pays. Ce transit sera régi, de part et d'autre, par le tarif actuellement en vigueur en France.

Le Gouvernement belge s'engage à ouvrir au transit des ardoises françaises le bureau de Menin.

ART. 5.

Les bateliers belges, naviguant dans les eaux intérieures de la France, continueront à y naviguer aux mêmes conditions que les bateliers français ; réciproquement, les bateliers français naviguant dans les eaux intérieures de la Bel-

gique, y navigueront aux mêmes conditions que les bateliers belges, sans être soumis à aucun droit extraordinaire de navigation ou de patente.

ART. 6.

Chacune des deux parties contractantes convient de prohiber, sur son territoire, le transit de fils et tissus de lin ou de chanvre de provenance tierce et à destination du territoire de l'autre partie.

ART. 7.

Si des augmentations aux droits actuels d'octroi ou autres des communes de Belgique venaient à altérer le bénéfice pour la France des stipulations contenues dans les articles précédents, il suffirait de la simple déclaration du Gouvernement français pour que, dans le délai d'un mois, le présent traité tout entier fût considéré comme résilié.

ART. 8.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible. Elle sera en vigueur pendant quatre années, à partir du jour de l'échange des ratifications; et, si elle n'est pas dénoncée six mois avant son expiration, elle durera une année de plus et pourra ainsi se prolonger d'année en année, à défaut de dénonciation faite dans le terme ci-dessus indiqué.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait double à Paris, le 16 juillet de l'an de grâce 1842.

(L. S.) *Signé* baron DEFFAUDIS.

(L. S.) *Signé* Firmin ROGIER.

MANDONS ET ORDONNONS qu'en conséquence les présentes lettres, revêtues du sceau de l'État, soient publiées

partout où besoin sera , et insérées au *Bulletin des Lois*, afin qu'elles soient notoires à tous et à chacun.

Notre Garde des sceaux Ministre et secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de surveiller ladite publication.

Donné en notre palais de Neuilly, le treizième jour du mois d'août de l'an 1842.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'Etat au département
des affaires étrangères.*

Signé GUIZOT.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux de France , Ministre et secrétaire
d'Etat au département de la justice et des cultes.*

Signé N. MARTIN (du Nord).

Pour copie conforme :

Le conseiller d'Etat, directeur de l'administration des douanes.

En son absence et par autorisation :

Le sous-directeur, membre du conseil,

Signé ROSTAN.

ANNEXE C.

Traité de commerce entre la France et la Sardaigne.

ORDONNANCE DU ROI.

Qui prescrit la publication du Traité de commerce et de navigation, conclu, le 28 août 1843, entre la France et la Sardaigne.

Au palais de Saint-Cloud, le 12 octobre 1843.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Savoir faisons que, entre Nous et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, il a été conclu à Turin, le 28 août de la présente année 1843, un traité de commerce et de navigation, suivi d'un article additionnel ;

Traité dont les ratifications ont été échangées également à Turin, le 27 du mois de septembre dernier, et dont la teneur suit :

TRAITÉ.

Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, désirant faciliter et étendre, d'une manière réciproquement avantageuse, les relations commerciales et maritimes entre les deux pays, sont convenus, dans ce but, d'entrer en négociation, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté le Roi des Français, le marquis *Napoléon-Hector Soult de Dalmatie*, commandeur de la Légion d'honneur et de l'Ordre de l'Étoile polaire de Suède, membre

de la Chambre des Députés, son ambassadeur près la Cour de Sa Majesté le Roi de Sardaigne ;

Et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le comte *Clément-Solar de la Marguerite*, chevalier grand-cordon de son Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, grand-croix de l'Ordre de Saint-Etienne de Hongrie, de l'Ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand, chevalier de l'ordre du Christ, grand-croix des Ordres du Mérite de Saint-Joseph de Toscane, de Léopold belge et de l'Ordre du Sauveur de Grèce, commandeur de l'Ordre de l'Etoile polaire de Suède, sénateur et grand-croix de l'Ordre S. et A. Constantinien de Saint-Georges de Parme, son premier secrétaire d'Etat des affaires étrangères, notaire de la Couronne et surintendant général des postes ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les navires français arrivant dans les ports du royaume de Sardaigne, et, réciproquement, les navires sardes arrivant dans les ports du royaume de France, seront traités dans les deux pays, soit à leur entrée, soit pendant leur séjour, soit à leur sortie, sur le même pied que les bâtiments nationaux, pour tout ce qui concerne les droits de tonnage, de pilotage, de balisage, de quaiage ; de quarantaine, de port, de phare, de courtage et autres charges qui pèsent sur la coque du navire sous quelque dénomination que ce soit, que ces droits soient perçus par l'Etat, les provinces, les communes, etc., ou qu'ils le soient par des établissements publics ou corporations quelconques.

ART. 2.

La nationalité des bâtiments sera admise, de part et

d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque Etat, au moyen des titres et patentes délivrés par les autorités compétentes aux capitaines ou patrons.

ART. 3.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, rades ou havres de l'un des deux Etats, il ne sera accordé aucun privilège aux navires nationaux qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat; l'intention des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite réciprocité.

ART. 4.

Les bâtiments des deux Etats pourront décharger, en totalité ou en partie seulement, leur cargaison dans l'un des ports des Etats de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, selon que le capitaine, le patron, le propriétaire ou telle autre personne qui serait dûment autorisée dans le port à agir dans l'intérêt du bâtiment ou de la cargaison, le jugeront convenable, et se rendre ensuite, avec le reste de leur cargaison, dans les autres ports du même Etat. Ils pourront également, lorsqu'ils seront en charge, compléter leur cargaison successivement dans les ports du même Etat, pourvu qu'ils ne se livrent alors à aucune autre opération de commerce que celle du chargement.

ART. 5.

Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont point applicables,

1^o A la navigation de côte ou de cabotage, qui demeure réservée au pavillon national dans les Etats respectifs;

2^o A la législation particulière qui régit la navigation des colonies appartenant à l'un ou à l'autre Etat, et qui demeure également réservée.

ART. 6.

Les capitaines et patrons des bâtiments français et sardes seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir dans les ports respectifs des deux Etats, aux expéditionnaires officiels, et ils pourront, en conséquence, librement se servir, soit de leurs consuls, soit des expéditionnaires qui seraient désignés par ceux-ci, sauf dans les cas prévus par le Code de commerce français et par le Code de commerce sarde, aux dispositions desquels la présente clause n'apporte aucune dérogation.

ART. 7.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires naufragés, échoués ou délaissés, seront dirigées par les consuls respectifs dans les deux pays. Ces navires, ou leurs parties et débris, leurs agrès et tous les objets qui leur appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui auront été sauvés, ou leur produit, seront consignés auxdits consuls, de même que tous les papiers trouvés à bord. Les autorités locales respectives interviendront pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit ni frais de douane jusqu'au moment de leur admission à la consommation intérieure.

Il ne sera exigé, soit du consul, soit des propriétaires ou ayants droit, que le paiement des dépenses pour la conservation de la propriété et la taxe du sauvetage qui serait également payée, en pareille circonstance, par un bâtiment national.

ART. 8.

Tout navire de commerce français entrant en relâche forcée dans un port de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et tout navire de commerce sarde entrant en relâche forcée dans un port de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, y seront exempts de tout droit de port ou de navigation perçu ou à percevoir au profit de l'Etat, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu qu'ils ne se livrent, dans le port de relâche, à aucune opération de commerce en chargeant et rechargeant des marchandises; bien entendu, toutefois, que les déchargements et rechargements motivés par l'obligation de réparer les navires ne seront point considérés comme opérations de commerce donnant ouverture au paiement des droits, et pourvu que ces navires ne prolongent pas leur séjour dans le port au delà du temps nécessaire, d'après les causes qui auront donné lieu à la relâche.

ART. 9.

Voulant se donner des gages de leur désir mutuel de favoriser les relations commerciales entre les deux pays, les hautes parties contractantes sont convenues, dans ce but, des dispositions suivantes :

§ I^{er}. Sa Majesté le Roi des Français consent, 1^o à convertir le droit par tête établi à l'entrée en France sur les bestiaux sardes de race bovine en un droit au poids dont le maximum n'excédera pas 40 francs, non compris le décime, par tête de bœuf, et une diminution proportionnelle sera appliquée à toutes les bêtes à cornes. L'introduction de ces bestiaux ne pourra, toutefois, avoir lieu que par les bureaux des douanes qui seront ultérieurement désignés d'un commun accord ;

2^o Sa Majesté le Roi des Français s'engage aussi à diminuer les droits sur l'introduction des riz du Piémont par la frontière de terre, d'un tiers du taux actuel ;

3° A faire une pareille diminution d'un tiers sur le droit d'entrée en France de la céruse de fabrication sarde, tant par la voie de terre que par la voie de mer sous pavillon sarde et français ;

4° A diminuer des deux cinquièmes le droit actuel sur l'introduction des fruits frais de table, oranges, etc., produits du sol sarde, sous pavillon sarde et français.

§ II. Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage, de son côté :

1° A réduire les différents droits actuellement établis sur les eaux-de-vie de vin importées, soit par mer, soit par les diverses frontières de terre, savoir : d'un cinquième au moins pour les eaux-de-vie de vingt-deux degrés et au-dessous, et d'un sixième pour celles de degrés supérieurs ;

2° A réduire le droit d'entrée sur les objets de mode, de vingt-quatre francs à vingt francs par kilogramme, poids net, outre le dix pour cent de la valeur ;

3° A ne soumettre les vins de France qui entreront dans les États sardes par la frontière du Var, du Rhône et des Alpes, qu'au même droit qui est établi sur ceux importés par voie de mer et par bâtiments nationaux ;

4° A réduire le droit sur la porcelaine blanche de cinquante francs à trente-cinq francs les cent kilogrammes, et celui sur la porcelaine en couleur ou dorée, de soixante et dix francs à cinquante francs.

ART. 10.

La propriété littéraire et artistique est réciproquement garantie.

Une convention spéciale et annexée au présent traité détermine les conditions d'application et d'exécution de ce principe dans chacun des deux royaumes.

ART. 11.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront

échangées à Turin, dans le délai d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Il aura force et valeur pendant six années à dater du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

Si, à l'expiration des six années, le présent traité n'est pas dénoncé six mois à l'avance, il continuera à être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin, ce 28 août de l'an de Notre-Seigneur 1843.

(L. S.) *Signé* marquis DE DALMATIE.

(L. S.) *Signé* SOLAR DE LA MARGUERITE.

ARTICLE ADDITIONNEL.

Nonobstant la clause établie au deuxième paragraphe de l'article 5, Sa Majesté le Roi des Français s'engage à ne pas augmenter les droits de tonnage et autres de même nature qui affectent le corps du navire actuellement perçus dans les ports des possessions françaises du nord de l'Afrique sur les bâtiments sardes venant directement des ports sardes, ainsi qu'à maintenir la franchise actuelle des droits sur les céréales, le riz, les bestiaux, les fourrages, les légumes et fruits frais, le bois et le charbon, produits du sol sarde, lorsqu'ils seront importés en droiture dans lesdites possessions par navires sardes.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était mot à mot inséré dans le traité ci-dessus. Il

sera ratifié, et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin, ce 28 du mois d'août de l'an de Notre-Seigneur 1843.

(L. S.) *Signé* marquis DE DALMATIE.

(L. S.) *Signé* SOLAR DE LA MARGUERITE.

MANDONS et ORDONNONS qu'en conséquence les présentes lettres, revêtues du sceau de l'État, soient publiées partout où besoin sera, et insérées au *Bulletin des Lois*, afin qu'elles soient notoires à tous et à chacun.

Notre Garde des sceaux, Ministre et secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de surveiller ladite publication.

Donné en notre palais de Saint-Cloud, le 12^e jour du mois d'octobre de l'an 1843.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des affaires étrangères.*

Signé GUIZOT.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux de France, Ministre secrétaire
d'État au département de la justice et des cultes.*

Signé N. MARTIN (du Nord).

ORDONNANCE DU ROI.

Qui prescrit la publication de la Convention conclue le 28 août 1843, pour garantir, dans les royaumes de France et de Sardaigne, la propriété des OEuvres littéraires ou artistiques.

Au palais de Saint-Cloud, le 12 octobre 1843.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, salut.

Savoir faisons que, entre Nous et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, il a été conclu à Turin, le 28 août 1843, une convention destinée à garantir, dans les Royaumes de France et de Sardaigne, la propriété des œuvres littéraires ou artistiques ;

Convention dont les ratifications ont été échangées, également à Turin, le 27 du mois de septembre de la présente année, et dont la teneur suit :

CONVENTION.

Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, également animés du désir de protéger les sciences et les arts et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir aux auteurs, ou à leurs ayants cause, la propriété de leurs œuvres littéraires ou artistiques dont la publication aurait lieu dans leurs États respectifs ;

Dans ce but, Leurs Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Français, le marquis *Napoléon-Hector Soult de Dalmatie*, commandeur de la Légion

d'honneur et de l'Ordre de l'Etoile polaire de Suède, membre de la Chambre des Députés, son ambassadeur près la Cour de sa Majesté le Roi de Sardaigne ;

Et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le comte *Clément-Solar de la Marguerite*, chevalier grand-cordon de son Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, grand-croix de l'Ordre de Saint-Étienne de Hongrie, de l'Ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand, chevalier de l'Ordre du Christ, grand-croix des Ordres du Mérite de Saint-Joseph de Toscane, de Léopold belge et de l'Ordre du Sauveur de Grèce, commandeur de l'Ordre de l'Etoile polaire de Suède, sénateur et grand-croix de l'Ordre S. et A. Constantinien de Saint-Georges de Parme, son premier secrétaire d'Etat des affaires étrangères, notaire de la Couronne et surintendant général des postes ;

Lesquels, après avoir échangé leur pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Le droit de propriété des auteurs ou de leurs ayants cause sur les ouvrages d'esprit ou d'art, comprenant les publications d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture, de gravure, de sculpture, ou autres productions analogues, en tout ou en partie, tel que ce droit est réglé et déterminé par les législations respectives, s'exercera simultanément sur le territoire des deux États, de telle sorte que la reproduction ou la contrefaçon, dans l'un des deux États, d'ouvrages publiés dans l'autre État, soit assimilée à celle des ouvrages qui auraient été originellement publiés dans l'État même.

ART. 2.

La traduction faite dans l'un des deux États d'un ouvrage publié dans l'autre État, est assimilée à sa reproduction,

et comprise dans les dispositions de l'article 1^{er}, pourvu que l'auteur sujet de l'un des deux Souverains contractants, en faisant paraître un ouvrage, ait notifié au public qu'il entend le traduire lui-même, et que sa traduction ait été publiée dans le délai d'un an, à partir de la publication du texte original.

ART. 3.

Sont également comprises dans les dispositions de l'article 1^{er}, et assimilées aux productions originales, en ce qui concerne leur reproduction dans la même langue, les traductions faites dans l'un des deux États d'ouvrages publiés hors du territoire des deux États.

Toutefois, ne sont pas comprises dans lesdites dispositions les traductions faites dans une langue qui ne serait pas celle de l'un des deux États.

ART. 4.

Les dispositions des articles 1^{er} et 2 sont applicables à la représentation des pièces de théâtre, sur lesquelles les auteurs ou leurs ayants cause percevront les droits déterminés par la législation du pays où elles seront représentées.

ART. 5.

Nonobstant les dispositions des articles 1^{er} et 2, les articles extraits des journaux ou écrits périodiques publiés dans l'un des deux États, pourront être reproduits dans les journaux ou écrits périodiques de l'autre État, pourvu que l'origine en soit indiquée.

ART. 6.

L'introduction et la vente dans chacun des deux États d'ouvrages ou d'objets de contrefaçon définis par les articles 1^{er}, 2, et 3 ci-dessus sont prohibées, lors même que les contrefaçons auraient été faites dans un pays étranger.

ART. 7.

En cas de contravention aux dispositions des articles pré-

cédents, la saisie des contrefaçons sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si le délit avait été commis au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères qui constituent la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un et de l'autre Etat, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux Etats.

ART. 8.

Pour faciliter l'exécution de la présente convention, les Gouvernements contractants se communiqueront réciproquement les lois et les règlements spéciaux que chacun d'eux pourra adopter relativement à la propriété des ouvrages ou productions définis par les articles 1, 2, 3, et 4 ci-dessus.

ART. 9.

Les dispositions de la présente convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit que se réserve expressément chacun des deux Etats de permettre, surveiller ou interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tels ouvrages ou productions sur lesquels il jugera convenable de l'exercer.

ART. 10.

La présente convention aura force et vigueur pendant six années, à dater du jour dont les hautes parties conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats. Si, à l'expiration des six années, elle n'est pas dénoncée six mois à l'avance, elle continuera à être obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

ART. 11.

La présente convention sera ratifiée par Leurs Majestés, et l'échange des ratifications aura lieu à Turin, dans l'espace d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Fait à Turin, le 28 août de l'an de Notre-Seigneur 1843.

(L. S.) *Signé* marquis DE DALMATIE.

(L. S.) *Signé* SOLAR DE LA MARGUERITE.

MANDONS et ORDONNONS qu'en conséquence les présentes lettres, revêtues du sceau de l'État, soient publiées partout où besoin sera, et insérées au *Bulletin des Lois*, afin qu'elles soient notoires à tous et à chacun.

Notre Garde des sceaux, Ministre et secrétaire d'État au département de la justice et des cultes, et notre Ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de surveiller ladite publication.

Donné en notre palais de Saint-Cloud, le 12^e jour du mois d'octobre de l'an 1843.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'Etat au département
des affaires étrangères.*

Signé GUIZOT.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux de France, Ministre et secrétaire
d'Etat au département de la justice et des cultes.*

Signé N. MARTIN (du Nord).

CONVENTION SUPPLÉMENTAIRE.

Sa Majesté le Roi des Français, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, ayant jugé utile de réduire le terme de la durée du traité de commerce et de navigation conclu à Turin, le 28 août 1843, sont convenus de régler ce point par une convention supplémentaire, et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté le Roi des Français : le comte Mortier, Pair de France, grand officier de l'Ordre royal de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, chevalier de l'Ordre royal de Charles III d'Espagne, commandeur de l'Ordre royal de Léopold de Belgique, son ambassadeur près Sa Majesté le Roi de Sardaigne, etc., etc.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne : le comte Solar de la Marguerite, chevalier grand-cordon de son Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, grand-croix des Ordres de Saint-Etienne de Hongrie, d'Isabelle la Catholique d'Espagne, de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand et du Christ de Rome, du mérite de Saint-Joseph de Toscane, de Léopold de Belgique, de l'Ordre Constantinien de Saint-Georges de Parme, du Sauveur de Grèce, du Danebrog de Danemark, commandeur de l'Ordre de l'Étoile polaire de Suède, son ministre et premier secrétaire d'État des affaires étrangères, surintendant général des postes, notaire de la Couronne, etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

ARTICLE PREMIER.

La durée du traité de commerce et de navigation conclu à Turin le vingt-huit août mil huit cent quarante-trois, qui avait été fixée à six années, est réduite à quatre années, à

dater du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour l'exécution simultanée de cet acte, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chaque État.

Si, à l'expiration des quatre années, ledit traité n'est pas dénoncé six mois à l'avance, il continuera d'être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

ART. 2.

La présente convention supplémentaire sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai d'un mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention supplémentaire, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin, le 6 décembre 1844.

L'ambassadeur de Sa Majesté le Roi des Français,

Signé Comte MORTIER.

*Le Ministre et premier secrétaire d'État des affaires étrangères
de Sa Majesté le Roi de Sardaigne,*

Signé SOLAR DE LA MARGUERITE.

Ratifié à Turin, le 18 janvier 1845.

RI

Import

Export

Pavillon
çais.

Pavillon
Puiss.

Tiers
lon.

12

TABLEAU N° 1.

RÉSULTATS du Commerce et de la Navigation entre la France et les pays avec lesquels elle a des conventions commerciales portant concessions ou traitement de faveur.

COMMERCE SPÉCIAL.			RÉSULTATS.			
PAYS.	MOUVEMENT des échanges.		SPÉCIAUX.			GÉNÉRAUX.
	A l'époque des traités.	En 1843.	Augmentation.	Diminution.	Nuls ou sans importance.	
	francs.	francs.				
Importations.	Levant...	21.000.000	46.000.000	plus du double.	"	108 p. 0/0 d'augmen- tation.
	Europe...	160.000.000	296.000.000	85 p. 0/0.	"	
	Amérique.	66.000.000	172.000.000	presque triplé ou 160 p. 0/0.	"	
Totaux.....	247.000.000	514.000.000				
Exportations.	Levant...	12.000.000	14.000.000	faible augmen- tation.	"	9 p. 0/0 d'aug- mentation.
	Europe...	184.000.000	245.000.000	34 p. 0/0.	"	
	Amérique.	139.000.000	105.000.000	"	32 p. 0/0.	
Totaux.....	335.000.000	364.000.000				
Ensemble.....	582.000.000	878.000.000	51 p. 0/0 d'augmentation.			

NAVIGATION.						
PAYS.	MOUVEMENT du tonnage.					
	A l'époque des traités.	En 1843.				
	tonneaux.	tonneaux.				
Pavillon fran- çais.....	Levant...	47.000	86.000	83 p. 0/0.	"	42 p. 0/0 d'aug- mentation.
	Europe...	234.000	344.000	47 p. 0/0.	"	
	Amérique.	83.000	85.000	faible augmen- tation.	"	
Totaux.....	364.000	515.000				
Pavillon de la Puissance..	Levant...	"	3.000	"	"	Triplé.
	Europe...	292.000	902.000	plus que tri- plé.	"	
	Amérique.	93.000	242.000	160 p. 0/0.	"	
Totaux.....	385.000	1.147.000				
Tiers pavil- lon.....	Levant...	9.000	91.000	10 fois plus.	"	114 p. 0/0 d'augmen- tation.
	Europe...	57.000	53.000	"	8 p. 0/0.	
	Amérique.	12.000	23.000	92 p. 0/0	"	
Totaux.....	78.000	167.000				
Ensemble.....	827.000	1.829.000	122 p. 0/0 d'augmentation.			

TABLEAU N° 2.

RÉSULTATS du Commerce et de la Navigation entre la France et les pays avec lesquels elle n'a pas de conventions commerciales portant concessions de tarif ou traitement de faveur.

COMMERCE SPECIAL.				RESULTATS.			
PAYS.	MOUVEMENT des échanges.		SPÉCIAUX.			GÉNÉRAUX.	
	1829.	1843.	Augmentation.	Diminution.	Nuls ou sans importance.		
	francs.	francs.					
Importations.	Europe...	119.500.000	186.700.000	60 p. 0/0.	"	"	68 p.0/0 d'aug- mentation.
	Orient...	15.300.000	24.700.000	61 p. 1/0.	"	"	
	Amérique	4.300.000	15.600.000	plus que triplé.	"	"	
	Afrique...	1.400.000	8.400.000	septuplé.	"	"	
Totaux	140.500.000	235.400.000					
Exportation..	Europe...	106.900.000	142.800.000	34 p. 0/0.	"	"	38 p.0/0 d'aug- mentation.
	Orient....	7.700.000	6.500.000	"	18 p. 0/0.	"	
	Amérique.	15.100.000	26.300.000	74 p. 0/0.	"	"	
	Afrique...	3.500.000	7.500.000	double.	"	"	
Totaux	133.200.000	183.100.000					
Ensemble	273.700.000	418.500.000	53 p. 0/0 d'augmentation.				

NAVIGATION.							
PAYS.	MOUVEMENT du tonnage en						
	1829.	1843.					
	tonneaux.	tonneaux.					
Pavillon fran- çais	Europe...	52.000	97.000	86 p. 0/0.	"	"	72 p.0/0 d'aug- mentation.
	Orient...	15.000	20.000	40 p. 0/0.	"	"	
	Amérique.	27.700	40.000	48 p. 0/0.	"	"	
	Afrique...	6.800	17.000	150 p. 0/0.	"	"	
Totaux	101.500	174.000					
Pavillon de la Puissance ..	Europe...	258.000	436.000	69 p. 0/0	"	"	74 p.0/0 d'aug- mentation.
	Orient...	1.600	3.900	triplé.	"	"	
	Amérique.	1.300	14.900	plus que décuplé.	"	"	
	Afrique...	4.700	6.900	46 p. 0/0.	"	"	
Totaux	265.600	461.700					
Tiers pavil- lon	Europe...	77.500	222.000	plus que triplé.	"	"	146 p. 0/0 d'augmen- tation.
	Orient...	800	500	"	"	nuls,	
	Amérique.	12.700	2.000	"	10 fois moins.	"	
	Afrique...	3.100	7.700	plus que dou- blé.	"	"	
Totaux	94.100	232.200					
Ensemble	461.200	867.900	Double.				

TABLEAU N° 3.

PRINCIPALES MARCHANDISES IMPORTÉES de Belgique en France
de 1840 à 1843.

(Commerce spécial.)

(D'après les tableaux de la douane de France.)

MARCHANDISES.	UNITÉS.	1840.		1841.		1842.		1843.	
		QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.
Houille.....	Quintal métr.	7.477.291	11.216.000	9.793.750	14.691.000	9.586.181	14.379.000	9.435.876	14.153.815
Laine en masse.....	Kilogrammes.	2.983.000	7.901.000	5.058.000	13.010.000	5.306.000	12.211.000	5.767.378	12.433.146
de lin et toiles.....	Kilogrammes.	2.524.000	9.340.000	2.790.000	10.955.000	2.349.000	10.723.000	2.118.091	10.397.187
Tissus de chanvre (dentel.	Francs.....	"	2.478.000	"	3.405.000	"	3.577.000	"	2.944.137
de laine.....	Kilogrammes.	800	11.000	400	8.000	300	6.000	275	5.265
de coton.....	Francs.....	"	302.000	"	161.000	"	338.000	"	373.355
Graines oléagineuses.....	Kilogrammes.	11.937.000	8.953.000	12.423.000	9.318.000	8.819.000	6.614.000	6.167.107	4.625.330
Chevaux.....	Têtes.....	19.783	6.589.000	20.646	6.670.000	12.919	4.049.000	15.837	4.875.820
Matériaux de construction.	Francs.....	"	1.685.000	"	3.172.000	"	3.687.000	"	2.548.080
Bestiaux.....	Têtes.....	148.638	3.363.000	193.311	4.078.000	148.933	3.582.000	181.049	4.355.851
Bois communs.....	Francs.....	"	3.726.000	"	4.262.000	"	3.417.000	"	2.883.546
Fils de lin et de chanvre..	Kilogrammes.	588.000	2.814.000	644.000	2.563.000	551.000	2.165.000	1.080.596	4.166.634
Cendres et regrets d'orfèvre.	Kilogrammes.	48.000	1.438.000	53.000	1.592.000	68.000	2.029.000	59.437	1.783.110
Charbon de bois.....	Hectolitres.	813.195	1.626.000	12.000	24.000	"	2.013.000	m.c. 87.863	1.757.260
Peaux brutes.....	Kilogrammes.	1.218.000	1.361.000	1.331.000	1.445.000	1.720.000	1.929.000	1.571.043	1.638.577
Fonte brute.....	Kilogrammes.	5.086.000	763.000	8.586.000	1.288.000	12.822.000	1.923.000	21.521.341	3.228.201
Lin.....	Kilogrammes.	1.713.000	1.054.000	2.145.000	1.513.000	1.892.000	1.204.000	2.572.841	1.873.797
Zinc de première fusion...	Kilogrammes.	1.977.000	791.000	2.890.000	1.156.000	3.864.000	1.546.000	4.939.063	1.975.626
Beurre, fromage et œufs de volailles.....	Kilogrammes.	1.052.000	1.070.000	1.205.000	1.236.000	1.315.000	1.420.000	1.388.291	1.514.260
Cuivre pur.....	Kilogrammes.	140.000	280.000	225.000	450.000	367.000	734.000	196.186	380.419
Armes de chasse et de luxe.	Kilogrammes.	26.000	525.000	26.000	522.000	27.000	542.000	26.110	520.263
Machines et mécaniques...	Francs.....	"	399.000	"	260.000	"	310.000	"	1.072.130
Engrais.....	Kilogrammes.	6.493.000	519.000	5.157.000	413.000	6.251.000	500.000	4.284.490	342.759
Houblon.....	Kilogrammes.	259.000	324.000	317.000	397.000	379.000	473.000	199.517	249.396
Fruits à ensementer...	Kilogrammes.	251.000	377.000	217.000	326.000	255.000	383.000	285.223	427.835
Céréales (grains).....	Hectolitres..	185.677	3.251.000	16.035	101.000	64.521	445.000	140.730	1.156.913
Mercerie.....	Kilogrammes.	44.000	415.000	41.000	310.000	45.000	310.000	38.493	270.364
Nattes ou tresses de paille.	Kilogrammes.	24.000	345.000	28.000	381.000	27.000	373.000	32.410	442.120
Pierres, terres servant aux arts et métiers.....	Kilogrammes.	2.875.000	217.000	3.403.000	280.000	4.291.000	319.000	3.817.830	247.505
Oreillons et rognures de peaux.....	Kilogrammes.	361.000	162.000	449.000	202.000	586.000	264.000	555.194	249.838
Étain brut.....	Kilogrammes.	18.000	36.000	100.000	200.000	128.000	256.000	201.042	402.084
Marbres.....	Kilogrammes.	2.778.000	253.000	2.733.000	220.000	2.981.000	239.000	3.024.680	257.680
Pelletteries brutes.....	Francs.....	"	68.000	"	35.000	"	220.000	"	165.295
Papiers, livres et gravures.	Kilogrammes.	13.000	77.000	14.000	87.000	15.000	100.000	24.100	150.509
Bois de teintures.....	Kilogrammes.	210.000	103.000	438.000	461.000	204.000	228.000	281.534	225.984
Autres marchandises.....	"	"	2.490.000	"	4.723.000	"	5.823.000	"	6.451.775
TOTAUX.....			76.322.000		89.915.000		88.331.000		90.549.972

TABLEAU N° 3 BIS.

PRINCIPALES MARCHANDISES EXPORTÉES de France en Belgique
de 1840 à 1843.

(Commerce spécial.)

(D'après les tableaux de la douane de France.)

MARCHANDISES.	UNITÉS.	1840.		1841.		1842.		1843.	
		QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.	QUANTITÉS.	VALEURS.
Tissus	de soie..... Kilogrammes	65.000	7.355.000	55.000	6.263.000	56.000	6.223.000	65.556	7.008.390
	de laine..... Kilogrammes	186.000	5.070.000	205.000	5.021.000	168.000	4.876.000	187.244	6.877.058
	de coton..... Kilogrammes	198.000	5.140.000	185.000	6.079.000	125.000	3.218.000	137.281	3.352.125
	de lin et de chanvre. Kilogrammes	24.000	535.000	15.000	447.000	11.300	476.000	21.354	562.943
Céréales	grains..... Hectolitre...	15.000	233.000	93.000	1.170.000	318.000	4.465.000	98.267	1.386.000
	farines..... Quintal métr.	900	18.000	2.700	54.000	6.000	4.000	4.000	4.816.731
Vins.....	Hectolitre...	82.000	3.964.000	98.000	4.597.000	69.000	3.595.000	102.208	240.210
Eau-de-vie et liqueurs...	Hectolitre...	2.700	185.000	3.000	214.000	3.900	297.000	3.158	652.456
Fils de laine.....	Kilogrammes	78.000	1.434.000	74.000	1.328.000	62.000	1.186.000	40.694	1.429.554
Livres et gravures.....	Kilogrammes	144.000	1.089.000	145.000	1.071.000	161.000	1.183.000	257.018	909.047
Marne.....	Kilogrammes	48.071.000	961.000	45.982.000	920.000	52.611.000	1.052.000	19.952.350	1.192.367
Matériaux à bâtir.....	Valeur.....	"	865.000	"	832.000	"	1.016.000	"	"
Tourteaux de graines oléagineuses.....	Kilogrammes	14.909.000	895.000	16.497.000	990.000	15.345.000	921.000	9.096.479	581.789
Laines en masse.....	Kilogrammes	287.000	367.000	500	2.000	287.000	304.000	195.458	201.817
Graines oléagineuses.....	Kilogrammes	285.000	215.000	499.000	385.000	572.000	429.000	602.567	451.925
Mercerie.....	Kilogrammes	158.000	1.084.000	114.000	867.000	119.000	897.000	128.234	978.388
Soies.....	Kilogrammes	2.900	269.000	4.200	396.000	3.300	305.000	3.310	313.063
Poterie, verres et cristaux.	Valeur.....	"	1.196.000	"	1.023.000	"	710.000	"	725.484
Effets à usage.....	Kilogrammes	39.000	776.000	40.000	806.000	32.500	650.000	"	651.380
Plaques.....	Kilogrammes	62.000	620.000	77.800	778.000	65.000	650.000	60.277	602.770
Industrie parisienne.....	Valeur.....	"	469.000	"	418.000	"	628.000	"	771.870
Peaux ouvrées.....	Kilogrammes	13.000	435.000	12.000	409.000	21.000	622.000	19.132	618.288
Bois communs.....	Valeur.....	"	624.000	"	513.000	"	609.000	"	553.760
Fruits à ensamer.....	Kilogrammes	61.000	91.000	116.000	174.000	375.000	562.000	"	"
de table.....	Kilogrammes	1.392.000	684.000	484.000	178.000	749.000	252.000	608.094	297.627
Modes.....	Valeur.....	"	455.000	"	591.000	"	546.000	"	475.553
Orfèvrerie et bijouterie...	Kilogrammes	663	479.000	519	396.000	556	516.000	627	392.735
Houille.....	Quintal métr.	208.000	312.000	287.000	430.000	540.000	510.000	31.215.598	468.234
Outils et ouvrages en métaux.....	Kilogrammes	58.000	318.000	48.000	290.000	84.000	406.000	88.799	359.835
Garance.....	Kilogrammes	355.000	355.000	556.000	556.000	321.000	321.000	306.710	306.687
Engrais.....	Kilogrammes	2.144.000	172.000	3.367.000	269.000	2.857.000	229.000	2.955.327	236.426
Essence de térébenthine..	Kilogrammes	232.000	232.000	222.000	155.000	272.000	190.000	"	"
Huiles de graines grasses..	Kilogrammes	794.000	794.000	209.000	209.000	242.000	232.000	645.053	645.053
Papier et carton.....	Kilogrammes	176.000	436.000	179.000	436.000	105.000	250.000	257.018	1.429.554
Peaux préparées.....	Kilogrammes	53.000	312.000	46.000	260.000	38.000	202.000	39.255	197.962
Autres articles.....	"	"	6.611.000	"	7.369.000	"	5.614.000	"	3.960.845
TOTAUX....			45.060.000		45.896.000		44.142.000		43.737.926

TABLEAU N° 4.

FELS ET TISSUS DE LIN OU DE CHANVRE.

IMPORTATIONS. — (Commerce spécial.)

ANNÉES.	TOILES DE LIN ET DE CHANVRE ÉCRUES BLANCHES OU MI-BLANCHES.				FELS DE LIN OU DE CHANVRE.			
	Angleterre.	Belgique.	Autres pays.	Total.	Angleterre.	Belgique.	Autres pays.	Total.
	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.
1830	1.897	3.426.327	325.163	3.753.387	3.049	831.243	184.107	1.018.399
1831	3.672	2.836.227	222.006	3.061.905	14.532	676.655	104.030	795.217
1832	3.410	2.919.778	273.849	3.197.037	56.378	688.125	115.995	860.498
1833	3.250	3.635.661	344.319	3.983.230	418.483	824.782	180.159	1.423.324
1834	9.529	3.465.417	497.656	3.972.602	826.439	714.289	190.987	1.731.715
1835	13.328	3.483.081	538.251	4.034.660	1.295.593	654.751	176.308	2.126.652
1836	84.304	4.262.037	713.161	5.059.502	1.901.074	635.690	210.103	2.746.867
1837	475.568	3.655.003	532.423	4.662.994	3.199.917	541.251	177.871	3.919.039
1838	1.376.458	3.364.089	411.551	5.152.098	5.245.742	405.880	152.416	5.804.038
1839	948.350	2.925.681	321.474	4.195.505	6.167.731	498.904	150.593	6.817.228
1840	945.444	2.514.510	301.786	3.761.740	6.161.529	585.671	98.223	6.845.423
1841	1.633.360	2.788.319	265.509	4.682.688	9.185.934	645.258	83.849	9.915.041
1842	1.823.369	2.344.044	228.796	4.396.169	10.695.082	547.326	71.127	11.313.525
1843	528.323	2.113.070	134.005	2.775.407	6.483.847	1.077.788	68.345	7.629.980
1844	391.311	2.350.110	131.872	2.873.293	6.336.873	1.731.834	11.355	8.080.062

TABLEAU N° 3.

TABLEAU SOMMAIRE des échanges entre la France et la Sardaigne
(importations et exportations), en 1843.

(Commerce spécial.)

IMPORTATIONS			EXPORTATIONS				
DES ÉTATS SARDES EN FRANCE.			DE FRANCE DANS LES ÉTATS SARDES.				
Nomenclature.		Quantités.	Valeurs.	Nomenclature.		Quantités.	Valeurs.
		kil.	fr.			hect.	fr.
1 ^o Objets engagés dans le traité.	Riz du Piémont.....	7.266.000	2.906.000	Boissons. { Vins.....	132.455	2.810.000	
	Bestiaux.....	14.932	534.000		{ Eau-de-vie de vin	5.125	382.000
	Fruits frais de table.....	2.830.000	1.386.000	Librairie.....	351.000	1.460.000	
	Céruse.....	34	26	Porcelaine.....	60.000	372.000	
2 ^o Autres princi- aux articles.	Soies. { moulinées.....	409.000	28.595.000	Tissus { de coton.....	275.000	6.390.000	
	{ grèges.....	188.000	7.533.000		{ de laine.....	212.000	5.727.000
	Grains.....	952.000	18.578.000		{ de soie.....	46.000	4.944.000
	Huile d'olive.....	11.719.000	9.376.000		{ de lin.....	24.000	450.000
	Bois communs.....	"	1.830.000	Mercerie.....	275.000	1.817.000	
	Cendres et regrets d'orfèvre	45.000	1.351.000	Sucre raffiné.....	1.428.000	1.714.000	
	Peaux brutes.....	415.000	1.022.000	Peaux préparées.....	289.000	1.115.000	
	Autres articles.....	"	7.572.000	Effets à usage.....	"	816.000	
	TOTAL.....		80.683.000	TOTAL.....		39.452.000	
	Récapitu- lation.	Articles engagés.....	4.826.000	5.198.000			34.254.000
Autres articles.....		75.857.000					
TOTAL.....		80.683.000	TOTAL.....		39.452.000		

NAVIGATION entre la France et la Sardaigne pendant l'année 1843.

NAVIGATION.							
NAVIRES FRANÇAIS.		NAVIRES DE LA PUISSANCE.		NAVIRES TIERS.		TOTAL.	
Navires.	Tonnage.	Navires.	Tonnage.	Navires.	Tonnage.	Navires.	Tonnage.
2.637	149.351	753	31.434	73	7.328	3.463	188.113

TABLEAU N° 6.

TABLEAU DU PRIX DE LA VIANDE de bœuf, en France,
aux époques comparées de 1824 et 1840.

RÉGIONS.	PRINCIPALES VILLES.	PRIX du kil. de viande à la consommation.		AUGMENTATION de 1840 sur 1824.	
		1824.	1840.	Par kil.	Tant p. ‰.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	
1 ^{re} . Nord-ouest.	Quimper—Le Mans	0 79	0 88	0 09	11 p. ‰.
2 ^e . Nord	Lille—Rouen	0 93	1 14	0 21	22 id.
3 ^e . Nord-est	Charleville—Strasbourg	0 78	1 »	0 22	28 id.
4 ^e . Ouest	Nantes—Poitiers	0 74	0 87	0 13	17 id.
5 ^e . Centre	Orléans—Nevers	0 78	0 93	0 15	19 id.
6 ^e . Est	Besançon—Lyon	0 76	0 97	0 21	21 id.
7 ^e . Sud-ouest	Bordeaux—Toulouse	0 72	0 89	0 17	23 id.
8 ^e . Sud	Montpellier—Montauban	0 69	0 90	0 21	30 id.
9 ^e . Sud-est	Avignon—Marseille	0 77	1 06	0 29	38 id.

TABLEAU N° 7.

BÊTES BOVINES ET OVINES importées en France de 1830 à 1844.

(Commerce spécial.)

ANNÉES.		BÊTES BOVINES.					BÊTES OVINES.		
		Bœufs.	Vaches.	Taureaux, bouillons, taurillons et genisses.	Veaux.	Total.	Béliers, moutons et brebis.	Agneaux.	Total.
		Têtes.	Têtes.	Têtes.	Têtes.	Têtes.	Têtes.	Têtes.	Têtes.
1830.	{ Des Etats sardes. . . .	206	450	74	560	1.290	2.891	5.475	8.366
	{ De tous pays.	13.489	19.375	7.289	13.331	53.484	158.861	15.873	174.734
1831.	{ Des Etats sardes. . . .	188	435	107	422	1.152	1.393	5.276	6.669
	{ De tous pays.	7.455	13.801	5.583	11.036	37.875	96.329	14.117	110.446
1832.	{ Des Etats sardes. . . .	247	222	60	310	839	1.195	3.642	4.837
	{ De tous pays.	6.599	8.610	4.545	9.914	29.668	84.811	10.819	95.630
1833.	{ Des Etats sardes. . . .	264	336	122	237	959	2.017	3.785	5.802
	{ De tous pays.	7.498	6.970	3.920	9.703	28.091	82.974	12.977	95.951
1834.	{ Des Etats sardes. . . .	202	337	127	585	1.251	5.389	9.467	14.856
	{ De tous pays.	6.686	9.069	3.605	9.231	28.591	124.395	34.181	158.576
1835.	{ Des Etats sardes. . . .	11	205	50	248	514	2.206	8.914	11.120
	{ De tous pays.	5.018	11.694	3.590	9.691	29.993	118.172	37.414	155.586
1836.	{ Des Etats sardes. . . .	378	457	209	212	1.256	1.910	6.237	8.147
	{ De tous pays.	5.966	11.621	4.469	10.292	32.348	144.282	26.071	170.353
1837.	{ Des Etats sardes. . . .	303	362	145	252	1.062	2.140	3.903	6.043
	{ De tous pays.	4.197	13.221	4.088	8.358	29.864	117.367	10.732	128.099
1838.	{ Des Etats sardes. . . .	528	567	247	499	1.836	1.385	2.244	3.629
	{ De tous pays.	4.778	15.782	4.617	10.580	35.759	129.137	12.600	141.737
1839.	{ Des Etats sardes. . . .	1.330	842	255	358	2.785	1.683	3.945	5.628
	{ De tous pays.	7.374	17.034	5.229	12.004	41.641	138.210	13.093	151.303
1840.	{ Des Etats sardes. . . .	1.150	1.096	275	425	2.946	2.379	3.398	5.777
	{ De tous pays.	7.423	13.726	5.444	12.366	38.959	127.753	7.259	135.072
1841.	{ Des Etats sardes. . . .	607	1.182	242	651	2.682	1.709	2.810	4.519
	{ De tous pays.	9.121	20.872	11.392	16.767	58.152	150.101	4.076	154.177
1842.	{ Des Etats sardes. . . .	643	809	205	473	2.130	1.712	2.842	4.554
	{ De tous pays.	7.105	19.938	7.093	16.040	50.176	181.772	3.529	185.301
1843.	{ Des Etats sardes. . . .	1.304	1.074	132	367	2.877	1.664	3.450	5.114
	{ De tous pays.	4.624	21.845	6.738	15.315	48.522	127.813	4.178	131.991
1844.	{ Des Etats sardes. . . .	546	987	46	215	1,794	2,110	2,188	4,298
	{ De tous pays.	4.796	24.809	8.274	17.977	55.656	153.831	3.025	156.856

CHAMBRE DES PAIRS.

MISSIONS

N° 53.

1845.

Séance du 14 avril 1845.

2^e PROJET DE LOI

RELATIF

AUX DOUANES;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'agriculture
et du commerce.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet
de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre
des Députés, avec les amendements que nous avons
consentis, sera présenté, en notre nom, à la Chambre
des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'État au
département de l'agriculture et du commerce, et
par MM. Grélerin, conseiller d'État directeur-
général de l'administration des douanes, et La-
vollée, directeur du commerce extérieur, que nous
chargeons d'en exposer les motifs et d'en soute-
nir la discussion.

TARIF.

ARTICLE PREMIER.

Les droits de douane à l'importation seront établis ou modifiés de la manière suivante, pour les objets ci-après désignés :

§ I^{er}.

Aloès : ½ lb.	{ par navires français	{ des pays hors			
		{ d'Europe	50 fr.	» c.	Les 100 kilogrammes.
		{ d'ailleurs	55	»	
	{ par navires étrangers		60	»	
Badiane (anis étoilé).	{ par navires français	{ de l'Inde	15	»	Les 100 kilogrammes.
		{ d'ailleurs	30	»	
	{ par navires étrangers et par terre . .		40	»	
Bambous et joncs forts.	{ par navires français	{ de l'Inde	60	»	Les 100 kilogrammes.
		{ d'ailleurs hors			
		{ d'Europe	80	»	
		{ des entrepôts . .	100	»	
	{ par navires étrangers et par terre . .		120	»	
Baume de Copahu.	{ par navires français	{ des pays hors			Les 100 kilogrammes.
		{ d'Europe	1	50	
		{ d'ailleurs	2	»	
	{ par navires étrangers		2	20	
Benjoin . . .	{ par navires français	{ des pays hors			Les 100 kilogrammes.
		{ d'Europe	100	»	
		{ d'ailleurs	110	»	
	{ par navires étrangers		115	»	
Bois de cédrel odorant	Mêmes droits que le bois de cèdre.				
Boisetracine d'épine-vi- nette	{ par navires français	{ des pays hors			Les 100 kilogrammes.
		{ d'Europe	»	10	
		{ d'ailleurs	1	50	
	{ par navires étrangers et par terre . . .		2	»	
[Camphre brut	{ par navires français	{ des pays hors			Les 100 kilogrammes.
		{ d'Europe	50	»	
		{ d'ailleurs	60	»	
	{ par navires étrangers		75	»	

Carthame (fleurs de).	{ par navires français	des pays hors		
		d'Europe	12 fr. » c.	
		d'ailleurs.	15 »	
	{ par navires étrangers et par terre. . .		18 »	
Coques de coco	{ par navires français	des pays hors		
		d'Europe.	1 »	
		d'ailleurs.	3 »	
	{ par navires étrangers et par terre. . .		6 »	
Cuiyre allié de zinc ou d'étain, de première fusion en masses, barres ou plaques, ou en objets détruits, importé des pays hors d'Europe				
par navires français			» 10	
Essence de houille			13 »	
Étain brut. .	{ par navires français.	de l'Inde.	» 10	
		d'ailleurs.	2 »	
		par navires étrangers et par terre. . .	5 »	
Fruits médi- cinaux non dénommés.	{ par navires français.	des pays hors		
		d'Europe.	25 fr. » c.	
		d'ailleurs.	35 »	
	{ par navires étrangers et par terre. . .		40 »	
Huano ou guano. . .	{ par navires français.	des pays hors		
		d'Europe.	» 10	
		d'ailleurs.	4 »	
	{ par navires étrangers et par terre. . .		5 »	
Huile volatile ou essence de badiane. — Mêmes droits que l'huile ou essence d'anis.				
Jalap (racine de)	{ par navires français.	des pays hors		
		d'Europe.	80 fr. » c.	
		d'ailleurs.	90 »	
	{ par navires étrangers et par terre. . .		100 »	
Laque natu- relle ou ré- sine de la- que.	{ par navires français.	de l'Inde.	» fr. 50 c.	
		d'ailleurs.	10 »	
	{ par navires étrangers.		15 »	
Laque en teinture ou en trochis- ques.	{ par navires français.	de l'Inde.	25 »	
		d'ailleurs.	75 »	
	{ par navires étrangers et par terre. . .		100 »	
Lichens tinc- toriaux. . .	{ par navires français.	des pays hors		
		d'Europe.	» 10	
		d'ailleurs.	1 »	
	{ par navires étrangers et par terre. . .		5 »	
Nacre de perle argen- tée, dite fran- che, en co- quilles bru- tes.	{ par navires français.	de l'Inde.	10 »	
		d'ailleurs.	25 »	
	{ par navires étrangers.		35 »	

Les 100 kilogrammes.

Les 100 kilogr.

Les 100 k.

Les 100 kilogrammes.

Nitrate de soude . .	{ par navires français . .	des pays hors d'Europe . .	7 f. 50 c.	} Les 100 kil.
		d'ailleurs . .	20 »	
		par navires étrangers et par terre . .	25 »	

La prime accordée par l'art. 4 de la loi du 6 mai 1841, à l'exportation des acides nitrique et sulfurique, est réduite de moitié.

Pierres à chaux brutes, moellons et déchets de pierres. . . 01

Poissons de mer frais. — Le droit établi par la loi du 2 juillet 1836 pour les importations par terre ne s'appliquera que depuis Givet jusqu'à Montgenèvre inclusivement.

Racines médicinales non dénommées	{ par navires français . .	des pays hors d'Europe . .	15 f. » c.	} Les 100 k.
		d'ailleurs . .	20 »	
		par navires étrangers et par terre . .	25 »	

Résineux exotiques non dénommés } Même droit que ceux du Sénégal de la Guyanne française

Riz en grains importé de l'Inde par navires français. . . » f. 50 c.

Rotins de petit calibre, entiers ou en éclisses.	{ par navires français . .	de l'Inde . . .	6 »	} Les 100 kilogrammes.
		d'ailleurs, hors d'Europe . .	12 »	
		des entrepôts .	30 »	
		par navires étrangers et par terre . .	40 »	

Sagou	{ par navires français . .	des pays hors d'Europe . .	30 »	} Les 100 kilogrammes.
		d'ailleurs . . .	40 »	
		par navires étrangers et par terre . .	45 »	

Sulfures d'arsenic en masse (orpin, orpiment et réalgar). 8 »

Végétaux filamenteux non dénommés . . .	{ bruts, ou n'ayant subi qu'une préparation analogue au teillage.	{ par navires français . .	des colonies françaises . .	» 10	} Les 100 kilog.
			d'ailleurs hors d'Europe . .	» 40	
			des entrepôts .	8 »	
			par navires étrangers et par terre	10 »	

peignés. Mêmes droits que le chanvre peigné.

Chapeaux de paille, d'écorce et de sparte, grossiers. » f. 50 c. la pièce.

Laines en masse.	{ par navires français	} 20 p. 100 de la valeur.
	{ par terre, lorsqu'elles sont du cru des pays limitrophes . .	

Laines en masse.	{ par navires étrangers	} 3 f. par 100 kil. et 20 p. 100 de la valeur.
	{ par terre, lorsqu'elles ne sont pas du cru des pays limitrophes	

		Par navires français.	Par navires étrangers.		
Bois de teinture en bûches.	Fernambouc.	{ des pays hors d'Europe. . . 5 f. » c.	{ 12 f. » c.	Les 100 kilogrammes.	
		{ d'ailleurs. 9 »			
	Santal rouge	{ des colonies françaises . . » 80	{ 6 »		
		{ de la côte occidentale			
		{ d'Afrique » 80			
		{ d'ailleurs, hors d'Europe . 1 50			
	Nicaragua et sapan	{ des entrepôts 5 »	{ 6 »		
		{ des pays à l'ouest du cap			
		{ Horn. » 75			
	Autres	{ d'ailleurs, hors d'Europe . 1 50	{ 6 »		
		{ des entrepôts 5 »			
		{ des colonies françaises . . » 80			

§ 2.

Les droits, à l'entrée par terre, sont les mêmes qu'à l'importation par navires étrangers, pour toutes les marchandises dont l'importation par terre n'est pas l'objet d'une disposition ou d'une tarification spéciales.

Primes et drawbacks.

ART. 2.

La prime allouée par la loi du 6 mai 1841 aux machines à vapeur de fabrication française employées à bord des navires français affectés à la navigation internationale maritime, sera liquidée d'après la base actuelle et la quotité des droits d'entrée applicables aux machines à vapeur de fabrication étrangère importées par navires français.

ART. 3.

Les primes ou drawbacks accordés à l'exporta-

tion des savons fabriqués avec des huiles d'olive ou de graines grasses, des graisses animales et de la résine, sont fixés ainsi qu'il suit, sans qu'il soit nécessaire de produire les quittances des sommes payées à l'entrée sur les matières étrangères.

Savons blancs ou marbrés composés d'alcalis et d'huile d'olive ou de graines grasses mélangées de graisses animales	1 ^o L'huile entrant pour moitié au moins dans le mélange des corps gras.	17 f. » c.	} Les 100 kilogr. net.
	2 ^o L'huile entrant pour moins de moitié dans le mélange des corps gras.	13 50	
Savons de graisses animales	3 ^o Pures	9 50	}
	4 ^o Mélangées de résine	9 50	

ART. 4.

Les fausses déclarations tendantes à obtenir une prime supérieure à celle qui serait due aux termes de l'article 3 ci-dessus, seront punies des peines portées dans l'article 1^{er}, section 2, de la loi du 5 juillet 1836.

ART. 5.

Sont exclus de tout droit à la prime, les savons qui seront reconnus contenir plus de 35 pour 100 d'eau ou plus de 2 pour 100 de matières insolubles. Les contrevenants seront, en outre, punis d'une amende égale au triple du montant de la prime indûment réclamée par eux.

ART. 6.

Ne seront pas admis au bénéfice de la prime, les savons qui ne porteront pas, sur chaque pain, le nom et la marque du fabricant.

ART. 7.

L'article 15 de la loi du 21 avril 1818 est abrogé.

Dispositions diverses.

ART. 8.

Le port de Boulogne est ajouté à ceux que désigne l'article 1^{er} de la loi du 2 juillet 1836 pour l'importation, avec réduction de droits, de la nacre bâtarde et des haliotides.

Le bureau de Courcelles (Haut-Rhin) est ouvert à l'importation du plâtre préparé, soit moulu, soit calciné, sous le paiement du droit de 10 cent. par 100 kilogrammes.

ART. 9.

Le bureau de garantie de Marseille est ajouté à ceux qu'a désignés la loi du 2 juillet 1836, pour l'essai et la marque des montres de fabriques étrangères, sous les conditions déterminées par la loi.

ART. 10.

Il y aura entrepôt réel et général des sels dans le port de Régneville (Manche), aux conditions prescrites par les lois et règlements.

FAIT au palais des Tuileries, le 13 avril 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État de l'agriculture
et du commerce,*

Signé L. CUNIN-GRIDAINE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS ,

Les dispositions que renferme le second projet de loi sur les douanes voté par la Chambre des Députés ont presque toutes été mises en vigueur par voie d'ordonnance dans l'intervalle des deux sessions ; mais comme elles concernent, en général, des produits qui nous sont apportés des contrées les plus éloignées, elles n'ont pas encore pour elles l'épreuve de l'expérience. Je me bornerai donc à dire que, vivement sollicitées par le commerce et par l'industrie, elles ont été partout accueillies comme un encouragement utile et opportun. Nous avons, en effet, dans toutes ces modifications, pris soin de calculer la protection nécessaire au pavillon national, de manière à la rendre suffisamment efficace, sans perdre de vue la nécessité de modérer, autant que possible, les taxes sur les matières dont nos industries sont obligées de se pourvoir au dehors. C'est dans cet esprit, notamment, qu'ont été établis les tarifs du nitrate de soude, des bambous, de la nacre, etc.

Deux autres mesures méritent de vous être signalées.

L'une (§ 2 de l'art. 1^{er}) a pour objet de décider que, sauf certains cas particuliers, les droits d'entrée applicables à l'importation par terre seront

toujours les mêmes que ceux qui s'appliquent à l'importation par navires étrangers. Ce n'est là que le rappel d'un principe déjà ancien dans nos lois de douane ; mais il est devenu nécessaire de le consacrer de nouveau à cause des contestations judiciaires qui se sont élevées dans ces derniers temps par suite de certaines dispositions du tarif, dans lesquelles ce principe n'avait pas paru clairement conservé.

L'autre mesure concerne les primes ou drawbacks alloués à l'exportation des savons. Jusqu'ici ces sortes de remboursements n'ont porté que sur l'huile et l'alcali. Mais les huiles ont cessé depuis longtemps d'être le seul corps gras qu'admette la fabrication. On y fait entrer aujourd'hui, dans des proportions diverses, le suif, le sain-doux et la résine. Mélangées avec une quantité donnée d'huiles d'olive ou de graine, ces matières produisent des savons de qualités marchandes, dont les prix plus en rapport avec les besoins et les facultés des diverses classes de consommateurs contribuent à étendre progressivement la consommation en France comme à l'étranger ; il en résulte, pour nos fabriques, un développement de production qui vivifie plusieurs départements, notamment ceux du Nord, de la Seine et des Bouches-du-Rhône.

Nous devons tenir compte de cette phase nouvelle de la fabrication, et c'était justice de restituer, à la sortie des savons de toute espèce, le montant des droits perçus, non-seulement sur les huiles, mais encore sur les autres matières grasses

entrant dans la fabrication. La Chambre des Députés, en adoptant sur ce point les vues du Gouvernement, a cru devoir élever un peu les chiffres que nous avons proposés pour la fixation du drawback. Nous avons adhéré à la modification.

Les documents joints au projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à votre examen vous fixeront, Messieurs les Pairs, sur le mécanisme du drawback et sur les autres dispositions du projet.

(Les Annexes seront incessamment distribuées.)

EXPLICATIONS

Relatives au drawback des savons.

Les changements et les perfectionnements apportés dans la fabrication des savons, qui fait maintenant usage des huiles de graines grasses et de graisses animales, exigeaient la révision de la prime accordée à l'exportation des savons.

La difficulté de distinguer entre elles les différentes huiles employées, ne permettrait pas de faire entrer, dans les éléments de calcul, les divers droits qui affectent les graines dont elles sont extraites; le Trésor n'a plus, d'ailleurs, par suite de l'élévation du tarif des graines oléagineuses, le même intérêt à rechercher quelles espèces d'huiles entrent dans la fabrication des savons. On admet, dès lors, comme base unique du droit à rembourser pour les huiles employées, la taxe de 27 fr. 50 c. qui affecte à l'entrée les huiles d'olive étrangères importées par navires français.

Ce système permet de régler, désormais, le remboursement des droits à l'exportation des savons, sur des chiffres fixes, d'une application facile qui ne laisse plus aucune prise à l'arbitraire, ni par conséquent de motif fondé de réclamation. De plus, il rend inutile la production des quittances d'entrée.

Les quittances de l'espèce ne sont plus exigées pour le drawback sur les fils et tissus de laine; et non-seulement il n'en résulte aucun préjudice pour le Trésor, mais encore l'importation des laines et les perceptions s'accroissent parallèlement aux progrès de l'exportation des tissus: il est à croire qu'il en sera de même pour l'importation des huiles de graine, et la réexportation des savons.

Cela posé, faut-il maintenir la prime actuellement accordée à l'exportation des savons composés d'huiles seulement et d'alcalis?

Savons d'huile
pure.

Et d'abord, fabrique-t-on encore du savon sans autre corps que l'huile?

Le Comité consultatif a déclaré *qu'il pensait qu'on en fabriquait fort peu*, et n'a pas jugé qu'une classe de prime fût nécessaire pour cette espèce de savon, dont la place, dans la fabrication, tendra tous les jours à se restreindre.

Ensuite, la question n'est pas seulement de savoir s'il se *fabrique* encore, en petites quantités, des savons d'huiles pures, mais bien s'il *s'en exporte*; et, à cet égard, tous les renseignements recueillis sont pour la négative. L'expérience, d'ailleurs, a suffisamment démontré combien de difficultés pour la douane et le commerce de bonne foi, et combien de dangers, d'abus, resteraient attachés au maintien d'une prime spéciale pour les savons de cette catégorie.

La difficulté de reconnaître l'emploi simultané, avec l'huile, d'une certaine quantité d'autres corps gras, est extrême; il n'y a d'espoir, dit le Comité consultatif, de signaler la falsification que quand le mélange des graisses a eu lieu en quantités considérables telles que le *quart*, le *tiers* ou la *moitié*. Or, pour les savons supposés d'huile pure, la prime devrait être établie à 20 fr. par 100 kilog., ce qui offrirait une différence de 3 fr., au moins, avec la prime des savons mélangés (première classe). Une telle marge de bénéfice suffirait et au delà pour exciter à la fraude. On s'y livrerait non-seulement pour frustrer le Trésor, mais encore pour s'assurer le moyen de vendre ses produits à l'abri de toute concurrence, en cédant à l'acquéreur une portion du bénéfice illicitement réalisé.

Le maintien d'une prime spéciale pour les savons d'huile pure, inutile au développement de notre commerce d'exportation, serait ainsi dommageable aux intérêts du Trésor, et, tout au moins, une cause de difficultés pour les exportateurs de bonne foi. Dès lors, on a dû écarter l'ancienne prime et régler celle des savons mélangés de toute espèce.

y compris ceux dans lesquels entre la résine, puisqu'il est maintenant reconnu que ces savons non moins bons, non moins marchands, lorsqu'ils sont fabriqués dans les proportions voulues, que les savons d'huiles de graine, trouvent à l'étranger un débouché fort avantageux.

La proportion présumée du mélange de ces matières est devenue la base de la prime. Les données du Comité consultatif admettent deux hypothèses de mélange; l'un se composant de deux tiers d'huile et d'un tiers de graisse, l'autre de moitié d'huile et de moitié de graisse.

1^{re} CLASSE.

Savons mélangés d'huiles et de graisses animales.

Premier cas.

40 kilog. net, ou brut 47 kilog. d'huile, représentant, à raison de 27 fr. 50 cent. par 100 kilogr. brut d'huile, une perception de. 12 fr. 95 c.

20 kilogr. net, et brut 23 kilogr. 50 de graisses, lesquelles (suivant le tarif proposé par la loi en projet, seront soumis au même droit de 16 fr. 50 cent., décime compris, par 100 kil. brut), représentent une perception de. 3 87

Total. 16 82

Deuxième cas.

30 kilogr. net, et brut 35 kilogr. d'huile, à 27 fr. 50 cent. les 100 kilog. brut. 9 fr. 65 c.

30 kilogr. net, et brut 35 kilogr., de graisses à 16 fr. 50 cent. les 100 kilog. brut. 5 77

Total. 15 42

S'il était possible de s'assurer, par des procédés d'une pratique sûre et facile, de la proportion des mélanges, rien ne serait plus naturel et plus juste que d'établir une quotité de prime distincte pour chacun des deux cas ci-dessus. Mais, ces procédés manquant, il y a nécessité de confondre les deux

classes dans une moyenne. En calculant le minimum d'huile à 50 pour 100, cette moyenne ressort à 16 fr. 12 cent.

2^e CLASSE.

La condition étant imposée aux savons admissibles à la prime de première classe, de contenir au moins 50 pour 100 d'huile, une autre classe doit être ouverte aux savons dans lesquelles l'huile entre pour une quantité inférieure. Ces derniers paraissent pouvoir être convenablement rangés dans la deuxième classe avec les savons de graisses animales pures dont le droit est analogue.

Voici comment s'établit le calcul :

Dans l'impossibilité d'y comprendre les huiles à cause de la latitude laissée au mélange, on le fait porter sur les graisses animales seulement.

60 kilog. net, et brut 70, de suif ou de saindoux à 16 fr. 50 c. les 100 kilog., représentent une perception de 11 fr. 55 cent.

3^e CLASSE.

Enfin la troisième et dernière classe comprend les savons mélangés de résine. Le mélange, suivant le Comité consultatif, peut être évalué à sept douzièmes de graisse et à cinq douzièmes de résine.

Par conséquent,

35 kilog. net, et brut 40 kilogr. 90 déc., de suif ou de saindoux, représenteront, au droit de 16 fr. 50 cent. les 100 kilogr., une perception de 6 fr. 74 c. ci. 6 fr. 74 c.

25 kil. de résine, au droit de 5 fr. 50 cent.

les 100 kil., représenteront une perception de. 1 37 c.

Total. 8 11

Tels sont les chiffres qui ressortent des calculs établis avec une exactitude mathématique.

Mais on comprend, surtout en présence de l'aggravation du tarif des graines oléagineuses, qu'il faut laisser à la fabrication des savons une certaine marge, et d'autant plus que

les calculs ci-dessus ne font pas état des sodes et des alcalis qui entrent encore, quoique en faible quantité, dans la saponification.

La commission, d'accord avec le Gouvernement, a proposé de fixer le drawback aux chiffres suivants :

1 ^{re} classe.	17 fr. » c.
2 ^e classe.	13 50
3 ^e classe.	9 50

Ce qui a été adopté.

DISPOSITIONS LÉGALES RELATIVES A LA PRIME OU
DRAWBACK DES SAVONS.

Loi du 28 avril 1803 (8 floréal an 11).

ART. 30.

Les négociants qui présenteront des savons à l'exportation à l'étranger, et qui justifieront avoir payé des droits sur des huiles importées dans l'année, seront remboursés des trois quarts desdits droits, dans la proportion des quantités d'huiles qui entrent dans la fabrication des savons à exporter.

Loi du 21 avril 1818.

ART. 15.

La prime accordée par la loi du 28 avril 1803 (8 floréal an 11) pour l'exportation des savons fabriqués à Marseille avec des matières tirées de l'étranger est rétablie.

Cette prime consistera dans le remboursement des droits d'entrée appliqués aux matières, dans la proportion de 58 kilogr. d'huile et de 35 kilogr. de soude ou natron par 100 kilogr. de savon.

ART. 16.

Pour obtenir la prime, on devra produire l'acquit des droits qui auront été payés pour l'entrée des matières, et l'expédition de sortie, revêtue d'un certificat constatant le passage définitif à l'étranger par l'un des bureaux des douanes déjà désignés pour la sortie des autres fabrications admises à des primes.

ART. 17.

Les fraudes et fausses déclarations par lesquelles on chercherait à s'attribuer une prime de sortie, hors les cas où elle est due d'après la loi, seront punies de la confiscation des marchandises présentées, et d'une amende égale à la dite prime.

Les fraudes et fausses déclarations tendantes à obtenir par surprise un surcroît à la prime réellement due, seront punies d'une amende égale à la somme qu'on eût dérobée au Trésor, et la prime sera refusée pour le tout.

Loi du 17 mai 1826.

ART. 11.

L'article 15 de la loi du 21 avril 1818 s'appliquera à tous les savons exportés de France lorsqu'on justifiera, par la quittance des droits d'entrée, que l'huile et la soude employées à leur fabrication provenaient de l'étranger.

TABLEAU SYNOPTIQUE

DES MODIFICATIONS DE TARIF PROPOSÉES, ET EXPLICATIONS
Y RELATIVES.

MARCHANDISES.

ARTICLE PREMIER.

Les droits de douane, à l'importation, seront établis ou modifiés de la manière suivante, pour les objets ci-après désignés :

§ 1^{er}.

IMPORTATION.

		des pays hors d'Europe.	Les 100 l.
		d'ailleurs.	
Aloès.	Par navires français.		50
	Par navires étrangers.	de l'Inde.	55
Badiane (anis étoilé).	Par navires français.	d'ailleurs.	60
	Par navires étrangers et par terre.		15
Bambous et joncs forts.	Par navires français.	de l'Inde.	30
		d'ailleurs hors d'Europe.	40
		des entrepôts.	60
	Par navires étrangers et par terre.		80
Baume de copahu.	Par navires français.	des pays hors d'Europe.	100
	Par navires étrangers.	d'ailleurs.	120
Benjoin.	Par navires français.	des pays hors d'Europe.	1
	Par navires étrangers.	d'ailleurs.	2
Bois de cédril odorant. (Mêmes droits que le bois de cèdre.)	Par navires français.	des pays hors d'Europe.	100
		d'ailleurs.	110
Bois de teinture en bûches.	Fernambouc. Par navires français.		115
	Fernambouc. Par navires étrangers et par terre.		5
	Santal rouge. Par navires français.	des colonies françaises.	9
	Santal rouge. Par navires étrangers et par terre.	de la côte occidentale d'Afrique.	12
	Nicaragua et sapan. Par navires français.	d'ailleurs hors d'Europe.	8
	Nicaragua et sapan. Par navires étrangers et par terre.	des entrepôts.	8
	Autres. Par navires français.	des pays à l'ouest du cap Horn.	1
	Autres. Par navires étrangers et par terre.	d'ailleurs hors d'Europe.	5
		des entrepôts.	6
			1
			5
			6

TARIF		OBSERVATIONS.
PROPOSÉ.	ACTUEL.	
		Pour tous les produits de l'Inde, de l'Afrique et de l'Amérique, que comprend le nouveau projet de loi, les modifications de tarif sont proposées dans un seul et même but, celui de favoriser nos relations directes avec les pays de production, et de ménager des moyens de chargement à nos navires. On se bornera donc à indiquer à chacun de ces articles la composition du tonneau de fret; il sera facile d'en déduire le taux effectif des encouragements proposés.
Les 100 kil.	Les 100 kil.	
f. c.	f. c.	
50 "	60 "	Le poids du tonneau de fret est de 800 kil.
55 "	65 50	
60 "	60 "	Poids du tonneau de fret, 500 kil.
15 "	60 "	
30 "	65 50	
40 "	80 "	
60 "	160 "	Poids du tonneau de fret, 300 kil.
80 "	200 "	
100 "		
120 "		
Le kil.		
1 50	2 "	Poids du tonneau de fret, 750 kil.
2 "	2 20	
2 20	120 "	Poids du tonneau de fret, 800 kil.
100 "	128 50	
110 "	" "	Voir les explications données au premier projet de loi sur les bois de gaïac, de cèdre et de caïl-cédra. Elles s'appliquent de tout point au bois de cédrel.
115 "	5 "	
" "	8 "	
Afrique. 9 "	12 "	
" 80	" 80	
" 80	" 80	
ap Horn. 1 50	1 50	
e. 5 "	3 "	
6 "	6 "	L'augmentation proposée dans le tarif des bois de teinture porte exclusivement sur la provenance des entrepôts. En 1844 cette provenance a fourni 1.500.000 kil. En élevant le tarif, on peut réserver une grande partie de ce transport à nos navires; c'est un élément de fret à ne pas négliger.
" 75	" 75	
1 50	1 50	
5 "	3 "	
6 "	6 "	
" 80	" 80	
1 50	1 50	
5 "	3 "	
6 "	6 "	

MARCHANDISES.

		TAR
Bois et racine d'épine- vinette.....	Par navires français.....	{ des pays hors d'Europe.....
	Par navires étrangers et par terre.....	{ d'ailleurs.....
Camphre brut.....	Par navires français.....	{ des pays hors d'Europe.....
	Par navires étrangers.....	{ d'ailleurs.....
Carthame (fleurs de).....	Par navires français.....	{ des pays hors d'Europe.....
	Par navires étrangers et par terre.....	{ d'ailleurs.....
Chapeaux de paille, d'écorce et de sparte, grossiers.....		PROPOSÉ.
Coques de coco.....	Par navires français.....	{ des pays hors d'Europe.....
	Par navires étrangers et par terre.....	{ d'ailleurs.....
Cuivre allié de zinc ou d'étain, de première fusion, en masses, barres ou plaques, ou en objets détreu- importé des pays d'Europe, par navires français.....		Les 100 kil.
Essence de houille.....		1 10
Étain brut.....	Par navires français.....	1 50
	Par navires étrangers et par terre.....	2 "
Fruits médicinaux non dé- nommés.....	Par navires français.....	50 "
	Par navires étrangers et par terre.....	60 "
Huano ou guano.....	Par navires français.....	75 "
	Par navires étrangers et par terre.....	12 "
Huile volatile ou essence de badiane. (Mêmes droits que l'huile ou essence d'anis).....	Par navires français.....	15 "
	Par navires étrangers et par terre.....	18 "
Jalap (racine de).....	Par navires français.....	" 50
	Par navires étrangers et par terre.....	la pièce.
Laines en masse.....	Par navires français.....	1 "
	Par terre, lorsqu'elles sont du cru des pays limitrophes.....	3 "
	Par navires étrangers.....	6 "
	Par terre, lorsqu'elles ne sont pas du cru des pays limitrophes.....	" 10
	Par navires français.....	13 "
	Par terre, lorsqu'elles sont du cru des pays limitrophes.....	" 10
	Par navires étrangers.....	2 "
	Par terre, lorsqu'elles ne sont pas du cru des pays limitrophes.....	5 "
	Par navires français.....	25 "
	Par terre, lorsqu'elles sont du cru des pays limitrophes.....	35 "
	Par navires étrangers.....	40 "
	Par terre, lorsqu'elles ne sont pas du cru des pays limitrophes.....	" 10
	Par navires français.....	4 "
	Par terre, lorsqu'elles sont du cru des pays limitrophes.....	5 "
	Par navires étrangers.....	5 "
	Par terre, lorsqu'elles ne sont pas du cru des pays limitrophes.....	le kil.
	Par navires français.....	80 "
	Par terre, lorsqu'elles sont du cru des pays limitrophes.....	90 "
	Par navires étrangers.....	100 "
	Par terre, lorsqu'elles ne sont pas du cru des pays limitrophes.....	

20 pour 100 de
la valeur.3 fr. par 100 k.
et 20 pour 100
de la valeur.

TARIF

OBSERVATIONS.

PROPOSÉ.

ACTUEL.

Les 100 kil.

Les 100 kil.

f. c.

f. c.

10

1 50

1 50

3 "

2 "

6 "

50 "

75 "

60 "

81 20

75 "

15 "

12 "

16 50

15 "

20 "

18 "

20 "

50 "

20 "

la pièce.

la pièce.

1 "

3 "

3 "

3 30

6 "

1 "

10 "

Lacune.

13 "

50 "

2 "

4 "

5 "

35 "

25 "

38 50

35 "

Lacune.

40 "

75 "

4 "

le kil.

5 "

100 "

5 "

107 50

le kil.

80 "

90 "

100 "

20 pour 100 de
la valeur.Par navires
français et par
terre, 20 pour
100.3 fr. par 100 k.
et 20 pour 100
de la valeur.Par navires
étrangers,
22 pour 100.

Teinture nécessaire à l'industrie des soies qui en fait grand usage en l'améliorant par des mélanges. L'épine-vinette vaut en France de 14 à 16 francs les 100 kil., et en Suisse et en Savoie 6 francs seulement.

Le poids du tonneau de fret est de 800 kil.

Poids du tonneau de fret, 600 kil.

Augmentation proposée dans l'intérêt de la classe pauvre des campagnes à laquelle le tressage et la fabrication des chapeaux grossiers offre un élément de travail.

Poids du tonneau de fret, 1000 kil.

Id. id.

Cet objet n'était pas tarifé. Sa valeur dans le commerce étant la moitié de celle de l'essence de térébenthine, on propose de fixer le droit par analogie à moitié du droit de cette dernière, qui paie 25 fr. par 100 kil.

Le poids du tonneau de fret est de 1000 kil.

Le poids du tonneau de fret n'est pas exactement connu. On peut le calculer, comme celui des lichens, à 400 kil.

Poids du tonneau de fret, 900 kil.

Poids du tonneau de fret, { en caisses, 500 kil.
en fûts, 400 kil.

Poids du tonneau de fret, 800 kil.

Le droit actuel de 20 pour 100 sur les laines en masse présente cette anomalie avec notre système général de tarif que la surtaxe de 10 pour 100 dont il s'augmente pour les importations effectuées par navires étrangers ne s'applique pas aux introductions par terre.

Toutes les fois que cette erreur a été commise dans l'assiette des droits de douane, elle a permis aux navires et aux ports des pays voisins de s'interposer dans le mouvement des transports de manière à enlever tout à la fois à notre

MARCHANDISES.

		Les 100 kil.	
		f.	c.
Laque naturelle ou résine de laque.	Par navires français.		
	Par navires étrangers.		
			de l'Inde.
			d'ailleurs.
Laque en teinture ou en trochisques.	Par navires français.	10	50
	Par navires étrangers et par terre.	15	"
		25	"
		75	"
Lichens tinctoriaux.	Par navires français.	100	"
	Par navires étrangers et par terre.		
			des pays hors d'Europe.
			d'ailleurs.
Nacre de perle argentée, dite franche, en coquilles brutes.	Par navires français.	1	10
	Par navires étrangers.	5	"
		10	"
		25	"
		35	"
Nitrate de soude.	Par navires français.	7	50
	Par navires étrangers et par terre.	20	"
			d'ailleurs.
			des pays hors d'Europe.
			d'ailleurs.
La prime accordée par l'article 4 de la loi du 6 mai 1841 à l'exportation des acides nitrique et sulfurique est réduite de moitié.			
Pierres à chaux brutes, moellons et déchets de pierres.			
Poissons de mer frais.			

(Le droit établi par la loi du 2 juillet 1836 pour les importations par terre ne s'appliquera que depuis Givet jusqu'à Montgenèvre inclusivement.)

TAR

PROPOSÉ.

01

TARIF.

OBSERVATIONS.

PROPOSÉ.

ACTUEL.

pavillon et à nos entrepôts le bénéfice de leur entremise naturelle. C'est ce qui est arrivé pour les laines.

L'importation de ce produit s'est rapidement développée depuis 1830 : mais sur les 20 millions de kil. dont elle se compose aujourd'hui, près d'un tiers échappe à notre pavillon et à nos ports, en empruntant l'escale des ports étrangers que la contiguïté du territoire place en concurrence avec les nôtres. On élude même, par cette combinaison, les prescriptions de notre traité de navigation du 26 janvier 1826 avec la Grande-Bretagne. En effet, une grande partie des laines importées de l'Amérique et de l'Australie à destination de la France, d'abord entreposée en Angleterre, s'écoule de là sur nos frontières par la voie d'Ostende et de Nieuport et par le transit de la Belgique.

Nous sommes loin de vouloir retirer aux pays limitrophes avec lesquels nous sommes en bonnes relations le bénéfice que l'économie de nos tarifs confère actuellement aux laines de leur propre cru, mais nous ne saurions tolérer que ce bénéfice, abusivement étendu à des laines de tierce provenance, tourne au détriment de notre marine, contrairement aux traités de navigation. Nous pensons donc qu'il convient de limiter aux laines originaires des pays limitrophes le bénéfice du droit applicable aux importations par navires français, et de soumettre les laines d'autre origine importées par terre au même droit que celles qui arrivent par navires étrangers.

D'un autre côté, pour rendre la surtaxe de navigation plus efficace, on propose de l'appliquer, non plus sur la valeur des laines, mais sur leur poids. On est convenu de la fixer à 3 francs par 100 kilog.

Les 100 kil.

Les 100 kil.

fr. c.

fr. c.

»

10

15

25

75

100

»

1

5

10

25

35

7

20

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

1

4

5

50

75

100

1

1

1

20

35

50

15

20

25

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

»

Poids du tonneau de fret, 700 kil.

Ce produit n'arrive que par faibles assortiments; le fret ne s'en calcule pas au tonneau. La réduction proposée est, comme toutes les autres, dans l'intérêt des relations lointaines et de notre marine.

Poids du tonneau de fret, 400 kil.

Poids du tonneau de fret, 800 kil.

Poids du tonneau de fret, 1000 kil.

Matière de première nécessité et d'un transport difficile. Il est convenable de lui assigner le plus faible droit possible.

Le poisson frais, à l'importation par mer, est soumis à un droit de 44 fr., décime compris, que la loi du 2 juillet 1836 a réduit au quart pour les introductions par terre, à partir de Blanchemisseron jusqu'à Montgenèvre.

MARCHANDISES.

Racines médicinales non dénommées.	Par navires français.....	{ des pays hors d'Europe.....	15
		{ d'ailleurs.....	20
Résineux exotiques non dénommés de la Guyane française. (Même droit que ceux du Sénégal.).....	Par navires et par terre.....		25
			25
			50
Riz en grains importé de l'Inde par navires français.....			6
			12
Rotins de petit calibre, entiers ou en éclisses....	Par navires français.....	{ de l'Inde.....	30
		{ d'ailleurs hors d'Europe.....	40
Sagou.....	Par navires étrangers et par terre.....	{ des pays hors d'Europe.....	30
		{ d'ailleurs.....	40
Sulfures d'arsenic, en masse (orpim, orpiment et réalgar).....			45
			8
Végétaux filamenteux non dénommés.....	bruts, ou n'ayant subi qu'une préparation analogue au teillage.	{ par navires français.....	10
		{ des colonies françaises.....	49
		{ d'ailleurs hors d'Europe.....	8
		{ des entrepôts.....	10
	peignés. (Mêmes droits que le chanvre peigné).....	{ par navires étrangers et par terre.....	15

§ 2.

Les droits à l'entrée par terre sont les mêmes qu'à l'importation par navires étrangers, pour toutes les marchandises dont l'importation par terre n'est pas l'objet d'une disposition ou d'une tarification spéciales.

ART. 2.

La prime allouée par la loi du 6 mai 1841 aux machines à vapeur de fabrication française employées à bord

PROPOSÉ.

Les 100 kil.

15
20
25
25

50
6
12
30
40
30
40
45
8
10
49
8
10
15

TARIF

OBSERVATIONS.

PROPOSÉ.

ACTUEL.

Les 100 kil.

Les 100 kil.

6

c.

c.

c.

15

"

20

"

20

"

22

"

25

"

90

"

25

"

6

"

15

"

12

"

25

"

30

"

30

"

40

"

41

"

30

"

40

"

45

"

8

"

10

"

49

"

8

"

10

"

15

"

Lacune.

Cette disposition a eu pour but de faciliter l'approvisionnement de ceux de nos marchés qui, trop éloignés de nos ports pour en recevoir du poisson frais, sont obligés de s'adresser aux ports étrangers.

Mais au moyen des chemins de fer de Belgique et d'Allemagne, débouchant à Valenciennes, les pêcheries étrangères pourraient profiter de cette mesure, pour venir faire concurrence aux produits de nos propres pêches, jusque dans l'intérieur du Royaume.

Afin d'éviter ce dommage, on propose de reculer jusqu'à Givet la limite de la ligne où s'appliquera le droit exceptionnel de 11 fr. par 100 kil. Cette mesure est vivement réclamée par nos ports de mer.

Comme pour les fruits médicinaux et les lichens.

La Guyane française produisant des gommes et résines qui peuvent devenir l'objet d'une exploitation fructueuse, il a paru nécessaire de les faire jouir du même avantage de tarif que celles du Sénégal.

Poids du tonneau de fret, 1000 kil.

Poids du tonneau de fret, 400 kil.

Poids du tonneau de fret, { en caisses, 700 kil.
en fûts, 600 kil.

Suivent aujourd'hui le même régime que l'acide arsénieux. Mais la réduction de droit proposée sur ce dernier produit lui étant spéciale, il y a lieu de conserver aux sulfures d'arsenic leur régime actuel.

Les termes du tarif laissaient à désirer, d'abord dans les désignations qui ne séparaient pas assez clairement la matière brute de celle qui a reçu quelque préparation jusqu'au teillage inclusivement; ensuite, les relations éloignées et le pavillon national ne jouissaient pas d'une protection suffisante; il y avait lacune à l'égard des végétaux peignés, lesquels n'étaient pas tarifés. La proposition obvie à ces divers inconvénients.

Voir l'exposé des motifs.

Voir l'exposé des motifs.

en toutes les mar-
spéciales.

employées à bord

MARCHANDISES.

des navires français, affectés à la navigation internationale maritime, sera liquidée d'après la base actuelle et la quotité des droits d'entrée applicables aux machines à vapeur de fabrication étrangère importées par navires français.

ART. 3.

Les primes ou drawbacks accordés à l'exportation des savons fabriqués avec des huiles d'olive ou de graines grasses, des graisses animales et de la résine, sont fixés ainsi qu'il suit, sans qu'il soit nécessaire de produire les quittances des sommes payées à l'entrée sur les matières étrangères.

Savons blancs ou marbrés, composés d'alcalis et d'huiles d'olive ou de graines grasses, mélangées de graisses animales.

Savons de graisses animales.

- 1° l'huile entrant pour moitié au moins dans le mélange des corps gras.....
- 2° l'huile entrant pour moins de moitié dans le mélange des corps gras.....
- 3° pures.....
- 4° mélangées de résine.....

PROPOSÉES.

Les 100 kil.

1 .
17 .
13 50
9 50

PRIMES		OBSERVATIONS.
PROPOSÉES.	ACTUELLES.	
Les 100 kil.		Voir les explications relatives au drawback des savons.
1 °		
17 °		
13 50		
9 50		

La prime n'est due qu'aux savons fabriqués avec de l'huile et de la soude : elle consiste dans le remboursement des droits perçus à l'entrée sur 58 kil. d'huile et 35 kil. de soude ou natron pour 100 kil. de savon.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 14 avril 1845.

PROJET DE LOI

RELATIF

A la contrefaçon, en France, des ouvrages publiés
en Sardaigne ;

Avec l'Exposé des motifs par M. le Garde des sceaux
Ministre de la justice et des cultes.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet
de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre
des Députés sera présenté, en notre nom, à la
Chambre des Pairs, par notre Garde des sceaux
Ministre secrétaire d'État au département de la jus-
tice et des cultes, que nous chargeons d'en exposer
les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE UNIQUE.

Les peines portées par les articles 427 et 428 du
Code pénal, et les dispositions de l'article 429 du
même Code, seront appliquées aux faits de contre-

façon, d'introduction, de vente d'œuvres littéraires ou artistiques, et aux représentations d'ouvrages dramatiques, prévus par les articles 1, 2, 3, 4 et 6 de la convention conclue entre la France et la Sardaigne, le 28 août 1843.

DONNÉ au palais des Tuileries, le 13 avril 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux Ministre de la justice et
des cultes,*

Signé N. MARTIN (du Nord).

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La Chambre des Députés a adopté, dans sa séance du 10 de ce mois, un projet de loi qui a pour objet d'assurer l'exécution d'une convention conclue le 28 août 1843 avec le Gouvernement sarde, à l'effet de garantir la propriété des œuvres littéraires et artistiques dans les royaumes de France et de Sardaigne. Nous venons soumettre ce projet à vos délibérations.

La convention du 28 août 1843 est un premier pas vers un but qui doit être l'objet constant des efforts du Gouvernement. Il s'agit de défendre la littérature et la librairie françaises contre les déprédations de la contrefaçon étrangère; il s'agit d'empêcher que nos livres, à peine publiés, ne soient reproduits dans les pays voisins, et par le bas prix de cette reproduction, qui inonde l'Europe entière, ne demeurent privés des avantages de l'exportation. Le Gouvernement a lieu d'espérer que le principe moral qui flétrit la contrefaçon, dans quelques lieux qu'elle s'exerce, finira par prévaloir dans le droit international; mais la reconnaissance de ce principe rencontre de graves difficultés.

Il ne suffit pas, en effet, d'obtenir des Gouvernements étrangers la consécration du principe de

la propriété littéraire et la garantie réciproque de cette propriété; il faut qu'ils y ajoutent la prohibition d'ouvrir leurs frontières aux produits de la contrefaçon étrangère, l'engagement de n'acheter qu'en France les livres français. Car il est évident que, sans cette sanction, toute convention est illusoire; la facilité qu'ont les contrefacteurs de reproduire à vil prix des livres dont ils dépouillent les auteurs au lieu de les leur acheter, ne permet pas à notre librairie, qui, au contraire, les achète, de lutter avec eux.

Or, la convention conclue à Turin consacre ces deux points : d'une part, elle reconnaît le principe de la propriété littéraire; de l'autre, elle contient l'engagement réciproque de la part de la France et de la Sardaigne d'interdire le territoire des deux pays aux contrefaçons des livres français et sardes. Elle ferme un marché considérable à l'importation des contrefaçons étrangères et fait une première application d'un principe général que nous devons chercher à propager, elle doit donc être accueillie avec satisfaction par les Chambres et par le pays.

Les dispositions de la convention proclament le droit de propriété des auteurs français et sardes dans l'étendue des deux territoires et énumèrent les différents cas de contrefaçon qui sont prohibés.

L'article 1^{er} garantit l'exercice sur le territoire des deux États du droit de propriété des auteurs sur leurs ouvrages, tel que ce droit est réglé et déterminé par les législations respectives, de sorte que la reproduction ou la contrefaçon, dans l'un des États, d'ouvrages publiés dans l'autre,

est assimilée à celle des ouvrages publiés dans le premier.

L'article 2 assimile à la reproduction la traduction faite dans l'un des deux États d'un ouvrage publié dans l'autre, dans le cas où l'auteur français ou sarde a déclaré l'intention de le traduire, et a fait paraître sa traduction dans l'année de la publication de son ouvrage. L'article 3 étend cette disposition aux traductions faites dans l'un des deux États, d'ouvrages publiés hors de leur territoire.

L'article 4 déclare que le droit de propriété s'applique aux pièces de théâtre, et réserve aux auteurs, à raison de la représentation de ces pièces, les droits déterminés par la législation du pays où elles seront représentées.

Enfin, l'article 6 ajoute que l'introduction et la vente, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets contrefaits sont prohibées, lors même que les contrefaçons auraient été faites dans un pays étranger; et l'article 7 dispose qu'en cas de contravention, la saisie des contrefaçons sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si le délit avait été commis au préjudice d'une production nationale.

Ces différentes dispositions supposent, dans les deux législations, des règles protectrices de la propriété littéraire et répressives du délit de contrefaçon. Nous croyons inutile de rappeler les monuments de notre législation sur cette matière; mais nous devons déclarer que les lois de la Sar-

daigne, qui nous ont été communiquées, et dont les textes, qu'il serait trop long d'analyser, seront mis sous les yeux de votre commission, nous ont paru pleinement satisfaisantes pour la protection des droits des auteurs.

L'objet du projet de loi est d'apporter une sanction à la convention, c'est-à-dire d'étendre aux différentes infractions qu'elle a créées l'application des peines établies par nos lois.

En effet, la loi du 19 juillet 1793 sur la propriété littéraire ne s'applique nullement aux ouvrages publiés ou représentés en pays étranger. Or, les dispositions de notre Code pénal qui punissent les délits de contrefaçon ne s'étendent qu'aux ouvrages sur lesquels les auteurs ont un droit de propriété reconnu par la loi. Il faut ajouter que la convention du 28 août 1843 renferme des prohibitions qui sont étrangères à notre législation actuelle : telle est, notamment, la prohibition relative à la traduction en France d'un ouvrage publié en Sardaigne.

Or, il est de principe, dans notre législation, qu'aucune peine ne peut être appliquée par nos tribunaux qu'en vertu d'une loi.

Il est donc nécessaire que les pouvoirs législatifs donnent leur sanction aux dispositions de la convention ; Nous espérons que vous voudrez bien accorder au projet de loi que nous avons l'honneur de vous présenter à cet effet, la même approbation que la Chambre des Députés.

ANNEXE

Au projet de loi sur la contrefaçon en France des ouvrages publiés en Sardaigne.

ORDONNANCE DU ROI

Qui prescrit la publication de la convention conclue, le 23 août 1843, pour garantir, dans les Royaumes de France et de Sardaigne, la propriété des œuvres littéraires ou artistiques.

Au palais de Saint-Cloud, le 12 octobre 1843.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Savoir faisons que, entre nous et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, il a été conclu à Turin, le 28 août 1843, une convention destinée à garantir, dans les royaumes de France et de Sardaigne, la propriété des œuvres littéraires ou artistiques ;

Convention dont les ratifications ont été échangées également à Turin, le 27 du mois de septembre de la présente année, et dont la teneur suit :

CONVENTION.

Sa Majesté le Roi des Français, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, également animés du désir de protéger les sciences et les arts, et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir aux auteurs ou à leurs ayants cause, la propriété de leurs œuvres littéraires ou artistiques, dont la publication aurait lieu dans leurs États respectifs.

Dans ce but, Leurs Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Français, le marquis Napoléon-Hector Soult de Dalmatie, commandeur de la Légion-d'honneur et de l'ordre de l'Étoile-Polaire de Suède, membre de la Chambre des Députés, son ambassadeur près la Cour de Sa Majesté le Roi de Sardaigne ;

Et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le comte Clément Solar de la Marguerite, chevalier grand-cordon de son ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, grand'-croix de l'ordre de Saint-Étienne de Hongrie, de l'ordre d'Isabelle-la-Catholique d'Espagne, de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, chevalier de l'ordre du Christ, grand'-croix des ordres du Mérite de Saint-Joseph de Toscane, de Léopold Belge et de l'ordre du Sauveur de Grèce, commandeur de l'ordre de l'Étoile-Polaire de Suède, sénateur et grand'-croix de l'ordre S. et A. Constantinien de Saint-Georges de Parme, son premier secrétaire d'État des affaires étrangères, notaire de la Couronne, et surintendant général des postes.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Le droit de propriété des auteurs ou de leurs ayants cause, sur les ouvrages d'esprit ou d'art, comprenant les publications d'écrits, de compositions musicales, de dessin, de peinture, de gravure, de sculpture ou autres productions analogues en tout ou en partie, tel que ce droit est réglé et déterminé par les législations respectives, s'exercera simultanément sur le territoire des deux États, de telle sorte que la reproduction ou la contrefaçon, dans l'un des deux États, d'ouvrages publiés dans l'autre État, soit assimilée à celle des ouvrages qui auraient été originairement publiés dans l'État même.

ART. 2.

La traduction, faite dans l'un des deux États, d'un ouvrage publié dans l'autre État, est assimilée à sa reproduction et comprise dans les dispositions de l'art. 1^{er}, pourvu que l'auteur, sujet de l'un des deux Souverains contractants, en faisant paraître un ouvrage, ait notifié au public qu'il entend le traduire lui-même, et que sa traduction ait été publiée dans le délai d'un an, à partir de la publication du texte original.

ART. 3.

Sont également comprises dans les dispositions de l'article 1^{er}, et assimilées aux productions originales, en ce qui concerne leur reproduction dans la même langue, les traductions faites dans l'un des deux États d'ouvrages publiés hors du territoire des deux États.

Toutefois, ne sont pas comprises dans lesdites dispositions, les traductions faites dans une langue qui ne serait pas celle de l'un des deux États.

ART. 4.

Les dispositions des art. 1^{er} et 2 sont applicables à la représentation des pièces de théâtre sur lesquelles les auteurs ou leurs ayants cause percevront les droits déterminés par la législation du pays où elles seront représentées.

ART. 5.

Nonobstant les dispositions des art. 1 et 2, les articles extraits des journaux ou écrits périodiques publiés dans l'un des deux États, pourront être reproduits dans les journaux ou écrits périodiques de l'autre État, pourvu que l'origine en soit indiquée.

ART. 6.

L'introduction et la vente, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou d'objets de contrefaçon, définis par les arti-

cles 1, 2 et 3 ci-dessus, sont prohibés, lors même que les contrefaçons auraient été faites dans un pays étranger.

ART. 7.

En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des contrefaçons sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives, de la même manière que si le délit avait été commis au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères qui constituent la contrefaçon, seront déterminés par les tribunaux de l'un et de l'autre État, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

ART. 8.

Pour faciliter l'exécution de la présente convention, les Gouvernements contractants se communiqueront réciproquement les lois et les règlements spéciaux que chacun d'eux pourra adopter relativement à la propriété des ouvrages ou productions définis par les articles 1, 2, 3 et 4 ci-dessus.

ART. 9.

Les dispositions de la présente convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit que se réserve expressément chacun des deux États, de permettre, surveiller ou interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tels ouvrages ou productions sur lesquels il jugera convenable de l'exercer.

ART. 10.

La présente convention aura force et vigueur pendant six années, à dater du jour dont les hautes parties conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite, d'après les lois particulières à chacun des deux États. Si, à l'expiration des six années, elle n'est pas dénoncée six mois à l'avance, elle continuera à être obligatoire

d'année en année , jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre , mais un an à l'avance , son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 11.

La présente convention sera ratifiée par Leurs Majestés , et l'échange des ratifications aura lieu à Turin , dans l'espace d'un mois , ou plus tôt si faire se peut.

Fait à Turin , le 28 août de l'an de Notre-Seigneur 1843.

(L. S.) *Signé* Marquis DE DALMATIE.

(L. S.) *Signé* Solar DE LA MARGUERITE.

Mandons et ordonnons qu'en conséquence les présentes lettres , revêtues du sceau de l'État , soient publiées partout où besoin sera , et insérées au *Bulletin des Lois* , afin qu'elles soient notoires à tous et à chacun.

Notre Garde des sceaux , Ministre et secrétaire d'État au département de la justice et des cultes , et notre Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères , sont chargés , chacun en ce qui le concerne , de surveiller ladite publication.

DONNÉ en notre palais de Saint-Cloud , le 12^e jour du mois d'octobre de l'an 1843.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi.

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des affaires étrangères,*

Signé GUIZOT.

Vu et scellé du grand sceau :

*Le Garde des sceaux de France , Ministre secrétaire
d'État au département de la justice et des cultes,*

Signé N. MARTIN (du Nord).

(12)

ARTICLES du Code pénal dont le projet de loi ordonne
l'application à la contrefaçon, en France, des
ouvrages publiés en Sardaigne.

ART. 427.

La peine contre le contrefacteur ou contre l'introducteur, sera une amende de cent francs au moins, et de deux mille francs au plus; et contre le débitant une amende de vingt-cinq francs au moins, et de cinq cents francs au plus.

La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant. Les planches, moules ou matrices des objets contrefaits seront aussi confisqués.

ART. 428.

Tout directeur, tout entrepreneur de spectacle, toute association d'artistes qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, sera puni d'une amende de cinquante francs au moins, de cinq cents francs au plus, et de la confiscation des recettes.

ART. 429.

Dans les cas prévus par les quatre articles précédents, le produit des confiscations ou les recettes confisquées, seront remis au propriétaire, pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert; le surplus de son indemnité, ou l'entière indemnité, s'il n'y a ni vente d'objets confisqués, ni saisie de recettes, sera réglé par les voies ordinaires.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 14 avril 1845.

PROJET DE LOI

RELATIF

A l'emploi des excédants de recette du budget de
l'Ordre de la Légion-d'honneur;

Avec l'Exposé des motifs par M. le Garde des sceaux,
Ministre de la justice et des cultes.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet
de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des
Députés, sera présenté, en notre nom, à la Chambre
des Pairs, par notre Garde des sceaux Ministre se-
crétaire d'État au département de la justice et des
cultes, que nous chargeons d'en exposer les motifs
et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

A compter du 1^{er} janvier 1846, il sera payé,
comme supplément au traitement de la Légion-

d'honneur, une somme annuelle et viagère de 100 francs aux membres de l'Ordre du grade de légionnaire, ayant reçu ce grade avant le 6 avril 1814.

ART. 2.

Les chevaliers de la Légion-d'honneur amputés par suite de blessures reçues à l'armée avant le 6 avril 1814, nommés dans l'Ordre postérieurement à cette époque et jouissant du traitement de 250 francs en vertu des lois des 6 juillet 1820 et 16 juin 1837, recevront le traitement de 100 francs indiqué à l'article 4^{er}.

ART. 3.

A compter de la même époque, les sous-officiers et soldats, nommés légionnaires par décrets du 27 février 1815 au 19 mars suivant, étant, aux dates de ces décrets, en activité de service dans les armées de terre ou de mer, et qui ont été ou qui seront admis dans la Légion-d'honneur par ordonnances royales, recevront le traitement annuel de 250 francs.

ART. 4.

Il sera pourvu aux dépenses ordonnées par les précédents articles, au moyen des excédants disponibles qui, chaque année, à compter de 1846, pourront ressortir des recettes et dépenses de la Légion-d'honneur, et subsidiairement, tant que les excédants disponibles seront insuffisants, au moyen des avances qui pourront être faites à la Légion-d'honneur par la caisse des dépôts et consignations.

ART. 5.

Lorsque les excédants disponibles seront devenus supérieurs à la dépense, le surplus servira à rembourser successivement à la caisse des dépôts et consignations les avances qu'elle aura faites.

ART. 6.

Le taux des intérêts dont la Légion-d'honneur devra tenir compte à la caisse des dépôts et consignations ne pourra excéder 4 et demi pour 100.

Il sera statué, par ordonnances royales, d'année en année, sur la quotité des avances à faire, et sur celle des sommes à rembourser, en exécution des articles 4 et 5.

ART. 7.

Le supplément de traitement accordé par la présente loi est incessible et insaisissable.

ART. 8.

Il sera présenté, chaque année, aux Chambres, un compte spécial de l'exécution de la présente loi.

DONNÉ au palais des Tuileries, le 13 avril 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le Garde des sceaux Ministre de la justice et des cultes,

Signé N. MARTIN (du Nord).

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations un projet de loi déjà adopté par la Chambre des Députés, et qui a pour objet de régler l'emploi des excédants disponibles de recettes que présente le budget de l'Ordre royal de la Légion-d'honneur.

Nous ne vous retracerons point ici toutes les controverses auxquelles ont donné lieu les réclamations relatives à ce qu'on appelle *l'arriéré de la Légion-d'honneur*, c'est-à-dire à la réduction qu'ont éprouvée les traitements des membres de l'Ordre, depuis 1814 jusqu'à la loi du 6 juillet 1820. Vous savez que, tout en se refusant constamment à reconnaître que ces réclamations fussent fondées en droit, le Gouvernement n'a laissé échapper aucune occasion de manifester les sympathies que lui inspirait le sort des légionnaires intéressés dans ce débat, et qu'il attendait avec impatience le moment où les circonstances lui permettraient de donner à ces nobles infortunes un soulagement auquel elles avaient d'ailleurs tant de titres. Vous savez aussi que, prévoyant la réalisation prochaine de cette éventualité par la diminution graduelle des charges de l'Ordre, le Gouvernement vous avait, dès 1844, annoncé la présentation d'un projet de loi destiné

à régler, au profit des anciens légionnaires, l'emploi des excédants de recettes des budgets de la Légion-d'honneur.

Pour remplir cette promesse, nous avons d'abord cru devoir partager en un certain nombre de catégories les membres de l'Ordre auxquels devait profiter le projet de loi, et nous avons échelonné pendant un certain nombre d'années, à l'égard de ces diverses catégories, l'application de la mesure à laquelle nous avons arrêté nos résolutions, afin de trouver exclusivement dans les excédants disponibles les moyens d'y faire face.

La Chambre des Députés a préféré assurer à tous un bienfait immédiat, et le Gouvernement, après avoir constaté avec elle que les excédants successivement disponibles garantiraient le remboursement des avances auxquelles la Légion-d'honneur serait d'abord obligée de recourir, a donné son assentiment à cette combinaison nouvelle.

L'article 1^{er} du projet de loi dispose en conséquence, qu'à compter du 1^{er} janvier 1846, il sera payé, comme supplément au traitement de la Légion-d'honneur, une somme annuelle et viagère de 100 francs aux membres de l'Ordre du grade de légionnaire, ayant reçu ce grade avant le 6 avril 1814.

Les articles 2 et 3 étendent le bénéfice de l'emploi des excédants disponibles à deux autres classes légionnaires, qui, sans rentrer exactement dans la pensée principale du projet de loi, ont cependant paru dignes de la sollicitude et de l'intérêt du Gouvernement.

D'une part, on a cru devoir accorder le traitement supplémentaire de 100 fr. aux chevaliers de la Légion-d'honneur amputés par suite de blessures reçues à l'armée avant le 6 avril 1814, nommés membres de l'Ordre postérieurement à cette époque, et jouissant du traitement de 250 francs en vertu des lois des 6 juillet 1820 et 16 juin 1837.

D'autre part, il a paru équitable également d'accorder le traitement ordinaire de la Légion-d'honneur aux sous-officiers et soldats nommés légionnaires par l'Empereur depuis le 27 février 1815 jusqu'au 19 mars suivant, et qui, admis de nouveau dans l'Ordre par le Roi, ne touchent cependant pas ce traitement.

Quant aux moyens d'exécution de ces diverses dispositions, ils sont réglés par les articles 4, 5 et 6.

Les excédants de recettes que présentera le budget de la Légion-d'honneur ne devant pas immédiatement suffire à l'acquittement intégral de la dépense, le projet de loi porte que, tant que cette ressource sera insuffisante, il y sera suppléé par les avances qui pourront être faites à la Légion-d'honneur par la caisse des dépôts et consignations, laquelle en sera ultérieurement remboursée à mesure que les excédants dont il s'agit s'élèveront eux-mêmes.

Les documents que nous avons produits devant la Chambre des Députés, et que nous aurons l'honneur de soumettre également à votre examen, établissent qu'en 1853, ou 1854 au plus tard, la

Légion-d'honneur sera entièrement libérée, en principal et en intérêts, et que les excédants de recettes qui ressortiront de son budget pourront, dès cette époque, recevoir la destination nouvelle qui leur sera alors affectée par le Gouvernement et par les Chambres.

Messieurs, le projet de loi que nous venons soumettre à vos délibérations se recommande à votre intérêt par la faveur qui s'attache si universellement en France aux services et à la situation des glorieux débris de nos armées, auxquels il apporte un nouveau témoignage de la reconnaissance et de la sympathie nationales. Nous savons combien ces sentiments trouvent d'échos dans cette enceinte; nous aimons donc à espérer que vos suffrages accueilleront avec empressement nos propositions.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 14 avril 1845.

RENOUVELLEMENT des Bureaux, conformément à
l'article 59 du Règlement.

ORGANISATION de ces mêmes Bureaux, conformé-
ment aux articles 59 et 60.

NOMINATION du Comité des pétitions, conformément
à l'article 63.

RENOUVELLEMENT DES BUREAUX.

Aux termes de l'article 7 du Règlement de la
Chambre, les 276 Pairs reçus dont elle se com-
pose en ce moment ont été répartis, par la voie du
sort, entre les sept Bureaux ainsi qu'il suit :

NOTA. Les noms de MM. les Pairs sont rangés, dans chaque
Bureau, par ordre alphabétique.

PREMIER BUREAU.

Albuféra (M. le Duc d').
Astorg (M. le Comte d').
Audenarde (M. le Comte d').
Aux (M. le Marquis d').
Bergeret (M. le Vice-Amiral).
Bourgoing (M. le Baron de).
Bourke (M. le Comte).
Broglie (M. le Duc de).
Compans (M. le Comte).
Cousin (M.).
Cubières (M. de).
Davillier (M. le Baron).
Decazes (M. le Duc).
Duperré (M. l'Amiral Baron).
Dupont-Delporte (M. le Baron).
Duval (M. le Baron).
Feutrier (M. le Baron).
Foy (M. le Comte).
Gouvion-Saint-Cyr (M. le Marquis de).
Gramont-d'Aster (M. le Comte de).
Haussonville (M. le Comte d').
Hédouville (M. le Comte d').
Heudelet (M. le Comte).
Houdetot (M. le Comte de).
Jaubert (M. le Comte).
Marchand (M. le Comte).
Mollien (M. le Comte).
Monthion (M. le Comte de).
Odier (M.).
Ornano (M. le Comte d').
Pasquier (M. le Duc).
Rambuteau (M. le Comte de).
Reggio (M. le Maréchal Duc de).
Rouillé de Fontaine (M.).
Roussin (M. l'Amiral Baron).
Sébastiani (M. le Vicomte Tiburce).
Sparre (M. le Comte de).
Talaru (M. le Marquis de).
Vaudreuil (M. le Comte de).
Viennet (M.).

DEUXIÈME BUREAU.

Aboville (M. le Comte d').
Aramon (M. le Marquis d').
Baudrand (M. le Comte).
Bellemare (M. de).
Bérenger (M. le Comte).
Bérenger, de la Drôme (M.).
Beugnot (M. le Comte Arthur).
Bourdeau (M.).
Boyer (M. le Président).
Castellane (M. le Comte de).
Chevandier (M.).
Crillon (M. le Duc de).
Delessert (M. Gabriel).
Dupin (M. le Baron Charles).
Durosnel (M. le Comte).
Eckmuhl (M. le Prince d').
Exelmans (M. le Comte).
Fréville (M. le Baron de).
Gay-Lussac (M.).
Girod, de l'Ain (M. le Baron).
Hervyn de Nevèle (M. le Comte).
Jacquinot (M. le Baron).
Jaucourt (M. le Marquis de).
Laplagne-Barris (M.).
Molé (M. le Comte).
Moskowa (M. le Prince de la).
Persil (M.).
Plaisance (M. le Duc de).
Preissac (M. le Comte de).
Reinach (M. le Baron de).
Rohault de Fleury (M. le Baron).
Rumigny (M. le Marquis de).
Saint-Aignan (M. le Comte de).
Saulx-Tavannes (M. le Duc de).
Séguier (M. le Baron).
Ségur (M. le Comte Philippe de).
Sérurier (M. le Comte).
Teste (M. le Baron).
Teste (M. le Président).
Wagram (M. le Prince de).

TROISIÈME BUREAU.

Aubert (M.).
Beauvau (M. le Prince de).
Belbeuf (M. le Marquis de).
Besson (M.).
Biron (M. le Marquis de).
Boisgelin (M. le Marquis de).
Boissy (M. le Marquis de).
Bondy (M. le Comte de).
Bondy (M. le Vicomte de).
Borrelli (M. le Vicomte).
Crillon (M. le Marquis de).
Darriville (M. le Baron).
Daunant (M. le Baron de).
Fezensac (M. le Duc de).
Gabriac (M. le Marquis de).
Gazan (M. le Comte).
Ham (M. le Comte de).
Jessaint (M. le Vicomte de).
La Moussaye (M. le Marquis de).
La Riboisière (M. le Comte de).
La Rochefoucauld (M. le Duc de).
La Villegontier (M. le Comte de).
Lebrun (M.).
Mackau (M. le Vice-Amiral Baron de).
Malaret (M. le Baron de).
Mathieu de La Redorte (M. le Comte).
Mérilhou (M.).
Molitor (M. le Maréchal Comte).
Murat (M. le Comte de).
Noé (M. le Comte de).
Passy (M.).
Paturle (M.).
Pelleport (M. le Vicomte).
Petit (M. le Baron).
Romiguières (M.).
Rossi (M.).
Tascher (M. le Comte de).
Valée (M. le Maréchal Comte).
Villiers du Terrage (M. le Vicomte de).
Zangiacomi (M. le Baron).

QUATRIÈME BUREAU.

Abancourt (M. le Vicomte d').
Barante (M. le Baron de).
Berenger (M. le Comte Raymond de).
Bonet (M. le Comte).
Branças (M. le Duc de).
Brigode (M. le Baron de).
Brissac (M. le Duc de).
Cordier (M.).
Cordoue (M. le Marquis de).
Curial (M. le Comte).
Daru (M. le Comte).
Dubouchage (M. le Vicomte).
Escayrac de Lauture (M. le Marquis d').
Flavigny (M. le Vicomte de).
Franck Carré (M.).
Fréteau de Pény (M. le Baron).
Gautier (M.).
Germain (M. le Comte).
Gourgaud (M. le Baron).
Grouchy (M. le Maréchal Marquis de).
Harcourt (M. le Marquis d').
Harispe (M. le Comte).
Klein (M. le Comte).
La Tour-Maubourg (M. le Comte de).
Lemercier (M. le Comte).
Massa (M. le Duc de).
Montébello (M. le Duc de).
Noailles (M. le Duc de).
Pontécoulant (M. le Comte de).
Préval (M. le Vicomte de).
Sabran (M. le Duc de).
Saint-Cricq (M. le Comte de).
Sainte-Hermine (M. le Comte de).
Saint-Simon (M. le Marquis de).
Schonen (M. le Baron de).
Ségur-Lamoignon (M. le Vicomte de).
Turgot (M. le Marquis).
Vandeul (M. de).
Vérac (M. le Marquis de).

CINQUIÈME BUREAU.

Andigné de La Blanchaye (M. le Marquis d').
Argout (M. le Comte d').
Audiffret (M. le Marquis d').
Aymard (M. le Baron).
Barthe (M.).
Beaumont (M. le Comte de).
Berthezène (M. le Baron).
Boissy-d'Anglas (M. le Comte).
Cambacérès (M. de).
Cambis-d'Orsan (M. le Marquis de).
Canson (M.).
Cayla (M. le Comte du).
Chabrillan (M. le Marquis de).
Chanaleilles (M. le Marquis de).
Charbonnel (M. le Comte).
Cholet (M. le Comte).
Colbert (M. le Comte de).
Corbineau (M. le Comte).
Courtavel (M. le Marquis de).
Dampierre (M. le Marquis de).
Delort (M. le Baron).
Estissac (M. le Duc d').
Gascq (M. le Président de).
Halgan (M. le Vice-Amiral).
Jacob (M. le Vice-Amiral Comte).
La Roche-Aymon (M. le Comte de).
Lascours (M. le Baron de).
Lauriston (M. le Marquis de).
Maillard (M.).
Montguyon (M. le Comte de).
Oberlin (M. le Baron d').
Pelet (M. le Baron).
Richebourg (M. le Comte de).
Rosamel (M. le Vice-Amiral de).
Saint-Priest (M. le Comte de).
Schramm (M. le Comte).
Siméon (M. le Comte).
Turenne (M. le Comte de).
Willamez (M. le Vice-Amiral Comte).

SIXIÈME BUREAU.

Aligre (M. le Marquis d').
Anthouard (M. le Comte d').
Aragon (M. le Marquis d').
Boullet (M. le Président).
Bresson (M. le Comte).
Brézé (M. le Marquis de).
Cavaignac (M. le Vicomte).
Chabot (M. le Vicomte de).
Chastellier (M. de).
Coigny (M. le Duc de).
Desroys (M. le Comte).
Dode (M. le Vicomte).
Dutaillis (M. le Comte).
Greffulhe (M. le Comte de).
Joinville (M. le Prince de).
Kératry (M.).
La Force (M. le Duc de).
Laforest (M. le Comte de).
Lanjuinais (M. le Comte).
Laplace (M. le Marquis de).
Montalembert (M. le Comte de).
Mortemart (M. le Duc de).
Mortier (M. le Comte).
Nau de Champlouis (M. le Baron).
Neigre (M. le Baron).
Nemours (M. le Duc de).
Pange (M. le Marquis de).
Portalis (M. le Comte).
Puységur (M. le Comte de).
Reille (M. le Comte).
Richelieu (M. le Duc de).
Rochambeau (M. le Marquis de).
Roy (M. le Comte).
Saint-Didier (M. le Baron de).
Sainte-Aulaire (M. le Comte de).
Alexis de Saint-Priest (M. le Comte).
Thénard (M. le Baron).
Vendeuvre (M. le Baron de).
Voirol (M. le Baron).

SEPTIÈME BUREAU.

Alton-Shée (M. le Comte d').
Atthalin (M. le Baron).
Aubernon (M.).
Aubusson de La Feuillade (M. le Comte d').
Barthélemy (M. le Marquis de).
Breteuil (M. le Comte de).
Bussierre (M. le Baron Edmond de).
Cadore (M. le Duc de).
Caffarelli (M. le Comte de).
Caux (M. le Vicomte de).
Dalmatie (M. le Maréchal Duc de).
Dubreton (M. le Baron).
Faure (M. Félix).
Ferrier (M.).
Flahault (M. le Comte de).
Gasparin (M. le Comte de).
Gérard (M. le Maréchal Comte).
Harcourt (M. le Duc d').
Haubersart (M. le Comte d').
Istrie (M. le Duc d').
Jaubert (M. le Chevalier).
Jurien-Lagravière (M. le Vice-Amiral).
La Grange (M. le Comte de).
La Pinsonnière (M. le Comte de).
Lezay-Marnésia (M. le Comte de).
Lombard (M. le Baron).
Mareuil (M. le Baron de).
Merlin (M. le Comte Eugène).
Montalivet (M. le Comte de).
Montesquiou-Fezensac (M. le Comte de).
Montmorency (M. le Duc de).
Pelet de la Lozère (M. le Comte).
Périgord (M. le Duc de).
Pernety (M. le Vicomte).
Ricard (M. de).
Roguet (M. le Comte).
Ségur (M. le Comte de).
Verhuell (M. le Vice-Amiral Comte).
Villemain (M.).

ORGANISATION DES BUREAUX.

Par le résultat des élections faites dans chaque Bureau, les sept Bureaux se trouvent organisés de la manière suivante :

PREMIER BUREAU.

Président, M. le Comte Mollien.
Vice-Président, M. le Comte Heudelet.
Secrétaire, M. le Comte d'Astorg.
Vice-Secrétaire, M. le Duc d'Albuféra.

DEUXIÈME BUREAU.

Président, M. le Baron de Fréville.
Vice-Président, M. le Duc de Plaisance.
Secrétaire, M. le Comte Beugnot.
Vice-Secrétaire, M. Persil.

TROISIÈME BUREAU.

Président, M. le Comte de Bondy.
Vice-Président, M. le Comte de Tascher.
Secrétaire, M. Mérilhou.
Vice-Secrétaire, M. le Comte de Murat.

QUATRIÈME BUREAU.

Président, M. le Baron Gourgaud.
Vice-Président, M. le Duc de Massa.
Secrétaire, M. le Comte Daru.
Vice-Secrétaire, M. le Vicomte Dubouchage.

CINQUIÈME BUREAU.

Président, M. le Vice-Amiral comte Willaumez.
Vice-Président, M. le Comte Siméon.
Secrétaire, M. le Marquis de Chabrillan.
Vice-Secrétaire, M. le Duc d'Estissac.

SIXIÈME BUREAU.

Président, M. le Duc de Nemours.
Vice-Président, M. le Comte Dutaillis.
Secrétaire, M. le Comte de Montalembert.
Vice-Secrétaire, M. le Marquis de Laplace.

SEPTIÈME BUREAU.

Président, M. le Duc de Montmorency.
Vice-Président, M. le Comte d'Haubersart.
Secrétaire, M. le Baron de Bussierre.
Vice-Secrétaire, M. le Marquis de Barthélemy.

NOMINATION DU COMITÉ DES PÉTITIONS.

Les Membres nommés pour former ce Comité
sont :

Pour le 1^{er} Bureau, M. le Comte de Gramont-d'Aster.

Pour le 2^e, M. Chevandier.

Pour le 3^e, M. le Comte de Tascher.

Pour le 4^e, M. le Vicomte de Flavigny.

Pour le 5^e, M. le Duc d'Estissac.

Pour le 6^e, M. le Marquis de Laplace.

Pour le 7^e, M. Aubernon.

CHAMBRE DES PAIRS

PROJET DE LOI

Déposé le 15 avril 1845.

PROJET DE LOI

Sur la proposition de M. le Ministre de l'Intérieur

Relative à l'organisation des services administratifs

du Ministère de l'Intérieur

Par M. le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Intérieur

IMPRESSIONS

N° 57.

1845.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 15 avril 1845.

PROJET DE LOI

RELATIF

A l'achèvement et au perfectionnement des routes
royales ;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre des travaux
publics.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet
de loi, adopté par la Chambre des Députés dans sa
séance du 9 avril 1845 et dont la teneur suit, sera
présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs,
par notre Ministre secrétaire d'Etat des travaux
publics, que nous chargeons d'en exposer les
motifs et d'en soutenir la discussion, assisté de
M. Legrand, sous-secrétaire d'Etat au même dé-
partement.

ARTICLE PREMIER.

Une somme de trente-six millions cinq cent

(2)

mille francs (36.500.000 fr.) est affectée à l'achèvement des lacunes des routes royales.

ART. 2.

Une somme de quarante et un millions de francs (41.000.000 fr.) est affectée à la rectification des rampes rapides, sur les routes royales.

ART. 3.

Sur les allocations générales mentionnées aux deux articles précédents, les crédits suivants sont ouverts au Ministre des travaux publics, savoir :

Sur l'exercice 1845,

Quatre millions pour l'achèvement des lacunes;
Six millions pour la rectification des rampes.

Sur l'exercice 1846.

Cinq millions pour l'achèvement des lacunes;
Sept millions pour la rectification des rampes.

ART. 4.

Il sera pourvu provisoirement aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources de la dette flottante; les avances du Trésor seront définitivement couvertes par la consolidation des fonds de réserve de l'amortissement qui deviendront libres après l'extinction des découverts des budgets de 1840 à 1845.

ART. 5.

Chaque année il sera rendu aux Chambres un

compte spécial de la situation des travaux exécutés en vertu de la présente loi, et du montant des sommes dépensées.

ART. 6.

Le tableau statistique officiel des lacunes, arrêté au 31 décembre 1843, sera annexé à la présente loi.

FAIT au Palais des Tuileries, le 14 avril 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le Ministre secrétaire d'État des travaux publics,

Signé S. DUMON.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons présenter à vos délibérations un projet de loi qui a reçu l'assentiment de la Chambre des Députés, et qui, nous l'espérons, obtiendra également vos suffrages.

Les ressources dont nous réclamons la disponibilité doivent être appliquées à l'une des plus utiles destinations qu'il soit possible assurément de donner aux deniers du Trésor.

Malgré tous les efforts que l'administration n'a cessé de faire, surtout depuis quelques années, malgré tous les sacrifices que le pays n'a pas hésité à s'imposer, le système de nos routes royales n'est pas encore achevé; des portions de territoire sont encore privées du bienfait de leur ouverture, et, sur une foule d'autres points, leur tracé et leur profil présentent des imperfections telles que les transports y sont, tout à la fois, difficiles et coûteux.

A toute époque, Messieurs les Pairs, les routes royales ont fixé au plus haut point l'attention du Gouvernement; et les procédés nouveaux à l'aide desquels on obtient au moyen de la vapeur une circulation rapide ne doivent pas diminuer l'intérêt qu'elles méritent d'inspirer. Si l'on songe un instant que l'ensemble de nos voies de terre,

routes royales, routes départementales, chemins vicinaux de grande communication, comporte un développement de plus de 30.000 lieues, tandis que nous nous occupons avec de grands efforts de composer un réseau de 1000 à 1200 lieues de chemins de fer, on concevra sans peine que les routes de terre s'adressent à une foule de besoins et d'intérêts que les lignes de fer seront obligées de délaisser, et qui cependant ne peuvent rester sans satisfaction.

Nous n'avons pas ici à vous entretenir des routes départementales ni des chemins vicinaux de grande communication; mais vous n'ignorez pas que ces deux catégories de communications sont en progrès rapide, et que les départements et les communes rivalisent de zèle, d'ardeur et de sacrifices pour accélérer l'achèvement des travaux qui sont à leur charge. Le Gouvernement, qui a ouvert lui-même la carrière et qui a donné un si utile exemple, ne peut pas non plus s'arrêter dans la voie où il est entré déjà si avant, et il ose espérer, Messieurs les Pairs, que vous ne lui refuserez pas les moyens de la poursuivre avec l'activité que réclame l'intérêt du pays.

Un autre caractère du projet de loi, que nous devons signaler à votre justice et à votre équité, c'est qu'il aura pour résultat d'assurer un dédommagement réel aux parties du territoire dont le sol accidenté ne permet pas encore, dans l'état de l'art, l'établissement des lignes de fer, et qui, dès lors, ne prennent aucune part aux allocations considérables que vous avez affectées déjà, et que

vous continuerez d'affecter à ces voies nouvelles.

Plus que tous ceux qui l'ont précédé, le Gouvernement de Juillet a compris la nécessité de développer le travail, et de porter sur tous les points du territoire le bienfait de la viabilité. A peine dégagé des premières complications qui devaient entourer son établissement, il sollicitait des Chambres législatives des allocations considérables pour les travaux publics, et au nombre de ces allocations figurait, dès le mois de juin 1833, une somme de 15 millions pour l'achèvement des routes royales.

Ce fonds était à peine épuisé qu'une autre loi du mois de mai 1836 allouait un nouveau fonds de 8 millions pour les exercices 1836 et 1837.

Une loi du 14 mai 1837, entrant plus largement encore dans cette utile carrière, a mis à la disposition du Gouvernement un fonds de 84 millions pour la continuation de ces grands travaux.

Enfin, dans la session dernière, vous avez bien voulu nous accorder une allocation provisionnelle de 6 millions.

Des résultats aussi nombreux qu'importants ont été successivement obtenus à l'aide de ces ressources. Chaque année nous les avons signalés dans les comptes que nous nous sommes empressés de vous rendre; mais l'œuvre est loin encore d'être achevée, et il s'agit sinon de la compléter (car chaque jour amène ses besoins nouveaux et ses nécessités nouvelles), du moins de la conduire aussi près de son terme que le comportent les ap-

préciations qu'il est possible de faire dès ce moment.

Avant de venir vous soumettre, Messieurs les Pairs, une nouvelle demande de fonds, l'administration a voulu s'enquérir avec soin de l'état des routes royales et de leurs besoins, et elle a fait dresser une statistique détaillée et complète, qui a exigé plusieurs années d'explorations nombreuses sur le terrain et d'études de cabinet. Nous mettrons sous vos yeux les volumineux états qui composent ce travail. Nous ne prétendons pas ici garantir sa perfection, mais nous croyons pouvoir dire qu'il approche de la vérité, et qu'il ne laisse pas à craindre les graves omissions que l'expérience a signalées dans les statistiques précédentes. Peut-être même, sur quelques points, s'est-on placé plutôt au-dessus qu'au-dessous des besoins réels, sinon dans l'estimation des dépenses, du moins dans l'indication des travaux, dont quelques-uns, assurément, peuvent être remis à des temps plus éloignés.

La nouvelle statistique, indépendamment des parties de routes déjà amenées à l'état d'entretien normal, se divise en trois catégories :

Parties de routes à réparer ;

Parties en lacunes ;

Et parties à rectifier.

La catégorie des réparations comprend les rechargements et les élargissements de chaussées, la réparation et la reconstruction des ouvrages d'art, et même des abaissements de rampes, mais sur place et sans déviation du tracé.

La catégorie des lacunes comprend les parties

de routes sur lesquelles la circulation n'existe pas encore, ou bien qui, n'ayant pas été ouvertes avec un profil régulier, sont restées jusqu'à ce jour à l'état de simple chemin vicinal, et souvent même de chemin muletier.

La catégorie des rectifications indique toutes les parties de routes dont le tracé ne peut être conservé, et qu'il sera nécessaire, tôt ou tard, de remplacer par d'autres directions sur lesquelles le roulage ne rencontrera pas les mêmes obstacles et les mêmes dépenses.

Le développement des routes royales sans distinction de catégorie, s'élève aujourd'hui à 35.000 kilomètres (8.750 lieues); il présente sur la situation de 1836 une augmentation de 991 kilomètres (247 lieues trois quarts), qui s'explique par l'inscription, au tableau des routes royales, de plusieurs routes classées depuis le 1^{er} janvier 1837, et par l'allongement des routes anciennes dont il a fallu déplacer partiellement la direction pour substituer des pentes plus douces aux pentes rapides qui entravaient la circulation.

La dépense à faire pour la réparation des parties de route dont il n'y a pas lieu de modifier le tracé, est évaluée par les ingénieurs à la somme de 81.115.444 francs 49 centimes.

Indépendamment des abaisséments de rampes sur place et de la restauration des ouvrages d'art, elle comprend les travaux de rechargement des chaussées dont l'épaisseur a été considérablement diminuée par l'action toujours croissante du roulage. Ces travaux ont un caractère d'urgence qui

les met sans doute au premier rang; toutefois, il ne nous paraît pas nécessaire d'y affecter un crédit spécial et extraordinaire. Nous croyons que les ressources de la première section du budget pourront y suffire, en admettant que le fonds d'entretien soit augmenté dans la proportion des besoins que nous avons eu le soin de faire constater. Dans cette hypothèse, une partie des rechargements que les ingénieurs ont rangés dans la catégorie des réparations, pourront être exécutés successivement sur le fonds de l'entretien annuel; par ce procédé la réfection des chaussées ne sera pas, il est vrai, immédiate; on ne pourra la réaliser qu'au bout d'un certain temps; mais ce qui importe, c'est que chaque année le rechargement excède l'usure des matériaux, et que les routes regagnent ainsi peu à peu le relief et la forme qu'elles ont perdus.

Ajoutons d'ailleurs que l'allocation annuelle de 6 millions inscrite à la première section du budget pour les travaux de grosses réparations, a dû être employée en partie à l'exécution de travaux considérables qui avaient été omis dans les tableaux statistiques rédigés en 1836, et qui, dès lors, ne pouvaient pas prendre part au fonds spécial de 84 millions, ouvert par la loi du 14 mai 1837. Les omissions qui avaient été commises sont maintenant réparées; on a fait un dénombrement plus exact et plus complet des lacunes et des rectifications de rampes, et les entreprises de cette nature sont indiquées dans des catégories distinctes pour lesquelles nous vous demandons un nouveau crédit. L'allocation annuelle de 6 millions, rendue ex-

clusivement à sa véritable destination, permettra d'assurer l'exécution des travaux désignés dans la classe des réparations, et viendra concourir, avec le fonds d'entretien, au rechargement des chaussées qui ont perdu l'épaisseur qu'il convient de leur restituer.

Nous pouvons donc restreindre nos demandes de crédits extraordinaires aux lacunes proprement dites, et aux rectifications de rampes par développement.

La dépense des lacunes, pour une longueur de 1057 kilomètres, est évaluée à la somme de 38.462.237 francs 17 centimes : aucune œuvre ne se recommande davantage par des considérations d'utilité publique. Il s'agit de lever les barrières qui, sur plusieurs points du territoire, arrêtent encore l'essor de l'industrie agricole et commerciale ; il s'agit de mettre en rapport direct des populations qui ne peuvent aujourd'hui échanger les produits de leur travail qu'au moyen de détours longs et onéreux.

Cet état de choses ne peut pas se prolonger plus longtemps, et la justice exige qu'une portion notable des fonds, qui deviendront disponibles, soit portée vers ces populations si dignes d'intérêt, qui luttent avec courage contre les difficultés que la nature a semées sous leurs pas, et que l'art doit chercher autant que possible à effacer. Il est à remarquer, d'ailleurs, qu'une partie de ces lacunes se trouvent précisément situées à l'extrémité du territoire, et que leur ouverture doit avoir pour résultat de nous mettre en communication avec les

royaumes voisins, et notamment avec l'Espagne, la Sardaigne et l'Italie. L'intérêt qu'elles présentent prend donc ainsi un caractère de généralité qui en accroît l'utilité et l'importance.

L'estimation de MM. les ingénieurs, en ce qui touche les lacunes, s'élève, ainsi que nous venons de le dire, à 38.462.237 francs 17 centimes. Mais, comme 2 millions à peu près ont été crédités et dépensés depuis que le chiffre que nous venons d'énoncer a été arrêté, la Chambre des Députés a fixé en nombre rond à 36.500.000 francs l'allocation qu'elle propose d'attribuer à la confection des lacunes des routes royales. Nous avons demandé qu'une somme à valoir de 3.500.000 fr. fût ajoutée au montant de l'estimation, pour faire face aux cas imprévus qui peuvent survenir dans le cours des travaux : mais la Chambre des Députés a pensé qu'il ne serait pas impossible que la dépense restât dans les limites qui lui étaient assignées, et que, dans tous les cas, la demande d'une allocation supplémentaire devait être considérée comme prématurée. De notre côté, Messieurs les Pairs, nous n'avons pas cru devoir insister plus longtemps : il nous suffit, pour le moment, de rappeler la déclaration que nous avons faite, qu'il nous avait paru convenable d'augmenter un peu les prévisions des ingénieurs, qui s'appliquent ici, pour la plupart, à des travaux de routes en pays de montagnes, dont l'exécution présente souvent des circonstances difficiles.

Quant aux rectifications des rampes rapides, les calculs des ingénieurs en élèvent la dépense à près

de 190 millions, et l'importance de ce chiffre s'explique facilement. La plupart de nos grandes routes remontent à des époques anciennes; elles ont été ouvertes par les efforts de la corvée, et les tracés étaient généralement dirigés en ligne droite, sans qu'on s'inquiât le moins du moins du monde des obstacles naturels qu'on pouvait rencontrer: à ces mêmes époques, le roulage n'était qu'imparfaitement organisé; il ne s'opérait guère qu'avec des bêtes de somme ou qu'à l'aide des voitures locales. Depuis que les progrès de l'art ont enseigné de nouveaux procédés, depuis surtout que le temps a acquis une si grande valeur par le développement de la civilisation, des transports faciles, rapides et économiques sont devenus une nécessité sociale, et de toutes parts on réclame l'adoucissement des rampes dont la déclivité entraîne tout à la fois une perte de temps et une perte d'argent.

C'est sous l'impression de ce besoin général que MM. les ingénieurs ont rédigé le tableau des rectifications de rampes, et qu'ils y ont inscrit toutes celles dont ils ont jugé utile de faire disparaître l'excès d'inclinaison. Nous ne pouvons, Messieurs les Pairs, que les louer d'avoir obéi à une pareille pensée; et assurément il serait heureux qu'elle pût être réalisée, s'il était possible de disposer, dès ce moment, des ressources que réclamerait son exécution. Mais obligée de pourvoir à tant de besoins divers, l'administration doit établir un ordre de priorité dans les travaux, et si elle a cru, par exemple, que l'opération des lacunes ne devait subir aucun retranchement, et que l'intérêt du pays réclamait son

entier et prompt achèvement, il lui est impossible, d'autre part, de ne pas reconnaître que toutes les rectifications ne présentent pas le même caractère d'urgence; que, par exemple, les courtes rectifications qui ne procureraient qu'un faible soulagement peuvent être retardées sans un grave inconvénient; qu'il est possible également d'ajourner celles qui sont proposées pour des parties de routes royales parallèles et presque contiguës aux chemins de fer exécutés ou en cours d'exécution, et dont la direction ne peut pas être considérée comme un affluent utile de ces chemins. Ajoutons que dans le voisinage des anciennes routes royales, de nouvelles communications s'ouvrent par les efforts et aux frais des départements ou des communes; que ces nouvelles communications peuvent, jusqu'à un certain point, suppléer des parties de routes royales; que déjà même la circulation générale qui appartenait aux anciennes voies se porte sur les voies nouvelles, et que, dès lors, au lieu de rectifier les premières il conviendrait d'examiner s'il ne serait pas préférable de les échanger avec les dernières qui passeraient ainsi au compte de l'État.

C'est par tous ces motifs, Messieurs les Pairs, qu'en ce qui touche les rectifications, nous avons cru, pour le moment, devoir nous borner à solliciter un crédit provisionnel de 41 millions. Durant l'emploi de ce crédit que nous appliquerons suivant les vues que nous venons d'exposer, nous aurons le temps de résoudre, en pleine connais-

sance de cause, les questions qui restent encore incertaines.

En résumé, Messieurs les Pairs, il résulte de la dernière statistique dressée par les soins de l'administration, que l'on peut évaluer en nombres ronds la dépense

des parties de routes à réparer, à.	81.000.000 fr.
<i>Idem.</i> en lacunes, à.	38.500.000
<i>Idem.</i> à rectifier, à.	190.000.000

Nous ne sollicitons aucun crédit extraordinaire pour la première de ces trois catégories, mais c'est dans la pensée et sous la condition que le fonds d'entretien inscrit au budget ordinaire recevra les accroissements dont nous avons constaté et signalé la nécessité, et que le fonds ordinaire des grosses réparations sera dégagé des prélèvements qu'il supporte aujourd'hui, et qui seront reportés sur le budget extraordinaire.

La seconde catégorie de dépense, celle qui concerne la confection des lacunes, ne peut souffrir aucun retardement. Vous voudrez bien apprécier comme nous la nécessité de faire disparaître les barrières qui existent encore sur nos grandes routes, et de rattacher, à la grande famille, des populations jusqu'ici déshéritées et qui attendent avec une légitime impatience un bienfait qui leur est promis depuis bientôt trente-quatre ans, puisque le décret du classement remonte à l'année 1811.

Quant aux rectifications de rampes, elles constituent plutôt une œuvre de perfectionnement

qu'une œuvre d'achèvement. Une amélioration générale n'a pas besoin d'être instantanée; elle peut être progressive; elle peut se distribuer sur un temps plus ou moins long, et nous pensons dès lors qu'il y a lieu de se borner à ne créditer pour le moment qu'une partie de l'allocation générale qu'elle exige.

Nous avons la confiance, Messieurs les Pairs, que les vues que nous venons d'exprimer vous paraîtront dictées par une sage et prudente appréciation des besoins et des ressources du pays, et qu'elles vous détermineront à donner votre approbation au projet de loi dont voici la teneur.

CHAMBRÉ DES PAIRS

Le 15 Mars 1845.
Monsieur le Président,
J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous m'avez demandé par votre lettre du 10 courant.
J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Président, votre très humble et très obéissant serviteur,
J. B. DUBOIS

MISSIONS
N° 58.

1845.

A
A
I
d
se
se
P
tr
l
M
pa

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 15 avril 1845.

PROJET DE LOI

RELATIF

A l'ouverture d'un crédit de 112.000 francs destiné à l'acquisition de la collection minéralogique de M. le marquis de Drée ;

Avec l'Exposé des motifs par M. le Ministre des travaux publics.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 8 avril 1845, et dont la teneur suit, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'État des travaux publics, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion, assisté de M. Legrand, sous-secrétaire d'État au même département.

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Ministre secrétaire d'État des

travaux publics, sur l'exercice 1845, un crédit de cent douze mille francs (112.000 fr.), pour l'acquisition, le transport et l'installation, à l'Ecole royale des mines, de la collection minéralogique appartenant à M. le marquis de Drée.

ART. 2.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi du 4 août 1844 pour les besoins de l'exercice 1845.

FAIT au Palais des Tuileries, le 14 avril 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le Ministre secrétaire d'Etat des travaux publics,

Signé S. DUMON.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons réclamer vos suffrages en faveur d'un projet de loi qui a déjà reçu l'assentiment de la Chambre des Députés, et qui a pour but de conserver au pays et à la science une collection précieuse, amassée à l'aide d'un temps très-long et au prix de sacrifices considérables.

M. le marquis de Drée a consacré quarante ans de sa vie et une partie notable de sa fortune, à former une collection minéralogique qui, de l'aveu des savants, n'a pas son égal dans le monde entier. On y trouve non-seulement toutes les variétés décrites par les auteurs, mais encore un grand nombre de variétés de formes nouvelles. La collection qui existe aujourd'hui à l'Ecole des mines, présente précisément, sous ce dernier rapport, de nombreuses lacunes. On y rencontre bien toutes les espèces; mais beaucoup de variétés y manquent, tandis que la collection de M. de Drée est, à cet égard, aussi riche qu'il soit possible de le désirer.

Cette collection, Messieurs, est sur le point d'être vendue. Sa dispersion en France ou son transport à l'étranger serait un véritable malheur. Le conseil de l'Ecole des mines a supplié le Gouvernement de le prévenir; il expose qu'aujourd'hui la plupart des collections minéralogiques

sont détruites ; que ce genre de commerce est abandonné , et qu'il serait impossible de réunir une collection semblable à celle de M. de Drée.

Une pareille opinion , émise par des hommes aussi compétents , et qui ne sont mus que par l'amour sincère de la science , devait , Messieurs les Pairs , appeler toute notre attention ; il nous a paru surtout que nous ne devions pas laisser échapper une occasion aussi favorable de compléter les moyens d'instruction d'une Ecole savante , dont les leçons ne forment pas seulement les ingénieurs destinés au service de l'Etat , mais contribuent encore si utilement à donner à nos grandes exploitations industrielles des directeurs éclairés , et à répandre le goût des sciences naturelles dans toutes les classes de la société.

Une commission spéciale a été chargée d'établir le prix de la collection de M. de Drée ; et , après plusieurs conférences , on est convenu de part et d'autre , de le fixer à 110.000 fr. Ce prix , Messieurs les Pairs , vous paraîtra sans doute très-modéré , si vous voulez bien songer un instant au grand nombre d'années et aux dépenses considérables qui ont été nécessaires pour composer une collection qui , nous le répétons , est la plus riche et la plus complète de toutes les collections connues. Cette estimation , d'ailleurs , ne fait ressortir le coût de l'échantillon minéralogique qu'à 7 fr. à peu près , tandis que sur l'inventaire de la collection de l'Ecole des mines qui , nous l'avons déjà dit , renferme des lacunes , ce même prix est coté à 12 fr. M. de Drée cède , en outre et sans aucune

augmentation de prix, une collection de roches de plus de 4.300 échantillons.

Nous avons dû ajouter à la somme ci-dessus énoncée, les frais nécessaires pour le déplacement et l'installation de la collection dans les bâtiments de l'Ecole des mines. Ces frais ne dépasseront pas 2.000 fr., et nous venons, en conséquence, réclamer une allocation totale de 142.000 fr.

Nous avons la confiance, Messieurs les Pairs, que vous voudrez bien vous associer à une pensée utile dictée par le désir d'empêcher la dispersion et la perte d'une collection précieuse, dont la conservation sera tout à la fois utile à la science et honorable pour le pays.

CHAPITRE PREMIER

Année 1845

DISCOURS

SESSION

N° 59.

1845.

m
q
g
h
l'u
a
la
sta

mo
de
fer
co
sur
tén
tan
nos

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 18 avril 1845.

DISCOURS

PRONONCÉ par M. le Comte PHILIPPE DE SÉGUR, à
l'occasion du décès de M. le Comte DEJEAN.

Je ne viens point ici, Messieurs, rappeler la mémoire d'un collègue qui vous fut trop cher pour qu'elle ne soit pas toujours présente à tous vos regrets; je viens lui rendre un trop faible et dernier hommage au nom de cette Chambre dont il fut l'une des illustrations, au nom de la France qu'il a servi avec tant de dévouement, et à laquelle il laisse l'exemple d'une vie à la fois glorieuse et constamment désintéressée, pure et irréprochable.

Vie trop courte d'années, mais longue de gloire! moins pleine de jours que de dangers affrontés et de services rendus à la patrie; consacrée à sa défense presque dès le début, puis à notre gloire conquérante, et enfin à défendre encore la France sur ces premiers, sur ces mêmes champs de bataille, témoins vingt ans plus tôt des premiers efforts de tant de courage, alors qu'épuisées de victoires, nos armées revinrent y succomber.

Dans cette périlleuse carrière, si exemplairement

parcourue, et dont le début précoce explique la fin prématurée, les pas du lieutenant-général comte Dejean commencèrent à l'âge où ordinairement les soins maternels nous environnent encore de leur tendre sollicitude.

Né en 1780, le 10 août, en 1795 il avait quinze ans à peine, lorsque son père, alors commandant en chef le génie de l'armée du Nord, et bientôt cette armée elle-même, reconnaissant en lui l'âme vigoureuse qui semble héréditaire dans cette famille, le jugea déjà digne d'être associé à ses dangers et à la défense de la France, attaquée par l'Europe entière. Ce fut là que, dès son adolescence, le jeune Dejean, accoutumé par la vue des siens aux positions hautes et méritées, commença par obéir; mais de cette obéissance ardente, énergique et intelligente, moins commandée qu'elle ne se commande à elle-même, donnant l'exemple presque avant l'âge où l'on est accoutumé à le recevoir, et s'exerçant sur lui-même à cette autorité qu'il devait bientôt prendre sur les autres.

A vingt-quatre ans, déjà huit campagnes en Belgique, en Hollande, en Italie, sur les bords de l'Océan; et les célèbres passages du Rhin, du Saint-Bernard et du Mincio l'avaient successivement élevé jusqu'au rang de chef d'escadron de dragons dans le 3^me régiment de cette arme. Ce fut alors qu'en 1805, sa valeur, guidée par l'habile général Sébastiani, contribua à la prise, dans Mémingen, d'un corps ennemi, et à celle, dans Ulm, de toute l'armée autrichienne!

Bientôt, Vienne conquise, on le revoit au com-

bat sanglant d'Holabrunn, puis jusque sur la route d'Olmütz, où de sa main il fait prisonnier un colonel russe. Il était là en avant de ce champ célèbre d'Austerlitz, qu'il contribuait à couvrir de son courage, pendant que l'Empereur y préparait et que nous l'entendions nous y prédire la plus savante et la plus décisive de ses victoires.

Dans cette bataille où les charges brillantes de Sébastiani secondèrent si vaillamment le maréchal Lannes, le jeune Dejean fut remarqué. Elles changèrent la défensive de notre aile gauche en une offensive victorieuse, tandis qu'au centre et à notre droite, Napoléon lui-même, avec le maréchal Soult, sa garde et Davoust, réalisant les prévisions de son génie, coupait en deux parts l'armée des Russes, lui arrachait trente mille prisonniers, et décidait du sort d'Alexandre et de cette guerre.

L'année suivante, en 1806, à l'Autriche abattue succède la Prusse. Dejean et son corps y sont appelés d'Ulm jusque sur les bords de la Baltique. L'œil suffit à peine à suivre sur la carte leurs marches rapides, marquées par tant de hardis et heureux combats, tels qu'à Zedenick, à Prenslow et à Lubeck, où ils achèvent, au milieu de quarante mille nouveaux prisonniers, les désastres de la Prusse.

La date de ce dernier coup de foudre sous lequel succomba Blücher est le 7 novembre. Six semaines ensuite se sont à peine écoulées que déjà, au delà de la Vistule, la division où sert Dejean vient de changer encore et de pays d'adversaires. On la reconnaît aux coups qu'elle porte à Biezan, le

23 décembre, puis à Hoff, le 6 février 1807, et le surlendemain enfin à Preussich-Eylau.

Là, surpris, séparé de trois de ses corps d'armée, Napoléon, inopinément attaqué, est forcé de se défendre. Dès le premier effort qu'il ordonne à Angereau, ce maréchal et toute son infanterie anéantis ont laissé dans notre ligne un sanglant et large vide. Notre cavalerie seule restait pour le remplir, et déjà Murat avec elle, et Dejean en tête de son régiment, se sont élancés ! Leur charge impétueuse au travers de tous les frimas du Nord, et de tous les feux de la guerre, culbute, enfonce et écrase les triples rangs de l'armée russe, au moment où, s'avancant victorieuse, elle osait étendre ses mains jusque sur l'Empereur et sa vieille garde !

Mais pendant que cette charge mémorable se heurte contre le dernier corps de réserve de l'ennemi, derrière elle, les rangs renversés des Russes se sont relevés ! Entouré, décimé par leurs feux, il faut les retraverser encore pour revenir remplir le vide de notre ligne de bataille, et là, un contre dix, à force d'audace, les contenir tout le jour jusqu'à l'arrivée, d'abord de Davoust, puis enfin du maréchal Ney, sur les deux flancs de l'armée de Beningson !

On réussit ! Beningson abandonna pendant la nuit le champ de bataille ! Mais jamais victoire ne coûta tant de regrets ! Cavaliers, généraux, officiers supérieurs, jonchaient le triste et glorieux champ de cette bataille. Dejean, blessé lui-même, mais debout encore, avait été vu partout l'un des premiers ; la voix de tous les chefs le désignait comme

l'un des plus braves à l'Empereur. Tant de mérite ne pouvait rester sans une éclatante récompense. Il y avait entre son grade et celui de colonel un grade intermédiaire; le 13 février, Napoléon, reconnaissant, le lui fit franchir! Il l'éleva au rang de colonel dans le 11^{me} régiment de cette même arme dont il venait, en combattant pour notre salut, d'augmenter la gloire.

Quatre mois après, à Friedland, de nouveaux services lui attiraient d'autres récompenses. Ce jour-là, depuis deux heures du matin jusqu'à midi, pendant dix heures, ses efforts, guidés par Grouchy, secondant ceux du maréchal Lannes, avaient, en attendant l'arrivée de l'Empereur, arrêté le retour agressif de l'armée de Benington. Ce général venait de déboucher sur deux ponts étroits, sa seule retraite, du fond d'un repli de l'Aale, où dès le soir même, son armée, ainsi livrée à Napoléon, fut refoulée, prise ou noyée, et la paix conquise!

La part de Dejean dans ce grand fait d'armes fut attestée par le grade d'officier de l'Ordre d'honneur, et par vingt-huit décorations qu'il eut le bonheur de distribuer au régiment qui s'honorait de l'avoir pour colonel!

Depuis ce moment, tantôt commandé et tantôt commandant en chef, quatre années de guerre encore, en Espagne et en Portugal, lui valurent le grade de général. Grade gagné, avant qu'il l'eût obtenu, dans cent combats, tels que ceux d'Alba-Tormès, de Busaco, d'Alcanizas, et enfin de Fuentes de Onoro, où, sans les rivalités de nos maréchaux, nous eussions pu voir expirer la for-

tune de Wellington. Mais telle est la gloire, que, souvent, on se la doit moins à soi-même qu'aux fautes de ses adversaires !

Cependant 1812 allait commencer. Il s'agissait encore une fois de vaincre les Russes, et Napoléon, du Midi au Nord, appelle Dejean ! Dans cette épreuve nouvelle, l'intrépidité de ce général, le jour de la Moskowa, et sa fermeté exemplaire dans la retraite, ont plus que jamais frappé l'attention de l'Empereur. Dans l'une, il l'a vu vainqueur des Russes, et dans l'autre, de leur climat ; tels sont, à ses yeux, les guerriers d'élite restés debout au milieu de la grande armée expirante, qui conviennent pour l'aider à dompter son infortune ! Et c'est alors que, le choisissant pour aide de camp, il l'attache à sa personne.

Depuis ce moment, pendant 1813 et 1814, son histoire est celle de l'Empereur. Il ne le quitte plus jusqu'au 23 mars 1814, jour où le grade de général de division a récompensé ces treize mois d'efforts inouïs, qu'il termina dans Paris le 30 mars, en luttant vainement pour obtenir encore quelques heures de plus de résistance !

Elles eussent sauvé la France de sa mutilation et de l'humiliation de la conquête ! Mais Paris, alors démantelé, n'avait plus que des bras épuisés pour se défendre. Il fallut céder, poser les armes et ne les ressaisir qu'après le retour de l'île d'Elbe ; dernier moment où, toujours le même, à Ligny et dans la funeste journée du surlendemain, le lieutenant-général comte Dejean se dévoua tout

entier encore à la défense de notre pays et à son inébranlable fidélité à l'Empereur.

Elle lui valut alors, Messieurs, les honneurs glorieusement mérités de trois ans d'exil ! Ce ne fut qu'en 1818, lorsque les passions se calmèrent, qu'il fut rendu à son pays et à sa famille. Là, enfin, heureux époux, heureux père de trois fils qui promettaient alors ce qu'ils tiennent aujourd'hui, sa renommée se reposait à l'abri de celle de son père, quand, en 1824, il en recueillit l'héritage dans cette Chambre. Alors, Messieurs, commença sa vie parlementaire ; vous la connaissez, vous l'avez vu toujours l'un des premiers à vos séances, y apporter pendant vingt ans cette même assiduité, cette même fermeté de principes, et un courage civil digne de cet autre courage que partout ailleurs il avait montré.

Tel fut, Messieurs, notre collègue. Récit trop succinct d'une vie trop pleine pour qu'il m'ait été permis d'en développer ici tous les mérites. Mais ce faible hommage à tant d'actes glorieux serait trop incomplet, si je n'essayais de vous montrer cette vie, en apparence toute dévouée aux armes, sous un autre point de vue singulier et bien digne de mémoire.

Trop souvent, les différents mondes dont notre société se compose, étrangers les uns aux autres, s'ignorent entre eux. Ici même, où sont réunies leurs diverses illustrations, plusieurs collègues du général Dejean, militaires, magistrats, administrateurs, ne voyant en lui que sa renommée guerrière, seront peut-être surpris d'apprendre, ce que

dans le monde des sciences naturelles on n'ignore pas, et ce que ne leur a point dévoilé sa simplicité modeste. C'est que, né dans d'autres temps, il eût peut-être préféré, à la célébrité du guerrier, celle du naturaliste. C'est que même, réunissant ces deux renommées, mutuellement étrangères, son nom, dans les œuvres de nos plus savants entomologistes, restera cité, comme dans les bulletins de nos victoires.

Ils apprendront que cet esprit fortement laborieux et singulièrement persistant dans ses goûts comme son cœur dans ses sentiments et ses vertus, s'était épris, au milieu du bruit éclatant des armes, d'une passion, alors extraordinaire, pour une science bien différente de la carrière où le sort l'avait jeté. Et il en a laissé la preuve dans la collection entomologique la plus complète qui peut-être existe. Travail immense, enrichi par ses recherches de nombreuses découvertes. Celle dont Linnée fut si fier n'était pourtant composée que de trois mille cinq cents espèces; le général Dejean en a porté le nombre de vingt-deux à vingt-trois mille. La science lui doit sur cette multitude de coléoptères anciens et nouveaux, le choix d'une nomenclature judicieuse; le grand Cuvier lui-même s'est aidé, comme aujourd'hui ses successeurs s'aident encore, du volumineux catalogue descriptif, devenu célèbre, dont il a accompagné cette curieuse et rare collection.

C'est ainsi qu'il se reposait des dangers et des fatigues des batailles, comme il savait se distraire de l'ennui des garnisons, du vague de la pensée

pendant tant de longues marches, et de la fastidieuse inaction des cantonnements. Car dans ce métier des armes qui semble si actif, et sans même en excepter nos temps, combles de tant d'actions dont le récit fatigue l'histoire, on ne sait pas combien d'instant, de jours, de mois entiers demeurent vides de toute occupation; et que pour des esprits ardents, des imaginations actives, ces loisirs forcés sont plus difficiles à supporter que les fatigues de la guerre.

Heureux ceux dont l'esprit studieux sait remplir utilement ces larges vides, et bien plus encore lorsque pour eux arrive le temps du repos, soit que l'âge le leur impose, ou les vicissitudes de la fortune. Et en cela, nul autre plus que le général Dejean n'est digne de servir d'exemple.

Vous vous rappelez, après Waterloo, son injuste exil, vous savez peut-être aussi qu'il ne s'en plaignait jamais, et qu'il ne voulut point qu'on lui en fit le moindre mérite. C'est que, supérieur par l'étude autant que par la ferme égalité de son âme aux coups du sort, il avait noblement accepté son infortune. Vaincu dans les armes, il était resté victorieux dans la science. Profitant de ce long exil pour d'autres si triste, il avait su le changer en un utile et heureux voyage; on le vit alors explorant l'Autriche, la Styrie, la Dalmatie même, revenir dans ces mêmes lieux qu'il avait glorieusement parcourus, substituer aux conquêtes qui nous avaient échappé, d'autres conquêtes, et ne reparaitre au milieu de nous qu'entouré d'une foule de nouveaux captifs coléoptères. Voilà comme

il accrut sa riche collection, devenue ainsi la rivale victorieuse de toutes celles dont cette science s'enorgueillit.

Mais, ce qui n'est pas moins remarquable, c'est comment il avait su jusque-là concilier ce goût si vif avec son métier, quelque opposés qu'ils fussent l'un à l'autre ! Ici, Messieurs, permettez-moi de vous en citer en quelques mots un seul exemple.

C'était en Espagne, dans ce pays où, comme lui et le maréchal duc d'Isly, tant de guerriers illustres ont achevé de se former. Les troupes qu'il commandait en chef marchaient, lui en tête, à l'une des plus vives attaques de cette guerre, quand, à ses pieds, il aperçoit un de ces insectes brillants et rares qui manquait à sa collection ! Ravi de sa découverte, il se précipite, il le saisit et le fixe sur son casque ; un instant suffit, à peine eut-on le temps de s'étonner, qu'aussitôt remonté à cheval et commandant par l'exemple, il donne le signal de l'une des charges les plus vigoureuses de cette campagne. Ce fut là qu'Echevaria fut vaincu, Alcanizas emporté, quatre cents prisonniers saisis, et que le jeune commandant en chef, maître du champ de bataille, eut le bonheur bien grand pour lui, après sa victoire, de retrouver, plus intact que son casque déchiré par la mitraille, son précieux coléoptère ! Double souvenir qui reste à sa famille comme un témoignage de la vive persistance de son goût pour cette science, de son sang-froid, de sa présence d'esprit dans le danger, et de sa gloire.

Ces détails, je les tiens de plusieurs témoins et

non de lui-même, car jamais on ne l'a entendu se vanter, ce qui, dans notre métier surtout, est assez rare pour être digne de remarque! Homme d'action plus que de paroles, généralement il discourait peu, louant en deux mots, blâmant de même, comme ceux dont le jugement réfléchi est arrêté. Toutefois et dans le conseil, ardent à persuader ce qu'il croyait juste et utile, mais sans obstination lorsque dans une opinion contraire il croyait reconnaître la vérité. Du reste, trop entièrement occupé des intérêts qui lui étaient confiés pour songer aux siens; quoi qu'il eût fait, laissant parler pour lui sa bonne renommée, sans jamais, à cette voix, joindre la sienne; et cela, moins par fierté ou par modestie que parce qu'à ses yeux, le devoir renfermant tout, il ne croyait jamais avoir été au delà, trouvant simple ce que d'autres admiraient, surpris d'avoir mérité leurs éloges, et ne voyant d'ailleurs rien de remarquable à des actions d'éclat pour lui si naturelles qu'elles ne lui avaient coûté aucun effort.

Au moment du danger, quand on le savait en ligne près de soi, ce qu'il y avait à craindre, ce n'était pas, comme parfois il arrive, de n'être point soutenu, mais plutôt d'être prévenu! J'ai moi-même éprouvé, Messieurs, combien il était difficile d'arriver aussitôt que lui au milieu des rangs de nos adversaires. Combien de fois, comme en 1814, à la glorieuse journée de Château-Thierry, où je crois en ce moment le revoir encore, et quand nous nous précipitions pour vaincre, ne l'avons-nous pas trouvé, tel que Rapp à Austerlitz, le

sabre à la main, ses vêtements en désordre, le front sanglant, déjà vainqueur et entouré de prisonniers ! Là, Messieurs, simple, calme, et doux aux vaincus, il les protégeait en même temps que, non content de ce qu'il avait fait tant qu'il restait à faire encore, il s'occupait surtout de pousser jusqu'à leur dernier terme tous les résultats de la victoire.

Cependant, depuis 1815 jusqu'à 1830, l'armée et lui s'étaient mutuellement regrettés ; il y reparut alors avec ce drapeau si cher à la France, sous lequel soit en Belgique, soit dans l'inspection, soit à la tête de nos conseils militaires, il vint de servir quinze ans encore avec ce même zèle, si ardent et si dévoué, qui sur tant de champs de combat l'avait signalé.

Mais malheureusement, il n'avait pas seulement hérité des mâles vertus de sa famille. Dès l'âge de soixante-trois ans, mortellement atteint d'un mal pareil à celui qui avait arraché son père de cette Chambre, comme lui encore, c'est après onze mois d'une lutte douloureuse et fermement soutenue que le 17 mars dernier il a succombé.

Ainsi, Messieurs, vient d'être enlevé à l'armée, à l'étude et à notre Chambre, un de ces cœurs droits, fermes et fidèles, une de ces âmes fortes et loyales, inflexibles à elles-mêmes, à l'épreuve des dangers, du bonheur et de l'infortune ; naturellement formées pour servir d'exemple, et profondément empreintes d'un cachet reçu et transmis, de vertus héréditaires.

Né ainsi et le plus en avant sur la route du de-

voir, n'en connaissant, n'en admettant point d'autres, il y avait invariablement marché, tantôt par bonds réglés, mais impétueux, en y entraînant après lui, alors qu'il fallait la marquer de sang, y affronter les coups de la guerre et y défendre son pays; tantôt plus calme, mais non moins ferme et résolu, lorsqu'il devint nécessaire de résister aux coups du sort, puis de défendre nos libertés, et plus tard de contenir la fougue et de braver les injustices des partis; enfin, lorsque le Gouvernement confia à son équité et à son expérience l'avenir d'une arme, où le souvenir de sa bonne renommée était resté si imposant.

C'était sur ce difficile chemin du devoir dont la trace, au milieu de tant de vicissitudes de la fortune, se perd parfois à quelques yeux, mais dont jamais les siens ne se détournèrent, que le lieutenant-général comte Dejean avait rencontré la gloire, qu'il avait atteint le grade le plus élevé dans l'armée, et le premier rang dans l'Ordre d'honneur! Honneurs d'autant mieux mérités, gloire d'autant plus pure et plus durable, qu'il ne les avait point cherchés.

CHAPITRE DES FAITS

Il est à remarquer que les faits qui se sont passés pendant la révolution de 1793, ont été rapportés par des auteurs contemporains, et par des auteurs postérieurs. Les premiers ont été souvent influencés par les passions du moment, et les seconds par les préjugés de leur époque. Il est donc nécessaire de les examiner avec une attention particulière, et de les comparer avec les documents originaux, afin d'en tirer une juste appréciation. Les faits qui se sont passés pendant la révolution de 1793, ont été rapportés par des auteurs contemporains, et par des auteurs postérieurs. Les premiers ont été souvent influencés par les passions du moment, et les seconds par les préjugés de leur époque. Il est donc nécessaire de les examiner avec une attention particulière, et de les comparer avec les documents originaux, afin d'en tirer une juste appréciation.

MISSIONS
N° 60.
1845.

F
p
la
de
vo
lo
18
le
le
le
La

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 22 avril 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Comte DARU, au nom d'une commission spéciale* chargée de l'examen du Projet de loi relatif au rachat des actions de jouissance des canaux.

MESSIEURS,

En 1821 et 1822, le Gouvernement conçut le projet de terminer divers canaux commencés sous la Révolution et sous l'Empire, laissés inachevés depuis cette époque, et d'en construire de nouveaux (1).

La France sortait à peine des circonstances douloureuses qu'elle avait eues à traverser depuis 1814 et 1815; la situation du crédit s'en ressentait; le 5 pour 100 était coté à 83 fr., c'est-à-dire que les fonds publics, régulateurs ordinaires du taux

* Cette commission était composée de MM. le comte BEUGNOT, le comte DARU, le comte DE GASPARIN, le baron GIROD (de l'Ain), LAPLAGNE-BARRIS, MAILLARD, le comte ROY.

(1) Les lois du 5 août 1821 et 14 août 1822 ont autorisé

de l'argent, produisaient un intérêt de 6 pour 100; enfin le pays, après les durs sacrifices qu'il avait eu à s'imposer pour s'acquitter de sa rançon, ne voyait pas sans quelque inquiétude l'Etat prêt à se jeter dans de nouveaux emprunts.

Cependant, désireux d'entreprendre des travaux d'utilité générale, le Gouvernement crut à la possibilité de se procurer les fonds qui lui étaient nécessaires à un taux inférieur à celui de la rente, et de diminuer ainsi les charges dont serait grevé le Trésor, tout en donnant à l'Europe un témoi-

l'ouverture et l'achèvement des 14 lignes navigables suivantes :

Le canal du Rhône au Rhin.

de la Somme.

des Ardennes.

La rivière de l'Isle.

Le canal d'Aire à la Bassée.

de Bourgogne.

de Nantes à Brest.

d'Ille-et-Rance.

du Blavet.

d'Arles à Bouc.

du Nivernais.

du Berry.

latéral à la Loire.

La rivière de l'Oise.

Le développement de ce système de navigation était de 2460 kil. ; mais le canal d'Aire à la Bassée, ayant été concédé en 1821 et exécuté aux risques et périls de la compagnie exploitante, le développement des 13 lignes restant à construire par l'Etat, dans les termes des contrats de 1822, se trouve être réduit à 2355 kilom.

gnage éclatant du retour de la confiance publique, par le raffermissement, au moins apparent, du crédit.

Il imagina, dans ce but, d'opérer des emprunts spéciaux pour chaque groupe de canaux à construire ou à terminer, et d'offrir aux prêteurs, en compensation d'un intérêt inférieur à 6 pour 100, un droit de partage éventuel dans les revenus futurs des lignes projetées.

Cette combinaison financière fut bien accueillie; elle fut à une grande majorité adoptée par les deux Chambres, et les adjudications eurent lieu (1).

Ces adjudications donnèrent des résultats différents suivant la valeur d'avenir attribuée par les prêteurs à chaque canal.

Le canal latéral à la Loire fut adjugé au taux de de 5 fr. 17 c. pour 100; le canal du Nivernais, à

(1) Le Gouvernement dans la session suivante, en rendant compte aux Chambres du résultat de cette opération financière, s'exprimait de la manière suivante :

« Nous devons nous féliciter (discours du Ministre de l'intérieur dans la séance du 8 avril 1822) des conditions avantageuses que nous ont offertes les capitalistes. Le résultat du concours est une nouvelle preuve de la confiance qu'inspirent le Gouvernement du Roi, et la situation de nos finances. Il marque un nouveau progrès dans la carrière du crédit public; et quand nous considérons que les capitaux, obtenus à un taux si modéré, sont destinés à ouvrir de nouvelles sources de prospérité, à donner au commerce et à l'agriculture de nouveaux débouchés, à féconder l'industrie, à augmenter les ressources de l'État, c'est avec confiance que nous réclamons votre assentiment pour des transactions où l'intérêt particulier s'allie d'une manière si honorable à l'intérêt public. »

5 fr. 28 c. pour 100; le canal du Berry, à 5 fr. 31 c.; et ainsi des autres; le taux le plus élevé fut celui des canaux de Bretagne, adjugés à 5 fr. 62 c. pour 100.

Indépendamment de cet intérêt, le remboursement du capital fut assuré par une dotation fixe de 1 pour 100, dont l'effet devait être accéléré par l'attribution exclusive de tous les produits nets des canaux, au fur et à mesure des recouvrements, à la reconstitution du capital emprunté (1).

Les conditions financières des contrats de 1822 furent donc en définitive fixées de la manière suivante :

1° Un intérêt variable selon les lignes à construire; et, outre cet intérêt, une prime et un amortissement fixes.

2° L'abandon, pendant quarante années, une fois l'amortissement du capital opéré, de moitié des revenus nets des canaux.

Ces stipulations donnèrent naissance à deux natures de titres, que les prêteurs, constitués en compagnies anonymes par ordonnances royales, furent autorisés à émettre :

1° Les actions *dites d'emprunt*, représentant l'intérêt, l'amortissement et la prime fixes;

2° Les actions *dites de jouissance*, représentant

(1) Cette clause ne concerne pas les canaux de la Somme et des Ardennes. Les recettes excédant le paiement des intérêts amortissements et primes sur ces deux canaux sont attribuées aux compagnies, et non à l'accélération de l'amortissement. Il en est de même pour les revenus de la navigation de l'Oise.

le droit éventuel des porteurs au partage des produits après l'extinction de la dette.

De cette dernière stipulation naquit pour l'Etat la nécessité d'attribuer aux associés participants, qu'il se donnait, le droit d'intervenir dans la fixation des péages. Car on comprend aisément que si l'administration fût restée maîtresse de régler à son gré les tarifs, elle eût été, par cela même, libre d'annuler indirectement la clause relative au partage des revenus, en réduisant par degré les taxes, proportionnellement à la quotité dont les produits annuels eussent excédé les dépenses.

Un tarif légal, c'est-à-dire un tableau du maximum des droits à percevoir, fut donc annexé aux différents contrats; et l'administration prit l'engagement formel de n'appliquer aucun péage inférieur à ce maximum sans le consentement des parties intéressées (1).

(1) Indépendamment des conditions financières, les traités de 1821 et de 1822 contiennent un certain nombre de clauses relatives au droit d'intervention des compagnies dans l'administration et l'exploitation des canaux. On remarque, entre autres, les stipulations suivantes :

- 1° « Les tarifs ne peuvent être modifiés que du consentement des compagnies, ni augmentés qu'en vertu d'une loi ;
- 2° « Les compagnies ont le droit d'intervention en tout temps pour l'examen et la comptabilité des recettes et des dépenses ;
- 3° « Elles ont le droit de prendre connaissance, en se faisant assister d'un ingénieur des ponts et chaussées de leur choix, en retraite ou en activité, de tout projet concernant l'exécution ou la conservation des ouvrages ;
- 4° « Les contestations qui pourraient s'élever au sujet des

Ces clauses convenues , et les adjudications passées , on procéda à l'exécution des travaux. L'imperfection des études entraîna de graves mécomptes dans les prévisions des devis. Le capital emprunté, et considéré dans le principe comme suffisant, était de 128.600.000 francs. Il fallut , à l'aide de crédits supplémentaires , pourvoir à un excédant de dépenses qui ne s'éleva pas à moins de 109.351.677 fr.; soit 83 pour 100 de la dépense prévue. Enfin, après quinze à vingt ans de travaux, tantôt interrompus par suite d'embarras financiers ou politiques, tantôt repris et poussés avec une activité plus ou moins grande, les 600 lieues de canaux en-

« traités ou des règlements à intervenir seront toujours interprétés dans le sens le plus favorable aux compagnies. »

5° Enfin le Gouvernement s'engageait « à terminer les travaux dans un délai de dix ans et trois mois au maximum », engagement que les circonstances n'ont pas permis de tenir.

Voici les différentes époques de la mise en jouissance des premières sections de chaque ligne navigables.

Canal du Rhône au Rhin.....	1 ^{er} janvier 1834.
de la Somme.....	1 ^{er} juillet 1836.
des Ardennes.....	1 ^{er} novembre 1838.
Navigation de l'Isle.....	1 ^{er} janvier 1839.
Canal de Bourgogne.....	1 ^{er} décembre 1832.
de Nantes à Brest.....	1 ^{er} janvier 1842.
d'Ille-et-Rance.....	1 ^{er} janvier 1839.
du Blavet.....	1 ^{er} janvier 1839.
d'Arles à Bouc.....	1 ^{er} janvier 1835.
du Nivernais.....	1 ^{er} mai 1843.
du Berry.....	1 ^{er} mai 1843.
latéral à la Loire.....	1 ^{er} mars 1840.
Navigation de l'Oise.....	1 ^{er} novembre 1838.

trepris furent, en 1843, entièrement livrées à la circulation.

Le coût définitif de cette entreprise a été de 291 millions environ, répartis de la manière suivante :

DÉSIGNATION DES CANAUX.	LONGUEUR.	DÉPENSES FAITES			TOTAL.
		Antérieurement aux lois d'emprunt.	Sur les fonds d'emprunt.	Sur les fonds du Trésor, jusques et y compris 1844.	
	Mètres.	Francs.	Francs.	Francs.	Francs.
Canal du Rhône au Rhin.	350.922	11.021.303	10.000.000	7.204.580	28.225.889
— de la Somme et de Manicamp.	156.832	3.560.285	6.600.000	3.007.771	13.168.056
— des Ardennes.	105.725	"	8.000.000	6.343.379	14.343.379
Navigation de l'Isle.	144.969	"	2.500.000	2.861.432	5.361.432
Canal de Bourgogne.	242.044	15.663.464	25.000.000	14.578.172	55.241.636
— de Nantes à Brest.	366.180	1.500.000	28.625.800	16.280.245	46.406.045
— d'Ille-et-Rance.	84.797	6.000.000	6.047.000	2.193.019	14.240.019
— du Blv et	59.568	3.413.306	1.327.200	666.656	5.407.162
— d'Arles à Bouc.	47.338	3.667.345	5.500.000	2.308.895	11.476.240
— du Nivernais.	174.610	5.500.000	8.000.000	19.151.991	32.651.991
— du Berry.	320.000	2.667.572	12.000.000	10.586.458	25.254.030
— latéral à la Loire.	198.465	"	12.000.000	19.344.101	31.344.101
Navigation de l'Oise.	104.000	"	3.000.000	2.644.468	5.644.468
	2.355.456	52.993.275	128.600.000	107.171.173	288.764.448
Reste à dépenser pour l'achèvement des canaux du Nivernais et du Berry, sur la somme de 4.000.000 fr., accordée par la loi du 25 juin 1841.				2.180.504	2.180.504
TOTAL.			128.600.000	109.351.677	290.944.952

Cet état ne comprend pas le paiement des in-

térêts, amortissements et primes remboursés aux prêteurs depuis 1822 jusqu'en 1844.

Le montant de ces intérêts, amortissements et primes, s'est élevé, d'après les renseignements fournis à la commission par M. le Ministre des finances, à 133.243.812 fr., savoir :

Du 5 août 1822 jusqu'au 31 décembre 1838.....	88.130.762 fr.
Du 31 décembre 1838 jusqu'au 1 ^{er} janvier 1845.....	45.113.050
Dépense totale...	<u>133.243.812</u>

Ainsi, sans parler des intérêts des fonds demandés à diverses reprises sous forme de crédits supplémentaires depuis 1830, et montant comme nous l'avons vu à 109.351.677 francs, les déboursés du Trésor, pour la construction des canaux et le service des emprunts contractés en 1822, ont été jusqu'ici, savoir :

Dépense de construction.....	290.944.952 fr.
Service de l'emprunt.....	133.243.812
Dépense totale.....	<u>424.188.764</u>

Tel est l'ensemble des dépenses.

Aussitôt, Messieurs, que cette première période, celle de l'exécution, fut expirée, et que l'on entra dans la seconde période, celle de l'exploitation, la question de la quotité des taxes à percevoir s'éleva, et des difficultés, auxquelles on ne paraissait pas s'être attendu jusqu'alors, surgirent des conditions auxquelles avaient été contractés les emprunts.

La situation toujours imparfaite au début d'une

navigation naissante, et par cela même coûteuse, la nécessité de faire contracter au commerce des habitudes nouvelles, et de l'attirer par des réductions de prix, l'intérêt général attaché à l'abaissement des frais de transport, ces motifs réunis, et bien d'autres, conduisirent le Gouvernement à penser que les tarifs de 1822 devaient être, dans le principe, modifiés quant à leur application. Il proposa, en conséquence, aux compagnies de réduire la taxe légale environ de moitié.

Toutes y consentirent; mais toutes, excepté une seule (la compagnie du canal de Bourgogne), à titre d'essai provisoire, et pour un temps limité.

Les taxes, ainsi déterminées par ordonnance royale, d'accord avec les parties intéressées, ont donné les revenus consignés dans le tableau (A) annexé à ce rapport.

Voici quels ont été les faits particuliers à chaque canal; le tonnage réel des marchandises ayant circulé sur chacun d'eux, le tarif moyennement perçu, et qui résulte de la comparaison du tonnage et des produits bruts, dans la dernière année de l'exploitation, en 1844.

ANNÉE 1844.

LONGUEUR des CANAUX.	DÉSIGNATION des CANAUX.	NOMBRE de tonnes par- courant la distance entière.	PRODUIT TOTAL provenant des droits perçus	PRODUIT OU TARIF moyen perçu par tonne et par kilom. (1).
kil. m.			£ c	of. 174
105 725	Canal des Ardennes....	65.237	113.630 97	0 225
47 338	— d'Arles à Bouc....	159.837	165.632 64	0 1598
320 000	— du Berry.....	42.938	209.820 48	0 1871
59 568	— du Blivet.....	8 519	9.085 69	0 342
242 044	— de Bourgogne....	132.611	1.087 795 23	0 1573
84 797	— d'Ille-et-Rance....	23.513	31.185 80	0 2463
198 465	— latéral à la Loire.	106.323	523.531 35	0 4817
4 000	— de Manicamp....	797 036	191.901 41	0 1364
366 180	— de Nantes à Brest.	13.673	68 457 76	0 2012
174 616	— du Nivernais.....	31 209	110.557 12	0 1609
350 922	— du Rhône au Rhin	135.334	762.117 89	0 2421
161 832	— de la Somme.....	82.535	299.753 98	(2)
2.110 456			3.573.470 32	

C'est-à-dire que le tarif moyen appliqué au réseau de 1821 et 1822 a été de 0.02.

(1) Le tarif moyen d'un canal, autrement dit le droit perçu par tonne et par kilomètre, résulte de la division de deux nombres, dont l'un (le dividende) est le nombre de tonnes ayant effectivement parcouru la distance de 1 kilomètre; et l'autre (le diviseur), est le produit total obtenu par l'application des taxes.

(2) Dans ce tableau on n'a pas pu faire figurer le mouvement de la navigation de l'Oise, parce que le tarif, appliqué sur ce canal, est perçu d'après la contenance possible des bateaux, et non d'après leur contenance réelle; la taxe est en raison du nombre de tonnes que les bateaux peuvent porter, et non en raison du nombre de celles qu'ils portent réellement. Les états de navigation ne permettent donc pas de connaître le tonnage effectif de cette partie du réseau navigable. (Voir la note C à la fin du Rapport.)

En effet, la circulation totale ramenée à l'unité kilométrique a été de 156.614.000 tonnes (1);

Ce qui correspond à un mouvement moyen pour chacun des 2110 kilomètres exploités de 74.222 tonnes.

Or, si 156.614.000 tonnes ont donné lieu à un produit de 3.573.470 francs 32 c., chaque tonne a contribué à former ce produit pour 0 franc 02 centimes.

Le tarif moyen appliqué sur le réseau de 1822

(1) Voici comment se fait ce calcul. Les 65.237 tonnes qui ont parcouru en 1844 les 105 kilomètres du canal des Ardennes équivalent à 6.825.000 tonnes ayant parcouru 1 kilomètre. En opérant ainsi pour tous les canaux, on arrive au résultat suivant, qui exprime le tonnage de chaque canal ramené au kilomètre.

Canal des Ardennes.....	6.825.000
d'Arles à Bouc.....	7.473.000
du Berry.....	13.440.000
du Blavet.....	472.000
de Bourgogne.....	31.944.000
d'Ille-et-Rance.....	1.955.000
Latéral à la Loire.....	20.988.000
de Manicamp.....	13.188.000
de Nantes à Brest.....	4.758.000
du Nivernais.....	5.394.000
du Rhône au Rhin.....	47.385.000
de la Somme.....	12.792.000
TOTAL.....	156.614.000

Donc pour chacun des 2110 kilomètres, formant le développement total du réseau, le tonnage est de 74.222 t. par kilomètre courant.

a donc été l'année dernière de 0^{fr}.02 par tonne et et par kilomètre.

Cela posé, il est facile de se convaincre que ce droit est excessivement faible.

D'abord, si on le compare aux péages des canaux, appliqués par les compagnies, concessionnaires à perpétuité ou à temps, on trouve des différences énormes.

Dans cette même année 1844, les tarifs perçus sur les canaux du Languedoc, d'Orléans et de Loing, par exemple, ont été, savoir :

ANNÉE 1844.

DÉSIGNATION des canaux.	LONGUEUR.	NOMBRE DE TONNES parcourant la distance entière.	PRODUIT TOTAL provenant des droits perçus.	PRODUIT OU TARIF appliqué par tonne et par kilomètre.
du Languedoc.	240 k.	153.631	2.276.900 00	0.615
de Loing. . .	55	321.991	599.941 65	0.0344
d'Orléans. . .	73	99.095	206.498 38	0.0333 (1)

La différence est donc de 30 à 200 pour 100.

(1) Les tarifs moyens appliqués sur les canaux d'Orléans et de Loing avaient été en 1843, savoir :

Canal de Loing. 0.042.

Canal d'Orléans. 0.0403.

Ces tarifs ont baissé de près de 25 pour 100 en 1844; c'est l'effet de la concurrence du chemin de fer de Paris à Orléans.

Le tarif du canal du Midi avait été moyennement de 0.07, depuis 1837 jusqu'en 1842. Il est descendu à 0.062 en 1844

En second lieu, il est également facile de se convaincre que le droit de 0^{fr}02 par tonne et par kilomètre est à peine suffisant pour solder les frais d'exploitation annuels.

En effet, sur les canaux existants depuis longtemps, gérés par des compagnies dont l'administration passe à bon droit pour être extrêmement économique, il est d'expérience que les frais de toute nature, entretien, surveillance, perception, etc., se sont moyennement élevés, dans les dix années dernières, à 2 fr. par kilomètre courant.

Sur les canaux d'Orléans et de
Loing, ce chiffre est de 1 fr. 88

Sur le canal du Languedoc, de . 2 27 (1)

Soit, en moyenne, de 2 francs.

Or, pour une circulation qui serait de 100.000 tonnes, un tarif moyen de 2 centimes donnerait

par l'effet des mauvaises récoltes de céréales, la circulation de cette marchandise étant le principal objet des recettes de ce canal.

M. le comte d'Angeville estime, en comparant les tarifs des canaux français à ceux des canaux anglais, que les uns et les autres sont dans les rapports suivants :

<i>Canaux français.</i>		<i>Canaux anglais.</i>
Houille.....	10 c.	29
Vins et boissons...	26	41
Fers.....	19	33

On peut évaluer qu'en général les tarifs anglais sont doubles des tarifs français, ce qui n'a pas empêché les canaux de la Grande-Bretagne d'être le siège d'une circulation énorme.

(1) Les frais d'exploitation de toute nature ont été sur les ca-

un produit brut de 2000 francs par kilomètre, ou de 2 francs par mètre courant, à peine suffisant, comme on le voit, pour couvrir les dépenses, et ne laissant par conséquent aucun bénéfice.

La circulation moyenne de 100.000 tonnes n'a pas été encore atteinte, à beaucoup près, sur l'ensemble des lignes navigables de 1822; on en est encore à 74.000 tonnes seulement.

Donc le produit de l'exploitation de ces canaux doit solder tout au plus les frais que cette exploitation entraîne.

Et, de fait, c'est ce qui est arrivé.

Les produits de toute nature, des 600 lieues de canaux, ont été, d'après les comptes fournis par l'administration des finances, l'année dernière,

naux d'Orléans et de Loing dans les dix dernières années, savoir:

1835	.....	254.441 ^f .57
1836	.....	236.044 65
1837	.....	244.790 23
1838	.....	226.610 00
1839	.....	242.234 00
1840	.....	254.117 98
1841	.....	237.005 60
1842	.....	226 724 53
1843	.....	275.088 20
1844	.....	219.444 67
TOTAL	.....	<u>2.416.501^f.43</u>

Et en moyenne..... 241.650^f.14

L'étendue du canal de Loing est de 55 kilomètres, et celle du canal d'Orléans de 73 kilomètres. L'ensemble de ces deux canaux est donc de 128 kilomètres. De là résulte que les frais généraux sont de 1 fr. 887 par mètre courant.

N° 60.

(15)

et c'est la plus favorable de toutes,

de 4.365.804 fr. 82 c. (1)

Les dépenses, pendant
cette même année, se sont

élevées à 4.531.400 76

Les dépenses ont donc

excédé les recettes de . . . 165.595 fr. 94 c.

Et ces frais ne sont pas susceptibles de réduction sensible, puisqu'au prix de 2 fr. par mètre courant, 2355 kilom. de canal exigeront, d'une manière permanente et normale, une dépense annuelle de 4.710.000 fr. Il est donc probable que

Les frais d'exploitation de toute nature ont été, sur le canal du Languedoc, en

1834	.....	546.800 fr.
1835	.....	499.700
1836	.....	601.300
1837	.....	482.000
1838	.....	474.000
1839	.....	588.700
1840	.....	533.700
1841	.....	506.000
1842	.....	587.500
1843	.....	566.800

TOTAL... 5.386.500 fr.

Moyenne des dix années. 538.650 fr.

L'étendue de ce canal est de 140 kilomètres; la moyenne des dépenses par kilomètre courant est donc de 2270 fr. ou de 2 fr. 27 par mètre.

(1) Relevé du droit de navigation, pêche, francs-bords et

le chiffre actuel, qui est de 4.531.400 fr., augmentera loin de diminuer.

Quant au chiffre des recettes, en supposant que le réseau tout entier, dont une partie cependant se compose de lignes fort improductives, entre autres des canaux de Bretagne, devienne immédiatement, et comme par enchantement, le siège d'une circulation égale à la circulation qui s'opère aujourd'hui, après plusieurs siècles d'existence, sur le canal du Languedoc, voici ce qui arriverait. En se plaçant dans l'hypothèse d'un mouvement de 150.000 tonnes, correspondant au maximum des produits probables, cette circulation donnerait

recettes accessoires constatés par l'administration des finances en 1844.

DÉSIGNATION des CANAUX.	PRODUITS des droits de navigat.	Produits accessoires.	TOTAL des produits.
	f. c.	f. c.	f. c.
Canal des Ardennes.....	113.630 97	9 959 50	123.190 47
— d'Arles à Bouc.....	165.632 64	590 31	166.222 95
— du Berry.....	209.820 48	10.053 24	219.873 72
— du Blavet.....	9.085 69	4.983 00	14.068 69
— de Bourgogne.....	1.087.795 23	41.159 73	1.128.954 96
— d'Ille-et-Rance.....	31.185 80	4.851 61	36.037 41
— de la Loire.....	523.531 35	8.239 00	531.770 35
— de Manicamp.....	191.901 41	550 00	192.451 41
— de Nantes à Brest..	68.457 76	10.697 00	79.155 04
— du Nivernais.....	110.557 12	10.061 00	120.618 57
— de l'Oise.....	626.261 57	5.875 00	632.136 57
— du Rhône au Rhin.	762.117 89	33.277 05	795.394 94
— de la Somme.....	299.753 98	26.175 76	325.929 74
Total.....	4.199.731 89	166.472 20	4.365.804 82

Dans l'année 1844, les dépenses d'exploitation des diverses

au tarif moyen de 2 c., un revenu brut de 3000 fr. par kilomètre courant où, en défalquant les dépenses annuelles qui sont moyennement de 2000 fr. par kil., un revenu net de 1000 fr. : par conséquent, pour 2355 kilom. de canaux, le revenu net serait, dans cette hypothèse, de 2.355.000 fr., représentant un intérêt de 1/2 pour 100 du capital déboursé, lequel se monte à 424 millions.

De là résulte enfin cette conséquence qu'il était facile de prévoir *a priori*, et que les faits, en se développant d'année en année, se chargent trop

lignes navigables, d'après les comptes fournis par l'administration des finances aux compagnies ont été :

DÉSIGNATION des CANAUX.	FRAIS DE PERCEPTION.		FRAIS d'entretien, de dépenses et d'adminis- tration.	TOTAL.
	Personnel.	Matériel.		
	f. c.	f. c.	f. c.	f. c.
Canal de Bourgogne....	30.577 54	1.739 44	502.594 60	534.911 58
— d'Arles à Bouc...	4.749 72	289 92	589.995 87	595.038 51
— de la Somme....	22.181 04	2.249 84	219.422 10	243.853 88
— de Manicamp....	1.800 00	272 76	12.000 00	14.072 76
— des Ardennes....	8.939 52	780 00	301.176 93	310.896 45
— latéral à l'Oise...	3.999 84	577 20	36.934 78	41.511 82
Rivière de l'Oise canalis.	8.439 62	1.675 18	75.819 67	85.934 47
Canal d'Ille-et-Rance...	1.943 00	199 92	138.791 00	140.933 92
— de Nantes à Brest.	4.589 88	249 96	447.921 66	452.761 50
— du Blavet.....	"	"	94.055 89	94.055 89
— latéral à la Loire.	17.729 40	1.699 92	688.044 60	707.473 92
— du Rhône au Rhin.	35.924 09	1.939 80	470.559 09	508.422 98
— du Nivernais.....	5.621 28	16 95	366.859 00	372.497 23
— du Berry.....	7.942 55	333 30	420.763 00	429.038 85
	154.438 38	12.024 19	4.364.938 19	4.531.400 76
	166.462 57			

bien du soin de réaliser, savoir : que, dans les conditions du tarif actuellement perçu, les 600 lieues de lignes navigables ne peuvent donner des produits capables de solder autre chose que leurs frais d'entretien et d'administration.

Quel est donc, Messieurs, en définitive, le résultat de l'œuvre conçue en 1822, entreprise sous de si favorables auspices, et à laquelle l'exemple des canaux exploités en Angleterre, en Hollande, en Belgique, permettait en effet d'attacher de si légitimes espérances de profits ?

Quant à l'exécution des travaux, on a eu à solder un excédant de dépenses de 83 pour 100 sur les évaluations du devis ; il a fallu successivement déboursier 424 millions sans compensation aucune, du moins jusqu'à présent.

Quant à l'exploitation, les tarifs ont été fixés de telle sorte que les produits annuels ne suffisent pas pour couvrir les dépenses courantes, et, par conséquent, l'intérêt des 424 millions empruntés est nul.

Telle est la situation des choses. On s'explique dès lors comment les porteurs des actions de jouissance, directement intéressés aux plus grands produits possibles, puisque l'application de ces produits à l'amortissement hâte l'extinction de la dette contractée par l'Etat, et, par suite, l'époque de leur avènement à une participation dans les revenus réalisés, ne se résignent pas à considérer comme permanente une tarification, dont les résultats sont tels que nous venons de les décrire, et qui n'a jamais été consentie par eux définitivement.

Ils reconnaissent, du reste, que les tarifs de

1822 (1) ont besoin d'être remaniés ; que certaines marchandises, et notamment la houille, y sont taxées trop haut (2) ; que la classification y est, en général, mauvaise ; mais ils s'élèvent unanimement contre ces réductions en masse de 50 pour 100, frappant les objets indistinctement, quels que soient leur valeur et le taux du péage qu'on leur avait imposé en 1822 ; ils croient apercevoir des inconvénients dans ces mesures uniformément prises *a priori* et sans une étude approfondie des faits particuliers à telle ou telle ligne, à telle ou telle localité (3).

(1) Voir les lettres adressées à M. le directeur des contributions indirectes le 22 février et le 21 juillet 1842 par les administrateurs des diverses compagnies.

(2) On a pris, pour l'appliquer à tous les canaux construits en vertu des lois de 1821 et 1822, et pour l'annexer aux contrats passés à cette époque, le tarif du canal d'Aire à la Bassée, sans égard à la valeur des marchandises qui diffère du Midi au Nord, à la situation des canaux qui ne diffère pas moins, et aux dépenses que nécessite leur entretien ou leur établissement. Une pareille taxation ne peut pas ne pas être fort défectueuse.

Nous en citerons un exemple. La houille est imposée à 20 c. par hectolitre et par distance de 5 kilomètres, c'est-à-dire environ à 26 c. par tonne et par distance. Un pareil droit est prohibitif, et, pour le prouver, il nous suffit de rappeler que les compagnies concessionnaires de Loing, Orléans, Briare, Roanne, etc., ne croient pas pouvoir imposer la houille à plus de 10 c.

(3) Pour montrer combien sont incompatibles avec une bonne gestion ces réductions en masse des tarifs des canaux, nous ne pouvons mieux faire que citer l'exemple du canal du Centre. En 1836, quelques réclamations s'étant élevées sur l'exagération de certains droits, trop forts en effet, sur ce canal, au lieu d'accueillir ces réclamations légitimes, quant aux objets aux-

Ils voudraient procéder par voie d'expérimentation successive et non par secousse brusque, re-

quels elles s'appliquaient, voici ce que le Gouvernement a proposé aux Chambres, et ce que les Chambres ont adopté. Les droits de navigation sur le canal du Centre seront, à l'avenir, réduits à

Première classe.....	0.02 par tonne et par kilom.
Deuxième classe.....	0.01
Houille.....	0.006

Ce qui équivaut à une réduction générale des droits actuels de plus de 60 pour 100. L'application de cette mesure n'a été suspendue que par suite d'un dissentiment élevé entre l'État et les compagnies propriétaires des canaux qui forment, avec le canal du Centre, la grande ligne navigable de Paris à Lyon. En attendant, l'exploitation du canal du Centre, sous le régime des anciens tarifs, a donné, l'année dernière, les résultats suivants:

Nombre de tonnes ramenées au parcours total..	151.940 t.
Produit total de la perception.....	284.400 fr.
Tarif moyen par tonne et par myr.	0 fr. 15.

Il est bien évident que ces droits sont moyennement très-modérés, mais ils sont mal répartis.

On voit à côté des vins cotés à	96 c. par myriam.
des marchandises encombrantes..	100
des marchandises non encombrantes	80

(droits qui sont réellement prohibitifs, car ils ne laissent passer presque aucun de ces objets sur le canal du Centre, bien qu'assurément les vins ne manquent pas dans cette région).

On voit les pierres de taille cotées 0.08 par myr. ou 0008 par k.	
les pierres meulières...	0.06 0.006
le plâtre.....	0.06 0.006
la houille.....	0.08 0.008
le sable.....	0.06 0.006
le fumier.....	0.04 0.004

lever peu à peu les taxes des marchandises qui peuvent payer davantage en raison de leur valeur, et non abaisser de plus en plus ces taxes.

L'administration s'y oppose: elle s'y oppose dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs. Elle veut maintenir un tarif très-faible pour diminuer les frais généraux de transport. Elle est poussée dans cette voie par certaines théories économiques, et aussi par les instances des riverains, dont les pétitions retentissent souvent au sein des Chambres, et y ont de l'écho. Car, vous le savez, Messieurs, les tarifs actuellement en vigueur, malgré leur modicité, n'ont pas trouvé grâce aux yeux des intéressés; on les représente, dans toutes les circonstances, comme intolérables et vexatoires, et à force de l'entendre dire, beaucoup d'entre nous finissent par croire ces réclamations fondées.

Voilà, Messieurs, quel est au fond l'objet du débat qui s'agite entre le Gouvernement et les compagnies; voilà comment, il y a dix ans, la

c'est-à-dire à un taux tel que sa modicité ne vaut véritablement pas les frais que demande la perception.

Dans cette situation la loi, en intervenant, a réduit tous les droits de moitié.

Cette réduction est insuffisante pour la catégorie des vins, des marchandises encombrantes et non encombrantes; elle est beaucoup trop forte pour les pierres, plâtre, etc., car toute réduction sur ces objets est mauvaise puisque le tarif est déjà beaucoup trop faible.

C'est là un exemple de l'inconvénient que présente les mesures prises *a priori*, d'une manière uniforme, et sans consulter les faits.

lutte a commencé; elle n'a pas cessé depuis, et dure encore. Partant de deux points de vue absolument opposés, le Gouvernement, voulant favoriser le mouvement de la circulation, abstraction faite des revenus directs des canaux; les compagnies, sollicitées par leur intérêt à demander au tarif le maximum de ces revenus, ne pouvaient évidemment et ne pourront pas davantage dorénavant s'entendre. Aussi longtemps que la question restera, de part et d'autre, posée dans les termes où on la pose en ce moment, elle ne se résoudra pas; il y aura des tiraillements et des conflits inévitables.

L'administration déclare qu'elle ne veut pas relever les tarifs, elle craint de porter atteinte aux intérêts engagés dans la question des transports. C'est sa doctrine; elle l'a soutenue dans tous les exposés de motifs présentés à l'appui du projet de loi. Elle la soutient en 1845, comme en 1842, comme en 1838. Les compagnies déclarent qu'elles ne veulent pas, de leur plein gré, tarir la source de leurs produits futurs, en consentant à un abaissement normal et définitif aussi considérable que celui que le Gouvernement demande; qu'elles ne veulent pas se jeter dans des expériences aussi hasardeuses, que celles dont l'administration s'effraie peu, parce que l'administration n'a rien à y perdre, mais dont leurs intérêts à elles auraient trop à souffrir.

De part et d'autre, on ne croit pas pouvoir raisonnablement modifier son opinion ni ses exigences. Les deux associés ont des vues différentes. Sans

aucun doute, si cet état des choses persiste, il n'y aura d'issue possible au conflit que la rupture des traités existants.

Ces traités peuvent être résiliés de deux manières, et de deux manières seulement; (si l'on veut comme on le doit, rester fidèle à l'observation de la parole donnée, tenir les engagements pris, et ne pas abuser de la force pour lacérer violemment des contrats homologués par les Chambres, et mis ainsi sous la sauvegarde du respect dû à la loi.)

Ces deux moyens, les voici :

Il faut, ou prononcer par un acte du pouvoir compétent l'expropriation en masse et immédiate du droit incorporel représenté par les actions de jouissance, et déterminer à quelles conditions, comment et dans quel délai, cette expropriation s'effectuera. C'est là ce qu'avait proposé le Gouvernement dans le projet de loi présenté le 18 avril 1842 à la sanction de l'autre Chambre, et ce que la Chambre des Députés avait adopté;

Ou bien, il faut se borner à donner à l'administration la faculté de racheter, s'il y a lieu, ce droit incorporel, et tracer dans ce but la procédure à suivre, laissant à des lois spéciales le soin de déclarer ultérieurement l'utilité publique de cette mesure pour chaque canal, auquel elle serait appliquée, dans le cas où l'on ne parviendrait pas à s'entendre. C'est là ce que votre commission, Messieurs, dans son rapport, en date du 11 juin 1842, avait eu l'honneur de vous proposer.

Le premier système est la révocation actuelle et complète de cette partie des contrats qui attribuait

aux prêteurs moitié des revenus nets des canaux pendant quarante ans.

Le second système subordonne la reprise des droits, concédés par l'Etat, aux circonstances, et met uniquement dans les mains de l'administration une arme comminatoire, dont elle pourra user ou ne pas user, selon le besoin.

Pour choisir entre ces deux systèmes, il faut donc rechercher s'il y a urgence à effectuer dès à présent une expropriation générale des actions de jouissance, s'il convient d'imposer au Trésor une pareille dépense, s'il est absolument nécessaire d'affranchir l'administration de l'intervention des tiers qui l'embarrassent, et qui la gênent dans l'accomplissement de ses projets. C'est ce que nous allons examiner.

Une première réflexion nous frappe. Pourquoi ce rachat simultané de toutes les actions, quelles qu'elles soient? Les compagnies qui les possèdent sont-elles toutes dans des situations identiques? Evidemment non. La compagnie du canal de Bourgogne a consenti à une réduction définitive de ses droits. Pourquoi l'exproprier? La compagnie du canal latéral à l'Oise a consenti à des taxes excessivement modérées. Elles sont en moyenne de 13 c. par myriamètre, et le traité n'autorise qu'un relèvement successif et lent. Le Ministre lui-même vous le déclare dans l'exposé des motifs. Pourquoi encore l'exproprier? Puis, enfin, qu'est-ce que l'on craint? Ce sont les hauts tarifs. Mais en admettant que quelques intéressés, dans des préoccupations aveugles, manifestent sous ce rap-

port des prétentions excessives, la plupart ne sont-ils pas limités dans leurs exigences par la force même des choses? Ainsi le canal latéral à la Loire peut-il être surtaxé, quand il côtoie un fleuve où la circulation est libre de tout impôt, et quand le canal de Bourgogne, qui a consenti à un abaissement définitif de ses droits, est là pour recueillir tous les produits du Midi, que l'on voudrait imposer trop cher sur la ligne du Centre? Les canaux de Bretagne n'ont-ils pas pour rivale naturelle et redoutable la mer, où le cabotage effectue des transports si économiques? Dans toutes ces vallées de la Loire, du Rhône au Rhin, de l'Yonne, de la Saône, du Doubs, etc. où sont situées les lignes de navigation nouvelle, ne s'occupe-t-on pas, en ce moment même, d'établir des chemins à vapeur, qui réclameront bientôt et obtiendront sans aucun doute, une part dans le mouvement des marchandises? N'est-ce pas là une garantie sérieuse contre toute taxation exagérée? et n'est-il pas raisonnable d'attendre, avant de procéder à une expropriation fondée sur la crainte de trop hauts tarifs, les effets de cette concurrence prochaine et inévitable entre les différentes voies de transport?

En second lieu, les fleuves et rivières dans lesquels débouchent les canaux, et qui forment avec eux le réseau des voies navigables, n'offrent, jusqu'à présent, qu'un moyen de communication précaire, incertain, coûteux. L'Yonne a un régime uniquement approprié au flottage, et non au transport des bateaux. La Loire n'est accessible que pendant cinq ou six mois de l'année, et ne présente encore, la plupart du temps, qu'un

tirant d'eau insuffisant. La Saône, près de Saint-Jean del'Osne, est dans le même cas. Le Gouvernement veut, et veut avec raison améliorer le cours de ces fleuves et de ces rivières. Il a entrepris, depuis quelques années, cette tâche, il l'a commencée, mais elle est encore loin de son terme. Par là, il fécondera les voies d'eau artificielles, qui prolongent, en quelque sorte, le lit des cours d'eau naturels. Ne peut-il pas, en retour des avantages qui résulteront de ces travaux pour les compagnies, demander et obtenir d'elles des concessions de tarifs, comme il l'a déjà fait à l'égard du canal du Midi, au moment d'exécuter le canal latéral à la Garonne? N'a-t-il pas là encore entre les mains, une arme, un moyen d'action puissant, s'il sait et s'il veut en user?

Enfin, pourquoi n'essaierait-il pas de substituer, à ce système de réductions brutales, uniformes, un abaissement graduel, intelligent, variable selon la nature des marchandises, et combiné de manière à concilier les deux intérêts en présence, celui du commerce, et celui des canaux, au lieu de sacrifier l'un à l'autre? Peut-être alors verrait-il bien des résistances disparaître, bien des obstacles tomber.

Ces réflexions, Messieurs, semblent prouver déjà que l'administration n'est pas dépourvue de tout moyen d'agir, autre que la voie extrême, coûteuse et violente, des expropriations; qu'elle n'est pas obligée surtout de traiter toutes les compagnies de la même manière, de les faire toutes passer sous ce niveau commun d'un rachat immédiat.

L'urgence et la nécessité du rachat, envisagé

comme mesure générale, est donc fort douteuse. Quant à sa convenance, elle se justifie, aux yeux des défenseurs de ce système, par les motifs suivants.

Les canaux doivent être libres; l'Etat doit rester maître des tarifs pour pouvoir les modifier selon les besoins du commerce et de l'industrie. Que sont les marchandises des canaux? Ce sont des objets de peu de valeur par eux-mêmes. Il faut donc qu'ils voyagent à bas prix. L'intervention des compagnies entrave, dans l'application de ce principe, l'action administrative. Il importe de se délivrer de cette dépendance, contraire à l'intérêt public. Tel est le langage que l'on tient.

Messieurs, abaisser les frais de transport est, sans contredit, l'œuvre que les Chambres et le Gouvernement doivent se proposer de concert, dans le double intérêt de la production et de la consommation, c'est-à-dire du développement de la richesse publique. Mais il y a plusieurs moyens d'atteindre ce but.

A n'envisager cette question que dans ses rapports avec les voies navigables seulement, le réseau de la navigation comprend trois catégories distinctes de voies d'eau :

1° Les fleuves et rivières, libres de tout impôt, et dont l'administration est laissée à la disposition exclusive du Gouvernement.

2° Les canaux soumissionnés en 1822, à demi concédés, quant à leur jouissance future, à des compagnies.

3° Les canaux concédés entièrement, à perpé-

tuité ou à terme, depuis près de deux siècles, à l'industrie privée.

On veut abaisser les frais de transport sur les voies d'eau. Que convient-il de faire dans ce but? faut-il commencer par abaisser les tarifs des canaux de 1822?

Ces tarifs sont, nous l'avons vu, très-moderés.

Les canaux ne sont eux mêmes qu'une très-faible partie de ce tout dont le développement est de 17.122 kilomètres (1). Il sont encadrés dans les fleuves, rivières et canaux concédés, de manière à former le septième seulement de la longueur totale des voies livrées à la navigation. Il en résulte que l'impôt, provenant des tarifs perçus sur leurs cours, n'entre, jusqu'à présent, dans le prix des objets que pour une valeur minime : 1° parce que la distance de canal à franchir, relativement au chemin total que les marchandises ont à parcourir, est peu considérable; 2° parce que le tarif est faible; 3° parce que les frais de trans-

(1) Les canaux de 1821 et 1822 ont une longueur totale de.....	2460 km.
Les canaux concédés temporairement.....	1034 km.
Les canaux concédés perpétuellement.....	593
Les fleuves et rivières navigables d'après M. Grangez (p. 305, 306 et 307 de son ouvrage sur les péages des fleuves et rivières).	13.035
Total.....	17.122

Les canaux soumissionnés en 1822 forment donc la septième partie environ de notre réseau de navigation, et les canaux concédés en forment la dixième partie seulement.

port se composent eux-mêmes de deux éléments distincts, les frais de traction proprement dits et les taxes; et que, dans tout ceci, il s'agit de réduire les taxes seulement.

Or, quelle est l'influence relative de ces deux éléments divers, la traction et le tarif, sur les dépenses de la circulation? Il est aujourd'hui démontré par des chiffres et des faits nombreux et incontestables, cités à diverses reprises dans le cours de cette discussion, que les frais de traction sont de beaucoup supérieurs aux frais de tarif, et grèvent bien autrement le commerce. Ainsi, et pour en citer deux exemples seulement sur deux directions tout à fait opposées,

Sur la ligne de Paris à Lyon, par la Seine, l'Yonne, le canal de Bourgogne et la Saône, les frais de tarif sont de 0 franc 0191 par kilomètre, et les frais de traction de 0^{fr}.0350, c'est-à-dire à peu près doubles.

Sur la frontière du Nord, depuis la Belgique jusqu'au bassin de la Villette, les frais de tarif sont de 0^{fr}.0175 par tonne et par kilomètre; et les frais de transport de 0^{fr}.0224 (1).

D'où suit cette conséquence que, dans le but commun vers lequel les Chambres et le Gouvernement tendent, dans le but d'abaisser les dépenses générales des transports, mieux vaut agir sur l'élément qui représente les frais les plus considérables, savoir la traction, c'est-à-dire amélio-

(1) *De la concurrence des chemins de fer et des canaux*, par M. Collignon, ingénieur en chef des ponts et chaussées, p. 97.

rer les conditions de la navigation existante, qu'agir sur l'élément secondaire, le tarif, qui représente une charge moins lourde et une dépense moins grande.

Enfin, si l'intervention des compagnies de 1822 dans la fixation des péages est contraire à l'intérêt bien entendu du public, à plus forte raison l'aliénation du droit de tarifier, remis entre les mains des propriétaires des canaux de Briare, du Languedoc, de Roanne, d'Orléans, de Loing et de tant d'autres, est-elle dommageable au point de vue de la réforme projetée? Il faut donc, pour arriver à l'application du principe de la disponibilité des tarifs entre les mains de l'État, racheter les voies concédées temporairement ou perpétuellement, indemniser ceux qui les possèdent, et même il faut logiquement commencer par là; d'abord, parce que les tarifs de ces canaux sont de beaucoup supérieurs aux taxes de 1822; ensuite parce que l'État est entièrement désarmé vis-à-vis des compagnies propriétaires, n'a aucun moyen d'action sur elles, n'intervient même pas pour moitié dans l'exercice du droit de tarification qui leur est accordé.

L'administration avait si bien senti, Messieurs, la vérité de cette observation, qu'à l'époque où cette question naquit au sein des Chambres, elle avait présenté un projet de loi, auquel on ne paraît plus guère songer maintenant, et qui avait pour objet précisément l'expropriation des 1627 kilomètres de canaux concédés à des compagnies.

D'où vient, Messieurs, que toutes ces lois, successivement apportées aux Chambres, sont aujourd'hui, malgré la faveur qui, un instant, avait paru

les accueillir, à peu près abandonnées? C'est que le bon sens public a compris, outre les considérations préliminaires que nous venons d'indiquer, qu'il y avait d'autres moyens d'abaisser les frais de transport que le rachat des actions de jouissance, ou le rachat des canaux concédés, des moyens plus efficaces, plus puissants, qui réduiraient d'une manière plus notable les frais et les inconvénients dont tout le monde se préoccupe.

Les canaux, en effet, sont des instruments de circulation si perfectionnés que, grâce à la diminution de tirage qu'ils permettent, ils sont, même grevés de tarifs, d'un emploi bien plus économiques que les transports sur les routes de terre. Les multiplier dans toutes les directions est donc un moyen encore de diminuer les frais de transport des marchandises.

Quand le Gouvernement est venu proposer aux Chambres d'affecter les ressources disponibles de l'Etat à racheter les taxes, pour arriver à l'abaissement des dépenses de circulation, les Chambres se sont naturellement demandé s'il ne serait pas préférable d'employer ces fonds disponibles à construire des lignes de navigation nouvelles, et si le bénéfice, pour la communauté, résultant de la création d'un canal, n'était pas bien supérieur au bénéfice résultant de l'amélioration des conditions de jouissance sur les canaux déjà créés.

Chacun de vous sait, Messieurs, que le réseau projeté de la navigation artificielle est encore bien incomplet.

Le développement total de ce réseau, tel qu'il est tracé sur la carte, pour satisfaire à tous les besoins,

doit embrasser 2298 lieues, sur lesquelles il n'y a que 873 lieues terminées, et 470 lieues à perfectionner; restent 955 lieues de lignes nouvelles à ouvrir, pour l'exécution desquelles la somme à dépenser n'est pas estimée à moins de 490 millions de francs (1).

Dès lors, pourquoi ne pas affecter les fonds du Trésor à l'accomplissement de cette œuvre, entreprise, depuis tant d'années, si favorable au but qu'on se propose, et pour l'exécution de laquelle le concours de l'industrie privée, que l'on rendrait par de bas tarifs impossible, serait si précieux? Ne vaut-il pas mieux avoir un plus grand nombre de canaux, grevés de péage, qu'un plus petit nombre de canaux avec une circulation gratuite.

La réponse à cette question, au point de vue économique, ne pouvait pas être douteuse. Elle ne l'était pas davantage au point de vue de la justice distributive.

Il est évident, qu'on ne doit pas condamner les habitants d'une portion du territoire à attendre, pendant de longues années encore, dans leur infériorité actuelle, l'exécution des travaux qui leur sont promis, pour donner à d'autres contrées, déjà heureusement dotées de voies perfectionnées de circulation, tarifées il est vrai, mais néanmoins et malgré leur tarif, d'un emploi supérieur à celui des routes de terre, l'avantage du passage à peu près gratuit sur les canaux. Avant de songer à abaisser, pour les uns, les frais déjà réduits de la locomotion, il faut égaliser pour tous, autant que

(1) Exposé des motifs du projet de loi relatif aux travaux de la navigation intérieure (15 février 1838), p. 371.

faire se peut, la jouissance des moyens de communications que l'art a perfectionnés.

Les promoteurs du système de l'abaissement du prix sur les voies d'eau ne tiennent pas compte de ces considérations. Ils font abstraction, dans leurs raisonnements, des nécessités du Trésor, de l'ensemble des besoins sociaux; ils examinent la question en elle-même, et, en quelque sorte, théoriquement. Voilà pourquoi leurs conseils sont dangereux. Il est certes facile de démontrer, en thèse générale, que le commerce se trouverait mieux de la suppression que du maintien des taxes établies. Il n'y a pas besoin de se donner beaucoup de peine pour cela. Mais il faudrait prouver aussi que l'œuvre de l'établissement des voies nouvelles n'en sera pas ralentie, et c'est chose plus difficile. Les tarifs, considérés comme impôts, procurent aujourd'hui des ressources dont nous avons besoin; considérés comme moyens de ménager les transitions, ils nous préservent de ces secousses brusques, de ces déplacements instantanés de fortune toujours fort à redouter, car il est certain que l'inégalité de situation des différentes parties du Royaume, résultant de l'inégalité de distribution des travaux publics, croît en raison même de l'abaissement des péages établis(1). Ils servent enfin à attirer les capitaux vers ces entreprises d'utilité publique, par la perspec-

(1) « Les tarifs, assis sur la circulation des canaux, sont le seul moyen de maintenir la balance égale entre les provinces qui en profitent, et celles qui en sont éloignées ou privées. » (Discours de M. Manuel dans la séance du 8 juillet 1822).

tive des bénéfices qu'ils offrent, et à éveiller l'esprit d'association, c'est-à-dire un des plus puissants instruments de travail, que l'on puisse appliquer à l'œuvre de l'amélioration de la viabilité. Nous en avons une preuve éclatante dans ce moment même.

Nous ne sommes donc pas encore arrivés au moment où l'abaissement des taxes pourra être opportunément réclamé. C'est une mesure qui viendra en son temps. Avant de s'occuper de supprimer les tarifs, il faut finir les canaux, chemins de fer et routes dont la France a besoin.

Tels sont, Messieurs, les motifs qui avaient conduit, en 1842, votre commission à repousser le principe du rachat général des actions de jouissance. Nous n'avons pas pu reconnaître à ce rachat les caractères de convenance, d'utilité, d'urgence, au nom desquels on le réclamait de nous. En même temps nous avons pensé que des circonstances pouvaient se présenter, où l'expropriation relativement à tel canal fût opportune ou nécessaire. Notre avis est bien que les tarifs doivent être rémunérateurs. Mais il faut aussi qu'ils soient appropriés aux besoins de l'industrie; qu'ils ne soient ni trop hauts, ni trop bas, à ce taux où l'on arrive par des tâtonnements successifs, et où se trouvent conciliés dans une juste proportion les intérêts en présence. Si, dans ce travail de détermination des péages ainsi conçus, l'intervention des compagnies peut être utile; si le concours des hommes spéciaux, versés dans la connaissance des faits industriels, et directement intéressés au succès de l'opération, peut avoir des avantages réels, il

peut présenter aussi des inconvénients. Prévoir cette dernière éventualité, donner au Gouvernement le moyen d'exproprier les porteurs d'actions de jouissance dans le cas où ils abuseraient de leurs droits, est une mesure à laquelle nous n'avons fait aucune objection.

Aussi, après avoir repoussé le principe du rachat immédiat et général, y avons-nous substitué le principe du rachat facultatif et partiel.

Après bien des hésitations, le Gouvernement et la Chambre des Députés ont fini par se rallier à ce système, et par adopter le projet de loi que nous avons eu l'honneur de vous proposer, sauf une modification peu importante, dont nous aurons tout à l'heure à vous entretenir.

Avant de passer, Messieurs, à l'examen des dispositions spéciales que ce projet renferme, permettez-nous d'aborder une question que, dans les circonstances où nous nous trouvons, après les faits qui ont accompagné et suivi la présentation de la loi, il est impossible de laisser dans l'ombre.

Nous avons envisagé cette loi dans son principe; il nous faut l'envisager dans ses conséquences? Quel usage en sera-t-il fait? Quel parti pourra-t-on en tirer?

Voilà ce que nous nous sommes demandé avec quelque inquiétude, car la situation actuelle est difficile, pleine de périls, et pour en sortir heureusement il faut une mesure de prudence, de modération, que l'ardeur des esprits animés par la lutte ne permet pas toujours de conserver.

Les compagnies, menacées sans cesse d'expro-

priation depuis quelques années, accusées à tort ou à raison de mauvais vouloir et d'exigences contraires à l'intérêt public, voyant les revenus des canaux rester au-dessous des espérances que l'exemple d'autres pays leur avait permis de concevoir, inquiètes enfin dans leur avenir par la concurrence prochaine des chemins de fer, les compagnies, quelques-unes du moins, sont et se montrent, dit-on, disposées à échanger leurs droits éventuels et incertains contre des indemnités immédiates et positives. La fixation de ces indemnités est délicate de sa nature, puisqu'il s'agit d'apprécier quels seront les produits des canaux dans trente ans d'ici, en 1867. Comment s'y prendra-t-on? Assurément les arbitres se trouveront placés dans la situation la plus embarrassante. Le doute et l'incertitude ne profiteront-ils pas aux intéressés? on l'espère peut-être; c'est une chance que l'on ne redoute peut-être pas de courir. Puis, l'expérience a montré les inconvénients d'une association où l'Etat est copartageant, et intervient dans les conflits au nom et avec tout le poids de la puissance publique; on a hâte de sortir de cette position. Enfin, des revenus à toucher dans trente ans sont bien éventuels! Voilà déjà les chemins de fer qui se développent sur le sol. N'y aura-t-il pas, d'ici à trente années, quelque invention nouvelle dont les canaux auront encore à souffrir? Ne seront-ils pas relégués en 1867 au rang de ces vieilles machines oubliées et délaissées dont personne ne veut plus?

Ainsi raisonnent, dit-on, quelques-uns des intéressés.

Le succès de la spéculation incertain ; les inconvénients de l'état actuel des choses patent ; une position mauvaise dans des conflits où la partie n'est pas égale ; des luttes incessantes avec des riverains dont les plaintes, bien ou mal fondées, trouvent toujours de l'écho dans les Chambres ; il n'en faut pas davantage pour effrayer les uns, décourager les autres ; et la conclusion de tous ces raisonnements est que la fusion des deux intérêts, l'alliance de l'Etat et de l'industrie privée, dans les formes adoptées en 1822, est impraticable, et qu'il faut profiter de la loi nouvelle pour mettre un terme à une indivision dont l'expérience prouve l'impossibilité.

L'Etat est pour son compte assez disposé à entrer dans cette voie. Il seconde, par d'autres motifs, les desseins des compagnies. Il voudrait rompre les contrats, parce que ces contrats le gênent ; se soustraire à la dépendance qu'il est forcé de subir en ce moment, parce que cette dépendance le blesse et lui pèse. Il aime mieux être propriétaire unique que copropriétaire des canaux, et cela se comprend à merveille. L'œil vigilant de ces compagnies, qui suivent pas à pas les opérations de l'administration, qui les interprètent souvent d'une manière plus ou moins défavorable, peut-être à tort, dans bien des circonstances, est incommode, importun.

De part et d'autre le vœu est donc le rachat.

Dès lors, il est permis de craindre que des lois d'expropriation ne surgissent prochainement de cet état de choses. Il est d'ailleurs si facile aux intéres-

sés de rendre ces lois nécessaires, en envenimant les questions, au lieu d'apporter dans leur examen cet esprit prudent, sage, conciliateur, qui seul permet de les bien résoudre ! Il leur est si facile de rendre la continuation des rapports réciproques impossible en recourant à des mesures violentes, extrêmes, qui forcent bon gré mal gré les Chambres à ordonner la séparation des deux intérêts.

C'est là le danger de la loi actuelle. Il se peut que, dans le but réel de satisfaire à des convenances administratives ou à des convenances privées, dans le but apparent de faire cesser un conflit né de la loi, on ne vous en demande l'application. Si cette loi n'existait pas, si les contrats étaient irrévocables, de part et d'autre, il faudrait bien s'en accommoder ; on mettrait alors dans les relations mutuelles plus de ménagements et de mesure. La loi promulguée, on s'en dispensera peut-être ; la faculté du rachat ouverte, alors la tentation d'en user sera grande pour tous, de sorte qu'en définitive ce sera le Trésor qui paiera les frais de la guerre que se livrent depuis cinq ans les deux principes opposés.

Contre ce péril, Messieurs, il y a sans doute un remède ; il y a une garantie, l'intervention des pouvoirs législatifs, qui demeurent juges de l'utilité des expropriations futures. Sans doute, les Chambres ne voudront pas légèrement exonérer les tiers des chances défavorables attachées à une spéculation par eux tentée. Elles y regarderont de près avant d'y consentir, car ce serait un précédent funeste ; ce serait un mauvais emploi des fonds de l'Etat.

Sans doute encore, nous l'espérons du moins, les Chambres ne voudront pas se prêter à l'abaissement inconsideré des péages sur les canaux, doctrines fausses, qui s'effacent aujourd'hui, qui restent dans l'ombre, mais qui reparaitront, n'en doutez pas, Messieurs, à la première occasion, au premier prétexte, parce que la pensée constante de l'administration est de ne demander aux tarifs que le remboursement des frais annuels d'entretien. Ce serait là encore un précédent funeste, un emploi mauvais des fonds de l'Etat, parce que les ressources du Trésor ont bien d'autres destinations plus utiles à recevoir pendant de longues années encore avant que l'on puisse songer à leur donner celle-là.

Nous croyons assurément à l'efficacité de cette intervention des Chambres pour remédier à l'abus que l'on peut craindre de l'application de la loi; mais il y a des entraînements, des influences dont il est quelquefois difficile de se défendre; il y a des extrémités devant lesquelles il est quelquefois impossible de reculer.

Or, ne serait-il pas possible de tirer de la faculté d'expropriation un parti tel que, non-seulement on évitât les inconvénients dont nous venons de parler, mais encore que l'on fit prospérer les canaux, et cesser la situation déplorable et précaire où ils se trouvent maintenant.

Nous avons vu que, dans l'état actuel des choses, non-seulement l'intérêt et l'amortissement du capital de construction des canaux, s'élevant à 291 millions environ, ne pouvaient être payés sans puiser

dans le Trésor, mais qu'il fallait y puiser encore pour payer une partie des frais d'entretien.

Nous avons vu que cela ne devait pas être imputé à la nouveauté des lignes navigables, et à la nécessité où l'on se trouve, pendant les premières années d'une exploitation, de remédier à des tassements ou à des filtrations imprévues qui entraînent accidentellement des dépenses extraordinaires; car les canaux les plus importants par leurs produits, leur étendue, celui de Bourgogne, du Rhône au Rhin, de la Somme, d'Arles à Bouc, etc., etc., ont au moins dix ans d'existence.

Et d'ailleurs, nous avons démontré que les frais actuels d'exploitation, comparés à ceux des anciens canaux, n'étaient susceptibles d'aucune diminution quelconque.

Comment donc se fait-il que cette propriété, si précieuse, si chèrement acquise, reste improductive et stérile pour le Trésor?

Trois causes ont contribué à amener ce résultat:

1^o L'excessif abaissement des tarifs. Le droit moyen de 2 centimes par tonne et par kilomètre, tel qu'il est aujourd'hui appliqué, est trop faible. Il faut le relever, non en masse et tout d'un coup, mais partiellement et successivement.

2^o Le mode imparfait d'une régie distribuée entre deux branches administratives, agissant indépendamment l'une de l'autre, et qui dépendent toutes deux d'une direction différente siégeant à Paris. Le défaut de stimulant chez les employés que rien ne rattache ni directement ni indirectement au succès de l'opération; le défaut d'accord dans les

prescriptions réglementaires, résultant de la diversité des pouvoirs qui font les règlements; la mobilité perpétuelle des ingénieurs et des percepteurs appelés sans cesse à de nouvelles fonctions; l'insuffisance des traitements des agents; l'insuffisance de la surveillance, d'où naît la fraude des bateliers, tout cela ne contribue-t-il pas pour beaucoup à produire les mauvais résultats de l'exploitation actuelle des canaux (1)? C'est ce que nous engageons le Gouvernement à examiner.

3^e Enfin, aux défauts de la régie ainsi organisée s'ajoute l'imperfection des canaux eux-mêmes. Ils ne sont pas terminés, dans ce sens qu'ils ne sont pas reliés aux principaux centres de production ou de consommation; qu'ils pèchent encore, presque tous, soit par l'insuffisance des moyens d'alimen-

(1) L'exploitation des canaux appartenant à l'Etat dépend :

1^o Des ingénieurs qui entretiennent, réparent, ménagent les eaux, et font la police;

2^o Des receveurs des contributions indirectes qui perçoivent les taxes;

3^o Des préfets et conseils de préfecture qui réglementent et jugent la matière dans de certaines limites.

Ainsi trois départements ministériels n'ayant aucun point de contact sont maintenant chargés de l'administration de nos canaux. Cet état de choses, ce défaut de centralisation et d'unité pour une administration qui en a le plus grand besoin, est véritablement intolérable. Sous la Restauration, on le sentait déjà, car les idées d'affermage et des compagnies remontent à cette époque.

(Réflexions de M. d'Angeville sur la loi des actions de jouissances, p. 102).

tation, soit par la perméabilité des biez, soit par l'exécution de quelques ouvrages d'art mal établis, ponts ou écluses, soit enfin par leur éloignement des villes les plus populeuses auxquelles de petits canaux devraient les rattacher (1).

Trois choses principales sont donc à faire pour mettre cette propriété en valeur :

1° Relever graduellement et avec intelligence

(1) Cette vérité a été mise en lumière par M. le comte d'Angeville, membre de la Chambre des Députés, et par M. Aulagnier qui a donné, dans ses divers ouvrages, les renseignements les plus utiles sur l'état des voies navigables. Nous en extrayons les faits suivants, à l'appui de l'assertion que voici : Les canaux ne sont pas terminés et sont mal reliés.

Le canal de Bourgogne est de tous le plus fréquenté, le plus productif, le plus important, le plus anciennement terminé, et cependant son chômage a encore duré plus de trois mois en 1844. La fermeture du canal, annoncée pour le 15 août, a été fixée au 15 juillet, et depuis le 1^{er} juillet le tirant d'eau n'était plus que d'un mètre seulement. La nécessité d'importants travaux d'étanchements, d'une alimentation par groupes de biez, et la création de réservoirs inférieurs, travaux qui exigeront 4 à 5 millions, d'après les devis, et une durée de temps de quatre à cinq ans, n'est plus contestée par personne.

Beaucoup d'améliorations ont été faites au canal *du Rhône au Rhin*; mais ce qui renchérit particulièrement sa navigation, et ce qui la rend lente et dangereuse, ce sont la traversée de Besançon, les rapides courants des rivières canalisées, et la mauvaise construction de quelques ponts mal combinés, notamment à Dôle. Ces travaux restent à faire.

Sur le *canal latéral à la Loire*, la plus grande partie des portes d'écluses est dans de mauvaises conditions. Elles se manœuvrent difficilement et laissent échapper des flots d'eau. Le passage en Loire à Châtillon est très-imparfait. Le débouché du

les tarifs trop bas; 2° achever et relier les canaux; 3° changer les procédés d'exploitation suivis.

Ne serait-il pas possible d'atteindre ce triple but, sans que l'Etat eût bourse à délier, si, conformément à l'opinion émise dans cette session même par M. le Ministre des finances, ces canaux étaient exploités par des fermiers, sous la condition d'appli-

canal du Berry, par son insuffisance et sa mauvaise situation, occasionne des embarras, des retards, et expose la navigation dans les moments de crue. Enfin, il faut encore améliorer les passes étranglées de ce canal, et remplacer par des ponts suspendus, laissant au canal toute sa section et sa banquette, les ponts droits et sans banquettes qui existent actuellement.

L'alimentation du *canal du Berry* est encore incomplète. Le tirant d'eau est de 80 à 90 centimètres seulement. Si l'on considère la petite section de ce canal et les frais des transbordements qu'elle occasionne, on comprendra combien une bonne tenue est nécessaire pour remédier autant que possible à ces inconvénients.

Le *canal du Nivernais* a reçu depuis Lachaize jusqu'à Auxerre d'énormes réparations, une refaite presque à neuf. Ainsi la généralité des écluses et de leurs portes ont été remontées ou remplacées douze ou treize ans après leur construction. On a isolé quelques parties de canal établies en lit de rivières; on a élevé quelques barrages de manière à augmenter le tirant d'eau; mais cette navigation est encore bien imparfaite à en juger par le chiffre du tonnage qui a encore une très-faible importance.

Nous ne pousserons pas plus loin ces citations, elles suffisent pour prouver cette première partie de notre proposition: les canaux ne sont pas achevés.

Nous disons en deuxième lieu qu'ils sont mal reliés entre eux et aux rivières dans lesquelles ils viennent aboutir.

La Saône, perfectionnée entre Verdun et Lyon, puis entre

quer un tarif moyen de 3 à 4 centimes, par exemple (1), et de faire les dépenses d'achèvement, dans tous les cas inévitables, et dont l'ensemble n'est pas, dit-on, de moins de 20 millions.

De toutes les lignes créées en 1822, les canaux de Bretagne sont les seuls qui, selon toute apparence, ne trouveront pas de preneurs à ces conditions, parce que, seuls, ils ne rendent pas et ne sont pas susceptibles de rendre d'ici à de longues années, et quoi qu'on fasse, leurs frais d'exploitation.

Le canal de Nantes à Brest a coûté pour son entretien, en 1844, 409.963 fr., et il a produit 68.457 fr. (c'est le septième de la dépense. Les frais de premier établissement ont été de 46.406.343 fr.)

Le canal d'Ille-et-Rance a coûté, pour son entretien, en 1844, 126.083 fr. et a produit 31.185 fr. (c'est le quart de la dépense. Les frais de premier établissement ont été de 14.240.019 fr.)

Là, où il n'y a pas de bénéfice probable à attendre, il n'y a pas de fermiers possibles.

Châlon et Gray, depuis quelques années, présente une lacune très-difficile à franchir entre Verdun et Châlon. Cette lacune, qui paralyse tous les bienfaits des améliorations, opérées en amont et en aval, est précisément dans cette partie de la rivière, où débouchent les canaux de Bourgogne et du Rhône au Rhin. La difficulté de communication qui en résulte, entre ces deux canaux, contribue beaucoup à en restreindre la circulation.

L'Yonne et la Seine sont dans le même cas, ainsi que le prouvent les demandes considérables de crédits, faites dans cette session même, pour améliorer leur navigation.

(1) Ce tarif est, comme on l'a vu, le tarif appliqué sur le canal de Bourgogne.

Il faut donc se résigner à voir ces canaux rester forcément à la charge de l'Etat. C'est une entreprise qui n'aura pas été heureuse; une dépense de 60 millions qui aura été à peu près perdue. Combien d'années s'écouleront en effet avant qu'il s'opère, dans la situation des pays que ces canaux traversent, un accroissement de richesse suffisant pour que les capitaux de construction deviennent productifs? Et, pendant ce laps de temps, ces 60 millions employés ailleurs se seraient renouvelés par la voie des tarifs, et auraient pu être affectés à d'autres destinations. Triste exemple, Messieurs, des conséquences qu'entraîne cette doctrine de l'égalité des droits des localités dans la distribution des voies perfectionnées de transport! Quand on ne consulte pas les besoins, la situation commerciale et industrielle d'un pays pour adapter à ces besoins le moyen de communication qu'ils demandent, voilà ce qui doit infailliblement arriver. Là où de bonnes routes suffiraient, quand on construit des canaux, avant que les progrès de la richesse publique les appellent, ces canaux demeurent inutiles et sans fréquentation pendant de longues périodes de temps. La machine est bonne, mais le travail lui manque. Elle aurait pu, appliquée ailleurs, rendre d'utiles services, mais elle n'est pas à sa place. Il semble voir un fabricant qui, ayant besoin d'une force motrice de 25 chevaux pour faire aller son usine, s'imaginerait de monter un moteur de la force de 50 chevaux. La moitié de la force serait perdue, la moitié de la dépense ainsi employée serait sans objet.

Quoi qu'il en soit, du reste, toujours est-il qu'à côté des canaux de Bretagne, il y a les canaux de Bourgogne, du Rhône au Rhin, du Nivernais, latéral à la Loire, etc., tous capables, selon les appréciations les plus raisonnables, de donner un revenu supérieur à leurs dépenses annuelles, s'ils sont gérés avec intelligence, et tous susceptibles, par conséquent, d'être affermés.

Or, il se trouve des compagnies déjà constituées, et déjà intéressées à l'exploitation de ces voies de transport, qui seraient excitées à bien les administrer, non-seulement par la perspective des produits qu'elles auraient à en retirer immédiatement, mais en outre par l'espoir d'améliorer leur situation future, et d'avancer l'époque de leur jouissance dans la proportion même de l'accroissement des revenus annuels.

Traiter avec ces compagnies, ce serait non-seulement s'adresser à des fermiers doublement intéressés à bien faire, mais éviter pour l'avenir les dangers d'une indivision, qui ne peut plus guère se prolonger sans luttes nouvelles; ce serait enfin tirer les canaux de leur stérilité actuelle. L'industrie, n'en doutez pas, Messieurs, sera prompte à les féconder; témoin l'exemple du canal de Saint-Quentin, qui ne produisait que 400.000 francs, quand il était dans les mains du Gouvernement; et qui, dès les premières années de son affermage à M. Honorez, a produit un million.

Si un nombre plus ou moins grand des porteurs des actions de jouissance ne consentent pas à cette transformation d'attributions et de rôle, il sera

nécessaire de les exproprier du droit qui leur appartient d'intervenir dans la fixation des péages (1).

Voilà quelle peut être l'utilité de la loi. Voilà comment elle peut servir à améliorer la situation de tous, et à terminer le conflit engagé entre les intérêts contraires. C'est dans cette pensée, c'est pour donner au Gouvernement le moyen de poursuivre, d'atteindre ce but, que nous avons, en 1842, formulé le système des rachats facultatifs et partiels, et que nous l'acceptons encore aujourd'hui malgré les inconvénients qu'il présente.

Le projet de loi, dont nous avons maintenant, Messieurs, à vous rendre compte, est en lui-même fort simple. Il se compose d'un petit nombre de dispositions, sur lesquelles votre attention a été déjà plusieurs fois appelée, et dont nous dirons peu de mots seulement.

L'article 1^{er} pose ce principe que le rachat des actions de jouissance pourra être opéré pour cause d'utilité publique. C'est la consécration de cette

(1) L'application de cette pensée d'affermage ne rencontrerait point d'obstacle, à en juger du moins par le passage suivant de la proposition faite au Gouvernement le 24 mars 1837 par la compagnie des quatre canaux.

« Nous pensons que la mise en régie intéressée des canaux de l'Etat au moyen des compagnies, n'aurait que des avantages et n'aurait point d'inconvénients, que ce serait une mesure de haute et bonne administration, et nous assurons que les porteurs d'actions de jouissances n'y mettraient aucune opposition. » (Documents publiés par M. le comte Jaubert, p. 69 et 74).

règle de notre législation qui veut que l'intérêt privé s'efface et disparaisse toujours devant l'intérêt général. A côté de ce principe, se trouve la stipulation formelle que, pour chaque compagnie, il sera procédé à l'expropriation, à part, et en vertu d'une loi spéciale. Les Chambres examineront, dans chaque cas, les motifs allégués en faveur de l'application du rachat; c'est la garantie dont nous avons précédemment parlé.

Quant au mode de procédure, il est déterminé de la manière suivante.

Le montant de l'indemnité sera fixé par une commission spéciale, instituée par ordonnance du Roi, et composée de neuf membres, dont trois seront désignés par le Ministre des finances, trois par la compagnie, trois par le premier président et les présidents réunis de la cour royale de Paris.

Les articles 2, 3 et 4 sont relatifs à la formation de cette commission, et aux règles qui devront présider à ses délibérations; ils s'expliquent d'eux-mêmes.

Le projet de loi est jusque-là exactement conforme à celui que nous avions eu l'honneur de vous proposer.

La seule modification qu'il ait subie est relative à l'article 5.

Nous avons cru pouvoir rendre valides les délibérations de la commission arbitrale, lorsque ces délibérations auraient été prises par cinq membres présents.

La Chambre des Députés en a pensé différem-

ment; elle a fixé à sept le nombre des membres nécessaires pour valider les opérations des arbitres.

On a dit, pour justifier cet amendement, que les délégués des compagnies, sollicités par un intérêt direct et puissant, seraient toujours exacts et assidus aux séances de la commission, tandis que les délégués de l'Etat, mus par le seul sentiment d'un devoir à remplir, pourraient se montrer moins vigilants; et qu'ainsi, dans le cas où on fixerait à cinq personnes le minimum des membres nécessaires pour prononcer valablement, on s'exposerait à laisser l'intérêt privé, dont la représentation est de trois délégués, quelquefois dominant et constitué en majorité. C'est cette crainte qui a fait substituer le chiffre de sept au chiffre de cinq que nous avions d'abord admis.

Il est difficile, assurément, de supposer que les commissaires, nommés par le Gouvernement et la magistrature, poussent jamais l'oubli de leur devoir jusqu'à désertir leurs fonctions, au risque de laisser les parties intéressées stipuler elles-mêmes en leur faveur; mais, enfin, les lois sont défiantes de leur nature. La disposition que l'on nous propose, si elle n'est pas indispensable, n'a pas non plus d'inconvénients graves; nous ne faisons donc aucune difficulté de l'adopter. Il en est de même de l'article 6, portant que, si pendant trois séances consécutives les membres nommés par les compagnies ou le Ministre des finances s'abstiennent de prendre part aux délibérations de la commission, ils seront remplacés par le pre-

mier président et les présidents réunis de la cour royale de Paris. C'est une éventualité que l'on a pu prévoir, mais qui n'est pas non plus fort à redouter.

Enfin, l'article dernier stipule que les crédits nécessaires pour le paiement des indemnités seront demandés aux Chambres dans leur plus prochaine session; non que les Chambres soient par là transformées en un jury d'appel destiné à scruter et modifier, s'il y a lieu, le chiffre fixé par les arbitres. Il ne peut pas en être ainsi. Ce n'est pas là leur rôle. Mais les Chambres ont toujours le droit et le pouvoir, en matière de finances, de déclarer si elles veulent ou non constituer le Trésor débiteur d'une somme quelconque. Il n'est pas possible de se passer de leur concours. En conséquence, sans pouvoir augmenter ni réduire le montant des crédits, elles auront à déclarer si elles pensent ou non qu'il y a utilité publique dans une expropriation faite au prix stipulé. C'est dans ces termes, et dans ces termes seulement, que la question leur sera déférée.

Telles sont, Messieurs, les dispositions de ce projet, pour lequel nous venons réclamer vos suffrages. En l'adoptant, vous mettrez un terme à une question, depuis cinq années suspendue et renvoyée de session en session, sans recevoir jusqu'ici de solution définitive.

Cette faculté légale d'expropriation, utile ou nuisible selon l'usage que l'on en fera, subordonnée dans son application à votre contrôle, peut être accordée, puisqu'on vous la demande;

mais le Gouvernement ne doit jamais oublier, une fois cette arme remise entre ses mains, que dans cette question se trouvent engagés les intérêts les plus graves, celui du crédit public, et celui du meilleur mode d'exécution et d'exploitation des voies de transport.

Nous avons l'honneur de vous proposer l'adoption pure et simple du projet de loi.

NOTE C, page 10.

La navigation de l'Oise (suivant l'état général de situation de travaux des ponts et chaussées publié chaque année par le ministère des travaux publics) se divise en deux parties :

1° Le canal latéral à l'Oise, dont la longueur est de.....	28.610 m.
2° La navigation dans le lit de la rivière de l'Oise.....	103.000
Total.....	131.610

Le tarif des droits perçus est déterminé par l'ordonnance royale du 13 juillet 1825.

La taxe des bateaux chargés, quelle que soit la nature de la marchandise, est :

Pour le parcours entier du canal latéral à l'Oise, et par tonne.....	0.375
ou par tonne et par kilomètre....	0.013

Pour le parcours entier de l'Oise en lit de rivière, par tonne.....	0.35
ou par tonne et par kilomètre....	0.0034

L'article 2 de l'ordonnance porte : « Tout bateau chargé en tout ou en partie et ne prenant pas un tirant d'eau de plus de 1 m. 25, paiera le droit pour tout le chargement possible.

« Si le tirant d'eau est entre 1 m. 05 et 1 m. 10, le droit sera perçu pour le chargement possible dans la supposition d'un tirant d'eau de 1 m. 10.

« Si le tirant d'eau est entre 1 m. 10 et 1 m. 15, le droit sera perçu pour le chargement possible dans la supposition d'un tirant d'eau de 1 m. 15.

« Le droit sera perçu pour tous les autres cas d'après les mêmes bases par gradation de 5 en 5 centimètres. »

Il résulte de là que le tonnage réel de la navigation de l'Oise ne peut pas être exactement apprécié par les résultats de la perception, puisqu'on ne sait pas, si les bateaux qui paient

le droit comme étant à charge pleine, n'étaient pas effectivement à moitié charge, ou dans toute autre proportion relativement à la charge possible.

On voit seulement qu'en supposant tous les bateaux pleins, en supposant que chaque bateau parcoure l'étendue entière du canal (ce qui est une hypothèse purement gratuite),

Le produit brut provenant de l'application des taxes, en 1844, a été :

Sur le canal latéral, de 245.085 f. 47 c.

Sur l'Oise elle-même, de . . . 262.295 25

d'où suit que le tonnage serait, dans les hypothèses précédentes,

Pour le canal latéral, de . . . 245.085 f. 47

$$\frac{\quad}{0.375} = 653.561 \text{ t.}$$

Pour la navigation en rivière, de 262.295 f. 25

$$\frac{\quad}{0.35} = 749.415$$

Mais ce ne sont là que des suppositions. Les bordereaux de perception existants au ministère des finances, n'indiquent pas quelle quantité doit être déduite de ce mouvement possible, pour arriver au mouvement réel. On ne peut donc pas apprécier quel est le tarif moyen appliqué par tonne réellement transportée.

Si l'on veut tenir compte des résultats relatifs à la navigation de l'Oise dans les tableaux insérés aux p. 10 et 11, on arrivera à un tarif moyen plus bas encore que celui que nous avons trouvé; car la taxe appliquée étant pour l'Oise et le canal latéral de 0.0055 par tonne et par kilomètre, la moyenne de 0.02 à laquelle nous sommes parvenus, serait par cela même affaiblie.

Tous les raisonnements que nous avons faits sur l'insuffisance de cette taxe seraient par suite renforcés.

RELEVÉ, depuis 1827, du produit des droits de na

ANNÉES.	CANAUX				
	de Manicamp.	de Bourgogne.	du Rhône au Rhin.	de la Somme.	d'Arles.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.
1827	32.322 34	95.510 42	90.184 56	15.356 97	
1828	33.110 63	131.459 85	94.966 52	66.060 52	
1829	32.299 91	92.097 17	105.342 28	167.047 72	
1830	49.205 46	88.341 57	116.449 45	298.248 97	
1831	36.717 04	87.593 14	89.563 31	181.736 95	
1832	43.642 78	89.524 69	141.469 28	207.416 16	
1833	51.009 36	171.661 01	184.839 34	240.456 60	
1834	63.367 24	211.655 55	333.827 85	247.657 61	
1835	53.893 94	590.162 33	510.090 63	234.183 41	50.
1836	66.834 25	641.503 14	762.446 29	271.443 88	60.
1837	68.231 43	652.879 55	717.100 44	320.044 17	75.
1838	82.445 62	771.971 49	826.710 24	325.232 74	74.
1839	75.374 78	934.704 33	851.041 34	348.022 25	76.
1840	99.061 05	707.783 96	715.828 70	315.434 48	83.
1841	150.932 94	1.326.603 77	825.831 64	242.760 26	89.
1842	171.162 55	1.071.128 36	893.850 68	263.450 95	77.
1843	183.893 60	1.245.929 77	1.044.383 94	274.635 38	163.
1844	192.451 41	1.128.954 96	795.394 94	325.929 74	166.

TABLEAU A.

RELEVÉ, depuis 1827, du produit des droits de navigation, pêche, francs-bords et recettes accessoires constatés sur les canaux exécutés par voie d'emprunt.

ANNÉES.	CANAUX					CANAL latéral à l'Oise.	RIVIÈRE canalisée de l'Oise.	CANAUX				CANAL latéral à la Loire.	CANAUX	
	de Manicamp.	de Bourgogne.	du Rhône au Rhin.	de la Somme.	d'Arles à Bouc.			des Ardennes.	du Blavet.	de Nantes à Brest.	d'Ille-et-Rance.		du Berry.	du Nivernais.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1827	32.322 34	95.510 42	90.184 56	15.356 97	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "
1828	33.110 63	131.459 85	94.966 52	66.060 52	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "
1829	32.299 91	92.097 17	105.342 28	167.047 72	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "
1830	49.205 46	88.341 57	116.449 45	298.248 97	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "
1831	36.717 04	87.593 14	89.563 31	181.736 95	" "	18.947 16	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "
1832	43.642 78	89.524 69	141.469 28	207.416 16	" "	86.535 88	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "
1833	51.009 36	171.661 01	184.839 34	240.456 60	" "	102.736 79	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "
1834	63.367 24	211.655 55	333.827 85	247.657 61	" "	124.515 44	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "
1835	53.893 94	590.162 33	510.090 63	234.183 41	50.594 64	107.594 44	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "
1836	66.834 25	641.503 14	762.446 29	271.443 88	60.047 50	135.154 92	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "
1837	68.231 43	652.879 55	717.100 44	320.044 17	75.675 42	143.127 47	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "	" "
1838	82.445 62	771.971 49	826.710 24	325.232 74	74.039 00	170.290 86	49.020 12	24.438 63	" "	" "	" "	" "	" "	" "
1839	75.374 78	934.704 33	851.041 34	348.022 25	76.513 08	159.256 31	242.303 57	95.532 67	1.688 94	54.792 44	25.592 37	" "	" "	" "
1840	99.061 05	707.783 96	715.828 70	315.434 48	83.227 64	179.973 53	253.631 16	59.399 78	1.455 04	48.018 71	31.890 95	323.387 36	" "	" "
1841	150.932 94	1.326.603 77	825.831 64	242.760 26	89.738 53	242.745 48	332.003 97	89 900 48	3.079 10	53.601 96	24.350 49	466.771 52	" "	" "
1842	171.162 55	1.071.128 36	893.850 68	263.450 95	77.079 25	270.483 21	338.815 14	81.700 55	3.658 26	83.299 90	35.483 54	412.759 08	" "	" "
1843	183.893 60	1.245.929 77	1.044.383 94	274.635 38	163.772 99	294.799 22	427.403 92	108.231 22	7.354 64	87.733 67	37.337 14	433.908 29	139.041 58	77.691 78
1844	192.451 41	1.128.954 96	795.394 94	325.929 74	166.222 95	304.462 67	392.383 90	123.190 47	14.068 69	79.155 04	36.037 41	531.770 35	219.873 72	180.612 57

TABLEAU B.

RELEVÉ, depuis 1837, des dépenses concernant les canaux exécutés par voie d'emprunt en vertu des lois de 1821 et 1822.

NOTA. Ces renseignements sont extraits des comptes fournis aux compagnies en fin d'exercice.

DÉSIGNATION DES CANAUX.	ANNÉES.	FRAIS DE PERCEPTION DES DROITS DE NAVIGATION.		FRAIS d'entretien et de réparation, et frais d'admi- nistration.	INTÉRÊTS, primes et amortissement.	TOTAUX.	DÉSIGNATION DES CANAUX.	ANNÉES.	FRAIS DE PERCEPTION DES DROITS DE NAVIGATION.		FRAIS d'entretien et de réparation, et frais d'admi- nistration.	INTÉRÊTS, primes et amortissement.	TOTAUX.	
		Personnel.	Matériel.						Personnel.	Matériel.				
				fr. c.	fr. c.	fr. c.					fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Canal de Bourgogne.....	1838	32.709 53	19.456 65	354.761 76	1.650.000 00	2.056.927 94	Rivière canalisée de l'Oise.	1837	" "	" "	81.507 58	129.375 00	210.882 58	
	1839	33.901 73	1.997 87	440.914 57	1.650.000 00	2.126.814 17		1838	" "	" "	81.800 00	112.500 00	194.300 00	
	1840	33.508 92	3.634 44	519.046 12	1.650.000 00	2.206.189 48		1839	8.365 05	849 99	89.779 36	112.500 00	211.494 40	
	1841	33.623 18	2.601 53	488.615 47	1.650.000 00	2.174.840 18		1840	8.368 78	862 72	79.111 68	112.500 00	200.843 18	
	1842	33.437 81	1.940 38	502.594 60	1.650.000 00	2.187.972 79		1841	8.368 78	895 80	85.120 01	112.500 00	206.844 59	
	1843	30.577 54	1.789 44	502.594 60	1.650.000 00	2.184.961 58		1842	8.728 06	1.251 64	75.819 67	112.500 00	198.299 37	
Canal d'Arles à Bouc.....	1837	1.697 17	1.421 19	100.000 00	364.100 00	467.218 36	Canal d'Ille-et-Rance.....	1843	8.439 62	1.675 18	75.819 67	112.500 00	198.434 47	
	1838	4.108 91	1.501 20	76.330 00	364.100 00	446.040 11		1843	2.033 85	199 99	108.711 00	854.400 00	965.344 84	
	1839	5.121 30	289 99	117.093 69	364.100 00	486.604 98		1840	2.111 98	199 92	161.134 34	854.400 00	1.017.846 24	
	1840	5.121 30	289 93	135.880 81	364.100 00	505.392 04		1841	2.163 50	594 91	161.110 00	854.400 00	1.018.268 41	
	1841	5.121 16	289 92	231.631 22	364.100 00	601.042 30		1842	2.163 38	237 38	138.791 00	854.400 00	995.591 76	
	1842	5.120 62	289 92	589.995 87	364.100 00	959.506 41		1843	1.943 60	199 92	138.791 00	854.400 00	995.334 52	
Canal de la Somme.....	1843	4.749 72	289 92	589.995 87	364.100 00	959.135 51	Canal de Nantes à Brést...	1839	4.235 05	308 43	55.258 46	854.400 00	714.201 94	
	1837	19.356 29	8.078 99	106.152 16	231.000 00	364.587 44		1840	4.842 74	406 99	128.097 24	854.400 00	987.746 97	
	1838	23.582 10	8.427 80	130.000 00	247.500 00	409.509 90		1841	4.842 74	249 96	84.047 32	854.400 00	943.540 02	
	1839	24.186 68	2.250 00	130.000 00	247.500 00	403.936 68		1842	5.092 46	445 44	447.921 66	854.400 00	1.307.859 56	
	1840	24.192 76	2.249 87	137.595 82	247.500 00	411.538 45		1843	4.589 88	249 96	447.921 66	854.400 00	1.307.161 50	
	1841	24.221 56	2.249 88	188.907 01	247.500 00	462.878 45		1839	400 00	" "	133.347 30	854.400 00	988.147 30	
Canal de Manicamp.....	1842	24.232 70	2.249 88	219.422 10	247.500 00	493.404 68	Canal du Blavet.....	1840	400 00	" "	145.095 29	854.400 00	999.895 29	
	1843	22.181 94	2.249 84	219.422 10	247.500 00	491.353 88		1841	400 00	" "	98.487 08	854.400 00	953.287 08	
	1837	3.203 81	1.019 79	70.022 46	231.000 00	305.246 06		1842	400 00	" "	94.055 89	854.400 00	948.855 89	
	1838	4.908 77	1.025 87	88.094 99	247.500 00	321.529 63		1843	" "	" "	94.055 89	854.400 00	948.455 89	
	1839	1.969 20	237 49	34.135 67	247.500 00	283.842 36		Canal latéral à la Loire...	1839	" "	" "	337.082 04	800.400 00	1.137.482 04
	1840	1.969 20	237 41	14.403 10	247.500 00	264.109 71			1840	6.164 25	13.253 74	353.826 23	800.400 00	1.173.644 22
Canal des Ardennes.....	1841	1.969 20	199 92	10.135 47	247.500 00	259.804 59	1841		13.510 32	3.492 64	701.964 00	800.400 00	1.519.366 96	
	1842	1.969 02	272 66	12.000 00	247.500 00	261.741 68	1842		16.268 72	2.253 26	688.044 60	800.400 00	1.506.966 58	
	1843	1.800 00	272 76	12.000 00	247.500 00	261.572 76	1843		17.729 40	1.699 92	688.044 60	800.400 00	1.507.873 92	
	1838	435 00	" "	107.986 13	640.000 00	748.421 13	Canal du Rhône au Rhin...		1837	" "	" "	" "	800.000 00	800.000 00
	1839	900 00	2.332 21	114.936 54	640.000 00	758.168 75		1838	" "	" "	296.866 61	800.000 00	1.096.866 61	
	1840	" "	2.990 00	133.590 37	640.000 00	776.580 37		1839	" "	" "	477.633 99	800.000 00	1.277.633 99	
	1841	" "	3.090 00	545.000 00	640.000 00	1.188.090 00		1840	35.798 40	16.245 25	482.057 96	800.000 00	1.334.101 61	
	1842	3.167 86	2.075 00	301.176 93	640.000 00	946.419 79		1841	38.898 40	16.286 59	434.317 05	800.000 00	1.289.502 04	
	1843	8.939 52	780 00	301.176 93	640.000 00	950.896 45		1842	39.116 13	1.939 80	470.559 09	815.000 00	1.326.615 02	
Canal latéral à l'Oise.....	1837	" "	2.635 04	42.116 14	129.375 00	174.126 18	Canal du Nivernais.....	1843	35.924 09	1.939 80	470.559 09	815.000 00	1.323.422 98	
	1838	929 67	2.501 80	14.144 99	112.500 00	129.876 46		1843	5.621 28	16 95	" "	542.400 00	548.038 23	
	1839	4.375 96	412 47	20.915 64	112.500 00	138.204 07		1843	7.942 55	333 30	" "	817.200 00	825.475 85	
	1840	4.375 84	412 43	40.763 32	112.500 00	158.051 59	Canal du Berry.....							
	1841	4.375 84	449 88	20.335 66	112.500 00	137.661 38								
	1842	4.375 44	577 11	36.934 78	112.500 00	153.387 33								
	1843	3.999 84	577 20	36.934 78	112.500 00	154.011 82								

Nota. —
les n^{os} 48
le Rapport
pour la d

prunt en vertu des lois de 1821 et 1822.

en fin d'exercice.

ANNÉES.	FRAIS DE PERCEPTION DES DROITS DE NAVIGATION.		FRAIS d'entretien et de réparation, et frais d'admini- stration.		INTÉRÊTS, primes et amortissement.		TOTAUX.	
	Personnel.		Matériel.					
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
1837	»	»	»	»	81.507 58		129.375 00	210.882 58
1838	»	»	»	»	81.800 00		112.500 00	194.300 00
1839	8.365 05		849 99		89.779 36		112.500 00	211.494 40
1840	8.368 78		862 72		79.111 68		112.500 00	200.843 18
1841	8 368 78		895 80		85.120 01		112.500 00	206.844 59
1842	8.728 06		1.251 64		75.819 67		112.500 00	198.299 37
1843	8.439 62		1.675 18		75.819 67		112.500 00	198.434 47
1839	2.033 85		199 99		108.711 00		854.400 00	965.344 84
1840	2.111 98		199 92		161.134 34		854.400 00	1.017.846 24
1841	2.163 50		594 91		161.110 00		854.400 00	1.018.268 41
1842	2.163 38		237 38		138.791 00		854.400 00	995.591 76
1843	1.943 60		199 92		138.791 00		854.400 00	995.334 52
1839	4.235 05		308 43		55.258 46		854 400 00	714.201 94
1840	4.842 74		406 99		128.097 24		854.400 00	987.746 97
1841	4.842 74		249 96		84 047 32		854.400 00	943.540 02
1842	5.092 46		445 44		447.921 66		854.400 00	1.307.859 56
1843	4.589 88		249 96		447.921 66		854.400 00	1.307.161 50
1839	400 00		»	»	133.347 30		854.400 00	988.147 30
1840	400 00		»	»	145.095 29		854.400 00	999.895 29
1841	400 00		»	»	98.487 08		854.400 00	953.287 08
1842	400 00		»	»	94.055 89		854.400 00	948.855 89
1843	»	»	»	»	94.055 89		854.400 00	948.455 89
1839	»	»	»	»	337.082 04		800.400 00	1.137.482 04
1840	6.164 25		13.253 74		353.826 23		800.400 00	1.173.644 22
1841	13.510 32		3.492 64		701.964 00		800.400 00	1.519.366 96
1842	16.268 72		2.253 26		688.044 60		800.400 00	1.506.466 58
1843	17.729 40		1.699 92		688.044 60		800.400 00	1.507.873 92
1837	»	»	»	»	»	»	800.000 00	800.000 00
1838	»	»	»	»	296.866 61		800.000 00	1.096.866 61
1839	»	»	»	»	477.633 99		800.000 00	1.277.633 99
1840	35.798 40		16.245 25		482.057 96		800.000 00	1.334.101 61
1841	38.898 40		16.286 59		434.317 05		800.000 00	1.289.502 04
1842	39.116 13		1.939 80		470.559 09		815.000 00	1.326.615 02
1843	35.924 09		1.939 80		470.559 09		815.000 00	1.323.422 98
1843	5.621 28		16 95		»	»	542.400 00	548.038 23
1843	7.942 55		333 30		»	»	817.200 00	825.475 85

SESSIONS

1861.

1845.

CHAMBRE DES PAIRS.

PROJET DE LOI

RELATIF

AU RÉGIME LÉGISLATIF DES COLONIES,

AMENDÉ

PAR LA CHAMBRE DES PAIRS,

ET ADOPTÉ DANS LA SÉANCE DU 12 AVRIL 1845.

Nota. — Voir, pour l'Exposé des motifs et le 1^{er} Rapport, les nos 48 et 92 des Impressions de la session de 1844; pour le Rapport supplémentaire le n° 24 de la présente session; et pour la discussion, les nos 33 à 41 du Procès-verbal.



CHAMBER OF DEPUTIES

PROCEEDINGS

IN THE HOUSE OF COMMONS

IN THE YEAR 1840

AND IN THE YEAR 1841

AND IN THE YEAR 1842

AND IN THE YEAR 1843

AND IN THE YEAR 1844

AND IN THE YEAR 1845

AND IN THE YEAR 1846

AND IN THE YEAR 1847

AND IN THE YEAR 1848

AND IN THE YEAR 1849

AND IN THE YEAR 1850

AND IN THE YEAR 1851

AND IN THE YEAR 1852

AND IN THE YEAR 1853

AND IN THE YEAR 1854

AND IN THE YEAR 1855

AND IN THE YEAR 1856

AND IN THE YEAR 1857

AND IN THE YEAR 1858

AND IN THE YEAR 1859

AU

II

1°

leurs

place

sema

2°

3°

4°

dilion

entre

Po

et ap

seil c

loi d

mari

L'a

pour

distr

tion

profi

aux

dance

PROJET DE LOI

RELATIF

AU RÉGIME LÉGISLATIF DES COLONIES,

AMENDÉ PAR LA CHAMBRE DES PAIRS.

ARTICLE PREMIER.

Il sera statué par ordonnance du Roi :

1° Sur la nourriture et l'entretien dus par les maîtres à leurs esclaves, tant en santé qu'en maladie; et sur le remplacement de la nourriture par la concession d'un jour par semaine aux esclaves qui en feront la demande;

2° Sur le régime disciplinaire des ateliers;

3° Sur l'instruction religieuse et élémentaire des esclaves;

4° Sur le mariage des personnes non libres; sur ses conditions, ses formes et ses effets, relativement aux époux entre eux, et aux enfants en provenant.

Pour les cas de mariage entre des personnes non libres, et appartenant à des maîtres différents, un décret du conseil colonial, rendu dans les formes des articles 4 et 8 de la loi du 24 avril 1833, réglera les moyens de réunir soit le mari à la femme, soit la femme au mari.

ART. 2.

L'article 2 de l'ordonnance royale du 15 octobre 1786, pour la Guadeloupe et la Martinique, portant *qu'il sera distribué pour chaque nègre ou négresse, une petite portion de l'habitation, pour être par eux cultivée à leur profit, ainsi que bon leur semblera*, est déclaré applicable aux colonies de la Guyane et de l'île Bourbon et dépendances.

Un décret du conseil colonial, rendu dans les formes des articles 4 et 8 de la loi du 24 avril 1833 déterminera les exceptions que le paragraphe précédent peut recevoir.

ART. 3.

La durée du travail que le maître peut exiger de l'esclave ne pourra excéder l'intervalle entre six heures du matin et six heures du soir, en séparant cet intervalle par un repos de deux heures et demie.

Un décret du conseil colonial, rendu dans les formes indiquées par l'article précédent, fixera la durée respective des deux parties du temps de travail, sans excéder le maximum ci-dessus déterminé, et pourra établir une durée moins longue de travail obligatoire, suivant l'âge ou le sexe des esclaves, leur état de santé ou de maladie, ou la nature des occupations auxquelles ils seront attachés.

Le maximum du temps de travail obligatoire pourra être prolongé de deux heures par jour à l'époque de la récolte et de la fabrication. A l'époque des travaux continus, les heures de travail obligatoires pourront être reportées du jour dans la nuit, à la charge de ne pas excéder le maximum fixé pour chaque période de vingt-quatre heures.

Un décret du conseil colonial, rendu dans les formes ci-dessus indiquées, déterminera les époques du travail extraordinaire de jour et de nuit.

L'obligation du travail extraordinaire ne s'applique ni aux esclaves attachés au service intérieur de la maison, ni aux enfants, ni aux malades.

Un décret du conseil colonial, rendu dans les formes précitées, fixera, suivant les différentes occupations de l'esclave, le minimum du salaire qui pourra être convenu entre le maître et lui, pour l'emploi des heures et des jours pendant lesquels le travail n'est pas obligatoire.

ART. 4.

Les personnes non libres seront propriétaires des choses

mobilières qu'elles se trouveront posséder à titre légitime à l'époque de la promulgation de la présente loi, ainsi que de celles qu'elles acquerront à l'avenir, à la charge par elles de justifier, si elles en sont requises, de la légitimité de l'origine de ces objets, sommes ou valeurs.

La disposition qui précède ne s'applique ni aux bateaux ni aux armes : ces objets ne pourront jamais être possédés par des personnes non libres.

Les esclaves seront habiles à recueillir toutes successions mobilières ou immobilières de toutes personnes libres ou non libres. Ils pourront également acquérir des immeubles par voie d'achat ou d'échange, disposer et recevoir par testament ou par acte entre-vifs.

En cas de décès de l'esclave, sans testament ni héritiers, enfant naturel, ni conjoint survivant, sa succession appartiendra à son maître.

Dans tous les cas l'esclave ne pourra exercer sur les objets à lui appartenant que les droits attribués au mineur émancipé par les articles 481, 482, 484 du Code civil.

Le maître sera de droit le curateur de son esclave, à moins que le juge royal ne croie nécessaire de lui en nommer un autre.

Dans le cas où des biens viendraient à échoir à des esclaves mineurs par succession ou donation, l'administration desdits biens appartiendra au maître, à moins qu'il ne juge convenable de provoquer de la part du juge royal la nomination d'un autre administrateur.

Toutefois, le juge royal pourra toujours, s'il le croit nécessaire, nommer un autre administrateur.

Une ordonnance royale réglera le mode de conservation et d'emploi des meubles et valeurs mobilières appartenant aux esclaves mineurs.

ART. 5.

Les personnes non libres pourront racheter leur liberté, ou la liberté de leurs pères ou mères, ou autres ascen-

dants, de leurs femmes et de leurs enfants, et descendants légitimes ou naturels, sous les conditions suivantes :

Si le prix du rachat n'est pas convenu amiablement entre le maître et l'esclave, il sera fixé, pour chaque cas, par une commission composée du président de la cour royale, d'un conseiller de la même cour, et d'un membre du conseil colonial. Ces deux membres seront désignés annuellement, au scrutin, par leurs corps respectifs. Cette commission statuera à la majorité des voix et en dernier ressort.

Le paiement du prix ainsi fixé devra toujours être réalisé avant la délivrance de l'acte d'affranchissement, qui en mentionnera la quittance, ainsi que la décision de la commission portant fixation du prix.

Une ordonnance du Roi déterminera les formes des divers actes ci-dessus prescrits, ainsi que les mesures nécessaires pour la conservation des droits des tiers intéressés dans le prix de l'esclave.

Toutefois l'esclave affranchi soit par voie de rachat ou autrement sera tenu, pendant cinq années, de justifier d'un engagement de travail avec une personne de condition libre. Cet engagement devra être contracté avec un propriétaire rural, si l'affranchi, avant d'acquérir la liberté, était attaché comme ouvrier ou laboureur à une exploitation rurale.

Cet engagement ne sera valable qu'après avoir été approuvé par la commission instituée par le deuxième paragraphe du présent article.

Si pendant la durée de cette période de cinq ans, l'affranchi refuse ou néglige le travail qui lui est imposé par le paragraphe précédent, le maître se pourvoira devant le juge de paix qui pourra condamner l'affranchi à tels dommages-intérêts qu'il appartiendra, lesquels seront toujours recouvrés par la contrainte par corps.

En cas de crimes ou délits envers son ancien maître, les peines prononcées contre l'affranchi ne pourront jamais être moindres du double du minimum de la peine qui serait

appliquée si le crime ou le délit était commis envers un autre individu.

ART. 6.

Sera puni d'une amende de 101 fr. à 300 fr. tout propriétaire qui empêcherait son esclave de recevoir l'instruction religieuse, ou de remplir les devoirs de la religion.

En cas de récidive, le maximum de l'amende sera toujours prononcé.

ART. 7.

Tout propriétaire qui ferait travailler son esclave les jours de dimanches et de fêtes reconnues par la loi, ou qui le ferait travailler un plus grand nombre d'heures que le maximum fixé par l'article 3, ou à des heures différentes de celles prescrites conformément audit article 3, sera puni d'une amende de 15 fr. à 100 fr.

En cas de récidive, l'amende sera portée au double.

Le présent article n'est pas applicable aux travaux nécessités par des cas urgents, qui seraient reconnus tels par les maires.

ART. 8.

Sera puni d'une amende de 101 fr. à 300 fr. tout propriétaire qui ne fournirait pas à ses esclaves les rations de vivres et les vêtements déterminés par les règlements ou qui ne pourvoirait pas suffisamment à la nourriture, entretien et soulagement de ses esclaves, infirmes par vieillesse, maladie ou autrement, soit que la maladie soit incurable ou non.

En cas de récidive, il y aura lieu, de plus, à un emprisonnement de seize jours à un mois.

ART. 9.

Tout maître qui aura infligé à son esclave un traitement illégal, ou qui aura exercé ou fait exercer sur lui des

séances, violences, ou voies de fait, en dehors des limites du pouvoir disciplinaire, sera puni d'un emprisonnement de seize jours à deux ans, et d'une amende de 101 fr. à 300 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement.

S'il y a eu préméditation ou guet-apens, la peine sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de 200 fr. à 1000 fr.

ART. 10.

S'il est résulté des faits prévus par l'article précédent, la mort, ou une maladie emportant incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, la peine sera appliquée, dans chaque colonie, conformément au Code pénal colonial.

ART. 11.

Sera punie des peines de simple police toute infraction aux ordonnances royales et aux décrets coloniaux, qui seront rendus en vertu de la présente loi, et à toutes autres ordonnances concernant le patronage et le recensement, toutes les fois que ladite infraction ne sera pas punie de peines plus graves par des dispositions spéciales.

ART. 12.

En cas de récidive pour des faits qui ne sont pas l'objet de dispositions particulières, les infractions à la présente loi seront punies, dans chaque colonie, suivant les règles du Code pénal colonial.

ART. 13.

L'article 463 du Code pénal, concernant les circonstances atténuantes, sera applicable aux faits prévus par la présente loi.

ART. 14.

Lorsque les cours d'assises seront appelées à statuer sur des crimes commis par les personnes non libres, ou sur ceux commis par les maîtres sur leurs esclaves, elles se-

ront composées de quatre conseillers à la cour royale, et de trois assesseurs.

ART. 15.

Le nombre des juges de paix pourra être porté :

- à huit pour la Martinique ;
- à dix pour la Guadeloupe et dépendances ;
- à six pour la Guyane française ;
- à huit pour Bourbon et dépendances.

La fixation des territoires formant le ressort de ces juges de paix sera faite par ordonnances du Roi.

ART. 16.

Tout individu âgé de moins de soixante ans, qui ne justifiera pas, devant l'autorité administrative, de moyens suffisants d'existence, ou bien d'un engagement de travail avec un propriétaire ou chef d'entreprise industrielle, ou bien de son état de domesticité, sera tenu de travailler dans un atelier colonial qui lui sera indiqué.

En cas de refus de déférer à cette injonction, il pourra être déclaré vagabond, et puni comme tel, dans chaque colonie, suivant les lois qui y sont en vigueur.

Une ordonnance royale pourvoira à l'organisation desdits ateliers et aux autres mesures nécessaires pour l'exécution du présent article.

ART. 17.

Les conseils coloniaux ou leurs délégués seront préalablement consultés sur les ordonnances royales à rendre en exécution de la présente loi.

ART. 18.

La présente loi ne s'applique qu'aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Bourbon, et à leurs dépendances.

ART. 19.

La loi du 24 avril 1833, ainsi que les lois et ordonnances qui règlent l'administration de la justice aux colonies susmentionnées, et à leurs dépendances, continuera d'être exécutée dans toutes les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi.

SESSIONS
1832.

1845.

MES

L
le re
au G
100
opère
pour
To
dans
le re
inscr
50 ce
5 fran

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 28 avril 1845.

PROJET DE LOI

RELATIF

A LA CONVERSION DES RENTES;

ADOPTÉ par la Chambre des Députés le 23 avril 1845;

Envoyé à la Chambre des Pairs le 25 du même mois.

MESSAGE de la Chambre des Députés contenant envoi
de ce Projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Le Ministre des finances est autorisé à effectuer le remboursement des rentes 5 pour 100, inscrites au Grand-livre de la dette publique, à raison de 100 francs pour chaque 5 francs de rente, ou à en opérer la conversion en nouvelles rentes 4 et demi pour 100.

Tout propriétaire de rente 5 pour 100, qui, dans les délais ci-après fixés, n'aura pas demandé le remboursement, recevra, en échange de son inscription, un autre titre à raison de 4 francs 50 centimes de cette rente nouvelle, pour chaque 5 francs de rente ancienne.

Pour ce nouveau fonds de 4 et demi pour 100 l'exercice du droit de remboursement est suspendu pendant dix années, à compter de l'échéance du semestre pendant lequel l'opération du remboursement aura été terminée.

Jusqu'à l'échéance du même semestre, les rentes converties continueront à jouir des intérêts à 5 pour 100.

ART. 2.

La demande de remboursement devra être produite dans les vingt jours qui suivront la date de l'ordonnance rendue pour la mise à exécution de la présente loi.

Ce délai sera porté à deux mois pour ceux qui se trouveraient hors de France, mais en Europe ou en Algérie, et à un an pour ceux qui se trouveraient hors d'Europe ou d'Algérie, sans que cette exception puisse entraîner la prolongation des termes fixés par les deux derniers paragraphes de l'article 1^{er}.

ART. 3.

En ce qui concerne les propriétaires de rentes, qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens, l'acceptation de la conversion sera assimilée à un acte de simple administration, et sera dispensée d'autorisation spéciale et de toute autre formalité judiciaire.

ART. 4.

Pour les rentes grevées d'usufruit, la demande de remboursement devra être faite par le nu-propriétaire et l'usufruitier conjointement. Si elle est

faite par l'un d'eux seulement, le Trésor sera valablement libéré en déposant à la caisse des consignations le capital de la rente.

Si ce dépôt résulte du fait de l'usufruitier, celui-ci n'aura droit jusqu'à l'emploi, qu'aux intérêts que la caisse est dans l'usage de servir.

S'il résulte du fait du nu-propiétaire, ce dernier sera tenu de bonifier à l'usufruitier la différence entre le taux des intérêts payés, et celui de 4 et demi pour 100.

Toutefois, il n'est porté aucune atteinte aux stipulations particulières qui règlent les droits du nu-propiétaire et de l'usufruitier.

ART. 5.

Pour les rentes affectées à des majorats, si le remboursement en est demandé par les titulaires, le capital sera déposé à la caisse des consignations, pour le remploi en être fait conformément à la législation spéciale des majorats.

ART. 6.

Le Ministre des finances est autorisé, pour effectuer le remboursement des rentes 5 pour 100,

1° A négocier des bons du Trésor;

2° A faire inscrire, s'il en est besoin, sur le Grand-livre de la dette publique, des rentes 4 pour 100, dont la négociation devrait être faite avec publicité et concurrence.

ART. 7.

Des ordonnances royales, insérées au *Bulletin*

des Lois, détermineront, dans les limites prescrites par la présente loi, le mode, les délais et les formes dans lesquels le remboursement et la conversion devront être réalisés.

ART. 8.

La part d'amortissement attribuée aux rentes qui viendront à être remboursées ou converties, sera transportée aux rentes qui leur seront substituées à partir du jour de l'inscription de ces nouvelles rentes sur le Grand-livre de la dette publique.

Ce transport, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 10 juin 1833, indiquera séparément le montant des dotations, et celui des rentes rachetées.

ART. 9.

Tous titres ou expéditions à produire pour le remboursement ou la conversion des rentes 5 pour 100, en tant qu'ils serviraient uniquement aux opérations nécessitées par la présente loi, seront visés pour timbre et enregistrés gratis, pourvu que cette destination soit exprimée.

ART. 10.

Les rentes appartenant à la Légion-d'honneur, à la caisse des invalides de la marine et aux hospices, dont le remboursement n'aura pas été demandé, seront converties en nouvelles rentes 4 et demi pour 100.

Il sera ouvert à un chapitre spécial du budget de la dette publique un crédit égal à la somme nécessaire pour maintenir auxdits établissements

le revenu actuel tant qu'ils conserveront la propriété de leurs rentes.

En cas d'aliénation par un établissement de tout ou partie des rentes lui appartenant, le paiement du supplément d'intérêt cessera jusqu'à due concurrence.

ART. 11.

Le Ministre des finances rendra un compte détaillé de l'exécution de la présente loi, dans les deux mois qui suivront l'ouverture de la prochaine session des Chambres.

DÉLIBÉRÉ en séance publique à Paris, le 23 avril 1845.

Les Président et Secrétaires,

Signé P. SAUZET ; LACROSSE, DE L'ESPÉE,
BOISSY-D'ANGLAS, DE LAS-CASES.

Il est un autre point sur lequel on ne saurait trop insister, c'est la nécessité de la pureté de la doctrine. Les hérésies se sont toujours élevées, et elles se re-
nouveleront sans cesse, tant que l'homme sera sujet à l'erreur. C'est pourquoi il est si important de maintenir la vérité pure, et de ne pas se laisser séduire par les nouveautés.

Après avoir examiné ces différents points, on voit que la religion chrétienne est une religion de pureté, de simplicité, et de vérité. Elle ne se contente pas de nous donner des lois, elle nous fait connaître la vérité de Dieu, et elle nous enseigne à l'aimer.

La Bible est le livre qui nous révèle la volonté de Dieu. Elle est la source de toute sagesse, et elle est la base de toute morale. Nous devons donc la lire avec attention, et nous en faire une règle de conduite.

Enfin, nous devons nous souvenir que la religion est une affaire du cœur. Elle ne consiste pas seulement dans des pratiques extérieures, mais dans une véritable foy et une véritable charité. C'est là le véritable esprit de la religion.

Voilà, en abrégé, les principes de la religion chrétienne. Ils sont simples, mais ils sont essentiels. Nous devons les garder précieusement, et nous en faire une règle de vie.

de
la

sit
bie
Pa

ma

MESSAGE.

Paris, le 25 avril 1845.

LE PRÉSIDENT à Monsieur le CHANCELIER,
Président de la Chambre des Pairs.

MONSIEUR LE CHANCELIER,

Dans sa séance du 23 avril courant, la Chambre des Députés a adopté une proposition de loi sur la conversion des rentes.

J'ai l'honneur de vous adresser cette proposition par un message, et vous prie de vouloir bien en donner communication à la Chambre des Pairs.

Agréez, Monsieur le Chancelier, l'assurance de ma très-haute considération.

Le Président,

Signé P. SAUZET.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 28 avril 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. PERSIL, au nom d'une commission spéciale* chargée de l'examen du Projet de loi relatif à l'organisation et aux attributions du conseil d'État.

MESSIEURS,

En soumettant de nouveau à vos délibérations le projet de loi relatif à l'organisation du conseil d'État, déjà voté dans cette enceinte au mois d'avril 1843, M. le Garde des sceaux ne vous a entretenus que des modifications adoptées par la Chambre des Députés. Votre commission, après avoir attentivement revu toutes les autres dispositions du projet et s'être assurée que l'assentiment obtenu de la Chambre des Députés était une raison de plus de persévérer dans vos résolutions précédentes, imitant l'exemple du Gouvernement,

* Cette commission était composée de MM. BARTHE, le baron FEUTRIER, le baron DE FRÉVILLE, le baron GIROD (de l'Ain), MÉNILHOU, PERSIL, le comte PORTALIS.

a permis à son rapporteur de vous occuper exclusivement du dissentiment élevé sur quelques points entre les deux Chambres du parlement. L'esprit de la loi n'en a pas été changé ; ses bases sont restées les mêmes ; et les services du conseil d'Etat, ceux que l'on peut encore attendre d'une organisation définitive basée sur une longue expérience, n'en sont devenus que plus évidents et plus certains. Toutefois, ces amendements, ou au moins quelques-uns d'entre eux, ont paru à votre commission avoir assez de gravité pour devenir l'objet du plus sérieux examen. Nous allons vous les faire connaître, ainsi que les résolutions de votre commission, en adoptant l'ordre suivi dans l'exposé des motifs par M. le Garde des sceaux.

Le titre 1^{er} du projet statue sur la composition du conseil d'Etat. L'article 2 adopté par vous donnait la présidence au Garde des sceaux ou à celui des Ministres secrétaires d'Etat dans les attributions duquel serait placé le conseil. C'était un hommage légitime à la prérogative royale. La Chambre des Députés a supprimé la dernière partie de cet article 2 et confié au Garde des sceaux la présidence du conseil d'Etat. Elle s'est fondée, d'après l'exposé des motifs, sur cette double considération, d'une part, « que la mobilité de cette « fonction nuirait à sa dignité, et que, d'autre part, « la présidence du conseil d'Etat appartient naturellement au Garde des sceaux en matière contentieuse, et qu'il n'était pas sans importance « que le conseil d'Etat délibérât, en cette matière, « sous la présidence d'un Ministre presque tou-

« jours étranger aux contestations qui s'agitent
« devant lui. »

Votre commission n'a été que faiblement touchée de ces motifs. La mobilité possible de la présidence, quand elle ne devrait avoir pour effet que de faire passer la fonction d'un Ministre du Roi à un autre Ministre du Roi, également membre du conseil d'Etat, ne lui a pas paru de nature à pouvoir altérer sa dignité, qui tient plus au caractère de la fonction et à la confiance du Roi qu'à la nature des attributions du Ministre dans les conseils de la Couronne et à la distribution des départements ministériels. La Charte, par son silence au moins, en a laissé le règlement au Roi, et l'expérience, aussi bien que la nécessité des affaires et des arrangements ministériels, a prouvé, rarement peut-être, mais pourtant quelquefois, qu'elle n'avait pas mal fait.

La Chambre des Pairs, dans le projet de 1843, en appelant en première ligne le Garde des sceaux à la présidence du conseil d'Etat, avait moins cédé, il est vrai, à un ancien usage qu'à la nature des attributions du chef de la magistrature qui, consistant principalement dans la garde, la conservation, la surveillance de l'exécution fidèle des lois, semblait le porter plus particulièrement à cette dignité; mais il restait à concilier cette indication naturelle avec la prérogative royale appelée, en définitive, à déterminer les attributions des conseillers de la Couronne, et c'est ce qu'avait peut-être plus sagement combiné la Chambre des Pairs, en laissant au Roi le droit d'accorder la présidence

à celui des Ministres dans les attributions duquel serait placé le conseil d'Etat.

Toutefois ces considérations, dont votre commission persiste à reconnaître la gravité, ne l'ont pas conduite à contester à la loi le droit de régler, d'une manière stable, la présidence du conseil d'Etat. Elle ne s'est pas même refusée à reconnaître certains avantages dans cette mesure, et comme, après tout, la disposition de l'article 2 du projet laisse la présidence au Ministre plus particulièrement appelé par la nature de ses fonctions à l'exercer, votre commission vous propose de lui donner votre assentiment.

Par le projet de 1843, trois choses importantes avaient été réglées à l'égard des auditeurs : le nombre d'abord, puis les conditions d'aptitude, enfin la durée de leurs fonctions. Ces trois objets ont donné lieu, dans l'autre Chambre, à trois amendements, sur lesquels il est de notre devoir d'appeler votre sérieuse attention.

Il y a deux manières d'envisager l'institution des auditeurs : l'une, large et grande, qui la rattache, par l'initiation aux affaires, à tous les intérêts publics du pays ; l'autre spéciale, restreinte, ayant pour but, sinon unique, du moins principal, de préparer aux fonctions du conseil d'Etat et à quelques autres fonctions de l'administration.

Sous le premier point de vue, qui était celui où s'était placé le fondateur de l'institution, et que la Chambre des Pairs avait voulu conserver, en élevant jusqu'à quatre-vingts le nombre des auditeurs, on préparait par l'exemple et la pratique

des affaires, des candidats pour toutes les fonctions, pour tous les services, soit dans le conseil, soit au dehors, des administrateurs, des magistrats, des financiers, des diplomates; et si la vocation ou des considérations d'un autre ordre éloignaient de ces carrières quelques-uns des nombreux jeunes gens qui passent par l'auditorat, ils devaient retrouver plus tard les fruits de cet utile stage, toutes les fois qu'ils seraient appelés à la vie publique, soit dans les conseils municipaux, d'arrondissement et de département, soit dans les Chambres législatives. A ce point de vue on n'avait pas à redouter d'avoir beaucoup d'auditeurs. Le nombre pouvait s'élever jusqu'à quatre-vingts sans sortir de l'esprit de l'institution. Mais on a considéré qu'il fallait avant tout rechercher l'instruction solide, et assurer, par un travail bien distribué auquel tous pussent prétendre, un utile emploi du temps. En portant à un chiffre trop élevé le nombre des auditeurs, la part de chacun dans le travail commun est trop faible : tous perdent leur temps, et l'expérience qu'ils étaient venus chercher dans cette institution leur échappe, comme manquent les carrières qu'ils avaient espéré voir s'ouvrir en entrant au conseil d'Etat. A ce point de vue, tout spécial, le nombre des auditeurs peut être arrêté à quarante-huit, comme l'a fait la Chambre des Députés. En 1834, la Chambre des Pairs elle-même était entrée dans cette voie, en réduisant aussi le nombre des auditeurs : elle n'en autorisait que cinquante. Le travail ne manquera à aucun; le champ de l'émulation s'ouvrira pour tous

et des carrières pourront être offertes à ceux qui se seront mis en état de les parcourir avec succès.

Mais après avoir posé cette limite, il faut, comme l'a bien senti la Chambre des Députés, subir ses conséquences; il faut reconnaître, avec l'ordonnance de 1824, que l'auditorat n'est qu'un temps d'épreuve et de stage, temps essentiellement limité, et que les auditeurs de première comme de seconde classe doivent sortir de droit du conseil d'Etat après l'expiration de ce temps: autrement ce ne serait pas un stage. Cette carrière serait interdite aux générations suivantes, ou celles-ci ne pourraient y entrer qu'à la suite de révocations pénibles, imméritées et par cela même injustes.

Par le projet voté en 1843, la Chambre n'avait prononcé d'exclusion au bout de six ans que contre les auditeurs de seconde classe. Les motifs que nous venons de retracer ne permettent plus cette distinction. En la conservant on fermerait en quelque sorte la première classe, qui est limitée, aux hommes laborieux de la seconde; ou, trop souvent par obsession, on serait involontairement conduit à y appeler des auditeurs de seconde classe, peu capables, dont le temps seul aurait fait justice. Ce serait détruire l'émulation et porter le découragement dans cette utile institution. Nous ne pouvons, en conséquence, que vous proposer de placer les deux classes dans la même catégorie et d'adopter l'amendement de la Chambre des Députés qui fait cesser la fonction de tout auditeur au bout de six ans.

Nous vous proposons, Messieurs, de donner également votre assentiment aux dispositions du

projet relatives aux conditions d'admissibilité.

La Chambre des Pairs avait été amenée à mettre le doctorat en droit au nombre des conditions d'admission des auditeurs, par la nécessité de s'assurer d'une certaine instruction dans les candidats. C'était quatre années d'études au lieu de trois qu'on exigeait d'eux. Votre commission a remarqué qu'en admettant cette innovation, on ferait pour un stage administratif ce qui n'est exigé pour aucune autre carrière, même pour celles où l'étude approfondie du droit devrait être plus rigoureusement exigée. Un diplôme de licencié en droit suffit aux plus hautes fonctions de la magistrature, comment ne s'en pas contenter quand il ne s'agit encore que d'un temps d'épreuve et de stage, et pour préparer à l'administration pour laquelle il est indispensable sans doute d'avoir des connaissances générales de droit, mais où les lois administratives doivent encore être plus familières, où des connaissances scientifiques et économiques sont si souvent reconnues nécessaires. C'est pourquoi votre commission ne voit aucun inconvénient à renoncer au doctorat et même à placer à côté du diplôme de licencié en droit, et comme pouvant utilement le remplacer, le diplôme de licencié ès sciences. La Chambre des Députés a exigé encore un examen par une commission spéciale dont la composition, comme les conditions de l'examen, serait déterminée par un règlement d'administration publique. Votre commission n'aperçoit aucune raison de refuser son assentiment à cette nouvelle garantie, surtout si, comme nous en manifestons le vœu, et

comme nous en conservons l'espérance , elle ne dégénère pas en une simple et insignifiante formalité.

A côté des conditions d'admissibilité au conseil d'Etat, le projet place des incompatibilités résultant de toutes les autres fonctions publiques. C'était la règle pour laquelle votre commission de 1843 s'était prononcée. Le Gouvernement la contesta. Il demanda que l'incompatibilité fût restreinte aux emplois administratifs et judiciaires. La Chambre des Députés s'est prononcée pour le premier système que le Gouvernement ne paraît plus contester. Nous vous proposons, Messieurs, de lui donner votre approbation, non pas parce que les fonctions de tout ordre, et notamment celles de l'administration ou de la magistrature, seraient par elles-mêmes incompatibles avec le conseil d'Etat : toutes, au contraire, nous paraîtraient s'entr'aider et se fortifier les unes les autres ; mais parce que le nombre et la gravité des affaires soumises au conseil sont de nature à absorber le temps et les facultés d'un homme. L'expérience, d'ailleurs, donne chaque jour la preuve que rien n'entrave plus la marche des affaires que la diversité ou la multiplicité des fonctions. Si l'incompatibilité privait le conseil du secours de quelques hautes intelligences, il serait facile de les retrouver par le service extraordinaire auquel le projet n'impose aucune condition de cette nature.

Le service extraordinaire dans le conseil d'Etat doit être pris parmi ceux qui remplissent, ou ont déjà rempli, des fonctions publiques. D'après le

projet de 1843, il était illimité. Il n'y avait de déterminé que le nombre de ceux qui pouvaient prendre part aux délibérations du conseil d'Etat. C'étaient les deux tiers des conseillers d'Etat composant le service ordinaire. Cette limitation a été adoptée par le projet voté à la Chambre des Députés, et dans ce moment soumis à vos délibérations; mais ce projet propose de revenir sur votre détermination de 1843, en ce qu'elle ne limite pas la portion du service extraordinaire, non appelée à prendre part aux délibérations du conseil d'Etat. D'après l'article 9, le service extraordinaire se composerait « de trente conseillers d'Etat, » sur lesquels vingt seulement pourraient être appelés à prendre part aux délibérations. Cette faveur serait absorbée par les chefs de service des grandes administrations établies à Paris, de façon qu'il ne resterait à la disposition du Roi que dix places de conseillers d'Etat en service extraordinaire, pour élever certaines situations, encourager et récompenser; et de cette manière entretenir l'émulation entre les meilleurs serviteurs de l'Etat. Cette considération a fait demander, dans le sein même de votre commission, s'il ne serait pas préférable de revenir à la disposition que vous avez votée en 1843, et de supprimer toute limite à l'égard du service extraordinaire déshérité de toute participation.

Nous ne l'avons pas pensé, Messieurs, précisément par les motifs qui ont été donnés dans l'autre Chambre. Il n'est pas sans avantage de supprimer un usage qui n'a point d'utilité pour les affaires, qui ne rencontre d'analogie dans aucune autre carrière, et qui est trop susceptible d'abus. Ce ne

serait qu'une récompense honorifique qui existe pour les anciens conseillers d'Etat dans le titre d'honoraire, que le projet permet de leur donner, et, pour les autres fonctionnaires publics, dans les moyens spéciaux définis par la loi. En revenant sur sa détermination, la Chambre des Pairs ne fera que reprendre sa première pensée. En 1834, elle avait elle-même fixé à quarante le nombre des conseillers d'Etat en service extraordinaire.

Le titre II du projet est relatif aux fonctions du conseil d'Etat. Aucune difficulté sérieuse ne s'est présentée : on a fini par reconnaître qu'il ne s'agissait pas d'une loi d'attributions, qui aurait remis en question tout notre droit administratif. On ne pouvait songer qu'à réunir dans une disposition générale les divers modes d'action du conseil d'Etat, reconnus par les lois existantes. En comparant le projet avec celui de 1843 vous ne trouverez donc qu'un changement de rédaction, auquel vous pouvez, sans nulle hésitation, donner votre assentiment. Le projet de 1843 faisait une énumération qui pouvait n'être pas sans danger, à cause des omissions possibles, des cas où le conseil était *nécessairement* appelé à donner son avis, de ceux où cet avis *pouvait* lui être demandé, et enfin d'une certaine catégorie d'affaires pour lesquelles il était chargé de la préparation des ordonnances. Le projet actuel, plus laconique, embrasse ces trois ordres d'idées dans trois paragraphes. Le premier paragraphe dispose que le conseil peut être appelé à donner son avis sur les projets de loi ou d'ordonnance; et en général sur toutes les questions qui lui sont sou-

mises par les Ministres. C'est, si l'on peut ainsi parler, l'avis facultatif pour le Gouvernement, l'avis obligé pour le conseil d'Etat.

Le second paragraphe dispose pour les cas où le conseil est nécessairement appelé à donner son avis. C'est sur toutes les ordonnances portant règlement d'administration publique ou qui doivent être rendues dans la forme de ces règlements.

Le troisième paragraphe embrasse, par les dispositions les plus générales, tous les cas où le conseil d'Etat doit nécessairement proposer les ordonnances, d'après les dispositions législatives ou réglementaires qui lui en ont déféré l'examen.

Cet ensemble de dispositions est clair, complet et ne laisse véritablement rien à désirer. Néanmoins on s'est demandé, dans le sein de la commission, s'il n'y avait pas une lacune relativement aux prises maritimes; s'il ne résulterait pas du silence du projet quelque doute, soit sur les fonctions du conseil d'Etat à cet égard, soit sur la possibilité de rétablir, par de simples ordonnances, les conseils des prises. Le doute pouvait naître de ce que, dans le projet de 1843, vous aviez formellement décidé que le conseil d'Etat donnerait nécessairement son avis sur la validité des prises maritimes.

Votre commission n'a pas dû s'arrêter à cette observation, à laquelle répond d'une manière concluante le § 3 de l'article 12, ainsi conçu :

« Il (le conseil d'Etat) propose les ordonnances qui statuent sur les affaires administratives ou contentieuses dont l'examen lui est

« déferé par les dispositions législatives ou réglementaires. »

Tout est compris dans une définition aussi large des fonctions du conseil d'État, soit en matière de pure administration, soit relativement à ce que l'on est convenu d'appeler le contentieux administratif. Il suffit que des lois, des décrets, des ordonnances, des règlements, aient donné cette fonction au conseil d'État pour que, sans loi ultérieure, sans ordonnance ou règlement, on ne puisse pas la lui retirer; et cela est à craindre moins en matière de prise qu'en toute autre chose; il y a là affaire de gouvernement, de gouvernement seul, malgré les apparences de contentieux, et il n'est pas à présumer que le Gouvernement évite jamais la haute investigation du conseil d'État, pour se livrer aveuglément à ses bureaux. Les Ministres ne le pourraient pas sans compromettre leur responsabilité au plus haut degré, même en rapportant les décrets et les règlements qui exigent impérieusement l'avis du conseil d'État, parce qu'on ne manquerait pas de leur contester le pouvoir de rapporter, par de simples ordonnances, des décrets qui ont obtenu depuis longtemps la force et l'autorité de la loi. Les mêmes raisons doivent dissiper les craintes de création de tout conseil de prise ou autre tribunal chargé de juger ou d'éclairer, par ses avis, les contestations relatives aux prises maritimes. Sous le régime constitutionnel, sous lequel nous vivons, la loi pourrait seule établir et organiser cette juridiction, et, jusque-là, il n'y a pas à con-

cevoir de craintes sur les hautes fonctions que les décrets et les règlements appellent le conseil d'État à remplir en matière de prises; il les conservera donc, comme il continuera d'être investi de la connaissance des conflits, des appels comme d'abus, et de tant d'autres matières dont il n'est pas fait une mention plus spéciale dans le projet, parce qu'elles sont toutes comprises dans la généralité de ses expressions.

Nous ne terminerons pas, Messieurs, nos observations sur cet article 12, relatif aux fonctions du conseil d'État, sans vous faire remarquer une expression bien importante de son dernier paragraphe. Il y est dit que le conseil propose les ordonnances qui statuent sur les affaires contentieuses. Par là a été décidée la question la plus controversée, la question qui seule avait empêché les projets relatifs au conseil d'État, successivement présentés depuis douze ans, d'acquiescer l'autorité de la loi. Cette question était celle-ci : En matière contentieuse administrative, le conseil d'État doit-il être juge? doit-il, sous la forme d'ordonnances, rendre de véritables jugements? ou, au contraire, comme son nom l'indique, comme il le fait dans toutes les autres matières administratives, le conseil d'État ne doit-il donner qu'un avis que le Gouvernement partagera vraisemblablement toujours ou presque toujours, mais enfin qu'il aura le droit de ne pas suivre s'il le trouve contraire à son propre sentiment et à l'un des grands intérêts du pays? La forme adoptée depuis la révolution de 1830 pour l'examen des affaires contentieuses, la publicité du débat, le rapport, les plaidoiries, l'avis du com-

missaire du Roi, le délibéré, le prononcé ou la lecture publique de l'ordonnance, tout cela a pu faire comparer la décision administrative aux arrêts de justice. Néanmoins tous les Ministères qui ont présenté les nombreux projets de loi dont nous parlions tout à l'heure se sont prononcés pour l'opinion contraire, tous les rapports que vous avez entendus ont pour but de prouver que le conseil d'Etat n'était pas constitué par la Charte, qu'il n'avait pas d'autorité, de juridiction qui lui fût propre, qu'il n'était qu'un instrument établi par les lois pour éclairer le Gouvernement, préparer ses décisions et nullement pour les lui imposer. La liberté dans l'exercice du pouvoir exécutif est la condition essentielle de la responsabilité. Si les Ministres, après avoir pris l'avis du conseil d'Etat, ne restent pas les maîtres de la décision définitive, c'est le conseil d'Etat qui administre, et auquel revient en définitive le pouvoir exécutif. La responsabilité n'est nulle part. Cette question souvent élevée, diversement débattue par les commissions de la Chambre des Députés, n'avait jamais été vidée. C'est la première fois qu'elle a été soumise à la discussion générale, et la solution a été conforme aux principes que nous venons de résumer. Nous tenons même à dire que cette solution a été heureusement rendue par la rédaction du dernier paragraphe de l'article 12 qui, mettant sur la même ligne les ordonnances administratives et les ordonnances en matière contentieuse, place dans les fonctions du conseil d'Etat le devoir de proposer au Gouvernement les unes comme les autres. *Proposer* n'est pas

décider, c'est soumettre son avis à celui à qui la décision appartient. Le conseil d'Etat ne remplit pas d'autres fonctions quelles que soient les matières, administratives, réglementaires ou contentieuses, sur lesquelles il les exerce. Cela tient à ce que la juridiction administrative, comme le disait l'honorable rapporteur de la Chambre des Députés, n'appartient pas au conseil d'Etat; qu'elle appartient au Roi et qu'elle s'exerce par des actes de gouvernement. Nous serons obligés de revenir plus tard sur cette question, mais nous tenions à vous faire remarquer, dès à présent, sa solution dans les termes mêmes, et dans les termes formels de l'article 12 du projet de loi, auquel nous vous proposons de donner votre assentiment.

Après avoir réglé la composition du conseil d'Etat, après avoir défini ses fonctions, le projet, dans son troisième titre, s'occupe des formes de procéder, tant pour l'examen des matières administratives que pour la préparation des ordonnances relatives aux affaires administratives contentieuses. Là aussi plusieurs changements ont été faits, par la Chambre des Députés, au projet voté dans cette enceinte, notamment en ce qui regarde les affaires contentieuses.

Le premier est relatif au comité spécial chargé de l'instruction. L'article 23 de l'ancien projet avait dit: « Que ce comité serait présidé par le « Ministre président du conseil d'Etat, et, à défaut, par le conseiller d'Etat vice-président du « conseil ». L'article nouveau, l'article 18, sur lequel est actuellement appelée l'attention de la

Chambre, porte au contraire que « ce comité est « présidé par le vice-président du conseil d'Etat. »

Les motifs de ce changement sont puisés dans l'état actuel des choses où c'est le vice-président du conseil qui a la présidence du comité du contentieux. Aucun inconvénient n'en est résulté, et quoiqu'il soit peut-être vrai de dire que la présidence du Garde des sceaux est de la nature de la juridiction administrative, à tous les degrés, cependant, en consultant la réalité des choses et leur côté pratique, on est amené à laisser la présidence du comité au vice-président du conseil, de préférence au Garde des sceaux, qui ne l'exercerait jamais, ou qui l'exercerait sans utilité. En la donnant au Ministre on séparerait le droit du fait, on établirait un principe à l'état d'abstraction, on affaiblirait l'autorité morale du directeur habituel des délibérations du conseil d'Etat. Ces raisons ont déterminé votre commission à vous proposer de donner votre assentiment à cet amendement.

Une autre disposition du même article 18 mérite, plutôt par sa nouveauté que par son importance réelle, d'arrêter un moment votre attention. C'est celle qui oblige à communiquer aux avocats des parties les questions posées par le rapport. Rien dans la pratique administrative, non plus que dans les habitudes judiciaires, n'a pu donner l'idée d'une semblable prescription, qui, en réalité, ne doit rien apprendre ni rien fixer dans le débat. Les avocats ont eu communication du dossier. Les mémoires sont réciproquement signifiés, et si quelque chose pouvait encore importer, ce serait la

connaissance du rapport, ce qui, de l'aveu de tout le monde, n'est pas susceptible d'être communiqué. Mais les questions isolées du rapport n'ajoutent rien à l'instruction des avocats; elles ne fixent ni ne circonscrivent le débat; elles sont elles-mêmes essentiellement variables et peuvent, en définitive, n'être pas mises en délibération par le conseil, et même être remplacées par d'autres questions, que les avocats ne connaîtront légalement que par la publication de l'ordonnance; ce qui rend cette prescription parfaitement indifférente; et c'est comme telle, parce qu'elle ne nuit en définitive, ni aux droits ni aux intérêts des parties, que votre commission ne vous propose pas de la repousser.

Il en est de même des deux autres amendements faits par la Chambre des Députés, l'un relativement aux fonctions des maîtres des requêtes au comité du contentieux, l'autre sur l'autorité du président en cas de partage des voix.

L'article 23, voté par la Chambre des Pairs, accordait voix délibérative au comité, à tous les maîtres des requêtes qui en faisaient partie. C'était pour l'instruction des affaires placer les maîtres des requêtes sur le même rang que les conseillers d'Etat. L'ancienne organisation du conseil était contraire à cette proposition. L'innovation était due à l'ordonnance du 18 septembre 1839; mais on ne peut pas nier qu'il n'y ait là quelque chose d'anormal. Il n'a jamais pu être de la nature des fonctions des maîtres des requêtes d'avoir voix délibérative nulle part, pas plus au comité qu'à l'as-

semblée générale. Par exception, lorsqu'ils sont rapporteurs, et qu'ils ont fait une étude spéciale et approfondie de l'affaire, on peut leur accorder ce privilège, dans l'intérêt du service, mais c'est le seul cas. Autrement ils auraient dans le comité les mêmes fonctions que les conseillers d'Etat, ce qui ne doit pas être.

Toutefois le projet propose, dans l'autre amendement que nous avons annoncé, une seconde exception en faveur des maîtres des requêtes, pour laquelle nous vous demandons aussi votre assentiment. Sur la proposition du Gouvernement, vous aviez décidé qu'en cas de partage de voix à l'assemblée générale, le président aurait voix prépondérante. La Chambre des Députés a substitué à cette fiction, tirée de la supériorité du rang, une disposition par laquelle, toutes les fois que les conseillers d'Etat présents seraient en nombre pair, le plus ancien des maîtres des requêtes attachés au comité qui a préparé l'instruction de l'affaire en délibération, serait appelé avec voix délibérative. La sagesse et l'utilité de cette disposition sont évidentes. On évite les partages d'opinion qui retardent souvent d'une manière nuisible la solution des affaires, et l'on rentre dans la pratique habituelle des autres corps délibérants.

Nous voilà, Messieurs, ramenés par les dispositions de l'article 24 relatif à la forme de la délibération et aux conditions de l'ordonnance royale, qui intervient ensuite, nous voilà ramenés à la question principale des fonctions du conseil d'Etat, qui est aussi la question fondamentale du projet. Nous vous l'avions annoncé. Là comme à l'ar-

ticle 12 se présentait la question de savoir si l'avis du conseil d'Etat était obligatoire pour le Gouvernement, et si l'ordonnance à intervenir n'en devait être que la reproduction fidèle. Nous avons déjà vu qu'en disposant par l'article 12 que le conseil d'Etat proposait les ordonnances en matière contentieuse, comme en matière administrative, la Chambre des Députés avait reconnu en principe l'indépendance du Gouvernement du Roi, et la plénitude de sa puissance dans les matières administratives contentieuses ou non. C'était aussi ce que vous aviez décidé chaque fois que la loi sur l'organisation du conseil d'Etat vous avait été soumise. Néanmoins quand l'article 24 du nouveau projet a été mis en discussion, le débat s'est renouvelé et a été clos par l'adoption d'un amendement, ainsi conçu :

« Si l'ordonnance n'est pas conforme à l'avis
« du conseil d'Etat, elle ne peut être rendue que
« de l'avis du conseil des Ministres ; elle est motivée
« et doit être insérée au *Moniteur* et au *Bulletin*
« des lois. »

Des membres de votre commission ont cru trouver dans cet amendement une altération aux principes de la juridiction administrative, un empiètement sur le pouvoir exécutif, réservé au Gouvernement, et une sorte de rétractation du principe voté par l'article 12, suivant lequel le conseil d'Etat ne faisant que préparer les ordonnances, les Ministres avaient toute liberté de décision. Quand un de leurs actes excite des plaintes, il n'a pas d'autres juges qu'eux-mêmes,

d'autres garanties que leur responsabilité. La loi peut bien leur faire un devoir d'examiner de nouveau ; elle peut tracer les formes et les conditions de cet examen ; elle a le droit d'obliger de prendre l'avis du conseil d'État, après une instruction écrite et des débats publics et contradictoires, mais tout cela ne doit pas conduire à une décision obligatoire pour le pouvoir ; tout cela n'amène qu'un avis, qu'en fait, les Ministres suivent toujours, mais qu'ils sont en droit de contredire toutes les fois que l'intérêt général leur en fait un devoir. La garantie et la sauvegarde des intérêts généraux sont dans la responsabilité des Ministres, sur laquelle pourtant il faut s'entendre.

Cette responsabilité s'adresse d'abord au Ministre signataire de l'acte administratif. Elle doit passer ensuite au Garde des sceaux, s'il contre-signé une ordonnance royale modificative du projet proposé par le conseil d'État. Mais tous les principes sont méconnus, si à la place de cette responsabilité individuelle on substitue la responsabilité collective des membres du Cabinet. C'est pourtant ce que fait l'amendement de la Chambre des Députés, en exigeant pour l'ordonnance finale la délibération du conseil des Ministres. Par là tout change : la nature de l'acte aussi bien que le caractère et l'étendue de la responsabilité ; au lieu d'un acte d'administration, nous aurons un acte de Gouvernement et une responsabilité collective et politique à la place d'une responsabilité individuelle, tout à la fois morale et matérielle.

On peut douter que les véritables intérêts publics et privés y gagnent quelque chose.

Voici les réponses qui ont été faites à ces sérieuses objections; nous sommes autorisés à penser que la Chambre les trouvera concluantes.

Il faut d'abord mettre de côté tout ce qui regarde le fond de la question, le caractère du projet d'ordonnance délibéré et proposé par le conseil d'Etat. C'est au nom de l'unanimité de votre commission que nous avons soutenu, conformément à l'article 12, voté par la Chambre des Députés, que ce projet n'avait en lui-même rien d'obligatoire pour le Gouvernement, tant qu'il n'avait pas obtenu la sanction royale. L'amendement que nous discutons confirme cette opinion, puisqu'il trace les formes à suivre pour arriver à proposer au Roi un projet différent de celui du conseil d'Etat.

C'est donc à l'amendement seul, ou aux formalités qu'il prescrit, que s'adressent les objections.

La majorité de votre commission n'en eût certainement pas pris l'initiative; non qu'elle regarde la proposition comme portant atteinte à la juridiction administrative, à laquelle elle laisse, au contraire, toute son indépendance, mais parce qu'elle la croit parfaitement inutile. Il n'est pas à supposer qu'un Ministre, disposé à ne pas suivre l'avis du conseil d'Etat, se permette jamais d'agir isolément et sans consulter ses collègues; cependant, comme l'amendement propose d'en faire un devoir, il nous a paru difficile de le repousser. C'est le fait que l'amendement convertit

en droit, et alors la décision du conseil des Ministres deviendra un acte de gouvernement. Qui pourrait s'en plaindre? Les intérêts généraux, comme les intérêts privés, ne peuvent que gagner à la solennité de ce nouvel examen. A ce point de vue, il n'est pas possible de refuser à la loi le droit, et, jusqu'à un certain point, le devoir de régler les formes de ce grand acte gouvernemental. De même que lorsqu'une partie attaque une décision ministérielle, la loi oblige le Ministre qui l'a rendue à prendre l'avis du conseil d'Etat et à le charger de la préparation de l'ordonnance, de même l'on peut comprendre qu'elle exige l'intervention du conseil des Ministres dans les cas, si rares, où l'on croit juste et nécessaire de ne tenir aucun compte de cet avis et de ce projet d'ordonnance. Ce n'est là que le règlement de l'acte de gouvernement par lequel s'exerce la juridiction administrative, et rien ne peut s'opposer à ce que ce règlement soit défini par la loi, et entouré de formes réputées salutaires.

La responsabilité ministérielle, au lieu d'en être affaiblie, s'étend et s'agrandit de tout ce que l'acte a gagné de gravité et d'importance, en devenant acte de gouvernement. On se tromperait si l'on croyait que la responsabilité individuelle s'altère et diminue en se transformant en responsabilité collective. Tous les Ministres, par leur participation à la délibération prescrite par l'amendement sont sans doute solidairement responsables; mais chacun, en particulier, répond de l'acte comme s'il l'avait fait à lui tout seul. Au lieu d'affaiblir la

responsabilité du Garde des sceaux, qui, en définitive, est appelé à contre-signer l'ordonnance, l'amendement en la laissant subsister telle qu'elle aurait été s'il eût agi seul, ne fait qu'ajouter la responsabilité solidaire de ses collègues. Encore une fois, qui pourrait s'en plaindre? L'intérêt général, aussi bien que l'intérêt privé, n'en doit être que plus rassuré. Les principes eux-mêmes sont respectés, la prérogative d'aucun pouvoir n'en est atteinte, et chacun continue à rester dans les limites de son droit constitutionnel.

Par ces motifs, votre commission vous propose, d'accord avec le Gouvernement, l'adoption de cet amendement.

Nous n'avons plus, Messieurs, qu'une dernière observation à vous présenter; elle est relative aux dispositions transitoires votées comme amendement à la Chambre des Députés.

Le projet adopté par vous, en 1843, et présenté par le Gouvernement à la Chambre des Députés, tel qu'il était sorti de cette enceinte pouvait mettre en question des droits que, jusqu'à un certain point, on pouvait regarder comme acquis. C'était la faculté pour des conseillers d'Etat et des maîtres des requêtes de cumuler leur titre avec certaines autres fonctions publiques dont ils se trouveraient investis au moment de la promulgation de la loi; c'était le nombre de conseillers d'Etat et de maîtres des requêtes en service extraordinaire, soit même d'auditeurs, supérieur au maximum ou à la limite imposée par le projet. La loi aurait été incomplète si elle n'avait pas réglé définitivement ces

situations transitoires. Les articles 28 et 29 n'ont pas d'autre destination.

L'article 28 autorise les conseillers d'Etat et les maîtres des requêtes en service ordinaire revêtus d'autres fonctions publiques, à les conserver. Ils restent dans la situation que leur avaient faite les ordonnances. L'interdiction du cumul n'aura pas d'effet rétroactif, c'est conforme aux principes.

Le même article règle le sort des conseillers d'Etat et des maîtres des requêtes en service extraordinaire, dont le nombre est actuellement bien supérieur à la limite posée par l'article 9. Ils n'ont pas, eux, de droits acquis, puisqu'ils sont toujours à la disposition du Gouvernement, mais le Gouvernement a agi dans la plénitude de son droit en les nommant, puisqu'il n'existait alors aucune limite de nombre. Il fallait donc lui conserver le droit de les maintenir, tout en lui interdisant celui d'en nommer de nouveau jusqu'à ce que la liste fût réduite aux trente fixés par l'article 9.

Le projet ne dit pas, au moins textuellement, si le Gouvernement conservera le droit de choisir, parmi tous les conseillers d'Etat en service extraordinaire antérieurs au 1^{er} janvier 1845, ceux qu'il voudrait admettre à participer aux délibérations. Cela est pourtant hors de doute. Pourvu qu'il ne dépasse pas les deux tiers du service ordinaire, il n'y a rien à lui opposer. Cette faveur n'appartient pas seulement à ceux qui en auraient été déjà investis. Chaque année la liste des conseillers d'Etat auxquels cette autorisation est accordée est arrêtée par ordonnance royale, et le Roi pourra à son

gré faire porter son choix sur l'ensemble de la liste.

Nous n'avons fait cette observation que pour faire ressortir la disposition du même article qui concerne les maîtres des requêtes en service extraordinaire. Ceux qui, au 1^{er} janvier dernier, participaient aux délibérations du conseil pourront être autorisés à continuer d'y participer en dehors du nombre fixé par l'article 9 ; mais il n'en sera pas de même des autres, qui ne pourront jouir de cette faveur que dans le cas où il y aurait lieu à faire une nomination nouvelle. C'est ce qui résulte du dernier paragraphe de l'article 28, qui porte : « Jusqu'à ce que le nombre des maîtres des requêtes, participant aux travaux du conseil d'Etat, ait été réduit à trente, il ne pourra être fait qu'une nomination sur deux vacances. » Par là se concilieront les besoins du pouvoir d'introduire dans le conseil d'Etat de nouvelles lumières et la nécessité de rentrer graduellement dans le chiffre normal reconnu suffisant. Par là aussi seront reportés à une époque éloignée les inconvénients aperçus par de bons esprits à la limitation du service extraordinaire.

Les dispositions relatives aux auditeurs rendaient aussi nécessaire une règle transitoire. L'ordonnance du 18 septembre 1839 avait bien dit que les auditeurs cesseraient leurs fonctions après six ans d'exercice ; et l'article 7 du projet reproduit la même disposition. Mais tout le monde a senti qu'il y aurait quelque inconvénient à frapper ainsi à la fois un grand nombre de jeunes

gens qui, ne pouvant sur-le-champ, ni s'ouvrir eux-mêmes d'autres carrières, ni être employés tous immédiatement à des services publics, se nuiraient mutuellement. Pour faciliter cette mesure reconnue indispensable, et apporter dans son exécution un juste tempérament, l'article 29 a décidé que ces auditeurs ne cesseraient leurs fonctions que successivement par tiers, suivant leur ancienneté, et d'année en année, à partir du 1^{er} novembre 1845.

Ce procédé fort équitable, s'il était suivi à la lettre, présenterait pourtant une injustice. Ne concernant que les auditeurs nommés antérieurement au 18 septembre 1839, il arriverait qu'ils resteraient encore dans le conseil, lorsque les auditeurs nommés postérieurement seraient obligés d'en sortir en masse. Cela ne serait ni juste ni raisonnable; et c'est parce que nous avons pensé que tel n'était pas l'esprit de l'article 29 qui n'a pu vouloir dire autre chose, sinon qu'ils sortiraient par tiers et par rang d'ancienneté, que nous n'avons pas hésité à vous proposer son adoption.

Messieurs, les changements faits au projet par la Chambre des Députés sont nombreux. Nous venons de les discuter. Vous avez pu juger que si quelques-uns ne manquaient pas d'une certaine gravité, que nous n'avons pas dissimulée, que nous avons peut-être fait ressortir à dessein, aucun ne s'attaque aux grands principes de la loi, soit sur l'organisation, soit sur les fonctions du conseil d'Etat, soit sur les formes et l'autorité de ses décisions. Ces grands principes sont, au con-

traire, hautement proclamés. Jusqu'ici on s'était contenté de les développer dans les rapports de vos commissions, que des rapports des commissions de l'autre Chambre avaient quelquefois contredits. C'est la première fois qu'ils sont nettement écrits dans la loi. Après cela, que des dispositions accessoires et réglementaires ne satisfassent pas tous les esprits, qu'on en eût souhaité d'autres..., il n'y a guère de projet où cela ne se voie. Le bien se fait peu à peu. La sagesse consiste à savoir se contenter de celui qu'on est parvenu à réaliser, sans s'exposer à le compromettre dans la poursuite d'une perfection qu'on n'atteint jamais, et sur laquelle même il est si difficile de s'entendre. Voilà plus de douze ans que le projet de loi relatif à l'organisation du conseil d'Etat va de session en session, de l'une à l'autre Chambre, sans pouvoir aboutir à un résultat. Nous touchons au but : ne l'éloignons pas en nous divisant sur des détails dont nous ne voulons pas diminuer l'importance, mais qui disparaissent pourtant devant le grand avantage d'avoir enfin une loi qui organise le conseil d'Etat d'après les véritables principes de la monarchie représentative. C'est parce que, dans son ensemble, le projet dont nous venons de vous entretenir nous a paru conduire à ce résultat, qu'au nom de votre commission je vous propose, Messieurs, de le voter tel qu'il est sorti de la Chambre des Députés.

F

s'es

etra

раг

gèn

exerc

183

N

pro:

mais

et le

MON

plus

*C

THROW

100

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 28 avril 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Baron DE VENDEUVRE, au nom d'une commission spéciale* chargée de l'examen du Projet de loi tendant à proroger, jusqu'à la fin de 1846, les lois des 21 avril 1832, 1^{er} mai 1834, et 24 juillet 1839, relatives aux étrangers réfugiés.

MESSIEURS,

A toutes les époques de son histoire, la France s'est montrée hospitalière et généreuse envers les étrangers malheureux obligés de fuir leurs pays par suite de troubles politiques, mais jamais cette généreuse hospitalité n'a été plus libéralement exercée que depuis notre glorieuse révolution de 1830.

Non-seulement la France a offert un asile aux proscrits de tous les pays et de toutes les opinions, mais elle a encore voulu pourvoir à leur existence, et les secours pécuniaires qu'elle leur distribue se montent chaque année, et depuis quinze ans, à plusieurs millions.

* Cette commission était composée de MM. le comte DUROSNEI, le baron FEUTRIER, le comte DE LA PINSONNIÈRE, le comte DE MONTIION, le comte DE NOË, le baron PELET, le baron DE VENDEUVRE.

Cependant, à côté de ce devoir d'hospitalité que le Gouvernement du Roi a si noblement rempli se présentaient à lui ceux qui lui étaient également imposés par sa responsabilité envers le pays, sa tranquillité pouvait être troublée par la présence d'un si grand nombre d'étrangers, et c'est pour la maintenir qu'il a demandé à la législature les lois des 21 avril 1832 et 1^{er} mai 1834.

Mais, dès l'année 1839, il a manifesté le désir d'adoucir, autant que le soin de la sécurité publique le lui permettait, les entraves que ces deux lois imposaient aux réfugiés, et, sur son initiative, la loi du 24 juillet 1839 donna à un très-grand nombre d'entre eux le droit de changer de résidence et de circuler en France sous la simple condition d'en avertir l'autorité. Cette faculté s'applique surtout aux Italiens et aux Polonais. Il sut allier ainsi ce qu'il devait au malheur et ce que la sûreté publique exigeait de lui.

Le Gouvernement vous demande aujourd'hui le maintien et la prolongation des lois des 21 avril 1832, 1^{er} mai 1834 et 24 juillet 1839 jusqu'à la fin de l'année 1846; votre commission vous propose de les lui accorder, ainsi que l'a fait déjà la Chambre des Députés.

Elle ne s'associe pas moins vivement au vœu exprimé par elle de voir, autant que les lois de l'humanité le permettront, réduire d'année en année les subsides accordés aux réfugiés.

Votre commission a donc l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 30 avril 1845.

PROJET DE LOI

CONCERNANT

La répartition des frais de construction des trottoirs dans l'intérieur des villes;

ADOPTÉ par la Chambre des Députés le 25 avril 1845;

Envoyé à la Chambre des Pairs le 28 du même mois.

MESSAGE de la Chambre des Députés contenant envoi de ce Projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Dans les rues et places dont les plans d'alignement ont été arrêtés par ordonnances royales, et où, sur la demande des conseils municipaux, l'établissement de trottoirs sera reconnu d'utilité publique, la dépense de construction des trottoirs sera répartie entre les communes et les propriétaires riverains, dans les proportions et après l'accomplissement des formalités déterminées par les articles suivants.

ART. 2.

La délibération du conseil municipal qui provoquera la déclaration d'utilité publique, désignera

en même temps les rues et places où les trottoirs seront établis, arrêtera le devis des travaux, selon les matériaux entre lesquels les propriétaires auront été autorisés à faire un choix, et répartira la dépense entre la commune et les propriétaires. La portion à la charge de la commune ne pourra être inférieure à la moitié de la dépense totale.

Il sera procédé à une enquête *de commodo et incommodo*.

Une ordonnance du Roi statuera définitivement, tant sur l'utilité publique que sur les autres objets compris dans la délibération du conseil municipal.

ART. 3.

La portion de la dépense à la charge des propriétaires, sera recouvrée dans la forme déterminée par l'article 28 de la loi de finances du 25 juin 1841.

ART. 4.

Il n'est pas dérogé aux usages en vertu desquels les frais de construction des trottoirs seraient à la charge des propriétaires riverains, soit en totalité, soit dans une proportion supérieure à la moitié de la dépense totale.

DÉLIBÉRÉ en séance publique, à Paris, le 25 avril 1845.

Les Président et Secrétaires,

Signé P. SAUZET; LACROSSE, DE L'ESPÈR,
BOISSY-D'ANGLAS, DE LAS-CASES.

MESSAGE.

Paris, le 28 avril 1845.

LE PRÉSIDENT à Monsieur le CHANCELIER,
président de la Chambre des Pairs.

MONSIEUR LE CHANCELIER,

La Chambre des Députés, dans sa séance du 25 avril courant, a adopté une proposition de loi concernant la répartition des frais de construction des trottoirs dans l'intérieur des villes.

J'ai l'honneur de vous adresser cette proposition par un message, et vous prie de vouloir bien la communiquer à la Chambre des Pairs.

Agréez, je vous prie, Monsieur le Chancelier, l'assurance de ma très-haute considération.

Le Président,

Signé P. SAUZET.

CHANDLER DRS PAIRS

1848

MISSIONS

p 66.

1845.

FAR

pour

cue

litté

plus

prit

les l

a ét

résu

just

tion

* C

Frév

Simé

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 30 avril 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Baron DE BARANTE, au nom d'une commission spéciale* chargée de l'examen du Projet de loi relatif à la contrefaçon, en France, des ouvrages publiés en Sardaigne.

MESSIEURS,

Le projet de loi sur lequel vous allez délibérer pourvoit à l'exécution d'un traité qui a été accueilli avec une satisfaction générale. La propriété littéraire est un des sujets dont l'opinion s'est le plus préoccupée, depuis que la paix a laissé aux esprits un heureux loisir où leur activité se porte sur les lettres, les beaux-arts et les arts industriels. Il a été universellement reconnu que cette propriété résultait, comme toutes les autres, d'un droit de justice, et non point du privilège ou des dispositions, qui la protègent ou en limitent l'usage. Il suit

* Cette commission était composée de MM. VIENNET, le baron DE FRÉVILLE, le marquis DE GABRIAC, le baron DE BARANTE, le comte SIMÉON, KÉRATRY, le comte D'HAUBERSART.

de ce principe que la propriété littéraire doit être respectée et préservée non-seulement dans l'intérieur de chaque Etat, mais reconnue aussi dans les relations d'Etat à Etat, et mise sous l'égide du droit des gens; conséquemment garantie par delà les limites de chaque territoire, comme le sont, depuis la civilisation européenne, tous les autres intérêts privés. Tout ainsi que les marchandises du commerçant sont entreposées à l'étranger, sur la foi publique et la protection des gouvernements; tout ainsi que le débiteur ne peut frustrer de sa dette le créancier citoyen d'un autre pays; tout ainsi que le banqueroutier frauduleux ne trouve point d'asile en passant la frontière, et peut être réclamé par extradition: de même le contrefacteur, qui dérobe la propriété littéraire, ne cesse pas de commettre un larcin, parce qu'il le consume dans un pays qui n'est point la patrie du propriétaire. L'étranger, qui porte préjudice à un Français par un délit, n'efface point sa culpabilité parce que le délit est accompli hors de France: la juridiction n'est point la même; la justice n'en subsiste pas moins.

Le mot seul de propriété littéraire comporte toutes ces conséquences. Elles ne sont pas niées, et cependant elles ne sont pas encore admises, en fait, dans les relations internationales. Des difficultés d'exécution et de réglemens retardent la conclusion des traités qui doivent garantir ce droit reconnu par l'opinion générale. La protection du travail et de l'industrie dans chaque territoire a une connexité, sinon de principes, au moins d'intérêts,

avec cette question : de là résulte qu'elle se complique et devient difficile à résoudre. Des négociations ont été entamées ou essayées entre presque tous les Etats européens.

Un traité passé, en 1840, avec le Gouvernement des Pays-Bas a proclamé expressément la garantie réciproque de la propriété littéraire ; mais la convention, qui doit en régler les conditions, n'est pas encore conclue.

Nous sommes arrivés à un résultat plus complet dans la négociation avec la Sardaigne. Le principe a été reconnu, et immédiatement après une convention, maintenant mise sous vos yeux, en a réglé l'application. Nos rapports journaliers avec les états Sardes, dont une partie parle notre langue ; la facilité de nos relations, une grande similitude dans la législation civile et commerciale pouvaient faire espérer que, parmi toutes les Puissances de l'Europe, la Sardaigne serait la première qui réglerait, d'accord avec nous, cette importante affaire.

Le Code civil, qui honore le règne du roi Charles-Albert, porte, article 440 : « Les productions de l'esprit sont la propriété de leur auteur. » Ainsi les négociateurs partaient d'un même principe, reconnu aussi nettement par un Gouvernement que par l'autre. Les articles 406, 407 et 408 du Code pénal Sarde correspondent exactement aux articles 425, 426 et 427 de notre Code. De cette identité, dans la législation, résulte la certitude que les sujets des deux Puissances seront assurés de trouver dans les deux pays la même protection

et les mêmes garanties. Des lettres patentes de 1826, qui ont réglé les effets des brevets d'invention et des privilèges accordés à diverses industries, développent et complètent les dispositions des Codes. Une convention conclue en 1840, entre S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. le Roi de Sardaigne sur la propriété littéraire, contient des dispositions plus détaillées et plus explicites que la convention passée avec la France; cela devait être ainsi, puisque les deux législations sont loin de présenter la même analogie. Mais cette convention qui, en certains cas, est considérée par les magistrats Sardes comme ayant le caractère législatif, n'a rien de contraire aux conditions intervenues entre nos deux Gouvernements. Enfin la note de M. le Ministre des affaires étrangères de Sardaigne du 28 mars dernier, en réponse à quelques questions posées par M. l'ambassadeur de France, est destinée à prévenir certaines difficultés, qui auraient pu s'élever sur l'interprétation des articles du traité. Un nouveau Code de procédure, que le Roi de Sardaigne doit prochainement donner à ses peuples, consacrerait, selon toute probabilité, des principes pareils à ceux qui ont présidé à nos lois; de sorte que les Français se retrouveront dans le royaume de Sardaigne régis, en cette matière, presque par les lois et les règlements qu'ils connaissent et qui sont les nôtres. Si, dans l'un des deux pays, la législation sur la propriété littéraire était, sur certains points, modifiée ou développée, peut-être deviendrait-il nécessaire, ou du moins convenable, d'apporter une modification semblable

dans l'autre pays. C'est ce qui est indiqué avec discernement dans la note de M. le Ministre des affaires étrangères de Sardaigne.

Votre commission a cru, Messieurs, qu'il convenait surtout d'examiner quelles garanties les Français trouveraient dans le royaume de Sardaigne, et de quelles facilités ils y jouiraient pour la défense des droits que reconnaît et proclame le traité. Les principes ont été incontestés, notre législation est, pour nous, éprouvée et connue ; il nous a donc semblé que ce qui importait, c'était de rechercher et de prévoir s'il résulte des lois Sardes une réciprocité suffisante, dans l'application des articles convenus entre les deux Puissances. Sous ce rapport, l'examen, où nous avons porté notre attention, nous a donné entière satisfaction.

Nous avons dû aussi prendre connaissance de quelques réclamations, ou pour parler exactement, de quelques doutes, qui nous ont été présentés par les libraires-éditeurs de Paris. Votre commission a entendu un délégué de cette industrie, dont les intérêts sont si étroitement liés à notre littérature. Ainsi que vous avez pu le voir, dans la note, qui vous a été distribuée, les éditeurs se sont inquiétés de ce qui pourrait advenir au sujet des livres qu'ils ont publiés, sans acception aucune du droit de propriété des auteurs sujets du Roi de Sardaigne, droit qui n'était pas et qui, dorénavant, sera garanti par la loi. Ils disent que lorsqu'ils ont publié ces éditions, la législation leur laissait à cet égard toute licence, qu'ils n'enfreignaient aucune disposition légale, et ne commet-

taient pas une contravention. La loi aura-t-elle donc un effet rétroactif ?

Nous avons pensé que le principe général, qui s'oppose à ce qu'aucune loi ait un effet rétroactif, serait très-inutilement rappelé dans le texte de la loi que vous allez voter. Il n'y a évidemment point lieu à un amendement, à un changement de rédaction ; c'est le droit commun, c'est la règle absolue et générale.

Il ne faut point craindre l'abus de cette justice accordée aux éditeurs de publications faites avant la loi. On ne peut point dire que, sous prétexte d'éditions antérieures, il pourra être indéfiniment vendu des exemplaires d'un livre, qu'il n'est plus licite de réimprimer. Les règlements de la librairie prescrivent, à chaque imprimeur, avant de mettre un ouvrage quelconque sous presse, une déclaration préalable du nombre d'exemplaires qu'il se propose de tirer. L'exactitude de cette déclaration peut être vérifiée par l'examen des registres commerciaux, que l'imprimeur est obligé de tenir ; de sorte que les contraventions peuvent être constatées par ce contrôle, le même qui sert de garantie à toutes les transactions de l'imprimeur. Ainsi les exemplaires licitement publiés continueront à avoir une circulation libre, et pourront être vendus et achetés, avec la date de l'édition. S'il s'élève des soupçons, soit de la part d'un tiers intéressé, soit de la part de l'autorité publique, ils pourront être facilement éclaircis.

Une autre question a été présentée à votre commission. Pour les livres, qui ont un grand débit,

ou qui sont assez usuels pour donner lieu à une consommation sans cesse renouvelée, les éditeurs ont parfois des planches solides, selon le terme technique, des clichés, qui servent à la stéréotypie. Alors de nouvelles éditions, ou pour parler plus exactement, de nouveaux tirages n'exigent pas une nouvelle composition. Les planches restent ordinairement déposées chez l'imprimeur, qui, lorsque l'éditeur lui demande un certain nombre d'exemplaires, n'a plus qu'à mettre ces planches sous la presse.

Evidemment, ces tirages successifs seraient une édition, et constitueraient une contravention à la loi et au traité ; il importe peu que l'on mette sous presse ou des formes composées de caractères mobiles, ou des planches d'un seul bloc, le fait est le même. Il y aurait publication nouvelle, postérieure à la loi qui l'interdit.

Nous espérons, Messieurs, que vous approuverez votre commission d'avoir répondu aux doutes qui lui ont été présentés. Les considérations exposées dans un rapport, pas plus que les paroles prononcées dans une discussion, n'ont point d'autorité légale, ne sont pas un texte obligatoire ; mais l'interprétation donnée par les législateurs qui votent la loi, le sens qu'ils lui attribuent et qui détermine leur suffrage, peuvent servir de guide à la jurisprudence, et indiquer l'esprit, qui a dicté les dispositions confiées à l'autorité des tribunaux.

D'ailleurs, ces doutes pourraient, dans la discussion, se présenter comme des objections contre

le projet de loi, et nous devons y répondre d'avance.

Votre commission vous propose, Messieurs, d'adopter le projet de loi présenté par le Gouvernement, et déjà approuvé par la Chambre des Députés. Elle croit aussi devoir exprimer le vœu et l'espérance que des négociations soient continuées ou entreprises avec les autres Puissances, afin d'obtenir la garantie réciproque de la propriété littéraire, comme elle vient d'être réglée avec le royaume de Sardaigne.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 5 mai 1845.

PROJET DE LOI

RELATIF

AUX CAISSES D'ÉPARGNE;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre des finances.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 19 avril 1845, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État au département des finances, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Les déposants aux caisses d'épargne pourront verser de un franc à trois cents francs par semaine. Toutefois aucun versement ne pourra être reçu sur un compte dont le crédit aura atteint quinze cents francs.

Ce crédit pourra néanmoins être porté à deux mille francs par la capitalisation des intérêts.

ART. 2.

Les remplaçants, dans les armées de terre et de mer seront admis à déposer, en un seul versement, le prix stipulé dans l'acte de remplacement, à quelque somme qu'il s'élève.

Les marins portés sur les contrôles de l'inscription maritime seront pareillement admis à déposer en un seul versement le montant de leur solde, décompte et salaires, au moment, soit de leur embarquement, soit de leur débarquement, mais sans pouvoir excéder le maximum déterminé par l'article 1^{er}.

Un règlement d'administration publique déterminera les formes dans lesquelles l'origine des fonds admis à ces versements exceptionnels sera justifiée.

ART. 3.

Lorsque le dépôt aura atteint le maximum fixé par l'article 1^{er}, il cessera de porter intérêt.

La présente disposition n'est point applicable aux déposants désignés par le premier paragraphe de l'article 2, mais seulement pendant la durée du service.

ART. 4.

Les sociétés de secours mutuels, dûment autorisées, continueront à être admises à verser jusqu'à concurrence de 6.000 francs, et le crédit de ces sociétés pourra s'élever, par l'accumulation

des intérêts des capitaux, jusqu'à concurrence de 8.000 francs.

Au delà de ce taux, les dispositions du premier paragraphe de l'article qui précède leur seront applicables.

ART. 5.

Nul ne pourra avoir plus d'un livret dans la même caisse ou dans des caisses différentes, sous peine de perdre l'intérêt de la totalité des sommes déposées.

ART. 6.

Tout déposant dont le crédit sera de somme suffisante pour acheter une rente de dix francs au moins, pourra obtenir, sur sa demande, par l'intermédiaire de l'administration de la caisse d'épargne, et sans frais, la conversion de sa créance en une inscription au Grand-livre de la dette publique.

ART. 7.

Le Ministre des finances est autorisé à faire inscrire au Grand-livre de la dette publique, en rentes 4 pour 100 (à raison de 100 fr. pour 4 fr. de rentes), la somme de 100 millions, solde du crédit de 450.000.000 fr. ouvert par l'article 35 de la loi du 25 juin 1841.

Ces rentes seront transférées au pair au nom de la caisse des dépôts et consignations pour le compte des caisses d'épargne.

ART. 8.

En cas d'aliénation par la caisse des dépôts et consignations de tout ou partie des rentes trans-

(4)

férées, aux termes de l'article précédent, l'article 4 de la loi du 31 mars 1837 recevra son application.

ART. 9.

A partir du 1^{er} janvier 1847, les sommes déposées antérieurement à la présente loi et qui excéderaient deux mille francs, cesseront de produire intérêt jusqu'à ce qu'elles aient été ramenées au-dessous de ce maximum.

FAIT au palais des Tuileries, le 5 mai 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances ,*

Signé LAPLAGNE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les questions complexes et délicates que soulève toute proposition de changement dans le régime des caisses d'épargne, ont été depuis longtemps l'objet de notre sollicitude particulière.

Ces questions ont été successivement soumises à l'examen approfondi d'une commission administrative spéciale. Elle a consacré plusieurs séances à discuter, avec entière connaissance de cause, les avantages et les inconvénients des divers systèmes qui, depuis lors, ont été mis en présence, soit dans le sein de la commission de la Chambre des Députés, soit à la tribune.

Vous le savez, Messieurs, ce n'est pas sans de graves et puissants motifs que le Gouvernement a pris l'initiative des mesures de prudence et de précaution, conseillées depuis plusieurs années par les diverses commissions de finances des Chambres, et récemment provoquées par la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et des dépôts.

Nous n'avons pas besoin de vous rappeler les observations qui vous ont été présentées à ce sujet

par MM. les rapporteurs des commissions que vous aviez chargées de l'examen,

du budget des recettes pour 1843,
du budget des dépenses pour 1844,
du budget des dépenses pour 1845.

Nous n'insisterons pas non plus sur la discussion qui a eu lieu dans cette enceinte le 1^{er} août dernier, et à la suite de laquelle vous avez paru vous associer au vœu exprimé par les orateurs qui ont invité le Gouvernement à saisir, sans tarder, les Chambres des questions concernant le régime des caisses d'épargne.

Au surplus, pour démontrer la nécessité d'apporter des modifications dans la situation que font au Trésor ses relations obligées avec les caisses d'épargne, il suffira d'énoncer ce fait, que la créance constamment exigible de ces établissements s'élève aujourd'hui à bien près de 400 millions, dont plus de 200 millions sont placés en compte courant au Trésor et font partie de la dette flottante.

Le point important, le nœud de la difficulté, consistait à écarter, ou du moins à atténuer, le danger de remboursements simultanés, sans nuire à l'institution.

Nous avons cru satisfaire, autant que possible, aux exigences du problème à résoudre, en présentant, par le projet primitif, une combinaison de mesures, les unes permanentes et devant régler les dépôts dans l'avenir, les autres transitoires.

Les mesures permanentes consistaient principalement dans la limitation, d'une part, des versements hebdomadaires faits ailleurs qu'à la caisse de Paris; d'autre part, du crédit de chaque compte réduit à 2.000 fr. mais pouvant s'élever, par la capitalisation des intérêts, au maximum de 3.000 fr., et enfin dans la fixation d'un délai de remboursement de deux mois, pour les retraits de plus de 500 fr.

Au nombre des mesures qui avaient pour objet de faciliter la transition du régime ancien au régime nouveau, était la faculté accordée aux déposants de convertir leur créance existant au 1^{er} janvier 1845, en rentes 4 p. 100, à raison de 100 fr. pour 4 fr. de rentes, avec jouissance du 22 septembre 1845, et par imputation sur la somme de 100 millions reliquat disponible du crédit éventuel de 450 millions, ouvert par l'article 35 de la loi du 25 juin 1841; mais sous la condition que les transferts seraient interdits avant le 1^{er} janvier 1847.

La commission de la Chambre des Députés avait adopté le projet en y faisant quelques amendements qui n'en changeaient pas l'économie.

Mais, après une longue discussion, la Chambre des Députés a réduit à 1.500 fr. le capital de chaque livret pouvant s'accroître seulement jusqu'à concurrence de 2.000 fr., non plus par versements, mais par la capitalisation des intérêts.

Cette réduction, plus considérable que celle proposée par le Gouvernement, et la suppression du service des intérêts lorsque le compte aura atteint le maximum de 2.000 fr., ont paru une compensa-

tion suffisante des dispositions qui restreignaient la disponibilité des dépôts.

La commission et le Gouvernement ont cru dès lors devoir retirer l'article concernant les délais de remboursement. Il y aurait sans doute à y revenir si, dans la pratique, le nouveau système ne donnait pas les résultats attendus.

Nous persistons à croire que le projet primitif, amendé par la commission, atteignait plus complètement le but proposé.

Nous reconnaissons, toutefois, que le système adopté par la Chambre des Députés constitue, comparativement à l'état des choses actuel, une amélioration considérable.

Nous pensons même, qu'en ce qui concerne la réduction du montant total des placements, ce système agira bien plus efficacement que ne l'auraient fait les mesures proposées par le projet primitif.

Nous sommes convaincus, d'ailleurs, qu'il n'apporte aucune altération au principe essentiel de l'institution des caisses d'épargne, et nous l'avons vu, sans regret, sortir, après une discussion approfondie, d'une initiative que la circonspection imposée au Gouvernement, en matière si délicate, ne lui permettait pas de prendre avec une égale liberté.

L'ordre d'idées dans lequel avait été rédigé le projet du Gouvernement, nous avait amené à prévoir, comme emploi productif et sûr du capital une fois formé, le placement qui en serait fait en rentes sur l'Etat.

D'accord avec la commission de la Chambre des Députés, nous facilitons l'accès de la rente aux déposants :

D'une part, en leur accordant la faculté d'acheter de la rente au cours de la Bourse, par les soins de l'administration de la caisse d'épargne et sans frais;

D'autre part, en leur offrant, comme nous l'avons déjà dit, de la rente 4 pour 100 au pair en échange de leur dépôt, mais avec interdiction de transfert avant une époque déterminée.

De ces deux dispositions, la première seulement a été adoptée et il faut espérer qu'elle aura pour effet d'attirer dans la rente un certain nombre de déposants, jusqu'à présent retenus par l'appréhension des frais et des formalités, dont les personnes peu habituées à ces négociations s'exagèrent l'importance et la difficulté.

Ce n'est pas sans regret que nous avons vu la Chambre des Députés ne pas adopter la seconde, dont le résultat devait être d'exonérer l'Etat d'une partie de sa dette exigible et de populariser la rente, en la répandant et la faisant connaître dans une classe qui n'en apprécie pas exactement tous les avantages.

La mesure transitoire adoptée par la Chambre des Députés n'est pas de nature à amener, comme celle du projet primitif, la consolidation des dépôts individuels en rentes, et elle fait perdre l'occasion et le moyen de diriger vers la dette fondée les capitaux lentement préparés par l'utile action des caisses d'épargne; mais elle conduit égale-

ment, sauf la différence du mode à la réduction de la dette flottante, puisqu'elle applique à partir du 1^{er} janvier 1847, aux placements actuellement existants les dispositions restrictives du montant total des dépôts adoptées pour l'avenir.

En définitive, le projet amendé par la Chambre des Députés contient des dispositions éminemment utiles, et introduit dans le régime des caisses d'épargne d'incontestables améliorations.

Nous venons, en conséquence, soumettre ce projet à vos délibérations.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 5 mai 1845.

PROJET DE LOI

RELATIF

A L'EMPRUNT GREC;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre des finances.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 25 avril 1845, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État au département des finances, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Ministre des finances un crédit de cinq cent vingt-sept mille deux cent quarante-un francs (527.241 fr.), à l'effet de pourvoir, à défaut du Gouvernement de la Grèce, au paiement du semestre échu le 1^{er} mars 1845, des intérêts et de

l'amortissement de l'emprunt négocié le 12 janvier 1833, par ce Gouvernement, jusqu'à concurrence de la portion garantie par le Trésor de France, en exécution de la loi du 14 juin 1833 et de l'ordonnance du 9 juillet suivant.

ART. 2.

Les paiements qui seront faits en vertu de l'autorisation donnée par l'article précédent auront lieu à titre d'avances à recouvrer sur le Gouvernement de la Grèce. Il sera rendu annuellement aux Chambres un compte spécial de ces avances et des recouvrements opérés en atténuation.

ART. 3.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 4 août 1844, pour les besoins de l'exercice 1845.

FAIT au palais des Tuileries, le 5 mai 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances.*

Signé LAPLAGNE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Nous venons, par ordre du Roi, vous présenter le projet de loi déjà voté par la Chambre des Députés, et qui autorise le Ministre des finances à pourvoir, avec les ressources du budget et pour le semestre échu le 1^{er} mars dernier, au service des intérêts et de l'amortissement de la portion de l'emprunt grec garantie par la France. Ce n'est pas la première fois que la Chambre est appelée à s'occuper des rapports financiers que l'emprunt dont il s'agit a créés entre la France et la Grèce.

Les questions que soulève le projet que nous vous présentons aujourd'hui ont été suffisamment éclaircies et résolues dans vos deux dernières sessions. Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de les soumettre à une nouvelle discussion. Vous avez encore présentes à l'esprit les considérations qui ont déterminé le Gouvernement du Roi à interpréter, comme il l'a fait depuis quelques années, les obligations résultant de la garantie qu'il avait donnée.

Vous avez été plusieurs fois mis en demeure d'apprécier les motifs qui lui ont fait préférer à toute autre manière d'y satisfaire celle qui consistait, en cas d'insolvabilité momentanée de la Grèce, à faire par lui-même et avec les ressources

du budget , le service des intérêts et de l'amortissement de la portion de l'emprunt à laquelle la garantie était affectée. Cette politique vous a semblé, comme à nous, la meilleure ; et c'est pleins de confiance dans les votes que vous avez émis sur des propositions de cette nature , et dans la conformité d'opinions qui s'est manifestée sur ce point entre vous et le Gouvernement du Roi, que nous n'avons pas hésité, les circonstances étant les mêmes, à tenir la même conduite.

Toutefois, Messieurs, en pratiquant cette politique à laquelle vous vous êtes associés, nous n'avons pas pensé qu'elle dût être continuée indéfiniment et sans se préoccuper du soin de mettre un terme aux sacrifices qu'elle occasionnait. Nous n'avons pas pensé qu'il suffirait à la Grèce d'exposer, à chaque échéance, son état de détresse financière, pour obtenir de nous les moyens d'y remédier. L'expérience du passé, la bonne administration des deniers de l'emprunt, et, par-dessus tout, le soin de nos propres finances, nous faisaient, au contraire, une règle de ne marcher dans cette voie qu'avec une grande réserve, de ne venir en aide à la Grèce qu'après avoir bien constaté les causes et la mesure de ses besoins, et d'user de notre influence pour faire apporter à ce fâcheux état de choses un remède prompt et efficace, après avoir pris autant de garanties que possible pour assurer le recouvrement de nos avances.

Si, contre notre attente, nous sommes amenés à vous demander aujourd'hui d'en autoriser de nouvelles, c'est pour nous un devoir, au moment

où votre attention est encore une fois attirée sur l'état de nos rapports financiers avec la Grèce, de vous rappeler en quelques mots les circonstances qui n'ont pas permis à son Gouvernement de tenir tous les engagements qu'il avait contractés, et de réaliser les espérances que nous étions justement fondés à concevoir. Nous devons également vous faire connaître ce que la situation actuelle du pays dénote d'améliorations déjà réalisées, et ce qu'elle offre de rassurant pour l'avenir. Ce sera vous exposer suffisamment les motifs qui décident le Gouvernement du Roi à lui continuer son appui.

La Chambre se souvient qu'il y a environ deux ans les trois Puissances protectrices de la Grèce, justement inquiètes de la marche suivie par son Gouvernement, résolurent de lui adresser, d'un commun accord, de pressantes observations pour l'éclairer sur une situation chargée de périls. Mues par un sincère désir d'éviter à la Grèce des crises fâcheuses et de prévenir les embarras qu'une administration inexpérimentée et des vices d'organisation ne pouvaient manquer de faire naître dans les finances du pays, embarras dans lesquels elles se trouveraient engagées par le fait de la garantie qu'elles avaient donnée, elles avaient réussi, non sans peine, à restreindre en quelque sorte les effets de cette garantie et à convaincre le Cabinet d'Athènes de la nécessité d'introduire dans ses dépenses un ordre sérieux et la plus grande économie. Comme preuve de ses dispositions à suivre les conseils de ses alliés et à exécuter les nombreuses réformes financières qui lui avaient été re-

commandées si expressément, le Gouvernement grec signa, d'accord avec les plénipotentiaires des trois Puissances, une convention par laquelle il affectait, d'une façon spéciale, et avant tout autre emploi, au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt, les recettes à provenir des droits de douanes et de timbre, et réglait le remboursement des avances au moyen d'une émission sagement calculée de bons du Trésor grec.

Les Ministres du Roi Othon n'eurent pas le temps de faire succéder les faits aux intentions. Les fautes commises plus encore peut-être par leurs prédécesseurs que par eux-mêmes avaient déjà produit trop de malaise et causé trop d'irritation dans les esprits. Une révolution que les vrais amis de la Grèce avaient tant fait pour éviter était désormais inévitable.

Elle éclata, en effet, le lendemain du jour où cette convention avait été signée.

Les personnages les plus éminents du pays et la population de la Capitale s'y associèrent instantanément, et elle s'accomplit presque sur-le-champ, tant l'effort de la nation fut prompt et unanime.

Par suite de cette révolution, la Grèce est entrée en possession d'un gouvernement national et d'une constitution qui, en donnant aux représentants du pays un droit de contrôle sérieux sur les actes des Ministres appelés à diriger les affaires, permet d'espérer que son régime intérieur sera heureusement modifié sous tous les rapports.

Les louables intentions du Roi Othon, sa franche et loyale adhésion aux vœux de ses sujets, le choix

qu'il a fait des hommes qui doivent l'aider dans la tâche qui lui reste à accomplir, viennent encore à l'appui de ces espérances; mais vous concevrez sans peine que nous ne nous attendions pas à les voir immédiatement réalisées. L'œuvre de transformation politique qu'il s'agissait d'accomplir en Grèce, a, dans les premiers temps, exclusivement réclamé l'attention et les soins de son Gouvernement; et la bienveillance que nous lui avons toujours témoignée nous faisait une loi de ne pas ajouter aux difficultés de sa position par des insistances inopportunes. Nous avons pensé qu'il fallait lui laisser tout le temps de calmer l'agitation qui avait accompagné un aussi grand changement, et de faire pénétrer dans toutes les parties du pays les idées de sage liberté et d'ordre légal qui, en pliant les esprits au respect des droits, au sentiment des devoirs, fissent des nouvelles institutions qui régissent la Grèce un véritable bienfait pour ce pays.

Cette œuvre s'accomplit chaque jour de manière à en assurer de plus en plus le succès. La nation comme le Gouvernement se montrent dignes de la considération de l'Europe et dignes de leur nouvelle destinée. Cette amélioration, dans la situation de la Grèce, a déterminé les trois Puissances protectrices à reprendre l'œuvre qu'elles avaient momentanément interrompue, et à rechercher, d'un commun accord avec le Gouvernement grec, le meilleur moyen d'assurer sa prompte libération et de diminuer les charges de la garantie qu'elles ont souscrite.

L'accord qui unit les Puissances, la bonne foi et

le sincère désir dont le nouveau Gouvernement de la Grèce se montre animé, nous donnent tout lieu d'espérer que cet heureux résultat sera obtenu.

Nous n'avons pas moins de raison de compter qu'après avoir réussi, de concert avec les Cabinets de Londres et de Pétersbourg, à nous dégager de la garantie collective, nous parviendrons également à faire prendre en considération les intérêts distincts et les réclamations non moins légitimes, que les avances que nous avons faites à diverses reprises au Gouvernement grec, nous mettent en droit de faire valoir.

Une négociation déjà entamée avec lui sur ce point n'a été suspendue que par le fait de la révolution et de l'opinion manifestée, à deux reprises, par la Chambre des Députés, dans la discussion des projets de loi relatifs à l'emprunt grec. Elle sera reprise pour arriver à un arrangement satisfaisant et définitif.

Si la situation de la Grèce, sous le rapport purement politique, se montre sous un jour aussi rassurant, la condition matérielle du pays ne peut qu'ajouter encore aux espérances que le Gouvernement du Roi a conçues. La détresse à laquelle la Grèce avait été réduite a cessé aussitôt qu'une administration active et régulière, s'inspirant des conseils et de l'expérience d'un agent de notre ministère des finances, autorisé à aller en Grèce pour y organiser la comptabilité, s'est occupée de remédier sérieusement au désordre. Les divers rapports que nous recevons chaque jour de la Grèce confirment cette opinion par des faits nouveaux, par des indices plus significatifs.

Une sévère économie, que nous n'avions cessé de recommander au Gouvernement grec, a été introduite dans toutes les dépenses : les services publics ont été simplifiés ; le personnel de l'armée, celui de l'administration, ont été diminués dans une proportion considérable. La perception de l'impôt, qui se fait aujourd'hui par le Gouvernement directement, au lieu d'être soumise au régime onéreux de la mise en ferme, continue à être facile et productive au delà de ce qu'on osait le plus espérer. Les caisses publiques, que le Ministère qui est aujourd'hui à la tête des affaires avait trouvées vides, subviennent maintenant à toutes les dépenses.

La comparaison de la situation actuelle, avec celle des périodes correspondantes de 1843 et 1844, accuse un excédant de recettes remarquable, sans compter les ressources étendues que le Gouvernement peut réaliser par la vente des produits des dîmes qui sont en magasin.

Le budget de cette année, dressé avec exactitude et sincérité, et rigoureusement contrôlé, présentera, suivant les calculs du Ministre des finances, un excédant des recettes sur les dépenses.

La Banque nationale, dont la prospérité est en raison croissante du développement que prennent les ressources, l'activité et les éléments de crédit qui sont dans le pays, est aujourd'hui dans une situation aussi satisfaisante qu'on peut le désirer. La circulation de ses billets s'étend, et elle accroît son fonds de réserve, de manière à couvrir son arriéré.

Telles sont, Messieurs, les diverses considérations qui ont décidé le Gouvernement du Roi à continuer

de pratiquer, à l'égard de la Grèce, cette politique de bienveillant intérêt, dont nous lui avons donné déjà des preuves nombreuses et manifestes.

Ce nouveau sacrifice ne sera pas un des moins profitables pour la Grèce et ne sera pas perdu non plus pour nos intérêts.

La Chambre, nous n'en doutons pas, partagera ces vues; nous appelons son examen, et nous attendons avec confiance son vote sur le projet que le Roi nous a chargé de lui présenter.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 5 mai 1845.

PROJETS DE LOI

RELATIFS

A des impositions extraordinaires votées par neuf
départements; *

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

1^{er} PROJET. (Aveyron.)

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS que le projet
de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre
des Députés dans sa séance du 19 avril 1845, soit
présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs,
par notre Ministre secrétaire d'État de l'intérieur,
que nous chargeons d'en exposer les motifs et
d'en soutenir la discussion.

ARTICLE UNIQUE.

Le département de l'Aveyron est autorisé, con-

* Aveyron, Côte-d'Or, Haute-Garonne, Gironde, Lot,
Maine-et-Loire, Oise, Seine-et-Oise, Vaucluse.

formément à la demande que son conseil général en a faite dans sa séance du 30 août 1844, à s'imposer extraordinairement pendant dix ans, à partir de 1846, dix centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté aux travaux d'achèvement des routes départementales.

L'emploi du produit de cette imposition sera déterminé chaque année, sur la proposition du conseil général, par des ordonnances royales, rendues dans la forme des règlements d'administration publique.

DONNÉ au palais des Tuileries, le 5 mai 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé DUCHATEL.

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département de l'Aveyron a été autorisé, par une loi du 5 août 1840, à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1841, 10 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit devait être exclusivement affecté aux travaux neufs des routes

départementales classées à cette époque. Cette imposition doit donc prendre fin le 31 décembre 1845.

Bien que les ressources créées par la dernière loi aient été sagement employées, les routes départementales ne sont pas encore terminées. Sur une longueur totale de 740 kilomètres que présentent ces voies de communication, 313 sont parvenues à l'état d'entretien, 452 exigent des réparations urgentes et 275 offrent des lacunes. Pour achever complètement ces routes, il ne faudrait pas moins de 4.600.000 fr.; mais ces divers travaux ne sont pas tous de la même urgence, et il importe, avant tout, de terminer douze routes qui sont indispensables pour la viabilité du département : 2.000.000 de fr. suffiraient pour faire face aux besoins les plus pressants.

Le conseil général a été appelé, dans sa dernière session, à rechercher les moyens de réaliser une somme aussi considérable. Ne pouvant compter sur les ressources facultatives, absorbées par d'autres services départementaux, le conseil a reconnu que la continuation de l'imposition créée par la loi précitée du 5 août 1840 était la seule voie qui lui fût offerte; il a demandé, en conséquence, que le département soit autorisé à s'imposer extraordinairement pendant dix années, à partir de 1846, 10 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, et dont le produit atteindrait la somme nécessaire de 2.000.000 fr.

Cette imposition, Messieurs les Pairs, ne serait donc point nouvelle. Elle n'augmenterait pas les charges du département; elle aurait seulement pour

résultat de prolonger l'état actuel des choses. L'imposition de 2 centimes établie par la loi du 15 juin 1843, pour la construction d'un asile d'aliénés, doit expirer en 1845, de telle sorte que, si vous donniez votre sanction à la demande du conseil général, l'imposition de 10 centimes, jointe à celle de 1 centime, autorisée par la loi du 3 août 1844, pour la construction des prisons de Rodez, grèverait le département, jusqu'en 1845 exclusivement, de 11 centimes extraordinaires et de 1 centime en 1856.

Ces charges ne sont pas excessives, Messieurs les Pairs; vous voudrez bien, d'ailleurs, ne point perdre de vue que les travaux qu'il s'agit de continuer sont d'une incontestable urgence, et que le département trouvera, dans l'achèvement de ses routes, et par suite dans le développement de sa prospérité, une large compensation aux sacrifices qu'il demande à s'imposer par l'organe de ses représentants.

Nous venons, en conséquence, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi qui a été adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 19 avril, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

2^e PROJET. (Côte-d'Or.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

La somme de 140.596 fr. 73 c., restée sans em-

ploi sur l'emprunt de 400.000 fr. que le département de la Côte-d'Or a été autorisé, par la loi du 29 avril 1842, à contracter pour l'achèvement de ses routes départementales, sera répartie et employée en 1845, conformément aux propositions faites par le conseil général dans sa délibération du 6 septembre 1844.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département de la Côte-d'Or a été autorisé, par une loi du 29 avril 1842 : 1° à emprunter une somme de 400.000 fr. pour les travaux d'achèvement des routes départementales que le conseil général avait désignées dans sa session de 1841 ; 2° à s'imposer extraordinairement pendant sept ans, à partir de 1845, 2 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit devait être affecté au service des intérêts et à l'amortissement dudit emprunt et, pour le surplus, aux travaux des routes.

D'importantes économies ont pu être réalisées dans l'emploi des fonds de l'emprunt, et le département peut aujourd'hui disposer d'une somme libre de 140.596 fr. 73 c.

Dans sa dernière session, le conseil général de la Côte-d'Or a proposé, conformément à la loi du 29 avril 1842, d'affecter une partie de ces ressources aux travaux des routes désignées en 1841.

57.596 fr. 73 c. suffiront pour leur achèvement. Une somme de 83.000 fr. serait restée sans emploi, si le conseil général n'avait demandé qu'ils fussent appliqués aux travaux de quatre nouvelles routes départementales qui, n'ayant pas été mentionnées dans la délibération de 1841, se trouvaient exclues du bénéfice résultant de la loi précitée.

Une disposition législative étant nécessaire pour autoriser une modification de cette nature à une loi antérieure, et comme, d'ailleurs, il ne saurait être fait un meilleur usage des fonds disponibles, nous venons, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet que la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 29 mars, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

3^e PROJET. (Haute-Garonne.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Haute-Garonne est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1844, à s'imposer extraordinairement pendant sept ans, à partir du 1^{er} janvier 1846, 5 centimes et demi additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté aux travaux neufs et de grosses réparations des routes départementales actuellement classées.

L'emploi du produit de cette imposition sera déterminé chaque année, sur la proposition du conseil général, par des ordonnances royales rendues dans la forme des règlements d'administration publique.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département de la Haute-Garonne a été autorisé, par une loi du 5 août 1840, à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1841, 5 centimes et demi additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit devait être affecté aux travaux d'achèvement des routes départementales classées à cette époque. Depuis lors, de nouvelles routes ont été classées, des améliorations sont devenues indispensables sur les lignes terminées, et bien que la loi du 24 juillet 1843 ait autorisé le département à s'imposer extraordinairement 4 centimes additionnels pendant cinq ans, à partir de 1844, il se voit dans la nécessité d'avoir recours à la création de nouvelles ressources extraordinaires.

En effet, l'achèvement complet des routes départementales exigerait une somme de 2.000.000 f. Pour faire face à cette dépense, le département ne peut prélever aucun fonds sur ses ressources ordinaires, et l'imposition créée par la loi du 24 juillet 1843 ne produira, pendant les trois années qui

restent encore à recouvrer, qu'une somme de 420.000 fr. environ. Le conseil général a donc demandé, dans sa dernière session, que le département soit autorisé à s'imposer extraordinairement pendant sept ans, à partir de 1846, 5 centimes et demi additionnels au principal des quatre contributions directes pour l'achèvement des routes départementales.

Cette imposition ne faisant que prolonger celle qui avait été autorisée par la loi du 5 août 1840, la situation financière du département n'en sera pas aggravée; l'intérêt du département paraissant exiger, d'ailleurs, que le vote du conseil général soit sanctionné, nous venons, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi que la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 29 mars dernier, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

4^e PROJET. (Gironde.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Le département de la Gironde est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite, dans sa session de 1844, à emprunter une somme de six cent trente mille francs, qui sera exclusivement affectée aux travaux d'achèvement des chemins vicinaux de grande communication actuellement classés.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser 4 et demi pour 100. Toutefois, le préfet du département est autorisé à traiter de gré à gré avec l'administration de la caisse des dépôts et consignations, à un taux d'intérêt qui ne soit pas supérieur à celui ci-dessus fixé.

Il sera pourvu au remboursement de l'emprunt et au service des intérêts dudit emprunt, ainsi qu'il est dit dans l'article 2 ci-dessous.

ART. 2.

Le département de la Gironde est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a également faite dans la même session, à s'imposer extraordinairement pendant six ans, à partir de 1846 : 1° cinq centimes spéciaux qui se confondront avec ceux dont les lois de finances autoriseront le recouvrement en vertu de l'article 12 de la loi du 21 mai 1836; 2° deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, qui seront recouvrés concurremment avec les centimes spéciaux ci-dessus mentionnés.

Le produit de l'imposition de deux centimes sera exclusivement affecté aux travaux des chemins vicinaux de grande communication actuellement classés; celui des cinq centimes spéciaux sera appliqué au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt ci-dessus autorisé, et, pour le surplus, aux travaux desdits chemins.

ART. 3.

Les sommes à emprunter, l'emploi de ces

sommes et celui du produit de l'imposition, seront déterminés chaque année, sur la proposition du conseil général, par des ordonnances royales rendues dans la forme des règlements d'administration publique.

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Des lacunes considérables sont encore à combler sur les chemins vicinaux de grande communication classés dans le département de la Gironde. Une somme de 2.100.000 francs serait nécessaire pour leur achèvement.

Pour faire face à cette dépense, le département ne peut, à l'aide de ses ressources normales, réaliser qu'une somme annuelle de 600.000 francs qu'il faut partager entre l'entretien et les travaux neufs des chemins vicinaux.

Pénétré de la nécessité de ne point laisser traîner en longueur l'achèvement de ces voies de communication qui importe essentiellement aux intérêts du département, le conseil général a demandé, dans sa dernière session, qu'il soit autorisé à s'imposer extraordinairement pendant six années, à partir de 1846, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, qui seraient perçus au delà des centimes spéciaux ordinaires et dont le produit serait affecté, de même que l'emprunt, aux travaux d'achèvement des chemins vicinaux. Le remboursement

de l'emprunt et le service des intérêts seraient assurés au moyen du produit des centimes spéciaux que les départements sont autorisés à réaliser chaque année; l'excédant de ces fonds serait lui-même consacré aux travaux.

Il serait sans doute à désirer, en principe, Messieurs les Pairs, que les ressources spéciales créées par la loi du 21 mai 1836, pour le service des chemins vicinaux n'eussent pas besoin d'être complétées par des ressources étrangères; mais déjà, en diverses circonstances, vous avez reconnu la nécessité d'autoriser une exception à cette règle en faveur de plusieurs départements. Celui de la Gironde est plus fondé que tout autre à solliciter cette autorisation, en raison de l'insuffisance des fonds dont il dispose pour le service des chemins dont il s'agit.

Quant à la situation financière du département de la Gironde, elle tend chaque jour à s'améliorer, et elle ne paraît pas devoir faire obstacle à ce que vous donniez votre sanction à un projet qui se lie trop intimement à tous les intérêts de ce département, pour que la réalisation n'en soit pas vivement désirée par la population.

Nous venons donc, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi qui a été adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 19 avril, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

5^e PROJET. (Lot.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Lot est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1844, à s'imposer extraordinairement pendant huit ans, à partir de 1846, cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté à l'achèvement des routes départementales actuellement classées.

L'emploi du produit de l'imposition sera déterminé chaque année, sur la proposition du conseil général, par des ordonnances royales rendues dans la forme des règlements d'administration publique.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département du Lot a été autorisé par une loi du 6 août 1839, 1^o à emprunter une somme de 1.141.870 francs pour les travaux des routes départementales que le conseil général avait désignées dans sa session de 1838; 2^o à s'imposer extraordinairement, en 1840, 4 centimes au principal des quatre contributions directes et 10 centimes pendant treize ans, à partir de 1841. Le produit de ces impositions devait être affecté tant au service

des intérêts et au remboursement de l'emprunt qu'aux travaux des routes.

Contrairement à toutes les prévisions, ces ressources ne suffiront pas, et, pour achever complètement ces voies de communication, le département se trouve obligé de réaliser une somme de 639.383 francs 84 cent.

Dans l'impossibilité de faire face à cette dépense au moyen de ses ressources ordinaires, le conseil général, prenant en considération l'urgence des travaux qu'il importe de terminer, a demandé, dans sa dernière session, que le département soit autorisé à s'imposer extraordinairement pendant huit ans, à partir de 1846, 5 cent. additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit donnera les moyens d'achever les routes départementales.

Les intérêts du département paraissant demander que le vote du conseil général soit sanctionné, nous venons, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi que la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 29 mars, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

6^e PROJET. (Maine-et-Loire.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Le département de Maine-et-Loire est autorisé,

conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1844, à accepter des sieurs Séguin, concessionnaires du pont de Chalennes, l'offre par eux faite, aux termes de leur soumission, en date du 12 octobre 1844, de prêter au département la somme de 44.207 francs, pour l'achèvement des travaux de prolongement jusqu'à Saint-Georges, de la route départementale n° 15; ledit prêt fait sous la condition de remboursement dans les années 1848 et 1849, et du paiement annuel d'un pour cent d'intérêt par la commune de Chalennes, qui s'y est engagée par délibération de son conseil municipal du 25 août 1844.

ART. 2.

Le département de Maine-et-Loire est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa même session, à s'imposer extraordinairement, pour le remboursement de l'emprunt ci-dessus autorisé, savoir : en 1848, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, et, en 1849, la fraction de centime nécessaire pour compléter la somme à rembourser.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département de Maine-et-Loire a été autorisé par une loi du 4 juin 1842, 4° à emprunter aux sieurs Séguin, concessionnaires du pont de Chalennes, la somme de 80.000 francs, pour l'achève-

ment du prolongement jusqu'à Saint-Georges de la route départementale n° 15; 2° à s'imposer extraordinairement, en 1848 et 1849, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes et, en 1850, une fraction de centime; ces ressources devaient être affectées au remboursement de cet emprunt; quant au service des intérêts à un pour cent, les communes de Chalonnnes et de Saint-Georges avaient pris l'engagement d'y faire face.

Par suite de diverses circonstances, et notamment des désastres causés par l'inondation de la Loire au commencement de 1844, ces ressources se trouvent insuffisantes, et une somme de 44.207 f. est encore nécessaire pour l'achèvement de la route n° 15.

Les sieurs Séguin ont offert au département de lui prêter cette somme, à la double condition que le remboursement de cet emprunt serait opéré en 1848 et 1849, et qu'il leur serait payé un intérêt de un pour cent.

Le conseil général n'a pas hésité à adhérer à cette combinaison financière et, pour assurer le remboursement de l'emprunt, il a demandé que le département soit autorisé à s'imposer extraordinairement, en 1848, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes, et, en 1849, la fraction de centime nécessaire pour compléter la somme à rembourser.

Le conseil municipal de Chalonnnes s'étant, de son côté, engagé à payer les intérêts dudit emprunt, et cette voie étant la seule ouverte au dé-

partement pour achever la route n° 15 ; sa situation financière permettant, d'ailleurs, que le vote du conseil général soit accueilli, nous venons, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi qui a été adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 19 avril, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

7^e PROJET. (Oise.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

Le département de l'Oise est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1844, à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1846 et 1847, huit centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté aux travaux d'amélioration et de réparation des routes départementales actuellement classées.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département de l'Oise a été autorisé par une loi du 25 avril 1844 à s'imposer extraordinairement en 1845, 8 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes dont le pro-

duit doit être affecté aux travaux d'achèvement des routes départementales actuellement classées. Ces ressources permettront de terminer ces voies de communication, et, au 1^{er} janvier 1846, elles seront parvenues à l'état d'entretien, mais des réparations nombreuses sont devenues indispensables, et on évalue à 830.000 fr. la somme que nécessiteraient ces travaux.

Dans l'impossibilité de faire face à cette dépense au moyen des ressources ordinaires du département, qui ne pourra réaliser en 1846 et 1847 qu'une somme de 190.000 fr. applicable aux réparations des routes, le conseil général, dans sa dernière session, a demandé que le département soit autorisé à s'imposer extraordinairement pendant les années 1846 et 1847, 8 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Au moyen de cette imposition le département pourra terminer les travaux d'amélioration de ses routes.

La situation financière du département ne devant pas être modifiée par le vote du conseil général, il y a lieu de le sanctionner, et nous venons, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi qui a été adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 29 mars, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

8^e PROJET. (Seine-et-Oise.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Le département de Seine-et-Oise est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1844, à emprunter une somme de 480.000 francs, dont le produit sera exclusivement appliqué aux travaux de réparation et d'amélioration de cinquante-deux routes départementales classées antérieurement à l'ordonnance du 24 août 1844.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser 4 et demi pour 100. Toutefois, le préfet du département est autorisé à traiter de gré à gré, avec la caisse des dépôts et consignations, à un taux d'intérêt qui ne soit pas supérieur à celui ci-dessus fixé.

Il sera pourvu au remboursement et au service des intérêts dudit emprunt, ainsi qu'il est dit en l'article suivant.

ART. 2.

Le département de Seine-et-Oise est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans la même session, à s'imposer extraordinairement, savoir :

1^o Un centime et demi additionnel au principal des quatre contributions directes, en 1846;

2^o Trois centimes pendant cinq ans, à partir de 1847.

Le produit de l'imposition de 1 centime et demi en 1846, et celui de l'imposition de 3 centimes pendant les années 1847 et 1848, seront affectés aux travaux précités des routes départementales. Le produit de l'imposition de 3 centimes, pendant les années 1849, 1850 et 1851, sera appliqué au remboursement de l'emprunt ci-dessus autorisé.

Le service des intérêts aura lieu au moyen de prélèvements sur les centimes facultatifs.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Bien que les routes départementales classées dans le département de Seine-et-Oise, antérieurement à l'ordonnance royale du 24 août 1844, soient aujourd'hui parvenues à l'état d'entretien, elles réclament néanmoins des améliorations considérables qui exigeraient une dépense de 925.954 fr. environ.

Dans l'impossibilité de faire face à cette dépense au moyen de ses ressources ordinaires, le conseil général, dans sa dernière session, a demandé que le département soit autorisé : 1° à emprunter une somme de 480.000 fr. pour hâter l'exécution des travaux des routes ; 2° à s'imposer extraordinairement, en 1846, 1 centime et demi additionnel au principal des quatre contributions directes, et 3 centimes pendant cinq ans, à partir de 1847 ; le produit de ces ressources serait affecté tant aux travaux des routes qu'au remboursement dudit em-

prunt. Quant aux intérêts, le conseil a reconnu qu'il était possible au département de les payer sur le produit des centimes facultatifs.

La situation financière du département ne pouvant s'opposer à ce que ce vote soit sanctionné, et les travaux des routes étant d'une incontestable urgence, nous venons, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi que la Chambre des Députés a adopté dans sa séance du 29 mars et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

9^e PROJET. (Vaucluse.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Le département de Vaucluse est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa session de 1844, à emprunter à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser 4 et demi pour 100, une somme de 90.000 francs qui sera affectée, concurremment avec celle de 20.592 fr. 11 centimes, inscrite aux budgets de 1844 et 1845, aux travaux d'agrandissement et de réparation de l'hôtel de préfecture d'Avignon.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence; toutefois, le préfet du département est autorisé à traiter directement avec la caisse des dé-

pôts et consignations, à un taux d'intérêt qui ne soit pas supérieur à celui-ci dessus fixé.

Il sera pourvu au service des intérêts et au remboursement de l'emprunt ainsi qu'il est dit en l'article suivant.

ART. 2.

Le département de Vaucluse est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite dans sa même session, à s'imposer extraordinairement pendant trois ans, à partir de 1848, deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt ci-dessus autorisé.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Depuis plusieurs années, le conseil général du département de Vaucluse s'est occupé des moyens d'assurer au service départemental, et au logement du préfet, un bâtiment plus convenable que l'hôtel actuel de la préfecture. Dans sa session de 1843, le conseil général s'était arrêté à l'idée de construire en entier un nouvel hôtel, et la création de ressources extraordinaires pour donner suite à ce projet avait même été proposée; mais des difficultés, qu'il n'a pas été possible de résoudre en temps utile, s'opposèrent à ce que cette proposition fût accueillie.

Cependant le conseil ne pouvait renoncer à chercher pour la préfecture un local digne du département; aussi, dans sa dernière session, sa sollicitude s'est de nouveau portée sur cette importante affaire. Les bâtiments actuellement occupés par la préfecture sont loin d'être en harmonie avec les besoins du service : les archives sont entassées dans des salles étroites et humides; le logement du préfet est insuffisant; dans les bureaux, des réparations nombreuses sont devenues indispensables. Après un mûr examen des projets qui lui étaient soumis, le conseil s'est, en définitive, prononcé pour le simple agrandissement, et non pour la reconstruction complète de l'hôtel de la préfecture. D'après ce dernier projet, dont les plans et devis ont d'ailleurs été reconnus convenables par le conseil général des bâtiments civils, deux maisons voisines seraient achetées, et il serait facile d'y établir les archives, les appartements du préfet, etc. En évaluant l'acquisition des deux maisons et les frais accessoires, à . 29.000 fr. »

Les travaux d'appropriation, à 45.000 »

La restauration des salons de réception, à 35.000 »

Les réparations à faire aux bureaux, à 775 75

La dépense totale serait de. . . 109.775 75

Pour faire face à cette dépense, le conseil général a voté au budget de 1844 et 1845 (deuxième section) une somme totale de 20.592 fr. 44 c. Dans l'impossibilité de réaliser le reste des fonds

nécessaires au moyen de ses ressources ordinaires, le conseil a demandé que le département fût autorisé 1° à emprunter une somme de 90.000 fr. qui, ajoutée à celle de 20.592 fr. 41 c., permettrait d'achever les travaux de la préfecture ; 2° à s'imposer extraordinairement pendant trois ans, à partir de 1848, 2 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit serait affecté au remboursement et au service des intérêts de l'emprunt.

Le département de Vaucluse, Messieurs les Pairs, se trouve dans une situation financière assez favorable pour que ce sacrifice puisse être imposé aux contribuables. Il ne supporte maintenant que deux impositions extraordinaires : la première, créée par la loi du 4 avril 1838 pour le remboursement d'un emprunt antérieurement contracté, est de 5 centimes et ne porte que sur les contributions foncière et des patentes ; elle doit prendre fin en 1847. La seconde, autorisée par la loi du 5 juillet 1844 pour les travaux des routes départementales, est de 8 centimes, et doit durer jusqu'en 1855 ; mais la nouvelle imposition ne devant commencer qu'en 1848, c'est-à-dire lorsque l'imposition de 5 centimes autorisée par la loi du 4 avril 1838 sera intégralement recouvrée, il n'y a pas d'inconvénient à l'autoriser. L'agrandissement de la préfecture d'Avignon ne saurait d'ailleurs être plus longtemps ajourné, et il importe que cet intérêt de service public reçoive satisfaction le plus promptement possible.

Nous avons la confiance, Messieurs les Pairs, que

ces considérations vous détermineront à donner votre sanction au projet de loi que le Roi nous a chargés de vous présenter, et qui a été adopté par la Chambre des Députés dans la séance du 19 avril.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 5 mai 1845.

9 PROJETS DE LOI

RELATIFS

A divers changements de circonscriptions
territoriales ;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

1^{er} PROJET,

*TENDANT à distraire la section de la Bastide de la commune de
Juvinas (Ardèche), pour l'ériger en commune distincte.*

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet
de loi dont la teneur suit, soit présenté, en notre
nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre
secrétaire d'État de l'intérieur, que nous chargeons
d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discus-
sion.

ARTICLE PREMIER.

La section de la Bastide est distraite de la com-
mune de Juvinas, située canton d'Entraigues,
arrondissement de Privas, département de l'Ar-
dèche, et érigée en commune particulière.

La limite entre les deux communes sera formée par les eaux versantes du Serre de Dérugé, depuis le sommet du Serre de Dérugé jusqu'à leur rencontre avec la rivière de Bézorgues, suivant le liséré rouge tracé au plan annexé à la présente loi.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

DONNÉ au palais des Tuileries, le 5 mai 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,*

Signé DUCHATEL.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les habitants de la section de la Bastide demandent à être distraits de la commune de Juvinas, canton d'Entraignes, arrondissement de Privas, département de l'Ardèche et à former une commune particulière.

Il suffit de jeter les yeux sur le plan des lieux pour reconnaître combien leur demande est fondée.

Composée d'un territoire à périmètre irrégulier, et d'une longueur de 11 kilomètres, la commune de Juvinas est divisée en deux parties bien distinctes, par une chaîne de montagnes nommée le Grand Dérage; en sorte que la nature elle-même a établi une démarcation des moins contestables entre les deux territoires de la Bastide et de Juvinas dont les habitants n'ont entre eux que les relations indispensables imposées par les obligations administratives. Encore ces relations sont-elles bien souvent interrompues, au grand préjudice de l'exécution des lois, lorsque les intempéries des saisons viennent détruire les chemins ou grossir subitement les torrents.

Les autorités administratives et les conseils électifs d'arrondissement et de département à qui ces obstacles étaient connus ne pouvaient qu'accueillir favorablement, et sans s'arrêter à l'opposition peu motivée du conseil municipal de Juvinas, la demande formée par les habitants de la Bastide qui déjà ont obtenu que leur section fût érigée en succursale.

Les ressources des deux territoires de Juvinas et de la Bastide étant suffisantes pour en former deux communes, on ne pouvait sans injustice refuser les avantages de cet établissement à la Bastide, la plus considérable et la plus peuplée des deux sections de la commune actuelle de Juvinas.

Le Roi nous a donc chargés de soumettre à votre approbation le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous lire le texte.

2^e PROJET,

TENDANT à changer la circonscription des cantons de Fossat et de Pamiers (Ariège), sur le territoire des communes de Pailhès et de Madières.

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La section de la Serre d'Unjadel, indiquée par une teinte rose sur le plan annexé à la présente loi, est distraite de la commune de Pailhès, canton de Fossat, arrondissement de Pamiers, département de l'Ariège, et réunie à la commune de Madières, canton de Pamiers, même arrondissement.

En conséquence, la limite entre les communes de Pailhès et de Madières est fixée par le liséré jaune A B.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le Roi nous a chargés de soumettre à votre approbation un projet de loi tendant à changer

la circonscription des cantons de Fossat et de Pamiers (Ariège) par suite de la demande formée par les habitants de la section de la Serre d'Unjadel, pour être distraits de la commune de Pailhès et réunis à celle de Madières.

Ce projet de changement a été soumis à une instruction complète et régulière. Non-seulement il tend à améliorer la situation des habitants de la Serre d'Unjadel situés à 9 kilomètres de leur mairie actuelle, tandis qu'ils ne sont qu'à un kilomètre de la municipalité de Madières, mais il rectifiera ce que présente d'irrégulier la circonscription des deux communes, et fera coïncider les circonscriptions administrative et religieuse, car la section d'Unjadel dépend de la succursale de Madières.

La distraction de cette section sera pour la commune de Pailhès, une perte de 244 hectares, de 91 habitants et de 17 francs de revenus, mais cette perte n'est pas assez considérable pour motiver le vote négatif émis par cette commune qui, sur un territoire de 2401 hectares, renferme 1357 habitants et perçoit 199 francs en centimes additionnels.

Tous les autres avis ont été favorables au projet pour lequel nous venons demander l'adhésion de la Chambre. Voici, Messieurs, le texte de ce projet.

3^e PROJET,

TENDANT à changer la circonscription des cantons de Marcilly-le-Hayer et de Romilly-sur-Seine (Aube), sur le territoire des communes de Saint-Pierre-de-Bossenay et de Saint-Martin-la-Fosse.

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Le hameau de Bossenay est distrait de la commune de Saint-Pierre-de-Bossenay, canton de Marcilly-le-Hayer, arrondissement de Nogent-sur-Seine, département de l'Aube, et réuni à la commune de Saint-Martin-la-Fosse, canton de Romilly-sur-Seine, mêmes arrondissement et département.

La limite entre les communes de Saint-Pierre-de-Bossenay et de Saint-Martin-la-Fosse sera fixée par la voie Réchaux et le liséré rouge tracé au plan ci-annexé.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les conditions de la réunion ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La commune de Saint-Pierre-de-Bossenay, can-

ton de Marcilly, arrondissement de Nogent-sur-Seine, département de l'Aube, comprend dans son périmètre le hameau de Bossenay qui se trouve à une distance fort considérable du chef-lieu.

Les habitants de ce hameau ont demandé un changement de circonscription territoriale qui les rattachât à la commune de Saint-Martin-la-Fosse, canton de Romilly, même arrondissement.

Leur demande a été soumise à une instruction complète et régulière, et l'on a reconnu que toutes les convenances administratives se réunissaient en faveur du projet.

Plus grande facilité des communications, coïncidence des circonscriptions religieuse et administrative, tels sont les principaux avantages qui résulteront du changement projeté.

L'opération n'aura d'autres inconvénients que de faire descendre la population de la commune de Saint-Pierre-de-Bossenay un peu au-dessous de 300 habitants en élevant celle de Saint-Martin un peu au-dessus de ce chiffre; cette circonstance est l'unique cause de l'opposition manifestée par la première de ces communes; mais comme Saint-Pierre-de-Bossenay conservera encore une population suffisante pour l'organisation d'un conseil municipal et que d'ailleurs ses ressources financières sont abondantes, ce ne pouvait être un motif de renoncer à une rectification territoriale, en quelque sorte commandée par la situation topographique des deux localités, ainsi que par les relations et les habitudes des populations. Aussi les

autorités administratives et les conseils électifs ont-ils donné leur adhésion au projet.

Les autorités judiciaires ont également approuvé la modification qui devra en résulter, en ce qui concerne la circonscription des deux cantons de Marcilly et de Romilly.

Le Roi nous a chargés en conséquence de soumettre à votre approbation le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous lire les dispositions.

4^e PROJET,

TENDANT à réunir en une seule les communes de Sonnevillle et de Lignières (Charente).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Les communes de Sonnevillle et de Lignières, canton de Segonzac, arrondissement de Cognac, département de la Charente, sont réunies en une seule dont le chef-lieu est fixé à Lignières.

ART. 2.

Les communes réunies continueront à jouir séparément, comme sections de communes, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

Les autres conditions de la réunion prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les communes de Sonneville et Lignières ont paru aux autorités administratives de la Charente devoir être réunies en une seule, dont le chef-lieu restera fixé à Lignières.

Ces deux communes ont chacune une population qui dépasse 300 habitants; mais leur territoire est assez restreint; leur situation, sous le rapport financier, laisse beaucoup à désirer, et la commune de Sonneville, en particulier, est dans l'impossibilité de se procurer les fonds nécessaires à l'établissement et à l'entretien d'une maison d'école.

En mettant leurs ressources en commun, les deux communes parviendront facilement à couvrir toutes leurs dépenses; la commune de Lignières est d'ailleurs pourvue des établissements qui manquent à Sonneville; et déjà réunies pour le culte, il y aura, pour l'une comme pour l'autre, des avantages évidents à rendre la fusion complète sous le rapport administratif.

C'est ce qu'a compris le conseil municipal de Lignières en donnant son adhésion au projet. Celui de Sonneville a refusé la sienne, mais son opposition ne repose sur aucun motif sérieux et ne saurait être prise en considération.

La circonscription territoriale se trouvera en

outre améliorée par la réunion des deux communes, car dans leur état actuel un village se trouve avoir des habitants sur les deux territoires.

Par tous ces motifs nous avons dû prendre les ordres du Roi afin de soumettre à vos délibérations le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

5^e PROJET,

TENDANT à réunir en une seule les communes de Dignac et de Beaulieu-Cloulas (département de la Charente).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Les communes de Dignac et de Beaulieu-Cloulas, canton de Lavalette, arrondissement d'Angoulême, département de la Charente, sont réunies en une seule dont le chef-lieu est fixé à Dignac.

ART. 2.

Les communes réunies par l'article précédent continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément comme sections de communes des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer, en commun, aux charges municipales.

Les autres conditions de la réunion prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons soumettre à votre approbation une mesure législative destinée à opérer la suppression de la commune de Beaulieu-Cloulas, département de la Charente, dont la population est au-dessus de 300 habitants, et dont le conseil municipal a, par un vote négatif, cherché à protéger l'individualité.

Ce qui nécessite la suppression de cette commune, peuplée de 340 âmes, c'est l'insuffisance de son revenu, lequel ne se monte qu'à la somme de 37 francs.

Les autorités administratives et les conseils électifs d'arrondissement et de département, en reconnaissant l'impossibilité où se trouve la commune de Beaulieu-Cloulas de subvenir aux dépenses d'une administration régulière, ont proposé de la réunir à la commune de Dignac. La distance entre les deux localités est de 4 à 5 kilomètres; mais les chemins sont en bon état, et cette distance n'a pas été jugée un obstacle à la réunion déjà opérée pour le spirituel.

La nouvelle commune formera une étendue de 2764 hectares, aura 1537 habitants et 374 francs de revenus en centimes additionnels. Voici, Messieurs, le texte du projet de loi.

6^e PROJET,

TENDANT à distraire la section de Ghisonaccia de la commune de Lugo-di-Naza (Corse), pour l'ériger en commune distincte.

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La section de Ghisonaccia est distraite de la commune de Lugo-di-Naza, canton de Vezani, arrondissement de Corte, département de la Corse, et érigée en municipalité distincte.

La limite entre les deux communes de Ghisonaccia et de Lugo-di-Naza est fixée par la rivière dite Fiumorbo.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La commune de Lugo-di-Naza, canton de Vezani, arrondissement de Corte, département de la Corse, est une des plus étendues de ce canton; son territoire a 3.596 hectares; elle compte 1222 ha-

bitants, et ses revenus ordinaires en centimes additionnels se montent à 846 francs.

A douze kilomètres de distance du chef-lieu de cette commune est située la section de Ghisonaccia que ce grand éloignement et la difficulté des communications ont déjà fait ériger en succursale.

Les habitants de cette section demandent que l'avantage qui leur a déjà été accordé soit complété par l'établissement d'une municipalité pour l'entretien de laquelle leur population et leurs revenus offrent des ressources suffisantes.

L'étendue territoriale de cette section est en effet de 2.146 hectares, la population est de 750 habitants et ses revenus ordinaires s'élèveraient à la somme de 588 francs.

La nécessité d'ériger Ghisonaccia en commune a été reconnue à la suite d'une instruction complète et régulière, dans le cours de laquelle il ne s'est rencontré d'opposants que parmi les membres du conseil municipal de Lugo-di-Naza.

Les objections de ce conseil municipal ne portant que sur des motifs facilement réfutables, nous avons pensé que l'amélioration sollicitée par Ghisonaccia ne pouvait lui être refusée, et nous venons en conséquence, après avoir pris les ordres du Roi, soumettre à votre approbation le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous lire le texte.

7^e PROJET,

TENDANT à réunir en une seule les communes de Neuville et de Claville (Eure).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Les communes de Claville et de Neuville, canton sud d'Evreux, arrondissement d'Evreux, département de l'Eure, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Claville.

ART. 2.

Les communes réunies continueront à jouir séparément, comme sections de communes, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

Les autres conditions de la réunion prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les autorités administratives du département de l'Eure ont proposé la suppression de la commune de Neuville et sa réunion à celle de Claville, dont elle dépend déjà pour le culte.

Le chiffre peu élevé de la population de la commune de Neuville où l'on ne compte que 152 ha-

bitants, le peu d'étendue de son territoire, l'insuffisance de ses ressources financières justifient suffisamment cette proposition.

Cependant la commune de Neuville a cru devoir contester les avantages de la réunion, et, ce qui est moins ordinaire, la commune de Claville a refusé, mais sans en alléguer les motifs, de consentir à l'accroissement que le projet tend à lui donner.

Ces oppositions peu fondées ne pouvaient empêcher les conseils d'arrondissement et de département de donner leur approbation à la mesure et ne sauraient faire obstacle à son accomplissement; mais elles rendent nécessaire l'intervention du pouvoir législatif. Nous venons en conséquence, après avoir pris à ce sujet les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous lire le texte.

8^e PROJET,

TENDANT à réunir en une seule les communes de la Salle-Coquerel et de Crosville-la-Vieille (Eure).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Les communes de la Salle-Coquerel et de Crosville-la-Vieille, canton de Neubourg, arrondissement de Louviers, département de l'Eure, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Crosville-la-Vieille.

ART. 2.

Les communes réunies continueront à jouir séparément, comme sections de commune, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

Les autres conditions de la réunion prononcées seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La commune de la Salle-Coquerel, département de l'Eure, n'a qu'un territoire de 161 hectares, 69 habitants et 61 francs de revenus ordinaires.

Avec d'aussi faibles ressources, il est impossible de conserver à cette commune une municipalité distincte; les autorités administratives du département de l'Eure ont dû songer à sa suppression, et ont proposé de la réunir à la commune de Crosville-la-Vieille, dont elle dépend déjà pour le culte, et qui, sur un territoire de 614 hectares, renferme une population de 487 habitants.

Le conseil municipal de la Salle-Coquerel, dans l'espoir de faire maintenir cette localité en commune, a demandé qu'on lui adjoignît le hameau dépendant d'une commune voisine, mais comme cette adjonction, d'ailleurs repoussée par les habitants, ne donnerait à la commune de la Salle

que 115 âmes, on ne saurait accepter une combinaison qui serait sans résultat.

La réunion de la Salle et de Crosville, quoique repoussée sans motifs sérieux par les deux conseils municipaux, est la seule mesure avantageuse ; c'est ainsi qu'en ont jugé le conseil d'arrondissement et le conseil général. Nous avons donc cru convenable de recourir à l'intervention du pouvoir législatif, et nous venons, après avoir pris les ordres du Roi, soumettre à votre approbation le projet de loi dont voici le texte.

9^e PROJET,

TENDANT à distraire une portion du territoire de la commune de Saint-Sulpice, pour la réunir à la commune de l'Aigle (Orne).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La limite entre les communes de l'Aigle et de Saint-Sulpice-sur-Rille, canton de l'Aigle, arrondissement de Mortagne, département de l'Orne, est fixée conformément au tracé des lignes coloriées en bleu sur le plan annexé à la présente loi. En conséquence, les portions de territoire, comprises entre ces lignes et les anciennes limites, sont distraites de la commune de Saint-Sulpice-sur-Rille, et réunies à la commune de l'Aigle.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans

préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les conditions de la réunion ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le territoire de la ville de l'Aigle, département de l'Orne, est resserré au nord et à l'ouest par la commune de Saint-Sulpice. Outre l'impossibilité où se trouve la ville de l'Aigle de placer convenablement les divers établissements communaux qui lui manquent encore, et que ses ressources financières lui permettraient d'élever, il résulte de ce resserrement de territoire que quelques rues de la ville se prolongent sur la commune de Saint-Sulpice. Les habitants de ces portions de rues participent ainsi à tous les avantages de la ville en se dérobant à toutes ses charges, et, ce qui est non moins grave au point de vue de l'ordre public, échappent à toute espèce de surveillance administrative, car la municipalité dont ils dépendent est située à une distance assez considérable.

Pour remédier à tous ces inconvénients, les autorités administratives du département de l'Orne ont proposé de réunir à la commune de l'Aigle les 36 hectares et les 155 habitants qui, par leur situation topographique, forment comme une dépendance naturelle de cette commune.

Le conseil municipal de Saint-Sulpice, commune fort étendue et peuplée de 1334 habitants, reconnaissant lui-même toute la force des considérations qui motivent ce changement, n'hésita point à céder la petite portion de territoire demandée par la commune de l'Aigle; les habitants de ces terrains, dans leur désir de rester en dehors de la ligne d'octroi, réclamèrent seuls et furent soutenus dans leur prétention, d'abord par le conseil d'arrondissement, et plus tard par le conseil municipal de Saint-Sulpice qui, revenant sur sa première décision, vient en dernier lieu d'émettre un vote défavorable au projet.

Mais les motifs par lesquels on le combat n'ayant aucun caractère de gravité, n'ont arrêté dans leur approbation, ni les autorités administratives ni le conseil général, et nous ne croyons pas que la Chambre, en les examinant, puisse les trouver dignes de quelque attention.

Selon les principes, toutes les maisons formant une seule agglomération doivent dépendre d'une administration unique, et tel est ici le cas. Ce n'est point même ici une banlieue qu'il s'agit de réunir à la ville, ce sont les dernières maisons d'une ou deux rues qui doivent suivre le sort des maisons qui leur sont contiguës.

Cette rectification, surtout commandée par des motifs d'ordre public, est à peu près sans importance à l'égard des intérêts financiers de la commune de l'Aigle, car les revenus communaux de cette portion de territoire ne se montent qu'à 42 francs; d'ailleurs les avantages que cette com-

mune attend de l'exécution du projet profiteront tous au bien public, puisque l'agrandissement qu'elle réclame lui permettra d'agrandir son cimetière, limitrophe de Saint-Sulpice, et de placer un abattoir sur le cours d'eau de la Rille.

Par tous ces motifs, nous venons, après avoir pris les ordres du Roi, soumettre à votre approbation le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

CHAMBRE DES PAIRS.

SESSIONS

N° 71.

1845.

Séance du 5 mai 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le baron DE BRIGODE, au nom d'une commission spéciale * chargée de l'examen de cinq Projets de loi qui autorisent les départements de l'Ain, de la Meuse et du Nord, à s'imposer extraordinairement, et les villes de la Croix-Rousse et de Roubaix à contracter des emprunts.

MESSIEURS,

Dans la séance du 14 avril, M. le Ministre de l'intérieur vous a présenté cinq projets de loi d'intérêts locaux. Deux de ces projets ont pour but d'obtenir, pour les villes de la Croix-Rousse (Rhône) et Roubaix (Nord), l'autorisation de contracter un emprunt. Les trois autres tendent à autoriser les départements de l'Ain, de la Meuse et du Nord, soit à s'imposer extraordinairement, soit à appliquer à des dépenses utiles l'excédant d'impôts antérieurement établis.

* Cette commission était composée de MM. le baron AYMARD, le marquis DE BELHEUF, le baron DE BRIGODE, le comte CHOLET, le comte DE GRAMONT-D'ASTÈRE, le comte DE MURAT, le duc DE CHOISEUL-PRASLIN.

La commission nommée pour examiner ces lois m'a chargé de vous présenter le rapport que je viens soumettre à la Chambre.

1^{er} PROJET (Croix-Rousse).

La ville de la Croix-Rousse (Rhône) sollicite l'autorisation d'emprunter à un intérêt de quatre et demi pour cent et pour huit ans, à partir de 1847, une somme de 50.000 francs qui doit servir au paiement de dettes contractées et actuellement exigibles.

Cet emprunt est le seul moyen de faire cesser l'embarras financier dans lequel se trouve momentanément cette commune. Forcée de fournir à des dépenses extraordinaires et indispensables telles que le solde de l'établissement du chemin de Sorin, un à-compte sur le prix de la mairie, le paiement d'une partie des terrains nécessaires à l'élargissement d'une rue continuellement fréquentée et souvent obstruée par le passage des voitures publiques et du roulage; cette ville a vu, depuis deux ans, son budget subir un déficit qui ne peut que s'accroître, si elle n'a recours à l'emprunt proposé par le Ministre et adopté par la Chambre des Députés.

L'excédant des recettes ordinaires sur les dépenses de même nature est une garantie certaine que cette commune pourra rembourser en quelques années le montant de sa dette nouvelle et de celle qu'elle avait précédemment contractée.

Votre commission ne trouve aucun motif pour refuser son adhésion à ce projet de loi.

2^e PROJET (Roubaix).

Le développement prodigieux de l'industrie de la ville de Roubaix (Nord) a occasionné un accroissement égal dans le nombre de ses habitants : il s'est élevé en quelques années de quinze à vingt-cinq mille. De là résulte la nécessité de construire un hôtel de ville plus vaste que l'ancien et qui puisse suffire à l'installation des divers services de cette cité.

La dépense s'élèvera, d'après les plans et devis approuvés par le conseil des bâtiments civils, à la somme de 120.000 francs.

Pour fournir à cette dépense, on vous propose d'autoriser la ville de Roubaix à contracter, pour huit ans, un emprunt de 100.000 francs à quatre et demi pour cent, remboursable par huitième, à partir de 1851.

L'excédant des recettes ordinaires de la ville sur les dépenses de même nature ne laisse aucun doute que la caisse municipale pourra, indépendamment de quelques dettes arriérées, fournir au prélèvement de 20.000 francs qu'elle propose d'attribuer, concurremment avec la ressource de l'emprunt, aux dépenses de cette construction.

Votre commission vous propose l'adoption de ce projet de loi.

Je passe aux trois autres projets qui concernent les départements de l'Ain, de la Meuse et du Nord.

1^{er} PROJET (Ain).

Une loi du 17 juillet 1840 avait autorisé le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à dater de 1841, 3 centimes additionnels au principal de ses contributions directes pour les travaux de ses routes départementales. Ces travaux seront terminés au 1^{er} janvier prochain. Mais des améliorations imprévues au premier aperçu, et toutefois reconnues maintenant d'une incontestable nécessité, entraîneront un surcroît de dépense de 759.600 francs. Le conseil général du département sollicite l'autorisation de continuer pour cinq ans encore, à partir du 1^{er} janvier 1846, la même imposition extraordinaire de 3 centimes au principal des contributions directes.

Il ne s'agit donc pas de grever le département d'une charge nouvelle; mais seulement de prolonger, pendant cinq ans, la charge qu'il s'est imposée en 1841 et qu'il a supportée, probablement sans en éprouver une gêne trop pénible, puisque lui-même en demande la prolongation. Il résulte de l'exposé des motifs présenté par M. le Ministre de l'intérieur à l'appui de cette loi, que si le produit de l'impôt ne suffisait pas à l'entier achèvement des travaux, le département fournirait facilement au surplus de la dépense.

Votre commission vous propose l'adoption de ce projet de loi.

2^e PROJET (Meuse).

Les motifs sur lesquels s'appuie la demande formée par le conseil général du département de la Meuse sont moins encore susceptibles d'être contestés.

Ici, il n'est question ni d'établissement de charges nouvelles, ni de prolongation d'impôts établis. Il s'agit seulement de donner une destination à l'excédant du produit d'une imposition extraordinaire votée en 1842, pour fournir à l'acquittement d'une dette actuellement remboursée. Cette imposition a dépassé de 3.944 fr. la somme nécessaire au paiement de la dette. Le conseil général propose d'affecter cet excédant aux travaux des routes départementales qui ne sont point encore achevées.

Nous croyons qu'on ne peut en faire un meilleur emploi. En conséquence, nous vous proposons de donner votre adhésion à ce projet.

3^e PROJET (Nord).

Le projet de loi relatif au département du Nord a quelque analogie avec celui qui concerne le département de la Meuse. Comme dans ce dernier, nous n'avons pas à nous occuper de rechercher le plus ou moins d'opportunité qu'il y aurait à grever ce département d'un emprunt ou de charges nouvelles; on vous propose seulement d'appliquer au remboursement d'une dette de 121.290 fr. un excédant de 82.425 fr. 77 c. du produit des

cinq centimes spéciaux votés au budget de 1838, pour le service des chemins vicinaux. Ce premier à-compte de 82.425 fr. 77 c. disponibles réduira la dette de 121.290 fr. à 38.864 fr. 23 c. au paiement desquels il sera pourvu, en 1846, sur le produit des centimes facultatifs du département.

Nous ne prévoyons pas d'objection sérieuse à cette demande. Elle repose à la fois sur les principes de justice et de bonne administration dont la Chambre ne saurait s'écarter.

Nous croyons, Messieurs, qu'elle méritera votre approbation.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 6 mai 1845.

PROJET DE LOI

RELATIF

A la perception de l'impôt sur les sucres
indigènes;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre des finances.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 24 avril 1845, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'État au département des finances, que nous chargeons d'en exposer les motifs, et qui sera assisté de M. Boursy, conseiller d'État, pour en soutenir la discussion.

TITRE PREMIER.

Des sucres cristallisables.

ARTICLE PREMIER.

Les droits imposés sur le sucre indigène cristal-

lisable, par la loi du 2 juillet 1843, seront appliqués au moyens de types choisis par le Ministre de l'agriculture et du commerce, sur l'avis de la chambre de commerce de Paris, à laquelle seront adjoints, pour cet effet, deux membres des chambres de commerce de Lille et de Valenciennes, et deux membres des chambres de commerce des grands ports commerciaux.

ART. 2.

Les deux premiers types seront semblables aux types aujourd'hui admis.

On déterminera de la même manière, et par des échantillons, les sucres auxquels s'appliquera la désignation de la même loi, sucres en pains inférieurs aux mélis ou quatre cassons.

Ne seront considérés comme raffinés, et compris à ce titre dans la prohibition rappelée par l'article 3 de la loi précitée, que les sucres coloniaux de qualité semblable à ceux auxquels s'appliquerait la surtaxe de trois dixièmes.

ART. 3.

Nul ne pourra fabriquer du sucre, préparer ou concentrer des jus ou sirops cristallisables, qu'après avoir fait au bureau de la régie des contributions indirectes une déclaration présentant la description de la fabrique et indiquant le nombre et la capacité des vaisseaux de toute espèce destinés à contenir des jus, sucres, sirops, mélasses et autres matières saccharines.

ART. 4.

Tout fabricant de sucre sera tenu, avant de commencer ses travaux, de se munir d'une licence qui ne sera valable que pour un seul établissement et pour l'année dans laquelle elle aura été délivrée.

Le prix de la licence, fixé à cinquante francs en principal, sera exigible en entier, à quelque époque de l'année que soit faite la déclaration.

ART. 5.

Les principales opérations de la fabrication seront consignées sur des registres que devra remplir le fabricant, dans la forme qui sera déterminée par un règlement d'administration publique.

ART. 6.

Les fabricants sont soumis aux visites et vérifications des employés de la régie des contributions indirectes, conformément aux articles 235 et 236 de la loi du 28 avril 1816, et tenus de leur ouvrir à toute réquisition, leurs fabriques, ateliers, magasins, greniers, maisons, caves et celliers, et tous autres bâtiments enclavés dans la même enceinte que la fabrique ou y attenant, ainsi que de leur représenter les sucres, sirops, mélasses et autres matières saccharifères qu'ils auront en leur possession.

ART. 7.

Les employés tiendront, pour chaque fabrique, un compte des produits de la fabrication, tant en jus et sirops qu'en sucres achevés ou imparfaits.

Les charges en seront calculées, au minimum,

sur la quantité et la densité des jus soumis à la défécation, à raison de 1250 grammes de sucre au premier type pour 100 litres de jus, et par chaque degré du densimètre au-dessus de 100 (densité de l'eau), reconnus avant la défécation à la température de 15 degrés centigrades : les fractions au-dessous d'un dixième de degré seront négligées.

Le volume du jus soumis à la défécation sera évalué d'après la contenance des chaudières, déduction faite de 10 pour 100.

ART. 8.

Il sera fait, avant la reprise et après la cessation des travaux de la campagne, ainsi qu'à la fin des défécations, un inventaire général des produits de la fabrication.

Les quantités de sucre excédant le résultat de la balance des comptes seront ajoutées aux charges; le droit sera dû sur les quantités manquantes.

Si le résultat de cette vérification fait ressortir un excédant, cet excédant sera saisi. Les manquants supérieurs à 3 pour 100 des quantités prises en charge, seront compris dans le décompte du mois et soumis au droit.

Le déchet éprouvé par les sucres en pains mis à l'étuve, sera admis en entier, lorsqu'il ne dépassera pas 8 pour 100.

ART. 9.

Il ne pourra être introduit de sucres indigènes ou exotiques, de sucres imparfaits, sirops ou mélasses dans une fabrique, qu'après avoir prévenu les employés par une déclaration préalable au bu-

reau de la régie. Ces matières seront conservées sous cordes et plombs pour être représentées aux employés à leur première visite.

Si elles proviennent d'une autre fabrique exercée, elles seront prises en charge et décharge pour les mêmes quantités imposables aux comptes de l'expéditeur et du destinataire.

Pour les sirops ou sucres imparfaits sortant d'une fabrique, pour être livrés à la raffinerie ou à la consommation, la détermination de la proportion du sucre imposable aura lieu de même par une évaluation de gré à gré.

ART. 10.

Dans tous les cas où il y aura lieu d'évaluer la quantité de sucres au premier type, contenus dans les sucres imparfaits et sirops, et lorsque la régie et le fabricant ne pourront s'accorder pour cette évaluation, il y sera, sur le vu des échantillons, procédé par trois experts, agissant en commun, et dont deux seront nommés par les parties, et le troisième par le président du tribunal de première instance.

ART. 11.

Les sucres achevés pourront être déposés, avec suspension de paiement du droit, dans des magasins appartenant au fabricant, dans la commune où est située la fabrique, ou dans les communes limitrophes et dont il aura fait la déclaration régulière.

Le compte de ces magasins sera suivi comme

ceux de la fabrique, et les mêmes formalités seront observées pour les sorties.

Seront saisis tous les sucres, sirops et mélasses recelés dans la fabrique ou ses dépendances, ainsi que ceux appartenant aux fabricants, qui seraient trouvés dans des magasins ou dépôts non déclarés, soit dans la commune où est située la fabrique, soit dans les communes limitrophes.

ART. 12.

La circulation des sucres indigènes et exotiques, libérés ou non libérés d'impôt, est soumise à la surveillance des préposés :

1° Dans l'étendue de l'arrondissement où est située une fabrique, et dans les cantons limitrophes de cet arrondissement.

Les cantons composés de fractions d'une même ville seront, ainsi que leurs parties rurales, considérés comme ne formant qu'un seul canton.

2° Aux entrées de toutes les villes assujetties à la perception du droit d'entrée sur les boissons, lorsqu'elles seront situées dans un département où il existera une fabrique de sucre.

Les sucres raffinés, libérés d'impôt, tant en pains que candis, enlevés de tout autre lieu que d'une fabrique ou de magasins appartenant à un fabricant, pourront circuler sans expédition, moyennant que le chargement soit accompagné d'une lettre de voiture indiquant le lieu d'enlèvement, celui de destination et le nom de l'expéditeur, sans préjudice des obligations imposées à la circulation dans le rayon des douanes.

ART. 13.

Les voituriers, bateliers et tous autres qui conduiront des chargements de sucres, seront tenus d'exhiber sur tous les points soumis à la surveillance, conformément à l'article précédent, et à l'instant même de la réquisition des employés des contributions indirectes, des douanes ou des octrois, les expéditions de la régie et les lettres de voiture dont ils devront être porteurs.

Ces expéditions seront assujetties aux règles prescrites par la loi du 22 août 1791. Cependant la peine encourue, en cas de non rapport du certificat de décharge d'un acquit-à-caution, ne sera que d'un simple droit à titre d'amende, lorsque déjà un premier droit aura été payé par l'expéditeur, ou constaté à sa charge.

ART. 14.

Dans le cas où les colis de sucre devront être plombés, l'expéditeur remboursera les frais de cette opération, au taux qui sera déterminé par le Ministre des finances.

ART. 15.

Il sera établi des entrepôts réels pour les sucres dans les villes de Paris et de Lille.

Les frais de perception et de surveillance de ces entrepôts sont à la charge de l'Etat, conformément à l'article 41 de la loi du 10 août 1839.

Il pourra en être établi dans toutes les villes qui en feront la demande, en prenant l'engagement de pourvoir à tous les frais, conformément à l'article 10 de la loi du 27 février 1832.

TITRE II.

Des glucoses.

ART. 16.

Les fabricants de glucoses sont soumis aux obligations imposées aux fabricants de sucres de betterave, par les articles 3, 4, 5, 9 et 11 de la présente loi.

Sont compris sous la dénomination de glucoses et assujettis au droit de 2 francs par 100 kilogr. fixé par la loi du 2 juillet 1843, tous les produits saccharins non cristallisables, quelle que soit la matière première dont ils seront extraits, lorsque ces produits sont concentrés à 25 degrés, ou exportés hors de la fabrique où ils ont été confectionnés.

ART. 17.

Les dispositions des articles 12, 13 et 14 de la présente loi, concernant la surveillance à la circulation des sucres cristallisables, sont applicables aux glucoses granulées.

Pour les glucoses à l'état de sirop ou à l'état concret, cette surveillance ne s'exercera que dans un rayon de mille mètres autour de la fabrique.

TITRE III.

Dispositions générales.

ART. 18.

Les fabricants de sucres cristallisables et de glu-

coses paieront, chaque mois, les droits dus sur les quantités dont l'enlèvement aura été effectué, ainsi que sur celles qui auront été reconnues manquantes aux charges; le tout sous déduction de deux pour cent du poids net pour bonification.

Les sommes dues pourront être payées en obligations dûment cautionnées, à quatre mois de terme du jour où le droit sera exigible, pourvu que chaque obligation soit au moins de trois cents francs.

Les fabricants qui voudront se libérer au comptant, au lieu de souscrire des obligations, jouiront, pour le temps que celles-ci auraient à courir, d'un escompte calculé au même taux que pour les sucres coloniaux.

ART. 19.

Pour la pesée des sucres et des glucoses, lors des exercices, recensements et inventaires, ainsi que pour la vérification des chargements au départ ou à l'arrivée, les fabricants, les expéditeurs et les destinataires seront obligés de fournir les ouvriers, de même que les poids, balances et autres ustensiles nécessaires, à l'effet d'opérer la pesée et de reconnaître la nuance des sucres.

Les fabricants seront tenus également de fournir, sur la demande des employés, les ouvriers, l'eau, les vases et ustensiles nécessaires pour vérifier, au moyen de l'empotement, la contenance des vaisseaux par eux déclarés.

ART. 20.

Toute infraction aux dispositions de la présente

loi sera punie d'une amende de 400 francs à 1000 francs, et de la confiscation des sucres, glucoses, sirops et mélasses fabriqués, recélés, enlevés ou transportés en fraude.

En cas de récidive, l'amende pourra être portée au double.

ART. 21.

Les contraventions aux lois et règlements concernant la perception des droits imposés sur le sucre et sur la glucose, seront constatées et poursuivies dans les formes propres à l'administration des contributions indirectes.

Le produit net des amendes et confiscations prononcées par suite desdites contraventions, sera réparti conformément à l'article 126 de la loi du 25 mars 1817.

ART. 22.

Il sera pourvu, par des règlements d'administration publique, aux mesures nécessaires pour garantir l'uniformité et la conservation des types, pour déterminer les obligations des fabricants, les conditions de l'exercice dans les fabriques, les formalités à l'enlèvement et à la circulation des sucres, le paiement des droits, enfin pour assurer le recouvrement de l'impôt sur les sucres cristallisables et non cristallisables, et l'entière exécution de la présente loi.

Les contraventions aux prescriptions des règlements à intervenir, sont punies conformément à l'article 20 de la présente loi.

TITRE IV.

Dispositions transitoires.

ART. 23.

Pendant les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, les ordonnances des 16 août 1842 et 7 août 1843 demeureront en vigueur dans tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions précédentes.

Les contraventions aux prescriptions desdites ordonnances seront punies conformément à l'article 20 ci-dessus.

FAIT au Palais des Tuileries, le 6 mai 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé LAPLAGNE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les lois des 18 juillet 1837, 3 juillet 1840 et 2 juillet 1843, qui ont établi ou accru l'impôt sur le sucre indigène, ont laissé au Gouvernement le soin de déterminer le mode de perception par des ordonnances royales, rendues dans la forme des réglemens d'administration publique.

C'est en vertu de cette délégation que les ordonnances des 4 juillet 1838 et 24 août 1840 ont été rendues, puis remplacées par une autre du 16 août 1842, et enfin celle-ci modifiée par une dernière du 7 août 1843.

Aux termes de la loi du 18 juillet 1837, ces réglemens devaient être présentés aux Chambres pour être convertis en lois à la première session; mais des prorogations ont été successivement prononcées par les lois suivantes, et ce n'est que l'année dernière que le Gouvernement a dû remplir cette obligation.

Le 6 mai 1844, un projet de loi qui résumait les dispositions diverses des deux dernières ordonnances précitées, a été présenté à la Chambre des Députés; mais la commission chargée de l'examiner, n'ayant déposé son rapport que le 16 juillet suivant, la discussion dut être ajournée à cette année.

Dans l'intervalle des deux sessions, nous avons revu le projet primitif et celui de la commission. Prenant en considération la remarque qu'elle avait faite au sujet de quelques dispositions purement réglementaires, nous avons élagué toutes celles qui nous ont paru rentrer dans le domaine de l'ordonnance, soit par leur nature même, soit comme susceptibles d'être modifiées ultérieurement par suite des changements qui pourraient survenir encore dans les procédés de fabrication. Le nouveau projet, rédigé dans cet esprit, et adopté, avec quelques amendements, par la Chambre des Députés, est celui que nous soumettons aujourd'hui à vos délibérations.

Nous ne croyons pas nécessaire, Messieurs, d'entrer dans des explications détaillées sur chacune des dispositions de la loi proposée. Ces dispositions se justifient pour la plupart d'elles-mêmes, et elles ont été d'ailleurs suffisamment développées, tant dans l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de 1844, que dans les deux rapports émanés de l'autre Chambre en 1844 et en 1845. Nous nous bornerons à exposer sommairement l'économie du projet de loi, sauf à appeler plus particulièrement votre attention sur le petit nombre d'articles qui diffèrent des premières propositions du Gouvernement.

TITRE PREMIER.

Des Sucres cristallisables.

Le Titre 1^{er} traite des sucres de betterave et

règle tout ce qui se rapporte à l'établissement des types, aux formes de l'exercice, à celles de la surveillance, à la circulation des sucres, enfin à la création des entrepôts publics.

Il n'existait jusqu'ici que deux types pour déterminer la nuance des sucres et leur classification par rapport à l'impôt. La création d'un troisième type pour marquer la limite qui doit séparer les sucres raffinés en pains dits *mélis* ou *quatre cassons* des sucres raffinés inférieurs, nous avait paru nécessaire; mais, nous bornant à poser dans l'article 1^{er} du projet de loi la règle à suivre quant à la manière de procéder à la formation des types, notre pensée était de laisser à l'ordonnance, comme disposition réglementaire, la fixation du nombre et de la qualité de ces types. La Chambre des Députés, en adoptant cette création, a cru plus à propos de la consacrer par la loi. Nous n'avions aucune objection à faire sur ce point, puisque c'était réaliser nos vues. C'est donc d'accord avec nous que la nouvelle rédaction de l'article a été adoptée.

Nous avons cru devoir proposer l'interdiction, dans les fabriques de sucre, de la distillation des mélasses et des autres industries qui emploient le sucre à l'état concret ou sous la forme de sirops et de résidus. En obtenant cette prohibition, l'administration se réservait d'user de tolérance, ainsi qu'elle l'a fait jusqu'à présent, à l'égard des établissements où la fraude n'était pas à redouter. La Chambre des Députés a craint que cette disposition n'imposât, sans nécessité absolue, une trop grande

gène au développement de l'industrie. Nous ne pouvons que regretter cette hésitation; mais c'était dans la vue de dangers à venir, qu'il est aisé de prévoir, plutôt que pour remédier à des abus actuels, que la mesure nous semblait utile, car le nombre des fabricants qui distillent est, quant à présent, fort restreint. Si, par la suite, il vient à s'accroître, si l'expérience fait reconnaître la nécessité de dispositions plus sévères à l'égard des industries multiples dont la fabrication du sucre forme la base, nous n'hésiterons pas à demander à la loi les mesures répressives dont nous aurons besoin.

Le *minimum* de rendement servant à la prise en charge des produits de la fabrication se trouve fixé par l'article 7, tel que la Chambre des Députés l'a adopté. Pouvait-on laisser cette fixation au règlement d'administration publique? Au point de vue du service, cela était désirable. En effet, ce *minimum*, déjà trop faible en présence des faits actuels, le deviendra plus encore, sans aucun doute, à mesure que la fabrication indigène marchera vers le perfectionnement auquel il lui est permis d'atteindre. Si le Gouvernement, obligé de suivre ces variations, pour ainsi dire, à chaque campagne, ne peut modifier la fixation sans recourir à la loi, il se passera toujours un assez long temps pour que le redressement soit opéré après qu'il aura été reconnu nécessaire. Mais, d'un autre côté, le *minimum* de rendement est, en quelque sorte, la base même de l'assiette de l'impôt. Nous ne pouvions donc, en principe, combattre l'opinion

qui a fait insérer la fixation dans la loi, quelque difficulté qui puisse en résulter.

Une disposition qui n'est pas sans quelque importance, et que des essais tout récents ont fait réclamer, a été introduite dans le projet; c'est celle qui autorise la sortie des fabriques, à destination des raffineries et sous paiement du droit, des sirops ou sucres imparfaits. En présence des difficultés qu'éprouvent les employés et les fabricants eux-mêmes à déterminer par évaluation la quantité de sucre brut achevé contenu dans ces matières, il est facile de prévoir les contestations qui naîtront de cet arbitrage. Cependant, Messieurs, comme il s'agit d'un procédé qui, actuellement à l'état de simple essai, peut promettre d'heureux résultats, nous croyons la disposition utile, et nous l'avons adoptée, sauf à nous à garantir l'impôt par des précautions suffisantes et, s'il le faut, par l'analyse des sirops à livrer aux raffineurs.

Les formalités à la circulation ont été modérées, en ce sens qu'obligatoires jusqu'à présent, non-seulement dans un certain rayon autour des fabriques, mais encore à l'entrée de toutes les villes à *octroi*, elles ont été restreintes aux villes bien moins nombreuses où il existe des droits d'entrée, et seulement dans les départements qui ont des fabriques. C'est là une amélioration notable qu'il nous a paru convenable de faire au système précédent, surtout en ce qui touche la circulation des sucres exotiques.

L'établissement, aux frais de l'Etat, d'un en-

entrepôt réel à Lille pour les sucres de betterave, a été ajouté au projet qui, par analogie avec ce qui existe pour le sucre exotique, n'imposait cette dépense à l'Etat que pour l'entrepôt établi à Paris. On a pensé qu'il pouvait être utile aux intérêts qui se rattachent à l'industrie sucrière que la faculté d'entrepôt ne fût pas exclusivement réservée au marché de Paris, et nous nous sommes ralliés à cette idée. Nous n'avions été arrêtés que par la seule crainte d'ajouter une nouvelle dépense au budget.

TITRE II.

Des glucoses.

Le Gouvernement, cédant à d'assez nombreuses réclamations des parties intéressées et se fondant sur divers renseignements qui signalaient, soit des mélanges frauduleux de la glucose avec le sucre, soit un préjudice notable résultant de la substitution de cette matière au sucre dans de certaines consommations, avait cru devoir proposer d'élever de 2 fr. à 10 fr. le droit perçu actuellement sur les glucoses à l'état concret, et sur les sirops concentrés, sauf à établir une échelle décroissante pour les sirops à faibles degrés. Ce chiffre était en rapport avec la richesse saccharine des glucoses, comparée à celle du sucre brut ordinaire.

Les fabricants intéressés ont exposé que cette aggravation d'impôt anéantirait leur industrie, et que la fraude, si elle existait encore, ne devait être

attribuée qu'aux dépositaires des quantités de glucoses granulées non écoulées depuis la promulgation de la loi du 2 juillet 1843. D'un autre côté, les intérêts de l'agriculture, toujours si respectables et si puissants, ont soulevé de sérieuses objections.

Nous avons déclaré, dans une autre enceinte, que, dans l'état des choses et à défaut d'informations plus précises, l'on pouvait ajourner l'élévation de la taxe; mais en réservant l'avenir dans le cas où l'expérience démontrerait l'insuffisance de la législation actuelle. C'est sous le bénéfice de cette réserve que nous vous proposons le maintien du droit de 2 fr., jusqu'à ce que l'administration ait pu réunir les documents nécessaires pour éclaircir complètement les faits.

Ce que nous avons dit au sujet des distilleries de mélasses et d'autres industries annexes dans les fabriques de sucres de betterave, s'applique également à la disposition analogue concernant les fabriques de glucose. Nous ne reviendrons donc point sur cette question.

TITRE III.

Dispositions générales.

Les dispositions générales formant le Titre III du projet sont, à quelques légères modifications près, celles qui ont été proposées par le Gouvernement. Elles se rapportent au paiement du droit, déterminent les pénalités et la forme des poursuites, et confient aux règlements d'administration publi-

que à intervenir les mesures d'exécution complémentaires. Il nous paraît donc inutile d'insister sur ce point. Ces dispositions, d'ailleurs, extraites pour la plupart de l'ordonnance du 16 août 1842, sont depuis longtemps en pleine exécution et la loi ne fera qu'en sanctionner la pratique.

En résumé, nous pensons que la loi que nous avons l'honneur de vous présenter fixe convenablement les obligations d'une industrie importante et offre suffisante garantie aux droits du Trésor. Sans doute, il pourra surgir encore, et nous l'avons reconnu, des faits de nature à provoquer des mesures nouvelles pour assurer le recouvrement intégral de l'impôt ; c'est là le but auquel doit tendre l'administration dans le double intérêt du Trésor et des colonies ; mais, dès à présent, les bases sont posées, et les modifications de détail auxquelles il pourra être nécessaire de recourir ne changeront point le système adopté.

Nous espérons, Messieurs, que vous vous associerez à notre pensée en adoptant purement et simplement le projet de loi.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 7 mai 1845.

LETTRES

DE GRANDE NATURALISATION

ACCORDÉES PAR LE ROI

A M. DE PERRON;

Présentées à la Chambre des Pairs par M. le Garde des sceaux
Ministre de la justice et des cultes.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la demande formée par le maréchal de camp de Perron (Charles-Joseph-Maurice-Hector), né à Turin (royaume de Sardaigne), le 12 janvier 1789, naturalisé Français par Lettres patentes du 11 décembre 1816, commandant le département du Rhône, commandeur de l'Ordre de la Légion-d'honneur; ladite demande tendant à obtenir des Lettres de grande naturalisation;

Vu l'ordonnance du 4 juin 1814, relative aux étrangers et à leur naturalisation;

Vu les pièces à l'appui de la demande, d'où il résulte ce qui suit :

YHWHYH DEX 21112

YHWHYH DEX 21112

YHWHYH DEX 21112

YHWHYH DEX 21112

YHWHYH DEX 21112

YHWHYH DEX 21112

YHWHYH DEX 21112

YHWHYH DEX 21112

YHWHYH DEX 21112

MISSIONS

74.

1845.

F

T

de
de
Sa

ta
bo
su

m
m
u

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 7 mai 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Baron d'OBERLIN, au nom d'une commission spéciale * chargée de l'examen de deux Projets de loi relatifs à des changements de circonscriptions territoriales.

1^{er} PROJET,

TENDANT à distraire le village du Crouzet de la commune de Saint-Ilpize pour le réunir à celle de Saint-Privat-du-Dragon (Haute-Loire).

MESSIEURS,

Les habitants du village du Crouzet demandent, depuis longtemps, à être séparés de la commune de Saint-Ilpize pour être réunis à la commune de Saint-Privat-du-Dragon.

Ils allèguent pour motif de leur demande la distance de plus de 4 kilomètres qui les sépare du bourg de Saint-Ilpize, et les mauvais chemins qui, surtout pendant l'hiver, rendent ce trajet aussi

* Cette commission était composée de MM. DE BELLEMARRE, le marquis DE CHABRILLAN, le marquis DE CHANALEILLES, le marquis DE COURTARVEL, le comte DESROYS, le baron D'OBERLIN, le comte DE SAINT-HERMIN.

long que pénible. Ils disent que cet éloignement du chef-lieu de leur commune rend souvent fort difficile la constatation des décès et la présentation des enfants nouveau-nés à l'officier de l'état civil. Ils se plaignent enfin de contribuer au traitement de l'instituteur primaire de Saint-Illpize, chez lequel ils ne peuvent que difficilement envoyer leurs enfants, qui se trouvent privés ainsi des bienfaits de l'instruction.

D'un autre côté, ils font valoir tous les avantages qu'ils trouveraient dans leur réunion à la commune de Saint-Privat-du-Dragon, dont le chef-lieu n'est éloigné de leur village que d'un kilomètre.

Une enquête ouverte dans les deux communes de Saint-Illpize et de Saint-Privat a constaté, d'une part, le désir de cette dernière de voir le village du Crouzet réuni à son territoire, et de l'autre, la résistance de la commune de Saint-Illpize à cette mesure, qu'elle trouve préjudiciable à ses intérêts. Des vœux analogues ont été émis par les conseils municipaux de ces deux communes; mais le conseil d'arrondissement de Brioude et le conseil général de la Haute-Loire adoptent l'un et l'autre la distraction et la réunion précitées, qui ont été également adoptées par les autorités supérieures du département, malgré les avis contraires, mais faiblement motivés, des agents du cadastre et des contributions directes.

Après avoir examiné avec attention les pièces concernant cette affaire; considérant que le village du Crouzet trouverait un véritable avantage

à sa réunion à Saint-Privat; que d'ailleurs la commune de Saint-Ilpize, ayant un territoire de 2.200 hectares, une population de 2.332 âmes et un revenu de 361 francs, ne serait privée par cette distraction que de 50 hectares, 65 âmes et 20 francs de revenu, perte peu sensible pour elle, votre commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi.

2^e PROJET,

TENDANT à la suppression d'une enclave entre la commune de Bitche, chef-lieu de canton, et d'Hotteville, canton de Volmunster (Moselle).

MESSIEURS,

Autrefois la ferme de Lécheré dépendait entièrement de la commune d'Hotteville. Le père du propriétaire actuel de ce domaine en a fait imposer une partie dans la commune de Bitche; mais cette parcelle, qui forme une enclave de 23 hectares entre Bitche et Hotteville, ne se joint au territoire de Bitche que par une pointe de terre qui touche la route de cette ville à Sarreguemines. Le reste des terres de Lécheré ainsi que les bâtiments de la ferme n'a pas cessé de faire partie de la commune d'Hotteville.

Pour faire disparaître l'inconvénient de ce morcellement et de cette enclave, l'ingénieur du cadastre proposa, en 1838, la réunion de ces 23 hectares à la commune de Hotteville, mais comme cette commune et celle de Bitche ne dépendent pas du même canton, cette rectification ne pou-

vait se faire qu'avec le concours du pouvoir législatif.

La solution de cette affaire a été longtemps retardée par les prétentions rivales des communes de Bitche, de Reysviller, de Holbach et d'Hotteville, qui toutes demandaient la réunion à leur territoire du domaine de Lécheré qu'elles avoisinent également. Leurs prétentions ont été appréciées et jugées avec équité, et la réunion de l'enclave formée par la pièce de 23 hectares, entre les communes de Bitche et d'Hotteville, a été décidée en faveur de cette dernière commune, d'après l'avis du conseil d'arrondissement de Sarreguemines, du conseil général et des autorités administratives du département de la Moselle.

Votre commission, approuvant également les motifs de cette réunion, m'a chargé de vous proposer l'adoption du projet de loi.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 13 mai 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Baron Charles DUPIN,
au nom d'une commission spéciale * chargée de
l'examen du Projet de loi relatif à l'ouverture d'un
crédit de 112.000 fr. destiné à l'acquisition de la
collection minéralogique de M. le marquis de Drée.

MESSIEURS,

Vous nous avez chargés d'examiner un projet
de loi relatif à l'acquisition de la précieuse collec-
tion minéralogique formée par M. le marquis de
Drée. Nous avons accompli cette tâche avec tout
le soin que commandaient la richesse intelligente
de cette collection, et l'utilité dont elle peut
être pour l'enseignement d'une école spéciale qui
rend des services éminents : nous voulons parler
de l'Ecole des mines, chargée de former, pour
l'Etat et pour l'industrie nationale, des ingénieurs

* Cette commission était composée de MM. DE CAMBACÉRÈS,
CORDIER, le baron DUPIN, GAY-LUSSAC, le comte DE HAM, le comte
DE LA RIBOISIÈRE, le duc DE MORTEMART.

dont l'élite est fournie par l'Ecole polytechnique. Cette institution, avec la libéralité qui convient à la France, ne borne pas là ses bienfaits; elle ouvre ses cours et ses musées à des élèves de choix, qu'envoient les nations étrangères.

On conçoit, pour un établissement de ce genre, toute l'importance d'une collection minéralogique aussi complète que puisse le comporter l'état avancé de la science, et les explorations faites dans les diverses parties du globe.

La collection de l'Ecole des mines, riche aujourd'hui d'un peu moins de 6.700 échantillons, est complète, sous le point de vue des espèces, qui toutes s'y trouvent représentées; mais il n'en est pas ainsi des variétés. Elle laisse encore infiniment à désirer, quant aux associations de minéraux, et surtout quant à la cristallographie, science moderne dont la gloire appartient à la France.

Ces lacunes, aussi nombreuses que regrettables, la collection que le Gouvernement propose d'acquérir sera parfaitement propre à les faire disparaître.

M. le marquis de Drée, passionné pour l'étude de la minéralogie, a consacré quarante ans de sa vie et la plus belle fortune, à réunir sa collection, qui ne présente aujourd'hui pas moins de 14.576 échantillons : à ce premier ensemble s'ajoute une très-belle réunion de 4.379 roches.

M. le marquis de Drée ne s'est pas occupé de réunir au hasard des échantillons intéressants en eux-mêmes; il a surtout porté ses soins à former des séries complètes pour les espèces et pour les

variétés, à les composer des plus beaux spécimens. Beau-frère du célèbre Dolomieu, les directions et les conseils de la science ont éclairé son goût et son talent, pour accomplir ce long travail.

Aussi la collection de M. le marquis de Drée n'est-elle pas moins remarquable pour l'ordre savant et parfait de sa classification, pour le soin avec lequel les minéraux les plus délicats sont montés, et leurs formes essentielles mises en évidence, que pour la beauté des matières et la diversité des formes.

Les savants minéralogistes, membres de l'Institut et professeurs de l'Ecole des mines, chargés par le Gouvernement d'examiner et d'apprécier cette collection, l'ont déclarée la plus belle et la plus riche qu'aucun particulier ait jusqu'à présent composée. La collection si renommée qu'avait réunie le créateur de la cristallographie mathématique, l'illustre Haüy, cette collection malheureusement passée en Angleterre, était loin de pouvoir se comparer à celle de M. le marquis de Drée.

D'après le jugement des membres du conseil des mines il serait impossible aujourd'hui, même en y consacrant le temps et les sacrifices qu'a prodigués le savant amateur, de former une collection aussi complète, aussi parfaite. Les collections importantes qu'avaient créées de riches particuliers ont été vendues et disséminées; enfin le commerce des minéraux propres aux collections scientifiques est maintenant presque abandonné.

Il serait déplorable que nous laissassions encore une richesse minérale, si précieuse pour l'ensei-

gnement, sortir de France et passer dans la Grande-Bretagne ou dans la Prusse.

D'après ces considérations, nous pensons avec le Gouvernement et la Chambre des Députés, qu'il est important pour l'enseignement public de la minéralogie, d'acquérir aux frais de l'État la collection de M. le marquis de Drée.

Lorsque nous avons visité cette collection, nous l'avons comparée avec le catalogue estimatif. Nous n'avons rien trouvé que de raisonnable dans les conditions de l'acquisition au prix de 110.000 fr. pour 18.955 échantillons classés, montés, étiquetés suivant les nomenclatures scientifiques, avec indication d'origine, et rangés dans leurs casiers dans le plus grand ordre.

Il reste en sus 2.000 francs pour appropriation, transport et réunion définitive des minéraux acquis, avec la collection actuelle de l'École des mines.

Par cette réunion l'École nationale des mines présentera la plus riche collection qui soit en Europe.

Votre commission vous propose, à l'unanimité, d'accepter le projet de loi déjà voté par la Chambre des Députés, pour acquérir la collection minéralogique de M. le marquis de Drée.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Ministre secrétaire d'Etat des travaux publics, sur l'exercice 1845, un crédit de

cent douze mille francs (112.000 fr.), pour l'acquisition, le transport et l'installation, à l'Ecole royale des mines, de la collection minéralogique appartenant à M. le marquis de Drée.

ART. 2.

Il sera pourvu à la dépense autorisée par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi du 4 août 1844 pour les besoins de l'exercice 1845.

IMPRESSIONS

№ 76.

1845.

A

L

de
de
de
en
Mi
du
mo
M.
du

mil

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 16 mai 1845.

PROJET DE LOI

RELATIF

A l'armement des fortifications de Paris;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de la guerre,
Président du conseil des Ministres.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, voté par la Chambre des Députés dans sa séance du 9 mai 1845, avec des amendements acceptés par nous, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'Etat de la guerre, président du conseil, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion, assisté de M. le lieutenant-général Tugnot de Lanoye, chef du service de l'artillerie au ministère de la guerre.

ARTICLE PREMIER.

Une somme de quatorze millions cent trente mille francs (14.130.000 fr.) est spécialement

affectée à la fabrication du matériel d'artillerie nécessaire à l'armement de l'enceinte de Paris, et des ouvrages extérieurs de fortifications qui en dépendent.

ART. 2.

Sur l'allocation spécifiée dans l'article précédent, il est ouvert au Ministre de la guerre, sur l'exercice 1845, un crédit de 1 million (1.000.000); et sur l'exercice 1846, un crédit de trois millions deux cent quatre-vingt mille fr. (3.280.000 fr.).

La portion de ces crédits qui n'aurait pu être employée pendant l'exercice auquel elle est affectée, sera reportée sur l'exercice suivant.

ART. 3.

Les bouches à feu destinées à l'armement de Paris, seront déposées à Bourges et ne pourront être transportées à Paris qu'en cas de guerre.

ART. 4.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, conformément à l'article 18 de la loi du 11 juin 1842.

DONNÉ au Palais de Neuilly, le 13 mai 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE,

Par le Roi :

*Le Président du conseil Ministre secrétaire
d'État de la guerre,*

Signé M^{al} Duc DE DALMATIE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Nous venons, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations un projet de loi, déjà adopté par la Chambre des Députés avec des amendements qui ont été consentis par Sa Majesté, et qui a pour objet la fabrication du matériel d'artillerie nécessaire à l'armement des fortifications de Paris, et des ouvrages extérieurs.

Nous avions évalué à 17.750.000 fr. la dépense à faire pour cet objet. La Chambre des Députés en réduisant le crédit à 14.130.000 fr., a seulement entendu ajourner au moment de la guerre le soin de pourvoir à se procurer les objets dont l'acquisition ou la fabrication peut se faire en peu de temps, tels que les matières constituant le chargement des bouches à feu, les cordages, les menus approvisionnements, les artifices préparés, etc.

Quant à la poudre de guerre, la réduction de l'approvisionnement aux deux tiers du nécessaire est motivée sur la contenance des magasins actuellement existants.

Si l'on considère d'ailleurs que l'investissement total des forts et de l'enceinte est une chose absolument impossible, que dès lors on aura toujours la faculté de remplacer les approvisionnements

qui seront consommés pendant la défense, on se convaincra que la déduction d'un tiers sur l'approvisionnement nécessaire en poudre de guerre, quoique regrettable en ce sens que nous n'avions demandé que le strict nécessaire, ne présente cependant pas un inconvénient auquel on ne puisse remédier au moment du besoin.

Tels sont les motifs qui nous ont fait accepter la réduction proposée par la Chambre des Députés.

Nous avons également accepté un autre amendement introduit dans la loi, concernant le dépôt des bouches à feu à Bourges, et statuant que ce dépôt ne pourra en être retiré qu'en cas de guerre; par le motif que les termes dans lesquels cet amendement est conçu ne porte aucune atteinte à la prérogative royale, et que d'ailleurs, en temps de paix, il est de règle de ne point placer les bouches à feu sur les remparts.

Nous allons maintenant vous exposer, Messieurs, les principes généraux qui ont servi de base à la détermination de l'armement.

Cette importante question a été étudiée par deux commissions, dont l'une, composée en totalité d'officiers d'artillerie et présidée par un lieutenant-général de cette arme, a présenté le projet d'armement; et l'autre, présidée par un Maréchal de France et composée des présidents des comités de toutes les armes auxquels avait été adjoint le président de la première commission, a été chargée de l'examen et de la discussion de ce projet.

Nous avons adopté le travail qui nous a été soumis par cette dernière commission, lequel se com-

pose de deux parties distinctes : l'armement de l'enceinte et celui des forts extérieurs que nous allons examiner succinctement.

Armement de l'enceinte continue.

De même que toutes les places fortifiées, l'enceinte de Paris doit avoir un armement de sûreté, que l'on établit en temps de guerre dans toutes les places de première ligne et dans celles qui sont à moins de cinq journées de marche de l'ennemi ; et un armement de défense qui s'établit lorsque les places sont menacées d'investissements.

Le grand développement de l'enceinte et l'absence d'ouvrage adjacents couvrant cette enceinte, exige que l'armement de sûreté soit composé de bouches à feu de gros calibre qui, par la puissance de leurs effets, puissent forcer l'ennemi à ne s'avancer qu'avec la même circonspection et la même lenteur que s'il avait à craindre à la fois les feux de l'artillerie des demi-lunes, des chemins couverts et des autres dehors qui n'existent pas.

En affectant 7 bouches à feu en moyenne à chaque bastion, ce qui donne un total de 658 pour les 94 bastions de l'enceinte, nous avons pourvu à tout ce que la prudence exige.

Ces 658 bouches à feu se composent des espèces indiquées ci-après :

33 canons-obusiers de 80.

249 canons de 24.

376 obusiers de 15 centimètres.

Total, 658

Pour passer de cet armement à celui de défense, nous avons d'abord considéré qu'aucune portion de l'enceinte ne peut être sérieusement attaquée avant que les forts dont cette portion tire sa protection n'aient été réduits, et, en tenant compte des obstacles de toute nature que l'ennemi aura à vaincre pour investir et assaillir les forts; le nombreux matériel dont il devra disposer et la difficulté de l'amener sous Paris; nous nous sommes convaincus qu'il y avait impossibilité à supposer que plus de deux ou trois forts puissent être attaqués à la fois, et, qu'après la chute de ces deux ou trois forts l'ennemi puisse être en mesure d'ouvrir simultanément devant l'enceinte plus de deux attaques de trois fronts chacune.

Nous admettons que, nonobstant les pertes éprouvées par l'ennemi à l'attaque des forts, il pourra cependant encore amener 300 bouches à feu devant l'enceinte.

La prudence exige que nous lui en opposions un plus grand nombre, afin d'assurer non-seulement une forte résistance, mais encore pour donner à la défense la supériorité sur l'attaque.

D'après ces motifs, nous avons porté à 370 bouches à feu l'armement total des six fronts attaquables. Par ce moyen les feux de la défense seront supérieurs à ceux de l'ennemi et nous aurons de plus une réserve pour remplacer les pièces qui pourront être détruites pendant la durée du siège.

Enfin, comme complément des armements de sûreté et de défense, il nous a paru indispensable d'avoir 120 mortiers de 15 centimètres pour être

placés sur les courtines et servir dans les défenses rapprochées.

Indépendamment du matériel de défense proprement dit dont il vient d'être question, il est nécessaire que Paris, comme toute autre place de guerre, renferme des batteries de campagne pour être employées aux sorties et à l'armement des ouvrages qui couvriront les issues de l'enceinte et de ceux dont les besoins de la défense exigeront la construction pour arrêter ou inquiéter les mouvements de l'ennemi.

Nous avons affecté à ce service spécial 20 batteries de campagne, dont la dépense n'est pas comprise dans l'évaluation générale du projet.

La défense de l'enceinte de Paris exigera donc 1.226 bouches à feu de tous calibres. Savoir :

1° Dans les bastions.

33	canons obusiers de 80.
481	canons de 24.
48	obusiers de 22 centimètres.
376	obusiers de 15 <i>id.</i>
24	mortiers de 27 <i>id.</i>
24	mortiers de 22 <i>id.</i>
120	mortiers de 15 <i>id.</i>

2° Pour les sorties et l'armement des ouvrages de campagne.

56	canons de 12 de campagne.
24	canons de 8 <i>id.</i>
28	obusiers de 16 centimètres de campagne.
12	obusiers de 15 <i>id.</i>

Total... 1.226

Armement des forts.

Nous n'avons pas cru devoir suivre, pour l'armement des forts, le système que nous avons adopté pour l'enceinte, et qui consiste, ainsi que nous vous l'avons exposé, en un armement de sûreté pour tous les bastions et en un armement de défense pour les 6 fronts que nous avons supposé pouvoir être attaqués, il nous a semblé préférable de donner à chaque fort, et à l'avance, ses moyens propres, afin qu'il soit en mesure de se défendre en tout état de cause, et sans secours tirés du dehors, dont l'arrivée pourrait avoir des difficultés en présence d'un ennemi pourvu d'une nombreuse artillerie.

Nous avons, en conséquence, déterminé pour les forts, considérés isolément, un armement complet sous la double condition d'assurer convenablement la défense, et de ne laisser à l'ennemi qui parviendrait à se rendre maître de quelques-uns de ces ouvrages que le moins possible de pièces en état de servir à l'attaque de l'enceinte. C'est cette dernière considération qui nous a fait préférer le 16 au 24, et le canon de 8 à l'obusier de 15 centimètres.

L'armement général des forts se composera des 982 bouches à feu ci-après indiquées. Savoir :

17 canons-obusiers de 80.
336 canons de 16.
282 canons de campagne.
61 obusiers de 22 centimètres.
79 *id.* de 15 *id.*
72 mortiers de 22 centimètres.
76 mortiers de 15 *id.*
59 pierriers.

Total . . . 982

Ainsi, Messieurs, la défense de Paris exigera 2.208 bouches à feu, y compris les 1.226 de l'enceinte, à quoi il faut ajouter 1.500 fusées de guerre et 5.000 fusils de rempart.

Approvisionnement.

Le nombre des affûts, voitures, assortiments, agrès, outils, matières diverses, etc., etc. se déduit nécessairement de celui des bouches à feu, d'après les règles établies à ce sujet pour l'approvisionnement des places fortifiées; toutefois, nous avons cru pouvoir, sans danger, écarter de nos évaluations les objets faciles à se procurer en peu de temps ainsi qu'une partie de la poudre jugée nécessaire et que les magasins existants ne pourraient contenir.

Telles sont, Messieurs, les mesures auxquelles nous nous sommes définitivement arrêtés pour assurer la défense de l'enceinte de Paris et celle des forts extérieurs. Mais nous avons dû, en outre, admettre dans nos prévisions les objets nécessaires

au ravitaillement des armées ou portions d'armée qui viendront se concentrer sous les remparts de la Capitale. Nous pensons que la réserve éventuelle pour cet objet doit se composer comme il suit :

30 batteries de campagne.
1 équipage de ponts de 30 bateaux.
200.000 armes portatives.
40.000.000 de cartouches d'infanterie.

Evaluation de la dépense.

Nos magasins renfermant déjà un approvisionnement suffisant en matériel d'artillerie de campagne, nous n'avons pas compris dans l'évaluation des dépenses à faire, la valeur du matériel d'artillerie de campagne qui doit servir soit à la défense de Paris, soit à ravitailler les armées qui agiront autour de la Capitale. Cette évaluation se rapporte uniquement aux bouches à feu à placer sur les remparts en cas de guerre.

Il y a nécessité de pourvoir à cette dépense par l'allocation d'un crédit spécial, attendu que l'approvisionnement général du Royaume présente en ce moment un incomplet de 7.500 bouches à feu, et que l'on ne pourrait conséquemment pas sans dommage pour l'Etat disposer des ressources réelles pour armer Paris. Mais dans la vue de diminuer autant que possible le montant de ce crédit, nous nous sommes décidés à composer en majeure partie l'armement de l'enceinte et celui des forts en bouches à feu en fonte de fer. L'armement de

défense de l'enceinte et la moitié de celui des forts seront seuls composés de pièces en bronze, afin qu'en cas d'attaque les forts et les portions de l'enceinte qui pourront être assaillis soient dans les mêmes conditions de défense que toutes nos autres places de guerre.

Le crédit que nous vous demandons, Messieurs, par le projet de loi dont nous allons vous donner lecture, s'élève à la somme de 14.130.000 francs, dont l'emploi devra avoir lieu en cinq années, à partir de l'exercice courant.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 16 mai 1845.

PROJET DE LOI

RELATIF

A l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires des exercices 1844 et 1845, et des exercices clos;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre des finances.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés, dans sa séance du 2 mai 1845, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'Etat au département des finances, que nous chargeons d'en exposer les motifs, et qui sera assisté de MM. Desclozeaux, Dessauget et Lebrun, conseillers d'Etat; Lebeuf, maître des requêtes, Mignet, conseiller d'Etat; Brenier, maître des requêtes; Delebecque, Nisard, conseillers d'Etat; Passy, sous-secrétaire d'Etat au département de l'intérieur; Cavé, maître des requêtes; Alphonse Foy,

administrateur en chef des lignes télégraphiques; Sénac, maître des requêtes; Langlois, maître des requêtes; Lavollée, directeur du commerce extérieur; Legrand, sous-secrétaire d'Etat au département des travaux publics; Vatout, conseiller d'Etat; Martineau Deschenez, conseiller d'Etat; Moline de Saint-Yon, lieutenant-général; Tugnot de Lanoye, lieutenant-général; Boquet, maréchal de camp; Vauchelle, conseiller d'Etat; Evrard de Saint-Jean, maître des requêtes; Jubelin, sous-secrétaire d'Etat au département de la marine; Fleuriau, Galos et Boucher, maîtres des requêtes; le comte de Boubers, Boursy, Gréterin, Conte et baron Rodier, conseillers d'Etat, pour en soutenir la discussion.

TITRE PREMIER.

Crédits supplémentaires et extraordinaires de l'exercice 1844, et annulations de crédits sur le même exercice.

ARTICLE PREMIER.

Il est alloué sur l'exercice 1844, au delà des crédits accordés par la loi de finances du 24 juillet 1843 et diverses lois spéciales, des crédits supplémentaires montant à quatorze millions cent quatre-vingt-treize mille cinq cent trente francs vingt-cinq centimes (14.193.530 fr. 25 c.).

Ces crédits supplémentaires demeurent répartis entre les différents départements ministériels, conformément aux états A et B ci-annexés.

ART. 2.

Il est accordé, sur le même exercice 1844, des

crédits extraordinaires montant à la somme de douze millions sept cent cinquante-trois mille cent cinquante-deux francs deux centimes (12.753.452 francs 02 c.).

Ces crédits extraordinaires demeurent répartis entre les différents départements ministériels, conformément aux états C et D ci-annexés.

ART. 3.

Il est accordé sur l'exercice 1844, pour le paiement des créances des exercices périmés, un crédit extraordinaire spécial montant à la somme de vingt-cinq mille francs (25.000 fr.), conformément à l'état E ci-annexé.

ART. 4.

Les crédits accordés sur l'exercice 1844, par la loi du 24 juillet 1843 et par des lois spéciales, sont réduits d'une somme de quatorze millions trois cent quatre-vingt-deux mille deux cent huit francs soixante-cinq centimes (14.382.208 fr. 65 c.).

Ces annulations de crédits demeurent fixées, par ministère et par chapitre, conformément à l'état F ci-annexé.

ART. 5.

Les crédits accordés pour les services spéciaux, portés pour ordre au budget de l'exercice 1844, sont augmentés de la somme de deux cent soixante-neuf mille cinq cent quatre-vingt-dix francs (269.590 fr.), conformément à l'état G ci-annexé.

TITRE II.

Crédits supplémentaires et extraordinaires de l'exercice 1845, et annulations de crédits sur le même exercice.

ART. 6.

Il est alloué sur l'exercice 1845, au delà des crédits accordés par la loi de finances du 4 août 1844, des crédits supplémentaires montant à dix millions cent soixante-un mille six cent quatre francs (10.161.604 fr.).

Ces crédits supplémentaires demeurent répartis conformément aux états H et I ci-annexés.

ART. 7.

Il est accordé sur le même exercice 1845, des crédits extraordinaires montant à la somme de quinze millions deux cent quarante-un mille deux cent soixante-cinq francs quarante-un centimes (15.241.265 fr. 41 c.).

Ces crédits extraordinaires demeurent répartis entre les divers départements ministériels, conformément aux états J et K ci-annexés.

ART. 8.

Il est accordé sur l'exercice 1845, pour le paiement des créances des exercices périmés, des crédits extraordinaires spéciaux montant à la somme de trois cent soixante-dix mille neuf cent quarante-quatre francs trente-six centimes (370.944 fr. 36 c.).

Ces crédits extraordinaires spéciaux sont répartis

entre les différents départements ministériels, conformément à l'état L ci-annexé.

ART. 9.

Les crédits accordés par la loi du 4 août 1844, sont réduits d'une somme de cent soixante-douze mille francs (172.000 fr.), conformément à l'état M ci-annexé.

ART. 10.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par les articles 6, 7 et 8, qui précèdent, au moyen des ressources accordées par la loi de finances du 4 août 1844.

TITRE III.

Annulations et suppléments de crédits pour les travaux extraordinaires.

ART. 11.

Les crédits accordés par diverses lois, sur les exercices 1843 et 1844, aux Ministres des travaux publics, de la guerre et de la marine, pour les travaux extraordinaires régis par les lois des 25 juin 1841 et 11 juin 1842, sont réduits, conformément au tableau N ci-annexé, d'une somme de dix-sept millions six cent cinquante-six mille huit cent soixante-quinze francs quarante-huit centimes, restée sans emploi sur lesdits exercices, savoir :

Exercice 1843...	14.706.875 f. 48 c.	} 17.656.875 f. 48 c.
— 1844...	2.950.000 00	

ART. 12.

Conformément au tableau N ci-annexé, des crédits supplémentaires, montant à trente-deux mil-

lions trois cent quarante-huit mille quatre cent trente-quatre francs trente-un centimes, sont ouverts sur les exercices 1844 et 1845, aux Ministres des travaux publics, de la guerre et de la marine, pour les services mentionnés à l'article précédent, savoir :

Sur l'Exerc.	1844	23.958.434 f. 31 c.	} 32.348.434 f. 31 c.
—	1845	8.390.000 00	

TITRE IV.

Crédits supplémentaires aux restes à payer des exercices clos.

ART. 13.

Il est accordé, en augmentation des restes à payer des exercices 1840, 1841 et 1842, des crédits supplémentaires pour la somme de sept cent quatre-vingt-treize mille six cent quatre-vingt-dix-sept francs soixante-huit centimes (793.697 francs 68 centimes), montant de nouvelles créances constatées sur ces exercices, suivant l'état O ci-annexé.

Les Ministres sont, en conséquence, autorisés à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert, pour les dépenses des exercices clos, aux budgets des exercices courants, conformément à l'article 8 de la loi du 23 mai 1834.

TITRE V.

Avances au Gouvernement de la Grèce.

ART. 14.

Il est ouvert au Ministre des finances un crédit

de cinq cent vingt-sept mille deux cent quarante francs deux centimes (527.240 francs 2 centimes), à l'effet de pourvoir, au défaut du Gouvernement de la Grèce, au paiement du semestre échu le 1^{er} septembre 1844 des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt négocié le 12 janvier 1833 par ce Gouvernement, jusqu'à concurrence de la portion garantie par le Trésor de France, en exécution de la loi du 14 juin 1833 et de l'ordonnance royale du 9 juillet suivant.

Les paiements qui seront faits en vertu de l'autorisation donnée par le présent article auront lieu à titre d'avances à recouvrer sur le Gouvernement de la Grèce. Il sera rendu annuellement aux Chambres un compte spécial de ces avances et des recouvrements opérés en atténuation.

FAIT au palais des Tuileries le 16 mai 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances,*

Signé LAPLAGNE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons, par l'ordre du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi sur les crédits supplémentaires et extraordinaires des exercices 1844 et 1845, et des exercices clos, tel qu'il vient d'être voté par la Chambre des Députés.

Ce projet réunit aux crédits réclamés par la loi générale que nous avons présentée à l'ouverture de cette session, et dont la proposition, avec tous les documents à l'appui, a été distribuée à l'une et l'autre Chambre, quatre demandes spéciales présentées depuis, et qui affectent les mêmes exercices. Ces propositions ont été soumises à la Chambre des Députés aux dates et pour les objets suivants :

Le 10 février, par le Ministre des finances, pour des arrérages de pensions militaires, imputables sur des exercices périmés. 442 fr. 50 c.

Pour solde des dépenses de décorations de la Légion-d'honneur. 34.590 fr.

Le 23 février, par le Ministre de la marine, pour réimputation, de 1844 à 1845, d'un crédit relatif aux bâtiments à vapeur destinés au service des îles Marquises et d'Otaïti de. . . . 448.000 fr.

Le 3 avril, par le Ministre de l'agriculture et du commerce, pour complément du crédit affecté

à la dernière exposition des produits de l'industrie nationale. 100.000 fr.

Et pour l'envoi de délégués français à l'exposition de Berlin. 15.000 fr.

Le 14 avril, par le Ministre de l'intérieur, pour réimputation, de 1843 à 1845, d'un solde de crédit concernant des travaux de sculpture et de peinture au palais de la Chambre des Pairs. 128.354 fr. 17 c.

Nous nous bornerons, Messieurs, selon l'usage que vous avez approuvé, à rappeler les résultats généraux du projet qui vous est soumis, en signalant à votre attention les changements peu nombreux apportés aux propositions du Gouvernement.

Les allocations réclamées à divers titres s'élevaient, savoir :

1^o Pour l'exercice 1844 à 27.066.790 fr.

2^o Pour l'exercice 1845 à 25.831.008

Total. 52.897.798 fr.

Annulations proposées :

Sur l'exercice 1844.	14.382.208	}	14.554.208
Sur l'exercice 1845.	172.000		

Reste. 38.343.590 fr.

3^o Pour les services spéciaux en dehors du budget. 269.590

4^o Pour les exercices clos. 793.697

5^o Pour avances au Gouvernement grec. 527.240

Ensemble. . . . 39.934.117 fr.

Les crédits votés par la Chambre
des Députés ne montent qu'à 39.781.815 fr.

Différence en moins 152.302

Elle provient de réductions opérées sur les crédits de 1844 pour 95.408 francs, et sur les crédits de 1845 pour 57.194 francs. Voici comment se décomposent ces réductions, qui ont, du reste, été provoquées ou consenties par le Gouvernement.

C'est ainsi, d'abord, que le supplément, pour frais de justice criminelle, ramené au montant exact des dépenses liquidées depuis la présentation du projet de loi, a pu être réduit de . . . 45.000 fr.

Les frais d'établissement du nouvel évêque de Tarbes ont été reconnus, d'après la date de la nomination, devoir être imputés sur l'exercice 1845, et n'y pas exiger d'allocation supplémentaire 3.500

La situation du crédit pour les traitements des agents diplomatiques en non-activité, a permis aussi de retrancher sur le supplément de 40.000 francs demandé pour ce service une somme de . . . 4.000

Les indemnités aux agents consulaires français employés à Mogador et à Tanger, d'abord évaluées à 55.000 fr., ont été reconnues ne devoir pas excéder 40.000 francs, réduction 15.000

Les incomplets constatés sur les équi-

A reporter. 67.500

Report. 67.500 fr.

pages des paquebots transatlantiques
mis en service pendant l'année 1844,
ont atténué le crédit prévu pour l'en-
retien de ces bâtiments, de 27.608

Enfin, deux autres retranchements
ont été faits sur les allocations récla-
mées par le département de la marine,
au titre de l'exercice 1845, l'une de
42.194 francs pour la nouvelle organi-
sation de l'administration centrale
question dont la commission du budget
est saisie, et que l'on n'a pas voulu
préjuger; l'autre d'une dépense de
15.000 francs, pour l'impression d'une
table des *Annales maritimes*, à la-
quelle il sera pourvu par les crédits
ordinaires du budget, ensemble 57.194

Somme pareille 152.302 fr.

La Chambre des Députés a aussi introduit dans
le projet de loi, sur la demande du Ministre de
l'intérieur, un changement purement d'ordre, en
imputant à l'exercice 1845 une somme de 75.000 fr.,
portion non employée en 1844 du crédit extraor-
dinaire de 240.000 francs, réclamé pour des essais
de télégraphie électrique.

Quant au service des travaux publics extraor-
dinaires, les propositions du Gouvernement ont
été adoptées sans aucune modification. Elles con-
sistent, du reste, uniquement dans les virements
annuels de crédits nécessaires pour maintenir, par

exercice, la balance entre les dépenses constatées et les allocations législatives. Les régularisations de cette nature opérées dans le projet de loi, se résument ainsi :

1° Report à l'exercice 1844 d'une somme de 14.691.558 francs annulée sur l'exercice 1842, par la dernière loi des comptes ;

2° Annulation des crédits demeurés sans emploi sur les exercices 1843 et 1844, jusqu'à concurrence de 17.656.875 francs, et réaffectation de cette même somme sur les exercices 1844 et 1845.

Vous venez de voir, Messieurs, par cet exposé succinct du projet de loi, que nos propositions agissent sur les deux exercices 1844 et 1845, dont nous avons donné la situation provisoire, en présentant, à l'ouverture de cette session, le projet de budget de 1846 (1).

Cette situation a éprouvé depuis d'assez notables changements.

Nous avons annoncé, quant à l'exercice 1844, que le découvert de 24.947.836 francs, résultant du budget voté, paraissait susceptible d'un accroissement évalué à 6.544.935 francs ; mais qui, d'après l'expérience du passé, pourrait s'atténuer en liquidation, et même disparaître entièrement. Les faits ont confirmé et au delà ces prévisions, non-seulement l'excédant qui s'était momentanément produit n'existe plus aujourd'hui, mais encore le découvert de 1844 se trouve ramené à un

(1) Exposé des motifs, pages 13 et 14, et Développements, pages 146, 147 et 148.

chiffre de 23.953.392 francs (1), inférieur de près d'un million à celui de l'insuffisance primitive.

A l'égard de l'exercice 1845, de nouvelles dépenses que nous ne pouvions prévoir dans nos aperçus du 31 décembre dernier, et qui ont fait l'objet de propositions spéciales, ont accru ses charges de près de 25 millions, et portent actuellement l'évaluation du découvert à 38.672.000 francs, sans tenir compte, il est vrai, des plus values que l'on peut attendre des produits indirects de 1845, comparativement à ceux de l'année dernière.

En résumé, d'après les nouvelles appréciations, le découvert de l'exercice 1844 est atténué de..... 7.539.379 fr.

Tandis que celui de 1845 s'augmente au contraire de..... 25.093.928

C'est donc un accroissement de charges de..... 17.554.549

Mais, d'un autre côté, il ressort de la loi des comptes de 1843, que nous avons récemment présentée, une atténuation sur le découvert prévu pour cet exercice de..... 5.548.908

L'augmentation du découvert total est finalement de..... 12.005.641 fr.

(1) Comptes des finances de 1844, page 344.

Découvert constaté par la situation provisoire de 1844..... 24.108.500 fr.

Réduction résultant du vote de la loi des crédits supplémentaires par la Chambre des Députés..... 155.108

23.953.392 fr.

Nous rappellerons en même temps que ce découvert des six exercices de 1840 à 1845, porté ainsi de 355.757.596 francs (1) à 367.763.237 fr., reste encore inférieur de près de 5 millions à l'insuffisance qui avait été prévue lors de la présentation du budget de 1843, pour les trois seuls exercices précédents, et à laquelle avaient été affectées les réserves de l'amortissement. Il s'en suit que, nonobstant des charges nouvelles qui ont dépassé de 402 millions les ressources ordinaires des budgets de 1843, 1844 et 1845, l'extinction de cette partie de notre dette flottante ne se trouvera pas différée au delà du terme primitivement indiqué.

Nous allons, Messieurs, avoir l'honneur de vous donner lecture du projet de loi.

[(1) Exposé du Budget de 1846 , page 14.

(Les Etats seront incessamment distribués.)

ÉTATS

*ANNEXÉS au projet de loi relatif aux crédits supplémentaires et extraordinaires
des exercices 1844 et 1845.*

SERVICE ORDINAIRE.

EXERCICE 1844.

- ÉTAT A. Crédits supplémentaires ouverts par ordonnances royales.
- B. Crédits supplémentaires qui n'ont pas été ouverts par ordonnances royales.
 - C. Crédits extraordinaires pour dépenses non prévues au budget.
 - D. Crédits extraordinaires pour fonds non employés sur les exercices précédents.
 - E. Crédit extraordinaire spécial pour dépenses des exercices périmés.
 - F. Crédits annulés.
 - G. Crédits ouverts aux services spéciaux portés pour ordre au budget.

EXERCICE 1845.

- H. Crédits supplémentaires ouverts par ordonnances royales.
- I. Crédits supplémentaires qui n'ont pas été ouverts par ordonnances royales.
- J. Crédits extraordinaires pour dépenses non prévues au budget.
- K. Crédits extraordinaires pour fonds non employés sur les exercices précédents.
- L. Crédits extraordinaires spéciaux pour dépenses des exercices périmés.
- M. Crédits annulés.

SERVICE EXTRAORDINAIRE.

- N. Annulations et allocations de crédits pour les travaux extraordinaires régis par les lois des 25 juin 1841 et 11 juin 1842.

EXERCICES CLOS.

- O. Crédits supplémentaires aux restes à payer des exercices clos.

NOTA. Ces deux derniers États n'ayant subi aucun changement n'ont pas été réimprimés.

CHAPITRES

SPÉCIAUX.

12

Frais de

4

Traitements
Frais de

11

Missions

31

Dépenses
des co
plus d
détent
més d
sons d
de con
autres
parati
timent
liers,

MID

8

Missions

8 bis

Expositi

10

Encoura

12

Entretien
eaux

10

Routes

11

Navigat

12

Navigat

5

Gendar

9

Solde e

15

Fourrag

7

Amorti

10

Intérêts

12

Pension

13

Pension

17

Pension

ÉTAT A.

*TABLEAU des Crédits supplémentaires accordés sur l'Exercice 1844, et qui ont été
ouverts par ordonnances royales.*

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS		
		par ARTICLE.	par CHAPITRE.	par MINISTÈRE.
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.			
	DÉPENSE DE LA JUSTICE.	fr. c.	fr. c.	
12	Frais de justice criminelle et des statistiques.....	105,000 00	105,000 00	fr. c. 121,500 00
	DÉPENSE DES CULTES.			
4	Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques. — Frais d'établissement de bulles et d'informations d'archevêques et évêques.....	16,500 00	16,500 00	
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.			
11	Missions extraordinaires.....	300,000 00	300,000 00	300,000 00
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.			
31	Dépenses ordinaires des condamnés à plus d'un an de détention, renfermés dans les maisons de force, et de correction, ou autres prisons; réparations des bâtiments, mobiliers, etc.			
	Dépenses ordinaires du service intérieur des maisons centrales de force et de correction.....	100,000 00	200,000 00	200,000 00
	Dépenses des enfants jugés par application de l'article 66 du Code pénal, et détenus pour plus d'un an.....	100,000 00		
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.			
8	Missions extraordinaires.....	15,000 00	15,000 00	665,000 00
8 bis	Exposition des produits de l'industrie.....	100,000 00	100,000 00	
10	Encouragements aux pêches maritimes.....	500,000 00	500,000 00	
12	Entretien des établissements thermaux et subventions. — Frais d'exportation des eaux minérales de Vichy.....	50,000 00	50,000 00	
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
	I ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.			
10	Routes royales et ponts.....	87,491 63	87,491 63	150,211 62
11	Navigation intérieure. (Rivières, quais et bacs.).....	12,719 99	12,719 99	
12	Navigation intérieure. (Canaux.).....	50,000 00	50,000 00	
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.			
	I ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.			
5	Gendarmerie. — Fourrages.....	91,272 00	91,272 00	5,015,455 00
9	Solde et entretien des troupes. — Vivres.....	3,906,996 00	3,906,996 00	
15	Fourrages.....	1,017,187 00	1,017,187 00	
	MINISTÈRE DES FINANCES.			
	DETTE PUBLIQUE.			
7	Amortissement des emprunts à rembourser par le Trésor. — Navigation du Tarn.	195 01	195 01	
10	Intérêts de la dette flottante du Trésor.....	1,400,000 00	1,400,000 00	
12	Pensions de la Pairie, de Veuves de Pairs et d'anciens Sénateurs.....	40,000 00	40,000 00	
13	Pensions civiles.....	30,000 00	30,000 00	
17	Pensions de donataires dépossédés.....	40,000 00	40,000 00	
	<i>A reporter (Ministère des Finances).....</i>	1,510,195 01	1,510,195 01	

Suite de l'ÉTAT A.

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS		
		par ARTICLE.	par CHAPITRE.	par MINISTÈRE.
	Suite du MINISTÈRE DES FINANCES.			
	Report	fr. c. 1,510,195 01	fr. c. 1,510,195 01	
	SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS MONÉTAIRES.			
32	Dépenses diverses. — Pertes résultant des tolérances en fort.....	8,000 00	8,000 00	
	SERVICE ADMINISTRATIF ET DE PERCEPTION DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DU TIMBRE, DANS LES DÉPARTEMENTS.			
	ENREGISTREMENT ET DOMAINES.			
41	Personnel. — Remises des receveurs.....	300,000 00	300,000 00	
43	Dépenses diverses. — Taxations aux percepteurs des contributions directes sur le produit de la débite des papiers timbrés et sur la distribution des passe- ports.....	25,000 00	25,000 00	
	SERVICE ADMINISTRATIF ET DE SURVEILLANCE DES FORÊTS DANS LES DÉPARTEMENTS.			
47	Matériel. — Frais d'abatage et de façonnage des coupes, et bois exploités par économie.....	340,000 00	340,000 00	
48	Dépenses diverses.....	20,000 00	120,000 00	fr. c. 7,151,374 00
	SERVICE ADMINISTRATIF ET DE PERCEPTION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES DANS LES DÉPARTEMENTS.			
	CONTRIBUTIONS INDIRECTES.			
52	Personnel. — Remises aux entreposeurs de tabacs, aux receveurs-buralistes et à divers préposés aux recettes.....	12,000 00	12,000 00	
54 bis	Avances recouvrables. — Impressions pour les octrois, transports et emballage.	15,000 00	15,000 00	
	REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS, PRIMES ET ESCOMPTE.			
67	Remboursements sur Forêts. (Remboursements pour moins de mesure dans les produits indirects et coupes de bois, etc.	132,000 00	236,179 05	
68	divers. Douanes. (Remboursements de droits mal à propos perçus. Répartition de produits de plombage, d'estampillage, etc., en matière de douanes.....	104,179 05	85,000 00	
69	Répartition de produits d'amendes, saisies et confiscation, attribuées à divers. — Enregistrement et domaines. (Payements d'amendes attribuées aux communes, hospices et à divers.).....	85,000 00	900,000 00	
70	Prime à l'exportation des marchandises.....	3,500,000 00	3,500,000 00	
71	Escomptes sur divers droits. — Escompte sur le droit de consommation des sels.	100,000 00	100,000 00	
	Total.....			13,603,540 68

ÉTAT B. *TAB*LEAU des crédits supplémentaires accordés sur l'Exercice 1844, et qui n'ont pas été ouverts par ordonnances royales.

5

DITS

par
MINISTÈRE.

fr. c.
151,374 00

603,540 68

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS			
		par ARTICLE.	par CHAPITRE.	par MINISTÈRE.	
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.				
4	Traitements des agents en inactivité.....	fr. c.	fr. c.	fr. c.	
9	Indemnités et secours. — Indemnités pour pertes éprouvées par les agents dans l'exercice de leurs fonctions.....	6,000 00	6,000 00	66,000 00	
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.				
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.				
21	Matériel de l'artillerie. — Armes portatives.....	280,000 00	280,000 00	280,000 00	
	MINISTÈRE DE LA MARINE.				
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.				
1	Administration centrale. (Personnel.) — Traitement du sous-secrétaire d'État..	11,750 00	11,750 00	164,489 57	
2	Administration centrale.. (Installation des bureaux.....	14,838 22	22,739 57		
	(Matériel.) { Achat de mobilier.....	7,901 35			
16	Affrètements et transports par mer.....	130,000 00	130,000 00		
	MINISTÈRE DES FINANCES.				
	SERVICE ADMINISTRATIF ET DE PERCEPTION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES DANS LES DÉPARTEMENTS				
52	Personnel..... { Traitements des employés du service de perception du produit des chemins de fer exploités pour le compte de l'État.....	19,500 00	21,450 00	79,500 00	
	{ Taxations proportionnelles des agents et préposés..	1,950 00			
53	Matériel. — Papiers, impressions, registres, achats d'instruments, emballage et transport, etc.....	10,000 00	10,000 00		
54	Dépenses diverses..... { Frais de loyer, de chauffage et frais divers alloués aux directeurs et aux receveurs des contributions indirectes, etc.....	2,000 00	4,050 00		
	{ Frais de bureau alloués aux employés chargés de la perception du produit des chemins de fer exploités pour le compte de l'État.....	2,050 00			
	SERVICE ADMINISTRATIF, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES POSTES DANS LES DÉPARTEMENTS.				
61	Matériel..... { Service de Paris. — Frais de bureau, etc.....	7,600 00	44,000 00		
	{ Frais d'impression, timbre, cachet, etc.....	36,400 00			
	TOTAL.....			589,989 57	
	Report de l'état A ci-contre.....			13,603,540 68	
	TOTAL général des crédits supplémentaires pour l'exercice 1844.....			14,193,530 25	

ÉTAT C. *TABLEAU des Crédits extraordinaires accordés pour dépenses non prévues au budget de l'Exercice 1844.*

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par CHAPITRE.	par MINISTÈRE.
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
	DÉPENSES DE LA JUSTICE.	fr. c.	fr. c.
6	Cours royales.....	36,000 00	66,769 00
13 bis.	Frais d'impression des documents sur le régime hypothécaire.....	30,769 00	
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
11 bis.	Dépenses imprévues.....	115,000 00	115,000 00
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.		
19	Établissements divers.....	5,000 00	5,000 00
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
44	Télégraphe électrique.....	165,000 00	215,000 00
45	Fouilles sur le sol de l'ancienne Ninive.....	50,000 00	
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
	1 ^{re} SECTION — SERVICE ORDINAIRE.		
14	Chemins de fer. — Frais de police et de surveillance.....	6,000 00	6,000 00
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
9	Solde et entretien des troupes.....	4,233,652 00	6,345,075 00
10	Habillement et campement.....	448,976 00	
12	Transports généraux.....	265,705 00	
13	Remonte générale.....	143,680 00	
15	Fourrages.....	255,175 00	
21	Matériel de l'artillerie.....	197,887 00	
25	Matériel du génie.....	600,000 00	
34	Dépenses secrètes.....	200,000 00	
	MINISTÈRE DE LA MARINE.		
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
5	Solde et habillement des équipages et des troupes.....	623,104 00	2,020,179 65
6	Hôpitaux.....	29,566 00	
7	Vivres.....	574,799 65	
9	Travaux du matériel naval. (Ports.).....	760,448 70	
25	Dépenses des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française et de Bourbon. — Service général.....	22,661 24	
27	Subvention à divers établissements coloniaux.....	9,600 00	

CHAPITRES SPÉCIAUX.		MONTANT DES CRÉDITS	
MINISTÈRES ET SERVICES.		par CHAPITRE.	par MINISTÈRE.
MINISTÈRE DES FINANCES.			
75	Service de la cour des comptes. — Étayement du comble de l'ancienne église des Barnabites.....	fr. c.	fr. c.
77	Frais divers du service des douanes.....	10,042 80	
78	Frais de liquidation du service d'exploitation des salines de l'Est.....	67,475 00	
79	Frais d'acquisition d'une presse monétaire mécanique.....	40,000 00	162,517 80
		45,000 00	
TOTAL.....			8,935,541 39

ÉTAT D. TABLEAU des Crédits extraordinaires

ÉTAT D. TABLEAU des Crédits extraordinaires accordés sur le budget de l'Exercice 1844, pour cause de non emploi sur les Exercices précédents.

CHAPITRES SPECIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par CHAPITRE.	par MINISTÈRE.
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.		
	DEPENSES DES CULTES.		
14	Réparation de la cathédrale de Troyes. (Loi du 25 juin 1841.)	fr. c. 86,891 55	fr. c. 86,391 55
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
15	Reconstruction du palais de France à Constantinople. (Loi du 2 juillet, 1843.)	585,482 64	585,482 64
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
42	Reconstruction de la maison centrale de force et de correction de Beaulieu. (Loi du 24 juillet 1843.)	305,000 00	
43	Construction du tombeau de l'Empereur Napoléon. (Loi du 1 ^{er} juillet 1843.)	1,876,735 72	2,181,735 72
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
	I ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
19	Achèvement de divers édifices publics. (Loi du 18 juillet 1838.)	120,270 91	
23	Réparations des dommages causés par les inondations extraordinaires aux routes royales et départementales, aux voies navigables, ainsi qu'aux digues et levées qui bordent les rivières (Loi du 31 janvier 1841.)	17,129 00	
24	Subventions aux compagnies concessionnaires des ponts suspendus qui ont été emportés ou endommagés par les eaux. (Idem.)	51,356 98	300,754 46
25	Réparations des dommages causés aux voies navigables ainsi qu'aux digues et levées qui bordent les rivières, par la crue ou le débordement des eaux. (Loi du 13 juin 1841.)	88,980 38	
28	Rétablissement des communications interrompues sur les routes royales et sur les voies navigables par la crue et le débordement des eaux. (Loi du 23 novembre 1840.)	23,017 19	

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par CHAPITRE.	par MINISTÈRE.
	MINISTÈRE DES FINANCES.	fr. c.	
	Reconstruction de bâtiments à la manufacture de tabacs de Paris. (Loi du 26 juillet 1844.)...	63,246 26	663,246 26
76	Frais de construction de six paquebots à vapeur destinés à établir une communication directe	600,000 00	3,817,610 63
73	entre Marseille et Alexandrie. (Loi du 14 juin 1841.)		8,935,541 39
	Total.....		12,753,152 02
	Report de l'état C d'autre part.....		
	Total général des crédits extraordinaires pour l'exercice 1844.....		

ÉTAT E. *TABLEAU des Crédits extraordinaires spéciaux accordés sur l'exercice 1844 pour les créances des exercices périmés.*

MINISTÈRE.	MONTANT des crédits par ministère.
Ministère des finances.....	fr. c. 25,000 00

ÉTAT F. *TABLEAU des Crédits annulés sur l'exercice 1844.*

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits annulés.
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.	fr. c.
43	Construction du tombeau de l'Empereur Napoléon.....	1,708,402 00
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.	
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.	
26	Réparations des dommages causés aux digues et levées qui bordent la vallée du Rhône, entre Lyon et la mer, ainsi qu'au canal d'Arles à Bouc, par la crue et le débordement des eaux. (Loi du 22 mai 1842.).....	25,000 00
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.	
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.	
4	États-majors.....	269,116 fr.
7	Recrutement et réserve.....	190,000
9	Solde et entretien des troupes.....	2,347,989
10	Habillement et campement.....	448,976
11	Lits militaires.....	106,500
12	Transports généraux.....	28,976
13	Remonte générale.....	52,300
18	Dépenses temporaires.....	45,000
27	Invalides de la guerre.....	6,000
29	Services militaires indigènes.....	571,889
	MINISTÈRE DE LA MARINE.	
27 bis	Dépenses générales des établissements français dans l'Océanie.....	448,000
	MINISTÈRE DES FINANCES.	
51	Exploitation des tabacs.....	430,000 fr. } 6,430,000 fr.
61	Service administratif de perception et d'exploitation des postes dans les départements.....	6,000,000
74	Frais de construction et de premier établissement de trois paquebots à vapeur destinés à la correspondance entre Calais et Douvres.....	42,000
	Total des crédits annulés sur l'exercice 1844.....	8,134,000

ÉTAT G. *TABLEAU des suppléments de Crédits ouverts aux services spéciaux portés pour ordre au budget de l'exercice 1844.*

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS		
	par ARTICLE.	par CHAPITRE.	par SERVICE.
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES.			
LÉGION-D'HONNEUR.	fr.	fr.	fr.
Chapitre 2. Décoration des membres de l'Ordre.....	34,590	34,590	34,590
IMPRIMERIE ROYALE.			
Chapitre 3. { Dépenses d'exploitation non susceptibles d'une évaluation fixe. {	Art. 1 ^{er} . Salaires des ouvriers et indemnités de tra- vaux extraordinaires.		
	Art. 2. Approvisionnements et achats pour le service des ateliers.....	235,000	235,000
	Totaux.....	269,590	269,590

ÉTAT H. *TABLEAU des Crédits supplémentaires accordés sur l'exercice 1845, et qui ont été ouverts par ordonnances royales.*

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MONTANT DES CRÉDITS.		
	par ARTICLE.	par CHAPITRE.	par MINISTÈRE.
MINISTÈRES ET SERVICES.			
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.			
12	Académie des inscriptions et belles lettres.....	fr.	fr.
	Institut. { — des sciences.....	14,000	14,500
	— des sciences morales et politiques.....		
13	Établissements divers. — Académie royale de médecine.....	500	
MINISTÈRE DES FINANCES.			
DETTE PUBLIQUE.			
4	Rentes 3 p. 100.....	7,079,646	9,439,528
5	Fonds d'amortissement.....	2,359,882	
	Total.....		9,454,028

ÉTAT I. *TABLEAU des Crédits supplémentaires accordés sur l'exercice 1845, et qui n'ont pas été ouverts par ordonnances royales.*

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MONTANT DES CRÉDITS		
	par ARTICLE.	par CHAPITRE.	par MINISTÈRE.
MINISTÈRES ET SERVICES.			
MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.			
1	Administration centrale. { Traitement du sous-secrétaire d'État.....	fr.	fr.
	(Personnel.) { Appointements des chefs et commis.....	82,206	
	{ Gages des gens de service.....		
2	Administration centrale. { Frais de bureau.....	8,420	90,626
	(Matériel.) {		
3	Sciences et arts maritimes. { Frais d'impression pour les Annales maritimes.....	"	
	(Matériel.) {		

CHAPITRES SPÉCIAUX	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS.		
		par ARTICLE.	par CHAPITRE.	par MINISTÈRE
	MINISTÈRE DES FINANCES.			
	SERVICE ADMINISTRATIF ET DE PERCEPTION DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES DANS LES DÉPARTEMENTS.	fr.	fr.	fr.
51	Personnel.....	65,000	92,950	616,950
	Traitements des agents et préposés de tous grades, autres que les receveurs.....			
	Traitements des employés du service de perception du produit des chemins de fer exploités pour compte de l'État.....	19,500		
	Taxations proportionnelles des agents et préposés.....	8,450		
52	Matériel.....	12,000	22,000	
	Fourniture et entretien des poinçons, ustensiles et frais divers du service de la garantie.....	10,000		
53	Dépenses diverses..	2,000	2,000	
	Papiers, impressions, registres, etc.....			
	Frais de loyer, de chauffage et frais divers alloués aux directeurs, etc.....			
	EXPLOITATION DES TABACS.			
58	Matériel.....	500,000	500,000	
	Dépenses d'exploitation dans les manufactures.....			
TOTAL.....				707,576
Report de l'état H, d'autre part.....				9,454,028
TOTAL des crédits supplémentaires pour l'exercice 1845.				10,161,604

ÉTAT J. *TABLEAU des Crédits extraordinaires accordés pour les dépenses non prévues au budget de l'exercice 1845.*

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par CHAPITRE.	par MINISTÈRE
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.	fr.	fr.
12 bis.	Liquidation arbitrale de l'affaire de Portendick.....	44,000	44,000
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.		
41	Télégraphie électrique.....	75,000	75,000
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.		
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
23 bis.	Travaux à exécuter à l'école polytechnique.....	172,000	172,000
	MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.		
	1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
5	Solde et habillement des équipages et des troupes.....	849,000	3,200,813
6	Hôpitaux.....	39,113	
7	Vivres.....	271,000	
9	Travaux du matériel naval. (Ports).....	1,124,500	
11	Travaux de l'artillerie. (Ports).....	145,600	
26	Dépenses des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane française et de Bourbon. (Service local).....	757,800	
27	Subvention à divers établissements coloniaux.....	103,800	
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
72	Acquisition de presses monétaires mécaniques.....	47,000	148,250
73	Renfort du service à l'atelier général du timbre.....	13,500	
74	Frais de nouveaux services de douanes.....	87,750	
TOTAL.....			3,730,063

ÉTAT K. *TABLEAU des Crédits extraordinaires accordés sur le budget de l'exercice 1845, pour cause de non emploi sur les exercices précédents.*

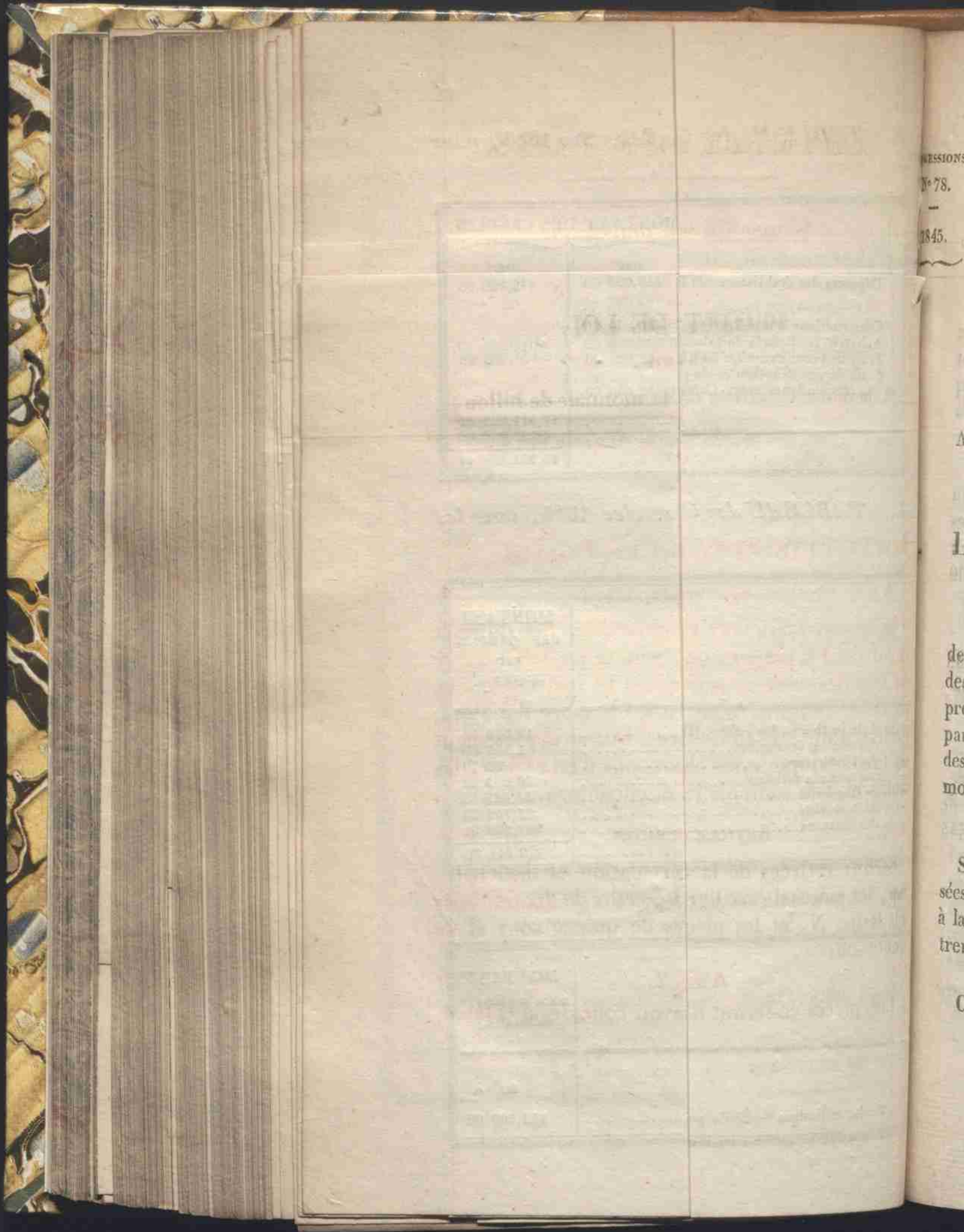
CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par SERVICE.	par MINISTÈRE.
		fr. c.	fr. c.
23	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Publication des œuvres scientifiques de Fermat.....	15,000 00	15,000 00
13	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. Décorations d'édifices publics.....	128,354 17	
39	Construction du tombeau de l'Empereur Napoléon.....	1,708,462 65	1,836,816 82
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. 1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
12	Reconstruction de divers ponts. (Loi du 2 juillet 1843.).....	858,002 40	
27	Subventions aux compagnies concessionnaires des ponts suspendus qui ont été emportés ou en- dommagés par les eaux. (Loi du 31 janvier 1841.).....	66,778 00	1,077,385 59
28	Réparation de dommages causés aux digues et levées qui bordent la vallée du Rhône, entre Lyon et la mer, ainsi qu'au canal d'Arles à Bouc, par la crue et le débordement des eaux. (Loi du 22 mai 1842.).....	152,605 19	
28 bis	MINISTÈRE DE LA MARINE. Dépenses des établissements français dans l'Océanie.....	448,000 00	448,000 00
	MINISTÈRE DES FINANCES.		
75	Constructions nouvelles et grosses réparations dans les magasins et manufactures de tabacs...	430,000 00	
76	Achats et transports de tabacs.....	6,000,000 00	
77	Frais de reconstruction à l'hôtel des postes, à Bordeaux.....	42,000 00	8,134,000 00
78	Frais de construction et de premier établissement de trois paquebots à vapeur destinés à la correspondance entre Calais et Douvres.....	1,662,000 00	
	TOTAL.....		11,511,202 41
	Rapport de l'état J, d'autre part.....		3,730,063 00
	TOTAL des crédits extraordinaires pour l'exercice 1845.....		15,241,265 41

ÉTAT L. *TABLEAU des Crédits extraordinaires spéciaux accordés sur l'exercice 1845, pour les créances des exercices périmés.*

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES.	MONTANT DES CRÉDITS par ministère.	
		fr. c.	
	Ministère de la justice et des cultes. (Dépenses des cultes.).....	18,010 31	
	— des affaires étrangères.....	1,476 06	
	— de l'intérieur.....	89 79	
	— des travaux publics.....	30,092 98	
	— de la guerre.....	31,287 58	
	— de la marine.....	87,752 33	
	— des finances.....	202,295 31	
	TOTAL.....	370,944 36	

ÉTAT M. *TABLEAU des Crédits annulés sur l'exercice 1845.*

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS annulés.	
		fr. c.	
	MINISTÈRE DE LA GUERRE. 1 ^{re} SECTION. — SERVICE ORDINAIRE.		
20	Écoles militaires. — École polytechnique.....	172,000 00	



SSIONS

N° 78.

1845.

A

L

de
des
pré
par
des
mo

S
sées
à la
tren

C

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 16 mai 1845.

PROJET DE LOI

RELATIF

A la démonétisation de la monnaie de billon ;
Avec l'Exposé des motifs par le Ministre des finances.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 12 mai 1845, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'État au département des finances, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Seront retirées de la circulation et démonétisées, les pièces de six liards, celles de dix centimes à la lettre N, et les pièces de quinze sous et de trente sous.

ART. 2.

Ces pièces cesseront d'avoir cours légal et forcé,

et ne seront plus admises dans les caisses de l'Etat, savoir : celles de six liards et de dix centimes, le 31 décembre 1845; celles de quinze sous et de trente sous, le 31 août 1846.

ART. 3.

Les pièces de un demi-franc et d'un quart de franc, qui seront frappées à l'avenir, porteront au revers les mots : cinquante centimes, vingt-cinq centimes, au lieu de ceux-ci : un demi-franc, un quart de franc.

ART. 4.

Une somme de 5.250.000 francs est affectée au retrait et à la démonétisation des pièces énoncées dans l'article premier, et sera imputée, savoir : 3.250.000 francs sur l'exercice 1845, et 2.000.000 francs sur l'exercice 1846.

ART. 5.

Les fonds non consommés sur l'exercice 1845 pourront être reportés, par ordonnance royale, sur l'exercice suivant.

ART. 6.

Il sera pourvu à la dépense ci-dessus spécifiée, au moyen des ressources accordées par les lois de finances pour les besoins des exercices 1845 et 1846.

FAIT au palais des Tuileries, le 16 mai 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'Etat au département
des finances,*

Signé LAPLAGNE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons, par ordre du Roi, présenter à votre sanction un projet de loi qui a déjà obtenu les suffrages presque unanimes de la Chambre élective, et qui a pour objet d'introduire une réforme indispensable dans notre système monétaire, en supprimant les diverses catégories d'espèces de billon en circulation.

Ce projet s'applique aux pièces de six liards, aux pièces d'un décime à la lettre N, et aux pièces de quinze et de trente sous; il prescrit leur démonétisation, fixe les époques auxquelles elles cesseront d'avoir cours légal et forcé, et ouvre au Gouvernement les crédits jugés nécessaires pour couvrir la perte et les frais résultant de cette opération.

Nous devons vous exposer en peu de mots les motifs qui commandent et justifient les dispositions que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations.

La loi du 4 juillet 1837, qui a généralisé en France l'application du système décimal jusqu'alors resté à peu près à l'état de théorie, et dont l'exécution, en ce qui concerne les monnaies, avait été temporairement suspendue par la loi du 10 août 1839, exigeait la suppression des espèces non décimales, telles que les pièces de six liards et celles

de quinze et de trente sous. A ce point de vue, la mesure proposée est la conséquence obligée de la législation en vigueur; c'est le complément de la grande opération de la refonte des espèces duodécimales prescrite par la loi du 14 juin 1829 et consommée en 1834.

Des considérations d'un autre ordre s'élèvent contre le maintien, dans la circulation, des monnaies formées d'alliage à un titre plus ou moins inférieur au titre légal, et doivent en faire interdire désormais toute nouvelle fabrication. L'expérience a prouvé partout où l'on en a fait usage, que le billon s'altère rapidement par le frottement, et qu'il donne de déplorables facilités au faux monnayage. Il est de notoriété publique que les espèces dont la démonétisation vous est demandée jettent de l'embarras dans la circulation, suscitent des difficultés dans les transactions, des contestations dans les paiements, et que celles qui, destinées aux plus faibles appoints, peuvent être remplacées par les monnaies de cuivre, sont, de fait, hors de cours dans une grande partie du Royaume, où la loi même est impuissante à les faire accepter. Il suit de là qu'il ne peut y avoir que des avantages à les supprimer, et que leur retrait sans remplacement ne laissera aucun vide dans la circulation. Les espèces de cuivre, dont la quantité est évaluée à 50 millions, et les espèces divisionnaires d'argent dont la fabrication peut toujours être proportionnée aux besoins, suffiront pleinement au service des transactions commerciales.

La faible importance de la somme des pièces de

six liards et d'un décime à démonétiser, somme que l'on évalue à peu près à 40 millions, et qui se trouve agglomérée sur quelques points du territoire, nous a paru permettre de fixer au 31 décembre prochain le terme de leur suppression : nous demandons quelques mois de plus, jusqu'au 31 août 1846, pour consommer le retrait des pièces de quinze et de trente sous qui ont été fabriquées pour une somme de 25 millions, et dont la circulation est beaucoup plus répandue. L'administration prendra d'ailleurs les mesures nécessaires pour assurer en temps utile au public, dans l'opération du retrait et de l'échange de ces monnaies, toutes les facilités qui seront compatibles avec les garanties du Trésor.

Les dénominations d'un *demi* et d'un *quart* de franc, données à nos plus petites monnaies d'argent, ayant paru s'écarter du système décimal, le projet de loi décide que celles qui seront frappées à l'avenir porteront pour inscription, au revers, *cinquante centimes* et *vingt-cinq centimes*.

Après un examen approfondi, un crédit de 5.250.000 francs a été jugé nécessaire pour couvrir les pertes et les frais qui résulteront de la démonétisation des espèces de billon. Ce crédit s'appliquerait pour :

2.400.000 fr.	aux pièces de 6 liards ;
650.000	aux pièces de 10 centimes ;
2.500.000	aux pièces de 15 sous et de 30 sous.

Total. 5.250.000 fr.

La commission de la Chambre des Députés, en proposant l'allocation de ce crédit, a exprimé la pensée qu'il suffirait largement aux besoins pour lesquels il est demandé. C'est aussi notre espoir, et nous rechercherons avec empressement toutes les économies qui pourront se concilier avec la bonne exécution de la loi.

Le projet que nous vous présentons, vous l'aurez remarqué, Messieurs, ne s'applique qu'à une partie des questions que laisse encore à résoudre notre système monétaire. Nous avons cru qu'il fallait d'abord pourvoir aux nécessités les plus pressantes, à celles sur lesquelles aucun doute ne pouvait s'élever. Plus tard, l'année prochaine, nous l'espérons, profitant des études et des expériences auxquelles l'administration des monnaies se livre en ce moment, ainsi que des perfectionnements qui s'introduisent dans nos moyens et nos procédés de fabrication, nous vous présenterons, dans les meilleures conditions possibles, le complément des mesures que réclame cet important service.

Nous allons vous donner lecture du projet de loi, tel qu'il a été adopté par la Chambre des Députés. Nous avons la confiance que vous lui accorderez vos suffrages.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 16 mai 1845.

PROJET DE LOI

TENDANT à accorder une pension à la Veuve et aux enfants du capitaine Demetri Capitanopoulo;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre des finances.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 12 mai 1845, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État au département des finances, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Une pension annuelle et viagère de mille francs est accordée à la Veuve du sieur Demetri Capitanopoulo, capitaine en second d'un navire grec, tué accidentellement par un boulet parti d'une des embarcations du vaisseau français *le Marengo*.

(2)

ART. 2.

Cette pension, dont la jouissance courra à dater du 13 décembre 1843, sera inscrite au Trésor public sur le registre des pensions civiles. Dans le cas de prédécès de la veuve Capitanopoulo, le paiement en sera continué aux enfants de ladite Dame jusqu'à ce que le plus jeune d'entre eux ait atteint l'âge de 24 ans accomplis.

FAIT au palais des Tuileries, le 16 mai 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
des finances.*

Signé LAPLAGNE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons soumettre à vos délibérations un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, et dont l'objet est d'accorder une pension de 4.000 fr. à la veuve et aux enfants d'un marin grec tué, pendant l'exercice, par le feu d'une embarcation française dans la rade du Pirée.

Le sieur Demetri Capitanopoulo, second capitaine d'un bâtiment grec, a été atteint, le 13 décembre 1843, à bord de son navire, par le boulet d'une caronade du vaisseau *le Marengo*, et est mort presque instantanément. Les précautions les plus grandes, prises par le commandant du *Marengo* pendant l'exercice, auquel il avait lui-même présidé, n'ont pu prévenir ce fatal accident, dont les conséquences retombent naturellement sur le Gouvernement français. En témoignage des regrets que ce malheureux événement causait à notre escadre, une partie de l'équipage du vaisseau *le Marengo* a assisté aux funérailles de la victime, et, en outre, il a été pourvu aux premiers besoins de sa famille par une pension provisoire de 500 fr., assurée à la veuve par les soins de notre plénipotentiaire à Athènes. Mais cette somme de 500 fr. n'était point proportionnée aux charges d'une famille nombreuse privée, par la mort de son chef,

(2)

1° Eglise Saint-Ouen de Rouen (Seine-Inférieure).....	1.318.000 fr.
2° Château de Blois (Loir-et-Cher)	438.000
3° Amphithéâtre d'Arles (Bouches-du-Rhône)	420.000
Somme égale.....	2.176.000 fr.

ART. 2.

Les portions du crédit alloué par l'article précédent, qui n'auront pas été dépensées en 1845, pourront être reportées sur l'exercice suivant, par une ordonnance royale rendue dans les formes prescrites par la loi du 24 avril 1833.

ART. 3.

Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées pour les besoins de l'exercice 1845, par la loi de finances du 4 août 1844.

ART. 4.

Les plans et devis produits à l'appui de la présente loi seront déposés aux archives de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés.

DONNÉ au Palais de Neuilly, le 15 mai 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'Etat au département
de l'intérieur,*

Signé DUCHATEL.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Parmi les monuments historiques que possède la France, il en est un grand nombre dont la solidité n'est encore que partiellement compromise et que des allocations peu considérables peuvent sauver de la ruine ; d'autres, au contraire, et ce ne sont pas les moins beaux, les moins dignes d'intérêt, ébranlés et affaiblis de toutes parts, ne peuvent être consolidés que par des travaux d'une certaine importance et au moyen de sacrifices immédiats et simultanés.

Le crédit porté annuellement au budget permet à peine de répartir quelques légers secours entre les monuments de la première catégorie ; quant à ceux de la seconde, le Gouvernement ne possède aucun moyen de prévenir leur destruction ; mais il est de son devoir de signaler à la sollicitude des Chambres les dangers qui les menacent et de réclamer de prompts secours pour ceux qui en ont le plus urgent besoin.

Déjà la Chambre des Députés a répondu à cet appel ; dans sa séance du 9 mai, elle a voté une somme de deux millions cent soixante-seize mille francs applicable à la restauration et à l'achèvement de trois monuments qui ne pouvaient être efficacement secourus que par ce moyen extraordinaire.

Pour obtenir que la Chambre des Pairs s'associe à ce vote, il ne sera besoin, nous en avons l'assurance, que de vous nommer les trois monuments à la restauration desquels il s'agit de pourvoir. Ce sont trois chefs-d'œuvre, chacun dans son genre; trois types accomplis de trois grandes époques dans l'histoire de l'art : l'amphithéâtre d'Arles, l'église Saint-Ouen de Rouen, et le château de Blois.

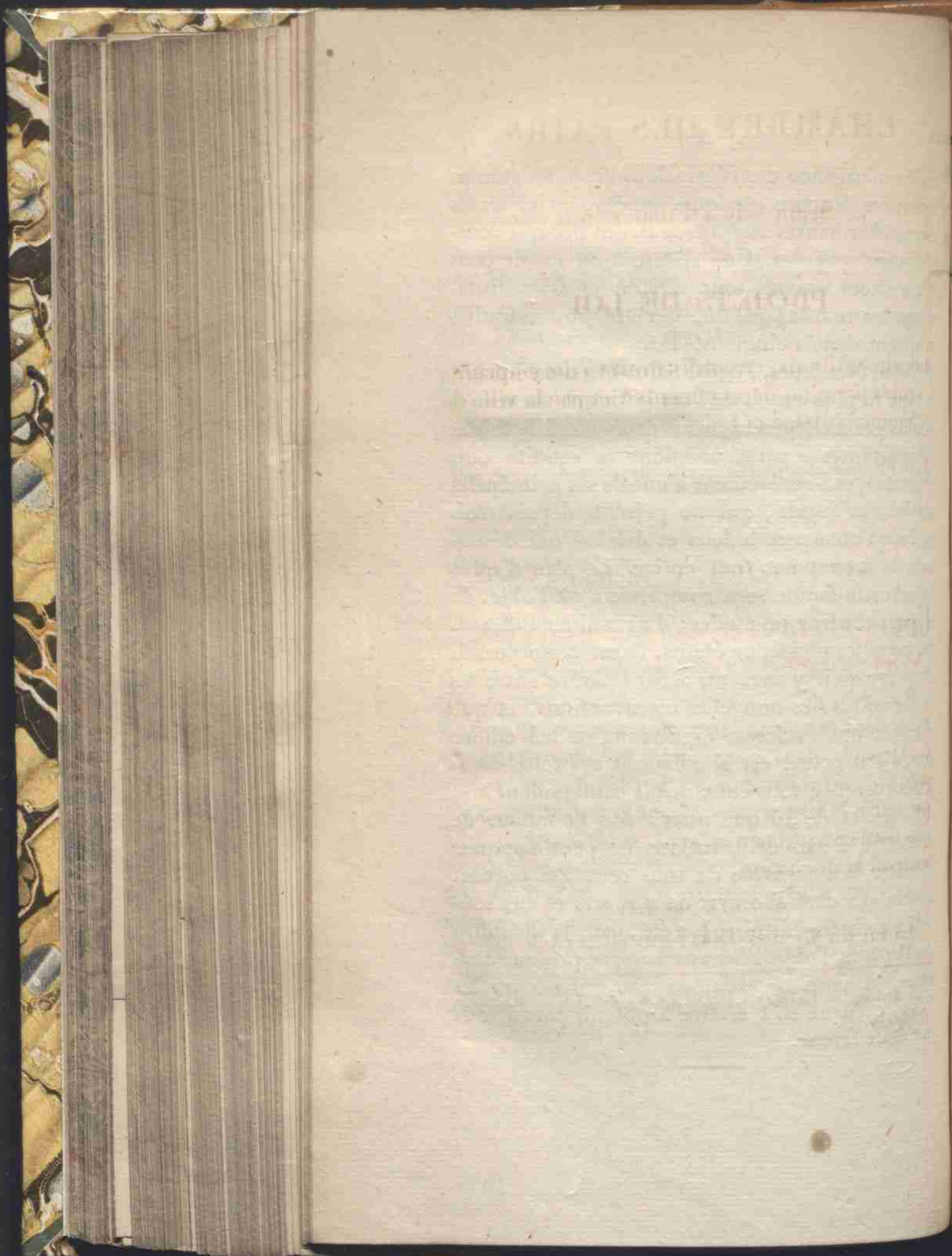
De tous les débris de la puissance romaine dans les Gaules, l'amphithéâtre d'Arles est peut-être le plus imposant et le plus grandiose. Cette vaste ruine ne doit pas être restaurée; l'entreprise serait téméraire et profane. Il faut la maintenir à l'état de ruine, mais en supprimant la cause de nouvelles dégradations, c'est-à-dire l'infiltration des eaux du ciel dans les voûtes qui supportaient jadis les gradins. Ces voûtes, pendant plus de dix siècles, ont été protégées par un amas de maisons qui encombraient l'intérieur de l'amphithéâtre. Depuis que ces maisons ont disparu, le monument a repris son ancien aspect, mais il est en danger. Déjà plusieurs arcades se sont rompues; l'équilibre général de l'édifice est menacé; il faut se hâter de le rétablir. Les travaux qu'il s'agit d'entreprendre auront cet effet. Ils arrêteront les progrès du mal et assureront pour bien des siècles encore la conservation d'un monument que le Colysée seul surpasse en grandeur et en majesté.

Le château de Blois, ce témoin de tant de scènes mémorables, ce brillant modèle de notre architecture de la renaissance, réclame avec non

moins d'urgence des réparations trop longtemps ajournées. Encore quelques années, et les traces de ces charmantes sculptures seront presque complètement effacées. Une restauration habile peut encore tout sauver, tout rétablir et faire disparaître les mutilations que ces élégantes murailles subissent depuis cinquante ans.

Enfin, Messieurs, l'église Saint-Ouen de Rouen, le type le plus exquis de l'art gothique parvenu à sa plus grande légèreté, vous demande à la fois et d'importantes réparations dont sa solidité doit dépendre, et l'achèvement d'une de ses principales parties, sa façade, qui ne présente depuis trois siècles qu'un aspect hideux et délabré qui déshonore le monument tout entier. Le plan d'après lequel cette façade sera complétée a été l'objet de longues et sérieuses études; il a réuni les suffrages des juges les plus compétents. Il est donc permis d'espérer qu'il y aura un accord parfait entre les anciennes et les nouvelles constructions, et que nous verrons s'achever dignement ce bel édifice dont l'état actuel est si affligeant et excite de si justes regrets à tous ceux qui le contemplent.

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations ne peut manquer d'exciter la sympathie de tous ceux qui portent intérêt aux chefs-d'œuvre de nos arts et aux souvenirs de notre histoire. Il a été, dans la Chambre des Députés, l'objet d'un assentiment presque unanime, et nous ne doutons pas, Messieurs les Pairs, qu'il ne soit destiné à obtenir parmi vous une égale faveur.



PRESSIONS

N° 81.

1845.

d
d
p
p
q
sc

o

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 16 mai 1845.

PROJETS DE LOI

RELATIFS

A des impositions extraordinaires et à des emprunts
votés par cinq départements* et par la ville de
Saumur (Maine-et-Loire);

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

1^{er} PROJET. (Ardennes.)

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet
de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre
des Députés, dans sa séance du 26 avril 1845, soit
présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs,
par notre Ministre secrétaire d'État de l'intérieur,
que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en
soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

La loi du 23 mai 1841, qui autorise le dépar-

* Ardennes, Corrèze, Côtes-du-Nord, Orne, Pyrénées-Orientales.

tement des Ardennes à créer des ressources extraordinaires pour l'achèvement de ses routes départementales, est modifiée ainsi qu'il suit :

L'imposition extraordinaire de 10 centimes, autorisée par ladite loi sur l'année 1848, pour le service et le remboursement de l'emprunt de 950.000 francs, est réduite à 7 centimes et demi, qui seront exclusivement affectés à cet emploi.

L'imposition extraordinaire de 1 centime et demi, autorisée sur l'année 1849, pour le même objet, ne sera point mise en recouvrement.

ART. 2.

Le département des Ardennes est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite, dans sa session de 1844, à emprunter par moitié, en 1846 et 1847, une somme totale de 108.000 francs, qui sera exclusivement affectée aux travaux d'amélioration des routes départementales actuellement classées.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser 4 et demi pour 100. Toutefois, le préfet du département est autorisé à traiter de gré à gré avec l'administration de la caisse des dépôts et consignations, à un taux d'intérêt qui ne soit pas supérieur à celui ci-dessus fixé.

Le service des intérêts de l'emprunt, pendant les années 1846 et 1847, sera assuré au moyen des prélèvements sur les centimes facultatifs; le remboursement de l'emprunt et le service des intérêts, pendant les années 1848, 1849 et 1850, an-

ront lieu, conformément aux dispositions de l'article suivant.

ART. 3.

Le département des Ardennes est autorisé à s'imposer extraordinairement, savoir : 2 centimes et demi additionnels au principal des quatre contributions directes, en 1848, et 3 centimes pendant chacune des années 1849 et 1850. Le produit de ces ressources sera exclusivement affecté à l'amortissement de l'emprunt ci-dessus, au service des intérêts en 1848, 1849 et 1850 ; et, pour le surplus, aux travaux des routes départementales.

Donné au palais de Neuilly, le 15 mai 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,*

Signé DUCHATEL.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département des Ardennes a été autorisé par une loi du 23 mai 1841 : 1° à emprunter une somme de 950.000 francs pour les travaux des routes départementales ; 2° à s'imposer extraordinairement 10 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pendant quatre ans, à partir de 1845, et 4 centime et demi en

1849 : le produit de ces ressources devait être affecté au service des intérêts et à l'amortissement de l'emprunt.

Cet emprunt n'a pas encore été réalisé complètement, mais, déjà, l'on peut prévoir que le produit de l'imposition dépassera de 84.000 francs environ la somme nécessaire au service des intérêts et à l'amortissement de l'emprunt.

D'un autre côté, les routes départementales ne sont pas terminées, et leur achèvement exigerait une somme de 228.803 francs; mais, en tenant compte des fonds qu'il reste à réaliser sur l'emprunt et de ceux que le conseil général a pu voter au budget de 1845, la dépense à laquelle il importe de pourvoir se trouve réduite à 166.046 fr.

Dans l'impossibilité de prélever cette somme sur les ressources ordinaires du département, et considérant que les 84.000 francs qui resteront libres après le remboursement de l'emprunt, ne seront recouvrés qu'en 1848 et 1849, le conseil général, dans sa dernière session, a d'abord proposé de ne pas donner à la loi du 23 mai 1841 son exécution complète, c'est-à-dire de ne percevoir que 7 centimes et demi en 1848, au lieu de 10 qu'elle autorise, et de ne pas recouvrer l'imposition de 1 centime et demi pour 1849. Le conseil a demandé ensuite que le département soit autorisé à emprunter par moitié, en 1846 et en 1847 une somme de 108.000 francs, et à s'imposer extraordinairement 2 centimes et demi additionnels au principal des quatre contributions directes en 1848, et 3 centimes pendant les années 1849 et

1850. Le produit de cette imposition, montant à 178.500 francs, serait employé, savoir :

Au remboursement de l'emprunt	108.000 fr.
Au service des intérêts pour 1848, 1849 et 1850	12.454 fr.
Aux travaux des routes	58.046
	<hr/> 178.500 <hr/>

Quant aux intérêts de l'emprunt pendant les années 1846 et 1847, le conseil général s'est engagé à les servir au moyen de prélèvements sur les centimes facultatifs.

La situation financière du département ne s'opposant pas à cette combinaison, nous venons, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi qui a été adopté par la Chambre des Députés dans la séance du 26 avril, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

2^e PROJET. (Corrèze.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Le département de la Corrèze est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite, dans sa session de 1844, à s'imposer extraordinairement, pendant douze ans, à partir de 1846, 9 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit

sera exclusivement affecté aux travaux de cinq nouvelles routes départementales, dont il a demandé le classement dans sa séance du 1^{er} septembre dernier.

ART. 2.

Le département de la Corrèze est autorisé à affecter aux travaux des mêmes routes départementales la somme de 67.146 francs 40 centimes, resté libre sur le produit, en 1845, de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 6 août 1839.

ART. 3.

L'emploi du produit de l'imposition ci-dessus autorisé, sera déterminé chaque année, sur la proposition du conseil général, par des ordonnances royales, rendues dans la forme des règlements d'administration publique.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département de la Corrèze ne compte que cinq routes départementales classées ; et le conseil général s'occupe depuis longtemps, dans l'intérêt de l'agriculture et du commerce, d'en classer de nouvelles. L'affaire a été mûrement étudiée, et, dans sa dernière session, le conseil a proposé le classement au nombre des routes départementales de cinq chemins vicinaux de grande communication : une somme de 1.620.000 francs serait nécessaire pour la construction des routes projetées.

Dans l'impossibilité de faire face à cette dépense au moyen de ses ressources ordinaires, le conseil général de la Corrèze a demandé que le département soit autorisé, d'une part, à s'imposer extraordinairement, pendant douze ans, à partir de 1846, 9 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes; d'autre part, d'affecter aux travaux des routes, dont le classement est proposé, une somme de 67.146 francs 40 centimes, restée libre au budget de 1845, sur le produit de l'imposition extraordinaire, créée par la loi du 6 août 1839, pour l'achèvement des routes départementales classées à cette époque.

La situation financière du département ne s'opposant pas à ce que cette demande soit favorablement accueillie, nous venons, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi qui a été adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 26 avril, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

3° PROJET. (Côtes-du-Nord.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

Le département des Côtes-du-Nord est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite, dans sa session de 1844, à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à par-

tir de 1846, 1 centime additionnel au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté aux dépenses de rectification de la route départementale n° 5.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Une des routes départementales les plus importantes de l'arrondissement de Guingamp (département des Côtes-du-Nord), la route classée sous le n° 5, présente des rampes tellement nombreuses, qu'il est indispensable de changer la direction de cette voie de communication sur une longueur de 10 kilomètres. On évalue à 110.000 francs la somme qu'exigeraient ces travaux.

Dans l'impossibilité de faire face à cette dépense au moyen des ressources propres à la deuxième section du budget, et cette route ne figurant pas au nombre de celles auxquelles le produit de l'imposition extraordinaire créée par la loi du 3 août 1844 sera applicable, le conseil général a demandé, dans sa dernière session, que le département soit autorisé à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1846, 1 centime additionnel au principal des quatre contributions directes dont le produit sera exclusivement affecté à la rectification de la route n° 5 et suffira à l'achèvement de ces travaux.

La situation financière du département des Côtes-du-Nord ne s'opposant pas, Messieurs les

Pairs, à ce qu'il soit donné suite à la demande du conseil général, et les intérêts du département paraissant exiger qu'elle soit favorablement accueillie, nous venons, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi qui a été adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 26 avril dernier, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

4° PROJET. (Orne.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Le département de l'Orne est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite, dans sa session de 1844, à emprunter en 1846 une somme de cent mille francs qui sera exclusivement affectée à l'achèvement des routes départementales actuellement classées.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence, à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser 4 et demi pour 100. Toutefois, le préfet du département est autorisé à traiter de gré à gré avec l'administration de la caisse des dépôts et consignations à un taux d'intérêt qui ne soit pas supérieur à celui ci-dessus fixé.

ART. 2.

Le remboursement de l'emprunt autorisé sera assuré au moyen des fonds qui resteront libres en 1851 et 1852, sur le produit des impositions ex-

traordinaires autorisées par les lois des 17 juillet 1840 et 5 juillet 1844, et qui devaient être affectées aux travaux d'achèvement des routes départementales après le remboursement de l'emprunt autorisé par la loi du 17 juillet 1840.

Le service des intérêts aura lieu au moyen des sommes annuellement portées par le conseil général au budget départemental.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Diverses lois et notamment celles du 17 juillet 1840 et 5 juillet 1844 ont autorisé le département de l'Orne à créer des ressources extraordinaires pour les travaux de ses routes départementales; mais ces voies de communication ne sont pas complètement terminées et une somme de 85.597 fr. 95 centimes serait nécessaire pour leur achèvement.

Le département ne pourra réaliser cette somme qu'en 1851 et 1852 sur le produit des impositions autorisées, par les lois précitées des 17 juillet 1840 et 5 juillet 1844. Après avoir prélevé sur ces ressources, les fonds nécessaires au remboursement des emprunts qu'il a contractés, le département sera en mesure de disposer d'un excédant de 106.913 francs 15 centimes; mais le conseil général a reconnu, dans sa dernière session, qu'il n'était pas possible d'ajourner jusqu'en 1851 l'achèvement des travaux entrepris; et, pour hâter leur

exécution, il a demandé que le département soit autorisé à emprunter, en 1846, une somme de 100.000 francs : le remboursement en serait assuré au moyen du produit des impositions qui seront perçues en 1851 et 1852; quant aux intérêts, le conseil général s'est engagé à les porter annuellement à la deuxième section du budget.

Cette demande n'ayant pas pour effet de modifier la situation financière du département, et ayant pour but de lui permettre d'achever promptement ses routes, il y a lieu de la sanctionner, et nous venons, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi qui a été adopté par la Chambre des Députés, dans sa séance du 26 avril, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

5° PROJET. (Pyrénées-Orientales.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

Le département des Pyrénées-Orientales est autorisé, conformément à la demande que son conseil général en a faite, dans sa session de 1844, à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1846, 7 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera exclusivement affecté à l'achèvement des routes départementales actuellement classées.

L'emploi du produit de cette imposition sera déterminé chaque année, sur la proposition du conseil général, par des ordonnances royales rendues dans la forme des règlements d'administration publique.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Le département des Pyrénées-Orientales a été autorisé, par une loi du 13 juin 1841, à s'imposer extraordinairement pendant quatre ans, à partir de 1842, quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit devait être affecté aux travaux d'achèvement de trois routes départementales désignées par le conseil général. Les autres routes n'ont pu profiter du bénéfice résultant de cette loi, de telle sorte que ces voies de communication ne sont pas encore terminées, et qu'une somme de 1.700.000 fr. serait nécessaire pour leur achèvement.

Dans l'impossibilité de faire face à une dépense aussi considérable au moyen de ses ressources, le conseil général des Pyrénées-Orientales a demandé, dans sa dernière session, que le département soit autorisé à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1846, 7 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit serait exclusivement affecté à l'a-

chèvement des routes départementales actuellement classées. Ces ressources permettront de terminer les travaux les plus urgents.

La situation financière du département ne s'opposant pas à ce que cette demande soit favorablement accueillie, et ses intérêts paraissant exiger qu'il y soit donné suite, nous venons, Messieurs les Pairs, d'après les ordres du Roi, soumettre à vos délibérations le projet de loi qui a été adopté par la Chambre des Députés, dans sa séance du 26 avril, et dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

6^e PROJET. (Saumur.)

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

La ville de Saumur (Maine-et-Loire) est autorisée à emprunter, soit avec publicité et concurrence, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, à un intérêt qui ne pourra dépasser 4 1/2 pour 100, une somme de soixante-dix-neuf mille francs, destinée à solder la portion mise à sa charge dans les frais de construction du quai Saint-Nicolas.

Cet emprunt sera remboursé en dix ans, à partir de 1846, sur les revenus ordinaires de la ville.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La ville de Saumur (Maine-et-Loire), après avoir promis en 1834 de concourir pour une somme de 100.000 fr. aux dépenses de construction du quai Saint-Nicolas, demanda, en 1843, par suite des désastres occasionnés par l'inondation qui eut lieu à cette époque, à être exonérée de sa promesse. Les limites des crédits alloués au budget du ministère des travaux publics pour les travaux de cette espèce ne permirent pas d'accueillir sa demande; cependant, M. le Ministre des travaux publics consentit à réduire le chiffre de la subvention municipale à la somme de 89.000 fr., payable à bref délai. Sur cette somme, 10.000 fr. ont été payés par la ville à un propriétaire pour indemnité de dépossession. Il ne reste plus, en conséquence, à payer que 79.000 fr. pour compléter le contingent de la ville. La nécessité d'effectuer ce paiement à une époque rapprochée l'a déterminée à solliciter l'autorisation d'emprunter une somme équivalente. Cet emprunt pourra être remboursé en dix ans, au moyen du prélèvement annuel de 8.000 fr. sur ses revenus ordinaires. La possibilité de ce prélèvement ne saurait être révoquée en doute puisque l'excédant annuel des recettes ordinaires sur les dépenses de même nature du budget municipal, relevé sur les trois derniers comptes, s'élève, en moyenne, à 35.000 fr. ; et que la ville

ne tardera pas à être libérée de quelques dettes qui la grèvent en ce moment.

Dans de pareilles circonstances, et vu l'urgence des travaux qui nécessitent l'emprunt de 79.000 fr., le Roi nous a ordonné de soumettre à vos délibérations le projet de loi ci-joint déjà adopté par la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 16 mai 1845.

8 PROJETS DE LOI

RELATIFS

A divers changements de circonscriptions
territoriales ;

Avec l'Exposé des motifs par le Ministre de l'intérieur.

1^{er} PROJET,

*TENDANT à réunir en une seule les communes de Courbillac et
de Herpes (Charente).*

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS que le projet
de loi dont la teneur suit, soit présenté, en notre
nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre
secrétaire d'État de l'intérieur, que nous chargeons
d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discus-
sion.

ARTICLE PREMIER.

Les communes d'Herpes et de Courbillac, can-
ton de Rouillac, arrondissement d'Angoulême,
département de la Charente, sont réunies en une
seule dont le chef-lieu est fixé à Courbillac.

ART. 2.

Les communes réunies par l'article précédent continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément, comme sections de communes, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

Les autres conditions de la distraction ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

DONNÉ au palais de Neuilly, le 15 mai 1845.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur,

Signé DUCHATEL.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Les communes de Courbillac et de Herpes, département de la Charente, la première, peuplée de 653 habitants, la seconde qui en renferme 267, n'ont que des revenus insuffisants, et ne peuvent subvenir aux frais de leur administration qu'en s'imposant des charges extraordinaires.

Le territoire de ces deux communes étant peu étendu, les chemins en bon état, les communi-

cations faciles et les rapports fréquents, les autorités administratives et les conseils électifs d'arrondissement et de département ont jugé qu'il était convenable de réunir sous l'administration d'une seule municipalité deux localités déjà réunies pour le culte et pour l'instruction primaire.

Les conseils municipaux ont réclamé contre la mesure proposée; mais leur opposition, que rien ne motive, ne peut avoir de poids en présence du fâcheux état des choses, résultant de la position financière des deux communes : Herpes n'a que 71 fr. de revenus pour faire face à 736 fr. de dépenses, et Courbillac qui possède 279 fr., supporte des frais qui s'élèvent à la somme de 1.802 fr.

La réunion, en procurant quelques économies, allégera du moins un peu les charges des habitants, et facilitera d'ailleurs la marche de l'administration.

D'après ces motifs, le Roi nous a chargé de soumettre à votre approbation le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous lire le texte.

2^e PROJET,

TENDANT à rectifier la limite des cantons d'Ajaccio et de Bastelica sur le territoire des communes d'Ajaccio et d'Eccica-Suarella.

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Le territoire dit l'Isolo, lavé en jaune au plan

annexé à la présente loi, est distrait de la commune d'Eccica-Suarella, canton de Bastelica, arrondissement d'Ajaccio, département de la Corse, et réuni à la commune d'Ajaccio, canton d'Ajaccio, même arrondissement.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Afin de rectifier, sur un point, la limite qui sépare le territoire des communes d'Ajaccio et d'Eccica-Suarella (Corse), il est nécessaire de distraire de cette dernière commune, pour les réunir à la première, 5 hectares de terrains connus sous le nom de l'Isolo.

Comme des renseignements incomplets avaient donné lieu de supposer que les deux communes dont il s'agit dépendaient du même canton, celui d'Ajaccio, il avait été statué sur cette rectification de limite, par une ordonnance royale en date du 13 février 1845.

Au moment de la mettre à exécution, on a reconnu que la commune d'Eccica-Suarella dépen-

daît du canton de Bastelica, et par conséquent que l'affaire était du domaine du pouvoir législatif.

Pour réparer cette erreur, il a fallu remplacer, par une loi, l'ordonnance qui, dès lors, a dû être rapportée. Nous venons, après avoir pris les ordres du Roi, soumettre à votre approbation le projet dont je vais avoir l'honneur de vous lire le texte.

3^e PROJET,

TENDANT à réunir en une seule les communes de Bailleul et de Chavigny (Eure).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Les communes de Bailleul et de Chavigny, canton de Saint-André, arrondissement d'Évreux, département de l'Eure, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Chavigny.

ART. 2.

Les communes réunies par l'article précédent continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément, comme sections de communes, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales.

Les autres conditions de la réunion ordonnée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La commune de Bailleul, canton de Saint-André, arrondissement d'Évreux, département de l'Eure, a des revenus qui suffisent à ses dépenses les plus indispensables, mais son territoire n'a que 625 hectares; elle ne possède aucun édifice servant à usage public, et sa population n'est que de 182 habitants.

En la réunissant à la commune de Chavigny, qui, de son côté, n'a qu'une population peu considérable, puisqu'elle n'atteint pas le chiffre de 400 habitants, on formerait une municipalité des mieux organisées. Chavigny qui a 912 fr. de revenus, possède, en effet, tous les établissements publics qui manquent à Bailleul. Ces deux localités sont déjà réunies pour le culte et pour l'instruction publique, et les deux territoires joints ensemble offrent un périmètre des plus réguliers, renfermant un territoire peu étendu et où toutes les communications sont faciles.

Pour seule objection à une réunion si convenable, les conseils municipaux ont exprimé la crainte que la fusion administrative ne soit un motif de discorde entre les habitants. Les deux populations sont déjà unies par tant de rapports et par de si étroites liaisons qu'on ne saurait donner une bien grande valeur à une opposition ainsi formulée.

Aussi, toutes les autorités administratives et les conseils électifs d'arrondissement et de département n'ont-ils pas hésité à proposer comme une bonne mesure la réunion des communes de Bailleul et de Chavigny.

Nous avons dû prendre, en conséquence, les ordres du Roi, afin de soumettre à votre approbation le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous lire le texte.

4^e PROJET,

TENDANT à distraire la section du Coteau de la commune de Parigny (Loire), pour l'ériger en commune séparée.

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La section du Coteau, désignée sur le plan annexé à la présente loi par une teinte rose, est distraite de la commune de Parigny, canton de Perreux, arrondissement de Roanne, département de la Loire, et érigée en commune distincte. En conséquence, la limite entre les communes du Coteau et de Parigny, est fixée dans la direction indiquée audit plan, par les lettres X et Z.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction ordonnée

seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Nous venons présenter à la Chambre un projet tendant à former deux communes du territoire actuel de la commune de Parigny, canton de Perreux, arrondissement de Roanne, département de la Loire.

Les deux sections de la commune de Parigny que l'on propose de doter d'une administration municipale distincte ont chacune des intérêts divers, et renferment des populations qui n'ont entre elles d'autres relations que celles qui leur sont imposées par les exigences administratives.

L'une de ces sections, celle du Coteau, avoisinant la ville de Roanne, renferme une population qui possède toutes les habitudes urbaines et absorbe les ressources communales pour l'entretien de son pavé, de ses réverbères, de sa police, en sorte que la section de Parigny quoique possédant le chef-lieu, quoique donnant son nom à la commune, est réduite à un état d'infériorité dont la séparation peut seule la relever.

Il n'est donc pas étonnant que ce soit la section de Parigny qui ait demandé la séparation, préférant voir la commune perdre de son importance mais acquérir la liberté d'action dont la conservation de son annexe ne la laisserait jamais jouir.

L'utilité de la séparation a été reconnue par les commissions syndicales des deux sections, mais le conseil municipal de Parigny où dominant les habitants du Coteau ont émis un avis contraire, et ce fait achève de démontrer la suprématie qu'exerce la section urbaine du Coteau aux dépens de la section rurale de Parigny.

Cette distinction entre les deux territoires rend la disjonction tout à fait conforme aux principes administratifs, et comme les deux sections, quoique inégales en importance, ont l'une et l'autre une population suffisante pour la formation d'une municipalité, on peut sans inconvénient abandonner Parigny à ses seules ressources, et former du Coteau une commune florissante.

C'est ainsi qu'en ont jugé les autorités administratives et les conseils électifs d'arrondissement et de département, et c'est ce qui nous a décidé à prendre les ordres du Roi pour soumettre à votre approbation la mesure législative dont je vais avoir l'honneur de vous lire le texte.

5^e PROJET,

TENDANT à distraire la section de Saint-Louis de la commune de Lemberg (Moselle), pour l'ériger en commune séparée.

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

La section de Saint-Louis est distraite de la com-

mune de Lemberg, canton de Bitché, arrondissement de Sarreguemines, département de la Moselle, et érigée en commune dont le chef-lieu est fixé à Saint-Louis.

En conséquence, la limite entre les communes de Saint-Louis et de Lemberg est fixée dans la direction indiquée par la ligne rouge B C du plan annexé à la présente loi.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

Depuis plus de dix ans la section de Saint-Louis qu'administre la commune de Lemberg, département de la Moselle, est en instance pour obtenir son érection en commune.

Une manufacture, établie en 1768 dans cette section, en a rapidement accru l'importance, et ce qui n'était jadis qu'une simple ferme est devenu un village peuplé de 630 habitants et déjà pourvu d'église, de presbytère et de maison d'école.

Il est vrai que toute cette population se trouve sous la dépendance des propriétaires de la fabrique, également possesseurs du territoire entier de la

section, et que cette circonstance a longtemps fait hésiter à créer une commune où l'autorité municipale pourrait ne pas être librement constituée, ni tout à fait indépendante dans son action, mais ces difficultés, que la sagesse de l'administration parviendra sans aucun doute à amoindrir, ont dû céder devant les graves motifs qui commandent la séparation des deux territoires de Saint-Louis et de Lemberg.

Depuis que l'ancienne ferme est devenue une manufacture, ses intérêts se sont trouvés entièrement séparés de ceux de la commune restée agricole. La division s'est même glissée parmi les deux populations; et, pour assurer la marche régulière de l'administration aussi bien que pour veiller au maintien du bon ordre parmi ses nombreux ouvriers, il importe que Saint-Louis, qui a toute l'importance d'une commune, en ait aussi toute l'autorité.

Les administrateurs, les conseils électifs d'arrondissement et de département ne cessent de réclamer chaque année l'exécution de cette mesure. Il résulte de leurs rapports qu'on ne saurait la différer plus longtemps. Nous venons donc recourir à l'intervention du pouvoir législatif pour vaincre la résistance du conseil municipal de Lemberg. Cette commune conservera un territoire de 541 hectares, 1.912 habitants, 120 fr. de centimes additionnels, et peut, sans inconvénient, céder la section de Saint-Louis.

Voici, Messieurs, le texte du projet de loi que

le Roi nous a chargé de soumettre à vos délibérations.

6^e PROJET,

TENDANT à distraire la commune de Vielle-Adour du canton de Tournay, pour la réunir au canton de Tarbes sud (Hautes-Pyrénées),

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE UNIQUE.

La commune de Vielle-Adour est distraite du canton de Tournay, arrondissement de Tarbes, département des Hautes-Pyrénées, et réunie au canton de Tarbes (sud), même arrondissement.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La circonscription des cantons de Tarbes (sud) et de Tournay (Hautes-Pyrénées), a été jugée susceptible d'une rectification qui améliorera la position d'une des communes de ce dernier canton.

Par sa situation topographique, la commune de Vielle-Adour devrait en effet être entièrement indépendante du canton de Tournay. Outre qu'elle est fort éloignée de ce chef-lieu, elle n'est pas située dans le bassin de l'Arros qui en forme le territoire, mais au contraire, elle est, comme Tarbes, dans la même plaine qui forme le bassin de l'Adour,

en sorte que le périmètre de cette commune constitue une véritable enclave par rapport au canton de Tarbes (sud).

Les inconvénients de cette circonscription territoriale ont donné lieu aux incessantes réclamations des habitants de Vielle-Adour, et c'est pour y satisfaire que les autorités administratives et la majorité des conseils électifs qui ont été consultés ont proposé de réunir la commune de Vielle-Adour au canton de Tarbes (sud).

Cette commune n'a que 642 habitants; ce changement est donc sans importance pour le canton de Tournay qui renferme près de 12.000 habitants. Au reste, toutes les autorités judiciaires ont approuvé l'opération.

Le Roi nous a en conséquence chargé de soumettre à votre approbation le projet de loi dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture.

7^e PROJET,

TENDANT à distraire la section d'Escondaux de la commune de Rabastens (département des Hautes-Pyrénées), pour l'ériger en commune séparée.

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Le territoire du hameau d'Escondaux est distrait de la commune de Rabastens, canton de Rabastens, arrondissement de Tarbes, département des Hau-

tes-Pyrénées, et érigée en commune dont le chef-lieu est fixé à Escondaux.

En conséquence, la limite entre les communes d'Escondaux et de Rabastens est fixée dans la direction indiquée par le liseré rouge du plan annexé à la présente loi.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La commune de Rabastens, département des Hautes-Pyrénées, administre la section d'Escondaux, située à six kilomètres de son chef-lieu, et qui, par sa position topographique, devrait en être tout à fait distincte, car les deux territoires de Rabastens et d'Escondaux ne sont unis que par une pointe de terre extrêmement étroite.

Cette circonscription territoriale a été reconnue vicieuse, elle nuit à la marche régulière de l'administration; elle prive les habitants d'Escondaux des principaux avantages qu'ils seraient en droit d'attendre d'une association communale, elle excite l'animosité entre les populations dont une partie

regarde ses intérêts comme sacrifiés, et l'on aurait sans aucun doute fait droit depuis longtemps aux incessantes demandes d'Escondaux, si la population de ce lieu n'avait paru bien faible pour en former une commune.

Le chiffre de cette population n'est que de 250 âmes, et c'est là l'unique objection que l'on puisse faire au projet. Toutefois cette considération paraîtra moins grave, si l'on se reporte à la situation des communes du département où la population n'est pas plus nombreuse, et parmi lesquelles Escondaux sera comptée au rang des municipalités florissantes. Cette section d'ailleurs possède des biens communaux, des établissements publics, 340 francs de revenus ordinaires, tous les éléments en un mot, d'une administration régulière.

A l'exception du conseil municipal de Rabastens (dont l'opposition ne saurait arrêter, car cette commune a 1.582 habitants et près de 4.000 francs de revenus), tous les avis ont été favorables à la séparation.

Nous avons donc cru devoir prendre les ordres du Roi et soumettre à vos délibérations le projet de loi dont voici le texte.

8^e PROJET,

TENDANT à réunir à la commune de Châtellerault une partie du territoire de la commune de Naintré (Vienne).

LOUIS-PHILIPPE, etc.

ARTICLE PREMIER.

Le territoire indiqué par une teinte verte sur le plan annexé à la présente loi, est distraitt de la commune de Naintré, canton et arrondissement de Châtellerault, département de la Vienne, et réuni à la commune de Châtellerault. En conséquence, la limite entre les deux communes de Châtellerault et de Naintré, est fixée suivant le tracé de la ligne ponctuée cotée A B C sur ledit plan.

ART. 2.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage et autres qui pourraient être respectivement acquis.

Les autres conditions de la distraction prononcée seront, s'il y a lieu, ultérieurement déterminées par une ordonnance du Roi.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS LES PAIRS,

La commune de Naintré, département de la Vienne, a un territoire fort étendu et dont quelques parties ont donné lieu à des rectifications de limite déjà opérées par des actes législatifs d'une

date encore récente. Nous venons soumettre à votre approbation une nouvelle rectification qui tend à faire passer une portion du territoire de cette vaste commune sur le territoire de la commune de Châtellerault.

La portion qu'il s'agit de distraire n'a que 57 hectares et ne produit que 69 francs de revenus, ce qui diminuera faiblement l'importance de Naintré dont le territoire a 3.260 hectares, et dont les revenus ordinaires s'élèvent à 1.197 francs. Aussi l'opposition de cette commune n'est pas sérieuse. Il n'en est pas de même de la part des 337 habitants compris dans le territoire à distraire et qui redoutent le changement parce qu'il les soumettra aux charges de la ville.

Mais il faut considérer que ces habitants sont tous sortis de Châtellerault, qu'ils tiennent encore à la ville par leurs relations, leurs intérêts, leurs occupations journalières; tandis qu'éloignés de 8 kilomètres de Naintré, ils échappent à toute surveillance de la part de cette municipalité pour laquelle ils ne sont qu'une annexe fort onéreuse; car cette agglomération a des habitudes urbaines qui occasionnent à la commune des dépenses hors de proportion avec les ressources qu'elle lui procure. Il suffit de jeter les yeux sur le plan des lieux pour reconnaître que ce petit territoire forme un véritable faubourg de Châtellerault élevé autour de la manufacture d'armes que possède cette ville, et naturellement séparé, par une vaste forêt, de la partie habitée du territoire de Naintré.

Toutes ces considérations ne laissent pas de

doutes sur la convenance et sur l'opportunité du projet qui a été unanimement approuvé par les autorités administratives et par tous les conseils électifs à l'exception, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, du conseil municipal de Naintré.

Voici, Messieurs les Pairs le texte du projet.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 16 mai 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le comte BEUGNOT, au nom
d'une commission spéciale* chargée de l'examen du
Projet de loi relatif aux livrets des ouvriers.

MESSIEURS,

Lorsqu'au commencement de ce siècle le génie
puissant qui régissait les destinées de la France
entreprit de replacer les intérêts matériels de la
société sous l'empire de ces principes de justice et
d'ordre sans lesquels ils ne peuvent prospérer, son
attention, dirigée par les conseils d'un Ministre
habile et expérimenté (1), se fixa sur la nécessité
d'établir une bonne police au sein des manufac-
tures et des ateliers, et de déterminer avec pré-
cision et équité les obligations entre les ouvriers
et ceux qui les emploient. La loi qui fut le fruit de

* Cette commission était composée de MM. le baron GIROD (de
l'Ain), le président FRANCE CARRÉ, le comte BEUGNOT, le président
BOULLET, PATUREL, le comte d'HAUBERSART, le marquis DE LAPLACE.

(1) Chaptal.

cette pensée a satisfait pendant de longues années aux besoins de l'industrie; mais les temps ont changé. La France a reporté son ardeur naturelle vers les travaux et les arts de la paix; elle a cherché et ouvert à son profit des sources nouvelles de richesse et de gloire, et son activité, couronnée déjà par des succès qui lui en assurent de nouveaux, a rendu insuffisantes les lois et les institutions industrielles créées pour des jours qui sont loin de nous. En ce moment le devoir est imposé au législateur, non pas de renouveler complètement ces lois, car leur principe est plein de sagesse et de prudence, mais de les reviser, de les perfectionner, de les mettre en harmonie avec les mœurs et la situation économique de notre époque.

Le projet de loi dont nous allons vous entretenir a été inspiré par cette considération. Son but est de donner aux dispositions de la loi du 22 germinal an 11, relatives aux livrets des ouvriers, des développements rendus indispensables par les progrès chaque jour plus grands de l'industrie nationale, comme par l'accroissement considérable de la population manufacturière, et qui assureront le maintien des bons et loyaux rapports entre les maîtres et les ouvriers, sans recourir à aucune mesure qui puisse paraître vexatoire ou gênante aux uns ni aux autres.

Le contrat qui unit, pour un temps plus ou moins long, l'ouvrier au maître doit être débattu et conclu librement, sous la seule influence du prix courant de la main-d'œuvre, mais les intérêts particuliers de l'un et de l'autre, d'accord avec

l'intérêt général, s'opposent à ce que l'ouvrier quitte le maître avant l'expiration du temps pour lequel il s'est engagé, ou avant d'avoir terminé l'ouvrage qu'il a entrepris. L'ancienne législation française sanctionnait cette règle, qui est admise au surplus par la loi de tous les pays.

Les statuts des communautés d'arts et métiers, et diverses ordonnances imposaient aux garçons et compagnons l'obligation de prendre de leurs maîtres une permission écrite, ou congé, afin de pouvoir justifier qu'ils les quittaient de leur plein gré, et après avoir rempli tous leurs engagements. Les mêmes actes défendaient aux maîtres, sous peine d'amende et quelquefois d'interdiction temporaire de la maîtrise, de suborner les compagnons des autres maîtres, de les retirer chez eux, ou de les garder à leur service, sans un congé par écrit.

Les lettres patentes du 2 janvier 1749 qui réglèrent uniformément cette matière, défendirent aux compagnons et ouvriers de quitter une fabrique sans avoir obtenu un congé exprès et par écrit, à peine de cent livres d'amende; aux fabricants de prendre à leur service aucuns compagnons et ouvriers ayant travaillé chez d'autres de leur état et profession, sans qu'il leur soit présenté un congé par écrit des maîtres qu'ils auraient quittés, à peine de trois cents livres d'amende pour chaque contravention et de tous dépens, dommages et intérêts.

L'édit du mois d'avril 1777 réorganisa les communautés d'arts et métiers, dans les villes du ressort du Parlement de Paris, et remit ces disposi-

lions en vigueur, mais comme il assujettissait les ouvriers à des obligations trop rigoureuses, son exécution demeura incomplète.

Les lettres patentes du 12 septembre 1781 introduisirent la formalité du *livret* dans les termes suivants : « Voulons que lesdits ouvriers aient un « *livre* ou cahier, sur lequel seront portés succes-
« sivement les différents certificats qui leur seront
« délivrés par les maîtres chez lesquels ils auront
« travaillé, ou par le juge de police. » Cette loi, fondée sur la considération suivante que « rien n'est plus capable de faire fleurir les manufactures que le maintien du bon ordre entre les fabricants et les ouvriers, » imposait à ceux-ci, lors de leur arrivée dans une ville, l'obligation de se faire inscrire, par noms et surnoms, au greffe de la police, leur défendait de quitter leurs maîtres avant l'expiration de l'engagement, et, dans le cas d'engagement sans terme, avant d'avoir achevé leur ouvrage, remboursé les avances, et prévenu huit jours auparavant.

Les statuts des communautés reproduisirent, en les appliquant à chaque fabrique, ces utiles et sages prescriptions. Telle était la législation relative au livret des ouvriers quand la révolution éclata.

Les lois des 2-17 mars 1791 et 14-17 juin de la même année ne supprimèrent pas formellement l'obligation imposée aux ouvriers de se munir d'un livret; mais en proclamant la liberté absolue de l'industrie, en anéantissant, sans les remplacer par aucune autre institution, les maîtrises et ju-

randes, elles montrèrent que l'intention du législateur était qu'à l'avenir l'autorité publique n'intervînt plus en aucune façon dans les relations qui s'établissent entre les maîtres et les ouvriers. Si l'usage du livret se conserva encore dans quelques professions, en dépit du silence de la loi et de l'insouciance de l'autorité publique, ce fut volontairement, et nous ne pouvons voir dans une semblable persistance qu'un témoignage de plus en faveur de cet usage.

La loi du 22 germinal an 11 relative aux manufactures, fabriques et ateliers, qui fut rendue dans l'intention de ranimer l'industrie en rappelant dans son sein le bon ordre et le respect des engagements, sans contrarier la libre concurrence des travailleurs, décida que nul individu employant des ouvriers ne pourrait recevoir un apprenti sans congé d'acquit, sous peine de dommages-intérêts; que nul ne pourrait, sous la même peine, employer un ouvrier s'il n'était porteur d'un livret revêtu du certificat d'acquit de ses engagements, délivré par le maître de chez lequel il sortait.

La loi abandonna au Gouvernement le soin de déterminer, de la manière prescrite pour les règlements d'administration publique, la forme des livrets et les règles à suivre pour leur délivrance, leur tenue et leur renouvellement. En conséquence, un arrêté des Consuls, daté du 9 frimaire an 12, qui régit encore cette matière, fixa avec une justesse et une prévoyance auxquelles nous ne pouvons trop rendre hommage, tout ce qui se

rapporte à la tenue du livret, à l'inscription qui doit y être faite des congés, aux obligations imposées à cet égard soit aux ouvriers, soit à ceux qui les emploient, ainsi qu'aux formalités à remplir pour obtenir un livret. Le droit de délivrer les livrets fut exclusivement réservé aux maires et à leur adjoints (1), autorisés, en outre, mais concurremment avec les commissaires de police, à donner le congé à l'ouvrier lorsque le maître ne saurait ou ne pourrait écrire, ou lorsqu'il serait décédé.

Cette législation était, nous aimons à le répéter, équitable et sage, et pendant longtemps elle produisit d'heureux effets; mais les accroissements de l'industrie, du commerce et par conséquent du nombre des ouvriers, révélèrent qu'elle recélait deux graves défauts, dont l'un aurait suffi à lui seul pour paralyser toute son action, si elle n'avait pas trouvé dans la force de l'habitude un auxiliaire puissant; nous voulons parler de l'absence de sanction pénale. La loi de l'an 11 et l'arrêté de l'an 12 interdisent bien au maître de recevoir un ouvrier qui n'est point porteur d'un livret revêtu du congé de son dernier maître, et ont soin d'imposer à tout ouvrier l'obligation de se pourvoir d'un livret; mais ces actes législatifs ne prononcent aucune peine pécuniaire ni corporelle contre les infractions à la double prescription, que nous venons de rappeler, d'où il suit que l'exécution qu'ils reçoivent

(1) Articles 2. Cf. article 68 du décret impérial du 11 juin 1809, portant règlement sur le conseil des prud'hommes.

vent est encore aujourd'hui purement volontaire et due en grande partie à l'intérêt des maîtres, éclairés par les conseils et les efforts de l'administration. On peut d'autant moins se rendre compte de l'omission que présente la loi de l'an 11, que l'édit de 1749 n'avait pas négligé de placer ses injonctions sous l'égide d'une pénalité suffisante.

Le décret du 3 janvier 1813, sur l'exploitation des mines, assujettit les ouvriers employés dans ces établissements à se munir d'un livret et interdit aux exploitants de recevoir ceux qui ne seraient pas porteurs de livrets en règle, le tout à peine d'une amende de 100 à 500 francs et d'un emprisonnement. Ce décret ne rendit que plus évidente l'insuffisance de la loi de l'an 11, et le préfet de police à Paris (1), ainsi que les maires, dans plusieurs villes manufacturières, ont cherché à se prévaloir de la loi du 16-24 août 1790 pour appliquer une amende aux fabricants qui emploient des ouvriers sans livret ou sans congés d'acquit; mais la Cour de cassation a vu un excès de pouvoir dans les arrêtés pris par ces magistrats (2). Le législateur doit donc intervenir pour rendre la loi sérieusement exécutoire.

Le second défaut de cette loi est de restreindre l'obligation du livret aux ouvriers travaillant dans les manufactures, fabriques et ateliers, sans permettre à l'administration de l'étendre au delà d'un cercle où, en 1803, étaient sans doute comprises

(1) Ordonnances des 1^{er} avril 1831 et 30 décembre 1834.

(2) Arrêt du 22 février 1840.

les plus importantes professions industrielles, mais qui aujourd'hui ne contient à vrai dire que quelques-unes d'entre elles. Plusieurs professions que la loi de l'an 11 ne désigne pas ont adopté de leur propre mouvement l'usage du livret, d'autres regrettent de ne pouvoir y astreindre leurs ouvriers et sollicitent en vain pour y parvenir l'appui de l'autorité publique, qui, selon nous, a interprété le mot *ateliers* dans un sens trop restrictif.

Le Gouvernement forma, il y a quelques années, le projet de refondre, de compléter et d'approprier aux usages actuels les différentes dispositions de la loi de l'an 11; mais avant de présenter aux Chambres un projet sur la matière des livrets, il voulut s'éclairer de toutes les lumières, interroger tous les intérêts, vérifier tous les faits; en conséquence, les conseils généraux de département, les chambres de commerce, les chambres consultatives, les conseils de prud'hommes ont été entendus. Dans leur dernière session (1841-1842), les conseils généraux d'agriculture, des manufactures et du commerce ont également exprimé leur opinion; et ce n'est qu'après un examen long et approfondi des résultats de cette enquête, que les dispositions dont nous venons vous proposer l'adoption, ont été arrêtées.

De ces dispositions, les unes sont purement réglementaires et tirées en partie de l'arrêté de l'an 12. Celles-ci, dont une expérience de plus de quarante années a suffisamment montré l'utilité, n'ont pas fixé longtemps l'attention de vos commissaires, qui s'est portée principalement sur les

dispositions essentielles du projet, c'est-à-dire sur celles qui se rapportent soit aux professions industrielles qu'il convient de soumettre aux obligations créées par la loi, soit à l'usage qui sera fait du livret, soit enfin à la juridiction appelée à prononcer entre le maître et l'ouvrier en cas de contestation sur la remise de ce livret.

Le projet de loi astreint à l'usage du livret les ouvriers de l'un et l'autre sexe employés dans les manufactures, fabriques, usines, mines, carrières, chantiers, ateliers et exploitations rurales, ou travaillant pour ces établissements. De plus, l'article 13 (9 du Gouvernement) attribue à l'administration la faculté d'étendre, par des ordonnances royales, l'application des dispositions de la loi à des établissements autres que ceux qui sont mentionnés en l'article 1^{er}.

Cette énumération est, comme on le voit, très-étendue; car le mot *ateliers* qui termine la nomenclature désigne, dans sa véritable acception, un lieu quelconque où travaillent réunis des ouvriers de l'un ou de l'autre sexe; elle comprend en outre les ouvriers *travaillant pour les établissements industriels*, c'est-à-dire chez eux, pour un ou plusieurs maîtres; enfin des ordonnances du Roi pourront soumettre au régime du livret certaines professions qui, par un mode d'existence spécial, échapperaient au vaste dénombrement donné par la loi.

La commission approuve le principe de l'extension du livret, et si elle croit devoir vous proposer d'apporter quelques restrictions aux dispositions

de l'article 1^{er}, c'est qu'elle a reconnu que pour certaines classes d'ouvriers l'usage du livret serait inutile ou impraticable.

Mais avant de faire connaître les motifs sur lesquels s'appuient ces restrictions, il importe de dissiper toute incertitude sur le sens du mot *ouvriers*, qui est en quelque sorte le point de départ de la loi.

L'arrêté du 9 frimaire an 12 oblige à se pourvoir d'un livret les seuls ouvriers qui travaillent en qualité de *compagnons* ou de *garçons*; elle dispense donc par cela même de cette obligation les chefs d'ateliers, les contre-maitres, les ouvriers patentés et les apprentis; mais le projet de loi actuel emploie le mot *ouvriers* dans un sens absolu, faut-il en conclure que les personnes exemptées précédemment du livret y seront désormais soumises? Il est aisé de montrer que les deux textes qui viennent d'être rapprochés diffèrent en apparence plus qu'en réalité.

Les chefs d'ateliers, comme leur désignation l'indique, sont des entrepreneurs d'ouvrage; ils ont des compagnons sous leurs ordres et ne peuvent en aucune façon être regardés comme des ouvriers. Les contre-maitres surveillent, dirigent, commandent les ateliers; ils ne sont pas plus des ouvriers que des officiers ne sont des soldats. Ces deux classes d'artisans ne seront donc pas, dans le système de la loi nouvelle, assujetties à l'obligation du livret. Nulle difficulté sur ce point.

Les ouvriers travaillant pour les établissements industriels indiqués en l'article 1^{er} seraient en vertu

du projet de loi soumis au livret; mais les ouvriers qui travaillent chez eux pour un fabricant, un manufacturier, un entrepreneur quelconque, et non pour leur propre compte, qui n'ont ni compagnons, ni apprentis, ni boutique, ni enseigne, ne paient point de patente (1), donc la loi n'imposera pas le livret à l'ouvrier patenté.

Les apprentis échappent également aux dispositions du projet du Gouvernement, car ils ne sont pas encore de véritables ouvriers; mais nous proposons, par des raisons dont nous ferons comprendre ailleurs la gravité, de les soumettre au livret.

On voit donc que toutes les personnes, les apprentis exceptés, qui étaient dispensées du livret sous l'empire de la loi de l'an 11, le seront encore sous le régime de la loi nouvelle.

Cette explication étant donnée, disons pourquoi la commission propose de modifier dans un sens restrictif l'article 1^{er} du projet du Gouvernement.

La crainte de trop agrandir le domaine d'une loi qui, aux yeux de quelques personnes, semble devoir être gênante pour le maître aussi bien que pour l'ouvrier, n'est point la pensée à laquelle nous avons obéi, parce que nous savons distinguer les appréhensions légitimes des terreurs imaginaires. Il n'est pas en effet de manufacturier, de fabricant, de chef d'un établissement industriel, grand ou petit, qui ne regarde comme un avantage

(1) Loi du 25 avril 1844, article 13, § 6.

réel, de pouvoir acquérir, au prix de quelques formalités faciles à remplir, des notions indirectes, mais certaines cependant, sur l'aptitude et les antécédents de l'ouvrier qui se présente pour travailler dans ses ateliers. S'il repousse un ouvrier porteur d'un livret qui accuse peu d'ordre, peu de régularité dans le travail, peu d'égalité dans les habitudes, on ne pourra lui reprocher ni dureté ni injustice; s'il accueille, au contraire, et traite avec faveur un ouvrier porteur d'un livret honorable, nul n'osera l'accuser de caprice et de partialité; dans l'un comme dans l'autre cas, la preuve de son équité sera écrite et visible. A l'égard de l'ouvrier, l'utilité du livret n'est pas moindre. Ne considérer le livret que comme une mesure d'ordre, introduite par la police, au seul profit des maîtres, c'est en avoir une idée incomplète et fausse, qui ne résiste pas au plus léger examen. S'il était possible de créer une institution qui procurât à chaque ouvrier un appui, un guide, un protecteur qui, dans les jours où le travail est rare, le recommandât chaudement aux maîtres, et dans ceux où il abonde ne cessât de lui donner de bons et sages conseils, assurément cette institution honorerait le législateur qui en aurait conçu et réalisé la pensée. Or, en réfléchissant un peu, ne trouve-t-on pas que le livret, dont on a cherché à effrayer les classes laborieuses, est précisément cet ami, ce conseiller, ce patron dont nous venons de parler? Pour voir ouvrir devant lui les portes d'une manufacture ou d'un atelier, l'ouvrier habile, laborieux, rangé,

n'a pas besoin de recourir à de longues démarches ou à d'humiliantes suppliques, il présente avec un louable orgueil son livret et est admis. Ce livre, composé de quelques feuillets, sera pour lui une sorte de décoration, dont il pourra d'autant plus se montrer fier, qu'il l'aura obtenue par son travail et sa bonne conduite, sans le secours de la faveur. Et ne craignez pas qu'un livret qui attestera moins d'exactitude, moins de fidélité à tenir les engagements conclus, moins d'ordre et d'économie, devienne pour l'ouvrier un signe flétrissant et indélébile qui, en fermant tous les ateliers devant lui, le conduira au désespoir ou au crime; non, il est interdit, aujourd'hui par la coutume, et il le sera plus tard par l'ordonnance royale, du moins nous en formons le vœu exprès, aux maîtres d'écrire sur un livret aucune note désavantageuse pour l'ouvrier; et celui-ci, s'il veut se corriger et rentrer dans la bonne voie ne trouvera jamais son livret comme un obstacle placé contre sa ferme résolution de devenir meilleur. Si l'usage du livret était sans nul profit pour les maîtres, il ne faudrait pas moins l'adopter, nous le déclarons hautement, dans l'intérêt des ouvriers, au bon sens et à la raison desquels nous nous en rapporterions volontiers sur ce point.

Cependant un certain nombre d'ouvriers de Paris, appartenant à diverses professions, ont présenté à la Chambre une pétition qu'elle nous a renvoyée, et où le livret est dénoncé comme une obligation blessante pour la dignité de l'ouvrier, qu'elle maintient dans la dépendance du maître et sous la sur-

veillance perpétuelle de la police, en l'assujettissant à des démarches répugnantes et à des tracasseries sans nombre. Il y a peu de chose à répondre à de semblables exagérations, inspirées et très-probablement dictées par de prétendus amis des classes laborieuses qui ne connaissent ni leurs besoins réels ni leurs véritables pensées. Nous nous contenterons de faire observer que le projet de loi ne prescrit l'intervention du magistrat municipal que quand il s'agit de délivrer le livret ou de résoudre une difficulté relative à la remise du livret par le maître à l'ouvrier; et il suffit de connaître l'esprit dans lequel ce projet a été rédigé, ou seulement de lire le texte de ses dispositions, pour demeurer convaincu que personne ne songe à imposer à l'ouvrier l'obligation de faire viser son livret par le magistrat de police chaque fois qu'il changera d'atelier. Si dans la Capitale, si dans quelques grandes villes manufacturières, le maintien du bon ordre au sein de nombreuses agglomérations d'ouvriers a nécessité, dans des circonstances difficiles, l'adoption de quelques mesures de police particulières, nous ne croyons pas, ainsi que nous aurons l'occasion de le démontrer bientôt, qu'il soit utile de conserver des prescriptions qui, en ne fournissant à l'administration que des moyens inefficaces de surveillance, n'en suscitent pas moins des plaintes nombreuses et vives.

D'accord avec le Gouvernement sur la nécessité de faire de l'usage du livret la règle commune des classes ouvrières, la commission n'a cependant pas cru qu'il fût avantageux d'étendre les obligations

du projet de loi aux ouvriers employés dans les exploitations rurales, non plus qu'aux ouvriers travaillant hors des établissements d'industrie, pour plusieurs maîtres, et que l'on désigne dans les villes sous la dénomination d'*ouvriers en chambre*. Nous allons exposer les motifs de cette opinion.

Plusieurs conseils généraux ont depuis longtemps sollicité pour l'agriculture la garantie du livret. L'industrie, la fabrique, disaient-ils, font usage du livret ; tous, maîtres et ouvriers, s'en trouvent bien ; pourquoi l'agriculture ne pourrait-elle pas user de la même faculté ? On lui doit parité d'avantages. A l'appui de cette demande, des considérations puissantes, que nous rappellerons en peu de mots, ont été présentées.

Les ouvriers ruraux pouvant trouver à se placer sans rapporter la preuve écrite qu'ils ont rempli leurs engagements antérieurs, prennent ou se font donner congé dans le temps où le fermier a le plus besoin de leurs services, au moment des semailles, de la moisson, des vendanges. Toute mesure qui aura pour effet de combattre la disposition de ces ouvriers à changer trop facilement de maître et de résidence, tournera au profit de l'agriculture. Elle ne servira pas moins les intérêts de l'industrie ; car on a remarqué que, quand un ouvrier dérangé et sans probité voit son livret chargé d'avances que son maître lui a faites, il embrasse, pour quelque temps, une profession où le livret n'est pas exigé, plus particulièrement l'agriculture, et après s'être ainsi dérobé aux recherches de son créancier, il se fait délivrer un nouveau livret et reprend son

premier métier. De telles fraudes, faciles à commettre, impossibles aujourd'hui à prévenir ou à réprimer, blessent les intérêts des maîtres, et, ce qui est plus regrettable encore, corrompent les habitudes d'un grand nombre d'ouvriers.

Pour apprécier le mérite de ces observations, il faut se rendre compte exactement de la situation des ouvriers ruraux.

Il existe, dans chaque ferme, deux classes de travailleurs : les uns sont engagés, en certains pays, à l'année, mais généralement pour un temps indéterminé, tels sont les bergers, les charretiers, les gens de labour, les valets de ferme, etc. ; les autres, simples journaliers, louent leur travail au moment des moissons ou de la vendange, quand le fermier a besoin pour son exploitation d'un plus grand nombre de travailleurs. Ceux-là restent dans la ferme, comme de véritables domestiques, ceux-ci ne font, pour ainsi dire, qu'y apparaître. Il est impossible de songer à assujettir à l'obligation du livret ces moissonneurs, qui parcourent, en bandes nombreuses, les différentes provinces de la France, et souvent même affluent de l'étranger, car la vie nomade de ces ouvriers et la nature des engagements qu'ils contractent rendraient, à leur égard, la garantie du livret complètement illusoire. Et cependant il faut reconnaître que c'est dans leurs rangs que vont se cacher les ouvriers dont il a été parlé précédemment, qui abandonnent l'industrie et passent dans l'agriculture pour dissimuler la violation de leurs engagements et échapper aux poursuites de leurs anciens maîtres. Quel que soit

notre désir de combattre l'abus partout où il se montre, nous ne croyons pas devoir, dans l'unique espérance de réprimer quelques fraudes, imposer à une population errante des obligations qui n'ont pas été créées pour elle, et auxquelles, d'ailleurs, il serait véritablement impossible de l'assujettir, si, comme cela n'est pas douteux, elle en repoussait le fardeau.

Les valets de ferme sont, comme le mot l'indique, beaucoup moins des ouvriers que des domestiques. L'article 15 de la loi du 22 germinal an 11, qui limite la durée de l'engagement de l'ouvrier à un an, ne leur est point applicable; ils vivent sous le même toit que le fermier, mangent ordinairement à sa table, et ont avec lui des rapports si fréquents, si intimes, si variés, qu'il ne faut pas croire que le livret dispensât un fermier quelque peu éclairé sur ses intérêts, de s'enquérir soigneusement de l'honnêteté, du savoir-faire et des antécédents du serviteur qui se présenterait à lui. Le livret ne devant contenir aucune mention défavorable pour celui qui en est porteur, et ne pouvant pas non plus attester l'acquit des engagements, puisqu'un domestique de ferme ne s'engage d'ordinaire ni à temps ni à la tâche, n'apprendra rien autre chose au fermier que le nom de l'ancien maître et la durée du temps où le domestique est resté au service de ce dernier. Or, quel est le fermier qui accueillerait un valet dans sa ferme avant de s'être éclairé sur de tels faits? Est-il nécessaire que la loi intervienne là où l'intérêt privé est si vivement éveillé? Nous l'avons d'autant moins

pensé qu'il est évident que la loi, dont les prescriptions sont nombreuses et sévères, resterait inappliquée dans les campagnes, ou, ce qui ne vaudrait pas mieux, ne le serait qu'accidentellement et au gré du caprice et de la mauvaise humeur d'un agent de la force publique. L'article 4 du projet de loi impose à tout maître, sous peine d'amende et même d'emprisonnement, de tenir un registre sur lequel il doit inscrire l'entrée et la sortie de ses ouvriers. Peut-on se flatter que les fermiers qui n'ont pas à surveiller, comme les chefs d'établissements industriels, un mouvement continu d'ouvriers dans leurs fermes, tiendront exactement ce registre, dont ils ne comprendront pas plus l'utilité pour eux que pour leurs domestiques ?

Soumettre au livret les ouvriers de l'agriculture est, au premier aspect, une idée qui paraît simple et juste; mais en l'approfondissant on n'a pas de peine à reconnaître qu'elle rencontrerait dans son exécution des obstacles que ne balancerait pas une utilité bien démontrée.

Le projet du Gouvernement impose d'une manière générale l'obligation du livret aux ouvriers travaillant *pour* les établissements mentionnés en l'article 1^{er}, c'est-à-dire aux ouvriers qui travaillent chez eux pour le compte d'un ou de plusieurs maîtres. Par là se trouve soulevée, mais non résolue, une question grave, celle de savoir s'il est possible de soumettre au régime du livret une classe d'ouvriers très-nombreuse dans les villes, celle des *ouvriers en chambre*. Le projet de loi ne con-

tient aucune disposition spéciale pour ces artisans, et cependant il est facile de comprendre qu'on ne peut les assimiler aux ouvriers travaillant en commun dans des ateliers. La commission a essayé d'achever ce que le Gouvernement avait entrepris, et de placer, à l'aide de quelques mesures exceptionnelles, les ouvriers en chambre sous l'empire de la règle commune à tous les ouvriers. Ses efforts ont été persistants, opiniâtres, mais infructueux.

Un ouvrier en chambre travaille habituellement pour plusieurs maîtres, lequel de ces maîtres conservera le livret ? Si on laisse le livret dans les mains de l'ouvrier, quelle garantie offrira-t-il de l'acquit de tous les engagements de ce dernier ? Comment imposer à un ouvrier qui travaille à la fois pour plusieurs maîtres l'obligation de ne prendre de l'ouvrage de l'un qu'après avoir rempli ses engagements envers l'autre ? Ordonnera-t-on à l'ouvrier d'avoir autant de livrets qu'il y a de maîtres qui l'emploient, ainsi que la loi de 1806 le prescrit pour les chefs d'ateliers de la ville de Lyon ; alors on entre dans un système différent de celui du livret ordinaire, système qui a ses avantages pour certaines industries particulières, que nous consacrons même par un article additionnel, mais qui ne peut convenir au plus grand nombre des ouvriers travaillant chez eux.

La commission, après avoir poursuivi sans succès la solution de ces questions et de quelques autres moins importantes, s'est décidée à dispenser les

ouvriers en chambre de l'obligation du livret, et elle a pris, nous devons le dire, ce parti sans en éprouver un regret bien vif; elle a pensé, en effet, que le livret, quand il n'atteste plus l'acquit des engagements de l'ouvrier, et il serait impossible qu'il en fût autrement du livret des ouvriers dont il est question, ne peut servir qu'à assurer le paiement des avances faites par les maîtres. Or, nous proposons de réduire à une somme peu élevée le maximum de la retenue à effectuer sur le salaire d'un ouvrier pour le paiement d'avances; n'est-il pas évident qu'un ouvrier domicilié et possesseur d'un mobilier offre aux personnes qui l'emploient des garanties morales et une solvabilité pécuniaire que le livret ne fournit pas toujours?

Ces objections, toutes - puissantes lorsqu'il s'agit d'ouvriers qui prennent de l'ouvrage de plusieurs maîtres, tels que les ouvriers bijoutiers, tailleurs, bonnetiers, cordonniers, etc., ne sont pas applicables à l'ouvrier qui travaille chez lui pour un seul chef d'établissement. Le livret de celui-ci peut rester sans difficulté entre les mains du patron, et toutes les dispositions de la loi qui sont la conséquence de ce dépôt deviennent, dans ce cas, d'une exécution facile. Le plus grand nombre des tisserands employés par les fabriques de Rouen, d'Amiens, de Saint-Quentin, de Sedan, etc., travaillent chez eux et sont soumis à l'obligation du livret ordinaire. Nous ne voulons rien changer à un régime qui n'offre que des avantages, et nous croyons même éclaircir la vé-

ritable pensée du Gouvernement en proposant de remplacer dans l'article 1^{er} les mots : *travaillant pour ces établissements* par ceux-ci : *travaillant chez eux pour un seul chef d'établissement*.

L'idée d'assujettir au livret les serviteurs à gages ou domestiques, ou tout au moins ceux qui sont attachés aux établissements où le public est reçu à prix d'argent, tels que les hôtels garnis, auberges, bains, cafés, cabarets, etc., paraît à des esprits éclairés une idée avantageuse dont le maintien du bon ordre intérieur et de la sûreté des familles réclame l'exécution. En effet, on comprend difficilement qu'une classe nombreuse de personnes qui, par la nature de leurs occupations et malgré un défaut trop souvent absolu d'éducation, sont associées à la vie intérieure et aux secrets les plus intimes des citoyens, demeurent libres de toute obligation légale et soumis simplement à l'appréciation si incertaine que font de leur fidélité et de leur zèle ceux qui veulent les employer. Dans quelques villes, l'autorité municipale s'est attachée à limiter l'indépendance absolue des serviteurs à gages; dans quelques autres d'anciens usages, conformes aux règles d'une police vigilante, se sont heureusement conservés; il n'en est pas moins vrai qu'on peut dire que les domestiques, en France, ne sont tenus de remplir aucune formalité légale quand ils entrent dans une maison ou quand ils en sortent.

Votre commission ne s'est pas crue obligée d'examiner dans toutes ses parties une question plus délicate qu'on ne semble le croire. Le projet

de loi dont nous nous occupons a pour objet unique les livrets des ouvriers, et l'on ne peut, en aucune manière, assimiler les domestiques aux ouvriers travaillant dans les ateliers. Il est, d'ailleurs, permis de douter que le livret fût, à leur égard, aussi efficace que certaines mesures d'ordre et de police sur lesquelles nous ne jugeons pas utile de nous étendre, parce qu'elles se trouvent longuement développées dans le décret du 3 octobre 1810, relatif aux personnes de l'un ou de l'autre sexe qui se mettent en service à Paris comme domestiques; décret dont les dispositions furent rendues applicables aux villes de 50.000 âmes et au-dessus, par celui du 25 septembre 1813. Ces deux actes auxquels appartient, vu l'époque où il furent promulgués, le caractère de lois, sont tombés, il est vrai, en désuétude, mais n'ont pas été abrogés, et le Gouvernement, s'il juge que la sécurité des citoyens le réclame, pourra leur rendre, sans recourir au législateur, l'autorité qu'ils ont perdue.

Tels sont les motifs qui portent la commission à restreindre le nombre des personnes auxquelles la loi sera applicable. Si plus tard les obstacles qu'elle a rencontrés disparaissent, si les habitudes des classes laborieuses qu'elle croit convenable de dispenser en ce moment de l'obligation du livret, viennent à se modifier, le Gouvernement, en vertu de l'article 13, élargira le cercle dans lequel nous jugeons utile de renfermer en ce moment l'action de la loi.

Si, d'un côté, la commission diminue le nombre

des ouvriers qui seront astreints au livret, d'un autre elle l'augmente beaucoup, en demandant que les apprentis y soient compris. Ici, les raisons sont claires, puissantes, nombreuses, et nous devons les exposer brièvement.

L'apprenti qui s'engage envers un maître pour apprendre sous lui le métier que celui-ci exerce, et auquel l'apprenti veut s'adonner, se trouve, à l'égard de ce maître, dans une position analogue à celle d'un ouvrier véritable; car il se forme entre lui et son patron un contrat synallagmatique qu'aucune des deux parties ne peut rompre à son gré. Si le livret est nécessaire pour assurer l'exécution ponctuelle des engagements de l'ouvrier, il ne le sera pas moins pour garantir l'accomplissement des obligations contractées par l'apprenti.

Autrefois, le patron et l'apprenti passaient, assez habituellement, par-devant notaire, un acte qu'on appelait *brevet d'apprentissage*, et qui contenait le temps que l'apprenti devait rester chez son maître, le prix qu'il donnait pour les frais de son apprentissage et les termes du paiement de ce prix; le patron, de son côté, s'engageait à nourrir et loger l'apprenti, à le traiter humainement, et à lui apprendre la profession qu'il exerçait.

La nouvelle législation n'a pas conservé le brevet d'apprentissage, mais elle a imposé le congé d'acquit à l'apprenti comme à l'ouvrier. Les articles 10 et 11 de la loi du 22 germinal an 11, sont ainsi conçus :

« ART. 10. Le maître ne pourra, sous peine de dommages-intérêts, retenir l'apprenti au delà de

son temps, ni lui refuser un congé d'acquit, quand il aura rempli ses engagements. »

« ART. 11. Nul individu employant des ouvriers ne pourra recevoir un apprenti sans congé d'acquit, sous peine de dommages-intérêts envers son maître. »

Puisque l'apprenti est soumis, par la législation existante, à l'obligation du congé d'acquit, sans la production duquel il ne peut trouver d'accès dans aucun atelier, la question se réduit à ces termes fort simples, de savoir s'il vaut mieux que ce congé soit écrit sur une feuille volante qu'inscrit dans un livret où il sera entouré de toutes les garanties que la loi accorde. Des motifs d'un ordre plus élevé dictent la réponse à cette question.

Le livret, nous l'avons déjà dit, exerce sur les idées, les habitudes et les mœurs de l'ouvrier, une heureuse influence; l'accoutume au respect de ses obligations, à la persévérance dans le bien, à l'économie, devient pour lui une source d'amélioration et un encouragement perpétuel. Le livret d'atelier est le principe et la sauvegarde du livret de caisse d'épargne. Si ce ne sont pas là des illusions, nous pouvons affirmer que le livret, utile pour tous les ouvriers, le sera plus particulièrement pour ceux qui, au début d'une carrière laborieuse, doivent s'accoutumer à une vie réglée, économe, prévoyante et apprendre à résister aux mauvaises excitations et aux exemples dangereux qui les pressent de toutes parts. L'état moral de la classe ouvrière laisse encore, par malheur, beau-

coup à désirer en France, et la sollicitude du législateur doit se porter vers ces nouvelles générations qui, sagement dirigées, peuvent fournir un jour à la société une foule de bons, d'honnêtes, de dévoués travailleurs. Nous ne croyons pas que le livret opère à lui seul une si désirable amélioration, mais nous sommes persuadés qu'en soumettant les apprentis aux dispositions de la loi, nous nous associerons efficacement aux généreux efforts de la charité privée, pour achever ou corriger l'éducation si imparfaite des jeunes ouvriers et assurer l'avenir d'une des classes de la société le plus digne d'intérêt.

Quelles objections pourrait-on opposer à une semblable proposition? Dira-t-on que l'âge des apprentis rend inapplicable à leur égard plusieurs dispositions du projet de loi? Nous déclarons qu'il nous est impossible de deviner quelles sont ces dispositions. La loi du 22 mars 1844 sur le travail des enfants dans les manufactures porte que les maires seront tenus de délivrer au père, à la mère ou au tuteur de l'enfant un livret semblable à celui des ouvriers (art. 6); et cependant un enfant peut être admis dans un établissement de ce genre dès l'âge de huit ans (art. 2), tandis que les enfants d'ouvriers n'entrent guère en apprentissage avant douze ou quinze ans. L'apprenti mineur non émancipé sera, conformément au droit civil, placé sous l'administration de son tuteur légal, qui le représentera dans tous les actes civils, prendra pour lui le livret, surveillera l'inscription des mentions prescrites. Si l'apprenti, cédant

à ce besoin de changer d'atelier et même de résidence qui est aujourd'hui le vice de cette classe de travailleurs, vice que corrigera l'usage du livret, se trouvait éloigné de ses père, mère ou tuteur, il ne devrait pas néanmoins être abandonné aux caprices de son maître. Nous proposons par l'article 42 de déclarer qu'en cas de contestation entre le chef de l'établissement et l'apprenti mineur non émancipé, si ce dernier est privé de l'appui de son tuteur légal, le conseil des prud'hommes et, dans les lieux où il n'en existe pas, le juge de paix, désignera un citoyen domicilié pour remplacer dans l'instance le tuteur légal de l'apprenti. Plusieurs associations charitables, fondées au sein des villes manufacturières pour donner des conseils et des secours aux jeunes apprentis, indiquent que le choix du magistrat sera toujours facile.

Toutes les dispositions du projet de loi relatives aux contestations entre le maître et l'ouvrier deviennent, par ce moyen, parfaitement applicables à l'apprenti; en un mot, les lois et la jurisprudence qui régissent le congé d'acquit de l'apprenti régiront son livret, avec cette différence que la législation dont nous parlons est à peu près tombée en désuétude, tandis que la loi que nous discutons porte en elle-même le gage de sa fidèle exécution. Il convient de reconnaître que le jeune ouvrier en apprentissage reçoit rarement des avances, et que les articles 7 et 8 du projet seront, le plus souvent, sans objet pour lui; mais tous les ouvriers n'en reçoivent pas, et nous sommes loin de le regretter. Nous cherchons en vain les motifs

qui pourraient faire repousser l'amendement que nous proposons à l'article 1^{er}, amendement fort simple et que les ordonnances royales développeront conformément aux règles de droit et aux usages établis.

Ajoutons que le conseil général du commerce a exprimé, dans sa session de 1841-1842, le vœu que l'obligation du livret fût étendue aux apprentis travaillant dans les manufactures, et que ce vœu a été reproduit, d'une manière plus générale, au sein de votre commission, par les membres du conseil des prud'hommes de Paris, qu'elle a entendus. Nous affirmons qu'il n'est pas un père de famille, ayant son fils en apprentissage, qui ne nous eût adressé la même prière.

Le projet de loi abandonne au Gouvernement le soin de fixer la forme des livrets et les règles à suivre pour leur délivrance, leur tenue et leur renouvellement; mais il en détermine l'usage avec précision. La commission adopte, quant au fond, les dispositions du projet sur ce point important.

Lorsqu'un ouvrier entre chez un chef d'établissement, celui-ci doit exiger la remise du livret et y inscrire la date de l'entrée de l'ouvrier (art. 2). On a demandé si le maître ne devrait pas, en vue des contestations qui pourraient s'élever entre lui et l'ouvrier, mentionner au livret la teneur des conventions qu'il a conclues avec ce dernier, et si de la sorte on ne préviendrait pas les inconvénients et les procès qu'enfante la coutume suivie par les petits fabricants, de ne contracter avec leurs ouvriers que des engagements verbaux. Nous pen-

sons que l'inscription sur le livret de la teneur des conventions serait contraire aux intérêts des ouvriers qui, lorsque le travail est rare, s'engagent temporairement pour un salaire modique, circonstance regrettable et dont le nouveau maître ne manquerait pas de se prévaloir quand il en trouverait la preuve dans le livret. Si l'engagement se fait selon l'usage des localités ou selon les règlements qui régissent les manufactures bien tenues, la mention au livret devient inutile; si, au contraire, cet engagement est assez important pour que les parties jugent prudent de le mettre par écrit, ne vaut-il pas mieux qu'il demeure particulier entre le maître et l'ouvrier?

Le chef d'établissement conservera entre ses mains le livret tant qu'il continuera d'employer l'ouvrier, et inscrira sur un registre spécial qu'il devra tenir à cet effet, les nom et prénoms de l'ouvrier, le nom et la demeure de son ancien maître, ainsi que le montant des avances dont l'ouvrier pourra être redevable à ce dernier (art. 4).

La commission s'est demandé s'il était juste de retirer à l'ouvrier son livret pour en rendre le maître dépositaire, et si l'obligation imposée à ce dernier de tenir un registre spécial ne serait pas pour les petits fabricants une formalité gênante, à l'observation de laquelle ils se plieraient difficilement.

La loi reconnaît l'égalité complète qui existe entre le maître et l'ouvrier quand ils arrêtent leurs engagements réciproques; cependant, comme on voit bien plus souvent un ouvrier quitter son

maître avant d'avoir achevé le travail convenu, qu'on ne voit un maître retenir un ouvrier contre son gré, la loi a dû tenir compte de ce fait; et, en ouvrant un recours facile à l'ouvrier si le maître refusait, sans motif légitime, de lui rendre son livret, elle a satisfait aux deux intérêts, dans la mesure dictée par l'équité et par l'expérience.

L'obligation imposée au maître de tenir un registre n'est pas moins facile à justifier, car ce registre est institué au profit du maître, de l'ouvrier et du créancier de ce dernier, c'est-à-dire des trois seules personnes que nous ayons en vue.

L'exécution fidèle de la loi veut que le chef d'établissement tienne une note exacte de tous les ouvriers qui entrent dans son atelier, sinon il échapperait aisément aux peines portées contre les maîtres qui emploient des ouvriers dépourvus de livret, aussi bien qu'à la responsabilité civile envers les anciens patrons de ces ouvriers. Le bon ordre des ateliers exige d'ailleurs que le chef d'établissement puisse toujours produire, soit à la justice, soit à l'administration, l'état des ouvriers qui travaillent sous ses ordres. De son côté, l'ouvrier, s'il vient à perdre son livret, pourra, à l'aide des registres tenus dans tous les ateliers où il a séjourné, recomposer sur un nouveau livret l'histoire de sa vie laborieuse. Des registres tels que celui dont la loi prescrit la tenue existent déjà dans tous les grands établissements industriels, et nous aimons à espérer que l'usage s'en répandra dans ceux d'un ordre inférieur, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'application des peines prononcées par la loi.

L'ouvrier qui a contracté un engagement ne peut exiger la remise de son livret avant d'avoir rempli cet engagement (art. 5). Cette disposition, rapprochée de celle qui interdit, sous une peine pécuniaire et corporelle, l'entrée de tout atelier à l'ouvrier privé de son livret, paraîtra peut-être rigoureuse; quelques réflexions prouveront qu'elle est équitable. L'ouvrier s'engage librement, en pleine connaissance de cause, pour un temps ou pour un travail déterminé. S'il quitte son maître avant l'expiration de l'engagement, il lui cause un préjudice grave, pour lequel celui-ci n'a, au fond, qu'un recours illusoire. Toute police industrielle, toute régularité dans le travail des ateliers, serait détruite, et le maître lui-même se trouverait dans l'impuissance de remplir ses propres obligations, s'il était permis à ses ouvriers de ne pas tenir leurs engagements à son égard. Vainement rappellerait-on que, d'après les principes du droit civil, l'obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur (1), car quels dommages-intérêts le maître peut-il réclamer contre ce travailleur vivant, lui et sa famille, d'un salaire journalier? Ici se trouve engagé, à côté d'un intérêt privé, l'intérêt public qui veut que la production industrielle ne soit pas troublée au gré de quelques caprices particuliers. Nous n'insisterons pas davantage, parce qu'il est évident que la disposition dont nous venons de

(1) Art. 1142 du Code civil.

parler sert de fondement à tout le système de la loi, et que le livret n'aurait aucune valeur, s'il ne servait pas à assurer la fidèle exécution des conventions conclues entre les maîtres et les ouvriers.

Si, au contraire, l'ouvrier a rempli ses engagements, le maître inscrira sur le livret la date de sa sortie, l'acquit de ses engagements et le montant des avances qu'il pourrait lui avoir faites (art. 2). Au moyen de cette inscription des avances sur le livret, le créancier est assuré de ne point perdre ce qu'il a prêté, car tout nouveau maître qui emploiera l'ouvrier devra, sous sa responsabilité, exercer sur le salaire de ce dernier une retenue d'un cinquième au profit du créancier, mais sans que la retenue totale puisse excéder une somme déterminée (art. 7). Quelle sera la quotité de cette somme?

Le Gouvernement propose de la fixer à 60 fr., la commission à 30 fr. Quelques personnes pensent que l'objet principal, sinon unique, du livret, est d'assurer aux maîtres le paiement des avances qu'ils font habituellement à leurs ouvriers. Nous ne partageons nullement cette opinion; nous disons, au contraire, que les avances sur le salaire, quand elles ne sont pas provoquées par un sentiment d'humanité, de désintéressement, quand, en un mot elles sont portées au livret, deviennent pour l'ouvrier, en dépit des lois, le principe d'une véritable servitude.

Un ouvrier dont le livret est chargé d'avances, trouvant difficilement à se placer, reste chez son

maître aux conditions qu'il plaît à celui-ci de lui imposer, et pour un temps illimité, en telle sorte que la loi qui restreint à un an la durée des engagements et le principe de la liberté des contrats sont également violés au nom de la bienveillance et de la générosité. Le malheureux ouvrier qui n'a pas craint de faire quelques pas dans la voie des emprunts, ne peut bientôt plus s'acquitter et devient, il faut le dire, l'esclave de son maître, travaillant sans ardeur, sans espérance, car il ne travaille plus pour lui-même, et le salaire qu'on veut bien lui accorder est au-dessous du prix que ses camarades obtiennent. Il existe, nous le savons, et nous sommes heureux de le publier, des maisons que l'honneur et la bienfaisance dirigent, où des avances sont faites aux ouvriers quand ils sont blessés, indisposés, empêchés de travailler, ou lorsque leurs femmes et leurs enfants tombent malades; mais les chefs de ces établissements se garderaient d'inscrire sur le livret des avances de ce genre; il en est d'autres où le maître spéculé sur les vices de l'ouvrier, et l'enchaîne à son atelier par des facilités trompeuses. La Chambre comprendra l'étendue de ce mal, quand elle saura que, dans plusieurs villes manufacturières, les avances montent à la somme totale de 3 ou 400.000 fr. par an. Il en est une, et cette particularité a été citée devant le conseil général du commerce (1841-1842), où des ouvrières en dentelles, gagnant 40 centimes par jour, reçoivent des avances de 300 francs. Que d'années ne leur faudra-t-il pas pour reconquérir la liberté de leur travail!

Si la commission n'avait pas craint de rompre brusquement d'anciennes habitudes, quelque dangereuses qu'elles soient, elle vous aurait proposé de supprimer toute retenue au profit de l'ancien maître; elle se contente d'en abaisser le maximum à la somme de 30 fr., ainsi que plusieurs chambres de commerce l'ont demandé, laissant pour le surplus, au créancier, la faculté de poursuivre par les voies ordinaires de droit le paiement de ce qui peut lui être dû au delà de cette somme.

En 1835, le conseil des prud'hommes de la ville de Reims, une de celles où il se fait le plus d'avances, exprimait au Ministre de la justice le vœu que tout fabricant ou chef d'atelier qui avance des sommes d'argent à un ouvrier sur son salaire, ne pût inscrire sa créance sur le livret de celui-ci que pour une somme représentant huit journées de travail, laquelle ne dépasserait jamais 25 francs au maximum. La Chambre voit que nous lui proposons d'adopter, à peu de chose près, la limite indiquée par des magistrats qui connaissent mieux que personne les effets de l'abus auquel nous voulons porter remède.

Il était nécessaire de prévoir le cas où, à l'expiration de l'engagement, le maître, soit qu'il fût empêché, soit par mauvaise volonté, ne remettrait pas à l'ouvrier son livret, ou bien le lui remettrait sans y avoir mentionné, ainsi que l'ordonne l'article 2, l'acquit de l'engagement.

Le Gouvernement propose de décider que si le maître se refuse, sans motif légitime, à donner le congé, ou s'il en est empêché, le congé sera

délivré, sans frais, par le maire, après vérification (art. 5); puis, élargissant la juridiction attribuée au maire, il établit que les contestations qui pourraient s'élever entre les chefs d'établissements et les ouvriers, relativement au livret, seront jugées par ce magistrat, sans recours et sans frais, les parties présentes ou appelées par voie de simple avertissement (art. 8). En même temps le projet de loi déclare qu'il n'est dérogé ni à l'article 5, n° 3 de la loi du 25 mai 1838, en ce qui concerne la compétence des juges de paix (1), ni aux articles 10, 11 et 12 du décret du 20 février 1810 (2), en ce qui se rapporte aux

(1) « Les juges de paix connaissent, sans appel jusqu'à la valeur de 100 francs, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois et à l'année, sans néanmoins qu'il soit dérogé aux lois et règlements relatifs à la juridiction des prud'hommes. »

(2) ART. 10. « Nul ne sera justiciable des conseils de prud'hommes, s'il n'est fabricant, chef d'atelier, contre-maître, teinturier, ouvrier, compagnon ou apprenti : ceux-ci cesseront de l'être dès que les contestations porteront sur des affaires autres que celles qui sont relatives à la branche d'industrie qu'ils cultivent et aux conventions dont cette industrie aura été l'objet : dans ce cas ils s'adresseront aux juges ordinaires. »

ART. 11. « La juridiction des conseils de prud'hommes s'étend sur tous les marchands, fabricants, les chefs d'ateliers, contre-maîtres, teinturiers, ouvriers, compagnons et apprentis travaillant pour la fabrique du lieu ou du canton de la situation de la fabrique, suivant qu'il sera exprimé dans les décrets particuliers d'établissement de chacun de ces conseils, à

contestations relatives aux conventions et opérations de fabriques dont la connaissance a été attribuée aux conseils de prud'hommes.

La proposition du Gouvernement de déférer au maire le droit de prononcer sur une matière de ce genre a été, de la part de la commission, l'objet d'un long et sérieux examen, dont nous allons vous faire connaître le résultat.

La première question à résoudre est celle de savoir quel caractère l'on doit attribuer à une contestation relative à la remise du livret; or le moyen le plus simple pour éclaircir ce point est d'interroger les faits, de rechercher comment les choses se passent habituellement.

Un ouvrier entre dans un établissement d'industrie ou de commerce et prend, soit verbalement, soit par écrit, l'engagement d'y travailler pendant un temps et à un prix déterminés; il reçoit pendant son séjour dans l'établissement des avances sur son salaire journalier, dont le montant est porté au livret. Au bout de quelques semaines il veut quitter l'atelier et demande au chef de l'établissement de lui remettre son livret, en soute-

raison des localités, quel que soit l'endroit de la résidence desdits ouvriers. »

ART. 12. « Les conseils de prud'hommes ne connaîtront que comme arbitres, des contestations entre fabricants ou marchands pour les marques, comme il est dit article 6; et, entre un fabricant et ses ouvriers contre-maitres, des difficultés relatives aux opérations de la fabrique. »

nant ou qu'il n'était pas engagé à temps, ou que son engagement est expiré; si le maître prétend le contraire et refuse de se dessaisir du livret, n'est-il pas évident qu'il naît une contestation civile qui forcera le magistrat compétent à pénétrer dans l'examen des conditions de l'engagement synallagmatique conclu entre le maître et l'ouvrier, et des faits qui attestent son exécution ou sa non-exécution? Si l'ouvrier nie l'existence ou la quotité des avances que le maître déclare lui avoir faites et qu'il a portées sur le livret, ou prétend qu'elles lui ont été remises à titre de prêt, le magistrat ne devra-t-il pas, encore dans ce cas, comme quand il s'agira de prononcer sur la demande en dommages-intérêts présentée par l'une ou l'autre des deux parties ou par l'ancien patron de l'ouvrier, décider une de ces contestations purement civiles, relatives, pour nous servir des propres expressions de la loi de 1838, aux engagements respectifs des gens de travail et de ceux qui les emploient? Ne sera-t-il pas involontairement conduit à connaître du contrat de louage d'ouvrage, de la validité des conventions, de l'étendue du préjudice causé par la cessation d'un travail industriel, de la responsabilité civile pour obstacles apportés, sans motifs légitimes, à l'exécution d'une obligation?

Qu'on ne se flatte pas de pouvoir réduire les questions relatives à la remise du livret à l'état de simples questions de fait, que le magistrat décidera sommairement, en se dirigeant d'après les impulsions de l'équité naturelle; le projet de loi

lui commande d'apprécier la légitimité des motifs allégués par le maître à l'appui de son refus, dès lors elle lui ordonne de statuer sur l'exécution d'un contrat, de faire, en un mot, acte de juge civil.

Si les contestations dont nous parlons sont, et il il ne nous paraît guère possible d'en douter, purement civiles, peut-on en attribuer le jugement aux maires? Cette question porte en elle-même sa solution. Les maires ont leurs attributions déterminées : administrateurs, ils veillent au maintien de l'ordre public et prennent toutes les précautions propres à le rétablir ou à empêcher qu'il ne soit troublé ; officiers de police judiciaire, ils recherchent les délits, en rassemblent les preuves et en livrent les auteurs aux tribunaux ; juges de simple police, ils connaissent, concurremment avec les juges de paix, des contraventions commises dans leur ressort ; mais aucune loi ne leur attribue de juridiction ni comme juges administratifs, ni comme juges civils ; et si nous pensions devoir, sur la matière qui nous occupe, introduire une exception au principe général de la division des pouvoirs, il ne faudrait pas se borner à déclarer, comme le fait le projet du Gouvernement, que les maires jugeront les contestations relatives au livret, nous devrions organiser le tribunal de ces nouveaux juges, leur fournir les moyens de faire exécuter leurs sentences, dire jusqu'où ils pourront juger en dernier ressort, jusqu'où, sauf appel ; créer en un mot une juridiction nouvelle et complète ; car, en pareille matière, il n'est pas permis de se conduire par analogie, ni de dire que le maire,

considéré comme juge de police, ayant déjà son tribunal organisé, sinon en fait, au moins en droit, par les articles 166 à 171 du Code d'instruction criminelle, pourra prononcer au civil dans ce même tribunal. Le projet de loi pose le principe de la compétence du maire et ne pourvoit pas à son exécution.

Remarquons en outre que cette compétence est établie de telle manière que rien ne serait plus facile aux maires qui ne voudraient pas prononcer sur ces affaires, et il est hors de doute que le plus grand nombre d'entre eux saisiraient ce moyen de diminuer le fardeau de leurs devoirs, que d'en rejeter le soin sur les juges de paix et sur les conseils de prud'hommes; en effet, le projet de loi maintient la compétence des juges de paix et des prud'hommes pour tout ce qui est relatif soit aux engagements réciproques conclus par les ouvriers et ceux qui les emploient, soit aux opérations de fabriques. Or, toute contestation sur la remise d'un livret éclate au sujet de l'inexécution réelle ou prétendue des engagements de l'ouvrier; le maire pourra donc toujours ou retenir l'affaire, en se fondant sur la loi que nous discutons, ou renvoyer les parties devant le juge de paix ou devant le conseil des prud'hommes, en s'autorisant de la loi de 1838, ou du décret de 1810. Une compétence facultative est trop contraire aux principes de juridiction pour que nous puissions l'admettre. On voit que le Gouvernement, à l'aide de la disposition que nous examinons, n'atteindrait même pas le but qu'il s'est proposé.

Les motifs allégués à l'appui de l'attribution de la juridiction civile au maire sont peu nombreux, mais ne manquent pas d'une apparence de force. Il faut, dit-on, réduire autant qu'il est possible, dans l'intérêt de l'ouvrier, les délais, la perte d'un temps précieux pour lui, et les frais. Il trouvera, dans le maire de la commune où il travaille un juge toujours prêt à lui rendre bonne et prompte justice. Il n'en serait pas de même du juge de paix qui a tout un canton dans son ressort, et dont le prétoire n'est pas, au sein des campagnes, ouvert chaque jour.

Nous croyons avoir répondu par un article additionnel (art. 6), à ce qu'il y a de fondé dans cette objection.

L'ouvrier qui prétend, à tort ou à raison, que son engagement est expiré, et qui veut quitter l'atelier où il travaille, doit pouvoir entrer provisoirement dans un autre, afin de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille par un labeur non interrompu. Le conseil des prud'hommes et, dans les lieux où il n'en existe pas (1), le juge de paix, est donc autorisé, si les tentatives de conciliation ne produisent pas d'effet, et s'il faut en venir à un jugement, à délivrer à l'ouvrier un congé provisoire, pour un nombre de jours déterminé, sur lequel sera inscrit le montant des avances dont le chef d'établissement déclarera l'ouvrier débiteur.

(1) Il existe des conseils de prud'hommes dans soixante-six villes, non compris Paris où le conseil est restreint à l'industrie des métaux.

Ainsi, tous les principes sont respectés, tous les intérêts sont ménagés. L'ouvrier attendra, en employant ses bras, le jugement qui le remettra en possession de son livret ou qui, en reconnaissant le droit du maître à le retenir, le placera dans l'alternative de remplir ses engagements ou de ne trouver nulle part d'occupation.

Le congé étant essentiellement provisoire, et attestant, non le droit des parties, mais leurs allégations, il s'ensuit que dans le cas où la retenue sera exercée en vertu d'avances portées sur un congé de ce genre, et dont l'ouvrier contestera la quotité, le nouveau chef d'établissement ne devra remettre qu'après le jugement le montant de la retenue à qui de droit (art. 8).

Quoique les maires soient, en général, plus rapprochés des parties que les juges de paix, nous ne proposons pas de leur accorder le droit de délivrer, à défaut des conseils de prud'hommes, le congé provisoire, par cette raison que ce congé ne doit être donné que quand les préliminaires de conciliation ont échoué. Or, il est vraisemblable que les maires et les commissaires de police, qui ne sont pas des juges civils, ne feraient aucun effort pour rapprocher les parties, et que la facilité avec laquelle ils délivreraient les congés, donnerait cours à une source d'abus. L'avantage de la proximité n'existe d'ailleurs que dans les campagnes, et l'on sait que les ouvriers à livrets séjournent dans les villes ou à proximité des villes.

Le second motif présenté à l'appui de la juridiction du maire en matière de contestation sur la re-

mise du livret est puisé dans un ordre de considérations très-dignes de respect, mais peu applicables au cas dont nous nous occupons. Depuis longtemps, dit-on, les maires jugent cette sorte d'affaires. Est-il sage de rompre d'anciennes habitudes contre lesquelles aucune voix ne s'élève, dans le but unique de donner satisfaction à des esprits rigoureux qui sacrifient les faits à de vaines théories de droit?

Le législateur doit, nous le reconnaissons, respecter religieusement les coutumes établies et les vieilles lois, lorsqu'elles n'ont rien de contraire à l'intérêt public; mais, relativement à la compétence du maire, l'usage, nous devons le dire, n'est pas ce que l'on pense. Rappelons, en peu de mots, l'état de la législation et de la jurisprudence sur cette matière.

Les articles 13 et 19 de la loi du 22 germinal an 11, combinés avec l'article 6 de l'arrêté du 9 frimaire an 12, disposent que les contestations entre les ouvriers et les maîtres, sur la remise des livrets, seront portées devant les commissaires généraux de police dans les villes où il s'en trouve, et, dans les autres lieux, devant le maire ou l'un de ses adjoints.

La loi du 18 mars 1806, article 6, et le décret du 11 juin 1809, articles 10, 11 et 23, ont confié aux conseils de prud'hommes le soin de terminer par voie de conciliation, sinon par jugement, les différends qui s'élèvent soit entre les fabricants et les ouvriers, soit entre les chefs d'atelier et les compagnons ou les apprentis, d'où l'on a conclu que

les conseils de prud'hommes devaient connaître des contestations relatives aux livrets.

La loi du 25 mai 1838 attribua formellement aux juges de paix le droit de prononcer sur les contestations relatives aux engagements respectifs des maîtres et de leurs ouvriers, en déclarant toutefois qu'elle n'entendait porter aucune atteinte à la juridiction des prud'hommes.

Cette législation ouvre donc une sorte de concurrence entre les prud'hommes, les juges de paix et les maires; mais ces derniers ont presque généralement renoncé à s'en prévaloir, car nous lisons ce qui suit dans les observations présentées par le Ministre de la justice et des cultes au conseil d'État, dans l'affaire Girardot contre l'adjoint du maire de Saint-Jean-de-Losne (14 juillet 1841) : « Pour savoir quel était l'état des choses, j'ai consulté à ce sujet MM. les procureurs généraux de Douai, Lyon, Paris et Rouen. Il résulte des renseignements qu'ils m'ont adressés, qu'avant comme depuis la loi du 25 mai 1838, les conseils de prud'hommes ont généralement, dans les villes où il en est établi, été seuls appelés à connaître des difficultés survenues entre les ouvriers et leurs maîtres, concernant la remise des livrets et la délivrance des congés; que dans la majeure partie des autres cantons, elles ont été portées devant les juges de paix, même avant la loi de 1838, et surtout depuis la promulgation de cette loi; mais que le plus souvent ces magistrats ne sont intervenus que par voie de conciliation; enfin, que, dans quelques localités seulement, les commis-

« saires de police ou les maires ont été saisis de ces
« différends (1).

Si le législateur veut respecter l'usage établi, ne point changer, sans avantage, des habitudes que les maîtres et les ouvriers ont, dans leur propre intérêt, librement adoptées, il confirmera donc la juridiction des prud'hommes, et, à son défaut, celle des juges de paix. En vous proposant de modifier dans ce sens l'article 8 du projet du Gouvernement, nous croyons nous montrer fidèles au principe de la division des pouvoirs, à ce que réclame la bonne administration de la justice, comme à l'intérêt et au vœu de la classe ouvrière, qui préfère à tout autre la juridiction de ses magistrats particuliers, ou, pour mieux dire, de ses pairs.

Le projet de loi prévoit ensuite et s'applique à vaincre la résistance de quelques ouvriers à se fournir de livret en accordant une sorte de privilège à ceux qui en seraient munis; elle éloigne tout caractère de fiscalité des formalités qu'elle impose; enfin elle décerne des peines contre les infractions que ces sages mesures n'auraient pu prévenir.

Le livret visé par le maire de la commune où travaille l'ouvrier tiendra lieu à ce dernier de passe-port à l'intérieur, mais le visa ne sera valable que pour une année. Les lois et règlements relatifs aux passe-ports restent, quant au surplus, applicables aux livrets (art. 9). Cette faveur, qu'une bienveillante tolérance a déjà fait admettre

(1) *Moniteur des Prud'hommes*, année 1843, p. 116.

presque généralement, rehaussera aux yeux de l'ouvrier le livret, sans priver l'autorité des moyens de surveillance qui lui sont nécessaires.

Nous venons de dire que le projet de loi ne portait aucun caractère de fiscalité; en effet, les livrets seront en papier non timbré, cotés, paraphés et, en cas de voyage de l'ouvrier, visés gratuitement; ils seront délivrés sans autres frais que le remboursement de leur prix de confection, qui ne pourra excéder 50 centimes. Le registre spécial que chaque maître doit tenir sera également en papier non timbré; enfin aucun droit ne sera perçu pour la délivrance d'un congé provisoire.

Le juge de paix prononcera sur les contestations relatives au livret par voie de simple avertissement. Sa décision sera exécutoire sur minute, sans aucun délai (art. 11). On sait que la justice des prud'hommes est sommaire et à peu près gratuite (1). La loi n'avait donc rien de nouveau à prescrire sur ce point.

La commission approuve complètement ces dispositions dont l'objet est de faire disparaître les difficultés qui entraveraient la prompte et fidèle exécution d'une loi destinée à régir cette classe de la société qui ne peut sacrifier ni temps ni argent à la défense de ses intérêts. Après

(1) Lorsque les parties comparaissent volontairement devant les prud'hommes au bureau de conciliation, ou plus tard au bureau de jugement, leur déclaration ne donne ouverture à aucun frais. (Article 58 du décret du 11 juin 1809.)

de telles concessions, la négligence du maître ou celle de l'ouvrier serait sans excuse; mais dans ce cas, la loi ne laisse pas la justice désarmée.

L'ouvrier qui ne se munira pas d'un livret et le maître qui recevra dans ses ateliers un ouvrier non pourvu de livret, ou qui ne tiendra pas le registre spécial mentionné en l'article 4, seront traduits devant le tribunal de simple police et punis d'une amende de 1 franc à 15 francs, sans préjudice de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu. Il pourra de plus être prononcé, selon les circonstances, un emprisonnement d'un jour à cinq jours (art. 12). L'intention du législateur est que cette dernière peine ne soit appliquée que dans les cas assez rares, selon toute vraisemblance, où le maître ou l'ouvrier s'obstineraient, malgré les avertissements d'une autorité paternelle, à violer une loi rendue dans leur propre intérêt.

La Chambre remarquera que nous avons passé sous silence plusieurs points importants, essentiels même à la matière dont nous nous occupons, tels que la forme des livrets et les règles à suivre pour leur délivrance, leur tenue et leur renouvellement; le Gouvernement, comme nous l'avons déjà dit, propose de les laisser dans le domaine des ordonnances royales portant règlement d'administration publique (art. 9), et de placer ces ordonnances sous la sanction pénale de l'article 11. La commission adopte cette idée. Si la loi eût voulu tout prévoir et tout régler, il aurait été nécessaire qu'elle entrât dans des détails mi-

nutieux et qu'elle déterminât d'une manière invariable des choses qui, de leur nature, sont mobiles et auxquelles les ordonnances pourvoiront selon le besoin des circonstances et conformément aux changements que les habitudes de la classe ouvrière et ses besoins pourront éprouver. La loi pose les principes généraux, prononce quelques immunités en matière de taxes, décerne des peines et abandonne le surplus aux lumières et au zèle de l'administration. Suivre une autre voie eût été se créer, sans nul profit, de nombreuses difficultés.

Quoique le § 2 de l'article 4 de la commission contienne l'énumération de presque toutes les mentions qui devront être portées au registre spécial, dont la loi impose la tenue aux chefs d'établissements, nous n'en autorisons pas moins le Gouvernement à régler, par des ordonnances royales, la forme de ce registre et les indications qu'il devra contenir. Il se peut, en effet, qu'une industrie spéciale réclame quelque mention particulière qu'il nous serait, en ce moment, impossible de prévoir.

Nous accordons une latitude d'autant plus grande à l'autorité royale sur ces diverses matières que nous sommes assurés qu'elle se conformera aux vues du législateur, et qu'elle facilitera l'application de la loi, en n'imposant aux maîtres et aux ouvriers que les formalités rigoureusement nécessaires pour que leurs intérêts réciproques, comme ceux de l'industrie, soient mis à l'abri de toute atteinte.

Nous ne saurions trop le répéter, la loi dont il s'agit est une loi de police industrielle, et non de police administrative; elle se propose de rendre plus stables et plus régulières les relations des maîtres avec leurs ouvriers, et non de fournir à l'administration des moyens nouveaux d'exercer sur ces derniers une inquiète surveillance. La police proprement dite possède des pouvoirs qui lui sont propres; si l'accroissement du nombre des ouvriers voués aux travaux des ateliers, si leur agglomération dans quelques villes populeuses, si l'esprit même de notre temps et de nos institutions politiques, rendent ces pouvoirs faibles et insuffisants, le législateur ne balancera pas à les agrandir, ou à leur restituer la vigueur qu'ils ont perdue; mais, vouloir faire d'une simple loi industrielle une loi de police, ce serait à coup sûr la condamner à l'impuissance dans un cas comme dans l'autre; car, dès sa naissance, elle se trouverait frappée de discrédit aux yeux des deux classes de personnes qu'elle concerne.

Malgré les formalités minutieuses prescrites par l'arrêté du 9 frimaire an 12, le préfet de police à Paris, et les maires dans plusieurs grandes villes manufacturières, ont cru pouvoir y ajouter encore par des règlements particuliers. Ainsi, les ordonnances du préfet de police en date du 1^{er} avril 1834, et du 30 décembre 1834, outre la défense qu'elles adressent aux fabricants de recevoir un ouvrier sans livret d'acquit, leur enjoignent de faire viser le livret de l'ouvrier dans les vingt-quatre heures de son admission à l'atelier, par le commissaire de

police du quartier, et ordonnent également à tout ouvrier sortant d'une manufacture, d'un atelier ou d'une boutique, de le faire également viser à sa sortie. Le petit nombre d'ouvriers aujourd'hui soumis à l'obligation du livret réclament vivement et depuis longtemps contre ces formalités qui leur font perdre un temps précieux, et les assimilent, disent-ils, à des condamnés libérés, sur lesquels l'œil de la police doit rester toujours ouvert. Il faut reconnaître que l'administration ne trouve pas dans l'accomplissement de ces formalités, des avantages qui en compensent les inconvénients, et qu'elle éprouverait elle-même de grandes difficultés à l'exiger quand, par l'effet de la présente loi, le nombre des ouvriers soumis, dans Paris, au livret, deviendra beaucoup plus considérable qu'il ne l'est en ce moment (1). Per-

(1) Voici l'état des livrets délivrés par la préfecture de police durant les cinq dernières années.

ANNEES.	Livrets délivrés à 25 centimes.	Livrets des départements enregistrés.	Livrets délivrés gratuits.	TOTAL général.
1840	19.714	3.845	73	23.632
1841	18.257	4.846	41	23.144
1842	19.666	5.313	30	25.009
1843	19.872	5.460	45	25.377
1844	19.391	5.142	38	24.571
TOTAUX.	96.900	24.606	227	121.733

Moyenne 25.346.

suadée que le législateur ne doit rien négliger pour faire accepter par les habitudes de la classe ouvrière l'usage du livret, et qu'il convient d'ôter tout prétexte à des critiques ou à des insinuations malveillantes, la commission avait songé à placer dans le projet de loi un article additionnel portant que le préfet de police, à Paris, et les maires dans les départements, ne pourraient apposer sur les livrets aucun visa de police; mais elle a été arrêtée par cette observation, qu'une disposition de ce genre est du nombre de celles qui ont pour objet la tenue des livrets et qui, en vertu de l'article 13, sont abandonnées au régime des ordonnances royales. Il suffit que le Gouvernement connaisse le vœu de la commission, auquel nous ne doutons pas que la Chambre ne s'associe, pour que les obligations gênantes que nous venons de signaler cessent d'être à l'avenir imposées aux ouvriers.

Puisque nous proposons d'attribuer aux conseils des prud'hommes et à leur défaut aux juges de paix le droit de prononcer sur toutes les contestations relatives à la remise du livret, ainsi que le soin de délivrer les congés provisoires, l'article 10 du Gouvernement, portant que les fonctions attribuées aux maires par les articles 6, 7 et 8 seront exercées à Paris par le préfet de police, n'a plus d'objet. Les ordonnances royales qui seront rendues en exécution de la présente loi détermineront les attributions de ce magistrat pour ce qui concernera la délivrance et le renouvellement des livrets.

Il ne nous reste plus qu'à faire connaître les motifs qui ont conduit la commission à proposer d'introduire dans le projet de loi un article additionnel

(art. 15), en vertu duquel les chefs d'établissements et les ouvriers qui font ou qui feraient à l'avenir usage du double livre d'acquit ne seront pas soumis aux dispositions de la présente loi.

La loi du 18 mars 1806 portant établissement d'un conseil de prud'hommes à Lyon, prescrit aux chefs d'ateliers de cette ville de se pourvoir d'un double livre d'acquit pour chacun des métiers qu'ils font travailler (art. 20). Un de ces livres est déposé entre les mains du négociant manufacturier auquel le métier est destiné, l'autre est conservé par le chef d'atelier (art. 22). Des dispositions nombreuses et dictées par la prévoyance, déterminent, dans l'intérêt réciproque du négociant et du chef d'atelier, l'usage de ce double livre d'acquit. L'article 34 de la loi permet d'en étendre les prescriptions aux villes de fabriques où le Gouvernement le jugera convenable.

Depuis quarante ans que la fabrique lyonnaise vit sous cette règle, elle ne cesse d'en proclamer les heureux effets. Quelques professions qui, dans d'autres villes, y ont été ou s'y sont volontairement soumises, ne s'en applaudissent pas moins. Si la loi que la Chambre va discuter ne dispensait pas du livret ordinaire, non les chefs d'ateliers, qui ne sont pas des ouvriers, mais les véritables ouvriers qui, en ne travaillant que pour un seul maître, font ou feraient à l'avenir usage du double livre d'acquit (1), des doutes pourraient

(1) L'article 20 de cette loi prévoit le cas où le chef d'atelier n'aurait qu'un seul métier ; alors il serait plutôt un ouvrier qu'un chef d'atelier.

s'élever sur la question de savoir s'ils ne seraient pas tenus de se munir des deux sortes de livrets. Nous croyons devoir dissiper toute incertitude, en déclarant qu'un usage ancien, dont les bons résultats sont reconnus, et qu'on n'a fait que raviver en 1806, continuera de rester en vigueur, sans être aucunement modifié par la loi nouvelle. L'industrie du tissage des étoffes de laine et de coton suit l'usage du livret ordinaire; mais si quelques chefs d'établissements de cette profession jugeaient utile à leurs intérêts d'adopter le double livre d'acquit, il n'y a pas de motifs pour que la loi mette obstacle à ce changement. A la vérité, la loi de 1806 ne contient pas de sanction pénale, en sorte que la position de l'ouvrier porteur du double livre d'acquit pourra sembler meilleure que celle de l'ouvrier porteur du simple livret; mais à aucune époque les chefs de la fabrique de Lyon n'ont senti le besoin de fortifier la loi de 1806 de clauses pénales. L'on ne pourrait donc aller au delà de leurs vœux qu'en vue de satisfaire à un désir d'uniformité que repousse la nature variée de l'industrie.

Nous venons de vous faire connaître, Messieurs, l'opinion de votre commission sur chacune des dispositions du projet de loi. Nous pensons que ce projet, avec les modifications que nous avons l'honneur de vous proposer d'y introduire, contribuera à maintenir l'esprit d'ordre au sein des ateliers, à rendre les relations entre les maîtres et les ouvriers paisibles, régulières, bienveillantes, et à favoriser les accroissements de cette richesse

industrielle qui est déjà pour la France le principe d'un si légitime orgueil. Nous sommes heureux, en finissant, de pouvoir vous transmettre l'assurance qui nous a été donnée par des personnes dont l'autorité ne saurait être douteuse, que cette loi, quoi qu'on en ait dit, sera accueillie par les maîtres et par les ouvriers avec un sentiment égal de confiance et de satisfaction.

PROJET DE LOI

AMENDÉ PAR LA COMMISSION.

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

Les ouvriers de l'un et de l'autre sexe employés dans les manufactures, fabriques, usines, mines, carrières, chantiers, ateliers et exploitations rurales, ou travaillant pour ces établissements, seront tenus de se munir d'un livret.

ART. 2.

Les livrets seront en papier non timbré, cotés et parafés gratuitement; ils seront délivrés sans autres frais que le remboursement de leur prix de confection, qui ne pourra excéder cinquante centimes.

N° 83.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

Les ouvriers et apprentis de l'un et l'autre sexe employés dans les manufactures, fabriques, usines, mines, carrières, chantiers et ateliers, ou travaillant chez eux pour un seul chef d'établissement, seront tenus de se munir d'un livret.

ART. 2.

Lorsqu'un ouvrier entrera chez un chef d'établissement, celui-ci devra inscrire sur le livret la date de l'entrée de l'ouvrier.

A la sortie de l'ouvrier, le chef d'établissement, inscrira sur le livret la date de cette sortie, l'acquit des engagements de l'ouvrier et le montant des avances dont celui-ci pourra lui être redevable.

ART. 3.

Comme l'article 2 du projet du Gouvernement.

PROJET DE LOI

présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS

proposés par la Commission.

ART. 3.

Aucun fabricant, manufacturier, exploitant d'usine, mine, carrière, maître de chantier ou d'atelier, ou chef d'exploitation rurale, ne pourra admettre un individu soumis aux dispositions de l'article 1^{er}, si celui-ci ne produit son livret portant le congé ou certificat d'acquit de ses engagements antérieurs.

Le chef d'établissement conservera entre ses mains le livret de l'ouvrier tant qu'il continuera de l'employer, et inscrira ses nom et prénoms sur un registre spécial en papier non timbré qu'il devra tenir à cet effet.

ART. 4.

L'ouvrier qui a contracté un engagement ne peut exiger la remise de son livret revêtu du congé avant d'avoir rempli cet engagement.

Si l'inexécution de l'engagement provient du défaut de paiement des salaires, du manque d'ouvrage ou de toute autre cause indépendante de la volonté de l'ouvrier, le chef d'établissement ne peut refuser la délivrance du congé et la remise du livret, sans préjudice des droits qui pourraient résulter pour l'ouvrier de l'inexécu-

ART. 4.

Aucun chef d'établissement ne pourra admettre un ouvrier soumis à l'obligation prescrite par l'article 1^{er}, si celui-ci ne produit son livret.

Le chef de l'établissement conservera entre ses mains le livret tant qu'il continuera d'employer l'ouvrier, et inscrira, sur un registre spécial, en papier non timbré, qu'il devra tenir à cet effet, les nom et prénoms de l'ouvrier, le nom et la demeure de son ancien maître, ainsi que le montant des avances dont l'ouvrier pourra être redevable à ce dernier.

ART. 5.

L'ouvrier qui a contracté un engagement ne peut exiger la remise de son livret avant d'avoir rempli cet engagement.

Si l'inexécution de l'engagement provient du défaut de paiement des salaires, du manque d'ouvrage ou de toute autre cause indépendante de la volonté de l'ouvrier, le chef de l'établissement ne peut refuser la remise du livret, et l'ouvrier conserve les droits qui peuvent résulter pour lui de l'inexécution des conventions intervenues.

PROJET DE LOI

présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS

proposés par la Commission.

tion des conventions intervenues.

ART. 5.

Si la personne qui a employé l'ouvrier se refuse, sans motif légitime, à délivrer le congé, ou si elle en est empêchée, le congé sera délivré sans frais par le maire, après vérification.

ART. 6.

A l'expiration de l'engagement, si le chef de l'établissement refuse de remettre à l'ouvrier son livret, ou s'il le lui remet sans que les mentions indiquées au 2^e paragraphe de l'art. 2 y aient été portées, le conseil des prud'hommes et, dans les lieux où cette juridiction n'est pas établie, le juge de paix délivrera gratuitement à l'ouvrier un congé provisoire, sur lequel il inscrira le montant des avances dont le chef d'établissement déclarera l'ouvrier débiteur.

Le congé provisoire tiendra lieu de livret à l'ouvrier, jusqu'au moment où le juge compétent aura prononcé sur la contestation.

Si le chef de l'établissement est empêché, le conseil des prud'hommes et à son défaut le juge de paix inscrira sur le livret, après vérification et sans frais, l'acquit des engagements et le montant des avances dont l'ouvrier pourrait être redevable.

ART. 6.

Si, au moment de la déli-

ART. 7.

Le chef d'établissement qui

PROJET DE LOI

présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS

proposés par la Commission.

vance du congé, l'ouvrier reste débiteur d'une partie des avances qui ont pu lui être faites, le montant en est inscrit sur le livret soit par le chef d'établissement, soit par le maire.

Toute personne qui emploie, dans l'un des établissements mentionnés en l'article 1^{er}, un ouvrier dont le livret se trouve ainsi chargé d'avances, doit exercer sur le salaire de ce dernier une retenue d'un cinquième au profit du créancier, mais sans que la retenue totale puisse excéder soixante francs.

Celui qui aura négligé d'exercer ladite retenue en restera personnellement responsable jusqu'à concurrence du maximum fixé ci-dessus.

ART. 7.

Le livret tiendra lieu, à celui qui en sera muni, du passeport à l'intérieur.

Les lois et règlements relatifs aux passe-ports à l'intérieur sont applicables aux livrets, sauf les exceptions résultant des dispositions de la présente loi.

emploie un ouvrier dont le livret se trouve chargé d'avances doit exercer sur le salaire de ce dernier une retenue d'un cinquième au profit du créancier, mais sans que la retenue totale puisse excéder 30 francs. Il en donnera avis au créancier et tiendra le montant de cette retenue à sa disposition.

Si le chef d'établissement néglige d'exercer ladite retenue, il en restera personnellement responsable, jusqu'à concurrence du maximum fixé ci-dessus.

ART. 8.

Dans le cas où la retenue serait exercée en vertu d'avances portées sur un congé provisoire, et dont l'ouvrier contesterait la quotité, le chef d'établissement ne remettra qu'après le jugement le montant de la retenue à qui de droit.

ART. 9.

Le livret visé gratuitement par le maire de la commune où

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

ART. 8.

Les contestations qui pourraient s'élever entre les chefs d'établissement et les ouvriers, relativement au livret, seront jugées par le maire sans recours et sans frais, les parties présentes ou appelées par voie de simple avertissement. La décision sera exécutoire sur minute et sans aucun délai.

Il n'est dérogé, ni à l'article 5, n° 3, de la loi du 25 mai 1838 en ce qui concerne la compétence des juges de paix, ni aux articles 10, 11 et 12 du décret du 20 février 1810, en ce qui concerne les contestations relatives aux conventions et opérations de fabriques dont la connaissance est attribuée aux conseils de prud'hommes.

ART. 10.

Les contestations qui pourraient s'élever entre les chefs d'établissements et les ouvriers relativement à la remise du livret ou à la délivrance de l'acquit des engagements, seront décidées par les conseils de prud'hommes, et, dans les lieux où cette juridiction n'est pas établie, par les juges de paix, le tout conformément aux décrets du 20 février et du 3 août 1810, et à l'article 5, n° 3, de la loi du 25 mai 1838.

ART. 11.

Le juge de paix prononcera, les parties présentes ou appelées par voie de simple avertissement. La décision sera exécutoire sur minute et sans aucun délai.

travaille l'ouvrier tiendra lieu à ce dernier de passe port à l'intérieur. Le visa ne sera valable que pour une année.

Le 2^e paragraphe comme à l'article 7 du projet du Gouvernement.

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

ART. 12.

En cas de contestation entre le chef d'établissement et un apprenti mineur non émancipé, si celui-ci se trouve éloigné de ses père, mère, ou tuteur, le conseil des prud'hommes et, à son défaut, le juge de paix, lui désignera un citoyen domicilié qui remplacera dans l'instance son tuteur légal.

ART. 13.

Comme l'article 9 du projet du Gouvernement.

ART. 9.

Des ordonnances royales portant règlement d'administration publique détermineront la forme des livrets, et les règles à suivre pour leur délivrance, leur tenue et leur renouvellement.

Elles régleront la forme du registre prescrit par l'art. 3(1), et les indications qu'il devra contenir.

Elles pourront étendre l'application des dispositions de la présente loi à des établissements autres que ceux qui sont mentionnés en l'article 1^{er}.

ART. 10.

Les fonctions attribuées aux maires par les articles 5, 6 et 8 seront exercées à Paris par le préfet de police.

ART. 11.

Les contraventions aux arti-

(1) 4 de la commission.

ART. 14.

Les contraventions aux arti-

PROJET DE LOI
présenté par le Gouvernement.

AMENDEMENTS
proposés par la Commission.

cles 1^{er} et 3 ci-dessus, et aux règlements d'administration publique qui seront publiés pour l'exécution de la présente loi, seront poursuivies devant le tribunal de simple police, et punies d'une amende de un franc à quinze francs, sans préjudice de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Il pourra de plus être prononcé, selon les circonstances, un emprisonnement d'un jour à cinq jours.

ART. 12.

La présente loi n'aura effet que trois mois après sa promulgation.

Seront abrogés, à compter de la même époque, les articles 12 et 13 de la loi du 22 germinal an 11, et toutes les dispositions antérieures à la présente loi et relatives aux livrets d'ouvriers.

cles 1 et 4 ci-dessus, et aux règlements d'administration publique qui seront publiés, etc.
(*Le reste comme à l'art. 11 du projet du Gouvernement.*)

ART. 15.

Les chefs d'établissements et les ouvriers qui, conformément au Titre III de la loi du 18 mars 1806, font ou feraient à l'avenir usage du double livre d'acquit, ne seront pas soumis aux dispositions de la présente loi.

ART. 16.

La présente loi n'aura d'effet que trois mois après sa promulgation.

Toutes les dispositions des lois antérieures contraires à la présente loi seront abrogées à partir de la même époque.

CHATELAIN'S

THE

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

CHAMBRE DES PAIRS.

1845.

Séance du 16 mai 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. PASSY, au nom d'une commission spéciale * chargée de l'examen de deux Projets de loi relatif aux douanes.

MESSIEURS,

Deux projets de loi sur les douanes vous ont été présentés le 14 avril dernier. Ces projets, dont plusieurs dispositions ont pour but, les unes, de confirmer les stipulations de traités conclus avec la Belgique et la Sardaigne; les autres, de sanctionner des ordonnances royales, rendues à diverses dates, ne contiennent, en général, que des innovations conformes à l'esprit dans lequel sont conçus les tarifs existants, et votre commission ne vous aurait entretenus que d'un seul article si, parmi les changements proposés, il n'en était dont l'utilité est trop vivement contestée pour que nous

* Cette commission était composée de MM. ODIER, le comte BEUGNOT, PASSY, GAUTIER, le marquis d'AUDIFFRET, le président BOULLET, FERRIER.

n'ayons pas à vous donner quelques explications.

C'est dans l'ordre même où sont rangées les dispositions sur lesquelles portent les réclamations, que nous allons les signaler à votre attention.

1^{er} PROJET.

« ART. 1^{er}. Fils et tissus de phormium tenax, de bananier sauvage, dit abaca, et de jute, dit aussi chanvre de Calcutta. »

Ces fils et tissus ne sont fabriqués et n'ont cours en Europe que depuis quelques années. Le projet de loi propose de les frapper d'un droit de 60 fr., c'est-à-dire d'un droit excédant de 22 fr. celui qui atteint les fils et tissus similaires de lin et de chanvre.

Cette disposition n'appartenait pas originairement au projet; la commission de la Chambre des Députés l'y a introduite, et le Gouvernement a donné son adhésion. Ce qui frappe au premier aspect, c'est l'établissement, sur un produit de peu de valeur, de droits bien supérieurs à ceux qui frappent des similaires dont le prix est plus considérable. La commission, en adoptant cette mesure si peu conforme aux usages et aux règles ordinaires, s'est proposé de soutenir la filature à la main contre la concurrence des fils de phormium tenax et autres matières textiles analogues, et suivant toute apparence aussi, d'empêcher que des produits nouveaux ne viennent prendre sur le marché français un peu de la place que les fils de lin et de chanvre lui semblent avoir peine à garder

sous l'empire des traités qui admettent de pareils fils de fabrication étrangère.

Il est douteux que le but puisse être atteint. Les filatures à la mécanique de phormium tenax, de jute et d'abaca, se multiplieront à raison même de ce qu'a d'exagéré la protection qu'elles reçoivent, et leur activité croissante pèsera de plus en plus sur la filature française à la main. De même, à mesure qu'elles étendront leur travail, les produits qui en seront le fruit entreront dans la consommation à côté des fils de lin et de chanvre, et leur feront concurrence. Aussi, les producteurs ne se plaignent-ils pas d'une combinaison dont ils attendent un surcroît de bénéfice ; c'est sur les modifications apportées au régime des matières premières que portent leurs réclamations. Nous ne vous en rendrons compte qu'à l'occasion du second projet de loi, où se trouvent les dispositions dont ils demandent le changement.

Tissus de soie de toute sorte, de l'Inde et de tous autres pays hors d'Europe.

La loi du 7 juin 1820 avait exclu ces tissus de la consommation. Un amendement combiné avec le Gouvernement a levé la prohibition, et désormais le régime établi pour l'Europe va s'étendre aux étoffes de soie de toutes les provenances.

Des pétitions en grand nombre, arrivées de la ville de Lyon et de quelques autres points, s'élèvent contre l'abandon subit du système actuelle-

ment en vigueur. Voici quelles sont les objections des pétitionnaires.

Les étoffes de soie fabriquées en Chine sont à si bon marché qu'elles arrivent en Europe à des prix auxquels la France ne saurait les établir. On en trouve aux Etats-Unis, en Allemagne, aux entrepôts de Londres qui, à qualité égale, se vendent jusqu'à 50 pour 100 de moins que les articles de Lyon, et le tarif nouveau va leur livrer le marché. Qu'on prenne pour exemple les damas et lampas sans envers. A Lyon ces tissus ressortent à 15 fr. le mètre pesant 125 grammes. Or, au droit de 20 fr. 90 cent., décime compris par kilogramme, la protection sera de 2 fr. 61 cent. seulement par mètre. Maintenant quel est le prix de pareils tissus d'origine chinoise ? de 7 à 10 fr. le mètre à leur arrivée aux Etats-Unis et à Londres. Evidemment un droit de 2 francs 61 centimes n'en saurait élever le prix au niveau du coût de revient des manufactures françaises dont la ruine deviendra inévitable.

Votre commission ne pense pas qu'il soit bien facile de constater nettement les faits relatifs à la fabrication chinoise. Outre qu'il n'y a pas toujours identité complète entre les produits assimilés, l'état actuel des marchés de la Chine, en le supposant suffisamment connu, ne garantit pas l'état à venir : là, comme ailleurs, l'extension de la demande étrangère aurait pour effet de rehausser les prix, et peut-être le nouveau tarif n'aura-t-il aucun des résultats auxquels des faits accidentels et épars semblent permettre de s'attendre.

La fabrication lyonnaise embrasse toutefois de trop hauts et trop nombreux intérêts pour que votre commission ne se préoccupât pas beaucoup des appréhensions suscitées par le changement de régime; elle en a entretenu M. le Ministre, dont voici les observations.

Le chambre de commerce de Lyon a été consultée sur la levée de la prohibition dont sont frappés les tissus de soie de l'Inde et de la Chine, et elle y a donné son assentiment. La part de ces tissus, dans la consommation des Etats-Unis, atteste qu'ils n'ont ni les avantages de la qualité ni ceux du bon marché qu'on leur suppose: car cette part est très-faible. En Angleterre, où ils sont admis à un droit inférieur à celui que fixe le tarif proposé, l'industrie du pays se trouve suffisamment défendue. D'ailleurs, s'il arrivait contre toute apparence qu'ils vinssent en quantité telle que la production française en souffrît, la loi du 17 décembre 1814 permettrait au Ministre de relever le tarif et d'arrêter ou de contenir l'invasion.

Votre commission, Messieurs, s'est rendue à ces observations. Seulement elle incline à penser que le changement adopté a été un peu précipité, et qu'il est toujours fâcheux de n'avoir en réserve contre les dommages qui peuvent advenir que l'usage des facultés accordées par la loi de 1814. Le commerce a besoin de sécurité, et quand sur ses opérations pèse la crainte de l'intervention soudaine de droits nouveaux, il est difficile qu'il agisse avec la liberté essentielle au succès complet de ses entreprises.

Graines oléagineuses.

Parmi les modifications apportées aux tarifs établis, il n'en est pas qui ait été aussi vivement débattue que celle qui concerne les graines oléagineuses. Aux propositions du Gouvernement en ont été substituées de tout autres, et la gravité de l'innovation appelle un examen particulier.

Vous savez, Messieurs, à quel régime est soumise l'importation des graines oléagineuses. La graine de lin acquitte un droit de 1 franc par quintal métrique, les autres graines un droit de 2 fr. 50 c., et la surtaxe destinée à protéger la navigation nationale n'est que de 50 cent.

Sous ce régime, les quantités introduites se sont accrues rapidement. En voici le mouvement, pendant les dix années qui viennent de s'écouler :

Année 1835. . .	102.002 quintaux métriques.
1836. . .	312.934
1837. . .	241.629
1838. . .	282.974
1839. . .	271.549
1840. . .	494.482
1841. . .	700.422
1842. . .	775.566
1843. . .	617.354
1844. . .	514.846

Au nombre des graines dont se composent ces importations, il en est une qui n'en a fait partie que depuis cinq années. Traitée auparavant comme

fruit non dénommé, elle n'a été admise au droit commun de 2 francs 50 cent. qu'à partir de 1840, et bientôt elle est arrivée en masses considérables. Cette graine, c'est le sésame. Les chiffres suivants attestent combien en ont augmenté les arrivages successifs.

Année 1840. . .	1.323 quintaux métriques.
1841. . .	16.081
1842. . .	124.084
1843. . .	175.751
1844. . .	169.113

Ce qui frappe d'abord dans le mouvement général des entrées de graines oléagineuses, c'est leur inégalité annuelle. Ainsi, celles de 1836 s'élèvent tout à coup au triple de ce qu'elles avaient été en 1835. De même, en 1841 et 1842, elles croissent presque subitement de plus de 200.000 quintaux, et se réduisent deux ans après à un chiffre qui dépasse à peine celui de 1840. C'est qu'elles sont réglées par l'état de la production intérieure, sujette elle-même à de nombreuses vicissitudes. De mauvaises récoltes des similaires français, dont il faut combler l'insuffisance, en grossissent la quantité; c'est le contraire dans les moments d'abondance; mais la part des accidents survenus depuis dix ans faite, deux choses demeurent constatées : l'une, un accroissement progressif d'importation tel qu'à une moyenne quinquennale de 262.216 quintaux de graines achetées à l'étranger, en a succédé une de 620.124 quintaux; l'autre, que de toutes les graines

étrangères, le sésame est celle qui, dans cet accroissement a obtenu la place proportionnellement la plus élargie.

Maintenant, à quelles causes faut-il imputer un si prompt développement des achats de graines étrangères? Est-ce le fruit de progrès accomplis dans la consommation des produits fabriqués? Y a-t-il, au contraire, substitution de matières exotiques à des similaires indigènes? Là est la question; car, sous le régime admis par nos lois de douane, de la solution qu'elle recevra doivent dépendre la mesure et l'espèce des modifications à apporter au tarif existant.

Ici, la vérité a des symptômes faciles à discerner: ce sont, d'une part, les entrées des produits qui, dans les fabrications, se combinent avec les huiles extraites des graines grasses; de l'autre, la série des prix de vente des graines recueillies en France. Or, voici les faits :

L'importation des produits qui entrent comme élément dans les confections où figurent des huiles de graines a fortement augmenté. Ainsi, dans la période où la quantité des graines introduites a crû de 236 pour 100, celle des graisses animales s'est élevée de 46.852 quintaux métriques à 118.975, c'est-à-dire de 253 pour 100. D'un autre côté, ce n'est pas au détriment du commerce des huiles que les achats de graines étrangères se sont multipliés. Loin de là; si nul changement appréciable ne s'est opéré dans l'arrivée des huiles d'olive, les autres huiles sont entrées en masses constamment crois-

santes, et, dès 1841, à 300.000 kilogrammes en avaient succédé plus de 900.000.

Voyons maintenant si le prix des graines françaises s'est soutenu. Les chiffres relevés sur la place de Lille, pour les deux périodes quinquennales entre lesquelles se partagent les dix dernières années, donnent les moyennes suivantes :

PRIX MOYENS

	De 1835 à 1840.	De 1840 à 1845.
Colza.....	25 fr. 15 c.	25 fr. 20 c.
Lin.....	21 75	20 65
OEillette ..	23 65	26 "

Ainsi, Messieurs, la graine de lin, qui n'était protégée que par un droit de 1 franc, a seule baissé de prix. Les autres graines ont haussé, celle de colza de 5 centimes et celle d'œillette de 2 francs 35 cent. Ces cours ont nécessairement déterminé ceux des huiles qui en ont suivi les fluctuations, et n'ont pas varié sensiblement. Les voilà par moyennes quinquennales :

COURS DES HUILES (PLACE DE PARIS).

	De 1835 à 1840.	De 1840 à 1845.
Huile de lin.....	109 fr. 20 c.	95 fr. 20 c.
— de colza.....	110 32	111 53
— œillette commune..	109 77	109 89
— œillette fine.....	127 27	128 10

Quant aux huiles d'olive, les qualités communes ont baissé sur la place de Paris de 8 fr. dans la

dernière période quinquennale ; elles ont haussé au contraire de 5 fr, sur la place de Marseille. Sur des prix de 170 à 180 fr., ce sont là des différences insignifiantes.

Ces faits, Messieurs, lèvent tous les doutes. Ce sont les progrès de la consommation qui, en suscitant le développement des fabrications, ont déterminé le mouvement croissant de l'importation des graines oléagineuses. S'il en avait été autrement, si des produits exotiques étaient venus prendre dans les usages industriels la place des produits indigènes, non-seulement ni les graisses animales, ni les huiles autres que d'olive, n'auraient trouvé l'emploi qui en a tant multiplié les achats au dehors ; mais les graines françaises auraient baissé de prix et, pendant trois années sur cinq, ne se seraient pas vendues plus cher qu'à toute autre époque antérieure.

Maintenant y a-t-il eu dans le mouvement des importations des circonstances attestant des irrégularités dont ont dû souffrir quelques parties de la production française. Sur ce point, nul doute. En 1844, au moment même où les entrées de graines étrangères se réduisaient à un chiffre inférieur, de plus de 250 000 quintaux métriques, à celui de 1842, et de peu supérieur à celui de 1840, le sésame seul a continué à arriver en quantité à peine décroissante. Or, un tel fait ne se serait pas accompli si le tarif actuel, aussi restrictif pour lui que pour ses similaires, ne lui permettait pas d'entrer à des conditions moins rigoureuses. Telle est, en effet, la réalité des choses.

Plus riche en huile que les autres graines, le sésame vaut davantage, et l'égalité de taxation lui confère un privilège ; aussi a-t-il conservé dans les importations de l'année dernière une part disproportionnée à celle des substances rivales, et de là l'influence qu'il a exercée sur des cours que dépréciait l'abondance de la récolte intérieure, influence dont s'est ressentie particulièrement l'œillette, à laquelle la qualité comestible de ses huiles, en permettant de les mêler aux huiles d'olive, l'amène à faire une concurrence toute spéciale.

Il y avait là un inconvénient auquel il importait de porter remède. En matière de douanes, l'équité, c'est la proportionnalité de l'impôt exigé des produits similaires. D'un autre côté, il serait contraire aux maximes qui régissent nos tarifs de ne pas assurer aux productions françaises en souffrance, le degré de protection dont elles ont besoin contre la concurrence étrangère, aussi tout commandait-il de rectifier l'erreur commise et d'établir une distinction nouvelle entre des graines exotiques dont le rendement et les prix diffèrent considérablement.

Suivant toute apparence il eût suffi, pour remédier au mal, d'assujettir le sésame à un droit additionnel basé sur la supériorité de sa valeur. Par là se serait rétabli l'équilibre désirable ; par là le sésame eût perdu le privilège qu'il tenait de l'égalité des droits ; il eût cessé de peser sur les cours des autres graines, et celle d'œillette, suffisamment protégée, eût repris le terrain qu'il avait pu lui ôter. M. le Ministre du commerce est allé plus

loin : le projet de loi qu'il a présenté à la Chambre des Députés non-seulement aggravait, dans la mesure nécessaire, la taxe particulière au sésame, mais, afin d'ajouter aux sûretés accordées aux cultures françaises, relevait dans toutes ses parties le tarif des graines exotiques.

Le nouveau tarif obtint l'approbation de la commission de la Chambre des Députés, qui s'entendit avec le Ministre pour le modifier dans quelques-uns de ses détails. Sous le régime qui devait en sortir, les producteurs français auraient trouvé un large surcroît de garanties. Aux droits de 1 fr. payé par la graine de lin, et de 2 fr. 50 c. payés par les autres graines, allaient succéder des droits de 3 fr. et de 3 fr. 50 cent., et pour le sésame un droit spécial de 5 fr. 50 cent. Compte tenu du décime de guerre, c'était pour l'œillette et le colza des surplus de droits d'au moins 40 pour 100, et pour le sésame de 120 pour 100.

Ce n'est pas tout : les graines exotiques arrivent, en majeure partie, sous pavillon étranger, et la surtaxe imposée à ce pavillon, soit qu'elle représente autant ou plus que le montant de la différence de fret, n'en forme pas moins un accroissement de droit qui hausse proportionnellement le prix des denrées importées. Or, la surtaxe montait de 50 c. à 2 fr., et il en fût résulté, au profit de l'agriculture française, des accroissements de protection équivalents à 83 pour 100 contre les graines étrangères en général, et à 150 pour 100 sur le sésame. C'en était assez pour répondre aux exigences les plus prononcées, et mettre les graines françaises à

l'abri des méventes qui avaient contribué à en abaisser le cours.

Ce tarif n'est plus celui que renferme le projet de loi. Un amendement en a fait prévaloir un autre infiniment plus rigoureux. Le tableau des chiffres afférents aux deux propositions montre à quel point s'étendent les différences :

Graines oléagineuses des pays situés sur la mer Blanche, la Baltique, la mer Noire ou la Méditerranée au delà des caps Ragat et Matapan.

	TARIF du Gouvernement et de la commission.	TARIF adopté par la Chambre des Députés.
Sésame	5 50	10
OEillette et colza . . .	3 50	5
Lin et autres	3 "	4
<i>Par navires étrangers :</i>		
Sésame	7 50	14
OEillette et colza . . .	5 50	9
Lin et autres	5 "	8

Vous le voyez, Messieurs, de telles différences sont énormes. Des aggravations de droit fixées à 83 et à 150 pour 100 montent à 200 et à 366 pour 100. Le sésame, arrivant par navires étrangers, qui aujourd'hui acquitte 3 f. 30 c., décime compris,

aurait à payer 15 fr. 40 cent., c'est-à-dire une augmentation d'impôt de 12 fr. 10 cent., en un mot une taxe presque quadruplée.

Un changement si brusque et si considérable est-il conforme à l'intérêt général? peut-il se concilier avec les ménagements dus aux industries nées et grandies sous l'empire des combinaisons admises par le régime existant? Votre commission ne l'a pas pensé, et vainement a-t-elle cherché quelque motif qui pût commander son assentiment.

L'agriculture se plaint; mais hors des limites que nous avons indiquées en montrant de quel privilège l'uniformité des droits investit le sésame, ses plaintes sont-elles bien fondées? Depuis cinq ans ses produits se sont vendus, en moyenne, plus cher qu'à aucune autre époque, et ce n'est qu'en 1844 qu'a eu lieu la dépréciation considérable dont elle s'effraie. Nous le comprenons : des cultivateurs qui, durant trois années consécutives, ont obtenu de leurs graines oléagineuses 29 et 27 fr., et qui l'année dernière n'en ont tiré que de 19 à 20 fr., ont pu se laisser aller à des appréhensions excessives; mais l'examen des faits aurait dû leur apprendre que l'importation, vue dans son ensemble, ne pouvait être la seule cause du changement survenu; car elle avait suivi la marche même des prix et s'était réduite en même temps qu'eux. Si elle avait été de 775.566 quintaux métriques en 1842, année des plus hauts prix des graines françaises, elle était revenue à 617.354 en 1843, alors que les prix fléchissaient, et en 1844, année d'abondance et de baisse intérieure, elle n'avait plus

consisté qu'en 514.846 quintaux, chiffre qui excède à peine celui de 1840.

Dira-t-on que l'avenir n'est pas en sûreté, et qu'il importe d'être garanti contre des éventualités inattendues? Mais il faut se rappeler que l'importation du sésame, bien que très-favorisée par l'imprévoyance du tarif actuel, au lieu de continuer à croître en 1844, s'est arrêtée au-dessous du chiffre de 1843, et qu'une addition de droits proportionnée à son excédant de valeur, eût suffi pour la ramener et la contenir dans les conditions normales. Or, c'est ce que proposait le tarif du Gouvernement, admis par la commission de la Chambre des Députés, et quand ce tarif, au soin de surimposer le sésame, joignait celui d'augmenter notablement l'ensemble des droits acquittés par les diverses graines oléagineuses, il allait au-devant de toutes les éventualités qu'il est donné à la prudence administrative de prévoir. De telles modifications étaient acceptables; celles que contient le tarif nouveau dépassent toute mesure, et les sanctionner serait, à notre avis du moins, sortir des bornes de l'équité.

Ce n'est pas chose si simple que de modifier tout à coup les conditions sous lesquelles subsistent et se développent les diverses industries : à toute élévation excessive et subite des taxes sur les matières premières qu'elles emploient répondent bientôt des secousses dont il n'est donné à personne de mesurer d'avance la portée et qui souvent atteignent jusqu'à des intérêts qui s'en croyaient à l'abri ou qui même s'attendaient à en

tirer avantage. De tels actes ont un autre inconvénient non moins grave : ils jettent l'incertitude dans les opérations industrielles ; l'avenir leur manque et les capitaux hésitent à s'engager dans les voies où les appellent les progrès de l'état social.

Voyez, Messieurs, de quels dommages serait suivie l'adoption du tarif proposé ! Certes, nous sommes loin de partager toutes les inquiétudes des intéressés : à notre avis, on ne verrait ni tomber toutes les usines récemment édifiées, ni s'anéantir la presque totalité des capitaux engagés ; la navigation même ne serait pas sensiblement réduite, mais du renchérissement factice des graines oléagineuses résulterait infailliblement la hausse du prix des produits, et avec la consommation diminueraient le travail et la production. Et sur quelle industrie porterait principalement le préjudice ? Sur une industrie dont la prospérité est éminemment bienfaisante, sur l'industrie qui fabrique le savon, l'un des objets dont l'usage, à mesure qu'il se répand au sein des classes pauvres, y propage le plus activement les goûts de propreté, les habitudes saines que réclament la dignité humaine. Une telle industrie a droit à des égards particuliers : car on ne saurait la comprimer dans son essor sans arrêter ou ralentir le cours d'améliorations essentielles au bien-être des masses.

A défaut des considérations que nous venons d'exposer, il en est une plus générale, et qui seule aurait encore assez de poids pour nous engager à

vous proposer de reprendre à titre d'amendement les chiffres que le Gouvernement et la commission de la Chambre des Députés avaient admis de concert. Les tarifs de douanes semblent devenir une arène où des intérêts rivaux descendent, non plus pour se concilier, mais pour se heurter et se combattre. L'effroi de la concurrence, le désir du gain, tout concourt à les mettre aux prises, et déjà leurs luttes sont d'une ardeur dont l'excès a ses périls. Si cet état de choses s'aggravait, malheur aux industries qui, tenant peu de place sur le sol, ne compteraient pas de nombreux champions. Le Gouvernement ne suffirait pas à leur défense; il n'aurait à invoquer en leur faveur que l'intérêt général; or cet intérêt, n'étant au fond particulier à personne, ne rallie que des soutiens dénués de l'énergie que prête la passion, et lui-même ne tarderait pas à n'être plus écouté.

De là, Messieurs, plus que jamais la nécessité de demeurer fidèle à ces règles de justice, qui, en matière de tarifs, sont la sauvegarde de tous, et qui, hautement invoquées, ont seules le pouvoir d'imposer à des prétentions toujours prêtes à se produire aux dépens de l'intérêt public. Ici ces règles ont été visiblement enfreintes. Ni la proportionnalité entre les droits à imposer aux similaires exotiques admis à l'importation, ni les maximes de modération qui prescrivent de ne toucher aux taxes établies qu'avec réserve, n'ont obtenu le respect qui leur est dû; et confirmer l'infraction, ce serait consacrer un mauvais exemple.

M. le Ministre du commerce annonce, il est vrai, que si l'expérience vient à attester que le but est dépassé, il usera de la faculté laissée par la loi du 17 décembre 1814, pour abaisser des droits dont il a combattu l'exagération. Nul doute que telle ne soit effectivement son intention; mais en admettant même que les intérêts qui, malgré lui, l'ont emporté, lui laissassent toute la liberté désirable, encore ne pourrait-il agir qu'autant que les dommages auraient acquis assez d'intensité pour n'être pas contestables. Or, dans ce cas, le remède n'arriverait-il pas nécessairement trop tard, et ne vaut-il pas mieux prévoir le mal que d'avoir à tenter de le réparer? Et puis, n'est-il pas indispensable que les industries puissent calculer sûrement avec l'avenir et soient certaines que durant le cours de leurs spéculations aucun changement ne viendra en troubler la marche et anéantir les bénéfices sur lesquels elles comptent? Nous n'avons pu, Messieurs, nous ranger sur ce point à l'opinion énoncée par le Ministre; et quelque confiance que nous mettions dans ses lumières, nous persistons dans la proposition d'amender le projet de loi.

Machines et Mécaniques.

Aux droits *ad valorem* sont substitués des droits au poids que recommande la simplicité de leur application. Néanmoins, parmi les réclamations qui nous sont parvenues à ce sujet, il en est qui nous ont paru mériter quelques observations.

Des manufacturiers se plaignent d'erreurs commises dans la fixation des bases du poids d'après lequel seront acquités les droits à l'entrée des machines à filer. Jusqu'à présent, disent-ils, on n'avait pas considéré comme partie intégrante des métiers, les contre-poids en fonte qui ne sont qu'une masse brute, parfois remplacé, dans l'usage par un bloc de pierre; et, en effet, une circulaire ministérielle, en date du mois de décembre dernier, justifie pleinement leur assertion.

Or, sur une observation faite durant le débat de la Chambre des Députés, il a été admis que les contre-poids seraient assimilés aux pièces ouvrées et soumis au même impôt. Ainsi, au droit énorme de 2.280 fr. à acquitter sur 3.200 kilogrammes, formant le poids d'un métier à filer, à sec de cent vingt-huit broches, et ne coûtant en Angleterre que 3.250, serait ajouté pareil droit sur 750 kilogrammes de fonte, ce qui porterait la charge totale à 2.860 fr., c'est-à-dire à 84 pour 100 du prix d'acquisition.

Il est à remarquer, Messieurs, qu'aucun article du projet de loi n'établit en droit l'assimilation du contre-poids aux pièces constituant la machine, et que l'usage suivi jusqu'ici et confirmé par la teneur d'instructions ministérielles fort récentes, peut être maintenu. Mais l'explication du rapporteur de la commission n'ayant pas été contredite, les intérêts en jeu dans la question s'inquiètent et demandent à quelle résolution s'arrêtera définitivement l'administration.

Aussi avons-nous cru devoir prendre à cet égard

des informations devenues nécessaires. Or, il résulte des explications de M. le Ministre que la conversation parlementaire qui suscite quelques alarmes ne le lie nullement, qu'il garde toute sa liberté d'action, et n'a pas l'intention de revenir sur la décision rendue et confirmée par les instructions actuellement en vigueur. Le système adopté par lui est le plus équitable et il y aurait trop de rigueur à s'en départir.

Votre commission, Messieurs, n'a pu qu'approuver l'opinion énoncée dans son sein par M. le Ministre. Comme lui, elle trouverait d'une rigueur excessive l'application aux contre-poids des droits imposés à des pièces ouvrées, qui seules sont des produits de l'art que l'extrême élévation de la taxe d'entrée a seulement pour but de naturaliser et de développer parmi nous.

2^e PROJET DE LOI.

Huano ou Guano.

Les droits proposés sont les suivants :

Par navires français	{ des pays hors d'Europe.	0 fr. 10 c.
	{ d'ailleurs	4
Par navires étrangers et par terre		5

Cette tarification a rencontré des objections dont nous avons à vous rendre compte. Une pétition qui vous a été adressée déclare que le guano, n'existant maintenant en abondance que sur les côtes du Pérou, ne saurait arriver en France qu'en très-petite quantité si nos bâtimens n'ont plus la faculté d'en apporter d'Angleterre à un droit mo-

déré, et si les navires étrangers qui s'en chargeraient au lieu de provenance ne peuvent le débarquer qu'en acquittant une taxe de 50 francs par tonneau. Le produit, disent les pétitionnaires, est de trop faible valeur pour offrir aux armateurs des bénéfices capables de les déterminer à augmenter leurs expéditions à la côte occidentale de l'Amérique, et il ne faut compter pour les arrivages directs que sur les compléments de fret que pourront prendre en guano des navires français dont le nombre, en moyenne, n'a pas excédé trente-trois depuis dix ans et qui ne jaugent pas en tout 9.000 tonneaux.

M. le Ministre du commerce n'a pas admis ces considérations. Le but, dit-il, des propositions du tarif spécial appliqué au guano est de favoriser la navigation nationale dans les parages de l'Amérique du sud où ce produit est recueilli; le commerce s'y développe, et déjà la France y porte des marchandises dont la valeur atteint 27 millions. 94 navires y ont été dirigés en une seule année; 73 ont fait retour, et il est certain que les avantages attachés à l'importation du guano par l'élévation des droits différentiels contribueront à vivifier des relations qui, de jour en jour, s'étendent et deviennent plus profitables.

Ces assertions ont leur valeur et expliquent le système adopté, bien qu'il soit douteux que l'exclusion du guano, apporté sous pavillon étranger, puisse ajouter bien sensiblement à l'activité des spéculations qui conduisent les bâtimens français audelà du cap Horn.

Ce qui mérite quelque attention dans cette question, c'est la distinction si tranchée entre le régime appliqué au guano, parce qu'il vient de loin, et celui qui règle l'introduction des autres engrais. C'est au droit de 10 centimes que sont admises les substances diverses destinées à amender ou à fertiliser le sol, et nulle surtaxe n'est imposée aux arrivages par navires étrangers. Ici, au contraire, amené sous pavillon français des ports de l'Europe, le guano paiera 44 francs par tonneau; venu par terre ou par navire étranger, 55 francs. De tels droits sont prohibitifs. Evidemment, entre l'intérêt de la grande navigation et celui de l'agriculture s'est rencontrée une opposition regrettable.

Végétaux filamenteux non dénommés.

Jusqu'ici les matières textiles provenant de la Nouvelle-Zélande, de l'Inde et de l'Amérique méridionale entraient à des droits de 10 et de 40 cent., selon qu'elles arrivaient des établissements français ou d'autres points du globe. Le tarif proposé contient une classification nouvelle. Le droit de 10 centimes subsiste à l'importation de celles de ces matières qui viendront des colonies françaises. 40 cent. sont imposés aux arrivages d'ailleurs hors d'Europe; 8 fr. aux arrivages des entrepôts, et 10 fr. à ceux par navires étrangers et par terre. C'est afin de favoriser la navigation nationale que ce système a été choisi, et des réclamations s'élèvent contre son adoption.

Les pétitionnaires se plaignent des difficultés

qu'ils auront à s'approvisionner en phormium tenax, en jute, en abaca, du moment où les entrepôts d'Europe et les navires étrangers ne pourront leur en livrer qu'à des droits de 8 et 10 fr. par 100 kilogrammes. Réduits à n'en recevoir que des lieux de provenance et sous pavillon national, ils auront à payer des prix excessifs, et le lin de la Nouvelle-Zélande leur manquera; car ce n'est qu'accidentellement que quelques baleiniers français mouillent dans les havres de ce pays.

Cette augmentation de droits leur semble d'autant plus exorbitante que rien n'a été changé au tarif en ce qui concerne les lins, chanvres, et étoupes, matières produites en France, dont la valeur est infiniment plus grande que celle des analogues des contrées équinoxiales, et qui continueront à entrer en France, même par navires étrangers, au droit de 5 fr. par quintal métrique.

Ces considérations, exposées à M. le Ministre par votre commission, lui ont paru ne pas devoir être accueillies. A son avis, les colonies françaises et l'Inde approvisionneront suffisamment le marché en matières filamenteuses de l'espèce non dénommée, et en forçant nos bâtimens à n'en prendre que dans les lieux de production, on assure à la navigation lointaine des avantages dont elle saura tirer profit.

Quant à la supériorité du droit, considéré relativement à celui que doivent acquitter les lins, chanvres et étoupes, M. le Ministre croit qu'il est bon de surtaxer des productions à bas prix dans les lieux d'origine et qui, pouvant servir de lest pour

le retour, ne coûtent que peu de frais de transport. Cette opinion ne semble pas bien fondée. Le prix des produits dépend de leur valeur dans les applications industrielles, et la modicité de celui des matières dont il s'agit ne peut tenir qu'à leur infériorité même. S'il en était autrement, elles obtiendraient une préférence marquée, et bientôt la multiplication des demandes en aurait relevé le cours au niveau de celui de tous les similaires qu'elles égaleraient en qualité. C'est là une loi qui ne souffre que des infractions momentanées, et il importe de lui laisser son activité naturelle. Les motifs puisés dans les intérêts de la navigation ont seuls du poids, et nous souhaitons que l'expérience vienne confirmer la justesse de la combinaison qui a prévalu.

Ici, Messieurs, s'arrêtent les observations que nous avons cru devoir soumettre à votre examen. Ce n'est pas que nous n'ayons eu à prendre connaissance d'un grand nombre de réclamations, autres que celles dont nous venons de vous rendre compte. Ainsi, des pétitionnaires insistent pour que les immunités dont jouit Marseille soient étendues à d'autres ports de la Méditerranée. La question est grave : l'attention qu'elle a obtenue dans la Chambre des Députés suffit pour en faire foi; mais il ne nous appartenait pas de nous en saisir; et l'administration, d'ailleurs, a seule les moyens de l'examiner et de recueillir toutes les lumières qu'en exige la solution. D'autres pétitionnaires sollicitent vivement des modifications au régime admis pour les aciers, les tôles, les nitrates de soude et de

potasse, et plusieurs autres articles de commerce. Nous ne contestons nullement l'importance de ces demandes; mais il nous eût été difficile d'y répondre sans de longues investigations, pour lesquelles le temps nous eût manqué.

Notre mission d'ailleurs eût été sans terme, si nous avions entrepris de vérifier complètement les assertions parfois contradictoires de beaucoup de pétitionnaires. La session est avancée, et par cela même que nous proposons un amendement au projet de loi, il importait que nous vous missions promptement à même de statuer.

AMENDEMENTS DE LA COMMISSION.

PREMIÈRE SECTION.

Tarif.

ARTICLE PREMIER.

Graines oléagineuses.	Par mer.	Par navires français.	De l'Inde et des colonies	Sésame	3	50	Les 100 kilogrammes.
			françaises	OEillette et colza	2	50	
				Lin et autres	2	"	
			De la côte occidentale	Sésame	4	50	
			d'Afrique	OEillette et colza	3	"	
				Lin et autres	2	50	
	Par terre.	Par navires étrangers	Des pays situés sur la mer	Sésame	5	50	
			Blanche, la Baltique, la	OEillette et colza	3	50	
			mer Noire ou la Méditerranée, au delà des	Lin et autres	3	"	
			caps Ragat et Matapan.	Sésame	7	"	
				OEillette et colza	5	"	
			D'ailleurs	Lin et autres	4	50	
	Par terre.	Des pays limitrophes où il sera pris les mesures nécessaires pour en assurer l'origine.		Sésame	7	50	
				OEillette et colza	5	"	
				Lin et autres	4	50	
				Sésame	8	50	
				OEillette et colza	6	50	
			D'ailleurs	Lin et autres	6	"	

RECHERCHES SUR LA COMMUNE

La commune de ... est une des plus anciennes du département de ... Elle a été créée par la loi du ...

La commune de ... est une des plus anciennes du département de ... Elle a été créée par la loi du ...

La commune de ... est une des plus anciennes du département de ... Elle a été créée par la loi du ...

La commune de ... est une des plus anciennes du département de ... Elle a été créée par la loi du ...

La commune de ... est une des plus anciennes du département de ... Elle a été créée par la loi du ...

La commune de ... est une des plus anciennes du département de ... Elle a été créée par la loi du ...

La commune de ... est une des plus anciennes du département de ... Elle a été créée par la loi du ...

La commune de ... est une des plus anciennes du département de ... Elle a été créée par la loi du ...

La commune de ... est une des plus anciennes du département de ... Elle a été créée par la loi du ...

IMPRESSION

N° 85.

1845.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 16 mai 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le comte de LA VILLEGONTIER,
au nom d'une commission spéciale * chargée de
l'examen du Projet de loi relatif à l'achèvement et au
perfectionnement des routes royales.

MESSIEURS,

Un projet de loi relatif à l'achèvement et au perfectionnement des routes royales vous est soumis. Quelles que soient et l'importance du vote et les conséquences évidentes qu'il entraîne pour l'avenir, votre commission n'a pas hésité à admettre la demande de 41 millions pour la rectification des rampes rapides et celle de 36.500.000 fr. pour l'achèvement des lacunes. Déjà en 1833, 1836, 1837 et 1844, vous avez, indépendamment de

* Cette commission était composée de MM. DE CUBIÈRES, le président TESTE, le comte DE LA VILLEGONTIER, le comte DARU, MAILLARD, le baron DE SAINT-DIDIER, le vicomte PERNETY.

l'entretien annuel, voté 443 millions de travaux extraordinaires sur les routes royales. De grands bienfaits en sont émanés; mais, Messieurs, l'œuvre est immense. Il importe à la prospérité du pays, à la satisfaction des efforts qui surgissent de toutes parts, et s'étendent de proche en proche jusqu'au fond de nos campagnes, où, sur nos routes vicinales, tant de sacrifices témoignent du prix qu'elles attachent à la facilité des communications; il importe, dis-je, que nous envisagions franchement, nettement, dans des pensées également éloignées de toute prodigalité et d'une trop méticuleuse parcimonie, ce qu'exigent l'état progressif, les besoins nouveaux qui se manifestent chaque jour, et ce que la facilité et la rapidité des communications développent partout d'économie, de richesse et d'heureuse harmonie entre les populations. Ces vérités, Messieurs, vous sont familières; tout développement serait superflu; un aussi puissant intérêt n'est pour personne l'objet d'un doute.

Le temps n'est pas loin encore, Messieurs, où a commencé pour nos routes ce qui peut être appelé une véritable révolution. Tous, nous les avons vues, à peu d'exceptions près, labourées d'ornières profondes ou d'un parcours pénible au moment des empierrements continus, qui bientôt disparaissaient broyés entre les roues des lourdes voitures et un encaissement d'énormes matériaux irrégulièrement posés, qui rendaient impossible toute élasticité préservatrice. Un système nouveau s'est produit en Angleterre, où aussitôt ses bienfaits furent hautement encouragés. Moins prompts

que nos voisins d'outre-mer à adopter les idées nouvelles, nous hésitions; les objections se multipliaient. Est-il sage de détruire les vieilles fondations des chaussées, qui, du moins, limitent la destruction et donnent appui aux empièvements que toujours elles sont prêtes à recevoir? Peut-on croire que des matériaux de petites dimensions, et dans une faible épaisseur, résisteront aux dégradations? Les routes anglaises, soulagées par neuf cents lieues de canaux, supportent un bien moindre parcours, et dans ce pays les voitures sont plus légères. La dépense serait plus lourde que par le passé, et ne pourrait être impunément ajournée.

L'administration supérieure elle-même redoutait de se prononcer; cependant elle ordonnait des essais dont l'exécution se ressentait un peu de la défiance avec laquelle ils étaient généralement accueillis.

Il en résultait, par exemple, que les vieilles fondations n'étaient détruites qu'en partie, et qu'en deux ou trois ans les sommités en reparaissaient avec les inconvénients que l'on avait eu pour but de détruire. Le cassage et la pose des pierres restaient imparfaits; puis, ce n'est chose ni prompte ni aisée d'amener à l'oubli de ses habitudes, et à des habitudes entièrement opposées, un aussi nombreux personnel qui descend jusqu'aux simples cantonniers, et de le former à des pratiques nouvelles qui exigent plus d'intelligence, plus d'assiduité et une certaine délicatesse dans les opérations; enfin, cependant, la multiplicité des tentatives,

et d'admirables exemples ont pleinement triomphé, et aujourd'hui il est admis que les encaissements en grosses pierres doivent être proscrits; que, formées en petits matériaux résistants et par couches successives, foulées au rouleau ou avec des masses, après avoir été légèrement recouvertes de débris, parmi lesquels les calcaires sont préférables, les chaussées, s'il leur est donné une épaisseur de 20 à 25 centimètres, et qu'elles soient confectionnées en saison convenable, par un temps humide, prennent une agrégation telle que la pluie et même les gelées n'ont plus sur elles d'action, et que les roues n'y laissent pas de traces, surtout lorsqu'on a soin d'enlever les boues et la poussière, précaution qui, cependant, selon quelques ingénieurs, ne doit pas être poussée à l'extrême. La grande sécheresse et une température élevée usent plus les chaussées que l'humidité et les pluies. Cette vérité accuse au moins de bizarrerie l'excessive rigueur avec laquelle, dans plusieurs départements, de l'Ouest entre autres, on a abattu les arbres, et proscrit la replantation le long des routes, tandis qu'à côté, dans la Sarthe, souvent citée comme modèle, on les plante toutes avec un très-grand soin. Les rechargements sont partiels au fur et à mesure des besoins, et des instructions précises en règlent le travail. Toutefois, dans plusieurs contrées du Midi, où les chaleurs durent huit à neuf mois, il est de nécessité que les chargements soient faits sur de plus grandes longueurs et dans un espace de temps limité.

Au moyen de ces soins et de minutieuses et per-

sévérantes précautions, s'est opérée la transformation de nos vieilles et défectueuses chaussées en un parcours uni, sec, sans aspérités, tel enfin que, sauf des exceptions qui tiennent à la nature du sol et à la mauvaise qualité des matériaux, le présentent nos routes royales. Mais, Messieurs, il ne suffit pas que le bienfait ait été opéré, il faut qu'il persévère. Toute négligence serait plus périlleuse qu'elle ne l'eût été dans l'ordre ancien; l'administration ne serait pas reçue aujourd'hui, et nous ne serions pas reçus nous-mêmes à dire que nous n'avions pas prévu le mal, que nous l'avions cru moins pressant, que nous avions pensé pouvoir différer encore ce qui était devenu urgent. Ces chaussées s'usent sans manifester de détérioration sensible. Elles s'usent par leurs surfaces. Souvent elles pourraient se maintenir viables jusqu'à 6, et quelquefois même 5 centimètres d'épaisseur; mais au-dessous il n'y aurait plus rien qu'un chemin de terre, dès lors promptement impraticable et très-coûteux à rétablir.

Eh bien, Messieurs, là est un grand devoir pour le Gouvernement et pour les Chambres, là est le point capital que votre commission a tenu à signaler. Depuis longtemps le Gouvernement s'en est préoccupé; témoin deux statistiques des routes royales publiées en 1824 et 1837. En avril 1839, M. le directeur-général provoqua de nouveaux et sérieux renseignements; mais il y avait encore, dans les prescriptions données et dans les documents obtenus, une sorte de réserve qui tenait à l'incertitude des crédits à obtenir. Enfin le 1^{er} septembre 1843,

portant la question où elle devait être portée, M. le directeur-général demanda à MM. les ingénieurs en chef des rapports formels, précis, détaillés, sur tout ce qui concerne les routes royales de leurs départements, sur leurs vues particulières, sur leur appréciation des méthodes prescrites, soit en général, soit relativement aux localités qu'ils desservent; des tableaux minutieusement établis durent consigner l'état de ces routes soit à l'entretien, soit en réparations, soit en lacunes, soit en rectification des pentes. Les réponses à cette circulaire forment une immense collection de beaux et utiles documents. Messieurs, il en résulte la preuve irrécusable que, presque partout, ces chaussées si belles, d'un parcours si uni, ont perdu plus ou moins de leur épaisseur, qui, de toute nécessité, leur doit être rendue : l'usure a été plus forte que la réparation. Ce n'est pas que les crédits n'aient suivi une marche progressive. La portion affectée à l'entretien des routes, stationnaire à 13.500.000 fr., de 1820 à 1826, s'est annuellement élevée depuis lors jusqu'à 23.400.000 francs, en 1845; mais les méthodes nouvelles, les seules possibles désormais, demandent, à moins de circonstances toutes spéciales, autant de matériaux et plus de main-d'œuvre que l'ancienne; mais par suite de la mise en état de parties en lacunes et de rectifications de rampes, les fonds d'entretien ont aujourd'hui à pourvoir à 3.403.299 mètres de plus qu'en 1833. Les prix de la main-d'œuvre et des matériaux sont généralement plus élevés; sur beaucoup de points les carrières s'épuisent. D'après les documents pro-

duits, documents forcément imparfaits, et que presque partout la notoriété publique porterait plus haut, le mouvement des voitures et charrettes sur les routes royales aurait, depuis 1833, généralement augmenté de 40 pour 100. Or, MM. les ingénieurs s'accordent à admettre que, dans les circonstances ordinaires, l'entretien demande de 45 à 55 mètres cubes de matériaux par kilomètre et par circulation journalière de 100 colliers. Ainsi s'explique d'une manière plausible l'élévation progressive des crédits.

Messieurs, la loi qui vous est présentée n'applique qu'aux lacunes et aux rectifications des rampes la demande de fonds qui vous est faite, mais vous excuserez une digression qui a paru à votre commission s'y rattacher d'une manière étroite, et qui d'ailleurs est la partie capitale de l'exposé des motifs comme du rapport inséré au livre du budget pour 1846. Nous avons cru y devoir d'autant plus insister, que, loin d'être entré dans la voie selon nous si impérieuse que nous venons de signaler, et qui consiste à faire, peu à peu, prédominer la réparation sur la détérioration, jusqu'à ce qu'il suffise de maintenir l'équilibre, la proposition au budget de 1846 s'est tenue de 2.315.000 francs en arrière du chiffre reconnu nécessaire au simple entretien.

Un mot encore sur ce sujet : les chemins de fer auront-ils une influence sensible sur le montant des dépenses des routes parallèles? Votre commission pense que sur celle-ci, le parcours étant diminué dans une forte proportion, elles devront

figurer, à la répartition des fonds d'entretien, pour des sommes moindres que celles qui leur sont actuellement appliquées. Les rectifications y sont moins urgentes que sur les routes que ne soulage pas un aussi actif voisinage.

Maintenant, il nous reste à entrer plus directement dans l'examen du projet de loi, examen rapide, car l'étendue d'un rapport ne permettrait pas d'appuyer par de nombreux détails dont il est le résumé, les propositions qui vous sont faites.

Au 30 septembre 1844, soixante routes royales étaient inachevées, et les lacunes existaient dans quarante-deux départements pour une longueur totale de 4.157.208 mètres; l'estimation de la dépense s'élevait à 28.463.237 fr.

Il ne semble pas possible de laisser subsister plus longtemps un pareil état de choses; il ne semble pas possible de souffrir qu'un tel préjudice continue à peser sur tant de localités, et que des routes qui manquent ainsi à leur destination, et dont plusieurs ont beaucoup d'importance, restent paralysées par suite d'interruptions que rien ne justifie. Vous jugerez avec nous, Messieurs, qu'il est instant de faire cesser une situation aussi fautive, d'autant plus qu'elle affecte principalement des portions de notre sol montueuses, pauvres, délaissées par le commerce et l'industrie, et qu'il est juste de les associer, autant qu'il peut dépendre du Gouvernement, au mouvement général de vie et d'action, en faisant cesser toute interruption de leurs voies de transport et en les mettant en communication soit avec les canaux, soit avec les che-

mins de fer, dont, pour la plupart, elles sont à jamais privées. Il y a rigoureuse équité à ce bienfait.

Vous ne le refuserez pas, Messieurs, de même que vous ne serez point arrêtés par cette considération qui a été produite, que peut-être ne serait-il pas sans inconvénient d'achever jusqu'à nos frontières de l'Est et du Midi des routes qui ne seraient pas continuées au delà, ou qui, en cas de collision, donneraient entrée sur notre territoire. Quatre des sept routes qui conduisent à notre frontière du Midi, celles par Perpignan, Tarascon, Montlouis et Bayonne, ont leur continuation en Espagne; et d'ailleurs, Messieurs, seraient-ce là des motifs de déshériter ces contrées d'un bien commun qu'elles n'ont cessé de réclamer? Et si les malheurs des temps amenaient un jour une rupture entre la France et l'Espagne, en serions-nous réduits à nous retrancher derrière l'inviabilité de nos chemins? La France n'aurait-elle pas un autre rôle à se prescrire? Ainsi, Messieurs, nous ne doutons pas de votre assentiment au projet de faire complètement disparaître les lacunes de nos routes royales. Nous vous le demandons avec d'autant plus de confiance qu'ici du moins, si nous ne sommes pas entièrement certains du chiffre exact de la dépense, le peu d'incertitude qui reste toujours dans le résultat d'aussi vastes opérations ne laisse aucune inquiétude sérieuse. Peut-être les crédits seront-ils faiblement insuffisants, peut-être ne seront-ils pas épuisés. Soit en plus, soit en moins, les différences seraient légères. Sur l'estimation de 38.462,237 fr., 2 millions déjà dépensés pour cet objet ont dû être

retranchés, ce qui réduit l'allocation demandée à 36.500.000 fr.

La grande question, celle de la rectification des rampes et des tracés pour lesquels un premier crédit de 41 millions est proposé, présente un tout autre caractère. Il s'agit d'une vaste, longue, difficile entreprise, estimée aujourd'hui 490 millions.

Votre commission pense que, ou l'on ne fera pas tout ce qu'il serait désirable et possible de faire, ou que 190 millions ne suffiront pas; mais on sera entré dans une voie impérieusement commandée par l'état de la société, par les besoins qu'elle s'est créés, et qui, on peut en être convaincu, exigeront davantage à mesure que s'avanceront les développements de toutes les industries et des jouissances qui y sont attachées.

Il serait inutile de rechercher dans un esprit de critique comment d'aussi grandes créations, qui devaient répondre aux nécessités de l'époque où elles furent formées, sont aujourd'hui en mésaccord avec celles de l'époque actuelle. Ce qui, sous Louis XIV, fut merveilleux, est devenu intolérable. Mieux vaut chercher à entrevoir dans l'avenir le but auquel il est judicieux de tendre dès à présent.

Naguère la réduction des pentes à 5 centimètres eût paru une admirable conquête; on hésite à l'admettre aujourd'hui. Encore quelque temps, et peut-être sera-t-elle condamnée; elle l'est déjà par beaucoup d'ingénieurs pour les pentes prolongées. Qui sait si telles de nos chaussées ne seront

pas un jour parcourues par des convois mus à la vapeur?

Sans doute de suffisantes rectifications ne seront jamais obtenues sur tous les points; dans une foule de localités, la nature des choses s'y opposera toujours; d'insurmontables obstacles s'y présenteront, provenant, soit de la nature et de la configuration des lieux, soit de l'obligation de ne pas désertier les centres de population que les routes desservent aujourd'hui, soit de l'énormité de la dépense; car l'amélioration la plus pressante ne doit jamais être séparée, dans l'estime de l'administration, du prix auquel elle serait obtenue; mais, du moins, n'aura-t-on cédé que devant des impossibilités.

Messieurs, au moment d'un aussi grand travail, qu'il est bien d'entreprendre, mais qui ne sera pas de longtemps achevé, ces réflexions n'étaient peut-être pas vaines; de toutes parts l'administration va être sollicitée, et il ne lui sera pas possible de satisfaire à tous les droits. Nous désirons qu'avec nous, Messieurs, vous lui recommandiez de ne pas négliger ces vues d'avenir que nous venons de vous présenter; de ne pas acquiescer, dans la pensée de multiplier les points d'action, à des réparations provisoires; de s'occuper, avant tout, de ce que, parfait ou imparfait, elle jugerait devoir demeurer invariable; enfin, de ne pas s'exposer à revenir plus tard sur des travaux dont la reprise entraîne toujours d'onéreux mécomptes.

Dans un but de louable économie, nous applaudissons à l'ouverture faite par l'administration d'adopter telles voies départementales ou même

vicinales qui, sans dommage public, pourraient remplacer des parties de routes royales difficiles ou coûteuses à rectifier.

Lors de la création de nos routes, on s'était principalement appliqué à leur attribuer la ligne droite : pour les transports de denrées, pour les voyages, on avait plus l'usage du cheval que celui de la voiture; on était à peu près indifférent à la vitesse, ce besoin, cette volonté de notre époque; on prenait peu de souci des descentes et des montées. Le rapporteur de votre commission a vu encore la route de Rennes à Brest traverser la ville de Dinant par une rue, restée la même, avec une pente d'environ 24 à 25 centimètres. Cette considération des pentes était si peu appréciée que, dans le département de la Manche, dont les routes royales furent presque toutes ouvertes de 1770 à 1792, et avec un luxe et une régularité remarquables, la condition fut de ne pas dépasser 6 pouces par toise, un peu plus de 8 centimètres par mètre. Ces routes sont fort belles et très-bien entretenues, mais les chevaux de renfort y sont employés sur le sixième environ de leur développement total.

Dans presque tous nos départements existent en très-grand nombre, sur les routes royales, des pentes de 5, 6, 7, 8, 9 centimètres, et les efforts de l'administration tendraient à parvenir, partout où cela est praticable, à une limite de 3 centimètres.

Trente-neuf départements comptent, en outre, des pentes de 10 centimètres et au-dessus; dix-sept de ces trente-neuf, des pentes de 12 centimètres et au-dessus, six de ceux-ci des pentes de 14 centimètres et au-dessus; enfin deux, les départements

du Finistère et de la Meuse, en ont, le premier, sur la route n° 169, de l'Orient à Roscoff, une de 17 centimètres un dixième; le second, sur la route n° 64, de Neufchâteau à Mézières, deux de 19 centimètres.

Là, Messieurs, ne se bornent pas les urgentes nécessités auxquelles le projet de loi a mission de pourvoir. Nos départements montueux offrent un grand nombre de pentes sinueuses, dont les retours au bord de précipices sont souvent brusques, quelquefois sans protection, et qui, bien que l'inclinaison moyenne y dépasse peu 7 à 8 centimètres, présentent d'imminents périls. Leurs rectifications ne pourraient pas toutes être suffisamment obtenues; mais, pour plusieurs, on s'étonne, en les parcourant, qu'une autre direction n'ait pas été primitivement adoptée.

Votre commission se bornera à citer : l'Isère, où la route n° 85, de Lyon à Antibes, suit depuis le village de Corps jusqu'à la limite du département des Hautes-Alpes, des rampes et contre-rampes de 10 à 12 centimètres au bord d'affreux précipices ;

La Haute-Loire, où, dans des pentes de 10 à 12 centimètres, les lacets des côtes de Lempder et de Grenier sont tellement roides que le moindre dérangement dans la marche au pas des diligences entraînerait, dit l'ingénieur en chef, une inévitable catastrophe ;

La Lozère, où de semblables périls existent sur la route n° 101, du Pont-Saint-Esprit à Mende, conduite sur toutes les sommités, et dont il sera facile de changer la direction ;

Le Puy-de-Dôme, où la route n° 89, de Lyon à Bordeaux, est sur 7.208 mètres resserrée en corniche au bord des précipices de la Durolle, et cependant il est question d'y établir une malle-poste ;

Le Tarn, où, sur la route n° 122, les rampes de Viour, formant la côte de la Guépie, descendent d'une grande hauteur presque à pic sur le Tarn, avec des pentes de 12 et 13 centimètres, et par une suite de lacets fort dangereux.

Avoir énoncé une telle situation, c'est, ce nous semble, avoir justifié notre adhésion pleine et entière au projet de loi ; aussi, Messieurs, nous avons, à l'unanimité, l'honneur de vous en proposer l'adoption.

CHAMBRE DES PAIRS.

SESSIONS

N° 86.

1845.

Séance du 16 mai 1845.

RENOUVELLEMENT des Bureaux, conformément à
l'article 59 du Règlement.

ORGANISATION de ces mêmes Bureaux, conformé-
ment aux articles 59 et 60.

NOMINATION du Comité des pétitions, conformément en
à l'article 63.

RENOUVELLEMENT DES BUREAUX.

Aux termes de l'article 7 du Règlement de la
Chambre, les 289 Pairs reçus dont elle se com-
pose en ce moment ont été répartis, par la voie du
sort, entre les sept Bureaux ainsi qu'il suit :

NOTA. Les noms de MM. les Pairs sont rangés, dans chaque
Bureau, par ordre alphabétique.

PREMIER BUREAU.

Achard (M. le Baron).
Aragon (M. le Marquis d').
Barante (M. le Baron de).
Besson (M.).
Broglie (M. le Duc de).
Caffarelli (M. le Comte de).
Cavaignac (M. le Vicomte).
Chabot (M. le Vicomte de).
Choiseul-Praslin (M. le Duc de).
Cholet (M. le Comte).
Cordoue (M. le Marquis de).
Curial (M. le Comte).
Dode (M. le Vicomte).
Dupont-Delporte (M. le Baron).
Duval (M. le Baron).
Faure (M. Félix).
Fréteau de Pény (M. le Baron).
Gasparin (M. le Comte de).
Germain (M. le Comte).
Gouvion-Saint-Cyr (M. le Marquis de).
Harcourt (M. le Marquis d').
Haubersart (M. le Comte d').
Houdetot (M. le Comte de).
Istrie (M. le Duc d').
Kératry (M.).
Laplace (M. le Marquis de).
Lauriston (M. le Marquis de).
Lemercier (M. le Comte).
Lombard (M. le Baron).
Molitor (M. le Maréchal Comte).
Mortier (M. le Comte).
Oberlin (M. le Baron d').
Périgord (M. le Duc de).
Petit (M. le Baron).
Reille (M. le Comte).
Richelieu (M. le Duc de).
Sabran (M. le Duc de).
Saint-Cricq (M. le Comte de).
Ségur-Lamoignon (M. le Vicomte de).
Turgot (M. le Marquis).
Valée (M. le Maréchal Comte).
Vérac (M. le Marquis de).

DEUXIÈME BUREAU.

Abancourt (M. le Vicomte d').
Anthouard (M. le Comte d').
Berthezène (M. le Baron).
Boissy-d'Anglas (M. le Comte).
Brissac (M. le Duc de).
Chabrillan (M. le Marquis de).
Chastellier (M. de).
Chastellux (M. le Comte de).
Chevandier (M.).
Courtarvel (M. le Marquis de).
Crillon (M. le Duc de).
Decazes (M. le Duc).
Desroys (M. le Comte).
Dutaillis (M. le Comte).
Eckmuhl (M. le Prince d').
Franck Carré (M.).
Fréville (M. le Baron de).
Girod, de l'Ain (M. le Baron).
Haussonville (M. le Comte d').
Heudelet (M. le Comte).
Hugo (M. le Vicomte).
La Force (M. le Duc de).
Lanjuinais (M. le Comte).
Malaret (M. le Baron de).
Molé (M. le Comte).
Montalembert (M. le Comte de).
Montébello (M. le Duc de).
Montguyon (M. le Comte de).
Mortemart (M. le Duc de).
Nau de Champlouis (M. le Baron).
Nemours (M. le Duc de).
Noailles (M. le Duc de).
Noé (M. le Comte de).
Pange (M. le Marquis de).
Puységur (M. le Comte de).
Rambuteau (M. le Comte de).
Rochambeau (M. le Marquis de).
Sparre (M. le Comte de).
Teste (M. le Baron).
Trévisé (M. le Duc de).
Vaudreuil (M. le Comte de).
Zangiacomi (M. le Baron).

TROISIÈME BUREAU.

Aramon (M. le Marquis d').
Atthalin (M. le Baron).
Andiffret (M. le Marquis d').
Aux (M. le Marquis d').
Beaumont (M. le Comte de).
Beauvau (M. le Prince de).
Bergeret (M. le Vice-Amiral).
Boisgelin (M. le Marquis de).
Boissy (M. le Marquis de).
Boullet (M. le Président).
Bourgoing (M. le Baron de).
Bresson (M. le Comte).
Cambis-d'Orsan (M. le Marquis de).
Corbineau (M. le Comte).
Daunant (M. le Baron de).
Delessert (M. Gabriel).
Duroshel (M. le Comte).
Exelmans (M. le Comte).
Gabriac (M. le Marquis de).
Gramont-d'Aster (M. le Comte de).
Hédouville (M. le Comte d').
Jurien-Lagravière (M. le Vice-Amiral).
Laforest (M. le Comte de).
Maillard (M.).
Martell (M.).
Mollien (M. le Comte).
Murat (M. le Comte de).
Neigre (M. le Baron).
Persil (M.).
Reggio (M. le Maréchal Duc de).
Rosamel (M. le Vice-Amiral de).
Rossi (M.).
Rouillé de Fontaine (M.).
Sainte-Aulaire (M. le Comte de).
Sainte-Hermine (M. le Comte de).
Saint-Priest (M. le Comte de).
Séguier (M. le Baron).
Ségur (M. le Comte de).
Valençay (M. le Duc de).
Verhuell (M. le Vice-Amiral Comte).
Villiers du Terrage (M. le Vicomte de).

QUATRIÈME BUREAU.

Andigné de La Blanchaye (M. le Marquis d').
Argout (M. le Comte d').
Auberon (M.).
Aymard (M. le Baron).
Barthe (M.).
Béranger (M. le Comte).
Beugnot (M. le Comte Arthur).
Bondy (M. le Comte de).
Boyer (M. le Président).
Chanaleilles (M. le Marquis de).
Colbert (M. le Comte de).
Crillon (M. le Marquis de).
Dampierre (M. le Marquis de).
Davillier (M. le Baron).
Delort (M. le Baron).
Dubreton (M. le Baron).
Duchâtel (M. le Vicomte).
Duperré (M. l'Amiral Baron).
Feutrier (M. le Baron).
Flavigny (M. le Vicomte de).
Foy (M. le Comte).
Gourgaud (M. le Baron).
Ham (M. le Comte de).
Jacquinot (M. le Baron).
La Pinsonnière (M. le Comte de).
La Riboisière (M. le Comte de).
La Villegontier (M. le Comte de).
Merlin (M. le Comte Eugène).
Montalivet (M. le Comte de).
Odier (M.).
Pasquier (M. le Duc).
Pelet (M. le Baron).
Préval (M. le Vicomte de).
Romiguières (M.).
Roy (M. le Comte).
Rumigny (M. le Marquis de).
Saint-Didier (M. le Baron de).
Alexis de Saint-Priest (M. le Comte).
Schonen (M. le Baron de).
Siméon (M. le Comte).
Vendeuvre (M. le Baron de).

CINQUIÈME BUREAU.

Albuféra (M. le Duc d').
Aligre (M. le Marquis d').
Audenarde (M. le Comte d').
Barthélemy (M. le Marquis de).
Bonet (M. le Comte).
Bourdeau (M.).
Brancas (M. le Duc de).
Breteuil (M. le Comte de).
Brigode (M. le Baron de).
Cambacérés (M. de).
Canson (M.).
Cayla (M. le Comte du).
Coigny (M. le Duc de).
Compans (M. le Comte).
Cordier (M.).
Cousin (M.).
Darriule (M. le Baron).
Dubouchage (M. le Vicomte).
Escayrac de Lauture (M. le Marquis d').
Estissac (M. le Duc d').
Flahault (M. le Comte de).
Gautier (M.).
Grivel (M. le Vice-Amiral).
Grouchy (M. le Maréchal Marquis de).
Harispe (M. le Comte).
Jaubert (M. le Chevalier).
Jaubert (M. le Comte).
Jessaint (M. le Vicomte de).
Klein (M. le Comte).
La Tour-Maubourg (M. le Comte de).
Lezay-Marnésia (M. le Comte de).
Marbot (M. le Baron).
Moskova (M. le Prince de la).
Ornano (M. le Comte d').
Passy (M.).
Pèdre La Caze (M.).
Rohault de Fleury (M. le Baron).
Sérurier (M. le Comte).
Vandeul (M. de).
Viennet (M.).
Wagram (M. le Prince de).

SIXIÈME BUREAU.

Alton-Shée (M. le Comte d').
Belbeuf (M. le Marquis de).
Bellemare (M. de).
Béranger, de la Drôme (M.).
Bertin de Veaux (M.).
Biron (M. le Marquis de).
Bois-le-Comte (M. le Baron de).
Borrelli (M. le Vicomte).
Bussierre (M. le Baron Edmond de).
Cadore (M. le Duc de).
Caux (M. le Vicomte de).
Charbonnel (M. le Comte).
Dalmatie (M. le Maréchal Duc de).
Dupin (M. le Baron Charles).
Gascq (M. le Président de).
Gay-Lussac (M.).
Jacob (M. le Vice-Amiral Comte).
Jaucourt (M. le Marquis de).
La Coste (M. de).
La Roche-Aymon (M. le Comte de).
Lascours (M. le Baron de).
Marchand (M. le Comte).
Mareuil (M. le Baron de).
Massa (M. le Duc de).
Mathieu de La Redorte (M. le Comte).
Montesquiou-Fezensac (M. le Comte de).
Monthion (M. le Comte de).
Montmorency (M. le Duc de).
Pernety (M. le Vicomte).
Portalis (M. le Comte).
Ricard (M. de).
Richebourg (M. le Comte de).
Roussin (M. l'Amiral Baron).
Saulx-Tavannes (M. le Duc de).
Schramm (M. le Comte).
Sébastieni (M. le Vicomte Tiburce).
Tascher (M. le Comte de).
Tilly (M. le Comte de).
Thénard (M. le Baron).
Turenne (M. le Comte de).
Villemain (M.).

SEPTIÈME BUREAU.

Aboville (M. le Comte d').
Astorg (M. le Comte d').
Aubusson de La Feuillade (M. le Comte d').
Baudrand (M. le Comte).
Berenger (M. le Comte Raymond de).
Bondy (M. le Vicomte de).
Bourke (M. le Comte).
Brézé (M. le Marquis de).
Castellane (M. le Comte de).
Cubières (M. de).
Daru (M. le Comte).
Ferrier (M.).
Fezensac (M. le Duc de).
Gérard (M. le Maréchal Comte).
Greffulhe (M. le Comte de).
Halgan (M. le Vice-Amiral).
Harcourt (M. le Duc d').
Herwyn de Nevèle (M. le Comte).
Joinville (M. le Prince de).
La Grange (M. le Comte de).
La Moussaye (M. le Marquis de).
Laplagne-Barris (M.).
La Rochefoucauld (M. le Duc de).
Lebrun (M.).
Mackau (M. le Vice-Amiral Baron de).
Mérilhou (M.).
Paturle (M.).
Pelet de la Lozère (M. le Comte).
Pelleport (M. le Vicomte).
Plaisance (M. le Duc de).
Pontécoulant (M. le Comte de).
Preissac (M. le Comte de).
Reinach (M. le Baron de).
Roguet (M. le Comte).
Saint-Aignan (M. le Comte de).
Saint-Simon (M. le Marquis de).
Ségur (M. le Comte Philippe de).
Talaru (M. le Marquis de).
Teste (M. le Président).
Voirol (M. le Baron).
Willamez (M. le Vice-Amiral Comte).

ORGANISATION DES BUREAUX.

Par le résultat des élections faites dans chaque Bureau, les sept Bureaux se trouvent organisés de la manière suivante :

PREMIER BUREAU.

Président, M. le Comte de Caffarelli.
Vice-Président, M. le Maréchal Comte Molitor.
Secrétaire, M. le Comte Cholet.
Vice-Secrétaire, M. le Marquis de Laplace.

DEUXIÈME BUREAU.

Président, M. le Duc de Nemours.
Vice-Président, M. le Comte Dutaillys.
Secrétaire, M. le Comte de Chastellux.
Vice-Secrétaire, M. le Vicomte Hugo.

TROISIÈME BUREAU.

Président, M. le Marquis d'Aramon.
Vice-Président, M. le Vice-Amiral Comte Verhuel.
Secrétaire, M. le Comte de Gramont-d'Aster.
Vice-Secrétaire, M. le Marquis de Gabriac.

QUATRIÈME BUREAU.

Président, M. le Comte de Bondy.
Vice-Président, M. le Comte de La Villegontier.
Secrétaire, M. le Vicomte Duchâtel.
Vice-Secrétaire, M. le Comte de La Riboisière.

CINQUIÈME BUREAU.

Président, M. le Comte Harispe.
Vice-Président, M. le Vice-Amiral Grivel.
Secrétaire, M. le Marquis de Barthélemy.
Vice-Secrétaire, M. le Duc d'Estissac.

SIXIÈME BUREAU.

Président, M. le Vicomte Borrelli.
Vice-Président, M. le Baron Thénard.
Secrétaire, M. Baron de Bussierre.
Vice-Secrétaire, M. le Baron de Bois-le-Comte.

SEPTIÈME BUREAU.

Président, M. le Vice-Amiral Halgan.
Vice-Président, M. le Président Teste.
Secrétaire, M. le Comte de Castellane.
Vice-Secrétaire, M. le Duc de Fezensac.

NOMINATION DU COMITÉ DES PÉTITIONS.

Les Membres nommés pour former ce Comité
sont :

Pour le 1^{er} Bureau, M. le Marquis de Laplace.

Pour le 2^e, M. le Duc de Crillon.

Pour le 3^e, M. le Marquis de Gabriac.

Pour le 4^e, M. le Vicomte de Flavigny.

Pour le 5^e, M. Viennet.

Pour le 6^e, M. le Baron Dupin.

Pour le 7^e, M. le Duc de Fezensac.

CHAMBRE DES PAIRS.

1845.

Séance du 21 mai 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. DE CAMBACÉRÈS, au nom d'une commission spéciale* chargée de l'examen du Projet de loi concernant la répartition des frais de construction des trottoirs dans l'intérieur des villes.

MESSIEURS,

De toutes les améliorations qui ont été introduites par les soins de l'autorité municipale dans la plupart des villes et notamment dans la Capitale, l'une des plus importantes sans contredit, consiste dans l'établissement de trottoirs. Si, dans le principe, on a pu les considérer comme des constructions de luxe et de simple embellissement, ils sont bientôt devenus d'une utilité généralement ressentie, et aujourd'hui il n'est personne qui n'en reconnaisse l'indispensable nécessité sur tous les points de la voie publique exposés à de fréquents encombrements par suite de l'active et incessante

* Cette commission était composée de MM. le marquis d'ARAMON, le vicomte DE BONDY, DE CAMBACÉRÈS, le comte DE GREPPULHE, le duc d'ISTRIE, le duc DE MASSA, le comte DE RAMBUTEAU.

circulation des gens de pied et des voitures de toutes sortes. Afin d'apprécier cette heureuse innovation à toute sa valeur, qu'on se représente cette circulation, que chaque jour voit s'accroître, et qui recevra une nouvelle et incalculable impulsion de l'achèvement de toutes les lignes de chemins de fer, existant au milieu des rues de Paris, telles qu'elles étaient il y a vingt ans à peine, c'est-à-dire à peu près complètement dépourvues de trottoirs; peut-on songer sans effroi aux dangers qu'y courraient à chaque instant les piétons, aux accidents plus ou moins graves dont beaucoup d'entre eux tomberaient journellement victimes? Ces chances désastreuses, si menaçantes pour la classe la plus nombreuse, et par cela même la plus intéressante de la population des villes, ont été, d'années en années, combattues et atténuées par l'intelligente et attentive surveillance des magistrats municipaux, secondés presque partout, nous le savons, par le concours empressé des propriétaires. Nous ne dirons pas, Messieurs, que le remède est venu successivement se placer à côté du mal, car ce serait improprement qualifier l'accroissement de la circulation qui constitue au contraire un bien véritable, puisqu'il est à la fois la conséquence et l'indice du développement progressif des affaires commerciales et industrielles; mais à mesure que le besoin plus impérieux d'une sorte de lieu de refuge pour les passants s'est fait sentir, il a été satisfait plus ou moins promptement, avec plus ou moins d'ensemble, selon les ressources et les habitudes locales. Les trottoirs sont ainsi devenus d'un

usage à peu près universel. Toutefois il reste beaucoup à faire à cet égard ; c'est une vérité dont la Capitale elle-même offre de tous les côtés des preuves trop multipliées, et qui ressort plus évidemment de ces simples renseignements : la longueur totale des rues y est d'environ 350.000 mètres ou de 700.000 mètres pour les deux zones latérales ; on a calculé que celle des trottoirs utiles pourrait s'élever à 500.000 mètres, sur lesquels il n'y a que 200.000 mètres de construits, et par conséquent 300.000 mètres à construire. Il suffit d'ailleurs d'un rapide examen pour s'apercevoir qu'à Paris ce complément désormais indispensable de toute rue établie dans de bonnes et salutaires conditions, manque encore absolument dans des endroits où il serait très-opportunément placé, et qu'en beaucoup d'autres il y a des lacunes, véritables écueils semés au milieu du port, qui présentent des dangers d'une nouvelle espèce, non moins sérieux, dans certains cas, que ceux auxquels les trottoirs ont pour objet de remédier ; et ce qui est pénible à déclarer, mais ce dont on ne peut récuser l'exactitude, c'est que ces lacunes ne sont pas toujours occasionnées par la pénurie de propriétaires hors d'état de supporter cet excédant de charges communales ; il faut le plus souvent les attribuer à l'inexcusable incurie ou au mauvais vouloir coupable d'habitants qui se refusent à suivre l'exemple donné par leurs voisins, et diminuent par là, autant qu'il dépend d'eux, les avantages du sacrifice que ceux-ci se sont imposé. Ce que nous disons en parlant de la Capitale se reproduit par-

tout où l'établissement des trottoirs a acquis quelque développement. Il était impossible qu'un tel état de choses, résultat peut-être inévitable du silence de la loi en pareille matière, se prolongeât indéfiniment, et qu'il ne fût pas enfin introduit un ordre au milieu de cette confusion, par l'adoption d'une règle fixe et générale, propre à dominer toutes les volontés particulières et à mettre un terme aux caprices individuels. C'est le but utile qu'ont voulu atteindre trois honorables membres de la Chambre des Députés, qui remplissent aussi d'importantes fonctions municipales, et qui, en cette qualité, ont été plus particulièrement appelés à signaler et à déplorer les inconvénients de cette nature. Ils ont usé de leur droit d'initiative pour déposer une proposition dans ce sens. Cette proposition a subi avec succès, quant au principe, et avec avantage relativement à quelques-uns de ses détails, les différentes épreuves qu'elle avait à parcourir avant de pouvoir sortir victorieusement d'une autre enceinte. Elle est devenue la résolution dont vous nous avez renvoyé l'examen.

La matière qu'elle tend à réglementer, pour être d'une modeste application, n'offrait pas moins plusieurs difficultés d'exécution qui nous paraissent avoir été aplanies avec sagesse et habileté.

Il s'agirait uniquement dans ce projet de loi, d'après son titre, de fixer la répartition des frais d'établissement des trottoirs dans l'intérieur des villes. Mais cette question n'est que la conséquence d'une autre qui devait préalablement recevoir une solution, et qui est en effet, dès le début, peut

être un peu implicitement, tranchée, à savoir : que ce genre de constructions pourra être reconnu d'utilité publique sur la demande des conseils municipaux. C'est en vain que ces conseils élèveraient une semblable prétention sous l'empire de la législation actuelle. Il y a ici évidemment en leur faveur concession d'un droit nouveau, ou, pour parler plus exactement, extension de l'application d'un principe déjà consacré et dont le domaine, il faut le reconnaître, s'étend de plus en plus chaque jour. Aussi pensons-nous que cette innovation, qui n'est pas sans importance, comme tout ce qui touche à la propriété, et dont il sera nécessairement fait un fréquent usage, valait la peine d'une déclaration plus directe et plus formelle. Il eût été préférable de poser d'une manière plus nette l'introduction du droit d'établissement des trottoirs pour cause d'utilité publique, puisqu'il est la source d'où découlent toutes les autres dispositions du projet. Nous n'insisterons pas autrement sur cette observation préliminaire; elle devait trouver place dans ce rapport, dès qu'elle a été soulevée au sein de votre commission, Messieurs; mais on n'y a point attaché assez de gravité pour en faire l'objet d'un amendement qui, d'ailleurs, n'eût porté que sur une légère modification dans la rédaction.

Quant au droit en lui-même, nous ne croyons pas avoir besoin de le justifier. En contester l'opportunité, ce serait nier les avantages manifestes des trottoirs dans les villes, au double point de vue d'une circulation possible actuellement et de

la sécurité des citoyens. Toutefois, quelque nécessaire que fût devenue cette mesure, il l'était autant d'en entourer la mise en pratique de garanties de nature à prévenir les moindres abus et à n'éveiller aucune inquiétude. Il n'en serait pas ainsi assurément si ce droit de provoquer la construction de trottoirs au nom de l'utilité publique, se trouvait accordé d'une manière absolue, illimitée, et pour être exercé sans contrôle aucun. Dans cette hypothèse, et quelque confiance que puissent inspirer les décisions émanées de conseils municipaux, nous comprendrions les légitimes susceptibilités que provoquerait cette faculté arbitraire, et nous n'hésitons pas à déclarer que nous aurions cru répondre au sentiment de la Chambre en refusant d'en approuver la concession. Mais il ne s'agit pas d'un pareil abandon dans le projet de loi; tant s'en faut. Il est même permis d'affirmer qu'aucune des précautions conseillées par la prudence en vue de concilier ensemble et de ménager respectivement l'intérêt général des communes et celui privé des propriétaires, n'a été négligé. Ainsi la loi ne sera applicable qu'à l'égard des rues et places dont les plans d'alignement auront été arrêtés par ordonnances royales; la délibération du conseil municipal qui provoquera la déclaration d'utilité publique, sera suivie d'une enquête *de commodo et incommodo*; et une ordonnance royale statuera définitivement sur la demande. Il n'y aura donc, on le voit, de surprise possible pour personne; l'instruction de l'affaire sera menée au grand jour; durant son cours il de-

viendra loisible et facile à chacun de faire valoir ses réclamations ou de présenter ses doléances; et ce sera en parfaite connaissance de cause que le pouvoir supérieur rendra son jugement définitif.

Il n'est pas hors de propos de rapporter à ce sujet que les auteurs de la proposition, pour manifester clairement l'intention qui les animait, et voulant réfuter par avance cette critique de leur projet qui le représenterait comme susceptible d'ouvrir la porte à une foule d'exigences tracassières jusque dans les moindres localités, ne l'avait rendu exécutoire que dans l'intérieur des communes d'une population agglomérée de 3.000 âmes et au-dessus. Cette disposition n'a point été maintenue dans la résolution adoptée par l'autre Chambre. Elle ne pouvait pas l'être; car, on l'a fait observer avec raison, la base de la population n'était pas celle convenable dans l'espèce; elle est plus spécieuse théoriquement que réelle et juste dans la pratique. Il est telle commune, composée d'un faible nombre d'habitants, où il sera à propos d'obtenir la construction de trottoirs par suite de certaines conditions locales, si cette commune, par exemple, est traversée par une grande route, ou qu'il s'y tienne un marché fréquenté, tandis que la même opportunité n'existera pas dans de petites villes, quoique plus peuplées. Il est évident que l'utilité publique devait seule régir la matière. Elle offre, en effet, un motif de détermination aisément appréciable chaque fois, et par conséquent plus équitable que toute fixation in-

variable du nombre des habitants, sur le chiffre de laquelle il serait difficile de s'accorder, et qui demeurerait dès lors toujours entachée de quelque arbitraire.

Nous avons dit en commençant, Messieurs, que le projet de loi consacre moins un droit nouveau qu'il n'autorise l'application à un cas non prévu d'une disposition déjà en vigueur. C'est aussi en vertu d'un principe antérieurement établi qu'il statue que les communes et les propriétaires riverains concourront ensemble à la dépense des trottoirs construits pour cause d'utilité publique. Ce principe est celui de la plus value, admis par la loi du 16 septembre 1807, qui devait recevoir ici son application. On ne peut certes méconnaître que cette amélioration, profitable à la généralité des habitants, ne le soit en même temps aux propriétés particulières. Si les trottoirs assurent une meilleure circulation dans les rues et les places, contribuent à en faciliter le nettoiemment, et deviennent par cela même un élément puissant de salubrité publique, ils procurent aux maisons au-devant desquelles il y en a, des avantages réels et qui ne sont pas sans importance. Ils préservent leurs fondations de l'infiltration des eaux pluviales, et diminuent sensiblement l'humidité des rez-de-chaussée; ils défendent les murs contre toute espèce de chocs violents, et, en amortissant l'ébranlement que le passage des voitures communique au sol, ils combattent avec efficacité cette cause continuelle de dégradation. Les trottoirs assainissent les abords des maisons; ils permettent de les

tenir en bon état de propreté avec moins de peine ; ils rendent enfin leur accès plus sûr, plus commode, et en augmentent la valeur locative, surtout de celles dont le bas est occupé par des boutiques, et c'est à présent le plus grand nombre. A ces raisons qui suffiraient, il nous semble, pour expliquer et motiver la participation des propriétaires à cette dépense, il s'en joint une autre encore plus déterminante. Dans la plupart des villes, chaque propriétaire est tributaire envers la commune des frais du premier pavage au droit de son immeuble ; l'établissement des trottoirs supprimera dorénavant ce pavage et le remplacera avec avantage ; mais il ne saurait exonérer les contribuables d'une charge reconnue et maintenue chaque année par les lois de finances. On peut donc, en toute justice, considérer le concours qui leur sera imposé à l'avenir comme la simple représentation de celui auquel ils sont astreints en ce moment. Aussi, Messieurs, sans insister davantage sur une démonstration qui nous paraît surabondante à cet égard, serions-nous plutôt conduits, par ce qui précède, à trouver un peu lourde la portion de la dépense mise au compte de la commune, et que le projet de loi décide ne pouvoir être inférieure à la moitié de celle totale. Nous sommes fondés à croire que les subventions, accordées jusqu'ici pour encouragement à la construction des trottoirs, sont en général calculées dans une proportion moins favorable aux propriétaires. A Paris, la prime fixée dans le princip à la moitié des frais, a été successivement réduite au tiers, au quart, au cinquième et au

sixième ; elle est maintenant du tiers pour les trottoirs en granit, et du sixième seulement pour ceux en asphalte.

Il y a néanmoins à dire, à l'appui du maintien de l'évaluation de la répartition proposée, qu'elle se trouvait d'abord naturellement indiquée par la loi de 1807, dont l'article 30 a posé à la fois le principe de la plus-value en pareil cas, et les limites que ne peuvent excéder les indemnités auxquelles il donne ouverture ; qu'il est ensuite équitable d'alléger le sacrifice d'argent que devront supporter les citoyens soumis à l'application de la loi, si elle est rendue, puisqu'on leur impose en outre celui de leur libre arbitre, contraints qu'ils seront désormais de subir une dépense à laquelle ils ont pu, jusqu'à ce jour, ne consentir que de leur plein gré ; et qu'enfin, les conseils municipaux demeurant les maîtres, sauf approbation de leur délibération par ordonnance royale, de fixer les matériaux entre lesquels seuls on sera autorisé à faire un choix, ils s'attacheront toujours, et il est même fort à souhaiter qu'il en soit ainsi, à n'indiquer que des matériaux de bonne qualité et d'un emploi durable, ce qui augmentera le prix du travail, et, par une suite nécessaire, la part respective de ceux qui devront y contribuer. Il est vrai que cette dernière disposition, qui contient en même temps un droit et un devoir pour les conseils municipaux, n'a point été adoptée sans contestation, ni sans essuyer des critiques assez vives ; mais ces attaques, dirigées par des adversaires peu d'accord entre eux, ont eu précisément pour résultat, à notre avis, de mieux faire

ressortir le mérite du parti définitivement arrêté en ce qui concerne ce point de détail. Quelques-uns des opposants l'ont combattu comme mettant des entraves trop étroites à la liberté individuelle; d'autres lui ont reproché, au contraire, de porter atteinte à l'entière latitude qui devait être laissée, dans cette occasion, à l'autorité municipale. Les premiers eussent voulu que, dans la construction des trottoirs, les habitants restassent les maîtres de choisir telle sorte de matériaux qui leur eût le mieux agréé, tandis que les seconds ont réclamé en faveur de la municipalité le droit d'imposer aux parties intéressées sa détermination sur ce point, sans avoir à leur offrir une option quelconque. S'il eût fallu absolument se décider entre l'une ou l'autre de ces deux opinions exclusives, nous nous serions ralliés à celle-ci, parce que, dans ce système, on serait au moins certain d'obtenir, pour chaque localité, des ouvrages réunissant à un égal degré les qualités de solidité, de durée et d'uniformité; avantage qui échapperait, à coup sûr, en s'en remettant avec trop d'abandon aux propriétaires sur les moyens d'exécution. Nous préférons néanmoins de beaucoup la disposition qui a prévalu. Elle accorde aux conseils municipaux, dans une mesure convenable, la part d'influence qu'il est important qu'ils exercent sur cet article essentiel de la confection des trottoirs; elle tient compte aussi des intérêts privés, et leur réserve les ménagements possibles auxquels ils ont droit.

L'obligation d'un concours financier à fournir par les propriétaires riverains, dans la dépense de

l'établissement des trottoirs, une fois admise, il restait à fixer le mode de recouvrement de la portion qui leur incombera. On ne pouvait mieux y pourvoir qu'en appliquant ici, à cause de la frappante analogie, on pourrait dire de la parfaite identité entre les deux espèces, la forme déterminée par l'article 28 de la loi de finances du 25 juin 1841, pour l'acquittement des frais de pavage à la charge des particuliers. C'est ce que décide le projet de loi. Il se termine par une disposition qui interdit toute dérogation aux usages existants, en vertu desquels les propriétaires seraient tenus de supporter la totalité de cette dépense, ou d'y contribuer dans une proportion supérieure à la moitié. Le respect dû aux droits acquis commandait l'insertion de cette réserve. Il n'entre, en effet, dans l'esprit de personne de modifier ces droits au détriment des communes qui les possèdent. Elles continueront à en jouir comme par le passé; la mesure viendra seulement en aide à celles qui se trouvaient désarmées sous ce rapport. Nous nous empressons d'ajouter qu'elle ne doit profiter qu'à elles; et que, pour tous les cas en dehors des conditions spécifiées par le projet de loi, les villes, aussi bien que les propriétaires, demeureront sous l'empire des coutumes locales, qui régiront également tout ce qui est relatif à l'entretien et à la reconstruction des trottoirs.

Nous venons de vous faire connaître, Messieurs, l'origine et les diverses dispositions du projet de loi; vous pouvez en mesurer la portée. Il n'a pour but, il est vrai, que de régler un simple détail de

voirie urbaine; mais si ce détail, pris isolément, n'offre aucune importance, il en acquiert une véritable par le nombre ainsi que par la nature des intérêts qui s'y rattachent.

Nous avons la ferme conviction que cette loi répond à un besoin général, et qu'elle produira, dans la pratique, de prompts et utiles effets en ce qui touche à la salubrité publique, à la liberté de la circulation et à la sûreté des citoyens. En conséquence, votre commission, à l'unanimité, Messieurs, a l'honneur de vous en proposer l'adoption pure et simple.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 21 mai 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. DE CUBIÈRES, au nom d'une commission spéciale * chargée de l'examen des Lettres de grande naturalisation accordées par le Roi à M. de Perron.

MESSIEURS,

La commission nommée pour l'examen des Lettres de grande naturalisation accordées à M. le maréchal-de-camp de Perron, en a pris connaissance, ainsi que des honorables considérations qui les motivent, et que justifient toutes les pièces mises sous les yeux de votre commission.

Le sieur de Perron Charles-Joseph-Maurice-Hector est né à Turin le 12 janvier 1789. Son père et son grand-père étaient officiers-généraux dans l'armée sarde; sa mère était dame de l'impé-

* Cette commission était composée de MM. le président BOULLET, le comte CORBINEAU, DE CUBIÈRES, le Maréchal comte MOLITOR, le comte ROGNET, le baron ROHAULT DE FLEURY, le vicomte DE SÉGUR-LAMOIGNON.

ratrice; elle fit partie de la maison impériale pendant toute la durée du règne de Napoléon.

En 1806, dès qu'il eut l'âge et la force de porter les armes, M. de Perron entra dans l'armée française en qualité de volontaire, se distingua sur de nombreux champs de bataille où il reçut plusieurs blessures, et devint, fort jeune encore, adjudant major des grenadiers de la garde impériale. Dans ce corps d'élite, comme à l'état-major de M. le comte Gérard, il fit preuve de fermeté et d'élan dans les circonstances les plus périlleuses de la campagne de Russie et de celle de France. Il reçut la décoration de la Légion-d'honneur en 1809 à Wagram, et la croix d'officier en 1814. Il a fait la campagne de 1831 en Belgique comme premier aide-de-camp de M. le Maréchal comte Gérard; il fut nommé commandeur de la Légion-d'honneur en 1834.

M. de Perron est aujourd'hui maréchal-de-camp, et investi du commandement de la subdivision du Rhône. Il avait été naturalisé français par Lettres-patentes du 11 décembre 1816. Une naturalité plus solennelle était due à de si longs, à de si honorables services; elle couronnera dignement une vie de sacrifices et de dévouement à sa patrie adoptive; elle fera à la fois la récompense d'un brave soldat et celle d'un bon citoyen; d'avance, elle a été noblement payée par le sang que toute une famille versa pour la défense de la France: un frère de M. de Perron a été tué dans la campagne de 1814, en chargeant à la tête de l'escadron de dragons qu'il commandait.

La commission a l'honneur de proposer à la
Chambre de déclarer vérifiées les Lettres de grande
naturalisation accordées à M. de Perron.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 23 mai 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le baron DE BUSSIERRE, au nom d'une commission spéciale * chargée de l'examen du Projet de loi relatif à l'emprunt grec.

MESSIEURS,

Le Gouvernement nous demande encore cette année les moyens de servir, au défaut du Trésor grec, et pour le semestre échu le 1^{er} mars dernier, les intérêts et l'amortissement de l'emprunt de 1832.

La commission à laquelle vous avez renvoyé l'examen de cette demande, n'a pas pensé qu'en vous soumettant les résultats de son travail, elle dut placer encore une fois sous vos yeux le résumé de tous les faits qui se rattachent au traité de 1832, et le détail de toutes les avances dont se compose aujourd'hui notre créance sur la Grèce. L'ensemble de cette situation est parfaitement

* Cette commission était composée de MM. VIENNET, le baron DE BOIS-LE-COMTE, le marquis DE GABRIAC, le baron DE BARANTE, le duc D'ESTISSAC, le duc DE MONTEMART, le baron DE BUSSIERRE.

connu de la Chambre : vous rappeler quelles obligations ont contractées, il y a treize ans, les trois Puissances protectrices, quelle est la part de la France dans ces obligations, comment elle y a satisfait jusqu'à ce jour, quelles charges en sont résultées pour elle, ce serait reproduire, sans utilité comme sans variété, le travail de presque toutes les commissions précédentes; et nous croyons entrer dans les intentions de la Chambre en prenant cette fois pour point de départ de notre rapport le vote qu'elle a émis l'an dernier.

Vous vous souvenez, Messieurs, qu'à cette époque le Gouvernement du Roi exprimait hautement l'espoir de voir bientôt le terme des embarras financiers de la Grèce et des sacrifices périodiques des trois Puissances. Une convention avait été signée, par laquelle le Gouvernement du Roi Othon affectait spécialement au service de l'emprunt les recettes provenant de la douane et du timbre, et réglait le remboursement des avances par une émission de bons du Trésor grec. Un tel engagement, et certaines mesures déjà prises par le Cabinet d'Athènes pour introduire l'ordre et l'économie dans les diverses branches de son administration, attestaient sa volonté sincère d'entrer enfin dans la voie que lui indiquaient les Puissances protectrices, et d'arriver par la réduction de ses dépenses à l'accomplissement de toutes ses obligations.

Vous connaissez également, Messieurs, les graves événements qui sont survenus immédiatement après la signature de cette convention, et qui ont forcé-

ment retardé l'exécution des stipulations arrêtées. Le Gouvernement sorti de la révolution du mois de septembre 1843 avait à remplir une grande tâche. L'œuvre de transformation politique à laquelle il travaillait réclamait trop exclusivement les soins et l'attention des nouveaux Ministres du Roi Othon, pour qu'il fût possible de méconnaître la nécessité où ils se trouvaient d'ajourner la solution des autres questions. Aussi les deux Chambres ont-elles donné, l'an dernier, leur pleine approbation aux ménagements dont le Gouvernement du Roi avait fait preuve envers le Cabinet d'Athènes; elles ont compris qu'en réclamant immédiatement du Gouvernement grec l'exécution de ses récents engagements, on aurait compliqué, sans aucun profit, une situation déjà très-difficile.

Depuis votre dernière session, le Gouvernement du Roi s'est maintenu, à l'égard de la Grèce, dans cette même réserve que justifiaient évidemment les mêmes circonstances; il a voulu donner aux Ministres du Roi Othon un nouveau témoignage de son intérêt et de sa générosité, en leur laissant toute liberté pour accomplir la régénération politique qu'ils avaient courageusement entreprise, et pour laquelle, il faut le reconnaître, le temps et les efforts ont été bien employés.

La Grèce, dans cet intervalle, est entrée d'un pas ferme dans la voie que les événements de septembre avaient ouverte devant elle. Ses nouvelles institutions se sont rapidement développées. Après la promulgation solennelle de la Constitution, les élections générales ont appelé à la discussion des

intérêts publics les hommes les plus considérables du pays. Un Cabinet éclairé, soutenu par la confiance du Roi et par les sympathies de la nation, a pris la direction des affaires. On doit espérer, qu'après avoir calmé l'agitation inséparable d'un tel changement, et donné à la Grèce une organisation politique également conforme aux conditions de l'ordre monarchique et aux principes d'une sage liberté, il saura lui donner aussi les garanties d'une bonne organisation administrative, l'ordre dans les affaires, l'économie dans les finances, la régularité dans les services publics, tout ce qui fait enfin la sûreté des Etats, le crédit des gouvernements et la richesse des peuples.

Votre commission, Messieurs, s'associe complètement à la pensée qui a dirigé jusqu'à ce jour la conduite du Gouvernement du Roi. Elle lui sait gré d'avoir momentanément écarté tout ce qui aurait pu distraire le Cabinet d'Athènes de l'œuvre fondamentale à laquelle il devait tous ses efforts. Mais, aujourd'hui que cette œuvre paraît toucher à son terme, nous aimons à penser que l'action des trois Puissances ne tardera pas à s'exercer de nouveau sur le Gouvernement du Roi Othon, pour diminuer les charges de la garantie qu'elles ont souscrite; ou plutôt nous voulons croire que, sans attendre des représentations nouvelles, les Ministres grecs s'empresseront de prendre les mesures nécessaires pour assurer le service de l'emprunt par les ressources du pays, et pour accomplir ainsi les stipulations formelles de la convention de 1843. La stricte observation des trai-

tés est aujourd'hui la base de toutes les relations européennes; c'est par son exactitude à remplir les engagements qu'il a contractés, que le Gouvernement du Roi Othon achèvera de légitimer la place qui lui a été faite parmi les Etats indépendants. Alors disparaîtront ces doutes trop longtemps entretenus sur sa solvabilité, sur sa volonté même; alors naîtront autour de lui cette considération, cette confiance du dehors que toutes les nations doivent ambitionner, et qui réagissent si puissamment sur leur prospérité intérieure.

Tels sont, Messieurs, les résultats prochains que votre commission attend également des loyales dispositions du Cabinet d'Athènes et des efforts communs des trois Puissances. Elle espère d'ailleurs que le Gouvernement du Roi, en travaillant, de concert avec ses Alliés, à dégager la garantie collective qui a été accordée à la Grèce, ne négligera pas le soin des intérêts distincts du Trésor français, et le recouvrement de la créance particulière qui résulte de nos précédentes avances. Cette créance s'élevait au 1^{er} janvier de la présente année, à la somme de 4.538.073 francs 41 cent.; en y ajoutant les 527.241 francs qui nous sont demandés aujourd'hui, nous arrivons au chiffre de 5.065,314 francs 41 cent., abstraction faite des intérêts qui n'ont jamais été fixés, et d'une autre créance de 166.666 francs 66 cent., qui remonte à l'année 1829. Nous espérons que le principe du remboursement des avances, au moyen d'une émission de bons du Trésor grec, sera fidèlement maintenu par le Cabinet d'Athènes, et qu'il ne

tardera pas à recevoir son application. Nous ne verrions pas sans regret le Gouvernement du Roi forcé de recourir à un autre mode de recouvrement, et d'adopter le système de compensation dont l'idée avait été suggérée il y a deux ans, par le Gouvernement grec lui-même. Ce système qui consistait, vous vous le rappelez, à compenser une partie de notre créance particulière sur la Grèce par l'émission des dernières obligations de la troisième série, nous enlèverait sans retour tout moyen de venir désormais en aide à la Grèce. Ce serait, en réalité, solder l'emprunt par l'emprunt, et rentrer dans la fausse voie que le Gouvernement et les Chambres ont abandonnée en 1838. Votre commission n'hésite donc pas, Messieurs, à exprimer sa préférence pour le premier mode de libération; elle se plaît à penser que le Cabinet d'Athènes mettra tous ses soins à le réaliser, et ne placera pas le Gouvernement du Roi dans la nécessité de sacrifier une dernière et précieuse ressource, dont la Grèce, bien conseillée, doit se montrer plus avare que nous-mêmes.

La situation financière du nouveau Royaume se présente d'ailleurs, nous devons le reconnaître, sous un aspect plus satisfaisant. Guidés par une volonté ferme et droite, les Ministres actuels du Roi Othon ont réussi, au sein même des agitations politiques de ces derniers temps, à ramener un principe d'ordre dans l'administration des deniers publics. Le Trésor est, dès à présent, en mesure de pourvoir à toutes les dépenses ordinaires, et possède même un excédant de recettes. Les impôts

se perçoivent avec facilité; et la comparaison des revenus de l'an dernier avec ceux des années précédentes, fait ressortir une augmentation considérable. Pour vivifier tous les éléments de prospérité que renferme la Grèce, il ne faut, pour ainsi dire, qu'une direction active et régulière; et l'influence du régime constitutionnel secondera, sans aucun doute, par la publicité même et par le contrôle parlementaire, toutes les améliorations intérieures et tous les progrès administratifs.

En rappelant à la Grèce, dans des circonstances aussi favorables, quels sont à la fois ses devoirs et ses intérêts, le Gouvernement du Roi ne fera que persévérer dans la politique si sage et si bienveillante qu'il a constamment suivie à l'égard du nouveau Royaume. Dans cette politique, fidèle expression des sympathies de la France, le Gouvernement du Roi Othon a trouvé tour à tour, selon les temps, une généreuse assistance ou d'utiles conseils, et, à toutes les époques, un appui cordial et désintéressé. La Grèce en gardera le souvenir; elle aimera toujours, nous n'en doutons pas, à reconnaître de tels services; et convaincus qu'elle verra, Messieurs, dans votre empressement à voter le crédit demandé, un nouveau témoignage de ces dispositions affectueuses, nous avons l'honneur de vous proposer, à l'unanimité, l'adoption du projet de loi.

Séance du 23 mai 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Duc DE FEZENSAC, au nom d'une commission spéciale * chargée de l'examen du Projet de loi relatif à l'emploi des excédants de recette du budget de l'Ordre royal de la Légion-d'honneur.

MESSIEURS,

Le budget de l'Ordre royal de la Légion-d'honneur présente, pour la première fois, un excédant de recette. Cet excédant, qui est de 205.000 francs en 1846, s'accroîtra d'année en année : le projet de loi, qui vous est soumis, a pour but d'en déterminer l'emploi. Pour se rendre compte de ce nouvel état de choses, il importe de jeter un coup d'œil sur la situation financière de la Légion-d'honneur depuis son origine. Après toutes les discussions qui ont eu lieu à ce sujet, à différentes époques, votre commission ne croit pas né-

* Cette commission était composée de MM. le comte DE SPARRE, le baron GIROD (de l'Ain), le duc DE FEZENSAC, le baron GOURGAUD, le baron AYMARD, le marquis DE LAPLACE, le comte DE CAFFARELLI.

cessaire d'entrer dans de grands détails ; un simple exposé des faits suffira.

La Légion-d'honneur fut créée en l'an 10 ; la loi d'organisation fixa le nombre des membres, les partagea en cinq classes, détermina le traitement qui serait affecté à chaque classe, et institua une dotation dont les revenus devaient servir à payer les traitements et à acquitter toutes les autres dépenses de l'Ordre. Ainsi la Légion-d'honneur était dès l'origine une institution spéciale qui avait ses revenus, son administration particulière, son budget distinct de celui de l'Etat. Le nombre de légionnaires augmenta progressivement : ce nombre fixé primitivement à 4.605 dépassait 32.000 en 1814. Pour faire face à ces nouvelles dépenses, l'Empereur augmenta successivement la dotation, mais ces augmentations étaient bien insuffisantes. Dès 1809, le budget de l'Ordre était en déficit. Ce déficit ne fit que s'accroître ; en 1814, les revenus s'élevaient à 10.800.000 francs, les dépenses à 12.400.000 francs, ce qui faisait 1.600.000 francs de déficit annuel, sans compter 3.500.000 francs de déficit antérieur. Les événements de 1814 aggravèrent une situation déjà si fâcheuse. Sur les 10.800.000 francs de dotation, près de 4.000.000 étaient situés dans les pays conquis, et la Légion-d'honneur en fut dépossédée. Les revenus se trouvèrent donc réduits à 6.800.000 francs ; ce n'était que moitié de la dépense.

La Charte de 1814 maintint la Légion-d'honneur, en ajoutant que le Roi déterminerait les règlements intérieurs. Mais le nouveau Gouverne-

ment ne crut devoir accorder à la Légion ni augmentation de dotation, ni subvention annuelle. Il fallut donc diminuer les dépenses en proportion des revenus. Une ordonnance de 1814 réduisit à moitié les traitements de tous les membres de l'Ordre nommés avant le 6 avril 1814, et décida que les nominations postérieures seraient honorifiques.

Nous devons mentionner ici la loi du 15 mars 1815, quoique les dispositions qu'elle contient n'aient eu aucune suite. Vous savez tous quelles furent les circonstances qui lui donnèrent naissance. Napoléon avait débarqué en France et s'avancait rapidement vers la Capitale. Le 13 mars, un membre de la Chambre des Députés proposa de rétablir tous les traitements de la Légion-d'honneur sur le pied de 1813, tant pour les membres de l'Ordre nommés avant 1814 que pour ceux qui avaient été nommés depuis et qui le seraient à l'avenir. Le Gouvernement s'empara de la proposition et la présenta le 14 à la Chambre des Députés, qui l'adopta le jour même, article par article, sans même voter au scrutin secret sur l'ensemble. Le lendemain 15, le projet de loi fut porté à la Chambre des Pairs qui, de son côté, l'adopta au scrutin secret, sans délibérer sur les articles. Le même jour, la loi fut promulguée. Cette loi ne reçut aucun commencement d'exécution. Cinq jours après, l'Empereur Napoléon était à Paris. D'ailleurs la loi créait une dépense de 16 millions, et elle n'allouait aucun crédit pour y faire face. Une seconde loi était donc nécessaire pour exécuter

la première. A la seconde Restauration , cette loi ne fut point présentée. On n'alloua aucun crédit sur le budget. Une ordonnance du 28 décembre 1816, prescrivit l'exécution des ordonnances de 1814, en accordant seulement aux sous-officiers et soldats nommés par le Roi le traitement de légionnaire réduit à moitié. La loi de 1815 fut donc considérée comme non avenue.

Les choses restèrent en cet état jusqu'en 1820 ; à cette époque, le Gouvernement voulut au moins faire cesser pour l'avenir la retenue de moitié que subissaient les traitements des anciens membres de l'Ordre. Pour y parvenir, une subvention sur le budget de l'Etat était nécessaire. La loi du 6 juillet en fixa le montant à 3.400.000 francs ; elle décida que les légionnaires nommés avant le 6 avril 1814, ainsi que les sous-officiers et soldats nommés postérieurement, recevraient à l'avenir le traitement intégral de 250 francs (les uns et les autres ne touchaient que 125 francs depuis 1814), et que les officiers et autres dignitaires de l'Ordre recevraient, au fur et à mesure des extinctions, l'intégralité de leurs traitements. Cette loi décida ensuite que, lorsque tous les anciens traitements annuels auraient été complétés, les fonds devenant libres par les extinctions seraient imputés sur l'allocation de 3.400.000 francs ; enfin un dernier article abrogea les dispositions des lois et ordonnances antérieures, concernant la fixation des traitements des membres de la Légion-d'honneur et contraires à la présente loi.

C'est pour la première fois qu'une subvention

sur le budget de l'Etat a été accordée à la Légion-d'honneur; elle s'est élevée depuis 1820 jusques et y compris 1844 à plus de 64 millions, dont 45 millions ont été employés à compléter le traitement des anciens légionnaires, et 19 millions seulement à compléter le traitement de ceux nommés depuis 1814.

Cette allocation a diminué successivement par l'effet des extinctions : elle a cessé en 1845; et pour cette année le budget de la Légion-d'honneur est en équilibre.

L'exercice de 1846 présente enfin un excédant de recette de 205.000 fr., qui s'accroîtra d'année en année; c'est cet excédant dont le projet de loi a pour but de régler l'emploi.

Vous savez, Messieurs, que les membres de la Légion-d'honneur se trouvent placés, sous le rapport du traitement, en deux catégories bien distinctes : ceux qui ont été nommés sous l'Empire, et ceux qui ont été nommés depuis la Restauration; quant à ces derniers, les nominations sont honorifiques, les sous-officiers et soldats seuls ont droit au traitement de 250 francs; ils en sont en possession.

Les anciens membres de l'Ordre ont été nommés au contraire sous l'empire d'une législation qui leur assurait un traitement différent, suivant leur grade; ils sont tous en possession du traitement auquel ils avaient droit d'après leur position dans la Légion en 1814. Mais, ainsi qu'il a été dit plus haut, leur traitement a été réduit à moitié depuis 1814 jusqu'à 1820 pour les simples légionnaires, et

successivement jusqu'en 1830 pour les autres grades. Le montant de cette retenue s'élève aujourd'hui à 44 millions, dont 17 millions pour les membres de l'Ordre actuellement vivants, et 27 millions pour ceux qui sont décédés depuis 1814. Il était naturel d'employer le premier excédant de recette à réparer, autant que possible, la perte qu'ont éprouvée d'anciens militaires sur un traitement qui était le prix d'honorables services. L'article 1^{er} du projet de loi dispose, en conséquence, qu'à compter du 1^{er} janvier 1846 il sera payé, comme supplément de la Légion-d'honneur, une somme annuelle et viagère de 100 fr. aux membres de l'Ordre du grade de légionnaire, ayant reçu ce grade avant le 6 avril 1814. Leur nombre est de 10.300, leur âge moyen soixante-huit ans.

Ici une première objection se présente : pourquoi ne point faire participer à cette indemnité tous les anciens membres de l'Ordre, quel que soit leur grade ? Tous ont subi sur leur traitement la réduction de moitié ; tous devraient participer à la réparation du tort qui leur a été fait ? Le Gouvernement a pensé, Messieurs, qu'il fallait commencer par ceux qui ont eu le plus à souffrir ; moins le traitement est considérable, plus la réduction de moitié est pénible à supporter. La loi de 1820 était déjà entrée dans cette voie, en rétablissant d'abord l'intégralité du traitement pour les simples légionnaires. C'est donc une répartition équitable, et nous osons dire paternelle, des faibles excédants de recette du budget de la Légion-d'honneur ; c'est une mesure qui a pour but de réparer autant que

possible les pertes causées par le malheur des temps. La totalité des retenues s'élève à 44 millions. Si l'on répartissait au marc le franc les excédants de recette entre les membres de l'Ordre qui ont subi la retenue, cette allocation serait illusoire pour les simples légionnaires auxquels elle est le plus nécessaire.

Une autre objection se présente encore : d'après l'article 1^{er}, le supplément de 100 fr. n'est accordé qu'aux légionnaires nommés avant 1814, et qui sont encore simples légionnaires ; leur nombre, comme nous l'avons dit, est aujourd'hui de 10.300. Les légionnaires nommés avant 1814, et qui ont été promus depuis à des grades supérieurs, sont au nombre de 1.660, ainsi répartis : 7 grands'croix, 29 grands officiers, 263 commandeurs, 1.361 officiers. Il est certain que, pour plusieurs d'entre eux, le supplément proposé serait d'un grand secours. Légionnaires et pour la plupart simples soldats sous l'Empire, ils ont été nommés ensuite officiers dans l'armée et dans la Légion ; ils se sont retirés du service avec une pension souvent insuffisante, et un supplément annuel de 100 fr. leur serait bien utile. On avait donc eu l'idée d'y faire participer ceux d'entre eux dont la pension de retraite ne dépasse pas 1.500 fr., ou bien ceux qui ont atteint l'âge de soixante-dix ans. Toutefois, Messieurs, nous avons pensé, comme le Gouvernement et la Chambre des Députés, qu'il était dangereux d'établir dans une loi un trop grand nombre de divisions. Une exception en amène une autre, et les catégories basées sur l'âge et la pension de retraite

n'atteindraient pas toujours le but que nous nous proposons, celui de secourir le malheur. Les dignitaires de l'Ordre dont nous nous occupons ici touchent déjà le traitement de 250 fr., qui s'ajoute à leurs pensions de retraite ; nous ne pensons pas que la loi doive aller au delà. D'ailleurs, M. le Garde des sceaux a annoncé l'intention de proposer, l'année prochaine, une augmentation au fonds de gratification porté au budget de la Légion-d'honneur, et ce sera le moyen de secourir des infortunes véritables avec plus d'efficacité qu'on ne le pourrait faire en admettant dans un projet de loi telle ou telle catégorie. Nous vous proposons donc l'adoption de l'article 1^{er}.

L'article 2 accorde le même supplément de 100 fr. aux chevaliers de la Légion amputés par suite de blessures reçues à l'armée sous l'Empire, nommés dans l'Ordre postérieurement et jouissant déjà du traitement de 250 fr.

Cet article ne faisait point partie du projet de loi primitif ; il a été introduit dans la Chambre des Députés ; le Gouvernement l'a combattu, et nous-mêmes nous ne vous l'aurions pas présenté. Pour toucher le traitement assigné aux membres de l'Ordre de la Légion-d'honneur, il faut avoir été nommé sous l'Empire, ou bien être sous-officier ou soldat. Les lois des 6 juillet 1820 et 16 juin 1837 ont déjà fait une exception en faveur des militaires amputés, nommés légionnaires depuis 1814. Elles leur accordent le traitement de 250 fr., quels que soient leur grade et leur position ; c'était beaucoup sans doute, et il n'était pas nécessaire d'y ajouter un

supplément de 100 fr. qui n'est que le dédommagement d'une diminution de traitement que ces militaires n'ont point subie. Cependant, comme le nombre des amputés compris dans cette catégorie n'est que de 72 et que leur position leur donne droit à l'intérêt de la Chambre et du pays, votre commission vous propose d'adopter l'article 2.

L'article 3 est destiné à combler une lacune de la loi du 19 avril 1832. Cette loi accorde le traitement de 250 fr. aux légionnaires sous-officiers et soldats nommés par l'Empereur Napoléon en 1815, depuis le 20 mars jusqu'à son abdication. Mais l'Empereur avait nommé un certain nombre de légionnaires avant le 20 mars, ils étaient sous-officiers ou soldats; ils ont depuis été admis par le Roi dans la Légion, et ils sont les seuls dans leur position qui ne touchent pas le traitement de légionnaire. L'article 3 le leur accorde. Leur nombre est de 178.

Les dépenses ordonnées par les trois premiers articles nécessitent des mesures financières dont nous devons vous rendre compte. Nous avons vu, plus haut, que l'excédant disponible pour 1846 était de 205.000 fr. qui s'accroîtront d'année en année par l'effet des extinctions. Le Gouvernement avait cru d'abord ne devoir employer chaque année que les excédants disponibles, il avait en conséquence partagé en différentes catégories les membres de l'Ordre auxquels doit profiter le projet de loi, et il proposait de n'appeler que successivement ces diverses catégories. La Chambre des Députés a préféré leur accorder immédiatement à tous la

jouissance du supplément de traitement qui leur était attribué. Mais il en résultera une forte augmentation de dépense pour les premières années; ainsi, en 1846, la dépense sera de 994.500 francs; l'excédant disponible n'étant que de 200.000 fr., il y a insuffisance de 794.500 fr. L'article 4 dispose qu'il y sera pourvu par des avances qui pourront être faites à la Légion-d'honneur par la caisse des dépôts et consignations; les articles suivants en règlent les conditions. Les emprunts diminueront d'année en année; à dater de 1850 les excédants disponibles seront supérieurs aux dépenses, et serviront à acquitter les avances faites par la caisse des dépôts et consignations. Enfin, en 1853, il restera un excédant disponible, auquel les pouvoirs de l'Etat pourront donner l'emploi qu'ils jugeront le plus convenable dans l'intérêt de l'Ordre.

Telle est, Messieurs, l'économie du projet de loi qui vous est soumis. Son but est d'indemniser les anciens légionnaires encore vivants qui ont subi une retenue sur leurs traitements; et ce but est atteint : nous regrettons vivement que l'insuffisance des fonds ne permette pas d'y faire participer les dignitaires de l'Ordre.

Quant aux membres de l'Ordre décédés, les retenues qu'ils ont subies s'élèvent à 27 millions. Quelque intérêt qu'inspirent leurs familles, elles ne pouvaient pas être préférées aux membres de l'Ordre encore vivants; d'ailleurs beaucoup de ces successions sont ouvertes depuis longues années;

et il serait difficile, souvent même impossible, de reconnaître les héritiers véritables.

Nous en convenons donc, Messieurs, cette loi réparatrice est aussi incomplète que tardive; mais toutes les classes des citoyens ont été plus ou moins victimes de nos révolutions. Le Gouvernement a imposé pendant quatorze ans au pays de grandes charges en faveur de la Légion-d'honneur. La loi qui vous est proposée achèvera l'œuvre de la loi de 1820. Les anciens membres de l'Ordre apprécieront les motifs qui ont empêché de leur accorder tout ce qui était dû à leur dévouement, à leurs glorieux services : ils verront, du moins, dans les dispositions du projet de loi un nouveau témoignage de l'intérêt qu'ils inspirent au Gouvernement et aux Chambres législatives, qui ne sont envers eux que les interprètes de la reconnaissance nationale.

Votre commission a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité, l'adoption du projet de loi.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 23 mai 1845.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le Comte Roy, au nom
d'une commission spéciale * chargée de l'examen
du Projet de loi relatif à la conversion des rentes.

MESSIEURS,

Le projet de loi relatif à la conversion des rentes 5 pour cent, que vous avez renvoyé à l'examen de la commission que vous avez nommée, diffère peu de tous ceux relatifs au même objet soumis à vos précédentes délibérations, et doit ramener devant vous la discussion des principales questions qui y ont déjà été agitées.

La proposition de libérer l'Etat d'une portion de sa dette 5 pour cent, en offrant aux créanciers ou le remboursement du capital, ou une réduction de l'intérêt, fut produite, pour la première fois, en 1824, par M. de Villèle. Accueillie par la Chambre des Députés, elle ne fut pas adoptée par la Chambre des Pairs.

* Cette commission était composée de MM. ODIER, PERSIL, MÉRILHOU, le baron DE BARANTE, BARTHE, le comte ROY, FERRIER.

Reproduite en 1838 par l'initiative de la Chambre des Députés, elle fut encore admise par cette Chambre, et ne fut également pas adoptée par la Chambre des Pairs.

La même proposition présentée par le Gouvernement lui-même eut le même sort en 1840. Admise par la Chambre des Députés, elle fut encore rejetée par la Chambre des Pairs.

D'après le projet de loi de 1840, les propriétaires d'inscriptions de rentes 5 pour cent pouvaient en réclamer la conversion en inscriptions nouvelles de rentes 4 et demi pour cent au pair.

Ils avaient, pour user de la faculté de réclamer la conversion, un délai de trois mois, à partir du jour qui serait fixé par ordonnance royale.

Ceux qui n'auraient pas fait leur déclaration d'option, avant l'expiration de ce délai, seraient restés soumis au remboursement.

Enfin, l'exercice du droit de remboursement devait être suspendu, pendant dix ans, pour les rentes 4 et demi pour cent, créées en exécution de la loi, ou autrement.

Suivant le projet de loi soumis à votre approbation, *le Ministre des finances est autorisé à effectuer le remboursement des rentes 5 pour cent, à raison de 100 francs pour chaque 5 francs de rente; ou à en opérer la conversion en nouvelles rentes 4 et demi pour cent.*

Tout propriétaire de rentes 5 pour 100 qui,

dans les délais fixés, n'aura pas demandé le remboursement, recevra, en échange de son inscription, un autre titre, à raison de 4 francs, 50 cent. de cette rente nouvelle, pour chaque 5 francs de rente ancienne.

Pour le nouveau fonds de 4 et demi pour cent, l'exercice du droit de remboursement est suspendu pendant dix années.

La demande de remboursement devra être produite, dans les vingt jours qui suivront la date de l'ordonnance rendue pour la mise à exécution de la loi.

Ce délai sera porté à deux mois pour ceux qui se trouveraient hors de France, en Europe, ou en Algérie; et à un an pour ceux qui se trouveraient hors d'Europe ou d'Algérie.

Les rentes appartenant à la Légion-d'honneur, à la caisse des invalides de la marine et aux hospices, seront converties en nouvelles rentes 4 et demi pour cent; et il sera ouvert à un chapitre spécial du budget de la dette publique, un crédit égal à la somme nécessaire pour maintenir à ces établissements leur revenu actuel, tant qu'ils conserveront les propriétés de leurs rentes.

Les autres dispositions du projet de loi sont relatives aux propriétaires de rentes qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens; aux rentes grevées d'usufruit; à celles affectées à des majorats; aux moyens de crédit mis à la disposition du Ministre des finances.

Enfin, le dernier article du projet impose au

Ministre des finances l'obligation de rendre un compte détaillé de l'exécution de la loi, dans les deux mois qui suivront l'ouverture de la prochaine session des Chambres.

Ainsi, Messieurs, les dispositions principales du projet de loi sont conformes à celles du projet de 1840. C'est également le système de la conversion des rentes 5 pour 100 en rentes 4 et demi pour 100, ou leur remboursement à raison de 100 fr. par chaque 5 fr. de rentes : c'est également la promesse de la suspension, pendant dix ans, de l'exercice du droit de remboursement.

Mais une différence importante doit être remarquée dans le projet de loi qui vous est soumis.

En 1840, les propriétaires de la rente 5 pour 100 qui n'auraient pas usé de la faculté de réclamer la conversion, *dans un délai de trois mois*, restaient soumis au *remboursement* qui était l'exercice du droit que le Gouvernement prétendait avoir.

Suivant le *projet actuel*, les propriétaires des rentes 5 pour 100 qui n'auraient pas demandé le remboursement dans le *délai de 20 jours*, devraient recevoir un autre titre, à raison de 4 francs 50 centimes par chaque 5 francs de rente; de manière que, dans le nouveau système, le Gouvernement n'userait pas du droit de remboursement qu'il prétend avoir, mais qu'il imposerait à ses créanciers la condition de la réduction de leurs créances, qu'il ne prétend pas avoir le

droit d'exiger d'eux, pour n'avoir pas fait leur déclaration d'accepter leur remboursement dans les 20 jours.

Le projet de loi repose d'abord sur cette base fondamentale que l'Etat, comme les particuliers, a toujours le droit d'éteindre la rente constituée, dont il est débiteur, en remboursant à son créancier le capital qu'il en a reçu, suivant que le contrat de rente est défini, par Pothier, « un
« contrat par lequel un des contractants vend à
« l'autre une rente annuelle et perpétuelle dont il
« se constitue le débiteur pour un prix licite, con-
« venu entre eux, qui doit consister en une
« somme de deniers qu'il reçoit de lui, sous la
« faculté de pouvoir toujours la racheter, lors-
« qu'il lui plaira, pour le prix qu'il a reçu pour
« la constitution; et sans qu'il puisse y être con-
« traint (1). »

Nous ne contestons pas, Messieurs, que *généralement*, et suivant le droit commun, la faculté de se libérer, et même de racheter une rente constituée, en remettant au créancier le capital reçu, n'appartienne au débiteur de cette rente.

Mais nous disons :

Que la loi qui a établi notre système de crédit, a *spécialement* réglé, dans l'intérêt du crédit, le mode d'exercer cette faculté relativement aux rentes constituées par l'État;

(1) Pothier, Contrat de rente perpétuelle.

Que si l'Etat avait même prétendu avoir le droit d'imposer aux propriétaires des rentes 5 pour 100, contre leur volonté, le remboursement de leurs rentes 5 pour 100 par la remise du capital qu'il en aurait reçu, il y aurait renoncé par son fait;

Que le remboursement dont l'autorisation est demandée n'est pas sincère;

Qu'il ne serait d'ailleurs ni équitable, ni praticable aux conditions auxquelles il est offert;

Enfin, et généralement, que le projet conçu dans des vues d'intérêt public ne répondrait pas aux intentions de ses auteurs.

Avant de nous livrer à la discussion de ces diverses propositions, nous aurons d'abord l'honneur de vous rappeler quelques dispositions de la loi de la Convention du 24 août 1793, rendue sur le rapport de Cambon, qui a établi le Grand-livre, et sur lequel elle a ordonné l'inscription de la dette publique sous la dénomination de *dette publique consolidée*.

Vous n'avez sûrement pas oublié que l'article 6 de cette loi exprime que *le Grand-livre de la dette publique sera le titre unique et fondamental de tous les créanciers de l'État*.

Vous savez aussi que le rapport de Cambon fait partie de la loi, aux termes de l'article 229, qui porte :

« Que la commission des finances fera insérer

« dans tous les journaux le présent décret, et le
« rapport pour servir d'instruction ;

« Que le conseil exécutif fera imprimer, publier
« et afficher le rapport pour servir d'instruction
« avec le décret. »

Enfin, nous devons remettre sous vos yeux le passage du rapport de Cambon relatif à l'inscription des rentes constituées qui explique l'objet et l'intention du mode d'inscription qu'il prescrit.

« Nous avons cru, dit le rapporteur, que l'in-
« scription sur le Grand-livre ne devait pas rappe-
« ler les CAPITAUX, et qu'on ne devait y porter que
« le net produit des rentes ou des intérêts, afin de
« faire disparaître ces capitaux fictifs au denier 100,
« au denier 40, etc., qui rappellent d'anciennes
« injustices, sans aucune utilité, puisque lors des
« transmissions de ces propriétés, elles ne sont
« calculées, dans les partages, ventes, etc., que
« pour un capital, à raison de leur produit net.
« D'ailleurs, lorsque la nation s'est chargée de l'an-
« cienne dette, elle ne s'est obligée de la payer que
« sur le pied de son produit à l'époque où elle s'en
« est chargée.

« En ne faisant pas mention du capital, conti-
« nue le rapport, la nation aura toujours dans sa
« main le taux du crédit public. Un débiteur en
« rente perpétuelle ayant toujours le droit de se
« libérer, si une inscription de 50 livres ne se ven-
« dait sur la place que 800, la nation pourrait offrir
« le remboursement de 50 livres d'inscription sur

« le Grand-livre sur le pied du denier 18, ou moyen-
 « nant 900 livres. Dès ce moment, le crédit public
 « monterait au-dessus de ce cours où la nation ga-
 « gnerait sans injustice, en se libérant, un dixième
 « du capital, *puisque le créancier serait le maître*
 « *de garder sa rente, ou de recevoir son rembour-*
 « *sement*, au lieu que si on inscrivait le capital,
 « cette opération serait impossible, ou aurait l'air
 « d'une banqueroute partielle ! »

Non-seulement la loi ordonne que les rentes
 seront inscrites sans *mention des capitaux* aux-
 quels elles ont été constituées, mais elle veut qu'il
 ne puisse en rester de traces ni de preuves; et
 c'est dans cette vue qu'aucun créancier n'a pu re-
 tirer l'extrait de son inscription qu'après avoir
 préalablement remis les titres de sa créance (1);

Qu'il est enjoint aux notaires de remettre égale-
 ment les *minutes* des contrats, titres nouveaux, et
 autres titres portés sur leurs répertoires, lesquels
 seraient annulés ainsi que les indications portées
 sur les répertoires (2);

Et qu'il ne pourrait être délivré par les fonc-
 tionnaires publics aucune expédition ou extrait
 des titres de créance sur la nation, de quelque
 nature qu'ils fussent, à *peine de dix ans de fer* (3).

Ainsi, c'est par le fait et la volonté de l'Etat, et

(1) Art. 113.

(2) Art. 118.

(3) Art. 121.

dans son intérêt, que le capital des anciennes rentes constituées au denier 100, au denier 40, etc., a disparu : et que tous les moyens d'en retrouver la trace ont été enlevés aux propriétaires de ces rentes. En admettant même qu'à cette époque de 1793, l'Etat eût eu la faculté de racheter la rente, par le remboursement du prix reçu pour sa constitution, l'Etat aurait donc renoncé à l'exercice de cette faculté, en le rendant impossible. Dans le système de la loi, il ne se réservait, aux termes mêmes du rapport, d'autres moyens de se libérer de ces anciennes rentes que celui de leur rachat au cours de la place, tandis que, de leur côté, les propriétaires seraient les maîtres de garder leurs rentes ou d'en recevoir le remboursement.

Il y avait dès lors, par une conséquence nécessaire de la suppression du capital de la rente, beaucoup de rapport, en principe, entre le mode de rachat indiqué par la loi de 1793 et celui établi depuis, moins les garanties, et si ce n'est encore qu'en 1793 il n'était pas fait un fonds d'amortissement pour exercer le rachat qui devait aussi avoir lieu *au cours de la place*.

On reconnaît bien que les anciennes rentes constituées ont été inscrites au Grand-livre sans *mention de leur capital*; et que les titres ou extraits d'inscriptions n'en ont pas fait mention davantage, puisque tel est le fait constant, et le système de la loi.

Mais on prétend que cette lacune laissée par Cambon a été réparée par la loi du 24 floréal de

l'an x, qui porte que la partie de la dette publique constituée en perpétuel prendra, à l'avenir, le nom de 5 pour 100 consolidés.

Quelle que soit l'intention dans laquelle cette dénomination ait été donnée, une *dénomination* ne change pas un fait, et il ne serait pas raisonnable de vouloir en conclure que l'existence d'un fait constant et matériel pourrait en être altérée. La loi n'aurait pas la puissance de faire que ce qui est ne soit pas. Et comment, d'ailleurs, cette dénomination donnée, dix ans après, par l'un des contractants en l'absence de l'autre, pourrait-elle avoir quelque influence sur les conséquences qui ressortent d'un fait invariable?

On ne peut pas même supposer que, par cette dénomination, on ait eu la pensée de créer à la rente un capital qui pût la rendre remboursable, lorsque l'orateur du Gouvernement, le conseiller d'Etat Crétet, exposait lui-même au Corps législatif que *cette dette n'étant point remboursable* la loi devait d'autant plus en *protéger la valeur vénale*.

En 1815 et 1816 d'autres faits se sont accomplis.

La France gémissait sous le poids de besoins pressants et continuels; sous celui d'un énorme arriéré, et sous le poids plus insupportable encore des engagements qu'elle avait été forcée de prendre envers les étrangers. L'argent était bien rare, resserré et cher, en raison de sa rareté et de la difficulté de se le procurer. Il arrivait souvent, dans

ces temps de calamité, que, pour subvenir aux besoins les plus urgents du Trésor, l'administration était dans la nécessité d'aller, le matin, solliciter de quelques capitalistes les secours indispensables pour le service de la journée. On sentit alors que c'était dans l'établissement d'un système de crédit public appuyé sur de fortes garanties qu'il fallait chercher les moyens de salut. Ceux qui, à cette époque, étaient dans les affaires, et peut-être encore ceux qui n'y étaient pas, se rappelleront tous les efforts qui furent faits pour atteindre ce but. C'est ainsi que fut instituée la caisse d'amortissement, administrée par un directeur-général responsable, nommé par le Roi; placée sous la surveillance des Chambres, sous celle d'une commission composée de membres pris dans leur sein; d'un président de la Cour des comptes, du gouverneur de la Banque, et du président de la Chambre de commerce de Paris; qui doit, à la session annuelle des Chambres, leur faire son rapport sur la direction morale, et sur la situation matérielle de cet établissement.

La caisse d'amortissement reçoit, chaque année, de l'Etat, une forte dotation, qui s'accroît des arrérages des rentes qu'elle acquiert, qui sont ensuite annulées par une loi, et à laquelle il ne peut être porté atteinte, dans aucun cas et sous aucun prétexte.

A chaque nouvelle constitution de rente, un nouveau fonds d'amortissement, dont le montant est calculé sur la durée nécessaire pour l'extinction de la nouvelle rente, est ajouté à la dotation

de la caisse pour l'amortissement ou l'entier rachat de la nouvelle création de rente.

A mesure que, chaque jour, les sommes affectées à la caisse d'amortissement lui sont versées, l'emploi doit aussi en être fait, chaque jour de bourse, en achats de rentes sur le Grand-livre de la dette publique.

Tel est l'instrument qui a été créé, en 1816, pour le rachat des rentes constituées par l'Etat. C'est une institution *spéciale, sans réserve ni exception* d'aucun autre mode de rachat ; c'est une institution politique *créée en dehors et au-dessus du droit commun*, et dont l'objet n'est pas seulement d'éteindre la dette, mais dans la vue plus élevée d'exciter et de fonder la confiance par tous les moyens qui peuvent la commander et l'assurer. C'est ainsi qu'une puissante dotation lui est affectée ; que les rachats doivent se faire continuellement et à chaque jour de bourse, qu'ils sont publiquement annoncés à l'avance ; que le créancier obtient son remboursement au *cours de la Bourse*, c'est-à-dire, suivant la *valeur vénale de la rente rachetée*, et que les grands pouvoirs de l'Etat interviennent continuellement pour l'exécution fidèle de ces conditions.

Un tel système ne peut se concilier avec celui du remboursement *forcé* d'un capital nominal prêté, il y aurait des siècles, à des époques où ce capital aurait eu beaucoup de prix, et où il serait

rendu lorsqu'il ne pourrait plus rendre les mêmes services. On peut dire avec vérité que le système créé en 1816 est *exclusif* de l'ancien système, et que la loi qui en maintiendrait l'exécution, à l'égard de l'Etat, sans avertissement préalable, serait une loi funeste, et pourrait être appelée, avec raison, une loi de discrédit.

Il est évident que les capitalistes auxquels il a été annoncé qu'un fonds d'amortissement calculé pour le rachat, dans un délai prévu, des rentes mises en adjudication, et qui contractaient, dans cette situation, n'ont pu avoir la pensée que l'Etat aurait encore entendu agir par la voie d'un remboursement qui aurait consisté à racheter, à *sa volonté*, la rente vendue, par la restitution du prix qui en aurait été payé : et s'ils avaient été dans l'erreur, ce serait à l'Etat qui faisait la loi que cette erreur devait être imputée.

Elle ne serait pas sans importance puisqu'il est vrai que les souscripteurs ont dû être dans l'opinion que l'action continuelle et bien garantie de l'amortissement, et l'extinction successive de la rente vendue devaient en améliorer le cours dans l'intérêt dans lequel ils traitaient.

Le remboursement des rentes 5 pour 100 dont l'autorisation est proposée n'est pas même sincère. Comment, dans le moment où pour subvenir à ses besoins, le Gouvernement vient d'ouvrir un emprunt de 200 millions encore en cours d'exécution pendant une année, aurait-on sérieusement la volonté d'effectuer le remboursement d'un

capital de 3 milliards, pour se libérer de rentes constituées dont le rachat n'est pas exigible? Nous osons croire qu'il n'y a pas, dans cette Chambre, une opinion pour supposer la réalité d'un tel projet.

Son objet est évidemment d'arriver à une réduction d'intérêt d'un dixième d'abord, puis d'un autre dixième dans dix ans, et ainsi successivement.

Il est même mis en évidence par la disposition d'après laquelle le propriétaire de la rente 5 pour 100, dont la demande de remboursement n'aurait pas été produite dans le délai de vingt jours, tel qu'il est fixé par le projet de loi, serait obligé de recevoir en échange de son inscription un autre titre à raison de 4 fr. 50 cent. de cette rente nouvelle, pour chaque 5 francs de la rente ancienne.

Ainsi, Messieurs, c'est une *réduction forcée*, obtenue *par la menace d'un remboursement fictif*, dont l'approbation vous est demandée.

Cette réduction ne différerait de celle autrefois en usage que parce que celle-ci s'imposait par la force, tandis que celle d'aujourd'hui serait le résultat de l'artifice.

Et c'est ainsi que le système de confiance et de crédit élevé avec tant de soin, si honorable dans son principe, et qui, depuis trente ans a produit de si merveilleux effets, pourrait être abandonné, et remplacé, à l'avenir, par un système de déception.

Car, ne vous y trompez pas, Messieurs, la proposition qui vous est faite serait le premier pas dans un système funeste, dont le projet lui-même annonce la pratique pour parvenir, à l'avenir, à la diminution de la dette constituée, par des réductions successives d'intérêt.

L'intérêt qui se paie aux propriétaires de la rente 5 pour 100 est de 147 millions par année.

Le montant de la réduction que le projet de loi propose ne s'élèverait pourtant pas réellement à plus de 9 à 10 millions, par la distraction des parties de rentes qui appartiennent à l'Etat ou à des services publics, qu'il faudrait remplacer ou laisser en souffrance.

Les rentes appartenant aux communes, aux fabriques et aux bureaux de bienfaisance ou de charité ne sont cependant pas exceptées. Leur réduction amènerait des déficits dans les budgets des communes, et la nécessité d'en remplacer le montant par des impositions extraordinaires que les conseils municipaux établiraient sur la propriété foncière au dégrèvement de laquelle on avait d'abord spécialement proposé, sans justice, il est vrai, d'appliquer la réduction qui serait obtenue. Mais, du moins, et par le même motif de justice, elle ne devait pas en devenir l'aggravation.

La réduction porterait sur 109.000 parties prenantes dont :

36.833 ont moins de 100 fr. de rente. ;

40.000 de 100 fr. à 500 fr. ;

13.424 de 500 fr. à 1.000 fr. ;

9.710 de 1.000 à 2.000 fr.

Elle serait prélevée sur les premières nécessités de cent mille familles qui sont dans le besoin et pour lesquelles le Grand-livre est aussi une caisse d'épargne. Ceux qui en seraient atteints ne concevraient même pas les motifs qui leur imposeraient la privation qu'ils éprouveraient au milieu des prospérités dont ils entendent dire que nous jouissons , et des prodigalités dont ils sont les témoins.

Elle rappellerait aux anciens rentiers toutes les injustices, toutes les violences exercées contre eux ; et à ceux qui le sont encore la banqueroute des deux tiers , qui leur fut faite pour leur laisser *un tiers consolidé* qui serait, à son tour, atteint par la nouvelle loi avec la condition de l'être encore dans dix années.

La loi de l'an 6 disait du moins qu'il serait pourvu incessamment, et par une loi particulière, à l'amélioration du sort de ceux qui se trouveraient réduits par l'effet de ses dispositions, à une inscription de 200 fr. et au-dessous.

Ce n'est pas par quelques expressions générales qu'on peut essayer de donner une idée de toutes les difficultés, de tous les désordres qu'une telle mesure apporterait dans les partages, dans les constitutions de dot, dans les réglemens de fa-

mille; dans l'administration des biens des mineurs, de ceux affectés aux majorats, aux substitutions, à divers autres services; dans les biens frappés d'usufruit; dans les garanties données qu'il faudrait remplacer, souvent sans moyens de pouvoir le faire.

L'avantage qu'on voudrait procurer au Trésor, et qui serait si chèrement acheté ne serait même qu'illusoire. En cherchant à retrouver par des privations le revenu qui leur aurait été enlevé, les rentiers lui feraient aussi éprouver la privation des droits de toute nature qu'ils auraient supportés sur leurs consommations journalières.

L'altération générale de la confiance amènerait bien d'autres pertes.

Mais on ne peut surtout vouloir mettre en balance l'avantage qu'on recherche avec les effets possibles du mécontentement de plus de cent mille familles qui, avec le sentiment d'une injustice, et au milieu de tant d'excitations au désordre, demeureraient frappées dans leurs moyens d'existence. C'est à vous surtout, Messieurs, qu'il appartient d'apprécier les effets politiques du ressentiment qu'elles pourraient en conserver.

L'exemple des autres pays qui se seraient livrés à des opérations qui paraîtraient semblables à celles qui vous sont présentées, Messieurs, ne peut avoir d'influence sur la détermination que vous prendrez.

On peut assurer qu'aucun ne s'est trouvé dans la position dans laquelle nous sommes placés; et que, dans aucun, les propositions n'ont été les mêmes que celles qui vous sont soumises.

Nous aurions voulu ne pas parler de cette rivalité qu'on cherche à maintenir entre les rentiers et les propriétaires des départements. Le titre de la rente est aussi sacré que le titre de la terre, puisque l'un et l'autre reposent également sur la garantie de la foi publique.

Les départements et les propriétaires peuvent d'ailleurs apprécier désormais les illusions qui leur ont été présentées, et les promesses qui leur ont été faites. Il ne doit pas leur être difficile de reconnaître que des opérations qui n'ont pour objet et qui ne peuvent avoir pour résultat que de substituer un titre de 4 et demi pour 100 d'intérêt à un titre de 5 pour 100, ne peuvent avoir l'effet de faire refluer l'argent dans les départements et sur les propriétés foncières.

Ils comprendront, au contraire, que, par un heureux accord, la prospérité des propriétaires de terres se lie à la prospérité des propriétaires de rentes; que la baisse de l'intérêt est la conséquence nécessaire de l'élévation naturelle du cours de la rente, qui est aussi l'accroissement du capital national; et que c'est la baisse de l'intérêt qui doit surtout appeler l'argent dans les départements, sur l'agriculture et sur l'industrie.

Les meilleures mesures qu'on puisse adopter se-

ront donc toujours celles qui tendront à maintenir la confiance dans toutes les classes de la société, à associer et à attacher davantage tous les intérêts à l'intérêt général, à l'intérêt de l'État, au lieu de tendre à les désunir.

A l'occasion du projet de loi relatif à la conversion des rentes 5 pour 100, nous aurions pu, Messieurs, vous soumettre quelques observations importantes sur les modifications que la législation de l'amortissement a subies depuis quelques années. Mais nous avons pensé qu'il était plus sage d'attendre qu'il eût accompli la destination qu'il a reçue.

Ce qui nous a paru plus pressant c'est de rassurer les intérêts qui s'alarment, et d'arrêter, le plus promptement possible, les dangers de l'agitation que le projet de loi a fait naître, le dommage qui en résulte pour la fortune publique, pour celle des particuliers, et pour le crédit dont l'essor est arrêté.

En résumé, Messieurs, votre commission pense,

Que le rachat des rentes 5 pour 100 est réglé par les lois relatives à l'amortissement et au rachat des rentes constituées par l'État ;

Qu'alors que ce mode de rachat *au cours, avec publicité et concurrence*, a été annoncé, et qu'il a été une des conditions des emprunts, il n'a point été annoncé ni entendu également qu'il pourrait être

remplacé à la volonté de l'un des contractants, par le mode contraire du rachat forcé, au moyen de la simple remise du capital reçu par l'État ;

Que l'inscription au Grand-livre, sans mention de leur capital, des anciennes rentes constituées dont la confusion s'est opérée avec celles créées depuis, rendrait même encore nécessaire d'avoir recours au mode de rachat généralement établi pour le rachat de la dette constituée ;

Que la demande de l'autorisation d'effectuer le remboursement des rentes 5 pour 100, inscrites sur le Grand-livre de la dette publique, à raison de 100 francs par chaque 5 francs de rente, n'est d'ailleurs pas sincère, n'a rien de réel, et serait sans moyen d'exécution, alors même qu'elle serait acceptée ;

Que cette autorisation n'est demandée que comme moyen d'intimidation, et pour forcer les propriétaires des rentes 5 pour 100 de se soumettre à la réduction d'un dixième d'intérêt, en attendant une autre réduction dans dix années ;

Que l'option qui leur est offerte d'un fonds à 4 et demi, en remplacement du fonds à 5 pour 100 qui leur appartient, serait illusoire, et n'est pas équitable, puisque le fonds qui serait substitué à celui qui existe n'aurait ni la valeur en capital, ni la valeur en intérêt de celui dont il prendrait la place.

Messieurs, nous avons senti dans tout le cours de cette discussion que la question du droit de remboursement, tel qu'il est proposé, et les autres questions qui vous sont soumises n'étaient pas des

questions dont on doit chercher la solution dans les règles ordinaires du droit civil. Elles sont d'un ordre bien supérieur.

C'est comme partie du corps politique qui représente l'État que vous êtes appelés à statuer sur le grand différend qui est, en ce moment, porté devant la Chambre des Pairs; les questions, en prenant le caractère qui leur appartient, s'agrandissent et se simplifient; c'est le crédit, ce sont les finances de l'État qui en sont l'objet; c'est la société qui est devant vous. C'est dans les hautes considérations de la fidélité aux engagements, du respect pour les droits de tous, de la bonne foi et de l'utilité réelle de la société, que vous prendrez les motifs de votre détermination.

Par toutes ces considérations, Messieurs, votre commission, à l'unanimité, a l'honneur de vous proposer de ne pas adopter le projet de loi.
